Grand-Duché de Luxembourg

Ministère des Finances

PROJET DE LOI

concernant

LE BUDGET DES RECETTES ET DES DEPENSES DE L'ETAT

pour l'exercice

2001

VOLUME I

Arrêté grand-ducal du 22 août 2000 autorisant le dépôt à la Chambre des Députés du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2001.

Nous Jean, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Naussau;

Sur le rapport de Notre Ministre du Trésor et du Budget et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Notre Ministre du Trésor et du Budget présentera en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2001.

Cabasson, le 22 août 2000

Pour le Grand-Duc:

Son Lieutenant-Représentant

HENRI
Grand-Duc héritier

Le Ministre du Trésor et du Budget,
Luc FRIEDEN

Composition: Service informatique de l'Inspection générale des finances
Impression: Imprimerie Graphic Press, S.à r.l, Mamer

VOLUME I

Projet de budget 2001

Exposé introductif

A.- Table des matières

Introduction

Exposé introductif 17*

Chapitre A. - La situation et l'évolution économiques
1) La conjoncture internationale 19*
2) La conjoncture luxembourgeoise 20*

Chapitre B. - Les orientations générales de la politique budgétaire
1) Les tendances globales du projet de budget 25*
2) Les orientations fondamentales de la politique budgétaire du programme gouvernemental 25*
3) Les orientations de politique budgétaire de l'Union européenne 27*
4) La mise en oeuvre des principes de politique budgétaire 28*
5) L'évolution des recettes et des dépenses de l'Etat 30*
6) L'équilibre global du projet de budget 32*
7) Les accents fondamentaux de la politique budgétaire 32*
8) Le développement des principaux éléments budgétaires 36*

Chapitre C. - Les aspects importants de la situation financière
1) Le compte provisoire de l'exercice 1999 ..... 37*
2) Le budget voté de l'exercice 2000 ..... 42*
3) Les tendances structurelles de la dette de l'Etat 43*

Chapitre D. - Le commentaire du budget des recettes
1) L'évolution du total des recettes budgétaires 47*
2) Le projet de budget des recettes courantes 47*
3) Le projet de budget des recettes en capital 56*

Chapitre E. - Le commentaire du budget des dépenses (par ministères) 57*

Chapitre F. - La structure du projet de budget 93*

Chapitre G. - Le commentaire de la loi budgétaire (par articles) 101*

Projet de loi budgétaire 115*

Budget des recettes

Chapitre Ier. - Recettes courantes

64 - Ministère des finances

Administration des contributions directes (sections 64.0 à 64.4)
Section 64.0 - Impôts directs 3
64.1 - Impôts indirects 3
64.2 - Recettes d'exploitation, taxes et redevances 4
64.3 - Recettes de participations ou d'avances de l'Etat 5
64.4 - Remboursements de dépenses 6

Administration des douanes et des accises
Section 64.5 - Douanes et accises 9

Administration de l'enregistrement et des domaines (sections 64.6 à 64.9)
Section 64.6 - Impôts, droits et taxes 10
64.7 - Recettes domaniales 11
64.8 - Recettes d'exploitation et autres 12
64.9 - Remboursements 16

Chapitre II. - Recettes en capital

94 - Ministère des finances
Section 94.0 - Emprunts, bons du trésor, certificats 21
94.1 - Autres recettes en capital 21

Budget des dépenses

Chapitre III. - Dépenses courantes

00 - Ministère d'Etat
Section 00.0 - Maison du Grand-Duc 27
00.1 - Chambre des députés .....
00.2 - Cour des comptes 28
00.3 - Conseil d'Etat 28
00.4 - Gouvernement 30
00.5 - Conseil économique et social 34
00.6 - Centre de communications du Gouvernement 36
00.7 - Cultes 38
00.8 - Communications 41

01- Ministère des affaires étrangères, du commerce extérieur, de la coopération et de la défense
Section 01.0 - Dépenses générales 44
01.1 - Relations internationales. - Missions diplomatiques 46
01.2 - Relations internationales. - Contributions à des organismes internationaux 49
01.3 - Relations internationales. - Relations économiques internationales et autres actions 51
01.4 - Relations extérieures. - Promotion du commerce extérieur 51
01.5 - Direction de la Défense 52
01.6 - Défense nationale 55
01.7 - Coopération au développement et action humanitaire 60
01.8 - Commission et office des licences 62

02 et 03 - Ministère de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche
Section 02.0 - Culture: dépenses générales 64
02.1 - Service des sites et monuments nationaux 70
02.2 - Musée national d'histoire et d'art 73
02.3 - Bibliothèque nationale 74
02.4 - Archives nationales 77
02.5 - Centre national de l'audiovisuel 80
02.6 - Musée national d'histoire naturelle 83
02.7 - Centre national de littérature 84
03.0 - Enseignement supérieur. - Dépenses générales 86
03.1 - Centre Universitaire 89
03.2 - Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques 91
03.3 - Institut supérieur de technologie 94
03.4 - Institut d'études éducatives et sociales 95
03.5 - Recherche scientifique et recherche appliquée 97

04 - Ministère des finances
Section 04.0 - Dépenses générales 101
04.1 - Contributions directes et métrologie 102
04.2 - Enregistrement et domaines 105
04.3 - Douanes et accises 110
04.4 - Commissariat du Gouvernement près la Banque internationale à Luxembourg 114
04.5 - Commissariat aux bourses 115

05 - Ministère des finances: Trésor et budget
Section 05.0 - Dépenses générales 117
05.1 - Inspection générale des finances. 119
05.2 - Trésorerie de l'Etat 121
05.3 - Direction du contrôle financier 122

05.4 - Cadastre et topographie. . . . 124
05.5 - Chambre des comptes. . . . 128
05.6 - Caisse générale de l'Etat. . . . 129
05.9 - Provision globale pour amendements. . . . 129

06 - Ministère des finances: Dette publique
Section 06.0 - Dette publique 131

07 - Ministère de la justice
Section 07.0 - Dépenses générales 133
07.1 - Services judiciaires 135
07.2 - Etablissements pénitentiaires 139
07.3 - Juridictions administratives 145

08 - Ministère de la fonction publique et de la réforme administrative
Section 08.0 - Fonction publique et réforme administrative. - Dépenses diverses 149
08.1 - Pensions 155
08.2 - Administration du personnel de l'Etat 156
08.3 - Institut National de l'Administration Publique 158
08.4 - Sécurité dans la fonction publique 160
08.5 - Centre informatique de l'Etat 162
08.6 - Service central des imprimés 165

09 - Ministère de l'intérieur
Section 09.0 - Dépenses générales 170
09.1 - Finances communales 170
09.2 - Commissariats de district 171
09.3 - Caisse de prévoyance 174
09.4 - Service de contrôle de la comptabilité des communes 174
09.5 - Police grand-ducale 175
09.6 - Protection civile. - Incendie 181
09.7 - Aménagement du territoire. - Parcs naturels 186
09.8 - Service d'aménagement communal. - Urbanisme 189
09.9 - Service pour la gestion globale de l'eau 190

10 et 11 - Ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports
Section 10.0 - Dépenses générales 194
10.1 - Centre de technologie de l'éducation 198
10.2 - Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques 200
10.3 - Centre de psychologie et d'orientation scolaire 202
10.4 - Sports scolaires et périscolaires 204
10.5 - Etablissements privés d'enseignement 206
10.6 - Cantines scolaires 207
10.7 - Education différenciée 209
10.8 - Service de la formation des adultes 240
10.9 - Inspectorat 243
11.0 - Education préscolaire et enseignement primaire 245
11.1 - Enseignement secondaire 248
11.2 - Enseignement secondaire technique 257
11.3 - Service de la formation professionnelle 274
11.4 - Sports. - Dépenses générales 277
11.5 - Institut national des sports 281
11.6 - Centre sportif national de natation 283
11.7 - Ecole nationale de l'éducation physique et des sports 285

12 et 13 - Ministère de la famille, de la solidarité sociale et de la jeunesse
Section 12.0 - Famille 289

12.1 - Service d'action socio-familiale. - Enfants et adultes 291
12.2 - Solidarité 294
12.3 - Commissariat du Gouvernement aux étrangers 295
12.4 - Fonds national de solidarité 298
12.5 - Caisse nationale des prestations familiales 301
12.6 - Centre du Rham 304
12.7 - Service d'action socio-familiale. - Personnes âgées 307
12.8 - Centres socio-éducatifs de l'Etat 309
12.9 - Service national d'action sociale 312
13.0 - Jeunesse. - Dépenses générales 315
13.1 - Service national de la jeunesse 315
13.2 - Maisons de soins de l'Etat 320

14 - Ministère de la santé
Section 14.0 - Ministère de la santé 322
14.1 - Direction de la santé 329
14.2 - Laboratoire national de santé 341
14.3 - Service d'action socio-thérapeutique 345
14.4 - Hôpital neuropsychiatrique de l'Etat 345
14.5 - Dommages de guerre corporels 346
14.6 - Centre thermal et de santé de Mondorf 347

15 - Ministère de l'environnement
Section 15.0 - Dépenses générales 350
15.1 - Administration de l'environnement 353
15.2 - Administration des eaux et forêts 356

16 - Ministère du travail et de l'emploi
Section 16.0 - Travail. - Dépenses générales 362
16.1 - Administration de l'emploi 365
16.2 - Inspection du travail et des mines 368
16.3 - Ecole supérieure du travail 371
16.4 - Fonds pour l'emploi 373
16.5 - Mesures dans l'intérêt de l'emploi, respectivement du réemploi des accidentés de la vie et des personnes handicapées 373

17 et 18 - Ministère de la sécurité sociale
Section 17.0 - Sécurité sociale. - Dépenses générales 377
17.1 - Inspection générale de la sécurité sociale 378
17.2 - Contrôle médical de la sécurité sociale 381
17.3 - Conseil arbitral des assurances sociales 383
17.4 - Conseil supérieur des assurances sociales 385
17.5 - Assurance maladie - maternité. - Union des caisses de maladie 387
17.6 - Assurance dépendance. - Cellule d'évaluation et d'orientation 388
17.7 - Mutualités: conseil supérieur de la mutualité 391
18.4 - Office des assurances sociales 392
18.5 - Caisse de pension des employés privés 399
18.6 - Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels 402
18.7 - Caisse de pension agricole 405
18.8 - Centre commun de la sécurité sociale 407

19 - Ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural
Section 19.0 - Dépenses générales 415
19.1 - Mesures économiques et sociales spéciales 417
19.2 - Administration des services techniques de l'agriculture 419
19.3 - Remembrement des biens ruraux 427
19.4 - Service d'économie rurale 427
19.5 - Administration des services vétérinaires 429

19.6 - Viticulture 433
19.7 - Sylviculture 436
19.8 - Développement rural 438

20 - Ministère de l'économie
Section 20.0 - Economie 440
20.1 - Service central de la statistique et des études économiques (STATEC) 446
20.2 - Service de l'énergie de l'Etat 450
20.3 - Centrales hydro-électriques 452
20.4 - Energie. - Dépenses générales 453

21- Ministère des classes moyennes, du tourisme et du logement
Section 21.0 - Classes moyennes 455
21.1 - Tourisme 457
21.2 - Logement 461

22 - Ministère des travaux publics
Section 22.0 - Travaux publics. - Dépenses générales 466
22.1 - Ponts et chaussées. - Dépenses générales 467
22.2 - Ponts et chaussées. - Travaux propres 471
22.3 - Bâtiments publics. - Dépenses générales 474
22.4 - Bâtiments publics. - Compétences propres 476

23 - Ministère des transports
Section 23.0 - Transports. - Dépenses générales 480
23.1 - Circulation routière 481
23.2 - Transports publics 482
23.3 - Chemins de fer 484
23.4 - Navigation et transports fluviaux 485
23.5 - Direction de l'Aviation civile 488
23.6 - Aéroport de Luxembourg 491
23.7 - Garage du gouvernement 495
23.8 - Commissariat aux affaires maritimes 495

24 - Ministère de la promotion féminine
Section 24.0 - Promotion féminine 500

Chapitre IV. - Dépenses en capital

30 - Ministère d'Etat
Section 30.3 - Conseil d'Etat 507
30.4 - Gouvernement 507
30.5 - Conseil économique et social 507
30.6 - Centre de communications du Gouvernement 508
30.8 - Communications 509

31 - Ministère des affaires étrangères, du commerce extérieur, de la coopération et de la défense
Section 31.0 - Dépenses générales 511
31.1 - Relations internationales. - Missions diplomatiques 511
31.5 - Direction de la Défense 512
31.6 - Défense nationale 512

32 et 33 - Ministère de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche
Section 32.0 - Affaires culturelles 515
32.1 - Service des sites et monuments nationaux 516
32.3 - Bibliothèque nationale 516
32.4 - Archives nationales 517
32.5 - Centre national de l'audiovisuel 517

32.6 - Musée national d'histoire naturelle 517
32.7 - Centre national de littérature 518
33.0 - Enseignement supérieur. - Dépenses générales 518
33.2 - Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques 519
33.4 - Institut d'études éducatives et sociales 519
33.5 - Recherche scientifique et recherche appliquée 519

34 - Ministère des finances
Section 34.0 - Dépenses générales 521
34.1 - Contributions directes et métrologie 523
34.2 - Enregistrement et domaines 524
34.3 - Douanes et accises 525

35 - Ministère des finances: Trésor et budget
Section 35.0 - Dépenses générales 528
35.1 - Inspection générale des finances 528
35.2 - Trésorerie de l'Etat 529
35.3 - Direction du contrôle financier 529
35.4 - Cadastre et topographie 530
35.5 - Chambre des comptes 530
35.6 - Caisse générale de l'Etat 530
35.9 - Provision globale pour amendements 531

36 - Ministère des Finances: Dette publique
Section 36.0 - Dette publique 533

37 - Ministère de la justice
Section 37.0 - Dépenses générales 535
37.1 - Services judiciaires 535
37.0 - Etablissements pénitentiaires 535
37.3 - Juridictions administratives 536

38 - Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative
38.0 - Fonction publique et réforme administrative. - Dépenses diverses 538
38.2 - Administration du personnel de l'Etat 538
38.3 - Institut national de l'Administration Publique 538
38.5 - Centre Informatique de l'Etat 539
38.6 - Service central des imprimés 540

39 - Ministère de l'intérieur
Section 39.0 - Dépenses générales 542
39.1 - Finances communales 542
39.2 - Commissariats de district 543
39.5 - Police grand-ducale 543
39.6 - Protection civile. - Incendie 544
39.7 - Aménagement du territoire. - Parcs naturels 545
39.8 - Service d'aménagement communal. - Urbanisme 545
39.9 - Service pour la gestion globale de l'eau 545

40 et 41 - Ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports
Section 40.0 - Dépenses générales 548
40.1 - Centre de technologie de l'éducation 548
40.2 - Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques 549
40.3 - Centre de psychologie et d'orientation scolaire 549
40.6 - Cantines scolaires 549
40.7 - Education différenciée 550
40.8 - Service de la formation des adultes 550
41.2 - Enseignement secondaire technique 550
41.3 - Service de la formation professionelle 551

41.4 - Education physique et sports 551
41.5 - Institut national des sports 552
41.6 - Centre sportif national de natation 552
41.7 - Ecole nationale de l'éducation physique et des sports 552

42 et 43 - Ministère de la famille, de la solidarité sociale et de la jeunesse
42.0 - Famille 554
42.4 - Fonds national de solidarité 555
42.5 - Caisse nationale des prestations familiales. 555
42.6 - Centre du Rham 556
42.7 - Service d'action socio-familiales. - Personnes âgées 556
42.8 - Centres socio-éducatifs de l'Etat 556
42.9 - Service national d'action sociale 557
43.0 - Jeunesse. - Dépenses générales 557
43.1 - Service national de la jeunesse 558

44 - Ministère de la santé
44.0 - Ministère de la Santé 560
44.1 - Direction de la Santé 560
44.2 - Laboratoire natioanl de santé 562
44.4 - Hôpital neuropsychiatrique 562
44.5 - Dommages de guerre corporels 563
44.7 - Santé. - Travaux sanitaires et cliniques 563

45 - Ministère de l'environnement
45.0 - Dépenses générales. 566
45.1 - Administration de l'Environnement. 566
45.2 - Administration des Eaux et Forêts. 568

46 - Ministère du travail et de l'emploi
46.0 -Travail. - Dépenses générales 579
46.1 - Administration de l'Emploi 570
46.2 - Inspection du travail et des mines 571
46.3 -Ecole supérieure du travail 571
46.4 - Fonds pour l'emploi 571
46.5 - Mesures dans l'intérêt de l'emploi, respectivement du réemploi des accidentés de la vie et des personnes handicapées 572

47 et 48 - Ministère de la sécurité sociale
47.1 - Inspection générale de la sécurité sociale 574
47.2 - Contrôle médical de la sécurité sociale. 574
47.3 - Conseil arbitral des assurances sociales. 574
47.4 - Conseil supérieur des assurances sociales 575
47.6 - Assurance dépendance. - Cellule d'évaluation et d'orientation 575
48.4 - Office des assurances sociales 575
48.5 - Caisse de pension des employés privés. 576
48.6 - Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels 576
48.7 - Caisse de pension agricole 577
48.8 - Centre commun de la sécurité sociale 577

49 - Ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural
Section 49.0 - Dépenses générales 580
49.1 - Mesures économiques et sociales spéciales 580
49.2 - Administration des services techniques de l'agriculture 580
49.3 - Rembrement des biens ruraux 582
49.4 - Service d'économie rurale 582
49.5 - Administration des services vétérinaires 583
49.6 - Viticulture 583
49.7 - Sylviculture 584

49.8 - Développement rural 584

50 - Ministère de l'économie
Section 50.0 - Economie 587
50.1 - Service central de la statistique et des études économiques 589
50.2 - Service de l'énergie de l'Etat 590
50.3 - Centrales hydro-électriques 590
50.4 - Energie. - Dépenses diverses 591

51 - Ministère des classes moyennes, du tourisme et du logement
Section 51.0 - Classes moyennes 593
51.1 - Tourisme 593
51.2 - Logement 595

52 - Ministère des travaux publics
Section 52.0 - Travaux publics. - Dépenses générales 600
52.1 - Ponts et chaussées 600
52.2 - Fonds des routes 607
52.3 - Bâtiments publics 607
52.4 - Bâtiments publics - Compétences communes 609
52.5 - Fonds d'investissements publics 621
52.6 - Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg 622

53 - Ministère des transports
Section 53.1 - Circulation routière 624
53.2 - Transports publics 624
53.3 - Transports ferroviaires 624
53.4 - Navigation fluviale 625
53.5 - Direction de l'aviation civile 625
53.6 - Aéroport de Luxembourg 626
53.7 - Garage du Gouvernement 627
53.8 - Commissariat aux affaires maritimes 628
54 - Ministère de la promotion féminine

Section 54.0 - Promotion féminine 630

Budget des recettes et des dépenses pour ordre

Chapitre V. - Recettes pour ordre 637

Chapitre VI. - Dépenses pour ordre 643

Annexes

Les opérations des principaux fonds spéciaux de l'Etat

Fonds de la coopération au développement 649
Fonds pour les investissements socio-familiaux 650
Fonds pour les monuments historiques 651
Fonds d'équipement sportif national 653
Fonds pour l'emploi 654
Fonds pour la protection de l'environnement 657
Fonds pour la gestion de l'eau 658
Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture 659
Fonds d'investissements publics administratifs 660
Fonds d'investissements publics scolaires 662
Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux 663
Fonds des routes 664
Fonds des investissements hospitaliers 665
Fonds pour la loi de garantie 666

B. - Table alphabétique du volume I

Budget des recettes

Chapitre Ier. - Recettes courantes Pages

Administration des contributions directes 3
Administration des douanes et des accises 9
Administration de l'enregistrement et des domaines 10
Impôts directs 3
Impôts, droits et taxes (enregistrement) 10
Impôts indirects 3
Recettes d'exploitation et autres (enregistrement) 12
Recettes d'exploitation, taxes et redevances (contributions) 4
Recettes domaniales (enregistrement) 11
Recettes de participations ou d'avances de l'Etat (contributions) 5
Remboursements (enregistrement) 16
Remboursements de dépenses (contributions) 6

Chapitre II. - Recettes en capital

Autres recettes en capital 21
Emprunts, bons du trésor, certificats 21

Budget des dépenses

Chapitre III. - Dépenses courantes

Action humanitaire 60
Administration de l'emploi 365
Administration de l'environnement 353
Administration des eaux et forêts 356
Administration des services techniques de l'agriculture 419
Administration des services vétérinaires 429
Administration du personnel de l'Etat 156
Aéroport de Luxembourg 491
Affaires étrangères, commerce extérieur, coopération et défense (ministère des) 44
Agriculture (ministère de l') 425
Aide humanitaire 60
Aménagement communal - urbanisme 189
Amendements (provision globale pour) 129
Archives nationales 77
Assurance dépendance 388
Assurance pension agricole 405
Assurance pension des employés privés 399
Assurances sociales 392
Audiovisuel (centre national de l') 80
Aviation civile (direction de l') 488

Bâtiments publics (administration des) 474
Bibliothèque nationale 74

Cadastre et topographie 124
Caisse de pension agricole 405
Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels 402
Caisse de pension des employés privés 399
Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux 174

Caisse nationale des prestations familiales ... 301
Caisses de maladie (union des) ... 387
Cantines scolaires ... 207
Centrales hydro-électriques ... 452
Centre commun de la sécurité sociale ... 407
Centre de communications du Gouvernement ... 36
Centre informatique de l'Etat ... 162
Centre de psychologie et d'orientation scolaire ... 202
Centre de technologie de l'éducation ... 198
Centre national de l'audiovisuel ... 80
Centre national de littérature ... 84
Centre du Rham ... 304
Centre sportif national de natation ... 283
Centre thermal et de santé de Mondorf ... 347
Centres socio-éducatifs de l'Etat ... 309
Centre universitaire ... 89
Chambre des députés ... 27
Classes moyennes (ministère des) ... 455
Commissariat aux affaires maritimes ... 495
Commissariats de district ... 171
Commissariat du gouvernement aux étrangers ... 295
Commissariat du gouvernement près la banque internationale à Luxembourg ... 114
Commission et office des licences ... 62
Communications ... 41
Comptabilité des communes (service de contrôle de la) ... 174
Conseil arbitral des assurances sociales ... 383
Conseil d'Etat ... 28
Conseil économique et social ... 34
Conseil supérieur de la mutualité ... 391
Conseil supérieur des assurances sociales ... 385
Contributions directes, métrologie ... 102
Contrôle financier (Direction du) ... 122
Contrôle médical de la sécurité sociale ... 381
Cour des comptes ... 28
Cultes ... 38
Culture (ministère de la) ... 64

Députés (chambre des) ... 27
Défense nationale ... 55
Dette publique ... 131
Développement rural ... 438
Direction de la défense ... 52
Direction de la santé ... 329
District (commissariats de) ... 171
Douanes (et accises) ... 110

Eaux et forêts (administration des) ... 356
Ecole nationale de l'éducation physique et des sports ... 285
Ecole supérieure du travail ... 371
Economie (ministère de l') ... 440
Education différenciée ... 209
Education nationale, formation professionnelle et sports (ministère de l') ... 194
Enregistrement et domaines ... 105
Enseignement préscolaire et enseignement primaire ... 245
Enseignement secondaire ... 248
Enseignement secondaire technique ... 257
Enseignement supérieur ... 86
Environnement (ministère de l') ... 350
Etablissements pénitentiaires ... 139

Famille, solidarité sociale et jeunesse (ministère de la) 289
Finances (ministère des) 101
Fonction publique et réforme administrative (ministère de la) 149
Fonds pour l'emploi 373
Fonds national de solidarité 298
Formation des adultes (service de la) 240

Garage du gouvernement 495
Gestion globale de l'eau (service pour la) 190
Grand-Duc (maison du) 27
Gouvernement 30

Hôpital neuropsychiatrique de l'Etat 345

Inspection générale des finances 119
Inspection générale de la sécurité sociale 378
Inspection du travail et des mines 368
Inspectorat 243
Institut d'études éducatives et sociales 95
Institut national de l'administration publique 158
Institut national des sports 281
Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques 91
Institut supérieur de technologie 94
Intérieur (ministère de l') 170

Juridictions administratives 145
Justice (ministère de la) 133

Laboratoire national de santé 341

Maison du Grand-Duc 27
Missions diplomatiques (affaires étrangères) 46
Mondorf (centre thermal et de santé de) 347
Musée national d'histoire et d'art 73
Musée national d'histoire naturelle 83

Office des assurances sociales 392
Office et commission des licences 62

Parcs naturels 186
Police grand-ducale 175
Ponts et chaussées 467
Promotion féminine (ministère de la) 500
Protection civile - Incendie 181
Provision globale pour amendements (divers départements) 129

Recherche scientifique et recherche appliquée 97
Remembrement des biens ruraux 427

Santé 322
Sécurité sociale (ministère de la) 377
Service central des imprimés 165
Service central de la statistique et des études économiques (STATEC) 446
Service de contrôle de la comptabilité des communes 174
Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques 200
Service d'économie rurale 427
Service de l'énergie de l'Etat 450
Service de la formation des adultes 240
Service de la formation professionnelle 274

Services judiciaires ... 135
Service national de la jeunesse ... 315
Service national de la sécurité dans la fonction publique ... 160
Service des sites et monuments nationaux ... 70
Service national d'action sociale ... 312
Services techniques de l'agriculture (administration des) ... 419
Services vétérinaires (administration des) ... 429
Sites et monuments nationaux (service des) ... 70
Sports ... 277
Sports scolaires et périscolaires ... 204
Statec ... 446
Sylviculture ... 436

Tourisme (ministère des classes moyennes, du tourisme et du logement) ... 455
Transports (ministère des) ... 480
Travail (ministère du) ... 362
Travaux publics (ministère des) ... 466
Trésorerie de l'Etat ... 121

Union des caisses de maladie ... 387

Vétérinaires (administration des services) ... 429
Viticulture ... 433

Chapitre IV- Dépenses en capital

Administration de l'emploi ... 570
Administration de l'environnement ... 566
Administration des eaux et forêts ... 568
Administration des services techniques de l'agriculture ... 580
Administration des services vétérinaires ... 583
Administration du personnel de l'Etat ... 538
Aéroport de Luxembourg ... 626
Affaires étrangères, commerce extérieur, coopération et défense (ministère des) ... 511
Agriculture (ministère de l') ... 580
Aménagement communal - urbanisme ... 545
Amendements (provision globale pour) ... 531
Archives nationales ... 517
Assurance dépendance ... 575
Audiovisuel (centre national de l') ... 517
Aviation civile (direction de l') ... 625

Bâtiments publics (administration des) ... 609
Bibliothèque nationale ... 516

Cadastre et topographie ... 530
Caisse de pension agricole ... 577
Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels ... 576
Caisse de pension des employés privés ... 576
Caisse nationale des prestations familiales ... 555
Cantines scolaires ... 549
Centrales hydro-électriques ... 590
Centre commun de la sécurité sociale ... 577
Centre de communications du Gouvernement ... 508
Centre informatique de l'Etat ... 539
Centre de psychologie et d'orientation scolaire ... 549
Centre de technologie de l'éducation ... 548
Centre national de l'audiovisuel ... 517
Centre national de littérature ... 518
Centre du Rham ... 556

Centre sportif national de natation ... 552
Centres socio-éducatifs de l'Etat ... 556
Classes moyennes (ministère des) ... 593
Commissariat aux affaires maritimes ... 628
Commissariats de district ... 543
Communications ... 509
Conseil arbitral des assurances sociales ... 574
Conseil d'Etat ... 507
Conseil économique et social ... 507
Conseil supérieur des assurances sociales ... 575
Contributions directes, métrologie ... 523
Contrôle financier (Direction du) ... 529
Contrôle médical de la sécurité sociale ... 574
Culture (ministère de la) ... 515

Défense nationale ... 512
Dette publique ... 533
Développement rural ... 584
Direction de la défense ... 512
Direction de la santé ... 560
Douanes (et accises) ... 525

Eaux et forêts (administration des) ... 568
Ecole nationale de l'éducation physique et des sports ... 552
Ecole supérieure du travail ... 571
Economie (ministère de l') ... 587
Education différenciée ... 550
Education nationale, formation professionnelle et sports (ministère de l') ... 548
Emploi (fonds pour l') ... 571
Enregistrement et domaines ... 524
Enseignement secondaire technique ... 550
Enseignement supérieur ... 518
Environnement (ministère de l') ... 566
Etablissements pénitentiaires ... 535

Famille, solidarité sociale et jeunesse (ministère de la) ... 554
Finances (ministère des) ... 521
Finances (ministère des...: trésor et budget) ... 528
Finances communales ... 542
Fonction publique et réforme administrative (ministère de la) ... 538
Fonds national de solidarité ... 555
Fonds d'investissements publics ... 621
Fonds des routes ... 607
Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg ... 622

Garage du gouvernement ... 627
Gestion globale de l'eau (service pour la) ... 545
Gouvernement ... 507

Hôpital neuropsychiatrique de l'Etat ... 562

Inspection générale des finances ... 528
Inspection générale de la sécurité sociale ... 574
Inspection du travail et des mines ... 571
Institut d'études éducatives et sociales ... 519
Institut national de l'administration publique ... 538
Institut national des sports ... 552
Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques ... 519
Intérieur (ministère de l') ... 542

Juridictions administratives 536
Justice (ministère de la) 535

Laboratoire national de santé 562

Missions diplomatiques (affaires étrangères) 511
Musée national d'histoire naturelle 517

Office des assurances sociales 575

Parcs naturels 545
Police grand-ducale 543
Ponts et chaussées 600
Promotion féminine (ministère de la) 630
Protection civile - Incendie 544
Provision globale pour amendements (divers départements) 531

Recherche scientifique et recherche appliquée 519
Remembrement des biens ruraux 582

Santé 560
Santé.- Travaux sanitaires et cliniques 563
Service central des imprimés 540
Service central de la statistique et des études économiques (STATEC) 589
Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques 549
Service d'économie rurale 582
Service de l'énergie de l'Etat 590
Service de la formation des adultes 550
Service de la formation professionnelle 551
Services judiciaires 535
Service national de la jeunesse 558
Service des sites et monuments nationaux 516
Service national d'action sociale 557
Services techniques de l'agriculture (administration des) 580
Services vétérinaires (administration des) 583
Statec 589
Sylviculture 584

Tourisme (ministère des classes moyennes, du tourisme et du logement) 593
Transports (ministère des) 624
Travail (ministère du) 570
Travaux publics (ministère des) 600
Trésorerie de l'Etat 529

Vétérinaires (administration des services) 583
Viticulture 583

Exposé introductif

L'exposé introductif du projet de budget, qui a pour objet de donner un aperçu général de la conjoncture économique et de fournir une vue d'ensemble sur la politique budgétaire et financière, est subdivisé en sept chapitres:

Chapitre A. - La situation et l'évolution économiques
1) La conjoncture internationale
2) La conjoncture luxembourgeoise

Chapitre B. - Les traits essentiels de la politique budgétaire
1) Les orientations fondamentales de la politique budgétaire
2) Les orientations de politique économique et budgétaire du Conseil de l'Union européenne
3) La nécessité d'une politique budgétaire tendancielle de l'Union européenne
4) La mise en œuvre des principes de politique budgétaire
5) L'évolution des dépenses de l'Etat
6) L'équilibre global du projet de budget
7) Les accents fondamentaux de la politique budgétaire
8) Le développement des principaux éléments budgétaires

Chapitre C.- Les aspects importants de la situation financière
1) Le compte provisoire de l'exercice 1999
2) Le budget de l'exercice 2000
3) Les tendances structurelles de la dette de l'Etat

Chapitre D.- Le commentaire du budget des recettes
1) L'évolution du total des recettes budgétaires
2) Le projet de budget des recettes ordinaires
3) Le projet de budget des recettes extraordinaires

Chapitre E.- Le commentaire du budget des dépenses (par ministères)

Chapitre F.- La structure du projet de budget

Chapitre G.- Le commentaire de la loi budgétaire (par articles)

* * *

Les programmes détaillés des principaux fonds spéciaux de l'Etat sont présentés comme annexes au projet de budget proprement dit.

En vue d'alléger l'exposé introductif, le programme pluriannuel des dépenses extraordinaires est publié au volume II du projet de budget; un exposé sommaire de la situation budgétaire est cependant intégré au chapitre C traitant des aspects importants de la situation financière.

A. La situation et l'évolution économiques

La conjoncture tant internationale que nationale est décrite régulièrement dans les notes trimestrielles de conjoncture du STATEC. Les commentaires ci-après se réfèrent à la situation telle qu'elle se présentait début juillet 2000, c'est-à-dire au moment de la publication de la Note N° 2/2000. La prochaine Note de conjoncture paraîtra vers la mi-octobre et présentera une vue actualisée de la situation.

1. Conjoncture internationale

D'après Eurostat, la hausse du PIB aurait atteint 3,2% dans l'UE 15 au premier trimestre de 2000. Cette forte croissance est due de prime abord à une nette expansion des activités d'exportation, ces dernières s'étant accrues de quelque 13% en rythme annuel, au premier trimestre 2000. Le dynamisme actuel du commerce mondial y est pour quelque chose, de même que la dépréciation de la monnaie européenne. La demande intérieure a été légèrement en retrait, principalement en raison d'une consommation privée moins dynamique que lors des trimestres précédents.

L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, demeure stable, à quelque 2%. Il y a 12 mois, elle affichait encore un taux de 1,1%. L'inflation sous-jacente, mesurée par l'IPCH hors énergie et biens alimentaires, est de 1,0% pour l'UE 15 et de 1,2% pour la Zone Euro au cours des 5 premiers mois de 2000. Elle s'est légèrement accélérée dans la Zone Euro (1,0% en moyenne au cours du 2e semestre de 1999), mais pas dans l'UE.

Les tensions inflationnistes, pour l'ensemble de l'UE 15, semblent donc pour le moment "sous contrôle". Toujours est-il que les prix pétroliers se sont hissés à nouveau au-dessus de 30 USD/baril et ont généré un nouveau (mini-)choc, qui devrait se concrétiser dans les statistiques de juin/juillet. Dans bon nombre de pays européens, l'inflation est au-dessus de 2% (en mai: NL, B, P, I, EL, SF, DK, L, E, IRL). L'inflation est plus faible dans les grands pays (UK, F, D), qui ont un poids économique plus élevé dans l'UE et qui tirent donc l'indice général à la baisse.

Le chômage est clairement orienté à la baisse. Pour la Zone Euro, le taux de chômage a été de 9,2% en mai, contre 10,1% 12 mois plus tôt et 11% 24 mois plus tôt. Le chômage est plus bas dans l'ensemble de l'Union Européenne, les chiffres respectifs étant de 8,5%, 9,3% et 10,1%. L'évolution est donc sensiblement la même.

Les hausses successives des taux directeurs par la BCE ont fait monter les taux d'intérêt (à court terme, 3 mois) dans la Zone Euro: un taux (moyen) minimal de 2,7% a été noté entre avril 1999 et septembre 1999. En mai 2000, en revanche, on note des taux de 4,4%. L'EURO semble avoir touché un plancher à 0,90 USD (pour un EURO) en mai dernier; en juin, il s'est stabilisé à une parité de 0,95 USD.

Au premier semestre 2000, les perspectives de croissance mondiale sont placées sous le signe de l'optimisme. Après une croissance de 2,5% en 1998 et de 3,3% en 1999, la croissance *mondiale* pourrait être de 4,2% en 2000 et de 3,9% en 2001. Cette vigueur résulterait de la conjonction de la poursuite d'une forte expansion aux Etats-Unis, d'une nette reprise dans la Zone UE 15, du dynamisme retrouvé des nouveaux pays industrialisés d'Asie et des économies en transition, et, enfin, du rebond économique en Russie et en Amérique latine. Demeurent quelques exceptions, la plus notable étant le Japon.

L'optimisme renforcé en Europe s'explique d'abord par cet environnement international très favorable et, plus particulièrement, par l'activité dynamique - pour le moment encore - aux Etats-Unis (PIB + 5,0% en 2000).

Le dynamisme du commerce mondial devrait continuer à tirer les exportations de la Zone Euro et corroborer en particulier la reprise en Allemagne et en Italie. La vigueur des marchés extérieurs de la zone est aussi renforcée par la dépréciation de l'EURO, qui a perdu un peu plus de 20% en termes nominaux par rapport au dollar depuis son lancement (se situant à 0,95 dollar pour un EURO en juin dernier).

L'OCDE, qui a publié ses prévisions au début du mois de mai, s'attend ainsi à une croissance de 3,5% dans la Zone Euro en 2000 et de 3,3% en 2001. Des trois pays voisins du Luxembourg, seule l'Allemagne ne dépasserait pas la marque des 3,5% (tableau 1). L'emploi progresserait d'environ 1,6% au cours des deux années

et le chômage continuerait de reculer, pour se situer, en 2001, en moyenne annuelle, à 8,5% dans la Zone Euro et à 7,9% dans l'UE 15.

L'inflation devrait rester sous contrôle: l'OCDE prévoit une croissance du déflateur implicite du PIB de la Zone Euro de 1,5% resp. 1,9% en 2000 et 2001 (1,8% et 2,2% pour l'UE 15). Les autorités monétaires américaine et européenne ont clarifié leurs orientations en matière de politique monétaire en renforçant le caractère de "prévention modérée". Ainsi, la hausse des taux courts devrait se poursuivre, l'OCDE s'attendant un taux court moyen de 5,1% en 2001 dans la Zone Euro (contre 4,3% en 2000).

Evolution macro-économique 1999-2001

	PIB à prix constants			Prix implicites à la consommation privée			Nombre de chômeurs			Solde de la balance des paiements courants		
	Variations en % par rapport à l'année précédente						en % de la pop. active			en % du PIB		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Belgique	2,5	3,6	3,2	1,1	1,9	1,7	9,0	8,3	7,8	4,0	3,4	3,4
Allemagne	1,5	2,9	3,0	0,8	1,5	1,5	9,0	8,5	7,7	-0,9	-0,5	0,4
France	2,9	3,7	2,9	0,7	1,3	1,5	11,1	9,8	8,8	2,6	2,5	2,6
Luxembourg (1)	*4.9*	*5.6*	*5,3*	*1,0*	*2,0*	*1,8*	*2,9*	*2,8*	*2,7*	*n.d.*	*n.d.*	*n.d*
UE 15	**2,3**	**3,4**	**3,1**	**1,6**	**2,1**	**2,1**	**9,2**	**8,5**	**7,9**	**0,3**	**0,3**	**0,6**
Zone euro	**2,3**	**3,5**	***3,3***	**1,4**	**2,0**	**2,0**	**10,1**	**9,2**	**8,5**	**0,6**	**0,7**	**1,2**
E.-U. d'Amérique	4,2	4,9	3,0	1,6	2,4	2,2	4,2	4,0	4,2	-3,7	-4,5	-4,4
Japon	0,3	1,7	2,2	-0,5	-0,3	0,0	4,7	4,8	4,8	2,5	2,6	2,9

1) Les prévisions de l'OCDE pour le Luxembourg peuvent diverger de celles du STATEC.
Source: OCDE, juin 2000

2. Conjoncture luxembourgeoise

Aperçu synoptique

taux de variation en % (ou spécifié autrement)

	1997	1998	1999
Consommation finale des ménages (en volume)	3,7	2,0	4,1
Consommation finale des administrations publiques (en vol.)	2,1	2,8	12,8
Formation brute de capital fixe (en vol.)	10,5	1,5	26,6
Exportations de biens et services (en vol.)	10,5	9,9	7,9
Importations de biens et services (en vol.)	9,3	8,3	11,2
PIB (en vol.)	7,3	5,0	7,6
PIB (mio LUF)	624.581,0	665.735,0	731 821
Emploi salarié	3,4	4,6	5,3
Inflation (prix à la consommation)	1,4	1,0	1,0
Coût salarial moyen nominal	2,9	1,8	3,0
Taux de chômage (en % de la population active)	3,3	3,1	2,9

Source: STATEC, (Comptes nationaux, juin 2000)

Situation récente

L'économie luxembourgeoise tourne actuellement à un rythme qui se situe au-dessus de la moyenne à long terme. Le PIB s'est accru de quelque 7,5% en termes réels en 1999 contre une moyenne d'environ 5,5% observée depuis 1985. Il en résulte une très vive expansion de l'emploi intérieur, rendue possible par un important réservoir de main-d'œuvre dans la Grande région, une immigration accrue et une hausse du taux d'emploi national.

En 1999, les services financiers et d'assurance ainsi que les transports et communications auront joué un rôle clé dans le processus de l'accroissement de la richesse intérieure: ces deux branches auront généré – de manière directe – 67% de la croissance de la valeur ajoutée brute (VAB) totale. De même, du côté des

emplois/ressources, la très forte progression de la demande intérieure est patente: celle-ci aurait augmenté de 11,3%, principalement en raison de l'achat massif d'aéronefs (dans la rubrique formation brute de capital fixe) et de l'introduction d'un nouveau type de prestations sociales (l'assurance dépendance, dépenses de consommation collective).

L'inflation, bien que toujours peu élevée dans un contexte de plus long terme, commence à susciter des inquiétudes alors que le Luxembourg, à partir du quatrième trimestre de 1999, mais surtout au premier semestre de 2000, a connu des taux supérieurs à 2% et dépassant parfois même les 3%.

Le coût salarial a certes connu un coup d'accélérateur, mais surtout en raison d'une hausse – potentiellement non récurrente – des primes et gratifications. D'autre part, le mécanisme d'indexation aura été déclenché deux fois en moins de douze mois (août 1999 et juillet 2000), ce qui risque de contribuer à la hausse de l'inflation sous-jacente, qui est passée à 1,9% en juin et qui, par le biais du phénomène de l'auto-allumage, risque de rester élevée.

En 1999, le taux de chômage a diminué de 0,2%: il est ainsi passé sous la barre des 3% (en moyenne annuelle) pour se situer à 2,9%. En dépit de la concurrence très forte de la part de la main-d'œuvre non-résidente, le chômage (national) a poursuivi son mouvement de baisse, entamé en 1997, dès que l'économie luxembourgeoise a (re-)commencé à croître plus fortement. Contrairement à 1998, la résorption du chômage via les mesures de formation et de placement n'aura joué qu'un rôle mineur, le nombre de bénéficiaires ne s'étant accru que de 33 personnes (en moyenne annuelle) en 1999.

Perspectives

Les dernières prévisions officielles du STATEC ont été publiées dans le contexte du "pacte de stabilité", en février dernier. Le rythme de croissance du PIB qui y avait été dessiné dans le cadre de la variante "haute", soit quelque 6% en volume, nous semble assez probable au cours des années 2000 et 2001. En effet, les organisations internationales prévoient, pour l'ensemble de l'UE 15, généralement quelque 3,5% de croissance en 2000 et 2001.

Une croissance éventuellement encore plus forte au Luxembourg (comparable aux 7,5% réalisés en 1999) passerait par une évolution dynamique des deux secteurs ayant soustendu la conjoncture ces dernières années, à savoir le secteur financier et celui des transports et communications. Etant donné l'évolution très favorable du secteur des services au premier semestre de 2000 (et du secteur financier en particulier), ce scénario "dynamique" de la variante haute du dernier scénario de prévision officiel du STATEC nous semble très réaliste pour l'année courante.

La poursuite de l'expansion rapide de l'emploi et l'accroissement du nombre de personnes dans des mesures de placement ou de mise au travail contribueront à faire baisser encore le chômage, déjà à un niveau très bas. Au cours des premiers mois de 2000, le taux de chômage a continué à reculer de quelque 0,2% par rapport aux premiers mois de 1999. Nous anticipons dès lors un taux de chômage moyen de 2,7% pour l'année 2000 (2,9% en 1999).

L'inflation s'est fortement accélérée en Europe et au Luxembourg en particulier. Au cours des 6 premiers mois, le taux d'inflation moyen (IPCN) a été de 2,9%. Actuellement, le STATEC prévoit un taux moyen de 2,9% pour l'ensemble de l'année 2000. Dans l'hypothèse d'une stabilisation des prix du pétrole brut vers un niveau de 25 USD/baril (en moyenne annuelle) – ce qui suppose une baisse à partir des niveaux observés en juin – et que le cours de l'Euro se stabilise quant à lui aux alentours de 0,97 USD/Euro (en moyenne annuelle également), le taux d'inflation devrait approcher les 2% en 2001. D'après les prévisions actuelles du STATEC, les hausses moyennes de l'échelle mobile des salaires seraient de respectivement 2,7% et 2,3% en 2000 et 2001, ce qui entraînerait l'échéance d'une tranche indiciaire en août 2001.

Deux points d'interrogation subsistent toutefois:

- la répercussion "à retardement" des hausses des prix du pétrole brut sur les autres prix;
- le déclenchement éventuel d'une spirale inflationniste au Luxembourg en raison des échéances rapprochées des tranches indiciaires (processus dit de l'autoallumage) et plus généralement de l'évolution des coûts salariaux.

En résumé, le STATEC prévoit une croissance du PIB en volume de quelque 6% en 2000 et 2001, conformément aux prévisions (variante "haute") publiées lors du dernier "pacte de stabilité". Cette hypothèse pourrait encore s'avérer trop basse dans le cas de la poursuite du développement favorable dans certains secteurs porteurs.

La hausse moyenne de l'échelle mobile devrait être de 2,7% en 2000 et 2,3% en 2001. Les échéances des prochaines tranches indiciaires devraient être dès lors juin/juillet 2000 et juillet/août 2001.

Evolution de la valeur ajoutée en volume par branches

			Taux de croissance (en %)			Contrib. à la croissance
Branche	NACE rév. 1	Part dans le total en 1998 (% de la VAB à prix courants)	1990-1995 /*	1996-1998 /**		1999
Agriculture, viticulture, sylviculture, pêche	010-050	0,7	3,4	-5,0	0,0	0,00
Industries extractives	100-140	0,1	-0,9	2,0	8,7	0,01
Industries manufacturières	150-370	13,4	2,1	6,1	-1,4	-0,19
Electricité, gaz et eau	400	1,3	4,0	0,2	9,6	0,13
Construction	450	5,7	2,3	1,4	3,4	0,19
Commerce, réparation	500-520	10,2	3,0	-2,5	5,6	0,57
Hôtels et restaurants	550	2,3	1,7	3,0	3,9	0,09
Transports et communications	600-640	9,8	9,6	8,4	28,2	2,78
Intermédiation financière et assurances	650-670	20,7	9,4	8,6	6,1	1,26
Immobilier, location et services aux entreprises	700-740	18,3	5,8	3,7	1,1	0,19
Administration publique	750	5,9	3,1	1,8	0,9	0,06
Education	800	3,7	7,4	2,9	2,0	0,08
Santé et action sociale	850	4,3	5,7	4,7	19,2	0,83
Services collectifs, sociaux et personnels	900-930	3,0	1,9	1,4	0,0	0,00
Services domestiques	950	0,5	3,2	5,2	3,8	0,02
Total		100,0	4,8	4,7	6,0	6,01

/* SEC 79 (anciennes séries)
/** SEC 95
Source: STATEC

Marché du travail, principales variables

		Taux de croissance (en %)		Niveau (1000 pers.) /*
	1990-1997 *	1998	1999	1999
Emploi salarié intérieur	3,0	4,6	5,3	231,5
dont frontaliers	9,7	9,9	10,7	78,4
Part des frontaliers dans les nouveaux emplois /**	80,5	65,5	64,5	
Emploi total intérieur	2,8	4,3	5,0	248,3
Emploi national	0,7	2,0	2,5	178,0
Chômage (nombre de chômeurs, ancienne série)	17,5			
Chômage (nombre de chômeurs, nouvelle série)		-5,6	-3,3	5,351
Mises au travail et mesures de formation		30,4	1,9	1,751
Total demandeurs d'emplois		1,0	-2,1	7,102
Taux de chômage au sens large (en % de la population active)		4,0	3,9	
Taux de chômage (en % de la population active) /***	2,4	3,1	2,9	

La nouvelle série du chômage débute en 1997. Elle est purgée des demandeurs d'emplois occupés dans des mises au travail ou des formations; ceux-ci sont regroupés dans une nouvelle série. Le total des demandeurs d'emplois comprend les chômeurs et les personnes bénéficiant de mises au travail et de mesures de formation. Les taux de chômage sont obtenus en rapportant les séries respectives à la population active.
*/ taux moyens ou moyennes annuelles
**/ sur les créations nettes, c.-à-d. par rapport aux stocks respectifs
***/ 1990-1997: ancienne série; nouvelle série à partir de 1998
Sources: ADEM, STATEC

Prix et salaires

		Taux de variation (en %)	
	1990-1997	1998	1999
1. Prix à la consommation			
- Total	2,3	1,0	1,0
- Prix pétroliers	2,7	-7,2	4,4
- Inflation sous-jacente	1.0 /*	1,3	0,9
2. Prix industriels			
- Total	-0,7	1,7	-3,9
- Industrie hors sidérurgie	0,3	1,4	-1,3
- Sidérurgie	-2,8	2,8	-11,6
3. Prix à la construction			
- Indice général	2,7	1,8	2,0
4. Coût salarial nominal			
- Echelle mobile des salaires	2,6	0,2	1,0
- Coût salarial nominal moyen - économie totale	4,0	1,8	3,0
5. Autres prix (déflateurs implicites comptes nationaux)			
- Prix des exportations de biens et services	0,9	0,4	1,7
- Prix des importations de biens et services	0,7	-0,1	1,3
- Déflateur du PIB /**	2,2	1,5	2,2

/* 1995-1997

/** PIB version SEC 1990-1994

Source: STATEC

* * *

B. Les orientations générales de la politique budgétaire

1) Les tendances globales du projet de budget

Le **projet de budget pour 2001** se présente comme suit par rapport au budget voté de l'exercice 2000 et au compte provisoire de 1999:

	Compte provisoire 1999	*Budget définitif 2000*	*Projet de budget 2001*	*Variation*	
				en euros	*en %*
Budget courant					
Recettes	*4.931.969,6*	*4.786.085,6*	*5.395.941,9*	*+609.856,3*	*+12,74%*
Dépenses	*4.045.824,0*	*4.239.667,3*	*4.611.606,2*	*+371.938,9*	*+8,77%*
Excédents	*+886.145,6*	*+546.418,3*	*+784.335,7*	*+237.917,4*	...
Budget en capital					
Recettes	*42.599,6*	*28.864,6*	*33.891,0*	*+5.026,4*	*+17,41%*
Dépenses	*918.660,4*	*623.865,3*	*813.829,0*	*+189.963,7*	*+30,45%*
Excédents	*-876.060,8*	*-595.000,7*	*-779.938,0*	*-184.937,3*	...
Budget total					
Recettes	*4.974.569,2*	*4.814.950,2*	*5.429.832,9*	*+614.882,7*	*+12,77%*
Dépenses	*4.964.484,4*	*4.863.532,6*	*5.425.435,2*	*+561.902,6*	*+11,55%*
Excédents	*+10.084,8*	*-48.582,4*	*+4.397,7*	*+52.980,1*	...

Notes: Les montants sont indiqués en milliers d'euros.
Les pourcentages représentent les taux de variation du projet de budget pour 2001 en comparaison avec le budget définitif pour 2000.
Le budget définitif tient compte, du seul côté des dépenses, de l'accord salarial dans la fonction publique; les recettes restant celles prévues au budget voté pour 2000.

* * *

2) Les orientations fondamentales de la politique budgétaire du programme gouvernemental

Dans l'intérêt de la mise au point globale du projet de budget pour l'exercice 2001, le Gouvernement s'est basé sur les deux facteurs fondamentaux suivants:

a) Les principes de politique budgétaire pluriannuelle du programme gouvernemental;
b) Les orientations de politique économique et budgétaire du Conseil de l'Union européenne.

a) Les principes de politique budgétaire pluriannuelle du programme gouvernemental

Dans sa **déclaration du 12 août 1999**, le Gouvernement insiste tout d'abord sur le fait que la prospérité de notre pays ne pourra être maintenue à long et moyen terme que si l'Etat réussit à garder les conditions d'équilibre actuelles de nos finances publiques qui constituent un fondement solide pour l'action du nouveau Gouvernement.

Dans ce contexte le Gouvernement rappelle que les programmes de stabilité luxembourgeois qui ont été approuvés sans réserves au niveau européen, s'inscrivent dans le nouvel environnement européen de surveillance et de coordination des politiques économiques en définissant les lignes de forces suivantes:

- la capacité de financement du secteur public devra rester excédentaire;
- le solde budgétaire de l'Etat central devra rester en équilibre;
- la croissance des dépenses ordinaires de l'Etat devra être inférieure à la croissance du budget total.

Aux yeux du Gouvernement il importe de respecter ces règles de conduite et de poursuivre une politique budgétaire rigoureuse afin de conserver les atouts favorables actuels de notre situation financière.

Il importe donc au Gouvernement de poursuivre une stricte discipline budgétaire et de veiller notamment à ce que la progression des dépenses de l'Etat ne dépasse pas, à moyen terme, les limites de la croissance économique.

Dans ce contexte il importe également de souligner que le Gouvernement s'est engagé à maintenir respectivement à son niveau très bas le montant de notre dette publique et à son niveau élevé les réserves budgétaires ainsi que les avoirs des fonds d'investissements.

Pour des raisons plus amplement développées ci-après, il convient de noter d'emblée que ces lignes de conduite de la politique budgétaire ont intégralement été observées dans le cadre de l'établissement du projet de budget pour 2001.

Les traits essentiels du projet de budget pour l'exercice 2001 peuvent se résumer comme suit:

- La maîtrise des dépenses publiques est parfaitement assurée;
- Le projet de budget est présenté en équilibre sans endettement supplémentaire;
- La bonne évolution de la conjoncture économique engendre des recettes additionnelles qui, combinées à la maîtrise des dépenses publiques permettent au Gouvernement de proposer d'importantes réductions d'impôts;
- Le financement des grands projets d'investissements est garanti grâce aux importants moyens financiers des principaux fonds spéciaux.

b) Le budget définitif de l'exercice 2000

Dans l'interprétation de l'évolution des dépenses entre 2000 et 2001 il importe de tenir compte du fait que le budget voté de l'exercice 2000 a été modifié par les dispositions suivantes de la loi du 28 juillet 2000 relative à l'accord salarial dans la fonction publique du 29 mai 2000:

1) Le crédit de l'article 08.0.11.310, libellé "Traitements et pensions des fonctionnaires, indemnités des employés et salaires des ouvriers de l'Etat ainsi que rémunérations d'autres agents publics en tout ou en partie à charge de l'Etat" a été porté de 411.497.000 francs à 1.999.497.000 francs.....	*+ 1.588,00 millions*
2) Le crédit de l'article 08.0.34.080, libellé "Participation de l'Etat dans le financement de mesures sociales dans l'intérêt du personnel de l'Etat: bonification d'intérêts aux agents publics" a été porté de 82.000.000 francs à 106.000.000 francs.....	*+ 24,00 millions*
3) Un nouvel article 08.0.12.011, libellé " Frais de route et de séjour" a été ajouté au budget voté avec un montant de 11.000.000 francs.....	*+ 11,00 millions*
4) Un nouvel article 08.0.33.001, libellé "Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées par l'Etat" a été ajouté au budget voté avec un montant de 144.000.000 francs.....	*+ 144,00 millions*
5) Un nouvel article 08.0.12.350, libellé "Participation aux frais de certaines catégories de personnel des communes et de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois" a été ajouté au budget voté avec un montant de 320.500.000.....	*+ 320,50 millions*
Total (en francs).....	*+ 2.087,50 millions*
Total (en euros).....	*+ 51,75 millions*

A la suite de ces modifications, le budget définitif de l'exercice 2000 se présente comme suit par rapport au budget voté de cet exercice:

	Budget voté 2000	*Variation*	*Budget définitif 2000*
Recettes totales.....	*4.815,0*	*0,0*	*4.815,0*
Dépenses totales....	*4.811,8*	*+ 51,8*	*4.863,6*
Excédents.....	*+ 3,2*	*- 51,8*	*- 48,6*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en milltons d'euros.

D'après les premières données de l'année 2000, les recettes seront plus élevées que prévu au budget 2000 de sorte que le budget restera en équilibre, voire sera excédentaire.

* * *

3) Les orientations de politique budgétaire de l'Union européenne

Dans son rapport du mois d'avril 2000 sur les grandes orientations de politique économique des Etats membres de l'Union européenne, la Commission note que "depuis le début de l'été 1999, - c'est-à-dire depuis l'adoption des dernières grandes orientations - une reprise économique de plus en plus robuste et généralisée s'est installée au sein de l'Union. Sous l'effet conjugué de politiques macro-économiques propices, d'un taux de change de l'euro compétitif et d'une conjoncture mondiale dynamique, la reprise devrait s'intensifier cette année et l'année suivante."

Dans ce contexte, la Commission relève également qu'"à partir de ces bases saines, les décideurs politiques européens se trouvent face à de nouveaux défis et de nouvelles possibilités pour les années à venir et à plus long terme. Les principaux défis sont le retour au plein emploi, la transition vers une économie fondée sur la connaissance, l'impact du vieillissement rapide de la population et l'amélioration de la cohésion sociale. Tous les Etats membres sont confrontés à ces problèmes, mais il y a des différences marquées en ce qui concerne tant l'ampleur de ceux-ci que le degré de préparation des Etats membres".

Aux yeux de la Commission c'est "l'innovation et l'accumulation de savoir qui deviennent les moteurs de la compétitivité, de la productivité, de la croissance économique, de l'emploi et de l'amélioration des niveaux de vie. Or, l'Union est en retard sur les Etats-Unis à la fois pour ce qui est du potentiel d'innovation, où l'écart s'est creusé depuis le milieu des années 1990 et de la production et de la diffusion de technologies de l'information et de la communication.

Dans un chapitre consacré à l'amélioration de la qualité et de la viabilité des finances publiques, la Commission estime notamment que les "Etats membres devraient:

- améliorer leurs positions budgétaires en limitant leurs dépenses plutôt qu'en augmentant les impôts;

- mettre en place ou renforcer les mécanismes et les institutions aptes à permettre une maîtrise des dépenses, de façon à pouvoir baisser les impôts sans compromettre l'obtention ou le maintien de positions budgétaires saines.

- restructurer les dépenses publiques en faveur de l'investissement en capital physique et humain, de la R&D, de l'innovation, des technologies de l'information et des dépenses destinées à financer des politiques d'emploi actives, comme le préconisent les lignes directrices pour l'emploi."

Pour ce qui est plus particulièrement du **Luxembourg**, la Commission note que la croissance du PIB a été particulièrement vive en 1999, en dépit d'évènements extérieurs défavorables, et elle devrait rester forte. Le chômage reste très faible; en revanche, des tensions inflationnistes se font sentir.

Quant à la politique budgétaire, la Commission note qu'en raison de la croissance économique rapide et de la vivacité des recettes budgétaires qui en découle, les finances publiques du Luxembourg ont enregistré, à plusieurs reprises, de confortables excédents depuis plusieurs années. Dans cette perspective, la politique budgétaire devrait viser à:

- surveiller de près l'évolution des dépenses courantes, afin de faciliter la réalisation des objectifs budgétaires, tout en se réservant une marge pour réduire la pression fiscale, conformément au programme de stabilité actualisé et à

- conjuguer une saine gestion des finances publiques à la mise en œuvre, notamment dans le domaine de la sécurité sociale, des réformes indispensables pour assurer la pérennité du système et se préparer aux défis imposés par le vieillissement de la population.

Au vu de ces recommandations de politique budgétaire de l'Union européenne il convient de relever que le projet de budget du Luxembourg pour l'exercice 2001 s'aligne intégralement sur **les orientations générales et particulières, fixées par le Conseil de l'Union européenne** pour la préparation des budgets publics de l'année 2001.

Rappelons à cet égard également que sur le plan de la politique budgétaire un mécanisme très strict a été mis en place et ce, dès le début de la deuxième phase de **l'Union économique et monétaire** en vue de contraindre les politiques budgétaires nationales à une très grande discipline, dont la principale obligation est d'éviter, à partir de sa mise en vigueur, tout déficit public excessif.

Le caractère excessif des déficits est fixé dans un protocole annexe dans les termes suivants:

- la dette publique est excessive si le rapport entre dette et P.I.B. est supérieur à 60 %;
- le déficit budgétaire est excessif si le rapport entre ce déficit et le P.I.B. est supérieur à 3 %.

L'évolution de la capacité de financement ou du besoin de financement des administrations publiques, telle qu'elle résulte des définitions du règlement CE 3605/93 du 22 novembre 1993 relatif au déficits excessifs (article 104 du traité), se présente actuellement comme suit (situation avril 2000):

(en % du PIB)

	1999	*2000*	*2001*	*2002*	*2003*
Belgique.....	*-0,9*	*-1,0*	*-0,5*	*+0,0*	*+0,2*
Allemagne...	*-1,1*	*-1,0*	*-1,5*	*-1,0*	*-0,5*
Espagne.....	*-1,1*	*-0,8*	*-0,4*	*+0,1*	*+0,2*
France.....	*-1,8*	*-1,7*	*-1,2*	*-0,7*	*-0,3*
Irlande.....	*+2,0*	*+1,2*	*-2,5*	*+2,6*	*n.d.*
Italie.....	*-1,9*	*-1,5*	*-1,0*	*-0,6*	*-0,1*
Luxembourg	***+2,4***	***+2,5***	***+2,6***	***+2,9***	***+3,1***
Pays-Bas....	*+0,5*	*-0,6*	*-1,3*	*-1,1*	*n.d.*
Autriche.....	*-2,0*	*-1,7*	*-1,5*	*-1,4*	*-1,3*
Portugal....	*-2,0*	*-1,5*	*-1,1*	*-0,7*	*-0,3*
Finlande....	*+2,3*	*+4,7*	*+4,2*	*+4,6*	*+4,7*

Ainsi qu'en témoigne le tableau ci-dessus, la capacité de financement du secteur public luxembourgeois se situe très largement au-dessus de la barre des -3%.

* * *

4) La mise en œuvre des principes de politique budgétaire

Le Gouvernement entend mettre en œuvre une politique budgétaire qui vise à ajuster l'évolution des dépenses de l'Etat sur la croissance du produit intérieur brut, dans une optique du moyen terme.

Cet objectif exige qu'en principe, c'est-à-dire abstraction faite d'éventuels écarts dus au fait de la conjoncture, l'augmentation des dépenses de l'Etat ne dépasse pas les possibilités de croissance à moyen terme de notre économie. En présence de la très grande rigidité de nos dépenses publiques, une politique budgétaire visant à établir dans une optique annuelle un parallélisme absolu entre l'évolution du budget des dépenses de l'Etat et celle du produit intérieur brut s'avère en effet impossible.

Par conséquent, en considération des structures particulières de notre budget et de notre économie, c'est-à-dire devant l'impossibilité d'influer de manière décisive sur l'évolution conjoncturelle de notre pays par des mesures globales d'ordre budgétaire, la nécessité de pratiquer une politique tendancielle des dépenses publiques, axée sur le moyen terme, s'avère indispensable.

Il découle de ces observations que le respect des principes de politique budgétaire contenu dans la déclaration gouvernementale doit être apprécié dans un contexte pluriannuel, c'est-à-dire dans le cadre de la nouvelle période législative et non pas dans un cadre purement annuel.

* * *

En vue de l'élaboration du projet de budget pour l'exercice 2001, le Gouvernement s'est donc interrogé sur:

- les possibilités de croissance à moyen terme du produit intérieur brut et sur

- la hausse probable de l'échelle mobile des salaires entre 2000 et 2001.

Le premier élément à prendre en considération – conformément aux principes de politique budgétaire – en vue de l'élaboration du projet de budget pour l'année à venir, est formé par la **hausse probable de la moyenne des cotes d'application de l'échelle mobile des salaires.**

Le montant nominal d'une proportion importante des charges de l'Etat (environ les deux tiers du budget courant) est en effet lié directement à l'évolution de l'échelle mobile des salaires, de sorte que – quels que soient les principes de politique budgétaire – la détermination d'un plafond d'augmentation des dépenses de l'Etat ne peut pas ne pas tenir compte de la hausse des prix.

Notons que le STATEC table sur une inflation qui passerait à un taux de l'ordre de 2,9 % pour l'année 2000 et à un taux de 2,0% pour l'année 2001..

Ces hypothèses en matière d'évolution de l'indice des prix à la consommation se traduisent en termes d'échelle mobile des salaires par une moyenne annuelle des cotes d'application de 569,4 pour l'année 2000 et de 581,2 points pour l'année 2001.

A cet égard, il importe de rappeler que l'estimation des crédits inscrits au budget définitif de l'exercice 2000 a été basée sur un niveau moyen de l'échelle mobile des salaires de l'ordre de 562,4 points pour l'année en cours. Or, ainsi qu'il résulte des commentaires reproduits ci-avant concernant les tendances conjoncturelles de l'économie luxembourgeoise, la hausse réelle de l'indice des prix à la consommation s'est cependant révélée en 2000 plus rapide que prévu au milieu de l'année passée et encore au début de cette année.

De cette façon, la moyenne annuelle des cotes d'application pourra s'établir finalement à 569,4 points pour l'année en cours.

Ces prévisions se résument comme suit:

	2000	*2001*
- Indice des prix		
- Variation annuelle moyenne.....	*+2,9 %*	*+2,0 %*
- Echelle mobile des salaires: (cotes d'application)		
- Variation annuelle moyenne.....	*+2,7 %*	*+2,1 %*
- Moyenne actuelle.....	*569,4*	*581,2*

Il ressort de ce tableau que la moyenne annuelle des cotes d'application de l'échelle mobile des salaires atteindrait un niveau de quelque 569,4 points pour l'année en cours, ce qui représente, par rapport à la prévision initiale de 562,4 points retenue au budget de 2000, un écart en plus de quelque 1,2 %.

D'après cette hypothèse, la moyenne annuelle des cotes d'application de l'échelle mobile des salaires atteindrait donc un niveau de 581,2 points pour l'année 2001.

En ce qui concerne **les possibilités de croissance à moyen terme du produit intérieur**, il y a lieu de relever que pour les années 2000 et 2001, le STATEC prévoit une croissance en volume de cet agrégat, de

quelque 6%, en version SEC. Cette hypothèse pourrait même encore s'avérer trop basse dans le cas de la poursuite du développement favorable dans certains secteurs porteurs. Rappelons à cet égard qu'en 1999 le P.I.B. s'est accru de quelque 7,5% en termes réels.

A cet égard, il convient de relever que dans la version actualisée du programme de stabilité qui a été approuvé par le Conseil de l'Union européenne au printemps dernier le Gouvernement luxembourgeois a développé les trois scénarios suivants en matière d'évolution de la croissance économique pour la période 2000-2003.

	2000-2003 Scénario défavorable	*2000-2003 Scénario moyen*	*2000-2003 Scénario favorable*
PIB réel (version SEC)	*+4,5%*	*+5,2%*	*+5,9%*
Déflateur PIB	*+2,2%*	*+2,1%*	*+1,9 %*
PIB (valeur)	*+6,8%*	*+7,4%*	*+7,9%*

En considération des observations qui précèdent, l'hypothèse d'un rythme de croissance pluriannuelle du produit intérieur brut en volume de l'ordre de 6 % ou de 8% en valeur devrait pouvoir être retenue pour la définition du taux moyen d'accroissement des dépenses publiques au titre de la présente législature.

* * *

5) L'évolution des recettes et des dépenses de l'Etat

Ainsi qu'il ressort du tableau synoptique figurant en annexe du présent chapitre, **le projet de budget des dépenses pour 2001** progresse de 11,55% (8,77% pour le budget des dépenses courantes) par rapport au budget des dépenses définitif pour 2000, alors que le projet de **budget des recettes** affiche quant à lui une progression de 12,76%.

Dans l'interprétation du taux de progression de 12,76% du budget des recettes, il importe évidemment de tenir compte des importantes mesures d'allégement fiscales que le Gouvernement se propose de mettre en vigueur à partir de l'exercice 2001.

D'après les prévisions actuelles cette réforme fiscale se traduira par un allégement global de quelque 10 milliards de francs ou de 247,9 millions d'euros, dont 8 milliards de francs au titre du seul impôt sur les traitements et salaires au cours de l'exercice budgétaire 2001.

Si l'on ne tient pas compte de cette moins-value fiscale, la progression du total du budget des recettes s'établit à 16,8% entre 2000 et 2001. A cet égard, il y a lieu de noter que le Gouvernement, à la lumière des excédents des recettes des deux exercices précédents et d'une situation économique favorable, a estimé pouvoir inscrire au projet de budget pour 2001 une hausse des recettes plus importante que par le passé.

Le projet de budget des dépenses courantes pour 2001 qui regroupe des charges courantes et permanentes de la collectivité nationale accuse une progression de 8,77% par rapport au budget définitif pour 2000.

Quant au projet de budget des dépenses en capital, auquel incombe en premier lieu le financement des équipements collectifs, les crédits proposés pour 2001 accusent une progression exceptionnelle de 30,45% par rapport au budget définitif pour 2000.

Conformément aux engagements rappelés par le Gouvernement dans le cadre du deuxième programme de stabilité, la croissance des dépenses en capital dépasse donc de façon substantielle l'augmentation du total des dépenses courantes.

Notons également que, d'après la déclaration gouvernementale, la politique budgétaire – en tant que traduction des grandes options de la politique gouvernementale – accorde une première priorité au développement des dépenses d'investissements de l'Etat. Les investissements publics constituent en effet un objectif primordial de la politique budgétaire et de l'ensemble de la politique gouvernementale.

La progression de 11,55 % du total des dépenses du projet de budget pour 2001 s'explique – et ce à l'instar des années précédentes – d'une part, par le fait qu'il a fallu incorporer au projet de budget un nombre important de dépenses qui résultent essentiellement de législations ou de conventions existantes et qui se traduisent par des dépenses supplémentaires importantes dans les chiffres du projet de budget pour l'exercice 2001, mais, d'autre part, également par la volonté clairement affichée du Gouvernement d'affecter une partie substantielle des recettes fiscales au renforcement des moyens financiers des principaux fonds spéciaux dans l'intérêt notamment du financement des grands projets d'investissements.

Il importe de rappeler que le budget des dépenses courantes est caractérisé par une très grande rigidité et qu'une proportion élevée des dépenses publiques (dépenses de rémunération du personnel, transferts à la sécurité sociale, autres transferts de revenus et de capitaux, etc.) est fixée par ou en vertu de dispositions législatives, de sorte que notre budget manque de l'élasticité indispensable à des modulations conjoncturelles importantes – dans le sens de la hausse ou de la baisse –, surtout au cours des années de ralentissement, voire de stagnation ou de récession de l'activité économique.

Qui plus est, la rigidité découlant de ce caractère obligatoire de la plupart des dépenses se trouve encore accentuée par suite de la dynamique inhérente à ces différentes catégories de charges. Un volume très important des divers postes de dépenses est en effet animé d'un mouvement ascendant qui découle directement ou indirectement de leurs facteurs d'évolution respectifs, tels que le développement des revenus, l'augmentation de la population scolaire, etc. La plupart de ces dépenses sont par ailleurs fixées par ou en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles.

D'autre part, cette croissance des dépenses publiques est renforcée par le fait qu'environ les deux tiers des dépenses courantes du budget de l'Etat sont liées par le biais de l'échelle mobile des salaires à l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Les variations de ces dépenses sont donc très largement tributaires de l'évolution de cet indicateur et échappent dans la même mesure à toute mesure de compression directe.

Une partie très importante de l'accroissement des dépenses entre 2000 et 2001 résulte des facteurs de hausses ci-après (en euros):

Traitements et pensions des fonctionnaires	47,1 millions
Accord salarial:	
secteur Etat	9,3 millions
autres secteurs	3,2 millions
Participation des communes aux impôts de l'Etat	6,7 millions
Participation dans le financement de l'assurance pension	76,5 millions
Participation dans le financement de l'assurance maladie-maternité	42,3 millions
Participation dans le financement de l'assurance dépendance	8,6 millions
Participation au financement des prestations familiales	22,7 millions
Allocation d'éducation	7,0 millions
Impôts de solidarité	4,7 millions
Aide au développement	21,6 millions
Participation de l'Etat dans la formation professionnelle continue	4,8 millions
Développement des friches industrielles	7,4 millions
Accueil de réfugiés	6,2 millions
Services publics ferroviaires assurés par la S.N. des C.F.L.	59,3 millions
Total	327,4 millions

A cela il y a lieu d'ajouter que le projet de budget pour l'exercice 2001 comprend une provision globale pour amendements d'un montant total de 12 millions d'euros dont la répartition sera précisée lors de la présentation des amendements budgétaires à la Chambre des Députés.

Ainsi qu'il ressort du tableau ci-après, l'augmentation exceptionnelle du budget des dépenses entre 2000 et 2001 résulte, pour une part importante, de la volonté clairement affichée du Gouvernement d'asseoir sur des bases solides le financement des dépenses des fonds spéciaux et plus particulièrement des dépenses des fonds d'investissement de l'Etat. A cette fin, une partie très importante des recettes additionnelles provenant de la bonne évolution de la conjoncture économique a été affectée à **l'augmentation des dotations des principaux fonds spéciaux.**

	(en millions d'euros)
Fonds de la Coopération au Développement	+ 15,4
Fonds national de la Recherche	+ 3,8
Fonds national au soutien à la production audiovisuelle	+ 0,3
Fonds pour les monuments historiques	+ 1,3
Fonds de la dette publique: amortissements	+ 5,7
Fonds pour la gestion de l'eau	+ 2,5
Fonds pour le financement des infrastructures socio-familiales	+ 0,5
Fonds spécial des investissements hospitaliers	+ 5,3
Fonds pour la protection de l'environnement	+ 1,3
Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture	+ 0,6
Fonds des routes	+ 73,6
Fonds d'investissements publics administratifs	+ 13,7
Fonds d'investissements publics scolaires	+ 9,9
Fonds d'investissements sanitaires et sociaux	+ 28,5
Fonds pour la loi de garantie	+ 5,9
Fonds du rail: investissements	+ 2,2
Fonds des raccordements ferroviaires internationaux	+ 6,3
Total (en millions d'euros)	+ 176,8
Total (en millions de francs)	+ 7.132,1

* * *

6) L'équilibre global du projet de budget

Ainsi qu'il ressort du tableau synoptique présenté au début du présent chapitre, le projet de budget pour 2001 présente un excédent de recettes de 4,4 millions d'euros, ceci en l'absence de tout endettement supplémentaire.

Compte tenu de l'évolution des recettes fiscales et de la maîtrise des dépenses courantes, le projet de budget pour 2001 ne prévoit pas l'émission d'un emprunt nouveau ni pour le budget proprement dit ni pour le financement des dépenses du fonds des routes.

La situation saine de nos finances publiques est également illustrée par le fait que l'excédent de recettes du budget courant couvre plus de 96% des dépenses en capital.

* * *

7) Les accents fondamentaux de la politique budgétaire

Conformément aux orientations générales de sa politique budgétaire et financière, le Gouvernement a réussi dans le cadre du présent projet de budget à concilier la maîtrise globale des dépenses de l'Etat et l'octroi de moyens financiers supplémentaires en faveur de la réalisation de certaines priorités essentielles.

- L'allégement de la charge fiscale globale

Dans le cadre de l'élaboration du projet de budget pour l'exercice 2001, le Gouvernement propose une importante réforme fiscale qui s'étalera sur deux ans et dont la première étape apportera des allégements fiscaux substantiels pour tous les contribuables personnes physiques à hauteur de quelques dix milliards de francs en 2001. Ces mesures sont commentées plus amplement aux articles 3 et 4 ci-après de la loi budgétaire.

Ces propositions d'allégement de la charge fiscale se situent dans l'approche retenue par le programme gouvernemental.

- Le développement de la société de l'information

L'avancement dans la société de l'information représente non seulement un enjeu économique mais également social et culturel dont le Gouvernement a pris la juste mesure et auquel il entend participer pleinement et activement.

A l'issue du Conseil européen de Feira, le Gouvernement s'est engagé à élaborer un plan d'action *national qui concrétisera les décisions européennes de Lisbonne.*

Conformément aux engagements pris à cet égard par le Gouvernement - dans le cadre notamment de sa dernière déclaration sur l'Etat de la Nation - le projet de budget pour l'année 2001 affiche un accroissement très important des moyens financiers dans l'intérêt de l'accélération de l'avancement de notre pays dans la société de l'information.

La traduction la plus visible de cet effort réside dans l'inscription d'un crédit nouveau au budget du Ministère d'Etat, doté d'un montant de 3,7 millions d'euros (150 millions de francs) dans l'intérêt de la mise en œuvre du plan d'action national pour la société de l'information.

Parallèlement à cet engagement financier très important, le Gouvernement a également inscrit au projet de budget pour l'année prochaine un crédit de 0,867 millions d'euros (35,0 millions de francs) dans l'intérêt de la mise en place d'un site Internet de l'Etat luxembourgeois.

Dans ce contexte il importe par ailleurs de relever que les choix opérés par le Gouvernement dans le cadre de la mise au point du projet de budget pour 2001 se traduisent globalement par un accroissement de 4,6 millions d'euros (185 millions de francs) des crédits réservés au développement de l'informatique dans les ministères et services publics (acquisition de hardware, de logiciels, frais d'études et de consultance, etc.).

A cet égard il importe notamment de relever que le budget du Centre informatique de l'Etat (C.I.E.) atteint ainsi au total 20 millions d'euros, soit une augmentation de 18% par rapport à l'exercice 2000.

Outre le renforcement du personnel propre du C.I.E., le projet de budget prévoit une majoration de 25% du crédit permettant de recourir à des consultants externes qui est porté à 6,2 millions d'euros. Ce crédit permettra de poursuivre certains projets d'une envergure particulière, dont notamment l'informatisation de l'Administration des contributions et de l'Administration judiciaire, ainsi que la mise en place d'une gestion intégrée en matière de publicité foncière.

- Le développement des activités de recherche

Conscients de la nécessité d'accorder une première priorité aux activités de recherche (scientifique et appliquée), le Gouvernement *s'est engagé dans son programme gouvernemental à ce que d'ici 2004* les moyens budgétaires relatifs à la R&D publique soient portés à 0,3% du PIB et qu'une part croissante de ces moyens soit prévue dans l'intérêt des activités du Fonds national de la Recherche.

Parmi ces crédits, la dotation dans l'intérêt du Fonds national de la Recherche passe de 1.239.568 euros représentant 9,64% du total des crédits prévus pour la recherche publique en 2000 à 5.000.000 euros ce qui correspond à 23,05% du total des crédits comparables pour la recherche en 2001.

Notons également que le Gouvernement a arrêté les quatre programmes prioritaires pluriannuels de recherche ci-après pour la période 2000-2005:

a) Sécurité et efficacité des nouvelles pratiques du commerce électronique;
b) Matériaux innovateurs et nanotechnologie;
c) Gestion durable des ressources hydriques;
d) Biotechnologie et Santé.

- Le programme "Sécurité et efficacité des nouvelles pratiques du commerce électronique" vise *"à développer au Luxembourg les connaissances et outils théoriques, méthodologiques et technologiques indispensables au développement généralisé des activités sûres et efficaces de la coopération électronique."*

- Le programme "Matériaux innovateurs et nanotechnologie" a pour objectif *"de créer un centre européen spécialisé dans la caractérisation des matériaux à l'échelle du nanomètre"*

- Le programme *"Gestion durable des ressources hydriques" a pour but "de constituer au Luxembourg un pôle d'excellence dans le domaine de l'eau capable d'appréhender les mécanismes complexes du cycle naturel de l'eau, d'évaluer les moyens de sauvegarder les ressources et d'en protéger la qualité, de développer des technologies innovantes de contrôle et d'épuration les plus appropriées et les moins onéreuses et de lutter contre les gaspillages."*

- Finalement, le programme "Biotechnologie et Santé" vise à *"contribuer à l'amélioration qualitative de la prévention, de la détection et du traitement du cancer et des maladies cardio-vasculaires tout en renforçant la mobilisation et la compétitivité de la recherche biomédicale luxembourgeoise sur le plan fondamental et clinique, ainsi que sur le plan des biotechnologies nouvelles au service de la santé."*

- Les efforts dans l'intérêt de la stabilité et de la paix en Europe

Destiné essentiellement à mettre notre pays en mesure d'apporter sa contribution aux missions de maintien de la paix et de la stabilité en Europe, annoncée dans le cadre du discours sur l'Etat de la Nation, le relèvement progressif de nos moyens budgétaires militaires - en vue de dépasser à moyen terme le taux de 1 % du produit intérieur brut - est entamé par le relèvement substantiel des crédits de ce département.

Le projet de budget pour 2001 prévoit également les crédits nécessaires dans l'intérêt de la création d'un corps civil volontaire, devant participer tant à des missions de maintien de la paix effectuées dans le cadre de la gestion de crises qu'à des missions humanitaires effectuées en cas de catastrophes naturelles.

La réalisation de cet objectif se traduit également dans la poursuite du renforcement des moyens humains et matériels du Ministère des Affaires étrangères ; à signaler notamment dans ce cadre l'inscription de crédits de plus de 1,5 millions d'euros dans l'intérêt de la modernisation du réseau de communication interne et de transmission des données du Ministère des Affaires étrangères.

- Le renforcement de la sécurité des citoyens

Conformément à la déclaration du Gouvernement du 12 août 1999, le maintien de l'ordre et de la sécurité intérieure constitue une importante priorité du Gouvernement.

Le budget pour 2000 ayant été marqué par la mise en application pratique de la nouvelle loi portant création d'un corps de police grand-ducale unique, le projet de budget pour 2001 poursuit les efforts entrepris, ce tant en ce qui concerne les moyens matériels que les moyens en personnel. Ainsi le crédit commun inscrit au budget du Ministère de la Fonction publique prévoit au titre du numerus clausus pour 2001, après les engagements supplémentaires opérés en 2000, les crédits nécessaires en vue du recrutement de 26 nouveaux agents dont 20 brigadiers.

Les crédits inscrits au budget tant du Ministère de l'Intérieur que du Ministère des Travaux publics présentent une croissance de plus de 11 % et permettent notamment de renforcer de façon conséquente les équipements de sécurité et de protection de la police grand-ducale.

- Le développement des infrastructures sociales, médicales et familiales

Au niveau du budget du Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, il y a lieu de relever en particulier l'augmentation substantielle de différents crédits visant à développer le réseau des institutions de garde pour enfants.

Ainsi les foyers de jour conventionnés pour enfants se voient dotés de 52 nouveaux postes permettant la création d'environ 280 chaises supplémentaires. Le crédit inscrit pour la prise en location de chaises dans des crèches privées est porté à 200.000 euros, soit un doublement par rapport au budget de l'exercice précédent. Enfin, la partie du crédit transféré du budget du Ministère de l'Education nationale et permettant à l'Etat de participer aux frais des communes pour la prise en charge des élèves en dehors des heures de classe (loisirs surveillés, services de restauration) est relevé à 2 millions d'euros (+35%).

Pour ce qui est du Ministère de la Santé, il y a lieu de noter la majoration importante du crédit au titre de dotation du fonds spécial des investissements hospitaliers. Le crédit de 35 millions d'euros (+17,6%), combiné aux plus-values de recettes de 1998 et 1999 attribuées au fonds en question à raison de chaque fois 37,2 millions d'euros, permettra de disposer des avoirs nécessaires pour les investissements en matière de grands projets hospitaliers.

- La mise en place de mesures visant à assurer la sécurité alimentaire

En réponse notamment aux interrogations qui ont eu lieu à l'étranger en ce qui concerne la sécurité des produits alimentaires, le Gouvernement se propose de renforcer et d'optimiser les infrastructures et les procédures de contrôle en la matière.

Ainsi le Ministère de l'Agriculture, l'Administration des services vétérinaires et le Laboratoire national de Santé se voient dotés au total de 6 agents supplémentaires en vue essentiellement de développer le travail des laboratoires de contrôle. En particulier se trouvent inscrits des crédits additionnels (47.000 euros) en vue de l'achat de réactifs nécessaires dans le cadre des analyses B.S.E.

- Le développement de la politique de solidarité et de l'action humanitaire

Dans sa déclaration du 12 août 1999 le Gouvernement s'est fixé comme objectif d'atteindre, pour ce qui est de l'aide publique au développement, le taux de 0,7% en termes de RNB en l'an 2000 et d'augmenter cette aide en vue de se rapprocher du taux de 1% à la fin de la législature.

Conformément à l'échéancier fixé, le taux de cette aide sera porté dès 2001 de 0,7% - objectif prévu pour 2000 - à 0,76 %. Il en résulte, compte tenu de l'accroissement concomitant du R.N.B., une augmentation de l'aide totale au développement de plus de 210 millions d'euros ou de 16 %.

- Le développement des investissements de l'Etat

Comme par le passé le Gouvernement continue à accorder une première priorité au développement et à la modernisation des infrastructures publiques. L'accroissement des dépenses d'investissements qui s'est élevé à +15,7% entre 1999 et 2000 progressera en 2001 de 25,7%.

D'après les chiffres du projet de budget pour 2001, le niveau des investissements qui a atteint 9,5% du total des dépenses de l'Etat au cours des exercices 1999 et 15,2% en 2000 continuera à augmenter pour s'établir, d'après les prévisions actuelles, à 10,8 % en 2001. En conséquence, le pourcentage de ces dépenses par rapport au produit intérieur brut sera également majoré et passera ainsi de 2,3% au cours des années 1998 et 1999, à 2,5% en 2000 et 2,9% en 2001. Il est à noter que les chiffres de l'investissement en question correspondent à la ventilation économique des dépenses d'investissement - code 7 - du budget proprement dit, auxquelles sont ajoutées les dépenses des fonds spéciaux suivants: fonds d'investissements publics administratifs, scolaires, sanitaires et sociaux; fonds des routes, fonds pour les monuments historiques et fonds du rail.

Précisons encore que le niveau d'investissement atteint par le Luxembourg (exprimé par la formation brute de capital fixe de l'ensemble du secteur public) est le plus élevé des pays de l'Union Européenne (4,8 % du P.I.B. pour 1999, alors que la moyenne pour les autres pays de l'Union s'établit à 2,9%).

Le tableau ci-après retrace l'évolution pluriannuelle des différentes composantes des investissements de l'Etat.

	1998 *Compte prov.*	*1999* *Budget*	*2000* *Budget*	*2001* *Projet*
1) Crédits budgétaires:				
71 - Achat de terrains et de bâtiments.....	*15.190,9*	*5.999,0*	*5.999,0*	*4.825,1*
72 - Constr. de bâtiments dans le pays.....	*45.024,9*	*46.073,5*	*46.240,8*	*49.754,8*
73 - Construction de routes.....	*59.873,7*	*74.028,4*	*76.450,4*	*77.454,5*
74 - Achat de biens meubles durables.....	*39.427,5*	*41.911,4*	*44.234,7*	*51.966,8*
2) Fonds d'investissements de l'Etat.....	*227.330,8*	*247.638,1*	*307.957,9*	*420.345,9*
3) Total des investissements.....	***386.847,8***	***415.650,4***	***480.882,8***	***604.347,1***
Variation en %.....	-	*7,4%*	*15,7%*	*25,7%*
4) Total des dépenses de l'Etat.....	*4.451.410,7*	*4.382.862,5*	*5.049.526,9*	*5.594.573,2*
Investissements en % des dép. de l'Etat		***9,5%***	***15,2%***	***10,8%***
5) P.I.B. Au prix du marché (version SEC).....	*16.503.140,0*	*18.141.369,0*	*19.595.218,0*	*21.186.350,0*
Investissements en % du P.I.B.	***2,3%***	***2,3%***	***2,5%***	***2,9%***

Note: Les montants de ce tableau sont indiqués en milliers d'euros.
ad 1) Dépenses ventilées par code économique.
ad 2) Dépenses sous "Fonds d'investissements de l'Etat" sont celles reprises au tableau détaillé ci-dessous.
ad 4) Dépenses budgétaires + dépenses des Fonds d'investissements – dotations de ces mêmes Fonds.

Le tableau plus détaillé ci-dessous laisse apparaître que les dépenses du **Fonds des routes** connaissent un mouvement à la baisse depuis 1994 et ce en raison de l'achèvement de la collectrice du Sud et du contournement Est de la Ville de Luxembourg. Toutefois, à partir de 1999 les dépenses afférentes augmentent à nouveau avec la mise en chantier de la liaison autoroutière avec la Sarre ainsi que de l'autoroute du Nord (investissements évalués respectivement à 247 et 367 millions d'euros). Les investissements à charge de ce fonds devraient ainsi doubler entre 1998 et 2001 (de 62,9 à 132,2 millions d'euros).

Il ressort du tableau ci-après que les investissements financés par **les crédits des fonds d'investissements publics** (administratifs, scolaires, sanitaires et sociaux) passent de 62 millions d'euros en 1995 à 208,8 millions d'euros en 2001. La croissance la plus importante est enregistrée par le fonds d'investissements publics administratif dont les dépenses totales passent de 30,2 millions en 1998 à 101,4 millions en 2001 (+50% en moyenne par an), suite à la mise en chantier de nombreux projets de grande envergure.

Evolution des dépenses des principaux fonds d'investissements

	1995	*1996*	*1997*	*1998*	*1999*	*2000*	*2001*
- Administratif	*37.863,3*	*30.448,8*	*33.237,6*	*30.171,1*	*33.030,3*	*61.513,7*	*101.396,4*
- Scolaire	*20.305,0*	*33.453,2*	*55.471,1*	*81.547,1*	*60.461,5*	*64.561,4*	*82.839,2*
- Sanitaire	*3.862,2*	*5.736,3*	*7.578,1*	*10.919,7*	*14.968,9*	*16.739,5*	*24.530,8*
- Fonds des routes	*83.083,9*	*73.569,8*	*60.815,7*	*62.947,6*	*99.866,4*	*116.098,5*	*132.129,7*
- Monuments histor.	*5.257,8*	*4.375,3*	*6.765,0*	*6.237,0*	*8.849,8*	*7.480,2*	*7.374,8*
- Fonds du Rail	*22.248,4*	*33.998,6*	*28.696,2*	*35.508,3*	*30.461,2*	*41.565,0*	*72.075,0*
Total général	*172.620,6*	*181.582,0*	*192.563,7*	*227.330,8*	*247.638,1*	*307.958,3*	*420.345,9*
Variation en %	-	*+ 5,2%*	*+ 6,0%*	*+ 18,1%*	*+ 8,9%*	*+ 24,4%*	*+ 36,5%*

Note : Les montants de ce tableau sont indiqués en milliers d'euros

Dans ce contexte il importe également de relever qu'en automne le Gouvernement procédera à la mise au point d'un programme pluriannuel révisé portant sur les dépenses extraordinaires en général et sur les investissements en particulier et ce pour la période 2000-2004. La réalisation des différents projets au cours des cinq ans à venir sera précisée à cette occasion.

Les tableaux ci-dessus ne portent évidemment que sur les investissements qui sont exécutés directement par l'Etat pour son propre compte. Ils ne reflètent donc pas les multiples interventions qui sont pratiquées par l'Etat, notamment au moyen de l'allocation de subventions d'intérêt et de subventions en capital, afin de stimuler les investissements des autres collectivités publiques et du secteur privé. Citons à ce propos les programmes quinquennaux d'équipements sportifs et d'infrastructure touristique.

Cette énumération des accents politiques décidés par le Gouvernement lors de la mise au point du projet de budget pour 2001 **est loin d'être exhaustive.** Ainsi qu'il ressort du budget des dépenses, le projet de budget tend en effet à mettre en oeuvre un nombre d'initiatives nouvelles dans d'autres domaines ou à amplifier la portée de mesures déjà existantes dans les divers secteurs de l'action gouvernementale.

Les accents particuliers du budget des recettes

Le projet de budget des recettes ordinaires et extraordinaires pour l'exercice 2001 est commenté en détail au chapitre D. du présent exposé introductif.

8) Le développement des principaux éléments budgétaires

La classification comptable permet de regrouper les opérations budgétaires d'après un plan axé sur la comptabilité nationale. Des tableaux de regroupement comptable sont reproduits à la suite du budget de chaque département ministériel et un tableau récapitulatif figure à la fin du budget des dépenses courantes etdes dépenses en capital. Dans l'intérêt d'une vue d'ensemble des divers éléments constitutifs du budget des dépenses, il paraît cependant utile de reproduire à cet endroit un tableau synoptique regroupant les crédits proposés pour 2001 suivant la classification comptable et comparant ces crédits avec ceux du budget pour 2000.

A cet égard, il importe toutefois de faire remarquer que cette classification n'est pas encore complète dans la mesure notamment où elle ne comprend pas les opérations des fonds d'investissements publics.

Tableau récapitulatif

Regroupement comptable des dépenses courantes et en capital

Code	Classes de comptes	2000 Budget	2001 Crédits	Variation en %
	Dépenses courantes			
0.	***Provision globale pour amendements***	***0,0***	***12.000,0***	...
01	*Provision pour amendements*	*0,0*	*12.000,0*	...
1.	***Dépenses de consommation***	***1.252.430,6***	***1.347.852,2***	*+7,6%*
10	*Dépenses non ventilées*	*27.137,8*	*30.857,0*	*+13,7%*
11	*Salaires et charges sociales*	*974.388,4*	*1.046.388,9*	*+7,4%*
12	*Achat de biens non durables et de services*	*235.923,0*	*255.079,3*	*+8,1%*
14	*Réparation et entretien d'ouvrages de génie civil n'augmentant pas la valeur*	*14.981,4*	*15.527,0*	*+3,6%*
2.	***Intérêts de la dette publique***	***44.262,0***	***44.664,3***	***+0,9%***
21	*Intérêts de la dette publique*	*42.582,4*	*42.555,5*	*-+0,1%*
23	*Intérêts imputés en débit*	*124,1*	*275,4*	*+121,9%*
24	*Location de terres et paiemens courants pour l'utilisaton actifs incorporels*	*1.555,5*	*1.833,4*	*+17,9%*
3.	***Transferts de revenus à destination d'autres secteurs***	***640.619,3***	***701.380,0***	***9,5%***
31	*Subventions d'exploitation*	*163.327,9*	*177.839,6*	*8,9%*
32	*Transferts de revenus autres que de subventions d'exploitation aux entreprises*	*117.011,3*	*125.306,7*	*+7,1%*
33	*Transferts de revenus aux administrations privées*	*159.154,4*	*180.142,8*	*13,2%*
34	*Transferts de revenus aux ménages*	*160.290,3*	*167.859,5*	*4,7%*
35	*Transferts de revenus à l'étranger*	*37.314,9*	*46.233,6*	*23,9%*
-36	*Remboursements d'impôts indirects et de "prélèvements"*	*3.223,0*	*3.700,3*	*+14,8%*
-37	*Remboursements d'impôts directs non ventilées*	*297,5*	*297,5*	*+0,0%*
4.	***Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public***	***1.650.209,6***	***1.817.871,3***	***+10,2%***
41	*Transferts de revenus à l'administration centrale*	*5.775,6*	*7.418,3*	*+28,4%*
42	*Transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale*	*1.564.970,7*	*1.725.064,1*	*+10,2%*
43	*Transferts de revenus aux administrations publiques locales*	*54.551,2*	*58.701,1*	*+7,6%*
44	*Transferts de revenus à l'enseignement privé*	*24.912,1*	*26.687,8*	*+7,1%*
	Total des dépenses courantes	***3.587.521,5***	***3.923.767,8***	***+9,4%***
	Dépenses de capital			
5.	***Transferts de capitaux à destination d'autres secteurs***	***103.524,1***	***104.288,5***	***0,7%***
51	*Transferts de capitaux aux entreprises*	*69.816,2*	*67.669,5*	*-3,1%*
52	*Transferts de capitaux aux administrations privées*	*5.757,2*	*7.597,0*	*32,0%*
53	*Transferts de capitaux aux ménages*	*23.850,9*	*25.344,8*	*6,3%*
54	*Transferts de capitaux à l'étranger*	*4.099,8*	*3.677,2*	*-+10,3%*
6.	***Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public***	***28.808,5***	***31.125,6***	***8,0%***
62	*Transferts de capitaux aux administration de sécurité sociale*	*1.115,5*	*1.115,5*	*+0,0%*
63	*Transferts de capitaux aux administrations publiques locales*	*27.650,9*	*29.965,1*	*8,4%*
64	*Transferts de capitaux aux écoles privées*	*42,1*	*45,0*	*+6,9%*
7.	***Formation brute de capital fixe (investissements)***	***172.924,9***	***184.501,2***	***+6,7%***
71	*Achat de terrains et de bâtiments*	*5.999,0*	*4.825,1*	*-19,6%*
72	*Construction de bâtiments*	*46.240,8*	*50.254,8*	*+8,7%*
73	*Réalisation d'ouvrages de génie civil*	*76.450,4*	*77.454,5*	*+1,3%*
74	*Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels*	*44.234,7*	*51.966,8*	*+17,5%*

Code	Classes de comptes	2000 Budget	2001 Crédits	Variation en %
8.	***Crédits et participations***	***21.473,7***	***31.259,8***	***45,6%***
81	*Participations dans des entreprises*	*5.732,5*	*22.391,0*	*290,6%*
83	*Octrois de crédits aux ménages*	*8.899,4*	*223,1*	*-+97,5%*
84	*Octrois de crédits et participations à l'étranger*	*6.841,8*	*8.645,7*	*26,4%*
9.	***Amortissement de la dette publique***	***949.279,9***	***1.150.492,4***	***21,2%***
91	*Remboursement de la dette publique*	*8.263,1*	*14.000,0*	*69,4%*
93	*Dotations de fonds de réserve*	*941.016,8*	*1.136.492,4*	*20,8%*
	Total des dépenses de capital	***1.276.011,1***	***1.501.667,5***	***17,7%***
	Total des dépenses ordinaires et extraordinaires	***4.863.532,6***	***5.425.435,3***	***11,6%***

***Note** : Les chiffres sont exprimés en millions de francs.*

C. Les aspects importants de la situation financière

1) Le compte provisoire de l'exercice 1999

I. Le budget définitif de l'exercice 1999

Rappelons que le budget de l'exercice 1999 tel qu'il a été arrêté par la loi du 21 décembre 1998 se présente comme suit:

	Budget courant	*Budget en capital*	*Budget total*
Recettes	*4.432,5*	*30,5*	*4.463,0*
Dépenses	*3.948,0*	*509,5*	*4.457,5*
Excédents	*+ 484,5*	*- 479,0*	*+ 5,5*

Note: Les chiffres du tableau sont exprimés en millions d'euros.

Rappelons également que le budget voté de l'exercice 1999 à été modifié par la loi du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public.

Suite au vote de cette loi, un crédit nouveau de 1.239.467,62 euros a été inscrit à l'article 11.6.33.012, libellé "Dotation au Fonds National de la Recherche" du budget de cet exercice.

Le tableau ci-après résume l'incidence globale de cette disposition budgétaire sur les chiffres agrégés du budget voté de l'exercice 1999:

	Budget voté 1999	*Loi du 31.05.1999*	*Budget définitif 1999*
Budget courant			
Recettes	*4.432,5*	*0,0*	*+ 4.432,5*
Dépenses	*3.948,0*	*1,2*	*+ 3.949,2*
Excédents	*484,5*	*-1,2*	*+ 483,3*
Budget en capital			
Recettes	*30,5*	*0,0*	*+ 30,5*
Dépenses	*509,5*	*0,0*	*+ 509,5*
Excédents	*-479,0*	*0,0*	*- 479,0*
Budget total			
Recettes	*4.463,0*	*0,0*	*+ 4.463,0*
Dépenses	*4.457,5*	*1,2*	*+ 4.458,7*
Excédent	*5,5*	*-1,2*	*+ 4,3*

Note: - Les montants sont indiqués en millions d'euros.

* * *

II. La situation globale du compte provisoire

Le compte provisoire de l'exercice 1999 se présente globalement comme suit par rapport au budget définitif pour le même exercice et au compte général de 1998:

	Compte général 1998	*Budget définitif 1999*	*Compte provisoire 1999*	*Plus-ou moins-values*	*Variation (en %)*
Budget courant					
Recettes	*4.593,1*	*4.432,5*	*4.932,0*	*+ 338,9*	*+7,38%*
Dépenses	*3.280,9*	*3.949,2*	*4.045,8*	*+ 764,9*	*+23,31%*
Excédents	*1.312,2*	*483,3*	*886,2*	*- 426,0*	*-32,46%*
Budget en capital					
Recettes	*132,8*	*30,5*	*42,6*	*- 90,2*	*-67,92%*
Dépenses	*1.394,7*	*509,5*	*918,7*	*- 476,0*	*-34,13%*
Excédents	*-1.261,9*	*-479,0*	*-876,1*	*+ 385,8*	*-30,57%*
Budget total					
Recettes	*4.725,9*	*4.463,0*	*4.974,6*	*+ 248,7*	*5,26%*
Dépenses	*4.675,6*	*4.458,7*	*4.964,5*	*+ 288,9*	*6,18%*
Excédent	*50,3*	*4,3*	*10,1*	*- 40,2*	...

Note: Les chiffres du tableau sont exprimés en millions d'euros.
Les variations sont exprimées par rapport au compte général de 1998.

III. Les principales plus-values ou moins values de recettes

Le tableau ci-après montre l'origine des principales plus-values et moins-values de recettes ordinaires qui ont été réalisées au cours de l'exercice 1999:

Article 64.	*Libellé*	*Budget voté*	*Recettes effectives*	*Plus- ou moins-value*
	RECETTES ORDINAIRES			
0.37.000	*Impôt sur le revenu des collectivités*	*892,4*	*896,0*	*+3,6*
0.37.010	*Impôt sur le revenu des pers. physiques fixé par voie d'assiette*	*277,6*	*250,6*	*-27,0*
0.37.011	*Impôt retenu sur les traitements et salaires*	*964,3*	*1.035,6*	*+71,3*
0.37.013	*Impôt de solidarité*	*31,8*	*33,0*	*+1,2*
0.37.020	*Impôt sur les revenus des capitaux*	*57,6*	*87,4*	*+29,8*
0.37.021	*Impôt sur la fortune*	*121,5*	*160,3*	*+38,8*
0.37.022	*Impôt sur les tantièmes*	*6,2*	*10,2*	*+4,0*
1.36.092	*Jeux de casino*	*3,7*	*5,9*	*+2,2*
2.10.010	*Recettes diverses non ventilées*	*3,0*	*4,5*	*+1,5*
2.10.011	*Excédent de recettes de comptables extraord.*	*0,4*	*3,7*	*+3,3*
3.28.005	*Redevances à payer par la S.E.S.*	*54,5*	*73,1*	*+18,6*
3.28.011	*Versements de la société CEGEDEL*	*2,4*	*3,0*	*+0,6*
3.39.000	*Participation aux bénéfices de la BNB*	*5,0*	*7,0*	*+2,0*

Article 64.	Libellé	Budget voté	Recettes effectives	Plus- ou moins-value
4.11.311	Transf. des cotisat. de pension pour les périodes d'affiliation prises en considér. par le régime de pension des fonctionnaires de l'Etat - Article transféré au fonds de pension	2,7	9,7	+ 7,0
4.11.320	Remboursem. divers de dépenses de personnel et de pensions par le sect. des soc. et quasi-sociétés non-financières	1,2	0,5	- 0,7
5.36.010	Part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits d'accise	521,6	589,2	+ 67,6
5.36.012	Droits d'accise autonome	22,3	23,8	+ 1,5
5.36.020	Taxe sur les véhicules automoteurs	23,3	25,0	+ 1,7
6.16.010	Taxes d'atterrissage et de stationn. à l'aéroport	7,9	12,9	+ 5,0
6.36.000	Taxe sur la valeur ajoutée	712,0	858,4	+ 146,4
6.36.030	Droits d'hypothèques	7,4	10,7	+ 3,3
6.36.032	Taxe d'abonnement sur les titres de sociétés	238,0	332,5	+ 94,5
6.36.050	Droits d'enregistrement	107,8	161,5	+ 53,7
6.38.050	Droits de timbre	5,5	6,5	+ 1,0
6.56.040	Droits de succession	18,8	24,5	+ 5,7
7.16.010	Loyers d'immeubles en proven. des entreprises	11,7	14,9	+ 3,2
7.16.060	Loyers d'immeubles en proven. des communautés européennes	4,8	1,7	- 3,1
8.10.010	Recettes diverses non ventilées	0,2	10,6	+ 10,4
8.16.041	Etabl. divers d'assistance de l'Etat: remboursem.	0,2	5,2	+ 5,0
8.38.051	Amendes, restitut., confiscat., peines disciplin.	7,4	4,8	- 2,6
	RECETTES EXTRAORDINAIRES			
1.76.040	Vente de bâtiments à l'intérieur du secteur des administrations publiques	2,5	0,8	- 1,7
	Autres recettes ordinaires et extraordinaires	-	-	-
	Total des recettes ordinaires	-	-	-
	Total des recettes extraordinaires	-	-	-
	Total des recettes	4.463,0	4.974,5	+ 511,5

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

Au niveau des recettes, il y a lieu de relever que la plus-value la plus importante (+146,4 millions d'euros) a été réalisée au niveau de la taxe sur la valeur ajoutée. Viennent ensuite la taxe d'abonnement sur les titres des sociétés avec +94,5 millions, l'impôt retenu sur les traitements et salaires avec +71,3 millions, la Part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits de douane et d'accise + 67,6 millions, les droits d'enregistrement avec +53,6 millions, l'impôt sur la fortune avec +38,8 millions, l'impôt retenu sur le revenu des capitaux +29,8 millions.

La moins-value la plus importante au niveau des recettes se retrouve au niveau de l'impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette à savoir -27,1 millions. Cette moins-value de recettes est imputable à un impact plus important que prévu de la réforme tarifaire de 1998 dont les effets vont aussi se faire sentir au niveau des exercices 2000 et 2001.

Cette croissance importante des recettes entre le budget voté de 1999 et le compte provisoire de 1999 s'explique en premier lieu par une ré-estimation de la croissance du PIB. Alors que le Statec prévoyait une croissance du PIB réel de 4,2% et la Commission une croissance de 4,7%, les estimations les plus récentes du Statec tablent sur une croissance d'environ 7,5% pour 1999.

IV. Les principales plus-values ou moins-values de dépenses

Les dépenses totales de l'exercice 1999 présentent par rapport aux chiffres correspondants du budget définitif du même exercice une plus-value de dépenses de 505,8 millions d'euros si l'on tient compte des dotations supplémentaires aux principaux fonds spéciaux de l'Etat.

Grâce aux excellents résultats financiers de l'exercice 1999, les alimentations supplémentaires suivantes ont en effet pu être effectuées au profit de ces fonds spéciaux au titre de l'exercice écoulé:

- Fonds pour la coopération au développement..... + 24,8 millions d'euros
- Fonds pour le service de la dette publique..... + 49,6 millions d'euros
- Fonds d'investissements publics administratifs..... + 62,0 millions d'euros
- Fonds d'investissements publics scolaires..... + 37,2 millions d'euros
- Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux..... + 12,4 millions d'euros
- Fonds des routes..... + 74,4 millions d'euros
- Fonds du rail..... + 37,2 millions d'euros
- Fonds pour les raccordements ferroviaires..... + 49,6 millions d'euros
- Fonds pour les infrastructures socio-familiales..... + 12,4 millions d'euros
- Fonds pour la gestion de l'eau..... + 12,4 millions d'euros
- Fonds pour la loi de garantie..... + 24,8 millions d'euros
- Fonds pour les investissements hospitaliers..... + 37,2 millions d'euros

Total..... + **434,0** millions d'euros

Conformément à la déclaration gouvernementale du 12 août 1999 devant la Chambre des Députés, l'affectation des plus-values à été soumis au vote de la Chambre des Députés.

En observant maintenant l'ensemble des plus-values et des moins-values de dépenses, il faut constater que si l'on ne tient pas compte des affectations des plus-values de recettes aux fonds spéciaux, les dépenses du compte provisoire sont inférieures aux dépenses initialement prévues dans le budget définitif.

Le tableau ci-après indique **les principales plus-values et moins-values de dépenses** qui ont été effectuées au titre de l'exercice 1999:

Article	*Libellé/Intitulé*	*Budget voté*	*Dépenses effectives*	*Plus- ou moins-value*
01.3.35.060	*Subsides au titre de prévention, de conflits, d'aide d'urgence*.....	*8,7*	*22,3*	*+ 13,6*
01.1.93.000	*Fonds pour la coopération et le développement*....	*50,8*	*75,6*	*+ 24,8*
02.0.43.008	*Enseignement musical*.....	*5,0*	*7,8*	*+ 2,8*
...	*Divers crédits de personnel*.....	-	-	-
03.1.93.000	*Fonds des pensions*.....	*175,3*	*181,2*	*+ 5,9*
06.0.91.005	*Fonds de la dette - Amortissements*.....	*1,0*	*50,6*	*+ 49,6*
09.0.93.000	*Fonds communal de dotat. financière*.....	*229,8*	*237,2*	*+ 7,4*
13.3.33.012	*Acceuil de réfugiés: foyers d'accueil*.....	*2,0*	*22,8*	*+ 20,8*
13.4.34.010	*Fonds national de solidarité*.....	*56,3*	*52,1*	*- 4,2*

Article	Libellé/Intitulé	Budget voté	Dépenses effectives	Plus- ou moins-value
13.5.42.005	Allocation d'éducation	38,9	48,1	+ 9,2
13.5.42.006	Versem. des cotisat. dues pour le financement des allocations familiales	90,0	93,4	+ 3,4
13.5.42.007	Particip. au financement des allocat. familiales	122,6	112,8	- 9,8
13.5.42.008	Congé parental	18,6	0,0	- 18,6
17.5.42.000	Participat. aux frais des prestations de maternité: prestations en espèces	36,4	42,1	+ 5,6
17.5.42.004	Assurance maladie: surprime pour prestations en nature - assurés pensionnés	244,8	241,0	- 3,8
18.8.42.000	Assurance pension: cotisations	530,2	545,0	+ 14,8
23.3.32.001	Compensation des charges de la S.N. des C.F.L.	114,6	108,7	- 5,9
26.0.53.000	Aide au logement: primes de constr. et d'acquisit.	11,3	8,3	- 3,0
35.0.71.040	Acquisition auprès du secteur des admin. publ. d'immeubles à incorporer ds le domaine de l'Etat	0,5	7,6	+ 7,1
35.0.71.050	Acquisition auprès de secteurs autres que le sect. des administr. publ. d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat	3,7	9,4	+ 5,7
39.0.63.000	Subsides pour la construction d'écoles régionales	5,0	8,7	+ 3,7
39.0.63.003	Subsides pour la constr. des infrast. nécessaires pour l'éducation précoce	3,7	0,0	- 3,7
43.0.93.000	Fonds pour le financ. des infrastr. socio-familiales	42,1	54,5	+ 12,4
44.0.51.001	Applic. des lois-cadre sanitaires du 17.12.1976 et 31.7.1990: partic. aux frais d'invest. mobiliers et immob. effectués par les étab. hospit. du sect. publ.	6,0	2,1	- 3,9
44.0.93.000	Fonds spécial des investissements hospitaliers	17,4	59,2	+ 41,8
50.0.51.040	Loi-cadre économique: subventions en capital à l'investiss., aides à la promotion, garantie de l'Etat	32,2	18,2	- 14,1
53.0.93.000	Fonds du rail	7,4	59,2	+ 51,7
53.0.93.001	Fonds des raccordements ferroviaires internat.	0,6	71,6	+ 70,9
55.0.73.010	Routes nationales	18,1	15,6	- 2,5
55.0.73.011	Chemins repris	22,8	25,6	+ 2,8
55.1.93.000	Fonds des routes	12,4	96,4	+ 84,0
55.2.72.012	Bâtiments de l'Etat: travaux de construction, de transformation et de remise en état	7,4	16,3	+ 8,8
55.3.93.000	Fonds d'investissements publics administratifs	19,8	84,0	+ 64,1
55.3.93.001	Fonds d'investissements publics scolaires	18,0	59,2	+ 41,2
55.3.93.002	Fonds d'investissem. publics sanitaires et sociaux	8,1	34,4	+ 26,3
55.3.93.003	Fonds pour la loi de garantie	0,1	46,8	+ 46,7

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

A côté des alimentations supplémentaires des fonds spéciaux, le dépassement de crédit le plus important se situe au niveau de l'article "Accueil de réfugiés: fonctionnement des foyers d'accueil; entretien des réfugiés et des demandeurs d'asile" qui enregistre une dépense additionnelle de + 20,8 millions.

Citons également dans ce contexte l'article "Subsides au titre de prévention de conflits, d'aide d'urgence et d'actions de réhabilitation, aides à des populations victimes de catastrophes de la nature", + 13,6 millions d'euros, ainsi que l'article "Participation des pouvoirs publics dans le financement de l'assurance pension: cotisations", + 14,8 millions d'euros, dont le dépassement résulte de l'évolution plus

rapide que prévue de la masse salariale. Dans ce contexte il importe également de relever que l'article "Alimentation du fonds communal de dotation financière" comptabilise une dépense additionnelle de 7,5 millions d'euros qui découle uniquement de l'évolution plus rapide des principales recettes fiscales.

2) Le budget voté de l'exercice 2000

a) Le budget voté pour 2000 tel qu'il a été arrêté par la loi du 27 décembre 1999 se présente globalement comme suit:

	Budget courant	*Budget en capital*	*Budget total*
Recettes	*4.786,1*	*28,9*	*4.815,0*
Dépenses	*4.187,9*	*623,9*	*4.811,8*
Excédents	*598,2*	*-595,0*	*3,2*

b) Pour ce qui est de l'exécution probable du budget de l'exercice en cours, l'accord salarial dans la fonction publique va avoir un impact de 51,7 millions sur les dépenses de l'Etat.

L'estimation du coût des mesures de l'accord salarial 2000-2001 peut être résumé comme suit:

Article	Libellé	Budget voté 2000	Budget définitif 2000	Plus/moins-values
08.0.11.310	*Traitements et pensions des fonctionnaires, indemnités des employés et salaires des ouvriers de l'Etat ainsi que rémunérations d'autres agents publics en tout ou en partie à charge de l'Etat: dépenses supplémentaires résultant ou pouvant résulter de nouvelles mesures légales, réglementaires et contractuelles, de l'évolution de l'échelle mobile des salaires ainsi que du recrutement de personnel; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).*	*10.200.744*	*49.566.236*	*+39.365.492*
08.0.34.080	*Participation de l'Etat dans le financement de mesures sociales dans l'intérêt du personnel de l'Etat: bonifications d'intérêt aux agents publics. (Crédit non limitatif).*	*2.032.727*	*2.627.671*	*+594.944*
08.0.12.011 (art. nouv.)	*Frais de route et de séjour: crédit commun (Crédit non limitatif).*	*0*	*272.683*	*+272.683*
08.0.33.001 (art. nouv.)	*Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées par l'Etat: dépenses supplémentaires résultant de la loi entérinant l'accord salarial du 29 mai 2000.*	*0*	*3.569.667*	*+3.569.667*
08.0.12.350 (art. nouv.)	*Participation aux frais de certaines catégories de personnel des communes et de la Société National de Chemins de Fer Luxembourgeois: dépenses supplémentaires résultant de la loi entérinant l'accord salarial du 29 mai 2000.*	*0*	*7.944.987*	*+7.944.987*
	Total.	*12.233.471*	*63.981.244*	*+51.747.773*

Le tableau ci-après résume l'incidence globale de ces dispositions budgétaires sur les chiffres agrégés du budget voté de l'exercice 2000:

	Budget voté 2000	*Variations*	*Budget définitif 2000*
Budget courant			
Recettes	*4.786,1*	*0,0*	*4.786,1*
Dépenses	*4.187,9*	*51,8*	*4.239,7*
Excédents	*598,2*	*-51,8*	*546,4*
Budget en capital			
Recettes	*28,9*	*0,0*	*28,9*
Dépenses	*623,9*	*0,0*	*623,9*
Excédents	*-595,0*	*0,0*	*-595,0*
Budget total			
Recettes	*4.815,0*	*0,0*	*4.815,0*
Dépenses	*4.811,8*	*51,8*	*4.863,6*
Excédents	*3,2*	*-51,8*	*-48,6*

Note : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

- Le budget des recettes

Pour ce qui est du budget des recettes il convient de relever que certaines tendances peuvent dés à présent être dégagées de l'analyse des rentrées fiscales comptabilisées au cours du premier semestre de l'exercice en cours. De même faut-il tenir compte du fait que les recettes pour 2000 ont été établies dans l'hypothèse d'une croissance économique de 4,5% (source Statec) alors que les estimations les plus récentes du Statec tablent sur une croissance du PIB en volume de 6%. Dans ces conditions, il est à prévoir que le budget de l'exercice en cours pourra être clôturé en équilibre, voire avec un certain excédent de recettes.

* * *

3) Les tendances structurelles de la dette de l'Etat

I. Les tendances globales de la dette de l'Etat

Le tableau synoptique reproduit ci-après montre les tendances et la structure de la dette de l'Etat au cours de la période 1994 –2000:

	1995	*1996*	*1997*	*1998*	*1999*	*2000*
Dette à long terme	*394,7*	*539,4*	*611,7*	*706,0*	*697,6*	*697,5*
	42.13%	*36.65%*	*13.43%*	*15.41%*	*-1.20%*	*-0.01%*
Dette extérieure	*3,4*	*2,5*	*1,5*	*43,7*	*42,8*	*42,7*
Dette intérieure	*391,3*	*536,9*	*610,2*	*662,3*	*654,8*	*654,8*
Bons du Trésor	*137.1*	*138.3*	*155.1*	*18.7*	*17.1*	*16.0*
	-7.30%	*0.92%*	*12.14%*	*-87.93%*	*-8.94%*	*-6.13%*
Intérieurs	*1,2*	*1,2*	*1,2*	*1,2*	*0,7*	*0,0*
Extérieurs	*135,9*	*137,1*	*153,9*	*17,5*	*16,4*	*16,0*

Note: Les chiffres sont exprimés en millions d'euros
Chiffres définis pour 1995 – 1999; estimations pour 2000

En considérant les tendances globales de la dette de l'Etat, deux faits marquants doivent être relevés. A compter du 1er janvier 1998, l'Etat a repris pour un montant total de 106,6 milliards des emprunts émis par la S.N. des C.F.L. Cette reprise se manifeste notamment dans l'accroissement de la dette intérieure pour 1998. Le second fait marquant est qu'en 1998 le capital souscrit auprès du F.M.I. sous forme de bons du Trésor "extérieurs" mais non libéré en juillet a été repris par la Banque Centrale du Luxembourg.

Rappelons en effet que les bons du Trésor extérieurs constituent en fait du capital souscrit mais non libéré auprès d'institutions financières internationales (F.M.I., B.E.R.D., A.I.D., etc.).

Le tableau ci-après présente l'évolution de la dette de l'Etat par rapport au P.I.B. aux prix du marché (version S.E.C. 1995).

Exercice	*Dette à long terme*	*PIB aux prix du marché*	*Dette par rapport au PIB*
1990....	*191,0*	*9.123,3*	*2,09%*
1991....	*148,9*	*10.048,4*	*1,48%*
1992....	*187,0*	*10.792,8*	*1,73%*
1993....	*260,6*	*11.833,5*	*2,20%*
1994....	*277,7*	*12.745,7*	*2,18%*
1995....	*394,7*	*13.353,6*	*2,96%*
1996....	*539,3*	*13.969,1*	*3,86%*
1997....	*611,7*	*15.483,0*	*3,95%*
1998....	*706,0*	*16.503,1*	*4,28%*
1999....	*697,6*	*18.141,4*	*3,85%*
2000....	*697,5*	*19.592,7*	*3,56%*

Note: Les chiffres sont exprimés en millions d'euros

Rappelons tout d'abord que le Gouvernement n'a pas procédé à l'émission d'emprunts entre 1989 et 1991.

Suite à un fléchissement de la conjoncture économique, l'Etat luxembourgeois est cependant revenu sur le marché des capitaux en 1992 et les émissions d'emprunts se sont présentées comme suit (en euros):

- 1992 ..... 72,46 millions
- 1993 ..... 105,23 millions
- 1994 ..... 50,49 millions
- 1995 ..... 143,53 millions
- 1996 ..... 154,14 millions
- 1997 ..... 94,45 millions

A partir de 1994 les budgets successifs, y compris le budget voté de 1997, prévoyaient annuellement un recours à l'emprunt de 99,2 millions d'euros dont 24,8 millions pour le budget proprement dit et 74,4 millions pour le financement des dépenses du Fonds des routes (le produit de ces derniers emprunts étant directement porté en recette au profit de ce fonds spécial).

C'est à partir d'octobre 1993 que l'Etat a diversifié ses instruments pour la collecte des fonds et a émis le premier emprunt linéaire - OLUX - entièrement dématérialisé et destiné aux investisseurs institutionnels.

En 1997, des emprunts pour 94,5 millions d'euros ont été émis.

Pour 1998, des lois d'autorisations pour l'émission d'emprunts ont été votées sans que toutefois l'Etat n'ait eu recours à ces droits d'émission jusqu'à ce jour. Pour 1999 enfin, aucune nouvelle émission d'emprunts n'est envisagée, d'où réduction de la dette à long terme de 1,2%. Il en va de même pour 2000 où aucune nouvelle émission d'emprunts n'est envisagée.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1997, l'Etat a repris pour un montant total de 106,6 millions d'euros des emprunts émis par la S.N. des CF.L., ce, avec effet au 1er janvier 1998 (dette intérieure: +59,7 millions; dette extérieure: + 43,6 millions).

Finalement il convient de relever qu'en raison de la bonne situation de nos finances publiques, Le Gouvernement ne procédera pas à l'émission d'emprunts nouveaux en 2000 et 2001, ceci ni pour le budget proprement dit ni pour le financement des dépenses du fonds des routes.

* * *

II. La dette du secteur public

Une importance toute particulière revient à la dette publique, et plus précisément au rapport entre la dette consolidée du secteur public et le produit intérieur brut dans le cadre de l'application du traité de Maastricht. L'article 104c du traité prévoit en effet que la dette publique ne devra pas dépasser 60% du PIB.

Précisons à cet égard que la "dette publique" regroupe la dette de l'ensemble du secteur public, soit à côté de l'Etat également les communes et la Sécurité sociale. A ce sujet il faut relever que la Sécurité sociale est structurellement excédentaire et que de ce fait, sa dette est marginale.

Situation au 31.12.	*1993*	*1994*	*1995*	*1996*	*1997*	*1998*	*1999*	*2000*
- Etat	*258,6*	*278,1*	*343,3*	*471,9*	*545,5*	*660,0*	*651,3*	*652,5*
- Administrations locales	*414,0*	*404,8*	*401,0*	*387,6*	*384,7*	*400,7*	*428,3*	*442,2*
- Sécurité sociale	*0,2*	*0,2*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Total	*672,8*	*683,1*	*744,3*	*859,5*	*930,2*	*1.060,7*	*1.079,6*	*1.094,7*
- P.I.B. version SEC (p.m.)	*11.833,5*	*12.745,7*	*13.353,6*	*13.969,1*	*15.483,0*	*16.503,1*	*18.141,4*	*19.592,7*
- Dette publique en % du P.I.B.	*5,7*	*5,4*	*5,6*	*6,2*	*6,0*	*6,4*	*6,0*	*5,6*

Note : Les chiffres sont exprimés en millions d'euros

* * *

D. Le commentaire du budget des recettes

1) L'évolution du total des recettes budgétaires

Le projet de budget des recettes pour l'exercice 2001 se présente comme suit par rapport au compte provisoire de l'exercice 1999 et au budget voté pour l'exercice 2000.

	Compte provisoire 1999	*Budget voté 2000*	*Projet de budget 2001*	*Variation*	
				en milliers	*en %*
Recettes courantes	*4.931.969,6*	*4.786.085,6*	*5.395.941,9*	*+609.856,3*	*+12,74*
Recettes en capital . . .	*42.599,6*	*28.864,6*	*33.891,0*	*+5.026,4*	*+17,41*
Recettes totales	*4.974.569,2*	*4.814.950,2*	*5.429.832,9*	*+614.882,7*	*+12,77*

Note : Les chiffres sont exprimés en milliers d'euros

* * *

2) Le projet de budget des recettes courantes

1. L'évolution du total des recettes courantes

Ainsi qu'il ressort du tableau ci-dessus, le montant total des recettes courantes prévues au projet de budget pour l'exercice 2001 fait apparaître une progression de 614,3 millions d'euros ou de 12,76 % par rapport au chiffre correspondant du budget définitif pour 2000.

Dans l'interprétation de ces chiffres il importe de tenir compte des répercussions budgétaires de l'importante réforme fiscale que le Gouvernement propose de mettre en oeuvre à partir de l'exercice 2001.

Rappelons à cet égard que dans sa déclaration du 12 août 1999, le Gouvernement a retenu que la politique fiscale "continuera premièrement à être un instrument essentiel de la consolidation et du renforcement de la compétitivité des entreprises luxembourgeoises et du Luxembourg en tant que site de développement d'activités existantes et de localisation d'activités nouvelles et, deuxièmement, à être un instrument de promotion de l'équité sociale sur la base du principe de la capacité contributive et dans le respect de l'effort individuel".

Sur le plan de l'imposition directe des ménages et des entreprises exploitées à titre individuel, le Gouvernement s'est par ailleurs engagé à procéder "à un allégement de la charge fiscale qui ira bien au-delà d'une correction intégrale pour l'inflation. Cet allégement comportera une composante d'ajustements structurels au niveau du tarif d'imposition. Celle-ci sera entre autres fonction des conclusions d'un examen approfondi des nombreux abattements existants sous l'aspect de l'efficacité de chacun d'eux par rapport aux orientations générales et volontaristes de la politique générale du Gouvernement".

Notons également qu'aux termes de la déclaration gouvernementale du 12 août 1999, il est envisagé de baisser le taux d'imposition effectif des collectivités actuellement de 37,5 % (taux de l'impôt sur le revenu des collectivités, taux de l'impôt commercial communal sur le bénéfice d'exploitation, taux de l'impôt de solidarité) pour l'amener au-dessous de 35 %".

A cet égard il importe de rappeler que les collectivités ont bénéficié à partir de 1997 d'un allégement important de leur charge fiscale en raison notamment de l'abolition de l'impôt commercial communal sur le capital d'exploitation et de l'abaissement du taux de l'impôt sur le revenu des collectivités de 33 à 32 % à partir de 1997 et de 32 % à 30 % à partir de l'année 1998.

En ce qui concerne l'imposition des personnes physiques, il y a lieu de noter que parallèlement aux travaux de mise au point du projet de budget pour 2001, le Gouvernement a décidé de proposer à la Chambre des Députés la mise en vigueur dès l'année d'imposition 2001 d'un important projet d'allègement de la fiscalité des personnes physiques.

Ce projet de réforme se situe dans la lancée de réforme fiscale qui a fait l'objet de la loi du 17 novembre 1997 modifiant certaines dispositions tarifaires en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Rappelons que les principales mesures réalisées, à cette occasion, étaient les suivantes:

1.- la réduction linéaire du taux d'imposition marginal par tranche de revenu de 4 points de pour cent, avec un taux d'imposition initial de 6 pour cent et un taux d'imposition maximal de 46 pour cent;

- l'augmentation du minimum tarifaire de 6.038,69 euros à 6.693,13 euros;

- le relèvement du revenu tarifaire à partir duquel s'applique le taux d'imposition marginal maximal de 34.417,54 euros à 65.443,89 euros;

2.- l'introduction d'un minimum effectivement exonéré d'impôt qui se situe au niveau du revenu minimum garanti (RMG);

3.- la transformation de la méthode de prise en compte des charges pour enfant(s) faisant partie du ménage du contribuable et la réduction uniforme de l'avantage maximal découlant de la modération d'impôt de 1.487,36 euros à 1.189.89 euros.

Cette mesure avait été accompagnée du relèvement de l'allocation familiale directe de 297,47 euros par enfant dont bénéficieront en premier lieu les familles à revenu modeste qui ne bénéficient pas ou peu de la réforme tarifaire.

Pour continuer sur cette voie le Gouvernement a décidé de s'engager dès l'année 2001 dans une nouvelle étape de réduction de la fiscalité des personnes physiques.

Ce nouveau projet d'allègement de la fiscalité des particuliers s'étalera sur les exercices 2001 et 2002 et aboutira à partir de l'année d'imposition 2002 à un allègement global de la charge fiscale de plus de 15,0 milliards de francs.

A partir du 1er janvier 2001, le Gouvernement propose de porter le minimum tarifaire exonéré de 270.000 à 390.000 francs pour les célibataires et de 540.000 à 780.000 francs pour les personnes mariées, les célibataires âgés de plus de 65 ans, les veuf(ves) et les personnes non mariées ayant des enfants dans leur ménage.

- de fixer les tranches de revenu imposable uniformément à 69.000 francs. Par rapport au tarif actuel le nouveau tarif se caractérise par la suppression de la deuxième tranche (6%) et de la dernière tranche (46%) ;

- de réduire uniformément les taux des tranches restantes de 2 points de pour cent. Ainsi, le taux d'accroissement maximal de l'impôt est ramené à 42% (actuellement 46%) et s'applique à la tranche de revenu dépassant 1.356.000 francs dans la classe d'impôt 1.

Dans le tarif actuel, le taux de 42% s'applique à la tranche de revenu comprise entre 1.251.000 et 1.320.000 francs.

Le déchet budgétaire consécutif à ce réaménagement du tarif comporte pour l'année d'imposition 2001 une moins-value de l'ordre de 10 milliards de francs ; pour l'exercice budgétaire 2002 cette moins-value est évaluée à 8 milliards de francs.

Par ailleurs, et notamment après une analyse approfondie des forfaits et abattements fiscaux et sous réserve d'autres considérations d'ajustement, le Gouvernement envisage de procéder pour l'année 2002 à une réduction uniforme des taux des différentes tranches de revenu de 4 points de pour cent, ramenant ainsi le taux d'entrée de l'impôt à 10% et le taux d'accroissement maximal à 38%.

* * *

Les évaluations des recettes courantes et des recettes en capital établies pour l'exercice 2001 se basent sur les données économiques et financières connues au moment de l'établissement du projet de budget. Si, avant la fin de l'année en cours, les expectatives économiques et financières se modifiaient toutefois dans un sens ou dans l'autre, le Gouvernement ne manquerait évidemment pas de proposer à la Chambre des députés, à l'occasion des amendements budgétaires, les ajustements des prévisions de recettes qui s'imposeraient pour 2001 dans cette nouvelle optique.

* * *

2. Le regroupement économique des recettes courantes

Le tableau synoptique reproduit ci-après fournit le regroupement économique des recettes courantes du compte provisoire pour 1999, du budget voté pour 2000 ainsi que du projet de budget pour 2001.

	Compte provisoire 1999	*Budget définitif 2000*	*Projet de budget 2001*
1. Impôts directs	*2.518.262,4*	*2.548.010,5*	*2.720.200,0*
Impôt général sur le revenu	*2.271.104,6*	*2.327.720,1*	*2.476.250,0*
Impôt fixé par voie d'assiette	*250.578,3*	*247.893,5*	*265.000,0*
Impôt sur le revenu des collectivités	*895.995,6*	*941.995,4*	*1.025.000,0*
Impôt retenu sur les traitements et salaires	*1.035.575,6*	*1.068.421,1*	*1.100.000,0*
Impôt retenu sur les revenus de capitaux	*87.448,4*	*68.170,7*	*85.000,0*
Impôt concernant les contribuables non résidents	*1.506,7*	*1.239,4*	*1.250,0*
Impôt sur la fortune	*160.258,4*	*133.862,5*	*150.000,0*
Impôt sur les tantièmes	*10.181,7*	*6.197,3*	*9.500,0*
Impôts de solidarité	*70.311,4*	*72.992,2*	*77.708,0*
Autres impôts directs	*6.406,3*	*7.238,4*	*6.742,0*
2. Impôts indirects	*2.135.270,6*	*1.983.892,6*	*2.388.564,6*
Taxe sur les véhicules automoteurs	*24.981,3*	*24.789,3*	*26.028,0*
Part dans les recettes communes de l'U.E.B.L.	*589.196,3*	*573.997,4*	*639.974,0*
Droits d'enregistrement	*161.455,5*	*136.341,4*	*175.000,0*
Droits d'hypothèques	*10.659,4*	*8.180,4*	*9.900,0*
Taxe sur la valeur ajoutée	*858.436,9*	*806.807,1*	*1.010.063,5*
Taxe sur les assurances	*21.710,2*	*22.310,4*	*21.700,0*
Taxe d'abonnement sur les titres de sociétés	*332.498,2*	*290.035,4*	*350.000,0*
Autres impôts indirects	*136.332,8*	*121.431,2*	*155.899,1*
3. Autres recettes	*278.436,6*	*254.182,5*	*287.177,3*
Intérêts de fonds en dépôt	*64.055,8*	*45.860,3*	*70.000,0*
Redevances à payer par la société européenne des satellites	*73.078,5*	*54.536,5*	*60.000,0*
Redevances à payer par l'entreprise des postes et télécommunications	*0,0*	*44.620,8*	*40.000,0*
Droits de timbre	*6.515,5*	*6.197,3*	*6.400,0*
Autres recettes	*134.786,8*	*102.967,6*	*110.777,3*
Recettes courantes au total	*4.931.969,6*	*4.786.085,6*	*5.395.941,9*

Note: Les chiffres sont exprimés en milliers d'euros

* * *

3. Le produit présumé des principaux impôts directs

A) <u>Impôt général sur le revenu</u>

Les tableaux suivants font ressortir pour les différentes catégories de cet impôt d'une part, les recettes effectives encaissées pendant une série de trois exercices clos (exercices 1996 à 1998) ainsi que les recettes provisoires pour 1999 et les recettes du budget définitif pour 2000 et, d'autre part, les recettes réalisées au cours des six premiers mois des exercices 1996 à 2000.

	Exercices entiers			
	1996	*1997*	*1998*	*1999*
a) Assiette	*309,0*	*267,9*	*266,6*	*250,6*
b) Salaires	*888,5*	*951,4*	*916,9*	*1.035,6*
c) Collectivités	*694,2*	*807,9*	*917,0*	*895,9*
d) Capitaux	*46,9*	*64,5*	*61,5*	*87,4*
e) Non-résidents	*0,0*	*1,3*	*1,8*	*1,5*
Total	*1.938,6*	*2.093,0*	*2.163,8*	*2.271,0*

Note: Les chiffres sont exprimés en millions d'euros

	Premiers semestres				
	1996	*1997*	*1998*	*1999*	*2000*
a) Assiette	*164,1*	*125,7*	*129,4*	*120,5*	*123,3*
b) Salaires	*474,7*	*492,6*	*507,0*	*535,7*	*609,6*
c) Collectivités	*351,6*	*308,3*	*371,4*	*398,8*	*409,1*
d) Capitaux	*24,8*	*45,2*	*38,5*	*59,4*	*62,7*
e) Non-résidents	*-0,3*	*0,6*	*0,9*	*1,1*	*1,5*
Total	*1.014,9*	*972,5*	*1.047,3*	*1.115,5*	*1.206,2*

Note: Les chiffres sont exprimés en millions d'euros

Il ressort notamment de ce tableau qu'en 2000, les recettes du premier semestre sont de quelque 90,7 mio d'euros plus élevées que celles de 1999.

Comme en matière d'impôt sur le revenu, les encaissements ne se répartissent toutefois pas proportionnellement sur les 12 mois de l'année, il convient nécessairement de procéder à un examen détaillé des produits comptabilisés au cours du premier semestre avant de tirer des conclusions définitives au sujet de l'évolution future des différentes catégories de l'impôt sur le revenu.

a) Impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette

Cet impôt est perçu sur un ensemble de revenus très hétérogènes comme les bénéfices commerciaux et artisanaux, les bénéfices agricoles et forestiers, les revenus de l'exercice de professions libérales, les revenus provenant d'occupations salariées, les revenus de pensions ou de rentes, les revenus découlant de capitaux mobiliers, etc.

La partie essentielle du produit de l'impôt provient cependant des bénéfices professionnels de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ainsi que des revenus imposables des professions libérales. En effet, les revenus provenant d'activités salariées, les revenus de pensions ou de rentes ainsi que les revenus découlant de capitaux mobiliers ne contribuent au rendement de l'impôt que dans la mesure où l'impôt fixé par voie d'assiette dépasse les retenues effectuées à la source sur les mêmes revenus.

L'évolution du produit de cet impôt est dès lors déterminée par des facteurs multiples, à la fois d'ordre conjoncturel et d'ordre structurel. Il s'y ajoute qu'en raison-même des modalités d'assiette, un décalage plus ou moins important se produit inévitablement entre la réalisation des revenus imposables et leur imposition définitive, et cela malgré le système du versement d'avances trimestrielles. Le rendement de cet impôt ne reflète donc pas nécessairement l'activité économique de l'exercice en cause. Au contraire, son produit est déterminé par l'évolution conjoncturelle des cinq années précédentes.

D'après les prévisions effectuées par l'Administration des contributions, le produit à encaisser au titre de cet impôt peut être estimé à 265,0 millions d'euros pour l'exercice 2001.

b) Impôt sur le revenu des collectivités

Au cours de la période 1990-1999, le produit de l'impôt sur les collectivités a évolué comme suit:

1990	*374 ,9 mio*	*1995*	*618,3 mio*
1991	*365,6 mio*	*1996*	*694,2 mio*
1992	*329,4 mio*	*1997*	*807,9 mio*
1993	*511,0 mio*	*1998*	*917,0 mio*
1994	*601,9 mio*	*1999*	*895,9 mio*

L'évolution du produit de l'impôt sur le revenu des collectivités est influencée essentiellement par les bénéfices réalisés par les institutions de crédit. La conjoncture du secteur bancaire a donc une part déterminante dans la fixation du niveau des recettes d'un exercice. C'est ainsi que depuis le début des années 70, le produit de cet impôt a enregistré de fortes tendances à la hausse qui étaient dues pour l'essentiel à l'expansion continue du secteur financier.

Le tableau ci-avant met toutefois également en évidence un recul du produit de cet impôt en 1991 (-2,5 %) et en 1992 (-9,9 %).

Le recul des recettes en 1999 s'explique par les importantes mesures d'allégement fiscales qui ont été mises en œuvre à partir de l'année 1998. Il s'agit pour l'essentiel de l'abaissement du tarif de l'impôt sur le revenu des collectivités à 30 % à partir de l'année 1998 et de la possibilité d'imputer l'impôt sur la fortune sur l'impôt relatif au revenu des collectivités (sous condition de réinvestir le quintuple de ce montant durant les 5 prochaines années).

Le déchet budgétaire de cet abaissement du taux de l'impôt a été évalué à 39,66 millions d'euros par année d'imposition et le coût de l'imputation de l'impôt sur la fortune à 61,97 millions d'euros par année d'imposition.

Compte tenu notamment des perspectives d'évolution de la conjoncture économique, une prévision de **1.025,0 millions d'euros** s'avère appropriée pour l'exercice 2001.

c) Impôt retenu à la source sur les traitements et salaires

Le produit de l'impôt retenu sur les traitements et salaires varie directement en fonction de la masse des rémunérations et accuse, par rapport à cette grandeur économique, une élasticité relativement élevée.

Entre 1990 et 1999, le produit de cet impôt a évolué comme suit:

1990	*596,1*	*1995*	*797,9*
1991	*594,1*	*1996*	*888,5*
1992	*613,3*	*1997*	*951,4*
1993	*683,2*	*1998*	*916,9*
1994	*760,1*	*1999*	*1.035,6*

Globalement la progression du produit de cet impôt s'explique par l'augmentation du nombre des travailleurs salariés et des pensionnés, par l'accroissement réel des salaires et pensions ainsi que par la hausse de l'échelle mobile des salaires. La masse des rémunérations qui sont soumises à l'impôt retenu sur les traitements et salaires constitue un ensemble très hétérogène de sorte que les variations annuelles du produit de cet impôt ne permettent pas de tirer des conclusions probantes sur l'évolution des revenus et des impôts individuels.

En vue de la détermination du produit de cet impôt, il importe également de tenir compte des différentes mesures d'allégement de la fiscalité des personnes physiques que le Gouvernement a mises en

A cet égard, il importe notamment de rappeler les importantes mesures fiscales qui ont été mises en œuvre à partir de l'année 1998 par les dispositions de la loi du 17 novembre 1997 au profit des personnes physiques et qui se traduisent par des moins-values budgétaires de quelque 173,5 millions d'euros (7,0 milliards de francs) par année d'imposition.

En ce qui concerne le rendement présumé de cet impôt pour l'exercice 2001, il y a lieu de relever que son évaluation est basée sur les rentrées constatées en 1999 et au cours du premier semestre 2000 ainsi que sur la variation de la masse des rémunérations attendue entre 2000 et 2001.

En 1999, les recettes perçues au titre de l'impôt retenu sur les traitements et salaires ont dépassé de 71,7 millions d'euros les prévisions inscrites au budget voté de ce même exercice. Cette plus-value très importante est due à l'évolution très dynamique des salaires nominaux et à la progression soutenue de la population active. Ainsi, en 1998 la progression des salaires nominaux s'est élevée à 1,8% et à quelque 3% en 1999. Pour ce qui est de l'augmentation de la population active, il convient de noter que d'après les chiffres du STATEC le nombre de salariés a progressé de 4,6% en 1998 et de 5,3% en 1999.

Pour les années 2000 et 2001, la croissance de la masse salariale à été estimée par le STATEC lors de l'établissement du programme de stabilité pour 2000 entre 6,6% et 7,5% pour 2000 et entre 6,4% et 6,8% en 2001.

Pour apprécier l'évolution du rendement de cet impôt tel qu'il est présumé pour le prochain exercice, il importe de tenir compte du fait que le Gouvernement envisage de procéder à partir de l'exercice 2001 à une réforme fiscale qui se traduira au titre de cet impôt par une moins-value de 198,3 millions d'euros ou de 8,0 milliards de francs, au titre du seul exercice budgétaire 2001.

Dans ces conditions, et compte tenu des tendances générales en matière d'inflation, de croissance des salaires réels et d'évolution de la population active, la prévision de recettes à inscrire au projet de budget pour l'exercice 2001 a été arrêtée à **1.100,0 millions d'euros** (44,4 milliards de francs).

d) Impôt retenu sur les revenus de capitaux

Parmi les éléments relevant de la catégorie des revenus de capitaux et soumis à cette imposition, ce sont les dividendes, pour lesquels le taux de retenue est de 25 %, qui déterminent essentiellement le produit de cet impôt. Les fluctuations conjoncturelles influencent le rendement annuel de la retenue à la source sur les revenus de capitaux au même titre, mais dans une bien moindre mesure que le produit de l'impôt sur le revenu des collectivités. Pour un exercice déterminé, le niveau de la recette en question dépend largement de la marche des affaires dans les divers secteurs économiques au cours de l'année précédente.

A partir de l'exercice 1994 la recette de l'impôt sur le revenu des capitaux a connu une forte progression malgré les conséquences de l'introduction en 1991 de la directive européenne concernant le régime fiscal des sociétés-mères et filiales dont le coût a été évalué à 900 millions d'euros par année.

Au vu des recettes probables de l'exercice 2000, une prévision de **85,0 millions d'euros** (3,4 milliards de francs) paraît appropriée pour l'exercice 2001.

* * *

B) <u>Impôt sur la fortune</u>

Notons tout d'abord que la majeure partie des recettes proviennent des collectivités industrielles, commerciales ou financières. Ce sont les capitaux investis nets des entreprises qui contribuent pour une part prépondérante au produit de cet impôt, tandis que les fortunes privées n'interviennent que pour une proportion assez faible, en raison surtout de la valeur unitaire très avantageuse mise en compte en vue de la fixation de l'impôt sur la fortune concernant les immeubles.

La progression pluriannuelle du produit de cet impôt se présente comme suit:

Exercice	*Produit*	*Variation*
1994	*84,0*	-
1995	*88,8*	*+5,7%*
1996	*114,8*	*+29,2%*
1997	*113,4*	*-1,2%*
1998	*128,0*	*+12,9%*
1999	*160,3*	*+25,2%*

Note: Les chiffres sont exprimés en millions d'euros

Compte tenu des données actuellement disponibles, une prévision de recette de **150,0 millions d'euros** (6,1 milliards de francs) a été inscrite au projet de budget pour l'exercice 2001.

C) Impôts de solidarité

Les impôts de solidarité - qui sont prélevés au moyen de majorations de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (impôt fixé par voie d'assiette et impôt retenu sur les traitements et salaires) - ont été introduits par la loi modifiée du 30 juin 1976 portant entre autres création d'un fonds pour l'emploi.

Rappelons que les taux de ce prélèvement fiscal supplémentaire ont été refixés en dernier lieu par la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises.

Pour les collectivités ce taux s'élève actuellement à 4 % et pour les personnes physiques à 2,5 %.

* * *

4. Le produit présumé des principaux impôts indirects

a) Taxe sur la valeur ajoutée

Le tableau synoptique ci-après indique les recettes nettes encaissées pendant une série pluriannuelle d'exercices clos (exercices 1994-1998) ainsi que les recettes présumées pour 2000 et 2001:

Exercice	*Produit*	*Variation*
1994	*487,4*	-
1995	*576,9*	*+18,4%*
1996	*676,3*	*+17,2%*
1997	*646,8*	*-4,4%*
1998	*656,1*	*+1,4%*
1999	*858,4*	*+30,8%*
2000	*806,8*	*-6,0%*
2001	*1.010,0*	*+25,2%*

Note: les chiffres sont exprimés en millions d'euros

Au sujet de cette taxe, il y a lieu de rappeler tout d'abord qu'à partir du 01.01.1980, le budget des Communautés européennes est financé intégralement, sans préjudice des autres recettes, par des ressources propres de ces Communautés, notamment par des recettes provenant de la taxe sur la valeur ajoutée. Du point de vue de la comptabilité de l'Etat, le produit brut de la taxe sur la valeur ajoutée est porté en recettes au budget des recettes pour ordre, et la quote-part de ce produit revenant aux Communautés européennes à titre de ressources propres est versée par l'intermédiaire du budget des dépenses pour ordre. En conséquence, seule la quote-part restant acquise à notre pays est transférée, par le truchement du même budget, au chapitre des recettes courantes (article 64.6.36.000).

Comme ces ressources propres se sont cependant avérées insuffisantes pour couvrir l'ensemble des besoins financiers de l'Union européenne, le Conseil européen a adopté le 24.06.1988 de nouvelles modalités de financement aux termes desquelles la couverture des dépenses communautaires sera assurée en

plus des ressources propres traditionnelles par l'introduction d'une ressource complémentaire permettant d'assurer l'équilibre budgétaire et fondée sur le P.N.B. des Etats membres.

Conformément au mécanisme adopté depuis 1980 pour le versement des ressources propres, cette contribution complémentaire est versée directement aux Communautés européennes sans transiter par le budget des recettes et des dépenses de l'Etat.

A cela il y a lieu d'ajouter qu'à partir de l'exercice 1990 la part du produit de la taxe sur la valeur ajoutée qui revient au secteur communal est virée directement au fonds communal de dotation financière à partir du budget pour ordre.

Compte tenu de ces mécanismes budgétaires, l'évolution probable du produit de cet impôt se présente comme suit entre 2000 et 2001:

	2000 Budget	*2001 Projet de budget*
1) Produit brut	*1.092,3*	*1.320,0*
2) Quote-part des recettes brutes à verser aux Communautés européennes		
- au titre des ressources propres	*-94,8*	*-80,5*
- au titre de la contribution assise sur le P.N.B.	*-101,0*	*-117,2*
3) Quote-part des recettes brutes à verser au fonds communal de dotation financière	*-89,7*	*-112,3*
4) Produit net à transférer au budget des recettes courantes	*806,8*	*1.010,0*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

b) Droits d'enregistrement

D'après leurs composantes essentielles, les recettes concernant les droits d'enregistrement ont évolué comme suit pendant les dernières années (montants en millions d'euros):

	Droits d'apport	*Droits de mutation et divers*	*Recettes totales*
Exercice 1990	*48,0*	*48,8*	*96,8*
Exercice 1991	*41,0*	*48,0*	*89,0*
Exercice 1992	*42,3*	*65,7*	*108,0*
Exercice 1993	*39,6*	*59,1*	*98,7*
Exercice 1994	*41,8*	*37,6*	*79,4*
Exercice 1995	*54,7*	*29,0*	*83,7*
Exercice 1996	*53,1*	*28,6*	*81,7*
Exercice 1997	*58,7*	*43,4*	*102,0*
Exercice 1998	*78,4*	*42,2*	*120,6*
Exercice 1999	-	-	*161,5*

En vue de l'évaluation du produit à escompter au titre de cet impôt, il y a lieu de relever notamment que cette recette est variable d'une année à l'autre. Aux termes des estimations les plus récentes effectuées par l'Administration de l'enregistrement, la recette probable de l'exercice 2000 dépassera le montant figurant au budget voté de l'exercice en cours.

Dans ces conditions, il semble indiqué de retenir pour 2001 le chiffre de **175,0 millions d'euros**, soit de 7,1 milliards de francs.

c) Taxe d'abonnement sur les titres de sociétés

Au cours des dernières années, le rendement de cette taxe a évolué comme suit:

Exercice	*Produit*	*Variation*
1994.....	*197,4*	-
1995.....	*182,1*	*-7,7%*
1996.....	*196,1*	*+7,7%*
1997.....	*228,7*	*+16,6%*
1998.....	*273,3*	*+19,5%*
1999.....	*332,5*	*+21,7%*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

On constate que le produit de la taxe s'est accru constamment au cours de la période sous revue, mais à un rythme sensiblement variable d'un exercice à l'autre.

Rappelons que la loi budgétaire pour l'exercice 1995 a modifié le régime de la taxe d'abonnement pour les organismes de placement collectif luxembourgeois et plus particulièrement pour ceux dont l'objet exclusif est le placement collectif en instruments du marché monétaire et en dépôts auprès d'établissements de crédits et ceux dont l'objet exclusif est le placement collectif en dépôts auprès d'établissements de crédits.

L'incidence budgétaire de cette mesure - qui vise à éviter, à moyen terme, une perte de compétitivité de notre place financière - avait été évaluée à un montant de l'ordre de 24,8 à 37,2 millions d'euros pour 1995.

Suite à l'augmentation constante de l'actif net des OPC, on peut s'attendre pour 2000 à une hausse assez substantielle par rapport à l'année 1999.

Le produit présumé de cet impôt a été fixé à **350,0 millions d'euros** pour 2001 ou à 14,1 milliards de francs.

d) Les recettes communes de l'U.E.B.L.

Pour ce qui est de la part du Grand-Duché dans les **recettes communes de l'U.E.B.L.**, il y a lieu de relever que la nouvelle clef de répartition, basée sur la moyenne des recettes sur la consommation ou l'utilisation des produits d'accise pendant les années 1999 et 2000, qui est applicable pour le calcul des droits d'accises pour les années 2000 et 2001 n'a pas encore été définitivement fixée. En tenant compte de l'incertitude subsistant encore au moment de l'établissement du budget en ce qui concerne la clef de répartition, la variante minimale c'est-à-dire la clef de répartition de 16,44116 % a été maintenue dans un souci de prudence.

En considération de cette clef provisoire et en prévision de l'évolution de la situation économique, il semble indiqué de retenir pour 2001 le chiffre de **639,9 millions d'euros** (25,8 milliards de francs), recette qui peut encore être modifiée si nécessaire lors des amendements budgétaires.

5) Intérêts de fonds en dépôt

Ainsi qu'il ressort du tableau ci-dessous, les rentrées à titre d'intérêts de fonds en dépôt ont évolué comme suit entre 1994 et 1999:

Exercice	*Produit*	*Variation*
1994.....	*49,8*	-
1995.....	*52,6*	*+5,7%*
1996.....	*50,7*	*-3,7%*
1997.....	*58,0*	*+14,4%*
1998.....	*79,2*	*+36,5%*
1999.....	*64,1*	*-19,0%*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

Compte tenu notamment des perspectives d'évolution des fonds disponibles du Trésor en 2000 et 2001, ainsi que des perspectives d'évolution des taux d'intérêts, les recettes provenant des capitaux placés temporairement peuvent être estimées à quelque 70,0 millions d'euros ou à 2,8 milliards de francs pour toute l'année 2001.

* * *

3) Le projet de budget des recettes en capital

Le projet de budget pour 2001 ne prévoit pas d'emprunt nouveau dans l'intérêt du financement des dépenses de l'Etat.

E. – Le Commentaire du budget des dépenses

00 et 30 - Ministère d'Etat

		1999	2000	2001
Section 00.0 -	*Maison du Grand-Duc*	*5.559.094*	*5.663.920*	*6.011.185*
Section 00.1-	*Chambre des députés*	*16.397.860*	*19.476.771*	*21.646.442*
Section 00.2 -	*Cour des comptes*	*0*	*1.983.148*	*3.189.213*
Section 00.3 -	*Conseil d'Etat*	*1.567.214*	*1.627.693*	*1.701.211*
Section 00.4 -	*Gouvernement*	*25.987.983*	*26.341.144*	*31.201.410*
Section 00.5 -	*Conseil économique et social*	*659.537*	*594.451*	*537.269*
Section 00.6 -	*Centre de communications du Gouvernement*	*1.917.301*	*1.893.189*	*2.006.102*
Section 00.7 -	*Cultes*	*14.878.782*	*15.107.126*	*15.992.788*
Section 00.8 -	*Communications*	*165.082*	*391.574*	*397.371*
	Total des dépenses courantes	*67.132.853*	*73.079.016*	*82.682.991*
Section 30.3	*Conseil d'Etat*	*6.585*	*4.958*	*14.873*
Section 30.4	*Gouvernement*	*63.483*	*2.270.705*	*2.609.979*
Section 30.5	*Conseil économique et social*	*0*	*0*	*9.915*
Section 30.6	*Centre de communications du Gouvernement*	*500.575*	*587.707*	*681.437*
Section 30.8	*Communications*	*0*	*0*	*22.500*
	Total des dépenses en capital	*570.643*	*2.863.370*	*3.338.704*
	Total général	*67.703.496*	*75.942.386*	*86.021.695*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

Traditionnellement, la plupart des dépenses du Ministère d'Etat portent sur des rémunérations et des frais de fonctionnement des institutions et organes (Maison du Grand-Duc, Chambre des Députés, Conseil d'Etat, Cour des Comptes, Conseil Economique et Social) qui ne connaissent pas d'évolutions particulières.

Le budget pour l'exercice 2001 du Ministère d'Etat est cependant marqué par deux faits majeurs.

Un premier accent sera constitué par l'action du Gouvernement en faveur de la société de l'information, domaine dans lequel le Ministère d'Etat s'est vu confier un rôle de coordination. Afin de lui permettre d'assumer ce rôle de coordination, le Ministère d'Etat a été doté des crédits nécessaires, en l'occurrence 3.700.000.- euros inscrits à l'article 00.4.12.352. Cette ligne de crédit le mettra en mesure de répondre de façon flexible aux besoins de financement qui naîtront du plan d'action E-Lëtzebuerg qui, à partir d'un état des lieux des acquis et de la situation du Luxembourg quant à son positionnement dans la société de l'information, développera les lignes d'action du Gouvernement dans ce domaine pour l'avenir.

D'une façon générale le Service des Médias et de l'Audiovisuel intensifiera les efforts de promotion en vue de tirer avantage des potentialités liées à la révolution technologique qui se caractérise par la convergence des secteurs des télécommunications, des médias et des techniques de l'information. Il convient de relever dans ce contexte la création d'une Académie des Médias. En proposant des activités de formation à des professionnels, celle-ci permet de consolider la vocation du Luxembourg comme centre d'activités dans le domaine des médias et de la société de l'information.

Le crédit susvisé de 3.700.000.- euros n'est pas le seul figurant au budget du Ministère d'Etat en vue de la couverture de ses actions en faveur de la société de l'information. Ainsi, le Service Information et Presse est en charge de l'élaboration d'une nouvelle stratégie de publication de l'Etat sur Internet et dispose à cet effet des moyens budgétaires nécessaires. Le Service Information et Presse est responsable de la mise en place des sites Internet du Gouvernement. Par ailleurs et en tant que coordinateur, il assiste les administrations dans le développement de leurs propres sites. Il importe de noter que ces sites sont également générateurs de coûts dus à leur agrandissement, l'ajout de fonctionnalités interactives, l'évolution de nouvelles technologies, le développement des contenus, les traductions, les refontes et modifications.

Le deuxième accent du budget du Ministère d'Etat est constitué par le renforcement de la participation de l'Etat au programme d'études, de recherche et de développement entrepris par le Centre l'Etudes de Populations,

de Pauvreté et de Politiques Socio-Economiques. Elle couvre de nombreuses activités qui permettent de mieux appréhender les évolutions que connaît notre société. Si le principal accent reste le volet « banque des données et études nationales », le CEPS développe de plus en plus des fonctions « recherche » et « formation » avec des organismes et des universités à l'étranger.

01 et 31 - Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur, de la Coopération et de la Défense

		1999	2000	2001
Section 01.0 -	*Dépenses générales*	*3.128.604*	*1.639.818*	*2.716.381*
Section 01.1 -	*Relations internationales. - Missions diplomatiques*	*17.309.204*	*18.099.106*	*18.916.451*
Section 01.2 -	*Relations internationales. - Contributions à des organismes internationaux*	*6.872.137*	*4.556.063*	*4.885.540*
Section 01.3 -	*Relations internationales. - Relations économiques internationales et autres actions*	*3.097.539*	*3.098.669*	*3.098.669*
Section 01.4 -	*Relations extérieures. - Promotion du commerce extérieur*	*741.603*	*1.230.717*	*2.124.981*
Section 01.5 -	*Direction de la Défense*	*2.632.482*	*2.477.646*	*3.163.036*
Section 01.6 -	*Défense nationale*	*34.969.570*	*35.931.275*	*40.101.836*
Section 01.7 -	*Coopération au développement et action humanitaire*	*108.844.385*	*85.382.218*	*104.634.929*
Section 01.8 -	*Commission et office des licences*	*42.206*	*43.827*	*43.483*
	Total des dépenses courantes	*177.637.730*	*152.459.339*	*179.685.306*
Section 31.0 -	*Dépenses générales*	*237*	*24.789*	*670.571*
Section 31.1 -	*Relations internationales. - Missions diplomatiques*	*701.009*	*624.444*	*754.290*
Section 31.5 -	*Direction de la Défense*	*5.052.982*	*4.276.164*	*4.340.616*
Section 31.6 -	*Défense nationale*	*661.567*	*918.519*	*1.729.617*
	Total des dépenses en capital	*6.415.795*	*5.843.916*	*7.495.094*
	Total général	*184.053.525*	*158.303.255*	*187.180.400*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

A la section 01.0 "Dépenses générales" trois initiatives nouvelles sont inscrites:

- L'organisation de stages d'accueil pour jeunes cadres des secteurs public et privé en vue de les sensibiliser aux réalités et spécificités du Luxembourg;
- l'inscription d'un article budgétaire propre pour les consulats honoraires luxembourgeois en vue de mieux mettre en valeur l'instrument du réseau consulaire pour la promotion des intérêts luxembourgeois;
- la création d'un système électronique de réception, de circulation et d'archivage de l'information au Ministère des Affaires Etrangères et aux missions diplomatiques luxembourgeoises à l'étranger.

Parallèlement sera achevé l'établissement du système informatique de gestion financière et du personnel local des missions diplomatiques, projet entamé en 2000.

En 2001 démarreront également les préparatifs de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Europe de 2002. La bonne conduite de cette Présidence implique la mise à disposition dès 2001 de moyens humains et matériels adéquats.

A la section 01.1 relative aux missions diplomatiques il y a lieu de signaler l'extension à la nouvelle capitale allemande de Berlin, du concept des « Maisons du Grand-Duché de Luxembourg », jusqu'ici limité à la Belgique. Cette nouvelle initiative devrait contribuer à mieux présenter le Luxembourg auprès de son plus grand partenaire économique, notamment sous ses aspects culturels et touristiques.

Il y a également lieu de noter l'augmentation substantielle des moyens financiers afin de répondre ainsi à la volonté politique de mieux participer, dans le cadre du Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est à des actions de promotion de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit.

La nécessité de lancer une campagne de promotion de l'image de marque du Luxembourg à l'étranger a motivé l'inscription à la section 01.4. des crédits nécessaires au financement d'une telle campagne. Cette

initiative qui se fera en coopération entre les secteurs public et privé vise à valoriser les atouts et facettes souvent insuffisamment mises en exergue. Sa mise en œuvre fera largement appel aux ambassades et consulats honoraires en tant que vecteurs de transmission du message à promouvoir.

Dans la section 01.5 sont inscrits les crédits nécessaires pour le fonctionnement de la Direction de la Défense et ceux qui doivent permettre à la Direction de la Défense d'assumer les charges et missions qui sont les siennes.

Dans ce contexte, il échet de signaler une nouvelle mission de la Direction de la Défense qui assure la mise sur pied du corps civil volontaire luxembourgeois et par voie de conséquence la coordination y afférente.

Ce corps civil volontaire a pour objet de coordonner les efforts que réalise le Luxembourg pour mieux répondre à la demande de plusieurs organisations internationales dont le Luxembourg est membre, notamment de l'ONU, de l'OTAN et de l'Union européenne ainsi que de l'OSCE, en vue de leur permettre de mieux utiliser les moyens dont disposent les Etats-membres pour gérer l'élément civil des missions de maintien ou de restauration de la paix, à la lumière des expériences récemment acquises notamment en Bosnie et au Kosovo.

Par ailleurs, la constitution d'un corps civil volontaire devrait permettre au Luxembourg de répondre de façon plus efficace aux appels à une entraide internationale adressée par des pays victimes de catastrophes naturelles pour en pallier les effets au profit des personnes et des biens, soit par des interventions directes, soit par une participation à des interventions y coordonnées par une organisation internationale.

La dotation budgétaire initiale de 500.000 euros devrait permettre la constitution d'un embryon du noyau permanent du corps, l'acquisition du premier matériel et la mise en place des premières infrastructures afin de procéder à l'appel aux volontaires au cours de l'année 2001 et afin de préparer les engagements du corps, de telle façon que le corps civil puisse être opérationnel en 2002.

Dans la section 01.6 sont inscrits les crédits nécessaires pour le fonctionnement de l'Armée. Les crédits budgétaires reflètent les efforts développés par le Gouvernement pour disposer d'une Armée capable d'exercer ses missions sur le plan national et international. Ainsi une présence militaire luxembourgeoise aux Balkans dans le cadre de nos engagements internationaux est maintenue. Les crédits pour la formation et pour la participation de nos forces à des exercices militaires internationaux dans le cadre de l'OTAN et du Corps Européen sont nécessaires pour garantir un entraînement efficace de nos cadres et soldats. Il en est de même pour les nouvelles acquisitions de munitions, de matériel de transmission, de protection NBC et d'équipements spéciaux.

Le programme d'acquisition de matériel militaire d'importance majeure, exécuté conformément aux dispositions de la première loi de programmation militaire financière du 16 décembre 1997, couvre les années 1997 à 2001 et englobe entre autre des véhicules militaires, des armes et munitions ainsi que des moyens de communication. La tranche retenue pour 2001 est de quelque 2,5 millions d'euros et représente la dernière tranche des quelque 15 millions d'euros pour les cinq années en question.

Pour garantir le recrutement, le niveau de la solde et des indemnités des volontaires de l'Armée a été adapté avec effet rétroactif au 1er janvier 2000; augmentation qui a évidemment une répercussion budgétaire pour 2001.

Enfin, en l'an 2001, l'Aide Publique au Développement (APD) dont la plupart des crédits sont inscrits à la section 01.7 "Coopération au développement et action humanitaire" devra atteindre l'objectif de 0,76% de notre revenu national brut (RNB), conformément à la déclaration gouvernementale du mois d'août 1999 qui fixe comme objectif l'augmentation continue de l'APD pour la rapprocher de 1,0% à la fin de la législature.

A cet effet, une alimentation de 74.000.000 euros du principal instrument financier de la coopération luxembourgeoise, c.-à-d. le Fonds de la coopération au développement (FCD), est proposée. En ce qui concerne les lignes budgétaires traditionnelles, l'augmentation des crédits reflète d'une manière générale les efforts supplémentaires qui devront être fournis. Il y a toutefois lieu de signaler que l'article budgétaire 01.7.33.010 consacré à des subsides à des ONG est diminué en raison du nombre décroissant de demandes.

02 et 03 / 32 et 33 – Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

	1999	2000	2001
Section 02.0 - Culture: dépenses générales	25.203.641	26.974.617	26.124.290
Section 02.1 - Service des sites et monuments nationaux	2.636.226	2.721.275	2.855.447
Section 02.2 - Musée national d'histoire et d'art	5.490.262	5.989.107	6.122.884
Section 02.3 - Bibliothèque nationale	3.233.807	3.423.489	3.589.946
Section 02.4 - Archives nationales	1.329.488	1.536.692	1.516.879
Section 02.5 - Centre national de l'audiovisuel	864.010	1.407.786	1.145.006
Section 02.6 - Musée national d'histoire naturelle	3.662.651	3.878.294	4.460.355
Section 02.7 - Centre national de littérature	235.078	264.205	284.991
Section 03.0 - Enseignement supérieur: dépenses générales	10.351.113	11.910.093	15.773.619
Section 03.1 - Enseignement universitaire	5.373.531	4.705.119	5.584.240
Section 03.2 - Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques	1,480.898	1.654.518	1.958.460
Section 03.3 - Institut supérieur de technologie	6.540.863	6.402.719	7.377.208
Section 03.4 - Institut d'études éducatives et sociales	2.933.323	3.762.776	3.986.875
Section 03.5 - Recherche scientifique et recherche appliquée	11.909.352	10.555.926	17.752.876
Total des dépenses courantes	81.244.243	85.186.616	98.533.076
Section 32.0 - Affaires culturelles	9.427.002	11.462.597	12.997.900
Section 32.1 - Service des sites et monuments nationaux	394.801	363.163	359.220
Section 32.3 - Bibliothèque nationale	85.681	111.304	103.869
Section 32.4 - Archives nationales	19.481	21.071	30.996
Section 32.5 - Centre national de l'audiovisuel	775.823	133.738	234.146
Section 32.6 - Musée national d'histoire naturelle	0	138.820	1.083.296
Section 32.7 - Centre national de littérature	12.242	9.916	4.950
Section 33.0 - Enseignement supérieur. - Dépenses générales	0	1.878.835	909.064
Section 33.2 - Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques	88.651	73.129	156.753
Section 33.4 - Institut d'études éducatives et sociales	32.666	38.424	39.929
Section 33.5 - Recherche scientifique et recherche appliquée	76.529	11.155	31.197
Total des dépenses courantes	10.912.876	14.242.152	15.951.320
Total général	92.157.119	99.428.768	114.484.396

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

a) Les crédits inscrits au budget de l'Etat pour l'exercice 2001 pour le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la recherche permettront

au niveau national:

1) le fonctionnement des instituts culturels ainsi que du Casino, Forum d'Art contemporain;

2) la préfiguration ou les travaux préparatoires des projets d'infrastructure culturelle;

3) une amélioration des conditions de travail des acteurs culturels notamment par:

- la loi sur l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle ainsi que la promotion de la création artistique;
- la loi portant harmonisation de l'enseignement musical;
- l'attribution de congé culturel;

4) une stimulation de la création artistique notamment par:

- les bourses d'aide à la création artistique;
- l'aide à la presse culturelle;
- les activités de l'Agence luxembourgeoise d'Action culturelle;
- les différents prix et concours d'encouragement, les aides financières et autres subsides;

5) une politique culturelle décentralisée notamment par:

- l'offre éducative décentralisée des instituts culturels;
- la mise à disposition d'un calendrier culturel national, d'une billetterie nationale et d'un service de la programmation culturelle;
- une plus grande offre de tournées des deux bibliobus ainsi que du musée-bus 2000 du Musée national d'Histoire naturelle;
- l'aide aux différents musées régionaux et aux cinémas de province;

6) le développement des activités de l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg ainsi que de la Radio socio-culturelle;

7) un engagement renforcé pour la langue et la littérature luxembourgeoises;

au niveau international:

8) - une promotion accrue de nos artistes à l'étranger, avec l'aide, notamment, de nos ambassades;
- un programme d'animation culturelle de la Maison du Grand-Duché à Bruxelles et des programmes «à la carte» pour nos ambassades à l'étranger;

9) l'accueil, dans le cadre de nos accords culturels, de spécialistes, de boursiers étrangers dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la recherche scientifique, du sport et des échanges de jeunes;

10) les actions communes dans le cadre de la Grande région (Saarland, Rhénanie-Palatinat, Région lorraine, Province du Luxembourg belge), notamment l'Orchestre Saar-Lor-Lux et l'Institut Européen de Chant choral;

11) la participation du Luxembourg aux travaux de la Commission européenne de Bruxelles, du Conseil de l'Europe, de l'ACCT (Francophonie) et de l'UNESCO.

12) la préparation de plusieurs grandes expositions;

13)le développement des activités de l'Institut européen des itinéraires culturels installé à Luxembourg.

Ministère de l'Enseignement supérieur:

Les orientations budgétaires pour l'exercice 2001 du Ministère de l'enseignement supérieur sont les suivantes :

1) S'agissant du Centre de Documentation et d'Information sur l'enseignement supérieur :

La Foire des Etudes et des Formations se déroulera selon un nouveau concept qui prévoit une subdivision de l'espace d'exposition en trois parties: enseignement supérieur luxembourgeois, enseignement supérieur étranger, monde des entreprises. Par ailleurs, les lycéens seront sensibilisés à la foire par le biais de séances d'information organisées au niveau régionale.

2) S'agissant de l'aide financière

L'application de la nouvelle loi sur l'aide financière prévoit une redéfinition des études supérieures, une extension de l'aide financière aux bourses de troisième cycle et l'introduction de primes d'encouragement.

3) S'agissant du Centre Universitaire de Luxembourg

Le CUNLUX verra l'introduction, dans certaines sections, d'une deuxième année de premier cycle et poursuivra sa politique de diversification par la création de troisièmes cycles dans les domaines de la formation

bancaire, des médias, de l'immunologie et des statistiques. Par ailleurs, les travaux préparatifs pour la mise en place d'un MBA « Création d'entreprise » seront entamés.

4) S'agissant de l'Institut Supérieur de Technologie

L'IST approfondira ses axes stratégiques : 1. La mise en place d'un enseignement de qualité pour la 4e année, 2. Les contacts noués avec les écoles d'ingénieurs de la Grande Région, 3. L'organisation de cours de 3e Cycle et de formation continue dans le cadre d'un groupement d'intérêt économique avec le CRP-Henri-Tudor, 4. Une publicité ciblée pour attirer davantage de jeunes gens vers les professions de l'ingénieur, 5. Définition de pôles de compétence pour organiser la recherche à l'IST.

5) S'agissant de l'Institut Supérieur d'Études et de Recherches Pédagogiques

La réforme du dispositif législatif pour intégrer l'ISERP dans l'enseignement supérieur demandera, et la réforme des contenus des trois années de formation, et la définition des objectifs pour la 4e année à caractère facultatif, qui sera une année d'approfondissement. Par ailleurs, l'ISERP poursuivra ses efforts pour donner à sa formation un caractère transnational.

6) S'agissant de l'Institut d'Études éducatives et sociales

La réforme du dispositif législatif pour intégrer l'IEES dans l'enseignement supérieur demandera également une réflexion sur la possibilité d'élargir l'offre de la formation au sein de l'établissement. Une étude quantitative et qualitative renseignant sur les besoins du secteur sera finalisée. Une réforme des structures de l'IEES sera entamée.

7) S'agissant des formations de type BTS

Le Ministère a été saisi de demandes pour la création de nouvelles formations BTS. Le dialogue avec les partenaires sociaux sera intensifié afin de pouvoir donner suite aux demandes, et ce en tenant compte des besoins et spécificités du marché de l'emploi luxembourgeois.

8) S'agissant de nouvelles implantations

La politique de diversification de l'offre dans le domaine des « advanced studies » sera poursuivie et une politique proactive sera enclenchée pour attirer des investisseurs vers le Luxembourg. Une agence de l'assurance de la qualité sera mise en place.

Ministère de la Recherche:

1) L'action du Gouvernement visera la consolidation et le déploiement de l'important dispositif de recherche et de développement technologique créé au niveau national depuis la mise en vigueur de la loi du 9 mars 1987 ayant pour objet la R&D. L'action politique s'articulera essentiellement sur deux plans : la mise en œuvre d'une structure d'encadrement permettant d'organiser l'amplification des activités de R&D publique, accompagnée d'un accroissement substantiel des crédits budgétaires qui y sont affectés.

2) Le Fonds National de la Recherche (créé par la loi du 31 mai 1999) fournira la structure de coordination nécessaire pour soutenir l'essor de la R&D au Luxembourg. Les travaux entrepris par le Fonds permettront la mise en œuvre prochaine de plusieurs programmes pluriannuels portant sur un nombre limité de thèmes jugés particulièrement porteurs d'avenir. Ces programmes contribueront également à promouvoir la participation de nos centres de recherche aux activités de recherche communautaire ainsi que l'intensification des échanges scientifiques avec l'étranger.

3) Pour la réalisation de ces programmes une augmentation importante des moyens budgétaires est accordée par rapport à l'exercice en cours. Celle-ci est en ligne avec l'objectif du Gouvernement d'atteindre d'ici l'an 2004 un niveau d'investissement dans la R&D publique équivalent à 0,30% du PIB (niveau atteint en 2001 : 0,10%).

4) Finalement, il importe également de revenir sur le projet ENA (European Navigator), futur « Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe » qui consiste à créer une documentation multimédia sur la construction

européenne et sur l'évolution politique, économique et sociale des Etats membres de l'Union européenne. Il souligne l'attachement profond du Luxembourg au processus de la construction européenne. De par les technologies utilisées, il est ensuite, ici encore, le reflet concret des préoccupations actuelles concernant la promotion d'une participation active du Luxembourg à la société de l'information et de la connaissance en plein essor. La dotation budgétaire inscrite au budget du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche permettra d'en consolider le fonctionnement.

04 et 34 – Ministère des Finances
05 et 35 - Ministère des Finances: Trésor et Budget

		1999	2000	2001
Section 04.0 -	*Dépenses générales*	*1.472.597*	*1.719.116*	*1.736.367*
Section 04.1 -	*Contributions directes et métrologie*	*31.563.641*	*33.445.026*	*35.281.629*
Section 04.2 -	*Enregistrement et domaines*	*21.351.422*	*20.588.820*	*21.686.580*
Section 04.3 -	*Douanes et accises*	*28.144.571*	*27.913.458*	*28.751.830*
Section 04.4 -	*Commissariat du gouvernement près la banque internationale à Luxembourg*	*87.321*	*87.531*	*94.119*
Section 04.5 -	*Commissariat aux bourses*	*11.554*	-	-
	Total des dépenses courantes	*82.631.106*	*83.753.951*	*87.550.525*
Section 34.0 -	*Dépenses générales*	*8.450.805*	*8.951.884*	*11.096.301*
Section 34.1 -	*Contributions directes et métrologie*	*135.172*	*112.791*	*159.713*
Section 34.2 -	*Enregistrement et domaines*	*96.021*	*41.671*	*41.201*
Section 34.3 -	*Douanes et accises*	*611.027*	*343.011*	*485.147*
	Total des dépenses en capital	*9.293.025*	*9.449.357*	*11.782.362*
	Total général	*91.924.131*	*93.203.308*	*99.332.887*
Section 05.0 -	*Dépenses générales*	*14.533.426*	*18.554.904*	*19.928.278*
Section 05.1 -	*Inspection générale des finances*	*2.364.788*	*1.960.145*	*1.472.976*
Section 05.2 -	*Trésorerie de l'Etat*	*1.252.740*	*1.390.337*	*1.584.735*
Section 05.3 -	*Direction du contrôle financier*	-	*266090*	*251.911*
Section 05.4 -	*Cadastre et topographie*	*9.022.456*	*9.229.099*	*9.302.994*
Section 05.5 -	*Chambre des comptes*	*1.722.639*	-	-
Section 05.6 -	*Caisse générale de l'Etat*	*437.480*	-	-
Section 05.9 -	*Provision globale pour amendements*	-	-	*4.000.000*
	Total des dépenses courantes	*29.333.529*	*31.400.575*	*36.540.894*
Section 35.0 -	*Dépenses générales*	*17.859.993*	*4.338.385*	*12.036.163*
Section 35.1 -	*Inspection générale des finances*	*10.107*	*8.676*	*31.200*
Section 35.2 -	*Trésorerie de l'Etat*	*6.424*	*1.983*	*5.240*
Section 35.3 -	*Direction du contrôle financier*	*0*	*179.722*	*75.500*
Section 35.4 -	*Cadastre et topographie*	*494.859*	*509.669*	*426.320*
Section 35.5 -	*Chambre des comptes*	*6.321*	-	-
Section 35.6 -	*Caisse générale de l'Etat*	*6.186*	-	-
Section 35.9 -	*Provision globale pour amendements*	-	-	*8.000.000*
	Total des dépenses en capital	*18.383.890*	*5.038.435*	*20.574.423*
	Total général	*47.717.419*	*36.439.010*	*57.115.317*
	Total général	*139.641.550*	*129.642.318*	*156.448.204*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

Les différences essentielles du budget du Ministère des Finances pour 2001 - tout comme celui pour 2000 - par rapport aux budgets précédents résultent de l'impact – structurel et financier – des deux lois du 23 décembre 1998 concernant respectivement la Banque Centrale du Luxembourg et la Commission de surveillance du secteur financier, et des deux lois du 8 juin 1999, à savoir celle portant organisation de la Cour des Comptes et celle sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat.

A partir de l'exercice 2000, la section budgétaire concernant les frais de la Chambre des Comptes a été supprimée au sein du Ministère des Finances. Les dépenses occasionnées par la Cour des Comptes sont couvertes moyennant une dotation globale inscrite au budget du Ministère d'Etat, à l'instar de celle de la Chambre des Députés. Les frais engendrés par la nouvelle Direction du Contrôle Financier sont inscrits dans une section

spéciale du Ministère des Finances. La section relative à la Caisse générale de l'Etat a été supprimée et les crédits afférents ont été repris, pour autant que de besoin, dans la section relative à la Trésorerie de l'Etat.

Par ailleurs, suite à l'intégration du Commissariat aux Bourses dans la Commission de surveillance du secteur financier, tous les articles de recettes et de dépenses en rapport avec ce Commissariat ont été supprimés.

Le Ministère des Finances continuera en 2001 ses efforts d'information et de sensibilisation du public à l'introduction progressive de l'euro sur la période transitoire de 1999 à 2002, soit par des actions propres, soit par la subvention d'actions similaires menées par des organismes privés. L'introduction de l'euro aura également des répercussions financières sur les dépenses des administrations concernées (impression de nouveaux formulaires, modification des programmes informatiques, etc.).

A la suite des renforcements d'effectifs accordés par le Gouvernement dans le cadre de la procédure budgétaire aux administrations fiscales et financières, l'évolution globale des crédits du département reste caractérisée, tout comme les années antérieures, par une progression modérée des dépenses de personnel. Elle témoigne, d'autre part, d'une action systématique visant à moderniser l'infrastructure et les équipements publics en vue d'assurer un fonctionnement optimal des services dans l'intérêt de l'Etat et du citoyen.

Les activités à risque (lutte anti-drogues, lutte contre la fraude, attributions sécuritaires) nécessitent de la part des autorités douanières l'usage d'un matériel technique à la hauteur des exigences du temps. Le Gouvernement continue à doter l'administration des crédits indispensables d'après un échéancier pluriannuel.

L'activité de l'administration du Cadastre et de la Topographie, en dehors de ses missions traditionnelles, restera marquée par la mise en place du plan cadastral numérisé. La carte topographique numérisée du pays, avec banque de données afférente, sera finalisée en principe en 2001, sauf imprévus pour des raisons techniques et/ou de suivi administratifs.

Les chiffres relatifs à l'évolution de la dette publique sont commentés plus amplement au chapitre C « Les aspects importants de la situation financière ».

En exécution des différentes lois relatives à la participation du Grand-Duché à des institutions et opérations financières internationales le budget en capital prévoit les crédits nécessaires. Pour autant que les engagements afférents sont pris sous forme de bons du Trésor, ils se trouvent inscrits au budget pour ordre. Il convient de noter que tous les articles de dépenses et de recettes en rapport avec le compte général et le compte DTS au FMI sont supprimés, puisque les avoirs et engagements y relatifs sont désormais détenus par la Banque Centrale du Luxembourg pour compte propre.

Conformément à la politique générale du Gouvernement, les interventions en faveur des pays en voie de développement et des pays de l'Europe de l'Est demeurent à des niveaux élevés.

Enfin, l'entrée en vigueur de l'accord intergouvernemental belgo-luxembourgeois du 23 novembre 1998 sur le passage de l'association monétaire à l'UEM a conduit à supprimer la participation de l'Etat aux bénéfices de la Banque Nationale de Belgique.

07/37 – Ministère de la Justice

		1999	2000	2001
Section 07.0 -	*Dépenses générales*	*642.287*	*766.635*	*994.960*
Section 07.1 -	*Services judiciaires*	*30.972.512*	*30.597.571*	*33.236.727*
Section 07.2 -	*Etablissements pénitentiaires*	*16.152.808*	*17.810.754*	*19.375.606*
Section 07.3 -	*Juridictions administratives*	*1.783.068*	*1.834.808*	*1.938.946*
	Total général	*49.550.675*	*51.009.768*	*55.546.239*
Section 37.0 -	*Dépenses générales*	-	*71.889*	*73.687*
Section 37.1 -	*Services judiciaires*	*10.349*	*42.390*	*40.987*
Section 37.2 -	*Etablissements pénitentiaires*	*98.254*	*239.217*	*411.631*
Section 37.3 -	*Juridictions administratives*	-	-	*5.200*
	Total des dépenses en capital	*108.603*	*353.496*	*531.505*
	Total général	*49.659.278*	*51.363.264*	*56.077.744*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

Le montant total des crédits inscrits aux sections 07.0/37.0 ne varie guère par rapport aux budgets des années précédentes, ce qui s'explique du fait qu'il ne s'agit en l'occurrence que de crédits de fonctionnement concernant les services administratifs du Ministère de la Justice. On notera toutefois les besoins accrus d'interprètes au niveau du Service des Etrangers, principalement au bureau d'accueil des demandeurs d'asile.

Les sections 07.1/37.1 regroupent toutes les dépenses relatives au fonctionnement de la justice: traitements des magistrats et du personnel administratif, frais de justice, expertises et commissions rogatoires, frais administratifs, assistance judiciaire et organisation du stage judiciaire. Il y a lieu de relever que le Service Central d'Assistance Sociale verra son champ d'action élargi par la mise en œuvre de l'organisation des travaux d'intérêt général ordonnés à titre de peines de substitution.

Aux sections 07.2/37.2 relatives aux dépenses de l'administration des établissements pénitentiaires, on constate une hausse des dépenses, due essentiellement à l'augmentation du nombre de personnel de garde et d'encadrement, ainsi que l'intensification des programmes de formation et de réinsertion sociale des dépenses.

Les sections 07.3/37.3 regroupent tous les crédits nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des juridictions administratives, à savoir, le Tribunal administratif qui constitue le premier degré et la Cour administrative qui constitute le second degré de ces juridictions.

08 - Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative

		1999	2000	2001
Section 08.0 -	*Fonction Publique et Réforme Administrative.- Dépenses diverses*	*76.379.985*	*118.611.999*	*127.374.702*
Section 08.1 -	*Pensions*	*185.269.130*	*188.148.185*	*210.274.144*
Section 08.2 -	*Administration du personnel de l'Etat*	*687.854*	*500.573*	*507.544*
Section 08.3 -	*Institut National de l'Administration Publique*	*424.838*	*475.882*	*634.727*
Section 08.4 -	*Sécurité dans la Fonction Publique*	*417.900*	*453.968*	*568.381*
Section 08.5 -	*Centre informatique de l'Etat*	*16.715.998*	*16.929.072*	*19.971.036*
Section 08.6 -	*Service central des imprimés*	*3.271.508*	*3.558.784*	*3.784.996*
	Total général	*283.167.213*	*328.678.463*	*363.115.530*
Section 38.0 -	*Fonction publique et réforme administrative. - Dépenses diverses*	*909.071*	*1.115.521*	*1.115.521*
Section 38.2 -	*Administration du personnel de l'Etat.*	*6.172*	-	*4.958*
Section 38.3 -	*Institut national de l'Administration Publique*	-	*9.916*	*3.050*
Section 38.5 -	*Centre Informatique de l'Etat*	*4.680.844*	*4.731.964*	*5.947.290*
Section 38.6 -	*Service central des imprimés.*	*141.934*	*157.289*	*180.841*
	Total des dépenses en capital	*5.738.021*	*6.014.690*	*7.251.660*
	Total général	*288.905.234*	*334.693.153*	*370.367.190*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

Les différentes crédits destinés à couvrir les rémunérations du personnel de l'Etat figurent dans les sections afférentes des départements ministériels; la section 08.0 du budget ordinaire du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative regroupe par contre des crédits qui sont dans l'intérêt de tout le personnel en activité et en retraite de l'Etat et qui, pour diverses raisons techniques, ne figurent pas dans les sections budgétaires des administrations et services de l'Etat. Les crédits des différents articles rentrent par ailleurs dans les compétences du département de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative.

Pour l'exercice budgétaire 2001, et dans la section 08.0, il a été tenu compte tout particulièrement des différentes mesures retenues dans l'accord salarial du 29 mai, entérinées par la loi du 28 juillet 2000 et les règlements grand-ducaux portant la même date et pris en son exécution. Il s'agit plus particulièrement des mesures d'augmentation du point indiciaire de 2,5% à partir de l'année 2000, et de 1% au 1er janvier 2001, de la transformation des augmentations biennales en annales et du relèvement de l'allocation de repas de 140 à 220 francs par jour ouvrable. S'y ajoutent les coûts engendrés par la réduction générale de la durée du stage à deux ans, le relèvement de l'indemnité kilométrique pour déplacements de service et du plafond donnant droit à subvention d'intérêt sur un prêt-logement. Les montants y afférents ont été inscrits dans cette section soit sous forme d'augmentation des crédits existants, soit par l'inscription d'un certain nombre de crédits nouveaux.

Les crédits destinés à l'Institut National d'Administration Publique continuent à avoir une évolution particulière, avec encore une hausse importante pour l'année 2001, dans la mesure où la loi du 15 juin 1999, qui réorganise de façon fondamentale la formation des agents de l'Etat pendant le stage ainsi que tout au long de leur carrière, continue à sortir progressivement ses effets.

La section 08.1. regroupe les dépenses pour pensions servies aux agents publics à charge du budget de l'Etat, l'article 08.1.93.000 représentant pour sa part l'alimentation du Fonds de pensions introduit par la loi du 3.8.1998 et auquel seront imputées directement les dépenses et les recettes pour pensions de l'Etat et des établissements publics dont le personnel tombe dans le champ d'application du régime de pension spécial des fonctionnaires de l'Etat.

En ce qui concerne le Centre Informatique de l'Etat, le total des crédits pour 2001 connaît une augmentation importante d'environ 23% par rapport au budget de l'exercice 2000. Cette augmentation affecte d'abord les crédits prévus pour la location et l'entretien des équipements informatiques et des logiciels (31% respectivement 24%). Par ailleurs, et en prévision d'une couverture encore plus étendue du réseau commun de l'Etat, l'article destiné à couvrir les frais de location des lignes de télécommunications a parallèlement dû être adapté d'environ 26%

L'article libellé « Frais d'experts et d'études » a de même été augmenté de l'ordre de 25%, dans la mesure où il existe toujours un besoin croissant de recourir à des sociétés externes pour collaborer aux grands projets informatiques des administrations.

Les crédits pour le Service central des imprimés sont en augmentation d'environ 5%.

09 et 39 – Ministère de l'Intérieur

	1999	2000	2001
Section 09.0 - Dépenses générales	*41.225*	*52.602*	*55.985*
Section 09.1 - Finances communales	*251.536.826*	*257.787.130*	*265.692.034*
Section 09.2 - Commissariats de district	*1.431.345*	*1.385.651*	*1.410.875*
Section 09.3 - Caisse de prévoyance	*23.143.723*	*21.021.371*	*22.851.077*
Section 09.4 - Service de contrôle de la comptabilité des communes	*593.988*	*611.081*	*590.563*
Section 09.5 - Police grand-ducale	*69.474.583*	*84.157.099*	*94.085.436*
Section 09.6 - Protection civile - Incendie	*7.864.647*	*7.916.333*	*7.812.017*
Section 09.7 - Aménagement du territoire - Parcs naturels	*1.596.593*	*1.463.389*	*1.532.003*
Section 09.8 - Service d'aménagement communal - Urbanisme	*373.199*	*388.845*	*387.598*
Section 09.9 - Service pour la gestion globale de l'eau	*283.908*	*333.465*	*2.002.614*
Total des dépenses courantes	*356.340.037*	*375.116.966*	*396.420.202*
Section 39.0 - Dépenses générales	*17.252*	-	*9.000*
Section 39.1 - Finances communales	*14.786.849*	*15.233.182*	*17.290.781*
Section 39.2 - Commissariats de district	*9.683*	*8.924*	*1.984*
Section 39.5 - Police grand-ducale	*3.027.604*	*5.022.596*	*5.094.840*
Section 39.6 - Protection civile - Incendie	*1.998.101*	*2.472.564*	*2.083.475*
Section 39.7 - Aménagement du territoire - Parcs naturels	*117.737*	*232.647*	*232.725*
Section 39.8 - Service d'aménagement communal - Urbanisme	*12.868*	*14.873*	*14.254*
Section 39.9 - Service pour la gestion globale de l'eau	*7.925*	*45.865.260*	*52.541.200*
Total des dépenses en capital	*19.978.019*	*68.850.046*	*77.268.259*
Total général	*376.318.056*	*443.967.012*	*473.688.461*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

Au niveau du budget des dépenses courantes, les crédits augmentent de 21.303.551 euros, soit de 5,6792 % par rapport à l'exercice 2000.

Cette augmentation provient notamment:

a) de la progression des crédits inscrits à la section 09.1 - Finances communales et plus spécialement du crédit pour l'alimentation complémentaire du fonds communal de dotation financière (FCDF).

Dans le contexte du FCDF, il y lieu de relever que la participation des communes dans le produit de trois impôts de l'Etat ainsi que l'allocation au secteur communal d'un montant forfaitaire calculé annuellement transitent par le FCDF. L'évolution de cette partie des revenus non affectés du secteur communal a été assez constante ces dernières années et marque une progression par rapport au budget de 2000 de 9,4 %.

Année	Budget	Compte
1990.....	195.263.251	212.110.277
1991.....	212.863.691	221.425.104
1992.....	233.847.878	234.944.328
1993.....	251.919.316	260.161.664
1994.....	268.143.947	277.531.887
1995.....	285.469.225	288.092.613
1996.....	302.914.484	317.306.908
1997.....	313.709.256	318.433.394
1998.....	309.529.771	313.902.275
1999.....	327.345.878	351.961.334
2000.....	348.808.500	
2001.....	381.582.860	

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

b) de l'évolution des crédits inscrits au niveau de la section 09.5 - Police grand-ducale pour la mise en œuvre sur le terrain des nouvelles structures de fonctionnement de la Police grand-ducale, telles qu'elles résultent de la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police. Les buts poursuivis par cette loi (travail de proximité, intervention 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, régionalisation,...) ne peuvent être atteints à terme qu'en dotant la Police des moyens budgétaires nécessaires. L'accent est mis, outre sur une augmentation des effectifs, plus particulièrement sur la mise à disposition de la Police du matériel et de l'équipement nécessaires.

c) de l'évolution des crédits prévus au niveau de la section 09.9 - Service pour la gestion globale de l'eau pour la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de la gestion intégrée de l'eau. Sont regroupés dans cette section des crédits figurant jusqu'à présent aux départements de l'Agriculture, de l'Environnement et des Travaux publics.

Au niveau de l'aménagement du territoire des crédits supplémentaires permettent au Ministère de l'Intérieur de renforcer la coopération régionale dans le cadre des parcs naturels par la prise en charge de frais de personnel y relatifs. Par ailleurs les crédits inscrits à cette section budgétaire permettent de poursuivre, voire de renforcer la politique d'aménagement du territoire définie par le programme directeur.

Au niveau du budget des dépenses en capital, les crédits augmentent de 8.418.213 euros, soit de 12,2269 % par rapport à l'exercice 2000.

Cette progression provient essentiellement de la variation des crédits inscrits

a) à la section 39.1 - Finances communales relatifs aux aides financières à accorder aux communes dans le cadre de leurs investissements dans leurs infrastructures de base.

b) à la section 39.9 - Service pour la gestion globale de l'eau où un effort financier tout particulier a été fait pour promouvoir les investissements du secteur communal en matière d'assainissement des eaux usées.

10 et 11 / 40 et 41 – Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports

	1999	2000	2001
Section 10.0 - Dépenses générales	24.873.355	23.588.903	31.377.307
Section 10.1 - Centre de technologie de l'éducation	1.316.906	1.321.522	1.546.497
Section 10.2 - Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques	2.228.136	2.343.165	2.472.261
Section 10.3 - Centre de psychologie et d'orientation scolaire	3.490.961	4.670.685	5.291.265
Section 10.4 - Sports scolaires et périscolaires	1.187.391	1.285.080	2.281.277
Section 10.5 - Etablissements privés d'enseignement	23.068.881	23.847.357	25.315.128
Section 10.6 - Cantines scolaires	3.038.957	3.081.142	3.905.629
Section 10.7 - Education différenciée	25.524.272	23.984.957	25.690.600
Section 10.8 - Service de la formation des adultes	4.328.673	3.893.169	4.756.990
Section 10.9 - Inspectorat	2.749.663	1.835.576	1.899.561
Section 11.0 - Education préscolaire et enseignement primaire	154.422.497	150.187.457	157.956.451
Section 11.1 - Enseignement secondaire	88.535.759	89.770.724	96.341.614
Section 11.2 - Enseignement secondaire technique	152.222.661	156.502.096	159.793.622
Section 11.3 - Service de la formation professionnelle	7.965.884	10.187.334	17.211.323
Section 11.4 - Sports: dépenses générales	3.618.807	4.203.753	4.615.445
Section 11.5 - Institut national des sports	934.324	936.493	997.394
Section 11.6 - Centre sportif national de natation	2.155.814	2.219.539	2.282.669
Section 11.7 - Ecole nationale de l'éducation physique et des sports	429.370	453.945	469.275
Total des dépenses courantes	502.092.311	504.312.897	544.204.308
Section 40.0 - Dépenses générales	3.580.478	3.751.620	3.614.368
Section 40.1 - Centre de technologique de l'éducation	1.779.549	1.837.139	3.119.740
Section 40.2 - Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques	8.107	4.710	-
Section 40.3 - Centre de psychologie et d'orientation scolaire	1.983	-	-
Section 40.6 - Cantines scolaires	90.454	69.410	130.569
Section 40.7 - Education différenciée	221.164	221.868	264.388
Section 40.8 - Service de la formation des adultes	2.479	50.645	28.508
Section 41.2 - Enseignement secondaire technique	-	23.550	61.974
Section 41.3 - Service de la formation professionelle	166.550	145.662	166.090
Section 41.4 - Education physique et sports	7.640.980	6.477.458	6.422.622
Section 41.5 - Institut national des sports	19.365	14.626	13.014
Section 41.6 - Centre sportif national de natation	106.597	91.497	93.801
Section 41.7 - Ecole nationale de l'éducation physique et des sports	5.513	-	-
Total des dépenses en capital	13.623.219	12.688.185	13.915.074
Total général	515.715.530	517.001.082	558.119.382

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

Le total des crédits prévus dans l'intérêt du Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports au budget des dépenses (courantes et en capital) de l'exercice 2001 s'établit à 558.119.382 euros, en progression de 7,95 % par rapport aux crédits votés pour 2000.

Les crédits alloués au département en 2001 représentent 10,29 % du total des crédits prévus au budget des dépenses de l'Etat de cet exercice.

Aux *dépenses générales*, un crédit de 2.602.900 euros est prévu pour faire fonctionner les infrastructures communes du campus Geesseknäppchen.

Les travaux de conception d'un système informatique de gestion des élèves de l'enseignement postprimaire avancent bien de sorte que la mise à l'essai pourra démarrer en 2001.

En ce qui concerne la planification des infrastructures scolaires, un groupe interministériel institué par le Conseil de Gouvernement est en train d'élaborer un plan sectoriel «lycées». Ce plan arrêtera notamment le programme de construction des nouveaux lycées pour faire face à l'augmentation significative des effectifs d'élèves.

Les crédits en relation avec les technologies de l'information et de la communication (acquisition d'équipements, acquisition de logiciels, maintenance) ont été transférés dans la section budgétaire du *centre de technologie de l'éducation* afin de mieux assurer les missions qui lui sont confiées par la loi de 1993. Des efforts particuliers seront consentis dans l'intérêt de l'équipement informatique des lycées.

Faisant suite à la demande du Gouvernement en Conseil et en réponse à la demande croissante de la part des enseignants, le *SCRIPT* renforcera la formation continue à la fois au niveau national et au niveau des établissements d'enseignement. Dans le cadre de l'initiative "e-learning", la formation aux technologies de l'information et de la communication sera renforcée.

Un nouveau projet-pilote ayant pour objet d'évaluer la faisabilité et de fixer le cadre d'une alphabétisation en français a été entamé dès le mois de septembre 1999. Ce projet sera finalisé en 2001.

Un crédit spécial de 620.000 euros est prévu pour la mise en place d'un centre de formation type "mini-usine".

L'implémentation des statistiques de base et des indicateurs sur la qualité de l'éducation sera intensifiée. Une étude sur le succès de nos bacheliers dans l'enseignement supérieur sera réalisée. En ce qui concerne l'étude comparative internationale PISA sur les compétences des élèves à la fin de la scolarité obligatoire, l'année 2001 sera caractérisée à la fois par la fin de la première phase avec la mise à la disposition des résultats de l'évaluation réalisée et par le démarrage probable de la deuxième phase.

La déclaration gouvernementale prévoit pour le *centre de psychologie et d'orientation scolaires* un 'recentrage sur son activité première', à savoir, la psychologie et l'orientation scolaire. Le CPOS devra, plus que par le passé, se constituer atelier conceptuel pour les services de psychologie et d'orientation scolaires. Aussi, l'encadrement des SPOS occupe-t-il une place importante au budget.

En matière de subsides, les crédits destinés aux élèves issus de familles à revenu modeste ont été sensiblement augmentés.

Notons qu' à la section des *sports scolaires et périscolaires*, un crédit extraordinaire de 44.700 euros permettra la prise en charge des frais l'organisation du «ISF Swim-cup» par la LASEL.

A l'*éducation différenciée*, les services de guidance de l'enfance et du service rééducatif ambulatoire intensifieront les mesures d'accompagnement des élèves à besoins éducatifs spéciaux, intégrés dans l'enseignement préscolaire et primaire. Les centres d'éducation différenciée devront faire face à un nombre d'élèves toujours en augmentation.

Le *service de la formation des adultes* poursuivra la promotion de l'apprentissage du luxembourgeois à l'intérieur du pays et même en dehors des frontières.

La production de documents audiovisuels d'apprentissage du luxembourgeois sera reprise.

Le nombre croissant d'enfants scolarisés dans l'*éducation préscolaire* et dans l'*enseignement primaire* entraîne une augmentation sensible du nombre de classes et d'enseignants.

Le nombre des communes qui créent des groupes d'éducation précoce est également en augmentation constante. Au cours de l'année scolaire 1999/2000, le nombre des communes offrant l'éducation précoce est passé de 20 à 41. Près de 2000 enfants étaient inscrits dans 73 groupes différents en début d'année scolaire. Il est à envisager qu'en 2001, ce chiffre augmentera encore de façon substantielle.

Dans l'éducation préscolaire, une attention particulière sera donnée à l'apprentissage du luxembourgeois et à la socialisation des enfants en vue d'une intégration adéquate dans l'enseignement primaire. Plusieurs communes offrent des cours d'appui en luxembourgeois pour les enfants étrangers.

La révision de la loi scolaire, qui vient d'être entamée, contribuera à relever les défis de notre société. A l'instar de l'enseignement postprimaire, l'usage généralisé des nouvelles technologies de l'information en tant qu'outil de travail retient une attention toute particulière.

La prise en charge des enfants de migrants et surtout d'enfants de réfugiés, dont le nombre a augmenté sensiblement, reste une préoccupation majeure de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

Dans l'*enseignement secondaire*, une réforme des structures de la division supérieure sera entamée. Parallèlement, les contenus des programmes et les critères de promotion seront évalués en vue d'une révision. Les crédits adéquats permettant le fonctionnement du nouveau lycée Aline Mayrisch sont prévus.

L'*enseignement secondaire technique* devra faire face à une augmentation importante des effectifs, notamment du régime professionnel et du régime de la formation du technicien. Par ailleurs, il est prévu de procéder progressivement à une réorganisation des commissions nationales des programmes. Les efforts de régionalisation de l'offre scolaire endéans les trois pôles scolaires du pays seront intensifiés.

Le *service de la formation professionnelle* met l'accent sur la mise en œuvre des mesures de formation retenues dans le plan d'action national pour l'emploi. Des crédits importants sont prévus à titre de participation au coût de l'investissement dans la formation professionnelle continue.

La cohabitation des départements *de l'éducation nationale* et *des sports* facilite le démarrage de «classes sportives» dès l'année scolaire 2001/02 pour les classes de 7e de l'enseignement secondaire classique et technique. Le projet combine des études scolaires avec un entraînement poussé dans le cadre d'un suivi médical et d'une assistance scolaire.

La réorganisation de la formation des cadres techniques et administratifs sous forme de modules permet dès 2001 de mieux tenir compte des besoins spécifiques des différentes disciplines sportives et de proposer des formations plus ciblées. Parallèlement, une intensification des cours de recyclage permet de garantir la formation continue nécessaire pour le personnel technique et administratif des fédérations sportives.

A côté de l'encadrement technique, une attention particulière est réservée au renforcement des structures fédérales. Des fonds supplémentaires sont prévus pour des entraîneurs nationaux professionnels, des secrétariats administratifs fonctionnels et des directeurs techniques nationaux.

L'adaptation des aides au mouvement sportif est indispensable pour permettre un développement voire un maintien des activités sportives, les fonds directement versés aux fédérations et à leurs sociétés membres atteignent les 1,9 Mio €. Des enveloppes particulières sont libérées pour une participation de délégations luxembourgeoises à la 4e édition des Jeux de la Francophonie à Ottawa-Hull au Canada et aux 9es Jeux des Petits Etats d'Europe à Malte.

Pour le sport de haut niveau, des contributions adaptées sont fixées pour des programmes particuliers de fédérations tandis qu'une continuité indispensable est recherchée dans la préparation olympique avec la mise à disposition d'un fonds de 74.368 € pour les nouveaux contrats olympiques à conclure en vue des Jeux d'Athènes en 2004.

La loi du 29 juin 2000 a créé le centre national sportif et culturel en tant qu'établissement public et une dotation budgétaire spéciale couvre la préparation progressive de la mise en service dès 2002 par le conseil d'administration institué.

La Ville de Luxembourg et l'Etat se destinant en 2002 à organiser et à financer à parts égales le départ de la 89e édition du Tour de France, d'initiales contributions sont prévues.

12 et 13 / 42 et 43 Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse

	1999	2000	2001
Section 12.0 - Famille	*1.264.256*	*438.995*	*749.938*
Section 12.1 - Service d'action socio-familiale.- Enfants et adultes	*66.233.588*	*71.600.101*	*79.449.750*
Section 12.2 - Solidarité	*6.360.285*	*7.268.486*	*7.800.218*
Section 12.3 - Commissariat du Gouvernement aux étrangers	*25.223.315*	*8.543.452*	*15.091.678*
Section 12.4 - Fonds national de solidarité	*64.747.255*	*73.270.312*	*73.122.579*
Section 12.5 - Caisse nationale des prestations familiales	*420.495.469*	*468.337.033*	*498.662.493*
Section 12.6 - Centre du Rham	*3.533.322*	*3.332.929*	*3.523.515*
Section 12.7 - Service d'action socio-familiale.- Personnes âgées	*4.465.946*	*4.756.406*	*4.659.888*
Section 12.8 - Centres socio-éducatifs de l'Etat	*3.610.486*	*3.605.213*	*3.816.610*
Section 12.9 - Service national d'actions sociales	*2.132.946*	*2.230.893*	*2.541.727*
Section 13.0 - Jeunesse - Dépenses générales	*405.359*	*32.821*	-
Section 13.1 - Service national de la jeunesse	*2.467.997*	*2.564.757*	*2.923.034*
Section 13.2 - Maisons de soins de l'Etat	*374.231*	*535.897*	-
Total des dépenses courantes	*601.314.455*	*646.517.295*	*692.341.430*
Section 42.0 - Famille	*66.655.616*	*61.720.852*	*61.939.324*
Section 42.4 - Fonds national de solidarité	*3.076*	*62.742*	*5.860*
Section 42.5 - Caisse nationale des prestations familiales.	*71.707*	*8.676*	*68.953*
Section 42.6 - Centre du Rham	*4.679*	*24.714*	*5.032*
Section 42.7 - Service d'action socio-familiales. - Personnes âgées	*114.031*	*74.021*	-
Section 42.8 - Centres socio-éducatifs de l'Etat	*20.723*	*8.676*	*97.640*
Section 42.9 - Service national d'action sociale	*5.188*	*10.163*	*68.487*
Section 43.0 - Jeunesse. - Dépenses générales	*409.365*	*188.398*	-
Section 43.1 - Service national de la jeunesse	*99.652*	*86.763*	*109.321*
Total des dépenses en capital	*67.384.037*	*62.185.005*	*62.294.617*
Total général	*668.698.492*	*708.702.300*	*754.636.047*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

S'il est vrai que, comme les années passées, l'augmentation des crédits en faveur de la Caisse nationale des prestations familiales constitue, en termes de montant, l'essentiel de l'accroissement des crédits budgétaires du Ministère, il faut toutefois mentionner également l'investissement substantiel dans la politique en faveur de la Famille, de la Jeunesse, des Personnes handicapées, des Enfants, des Adultes en détresse, de l'Immigration ..... etc.

En ce qui concerne les allocations familiales, l'accroissement constant du nombre d'emplois et leur occupation par un grand nombre de frontaliers, bénéficiant souvent du paiement d'un différentiel entre la prestation étrangère et la prestation luxembourgeoise plus élevée, entraînent l'accroissement des dépenses en matière d'allocations familiales. L'augmentation du nombre d'enfants rend indispensable le relèvement des crédits en ce qui concerne l'allocation de rentrée scolaire et l'allocation d'éducation .

En matière de politique en faveur de la Famille (section 12.0.) les activités à prévoir pour 2001 qui a été déclarée « Année internationale du volontariat », rendent nécessaire l'inscription d'un crédit de 250 000 euros, à l'instar des années internationales précédentes.

En ce qui concerne les programmes d'action en faveur de la promotion des droits de l'enfant et contre l'exploitation sexuelle d'enfants, le projet de budget prévoit la continuation des crédits de 2000.

Dans le domaine d'action de la loi ASFT, l'accent est mis d'un côté sur une politique active en matière de personnes handicapées où les crédits de fonctionnement des services respectifs, permettant un renforcement du personnel dans des services partiellement encore sous-dotés, sont substantiellement adaptés. Bien plus, une augmentation du crédit 12.1.12.121.à 49.578 euros garantit une meilleure mise en œuvre du plan d'action en faveur des personnes handicapées.

En matière de placement familial l'effort consenti pour en arriver à une amélioration de la situation des familles d'accueil est, à l'instar de l'année passée, encore accentué : ainsi les crédits, permettant de majorer aussi bien les tarifs payés à titre de frais d'entretien de l'enfant accueilli que les rémunérations de la famille d'accueil même, sont augmentés. Ces mesures ne devraient non seulement contribuer à améliorer la situation des familles d'accueil actuelles, mais devraient également constituer une incitation pour d'autres familles à devenir famille d'accueil.

Toutefois, conformément à l'énoncé du Premier Ministre lors de sa déclaration sur l'état de la nation, l'accent principal dans ce domaine est mis sur renforcement très substantiel des crédits en matière de structures d'accueil d'enfants sans hébergement (foyers de jour.) où notamment à l'article 12.1.33.016, les crédits pour la location de chaises dans des foyers non-conventionnés sont relevés massivement de 91.721 euros à 200.000 euros. Pour donner toute la flexibilité nécessaire aux initiatives à prendre dans ce domaine, il est proposé de prévoir également la mention « crédit non limitatif. » En même temps les crédits de fonctionnement supportés par l'Etat en ce qui concerne les frais de fonctionnement des foyers de jour conventionnés, sont relevés de sorte à permettre l'extension de six foyers existants pour un total de 153 chaises et l'ouverture de 3 à 4 nouveaux foyers pour un total de 115 à 140 chaises.

Dans ce même domaine le Ministère de la famille a repris à partir du budget 2001 du Ministère de l'éducation nationale la mission de la participation de l'Etat aux frais des communes pour la prise en charge des élèves en dehors des heures de classe. Le ministère de la famille entend favoriser très fortement toute initiative dans ce domaine et a obtenu un renforcement net des crédits afférents, qui augmentent de 1.487.361 euros à 2 millions euros.

En matière de politique en faveur de la jeunesse il s'agit de mentionner le relèvement des crédits de fonctionnement des centres de rencontre et des centres multi-services pour jeunes destiné notamment à permettre le renforcement du service de médiation pour jeunes et à réaliser la mise en place de structures spécialisées pour jeunes dans certains endroits dits « points chauds »tel par exemple au centre Aldringen à Luxembourg.

Rappelons encore, qu'en vu du vote de la loi sur le surendettement, les crédits de fonctionnement des services conventionnés respectifs ont été adaptés vers la hausse, afin de garantir le renforcement de l'équipe du personnel conseillant les personnes surendettées.

Les crédits du commissariat du Gouvernement aux étrangers sont adaptés aux besoins toujours croissant ; leur augmentation devrait permettre un suivi social plus intense.

En matière de dépenses en capital il y a lieu de rappeler surtout les grands projets, auxquels le ministère de la famille participe, dont notamment dans le secteur des personnes handicapées la modernisation complète de l'Institut St.Joseph à Betzdorf, ainsi que la construction à Munshausen d'un foyer et service d'aide aux personnes autistiques.

Dans le domaine des personnes âgées l'inscription des crédits afférents garantit la continuation des projets de construction et modernisation de centres intégrés en cours, auxquels s'ajoutent les nouveaux projets de Junglinster, de Frisange et de Sanem.

14 et 44 – Ministère de la Santé

		1999	2000	2001
Section 14.0 -	*Ministère de la santé*	*9.445.942*	*10.772.441*	*11.757.494*
Section 14.1 -	*Direction de la santé*	*17.531.552*	*19.699.350*	*21.188.709*
Section 14.2 -	*Laboratoire national de santé*	*10.872.064*	*10.895.839*	*11.278.315*
Section 14.3 -	*Service d'action socio-thérapeutique*	*638.809*	*137.705*	-
Section 14.4 -	*Hôpital neuropsychiatrique de l'Etat*	*1.242.461*	-	-
Section 14.5 -	*Dommages de guerre corporels*	*7.146.875*	*6.889.927*	*6.894.352*
Section 14.6 -	*Centre thermal et de santé de Mondorf*	*3.021.343*	*2.850.032*	*2.903.765*
	Total des dépenses courantes	*49.899.046*	*51.245.294*	*54.022.635*

		1999	2000	2001
Section 44.0 -	*Ministère de la Santé*	*25.653*	*38.423*	*17.353*
Section 44.1 -	*Direction de la Santé*	*454.444*	*394.769*	*235.952*
Section 44.2 -	*Laboratoire natioanl de santé*	*523.574*	*560.983*	*566.749*
Section 44.4 -	*Hôpital neuropsychiatrique*	*1.132*	-	-
Section 44.5 -	*Dommages de guerre corporels*	*3.063*	*3.718*	*3.718*
Section 44.7 -	*Santé. - Travaux sanitaires et cliniques*	*67.167.051*	*40.281.806*	*43.389.547*
	Total des dépenses en capital	*68.174.917*	*41.279.699*	*44.213.319*
	Total général	*118.073.963*	*92.524.993*	*98.235.954*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

Le présent projet s'inscrit d'un côté dans la continuité du budget 2000, de l'autre il reflète les nouvelles orientations politiques dans les différents domaines de la santé.

A la section 14.0 il convient de relever les accents suivants:

- augmentation des crédits pour les cours de formation en médecine de l'environnement,
- accroissement des crédits pour la participation aux frais de fonctionnement d'un service de coordination et de promotion de dons d'organes,
- augmentation des crédits pour le service médical d'urgence et de garde,
- création d'une commission de médiation dans le domaine médical.

A la section 14.1 il y a lieu de relever:

- l'augmentation des crédits au niveau de la prophylaxie et des traitements des maladies sociales,
- l'accroissement des crédits dans le cadre du programme de mammographie,
- les nouvelles mesures en matière de psychiatrie extrahospitalière et de toxicomanie,
- les crédits dans l'intérêt de la participation aux frais des centres de recherche publique.

En ce qui concerne le département 44 du budget en capital il y a lieu de souligner l'alimentation du fonds spécial institué par l'article 15 de la loi du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer à la modernisation, l'aménagement ou la construction de certains établissements hospitaliers, fonds à charge duquel sont toutes les aides allouées dans le cadre du plan pluriannuel de financement pour la construction et/ou la modernisation des grands projets hospitaliers.

Dans le cadre du budget en capital, il y a lieu de relever également les accents suivants:

- augmentation des crédits relatifs à la participation aux frais d'infrastructures de centres de diagnostique et de traitement, ceci prioritairement dans les domaines de la dépendance et notamment de la toxicomanie,
- accroissement des crédits dans l'intérêt de la participation aux frais d'infrastructures de centres et foyers, ateliers et autres structures thérapeutiques de psychiatrie décentralisée.

15 et 45 – Ministère de l'Environnement

		1999	2000	2001
Section 15.0 -	*Dépenses générales*	*1.939.477*	*3.561.143*	*3.776.514*
Section 15.1 -	*Administration de l'environnement*	*5.119.993*	*6.115.336*	*6.292.329*
Section 15.2 -	*Administration des eaux et forêts*	*9.923.290*	*9.610.437*	*10.507.288*
	Total des dépenses courantes	*16.982.760*	*19.286.916*	*20.576.131*
Section 45.0 -	*Protection de l'environnement*	*46.052.058*	*1.659.525*	*2.824.351*
Section 45.1 -	*Administration de l'Environnement*	*533.458*	*766.734*	*1.713.897*
Section 45.2 -	*Administration des eaux et forêts*	*979.687*	*832.427*	*804.950*
	Total des dépenses en capital	*47.565.203*	*3.258.686*	*5.343.198*
	Total général	*64.547.963*	*22.545.602*	*25.919.329*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

Les accents du budget 2001 du Ministère de l'Environnement portent essentiellement sur les trois points suivants :

- la lutte contre la pollution atmosphérique et l'effet de serre dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la réduction des émissions de CO2
- la mise en œuvre du Plan National pour un Développement Durable
- la mise en œuvre d'un programme "Nature 2000" visant une protection renforcée et une gestion optimalisée de l'environnement naturel.

1. La lutte contre la pollution atmosphérique et l'effet de serre dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la réduction des émissions C02

Le Luxembourg est signataire des conventions internationales visant d'une part la protection de la couche d'ozone et, d'autre part, la lutte contre le changement climatique. L'UE a adopté un tableau de réduction des émissions de gaz à effet de serre qui obligent les pays membres à faire de sérieux efforts sur ce plan. Dans ce contexte le Luxembourg s'est engagé à réduire ses émissions de 28% jusqu'à l'an 2010.

Le Gouvernement a présenté dans ce contexte sa stratégie nationale pour la réduction des émissions CO2. Les axes principaux résident dans la promotion de la production des énergies renouvelables et des mesures d'économies d'énergies notamment dans le domaine des bâtiments. Des aides financières sont prévues pour les investissements nécessaires pour la mise en œuvre des différentes mesures dans le domaine de l'énergie. Elles s'adressent d'une part aux particuliers et aux entreprises et d'autre part aux initiatives communales.

2. La mise en œuvre du plan national pour un développement durable

Le plan national va été retravaillé en vue de la mise en œuvre de mesures concrètes comprenant

- sur un plan communal, intercommunal et régional : la mise en œuvre de l'AGENDA 21, qui constitue un programme global d'actions dans tous les domaines liés au Plan national pour un Développement durable en accordant une aide à des projets pilotes sélectionnés en fonction de leur adéquation avec les orientations contenues dans ce dernier,
- sur le plan des entreprises : l'information environnementale au niveau des petites et moyennes entreprises ainsi que la gestion écologique des entreprises sur une base volontaire en suscitant et en encourageant des initiatives au niveau des techniques de management environnemental et d'éco-audit en vue de l'application du règlement CEE N° 1836/93 permettant la participation des entreprises du secteur industriel à un système communautaire de management environnemental et d'audit,
- sur le plan des ONG : des projets concrets élaborés et mis en œuvre par les différentes associations dans l'intérêt du développement durable et respectant un cahier de charges précis sont cofinancés à raison de 50 %.

3. La mise en œuvre d'un programme "Nature 2000" visant une protection renforcée et une gestion optimalisée de l'environnement naturel

Le Luxembourg a désigné 13,6 % de son territoire comme zones à intégrer au Réseau Nature 2000 de l'Union Européenne dont le cadre est constitué par des conventions internationales et les Directives UE " Oiseaux " et " Habitats " en particulier. La mise en œuvre de ces directives implique l'élaboration de plans de gestion spécifiques pour chaque zone désignée et nécessite des crédits spécifiques puisque ces travaux doivent en grande partie être exécutés par des bureaux externes.

Suivant un plan pluriannuel les différentes zones protégées nationales majeures vont être réaménagées.

16 et 46 – Ministère du Travail et de l'Emploi

		1999	2000	2001
Section 16.0 -	*Travail. - Dépenses générales*	*894.568*	*1.072.091*	*1.203.394*
Section 16.1 -	*Administration de l'emploi*	*6.023.096*	*6.511.099*	*6.999.164*
Section 16.2 -	*Inspection du travail et des mines*	*3.192.953*	*4.242.205*	*4.434.180*
Section 16.3 -	*Ecole supérieure du travail*	*245.023*	*263.858*	*332.647*
Section 16.4 -	*Fonds pour l'emploi*	*88.903.465*	*91.584.262*	*92.708.000*
Section 16.5 -	*Mesures dans l'intérêt de l'emploi, respectivement du réemploi des accidentés de la vie et des personnes handicapées*	*6.031.115*	*6.655.966*	*7.112.807*
	Total des dépenses courantes	*105.290.220*	*110.329.481*	*112.790.192*
Section 46.0 -	*Travail. - Dépenses générales*	*23.438*	*18.592*	-
Section 46.1 -	*Administration de l'Emploi*	*25.998*	*37.532*	*205.173*
Section 46.2 -	*Inspection du travail et des mines*	*59.618*	*79.326*	*104.026*
Section 46.3-	*Ecole supérieure du travail*	-	*1.983*	-
Section 46.4 -	*Fonds pour l'emploi*	-	*124*	*100*
Section 46.5 -	*Mesures dans l'intérêt de l'emploi, respectivement du réemploi des accidentés de la vie et des personnes handicapées*	*497.114*	*459.347*	*459.340*
	Total des dépenses en capital	*606.168*	*596.904*	*768.639*
	Total général	*105.896.388*	*110.926.385*	*113.558.831*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

Le chapitre du budget de l'Etat proprement dit consacré au Ministère du Travail et de l'Emploi gravite traditionnellement autour de deux axes principaux et d'un axe complémentaire important.

Les axes principaux sont la politique de l'emploi et la politique du travail, l'axe complémentaire étant la formation technique, sociale et civique, en faveur des salariés et des demandeurs d'emploi.

La politique de l'emploi est financée essentiellement par le biais du fonds pour l'emploi, et, dans des envergures financières moins importantes, par le budget du Ministère et de l'Administration de l'emploi.

Comme il y a lieu de le réaffirmer année par année, la constatation que le budget affecté au Ministère et à ses administrations ne contient, hormis la section 16.5, consacrée à la politique de l'emploi en faveur des travailleurs handicapés, que peu de crédits spécifiques, n'est évidemment pas due au fait que la politique, notamment en faveur de l'emploi, mise en œuvre par le département concerné, serait dépourvue de dynamisme, voire de nouveaux accents.

Bien au contraire, depuis la mise en œuvre de la Stratégie européenne de l'emploi, inaugurée concrètement par le Conseil européen extraordinaire consacré à l'emploi, ayant eu lieu à Luxembourg en 1997, la politique de l'emploi, pour ne nommer que celle-ci, par le biais des Plans d'actions nationaux en faveur de l'emploi 1998 et 1999, a subi des impulsions nouvelles et décisives.

Seulement, ces renforcements et réaménagements de la politique de l'emploi ne se font qu'insensiblement ressentir dans le budget de l'Etat lui-même.

L'impact décisif se fait par le biais du fonds pour l'emploi, fonds budgétaire spécialement destiné à financer la politique active et « passive » de l'emploi.

Ainsi, les dépenses prévues à charge du fonds pour l'emploi pour 2001 sont évaluées à 92,7 millions d'euros, soit 3,75 milliards de francs. Ce montant dénote, depuis 1999, une progression de 6%.

Pour évaluer ce chiffre à sa juste valeur, il faut se rapporter à la progression extraordinaire des dépenses à charge du fonds pour l'emploi en 1999 par rapport à 1998. C'est à cet instant que l'impact du premier Plan d'action national en faveur de l'emploi, celui de 1998, sur les dépenses à charge du fonds pour l'emploi a été maximal.

Les dotations supplémentaires du fonds pour l'emploi résultant de l'activation des politiques de l'emploi par suite de la mise en œuvre des PANs se chiffrent d'ailleurs à 1,6 milliards de francs par an.

L'activation de la politique de l'emploi et son caractère préventif, au dépens d'une approche purement passive (indemnités de chômage), résultant de la mise en œuvre de la Stratégie européenne de l'emploi, est la caractéristique essentielle de la politique de l'emploi.

Il faut aussi relever, dans ce contexte, que la politique de l'emploi, sous l'impulsion de la Stratégie européenne de l'emploi, deviendra de plus en plus un processus multiannuel, contrôlé tous les cinq ans par les instances de l'Union européenne, de manière qu'il deviendra de plus en plus inopportun de dégager à tout prix, année par année, sauf urgences, de nouvelles orientations.

D'autre part, il faut surtout soulever que les partenaires sociaux, regroupés au sein du comité de coordination tripartite, viennent de décider de simplement reconduire pour l'année 2001 le Plan d'action national en faveur de l'emploi en cours en attendant que la clarification du Plan d'action national en faveur de l'emploi 1998, notamment en matière d'organisation du temps de travail, amène des résultats positifs en matière d'emploi par ce biais.

Les nouveautés, dans le budget du Ministère du Travail et de l'Emploi et dans le cadre du fonds pour l'emploi, sont donc nécessairement en nombre réduit.

Parmi les nouvelles mesures prévues par le Plan d'action national en faveur de l'emploi 1998, reconduites par la suite, et répercutées dans les dotations du fonds pour l'emploi, il faut citer l'augmentation de l'efficacité et l'introduction de nouvelles mesures en faveur de l'emploi, telles la formation attachée aux divers stages offerts aux chômeurs, notamment au Contrat d'auxiliaire temporaire, l'introduction du stage de réinsertion en faveur des chômeurs adultes, le renforcement du rôle de l'ADEM, etc... N'oublions pas non plus les mesures de politique de l'emploi financées par d'autres départements, tels les Ministères de la Famille ou de la Promotion Féminine. (emplois de proximité, e.c.t.....).

Le Gouvernement, et, faut-il en souligner l'impact décisif, les partenaires sociaux, continueront à travailler sur les réponses luxembourgeoises aux nouveautés dans les Lignes directrices (très limitées) pour 2000 et, surtout, sur les Recommandations formulées par le Conseil des ministres de l'Union européenne à l'intention du Luxembourg, concernant les taux d'emploi des travailleurs plus âgés et des femmes.

Dans les grandes lignes, les remarques contenues dans le Commentaire au Budget pour 2000, en ce qui concerne le premier axe, celui consacré à la politique de l'emploi, restent donc valables. Ceci vaut aussi pour les incidences du Plan d'action national en faveur de l'emploi sur les budgets d'autres départements.

Au cas où le comité de coordination tripartite, dont les travaux continueront le 9 octobre 2000, aurait la possibilité de mettre en place certains changements en fonction des Recommandations et des changements dans les Lignes directrices avant juin 2000, les réaménagements budgétaires ou celles affectant le fonds pour l'emploi, se feront donc ressentir plus tard.

Il y a lieu de relever un aspect important de la politique de l'emploi, au niveau fonctionnel et institutionnel. C'est le renforcement continu, depuis 1999, des structures de l'Administration de l'emploi et la dotation de cette administration en personnel qualifié.

Ainsi, l'ADEM continue-t-elle a être renforcée par des éducateurs, des éducateurs gradués et des psychologues de travail. La présence de plus en plus massive de ces agents est l'expression des efforts continus en vue d'un traitement préventif, et, surtout, individualisé, des dossiers des demandeurs d'emploi. Ces efforts apparaissent entre autres dans la progression des crédits de l'ADEM relatifs aux traitements des fonctionnaires.

Pour 2001, il faut par ailleurs surtout relever les efforts extraordinaires pour une amélioration des infrastructures informatiques de l'ADEM. Ces efforts s'inscrivent tant dans l'optique de l'amélioration du fonctionnement des services publics de l'emploi, exigée par les lignes directrices de l'Union européenne sur l'emploi, que des efforts du Gouvernement luxembourgeois dans le cadre des initiatives E-Europe, se traduisant par la mise en place d'un plan d'action luxembourgeois E-Luxembourg.

Comme la politique sociale, et non seulement la politique de l'emploi, auront une nature de plus en plus européenne – du moins faut-il espérer que l'élément « droit du travail européen » soit renforcé – une nouveauté importante dans le budget du Ministère du Travail et de l'Emploi est l'allocation d'un crédit important pour la participation aux frais de fonctionnement du Secrétariat européen commun des syndicats OGB-L et LCGB. Ce crédit est d'autant plus justifié que le rôle que les autorités politiques demandent aux partenaires sociaux de jouer, notamment dans le cadre de la politique de l'emploi, devient de plus en plus exigeant.

Dans le contexte luxembourgeois, il faut surtout mentionner que, pour l'instant, nous constatons l'absence de « courroie de transmission », dans les deux sens, entre les partenaires sociaux au niveau européen et les partenaires sociaux nationaux, fait d'autant plus regrettable que le rôle des organisations comme la Confédération européenne des syndicats CES et l'UNICE, devient désormais capital, que ce soit dans le cadre de la politique européenne de l'emploi ou en cas de conclusion d'un accord collectif européen.

Cet article budgétaire concerne donc tant l'axe de la politique de l'emploi, que celui de la politique du travail.

Un autre crédit important a été renforcé, alors qu'il s'inscrit d'une part dans le cadre du suivi de la politique de l'emploi, d'autre part dans l'optique du suivi, de la modernisation et de la transparence des relations du travail.

Il s'agit des frais du fonctionnement de l'Observatoire des Relations professionnelles et de l'Emploi (ORPE) dont la création a été avalisée par le Comité permanent de l'emploi. Cet ORPE, dirigé sur une base tripartite, est censé suivre l'évolution du droit collectif du travail au Luxembourg, par le biais des conventions collectives, d'une part, et la mise en œuvre des mesures retenues par les différents plans d'action nationaux en faveur de l'emploi d'autre part.

Cet article budgétaire deviendra d'autant plus important qu'il devra être utilisé en vue d'un recensement des données en matière d'emploi et de chômage existant ou manquant au Luxembourg, ainsi que la création d'un système permettant de compléter les données et de les recouper entre elles.

Il convient en effet de mieux connaître le détail du marché de l'emploi si particulier du Luxembourg pour pouvoir prendre des mesures vraiment appropriées. En ce sens la mise en œuvre de l'ORPE impliquera toutes les sources de données statistiques stratégiques, le STATEC, l'IGSS et l'Administration de l'Emploi par exemple.

Il faut aussi d'urgence compléter les données « emploi » en vue des publications effectuées par les organisations internationales où le Luxembourg figure encore trop souvent avec des données incomplètes ou manquantes.

Dans le domaine de la politique du travail, cet article budgétaire est essentiel, alors que l'ORPE permettra enfin une analyse scientifique de l'évolution des relations collectives du travail au Luxembourg.

L'internationalisation croissante de l'activité du ministère et de ses administrations se reflète aussi nécessairement par un relèvement substantiel du crédit consacré aux frais de déplacement.

L'absence de représentants luxembourgeois aux réunions des institutions internationales ou aux contacts bi- ou trilatéraux se répercute de plus en plus dans une pénalisation du Luxembourg sur des dossiers sociaux importants, alors que de moins en moins de décisions sont prises au seul niveau national.

Le renforcement en personnel du Ministère du Travail et de l'Emploi et de ses administrations est précisément, du moins en partie, destiné à éviter à l'avenir la politique de la chaise vide à laquelle le Ministère du Travail et de l'Emploi était trop souvent contraint faute d'agents disponibles.

Cette présence et coopération régulières et actives est l'un des aspects très importants de la nouvelle politique du département.

Cette remarque vaut aussi pour un renforcement systématique des bibliothèques et autres moyens d'information, par les nouvelles technologies, du département.

Le crédit destiné à la confection du code du travail, crédit maintenu et sérieusement renforcé, démontre que l'axe de l'activité du ministère destiné à la modernisation et à la vulgarisation du droit du travail entre dans une phase décisive.

Un groupe de travail composé d'experts nationaux et étrangers, internes et externes au ministère, est activement occupé à mettre en place une véritable codification du droit du travail, qui ira évidemment loin au-delà des compilations qui sont actuellement disponibles.

Les budgets de l'Administration de l'Emploi et de l'Inspection du Travail et des Mines, après les accents déterminants posés dans les exercices précédents, dans le cadre notamment du Plan d'action national en faveur de l'emploi, sont, hormis des crédits consacrés à des renforcements substantiels du personnel, notamment de la carrière supérieure, des budgets de consolidation des efforts entrepris.

Cela vaut pour l'Inspection du Travail et des Mines, dont le personnel a été sérieusement renforcé par les lois « PAN » et « commodo », en partant des contrôleurs, par les ingénieurs techniciens jusqu'aux juristes.

Les efforts de publicité, de conseils aux entreprises, de conciliateur, de communication avec les administrés, de l'Inspection du Travail et des Mines pourront donc être renforcés.

Citons aussi encore une fois le crédit de 2 millions destiné à la sensibilisation et l'information du public en matière de procédure « commodo ».

Tous ces efforts seront consolidés, en attendant les investissements substantiels nécessaires par suite de l'entrée en vigueur de la loi transposant la directive concernant le détachement des travailleurs dans le cadre d'une prestation de services (lutte contre le dumping social, notamment transfrontalier, lutte contre le travail illégal).

Comme pour l'ADEM, il y a lieu de signaler les efforts substantiels faits dans le budget de l'Inspection du travail et des mines pour le développement des infrastructures informatiques.

En ce qui concerne le troisième axe, celui de la formation, le budget de l'Ecole supérieure du travail se voit massivement renforcé en vue de subvenir aux frais engendrés par les cours des délégués à la sécurité, institués par la loi du 17 juin 1994 sur la sécurité et la santé au travail, cours que l'EST est chargée d'organiser.

17 et 18 – Ministère de la Sécurité Sociale

	1999	2000	2001
Section 17.0 - Sécurité sociale - Dépenses générales	*52.849*	*76.253*	*64.503*
Section 17.1 - Inspection générale de la sécurité sociale	*2.713.151*	*2.194.230*	*3.338.231*
Section 17.2 - Contrôle médical de la sécurité sociale	*2.585.302*	*2.641.454*	*2.740.257*
Section 17.3 - Conseil arbitral des assurances sociales	*702.509*	*814.331*	*874.798*
Section 17.4 - Conseil supérieur des assurances sociales	*302.542*	*398.414*	*411.590*
Section 17.5 - Assurance maladie-maternité: Union des caisses de maladie	*352.483.174*	*389.513.533*	*431.773.182*
Section 17.6 - Assurance dépendance: Cellule d'évaluation et d'orientation	*70.320.570*	*74.673.609*	*82.620.878*
Section 17.7 - Mutualités: conseil supérieur de la mutualité	*57.569*	*51.859*	*57.534*
Section 18.4 - Office des assurances sociales	*31.522.678*	*31.380.519*	*32.053.218*
Section 18.5 - Caisse de pension des employés privés	*10.114.683*	*10.416.386*	*10.066.840*
Section 18.6 - Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels	*3.061.376*	*3.241.751*	*3.143.308*
Section 18.7 - Caisse de pension agricole	*799.701*	*806.818*	*792.024*
Section 18.8 - Centre commun de la sécurité sociale	*557.501.610*	*578.133.161*	*656.064.853*
Total général	*1.032.217.714*	*1.094.342.318*	*1.224.001.216*

	1999	2000	2001
Section 47.1 - Inspection générale de la sécurité sociale	*93.626*	*396.630*	*92.176*
Section 47.2 - Contrôle médical de la sécurité sociale	*54.651*	*7.932*	*13.386*
Section 47.3 - Conseil arbitral des assurances sociales	-	*7.437*	-
Section 47.4 - Conseil supérieur des assurances sociales	-	-	*4.215*
Section 47.6 - Assurance dépendance: Cellule d'évaluation et d'orientation	*33.216*	*35.721*	*27.548*
Section 48.4 - Office des assurances sociales	*25.354*	*26.400*	*21.340*
Section 48.5 - Caisse de pension des employés privés	*45.015*	*9.172*	*9.222*
Section 48.6 - Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels	*7.761*	*7.139*	*4.960*
Section 48.7 - Caisse de pension agricole	*3.650*	*2.231*	*2.480*
Section 48.8 - Centre commun de la sécurité sociale	*22.305*	*26.821*	*26.813*
Total des dépenses en capital	*285.578*	*519.483*	*202.140*
Total général	*1.032.503.292*	*1.094.861.801*	*1.224.203.356*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

Depuis la mise en vigueur de la loi du 27 juillet 1992 portant réforme de l'assurance maladie et du secteur de la santé, l'intervention de l'Etat en matière d'assurance maladie ne s'est plus fait au niveau des prestations, mais par des surprimes correspondant à un certain pourcentage du taux de cotisation sur la masse salariale cotisable des bénéficiaires de pension et des autres assurés.

Pendant la réunion du 20 octobre 1999, le comité quadripartite prévu à l'article 80 du code des assurances sociales était confronté à une situation financière dramatique de l'assurance maladie. En effet, dans leur rapport, les experts prévoyaient pour l'exercice 1999 un déficit cumulé global de 757 millions de francs; pour l'exercice 2000 le budget prévisionnel faisait ressortir une augmentation de ce déficit qui devait atteindre environ 2,1 milliards de francs. Sous condition que tous les acteurs – assurés, employeurs et prestataires – contribuent par effort équilibré et solidaire à trouver une solution à ce problème crucial, le Gouvernement était prêt à assumer sa responsabilité et à augmenter la contribution de l'Etat prévue à l'article 29 du code des assurances sociales. Cette augmentation a été rendue effective par la loi budgétaire du 24 décembre 1999 dont l'article 43 b) porte la participation de l'Etat à 37% des cotisations dues au titre des soins de santé et à 10% des cotisations dues au titre des indemnités pécuniaires.

Cette mesure a l'avantage de ne plus séparer le calcul de la part de l'Etat en deux parties, celle des assurés actifs et celle des assurés pensionnés, avec le risque que fait peser une évolution divergente entre ces deux parties sur l'évolution du financement des soins de santé et la participation de l'Etat. La part de celui-ci évoluera de façon parallèle à celle des cotisations des assurés et des employeurs.

En matière d'assurance pension l'Etat continue à prendre en charge un tiers des cotisations de sorte que dans ce domaine l'intervention de l'Etat dépend essentiellement de la progression de la masse des revenus cotisables.

L'article 238 du code des assurances sociales dispose que pour chaque période de couverture ultérieure, le taux de cotisation global est soit reconduit, soit refixé par loi spéciale sur la base d'un bilan technique de la période révolue et de prévisions actuarielles pour la période de couverture à établir par l'autorité de surveillance. Le bilan technique établi en 1998 par l'inspection générale de la sécurité sociale a démontré que pour la période de couverture de 1999 à 2005 une refixation du taux de cotisation global n'est pas nécessaire.

A la section 17.6 sont regroupés les crédits nécessaires pour le fonctionnement de la cellule d'évaluation et d'orientation, service créé par la loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance, à l'exception des frais de personnel inscrits à la section 17.1 "Inspection générale de la Sécurité sociale".

A part les crédits ayant trait aux frais de fonctionnement et aux frais administratifs, les crédits dans cette section reprennent également le montant de la participation de l'Etat au financement de l'assurance dépendance.

En dehors des revenus de placement et d'autres ressources diverses, les recettes de l'assurance dépendance sont constituées par :

- une participation de l'Etat s'élevant à 45% des dépenses à couvrir ;

- des ressources affectées au financement de l'assurance dépendance par loi spéciale ;
- une contribution dépendance déterminée conformément aux dispositions des articles 376 à 378 de la loi.

Pour l'exercice 2001 la participation de l'Etat au financement de l'assurance dépendance s'élève à quelque 81,5 millions d'euros. Ce crédit, qui a été fixé à la suite des expériences recueillies au cours des deux dernières années, accuse un excédent de quelque 12,1 millions d'euros par rapport à la première fixation en 1999.

19 et 49 Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

		1999	2000	2001
Section 19.0 -	*Agriculture. - Dépenses générales*	*725.084*	*990.013*	*799.382*
Section 19.1 -	*Mesures économiques et sociales spéciales*	*28.640.059*	*30.935.650*	*34.386.146*
Section 19.2 -	*Administration des services techniques de l'agriculture*	*11.922.311*	*12.501.545*	*11.837.014*
Section 19.3 -	*Remembrement des biens ruraux*	*1.900.653*	*2.041.130*	*2.330.450*
Section 19.4 -	*Service d'économie rurale*	*2.538.658*	*2.601.669*	*2.732.325*
Section 19.5 -	*Administration des services vétérinaires*	*2.299.016*	*2.514.085*	*2.834.900*
Section 19.6 -	*Viticulture*	*2.232.046*	*2.350.924*	*2.453.299*
Section 19.7 -	*Sylviculture*	*4.927.130*	*5.211.566*	*5.362.102*
Section 19.8 -	*Développement rural*	*354.307*	*987.980*	*956.850*
	Total des dépenses courantes	*55.539.264*	*60.134.562*	*63.692.468*
Section 49.0 -	*Dépenses générales*	*86.926*	-	-
Section 49.1 -	*Mesures économiques et sociales spéciales*	*17.352.547*	*18.257.358*	*19.239.468*
Section 49.2 -	*Administration des services techniques de l'agriculture*	*3.089.737*	*4.240.441*	*1.432.994*
Section 49.3 -	*Rembrement des biens ruraux*	*1.983.148*	*1.983.148*	*2.000.000*
Section 49.4 -	*Service d'économie rurale*	*3.039*	-	*1.980*
Section 49.5 -	*Administration des services vétérinaires*	*225.242*	*205.876*	*206.387*
Section 49.6 -	*Viticulture*	*179.937*	*211.453*	*211.595*
Section 49.7 -	*Sylviculture*	*2.790.003*	*2.478.935*	*2.781.871*
Section 49.8 -	*Développement rural*	*183.896*	*247.894*	*179.133*
	Total des dépenses en capital	*25.894.475*	*27.625.105*	*26.053.428*
	Total général	*81.433.739*	*87.759.667*	*89.745.896*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

L'agriculture luxembourgeoise reste un secteur économique faible confronté toujours à une situation de revenu difficile tout en connaissant une augmentation continue des frais de production. Néanmoins notre agriculture et notre viticulture constituent des secteurs clés de notre société. Conscient de ce fait le département de l'agriculture entend poursuivre ses efforts afin de garantir aux opérateurs de ces secteurs une perspective pour le futur.

D'autre part l'agriculture a une influence non négligeable sur le marché des biens d'investissement, des biens intermédiaires et des services et à ce titre contribue sensiblement à l'évolution de ces secteurs.

Par ailleurs l'évolution des marchés alimentaires au cours des dernières années dégage clairement que le consommateur s'oriente conséquemment vers les produits de qualité dont l'origine et les méthodes de production sont garanties. Le secteur agricole luxembourgeois s'est orienté depuis quelques années déjà vers la production de produits alimentaires de qualité garantis par des labels. Il importe au département agricole de soutenir ces efforts afin de garantir à l'agriculture indigène une part de marché face à la concurrence étrangère.

Il y a lieu de relever qu'actuellement le département de l'agriculture est en discussions avec les instances communautaires sur l'établissement d'un plan de développement rural assurant au secteur agricole un revenu adéquat tout en garantissant un équilibre satisfaisant entre les secteurs de production et tout en évitant des distorsions de concurrence. En plus des mesures en faveur de l'agriculture, le programme de développement vise un encouragement à l'adaptation et au développement des zones rurales par un soutien des activités non agricoles permettant d'atteindre une revitalisation économique et sociale du tissu rural.

Un certain nombre de crédits inscrits dans la partie du budget relative à l'agriculture, la viticulture, la sylviculture et le développement rural est fonction des éléments contenus dans le programme de développement rural.

Afin de diminuer autant que possible l'écart entre les revenus des autres secteurs économiques et l'agriculture le ministère de l'agriculture entend poursuivre ses efforts en augmentant les crédits prévus pour l'indemnité compensatoire en fonction des handicaps naturels permanents auxquels est exposée l'agriculture luxembourgeoise.

Conscient des contraintes toujours croissantes auxquelles se trouve confrontée l'agriculture luxembourgeoise dans le domaine de la protection de l'environnement, contraintes qui se soldent par des répercussions négatives sur le revenu des exploitations agricoles, le département de l'agriculture entend adapter le crédit destiné au paiement des primes à l'entretien de l'espace naturel et du paysage.

Avec effet au 31 décembre 1999 la loi modifiée du 18 décembre 1986 promouvant le développement de l'agriculture est venue à terme. Certaines mesures d'intervention ont été prorogées par la loi budgétaire pour l'exercice 2000. Le ministère de l'agriculture est en train d'élaborer de nouveaux textes législatifs ayant pour objectif la restructuration et la modernisation des secteurs agricoles, viticole, horticole et sylvicole et par ce biais le renforcement de leur compétitivité. La nouvelle loi agraire puisera ses bases dans les dispositions retenues dans le programme de développement rural actuellement sous examen par les instances communautaires.

Toujours dans le souci de pouvoir améliorer les structures et la viabilité économique des exploitations en activité et de pouvoir en même temps offrir un revenu adéquat aux agriculteurs âgés décidés de cesser l'activité agricole le département entend mettre en place un dispositif de préretraite.

Depuis un certain nombre d'années le département de l'agriculture ne se lasse de faire avancer le projet de la création d'une zone horticole destinée à offrir aux exploitations horticoles la possibilité d'étendre et de diversifier leurs productions et surtout de permettre aux jeunes de ce secteur de pouvoir s'établir à leur propre compte. Au cours de années 1999 et 2000 les terrains nécessaires ont pu être ou seront acquis. Dès lors le département peut, en 2001, continuer ses efforts de planification de la zone et entamer les travaux d'aménagement.

En fonction de la réalisation des grands axes routiers et en fonction des besoins fonciers des exploitations agricoles et viticoles, l'Office national du remembrement continue à déployer ses efforts de restructuration des biens fonciers des exploitations agricoles et viticoles afin d'en améliorer les conditions de revenu et de travail.

Comme le secteur agricole a connu au fil des dernières années des scandales dus au développement de maladies pouvant se transmettre à l'homme ou à l'emploi de produits pouvant nuire à la santé humaine, le département attache une très grande importance à l'hygiène et à la surveillance de l'état de santé du cheptel animalier luxembourgeois. Dans ce contexte il a introduit un système d'identification du cheptel bovin, système qui sera étendu sur le cheptel porcin, ovin et caprin. Ce système d'identification est lié à un réseau d'épidémiosurveillance permettant un diagnostic rapide des maladies à déclaration obligatoire et par-là garantir la qualité des produits agricoles d'origine animalière mis sur le marché.

Par ailleurs, dans le cadre des discussions sur le livre blanc de la Commission Européenne, le Gouvernement a pris l'initiative pour entamer les adaptations nécessaires dans le domaine de la sécurité et des contrôles alimentaires nécessaires. Ces adaptations concerneront notamment un renforcement des ressources humaines pour effectuer les inspections et les travaux de laboratoire exigés.

En ce qui concerne le secteur viticole, le ministère entend continuer, en concertation avec la profession, les démarches entreprises en vue de promouvoir la politique de qualité des produits viticoles. Il entend assister ce secteur dans ses actions de promotion des vins et crémants de la Moselle luxembourgeoise et ses actions de prospection de marchés.

Suite aux violentes tempêtes de fin 1999 début 2000 le secteur forestier se trouve confronté à une plénitude de bois sur le marché allant de pair avec une chute des prix du bois déjà relativement faibles. Afin de pouvoir au mieux orienter sa politique forestière, le ministère de l'agriculture est en train de faire réaliser un inventaire forestier national qui sera suivi dans les années à venir d'études et de travaux de cartographie pouvant servir d'outils de base pour la gestion et la valorisation des ressources de l'économie forestière.

20 et 50 – Ministère de l'Economie

		1999	2000	2001
Section 20.0 -	*Economie*	*3.599.742*	*6.825.671*	*5.133.944*
Section 20.1 -	*Service central de la statistique et des études économiques (STATEC)*	*6.529.103*	*6.601.008*	*9.108.130*
Section 20.2 -	*Service de l'énergie de l'Etat*	*858.931*	*873.948*	*931.418*
Section 20.3 -	*Centrales hydro-électriques*	*1.160.139*	*1.162.496*	*1.184.283*
Section 20.4 -	*Energie.- Dépenses générales.*	*396.324*	-	-
	Total des dépenses courantes	*12.544.239*	*15.463.123*	*16.357.775*
Section 50.0 -	*Economie*	*39.492.594*	*56.535.838*	*57.155.800*
Section 50.1 -	*STATEC*	*63.000*	*92.216*	*88.230*
Section 50.2 -	*Service de l'énergie de l'Etat*	*0*	*124*	*33.200*
Section 50.3 -	*Centrales hydro-électriques*	*36.409*	*101.637*	*276.000*
Section 50.4 -	*Energie. - Dépenses diverses*	*874.885*	*496.035*	-
	Total des dépenses en capital	*40.466.888*	*57.225.850*	*57.553.230*
	Total général	*53.011.127*	*72.688.973*	*73.911.005*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

Alors que le volume des crédits du budget des dépenses courantes de l'exercice 2000 était largement influencé par les dépenses engendrées dans le cadre de la participation luxembourgeoise à l'Expo 2000 à Hanovre - crédits inscrits à la section 20.0. du Département de l'Economie - les propositions pour l'exercice 2001 sont largement tributaires des coûts engendrés par le recensement général de la population qui sera effectué en 2001 par le STATEC.

Le budget des dépenses courantes de la section Economie est par ailleurs affecté par le transfert partiel de compétence en matière de politique énergétique, notamment en ce qui concerne le sujet des économies d'énergie et celui des énergies nouvelles et renouvelables.

En résumé, les grands axes politiques suivants sont reflétés dans le projet de budget des dépenses courantes pour l'exercice 2001 :

- la promotion des investissements, de la R&D et de l'innovation dont les crédits augmentent de 5,7% à 1.377.700 EUR. Un accent particulier est à nouveau mis sur la promotion de l'innovation et de l'esprit d'entreprise ;

- la promotion commerciale dont les crédits sont en diminution de plus de 1,5 millions EUR, dû à l'effet « Expo 2000 », pour s'établir à quelque 900.000 EUR ;

- la protection des consommateurs dont les crédits passent à près de 830.000 EUR, en hausse de quelque 3,75% ;

- la promotion des activités de développement régional pour laquelle les crédits sont en hausse sensible dans le cadre de la mise en œuvre des moyens communautaires de développement liés à l'objectif 2 des fonds structurels.

Quant au budget des dépenses en capital du département de l'Economie (section 50.0.), les crédits sont en légère hausse en raison notamment de la mise en application prévue des nouvelles dispositions légales en matière d'aide aux investissements dans certaines régions du pays (régime régional : + 8,7 MEUR).

Le STATEC, pour sa part, poursuivra l'exécution des travaux et programmes qui lui sont imposés dans le cadre de la coordination statistique communautaire et de la mise en œuvre des instruments statistiques dans le cadre de l'Union économique et monétaire.

Le chantier le plus important pour l'exercice 2001 sera la réalisation du recensement général de la population pour lequel des crédits substantiels sont prévus (1.780.000 EUR).

Enfin, en ce qui concerne le Service de l'Energie de l'Etat (section 20.2.) et les Centrales Hydro-Electriques (section 20.3.) les variations reflètent surtout les besoins de l'activité de normalisation et de surveillance du marché dans les domaines électro-technique et des télécommunications ou encore de l'exploitation des équipements de production d'électricité.

21 et 51 Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement

		1999	2000	2001
Section 21.0 -	*Classes moyennes*	*5.762.481*	*6.574.013*	*6.633.607*
Section 21.1 -	*Tourisme*	*3.824.315*	*4.263.870*	*4.711.694*
Section 21.2 -	*Logement*	*41.483.556*	*44.600.831*	*46.813.449*
	Total des dépenses courantes	*51.070.352*	*55.438.714*	*58.158.750*
Section 51.0 -	*Classes moyennes*	*6.484.095*	*4.687.667*	*6.478.476*
Section 51.1 -	*Tourisme*	*5.599.706*	*5.972.004*	*6.032.879*
Section 51.2 -	*Logement*	*20.289.116*	*34.463.767*	*34.459.689*
	Total des dépenses en capital	*32.372.917*	*45.123.438*	*46.971.044*
	Total général	*83.443.269*	*100.562.152*	*105.129.794*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

I. Classes moyennes

Les PME luxembourgeoises, créatrices de plus de 20.000 emplois nets nouveaux au cours des vingt dernières années ont compensé sensiblement les pertes d'emplois occasionnées par la politique de restructuration du secteur industriel de la sidérurgie.

Le programme d'action en faveur des entreprises du secteur des Classes Moyennes arrêté par le Conseil de Gouvernement en 1996 a été réalisé à plus de 90%. L'actuel Gouvernement entend continuer dans cette voie, approuvée par les milieux professionnels concernés. En effet, l'économie du Grand-Duché doit pouvoir s'appuyer sur un secteur des PME moderne et compétitif sur un marché de plus en plus concurrencé de la Grande Région.

A titre de rappel, l'objectif du programme consiste dans l'amélioration de l'environnement administratif et législatif de notre économie afin

- de favoriser la création d'entreprises nouvelles et la transmission d'entreprises existantes
- de renforcer la capacité compétitive des entreprises établies dans le pays
- de stimuler l'investissement et l'esprit d'entreprise
- de maintenir des conditions d'une concurrence saine et loyale sur le marché national
- d'encourager le développement des activités des PME au-delà des frontières
- d'adapter la politique salariale aux spécificités des petites et moyennes entreprises
- de favoriser l'équilibrage des activités commerciales des centres-villes et des grandes surfaces périphériques
- d'assurer la qualification des chefs d'entreprises et des cadres dirigeants.

Si le Département des Classes Moyennes ne peut servir que de coordinateur ou d'intermédiaire pour la réalisation de certains instruments de ce programme d'action, il possède par contre, les moyens nécessaires pour assurer l'aboutissement d'autres mesures, notamment par le biais des crédits budgétaires inscrits à la section 21.0. et 51.0. du budget des dépenses de l'Etat.

Ainsi, l'article 21.0.41.002. prévoit des crédits pour la revalorisation du travail manuel. Ces crédits sont réservés au cofinancement d'actions ponctuelles menées jusqu'à présent avec succès par la Chambre des Métiers et la Fédération des Artisans.

Les activités transfrontalières de nos entreprises artisanales et commerciales avant tout dans la région Saar-Lor-Lux, sont soutenues moyennant des subsides encourageant la participation à des foires (article 21.0.31.051) et manifestations professionnelles tant sur le plan national qu'international.

Les services de promotion près des Chambres de Commerce et des Métiers sont appelés à conseiller et accompagner les entreprises dans leurs efforts d'adaptation aux conditions nouvelles du marché élargi. Les crédits de l'article 21.0.41.000 sont destinés à soulager les charges financières importantes déployées à ces fins.

Les articles 21.0.41.001 et 21.0.41.003 servent à encourager l'amélioration de la formation initiale d'accès à la profession ainsi que de la qualification professionnelle continue des dirigeants d'entreprises, surtout dans le domaine du management.

Les mesures d'aides sous forme de bonification d'intérêts (art. 21.0.31.030), d'assistance technique (art. 21.0.31.040), de subvention en capital (51.0.53.040) et de prime d'épargne de premier établissement (51.0.53.041) ancrées aux articles 3, 4, 7 et 9 de la loi du 29 juillet 1968 ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat sont appelées à favoriser la création d'entreprises nouvelles, la transmission d'établissements existants et le renforcement de la capacité compétitive d'entreprises existantes.

L'accès au marché des capitaux nécessaires pour pouvoir démarrer son entreprise sans pouvoir se prévaloir de garanties suffisantes constitue surtout un obstacle au premier établissement. Le cautionnement des crédits nécessaires par les mutualités du commerce et de l'artisanat, pratiqué depuis des décennies a permis de résoudre pas mal de problèmes.

Afin d'accroître davantage les possibilités de cautionnement des mutualités dans les cas où une entreprise artisanale ou commerciale ne peut pas produire les garanties (sûretés) usuellement exigées par les banques, le Ministère des Classes Moyennes entend préserver le capital de couverture des mutualités par la possibilité de remboursement partiel des pertes subies (51.0.52.001).

Dans le cadre de l'étude sur la compétitivité du commerce de détail luxembourgeois et du commerce urbain, réalisée en 1998, le consultant a proposé plusieurs recommandations ayant pour objet l'amélioration de la compétitivité du commerce urbain et de proximité et une augmentation de l'attractivité de ce type de commerce. Afin d'encourager la mise en œuvre de ces recommandations et de financer des projets locaux destinés à la revitalisation du commerce de détail de proximité, des crédits budgétaires sont prévus à l'article 21.0.41.005. Par ailleurs, la création et la gestion d'un observatoire du commerce, outil d'information et de gestion indispensable pour prendre des décisions en connaissance de cause, seront financées par des moyens budgétaires prévus au même article budgétaire.

La déclaration gouvernementale du 12 août 1999 prévoit que le service des autorisations d'établissement du Ministère des Classes Moyennes sera certifié ISO 9000 pour mieux répondre aux attentes des administrés. Cette certification est une des mesures à réaliser dans le cadre de la simplification administrative. Elle atteste par ailleurs une exécution des procédures selon un cahier de charges précis et s'intègre ainsi dans le cadre de la réforme administrative (article 21.0.12.121).

II. Tourisme

Dans son ensemble, le budget ordinaire pour l'exercice 2001 s'inscrit dans l'optique des budgets des exercices précédents.

Le sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique (1998 - 2002) continuera à subventionner des travaux de construction, d'extension, de modernisation et de rationalisation dans le domaine de l'hôtellerie. Les crédits prévus à cet effet permettront au Ministère notamment d'accorder un soutien financier plus substantiel à l'hôtellerie rurale innovatrice et créatrice dans le domaine des loisirs.

Comme par le passé, d'importants crédits seront destinés aux communes, aux syndicats de communes, aux syndicats d'initiative et aux ententes de syndicats d'initiative pour la réalisation soit de grands projets de

valorisation touristique d'une région, soit de projets de taille plus modeste mais cadrant parfaitement avec des développements récents du tourisme.

Seront soutenus les promoteurs privés prêts à investir dans la réalisation d'infrastructures touristiques satisfaisant à deux objectifs majeurs du Ministère: élargissement de l'offre "sous abri" et diversification d'activités de plein air moins tributaires du beau temps.

L'entretien du vaste réseau de sentiers, capital touristique de premier ordre, constitue une tâche permanente du département; en plus, le Ministère poursuivra son entreprise de longue haleine qui consiste dans l'extension des pistes cyclables en vue de la constitution, de concert avec le Ministère des Travaux Publics, d'un réseau cohérent de circuits qui permette de satisfaire à une demande croissante dans le domaine du tourisme dit actif.

Le Ministère continuera à encourager la modernisation, l'assainissement et l'intégration dans l'environnement naturel des campings, la modernisation des auberges de jeunesse, l'aménagement, la modernisation et l'extension de gîtes ruraux et de gîtes à la ferme ainsi que la réalisation de projets intégrés en espace rural, la mise en valeur touristique du patrimoine culturel tout comme la mise en oeuvre réfléchie de l'audiovisuel et de l'informatique sur le plan des syndicats d'initiative.

L'augmentation substantielle des crédits destinés aux frais de publicité, de sensibilisation et d'information ainsi qu'à la participation à des foires et salons touristiques traduit la volonté du Gouvernement de soutenir la promotion du produit touristique à une époque où les marchés et destinations touristiques doivent faire front à une concurrence de plus en plus acerbe.

Sa situation au coeur de l'Europe, ses bonnes liaisons aériennes et terrestres avec l'étranger, son hôtellerie et sa restauration de renom, ses sites naturels intacts et sa riche diversité touristico-culturelle sur un territoire exigu *permettent au Luxembourg de relever un défi né de l'évolution récente du tourisme: celui du court séjour,* de pur loisir, gastronomique, culturel, sportif ou autre. A ces fins, le Ministère, en étroite collaboration avec l'Office National du Tourisme et tous les milieux touristiques intéressés, sera fortement présent à ces importants lieux d'échanges, de contacts et de confrontation bien comprise que sont les foires et salons touristiques. Il sera efficacement soutenu par ses agences à l'étranger, dont le rôle d'antenne et de plaque tournante touristiques ne cesse de grandir et qui, par conséquent, voient leur tâche s'accroître d'année en année.

Dans l'optique d'un recours optimal aux technologies de communication modernes qui se sont révélées *indispensables pour ce qui est de l'amélioration du service au client,* le système national d'information et de réservation touristiques couvre désormais tous les volets de l'hébergement touristique sur l'ensemble du territoire national. Alors que le système national vise essentiellement les clients potentiels "in situ" et pourra encore être étoffé, la création du site Internet touristique luxembourgeois atteint également les clients sur les marchés lointains.

Par ailleurs, le Ministère du Tourisme encourage et soutient l'Office National du Tourisme dans la réédition de la "Luxembourg Card" donnant accès à des attractions touristiques de premier choix et au transport public à un prix intéressant, ainsi que dans la réalisation d'offres touristiques globales attractives (packages).

Afin de pouvoir valablement répondre aux désirs d'un type de client nouveau qui aspire à des vacances actives et aime être pris en charge sur place, *le Ministère a encouragé, en coopération avec les Ententes de* Syndicats d'Initiative concernées, l'engagement de coordinateurs d'animation touristique dans les principales régions touristiques.

Dans le même ordre d'idées, le Ministère entend accorder un soutien financier et logistique accru aux Ententes touristiques ce qui leur permettra de mieux assurer les tâches diverses qui leur incombent.

III Logement

Les crédits inscrits au budget permettent au département du logement de persévérer, en étroite collaboration avec les divers promoteurs publics et les autorités locales, dans une politique active du logement;

ceci en vue de réserver une suite favorable aux décisions récentes du Gouvernement relatives à la politique générale du logement.

Plus particulièrement, les aides en intérêt, sous forme de subventions et de bonifications d'intérêt, dont le crédit s'élève à 44,62 millions d'Euros, tiennent compte de la future demande, mais également de la majoration des montants des prêts subventionnables qui aux termes du règlement grand-ducal du 4 juillet 2000, ont été portés pour la subvention d'intérêt à 123.947 euros et pour la bonification d'intérêt à 148.736 euros.

Quant aux aides financières revenant aux promoteurs publics, en vue de réaliser le 7ème programme de construction d'ensembles et de préparer le 8ème programme, et pour concrétiser ainsi la politique gouvernementale en matière du logement à coût modéré, le projet de budget prévoit un crédit de 10,4 millions d'euros.

Une attention particulière est réservée à la rénovation des logements existants et au développement de l'habitat à l'intérieur des agglomérations et, à cette fin, en supplément des aides financières prémentionnées, des crédits sont inscrits au budget. Ainsi, l'introduction du carnet de l'habitat, qui vise la conservation et l'amélioration du patrimoine existant et qui constituera dorénavant un document de base pour la réalisation des travaux de rénovation des logements, est garanti.

Le budget tient également compte du démarrage imminent des travaux prévus dans le cadre de la réalisation des diverses zones d'assainissement.

22 et 52 - Ministère des Travaux Publics

		1999	2000	2001
Section 22.0 -	*Travaux publics. - Dépenses générales*	*626.666*	*443.456*	*474.461*
Section 22.1 -	*Ponts et chaussées. - Dépenses générales*	*51.964.508*	*52.915.177*	*54.405.608*
Section 22.2 -	*Ponts et chaussées. - Travaux propres*	*16.387.603*	*15.816.847*	*16.436.500*
Section 22.3 -	*Bâtiments publics. - Dépenses générales*	*7.546.743*	*7.667.468*	*8.142.758*
Section 22.4 -	*Bâtiments publics. - Compétences propres*	*19.080.060*	*18.393.696*	*18.937.450*
	Total des dépenses courantes	*95.605.580*	*95.236.644*	*98.396.777*
Section 52.0 -	*Travaux publics. - Dépenses générales*	*19.056*	*19.088*	*19.700*
Section 52.1 -	*Ponts et chaussées*	*57.737.525*	*63.033.250*	*64.377.700*
Section 52.2 -	*Fonds des routes*	*86.762.734*	*12.394.676*	*86.000.000*
Section 52.3 -	*Bâtiments publics*	*34.138.962*	*25.267.048*	*28.022.250*
Section 52.4 -	*Bâtiments publics. - Compétences communes*	*26.014.170*	*27.713.254*	*29.641.900*
Section 52.5 -	*Fonds d'investissements publics*	*182.456.614*	*78.954.087*	*136.900.000*
Section 52.6 -	*Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg*	*3.222.616*	*248*	-
	Total des dépenses en capital	*390.351.677*	*207.381.651*	*344.961.550*
	Total général	*485.957.257*	*302.618.295*	*443.358.327*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

Les crédits dont dispose le ministère des Travaux Publics reflètent la politique du Gouvernement en matière de travaux publics.

La progression du total des crédits de ce département doit être analysée à la lumière du niveau globalement très élevé des crédits mis à la disposition des Ponts et Chaussées et des Bâtiments Publics et ce plus particulièrement en ce qui concerne les crédits destinés au financement des travaux d'entretien ou de construction.

A noter dans ce contexte que les sections budgétaires du département des Travaux Publics ont subi une réorganisation de la sorte que dorénavant l'ensemble des crédits concernant la construction de bâtiments (code économique 72), la réalisation d'ouvrages de génie civil (73) ainsi que l'acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels (74) figureront exclusivement dans le budget des dépenses en capital.

En faisant abstraction des crédits d'alimentation des fonds spéciaux, on note une évolution des crédits de l'ordre de 4,34 % par rapport à l'exercice 2000.

Il y a lieu de signaler qu'à partir de l'exercice 2001, les crédits suivants, ayant figuré jadis dans le budget des dépenses du ministère des Travaux Publics, seront transférés au ministère de l'Intérieur – direction de la gestion des eaux :

22.1.12.302 :	2.479 euros
22.2.14.010 :	2.479 euros
22.2.14.011 :	112.631 euros
52.1.73.040 :	1.487.361 euros

Pour ce qui est des dépenses courantes, l'augmentation des crédits comparables s'élève à 3,32 % par rapport à 2000.

Ici, les crédits concernant les dépenses générales du ministère (section 22.0) évoluent de l'ordre de 6,99 %. Cette croissance se traduit essentiellement par une augmentation du crédit d'exploitation et d'entretien des bâtiments qui étaient insuffisants les années dernières et qui ont été adaptés aux besoins réels.

On constate également une augmentation non négligeable des frais de contentieux, nécessitée pour tenir compte de l'augmentation continue des frais liés aux contentieux.

Tandis que les crédits concernant les frais d'experts et d'études connaissent une régression, ceux relatifs aux colloques et séminaires sont en augmentation, ceci pour tenir compte des demandes croissantes en formation continue.

Les crédits concernant les dépenses générales de l'administration des Ponts et Chaussées (section 22.1 hors dépenses de personnel) régressent de 2,39 % par rapport à 2000, ceci notamment en raison d'une réduction des crédits concernant les frais d'experts et d'études ainsi que de l'inventaire de la voirie et du recensement du trafic.

Pour la section 22.2 (Ponts et Chaussées – travaux propres), les crédits comparables augmentent de l'ordre de 3,92 %. L'augmentation est essentiellement due à la croissance des crédits concernant la réparation de dégâts causés par les usagers de la route (en prenant en considération l'augmentation constante du trafic routier, le nombre toujours croissant des accidents de la circulation routière ainsi que les dépenses effectives des années passées, une augmentation substantielle des crédits est absolument nécessaire pour pouvoir faire face aux dépenses qu'engendrent les nombreuses réparations à la voirie de l'Etat et aux ouvrages d'art parmi lesquels sont particulièrement touchés ceux des ponts franchissant les routes nationales, (qui sont de plus en plus souvent abîmés par des véhicules dépassant le gabarit réglementaire), l'entretien et la réparation des pistes cyclables (avec l'avènement de la loi portant création d'un réseau national de pistes cyclables, le département des Travaux Publics se voit confronté à de nouvelles obligations et partant, un relèvement substantiel des crédits ad hoc est nécessaire afin de permettre d'honorer les nouveaux engagements contractés par ladite loi), ainsi que la participation aux frais avancés par l'administration allemande dans l'intérêt des travaux d'entretien exécutés dans la partie commune de la Moselle (crédit en augmentation en raison du vieillissement des installations techniques (écluses) datant des années soixante et nécessitant un entretien courant fort coûteux).

Les dépenses générales de l'administration des Bâtiments Publics (section 22.3) augmentent de 9,47 % par rapport à 2000 (hors dépenses de personnel). Ici l'augmentation élevée du crédit concernant les vêtements de travail (acquisition d'équipements de protection spéciaux pour jardiniers pour travaux de coupe d'arbres) ainsi que de celui relatif à la location des équipements informatiques (contrats d'entretien des équipements à honorer) expliquent essentiellement cette croissance. La forte progression du crédit pour frais de route et de séjour résulte de l'application de l'accord salarial du 28 juillet 2000.

En ce qui concerne les dépenses propres de l'administration des Bâtiments Publics (section 22.4), l'évolution se chiffre à + 2,96 % par rapport à 2000. L'augmentation du crédit concernant l'entretien et le contrôle des installations électriques, crédit adapté aux besoins réels, ainsi que l'article nouveau concernant les frais d'exploitation des bâtiments de l'Etat (destiné à couvrir les dépenses relatives aux contrats d'exploitation des installations de chauffage dont la gestion est confiée à une firme spécialisée {en particulier les installations de cogénération}) et dont une partie provient des crédits de chauffage qui sont en conséquence en régression, expliquent cette croissance.

L'évolution du budget en capital du département des Travaux Publics (crédits comparables hors fonds d'investissements) s'élève à + 5,17 % par rapport au budget de l'exercice 2000.

Cette évolution est de + 3,21 % pour les dépenses générales du ministère, de + 2,13 % pour l'administration des Ponts et Chaussées et de + 10,90 % pour l'administration des Bâtiments Publics.

Parmi les crédits exceptionnels de l'administration des Ponts et Chaussées, on note un crédit de 670.000 euros pour des travaux de construction et de réfection à effectuer dans le port de Mertert ainsi qu'un crédit de 430.000 euros pour l'acquisition d'équipements spéciaux pour le bateau ponton de la division des ouvrages d'art.

Un crédit exceptionnel de 1.750 euros a été attribué à l'administration des Bâtiments Publics pour l'acquisition d'installations de télécommunications.

Les crédits concernant les compétences communes de l'administration des Bâtiments Publics font état d'une progression de 6,96 % par rapport au budget 2000.

En ce qui concerne les fonds spéciaux, il y a lieu de relever que le projet de budget de 2001 prévoit une alimentation de 86.000.000 euros du fonds des routes.

Ces crédits permettront de réaliser le programme gouvernemental en matière de grande voirie. Il s'agit plus spécialement des chantiers relatifs à la Liaison avec la Sarre et à la Liaison Luxembourg-Mersch d'une part ainsi que du projet CITA et de l'entretien lourd de la grande voirie d'autre part.

L'alimentation globale des fonds d'investissements publics administratifs, scolaires et sanitaires et sociaux ainsi que du fonds pour la loi de garantie se chiffre à 136.150.000 euros ce qui représente une augmentation de 57.939.594 euros par rapport à 2000.

Ces crédits permettront d'aborder le vaste programme d'investissements publics que le Gouvernement s'est donné, ceci notamment dans les domaines scolaire, sanitaire et social, administratif, sportif et culturel.

23 et 53 – Ministère des Transports

		1999	2000	2001
Section 23.0 -	*Transports. - Dépenses générales*	*502.654*	*844.698*	*688.444*
Section 23.1 -	*Circulation routière*	*2.164.721*	*2.189.718*	*2.655.742*
Section 23.2 -	*Transports publics*	*137.810.200*	*137.615.091*	*143.594.640*
Section 23.3 -	*Chemins de fer*	*189.630.277*	*198.752.724*	*208.092.100*
Section 23.4 -	*Navigation et transports fluviaux*	*1.410.113*	*1.528.089*	*1.520.675*
Section 23.5 -	*Navigation et transports aériens*	*4.402.459*	*4.862.926*	*5.686.116*
Section 23.6 -	*Aéroport de Luxembourg*	*11.322.292*	*11.575.388*	*12.432.460*
Section 23.7 -	*Garage du gouvernement*	*117.206*	*158.527*	*139.470*
Section 23.8 -	*Commissariat aux affaires maritimes*	*742.961*	*924.297*	*910.470*
	Total des dépenses courantes	*348.102.883*	*358.451.458*	*375.720.117*
Section 53.1 -	*Circulation routière*	*258.207*	*782.847*	*410.000*
Section 53.2 -	*Transports publics*	*286.374*	*156.694*	*215.000*
Section 53.3 -	*Transports ferroviaires*	*99.777.143*	*32.226.158*	*42.080.000*
Section 53.4 -	*Navigation fluviale*	*865.122*	*114.155*	*176.700*
Section 53.5 -	*Direction de l'aviation civile*	*0*	*540.284*	*22.800*
Section 53.6 -	*Aéroport de Luxembourg*	*8.527.462*	*11.155.456*	*10.296.000*
Section 53.7 -	*Garage du gouvernement*	*119.161*	*79.326*	*150.000*
Section 53.8.-	*Commissariat aux affaires maritimes*	*19.670*	*0*	*4.000*
	Total des dépenses en capital	*109.853.139*	*45.054.920*	*53.354.500*
	Total général	*457.956.022*	*403.506.378*	*429.074.617*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

Section 23.0 - Dépenses Générales

Les crédits de cette section connaissent une diminution sensible de presque 19% par rapport à ceux inscrits au budget 2000. Cette évolution est due surtout au transfert à la section 23.8 du crédit concernant les frais de route et de séjour à l'étranger du Commissariat aux Affaires Maritimes ainsi que par le transfert à la

rail/route ainsi qu'à la création de relations d'autobus et de trains avec la Lorraine, la Sarre et la Rhénanie-Palatinat.

Sont maintenus à la section 23.0 les autres crédits relatifs à des frais d'experts et d'études qui concernent plus particulièrement la mise en œuvre des conclusions d'une étude de réorganisation du Ministère des Transports actuellement en cours, les frais de réalisation d'un plan sectoriel "transports" décidé dans le cadre de la politique gouvernementale en matière d'aménagement du territoire ainsi que les frais d'une étude sur la mise au point d'un contrat entre l'Etat et les CFL sur l'évolution des interventions financières de l'Etat pour compenser le surcoût généré dans le compte d'exploitation des CFL par l'application des dispositions légales concernant le statut public de leur personnel.

Section 23.1 - Circulation Routière

Les crédits traditionnellement inscrits à la section Circulation Routière du budget des dépenses ordinaires du Ministère des Transports suivent une évolution normale, à part deux crédits qui méritent d'être relevés:

Le crédit prévu pour le remboursement à la Société Nationale de Contrôle Technique de frais relatifs à la gestion du fichier national des véhicules connaît une progression de 12,62%. Ceci est dû surtout au fait que la hausse en 1999 de 8,1% du nombre des opérations relatives à l'immatriculation des véhicules ainsi que l'introduction en 2000 d'un horaire de travail continu sur 10 heures par jour à la station "Centre" ont rendu nécessaire le renforcement de l'effectif personnel des services "Immatriculation" et "Informatique". Aussi longtemps que le parc automobile continuera de croître, notamment du fait de l'augmentation constante de la population résidente, les dépenses de ce crédit auront tendance à progresser. L'augmentation des dépenses effectuées via ce crédit est compensée par l'augmentation du taux de la taxe de chancellerie due sur les demandes en obtention des cartes d'immatriculation qui n'a plus subi de hausse depuis 1981 et dont le montant passera en 2001 de 500.- LUF à 50 euros.

Le crédit prévu des subsides aux organismes oeuvrant dans le domaine de la prévention routière sera complété en vue de permettre à l'Etat d'intervenir par une contribution financière au prix de revient de la société d'exploitation du Centre de Formation pour Conducteurs à Colmar-Berg. Cette augmentation du crédit se justifie par le fait que les cours en question ne sont pas seulement à l'avantage des candidats qui y apprennent à connaître les limites de leurs propres aptitudes de conduire ainsi que les limites physiques d'un véhicule, mais que la formation constitue aussi une contribution importante pour la sécurité routière, objectif à finalité publique.

Sections 23.3 et 53.3 - Chemin de Fer

En ce qui concerne les crédits destinés au chemin de fer, le Gouvernement a signé le 22 novembre 1999 avec les CFL 3 contrats destinés à régler les relations entre l'Etat et les CFL en matière de gestion du réseau ferré national et en matière d'exploitation des services publics ferroviaires et routiers assurés par les CFL, contrats qui produisent leurs effets du 1er janvier 2000 au 31 décembre 2008 et qui prévoient l'application à partir du 1er janvier 2001 d'une formule d'intéressement des CFL au chiffre d'affaires de leurs activités dont les critères d'évaluation en voie d'élaboration engloberont les objectifs de sécurité, de sûreté, de ponctualité et de confort.

Dans le contexte du confort et de la ponctualité, le Ministre des Transports a convenu avec les responsables des CFL un plan de qualité de leur service voyageurs. Le nouveau contrat sur les services publics par rail et par route fait d'ailleurs de l'amélioration de la qualité du service et de la coordination avec les services routiers des autres opérateurs de transports publics des obligations fondamentales pour le prestataire de service.

Le Gouvernement a invité les CFL à placer les investissements en matière d'infrastructure ferroviaire à long terme dans un concept stratégique d'ensemble. Ce concept stratégique est censé refléter les flux de trafic actuels et futurs empruntant le réseau luxembourgeois. Il renseignera sur les capacités d'infrastructure requises pour véhiculer le volume de trafic attendu au cours des deux prochaines décennies en vue de déterminer les besoins à moyen et à long terme en fonction de l'évolution du trafic voyageurs et marchandises national et international empruntant le réseau ferré national, tout en prenant en compte les choix retenus sur les réseaux voisins.

La modification du 24 juillet 2000 de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire prévoit notamment l'autorisation par le législateur de 14 grands projets d'investissement en matière d'infrastructure ferroviaire ainsi que l'adaptation des règles de fonctionnement du Fonds du Rail en vue de donner

une plus grande transparence à la façon de comptabiliser les recettes et les dépenses effectuées par le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire pour compte de l'Etat.

En ce qui concerne plus particulièrement les projets d'investissement, le Gouvernement entend réserver dans les années à venir un effort important à l'adaptation et au développement du réseau ferré national. Les projets d'infrastructure approuvés par le législateur requerront à eux seuls dans les années à venir la mise à disposition via le Fonds du Rail d'une enveloppe budgétaire de 13 Mia LUF. Le Gouvernement place cet effort dans le cadre d'une politique de développement durable visant un système de transport performant qui répond aux besoins de mobilité interne du pays tout en comportant son intégration adéquate dans le tissu socio-économique de la Grande Région transfrontalière et tout en prévoyant les raccordements utiles avec les autres centres d'activités à l'étranger.

Par ailleurs, des provisions ont été constituées dans le Fonds du Rail en vue du financement des études nécessaires en relation avec les projets de raccordement ferroviaire du Kirchberg à partir de Dommeldange et via Findel et Senningerberg.

Suite au parachèvement de l'électrification de la partie belge de la ligne ferroviaire Luxembourg - Liège les derniers paiements de la contribution luxembourgeoise interviendront probablement encore avant la fin de l'année en cours.

Les pourparlers franco-luxembourgeois ont été repris en vue d'une actualisation de l'accord intervenu dès 1989 sur le raccordement du Luxembourg au TGV-Est Européen et sur une contribution luxembourgeoise au coût d'investissement que ce projet requiert en territoire français. Le Gouvernement français avait dès 1998 demandé de porter le montant de cette intervention de 450 Mio FRF à 770 Mio FRF (ou 47,70 Mio LUF) suite à l'évolution des conditions économiques, tout en signalant son impossibilité de réaliser le projet dans son ensemble, la ligne nouvelle partant de Vaires près de Paris et s'arrêtant à Baudrecourt en Lorraine au lieu de continuer jusqu'au Vendenheim au Nord de Strasbourg. Tout en notant qu'une majoration similaire de leurs mises initiales a été demandée aux collectivités régionales françaises, il reste que la nouvelle version du projet pourra honorer les engagements de 1989 sur la relation Luxembourg - Paris, mais fera abstraction d'une liaison à grande vitesse entre Luxembourg et Strasbourg.

Le Gouvernement est conscient de la nécessité de provisionner dès maintenant le Fonds des Raccordements Ferroviaires Internationaux en vue de disposer des moyens requis pour le règlement de la participation financière luxembourgeoise dès l'aboutissement des négociations en cours et de l'approbation de leur résultat par le législateur luxembourgeois.

Sections 23.2. et 53.2. - Transports publics

Les nouveaux contrats de services publics entre l'Etat et les entreprises de transport privées dans le domaine des transports routiers de personnes, signés le 27 août 1999, ainsi que l'offre de transport public en nette progresssion font augmenter les dépenses concernant les transports publics par autobus de quelque 10,5% à 48,9 mio euros (± 4,7 mio EUR) au profit des entreprises opérant dans le cadre du RGTR.

En ce qui concerne les crédits destinés à la rémunération des transports publics assurés par la Ville de Luxembourg et le TICE (dont les prestations sont calculées d'après les critères appliqués pour les entreprises privées), ceux-ci se chiffrent au total à ± 13,1 mio euros.

Afin de garantir une meilleure transparence en ce qui concerne des crédits destinés aux efforts déployés dans l'offre des transports publics, les crédits pour la rémunération des services routiers des CFL sont désormais intégrés dans la section des transports publics (coût : 9,0 mio euros) ; un contrat de services publics entre l'Etat et les CFL s'orientant à celui conclu avec les entreprises privées sert de base à la rémunération de ces services. Il en va de même des dépenses pour les services publics ferroviaires (59,3 millions euros).

Le Gouvernement accentue également sa volonté de promouvoir des moyens de transports nouveaux et écologiques ; un crédit de 620.000 euros est par conséquent destiné à la participation à un projet-pilote prévoyant la mise en service à titre d'essai de trois NE-busses (" No-Emission "), fonctionnant au moyen d'une pile à combustible alimentée à l'hydrogène. Ce projet est soutenu également par l'Union Européenne, la Ville de Luxembourg, le constructeur Daimler-Chrysler et la FLEAA.

Section 23.4. Navigation et transports fluviaux

Cette section comporte les crédits permettant à notre pays de s'acquitter des engagements contractés dans le cadre de l'aménagement de la Moselle en voie d'eau internationale et d'assurer l'exercice des droits de souveraineté sur le territoire commun. Les crédits prévoient plus concrètement les disponibilités financières indispensables pour garantir la gestion générale des infrastructures de la voie d'eau ainsi que l'exploitation et la maintenance des ouvrages hydrauliques de la Moselle.

Comme étant tributaires des exigences techniques et de la fréquence d'utilisation des infrastructures, les dépenses d'exploitation et d'entretien doivent être maintenues à un niveau conséquent.

En vue d'assurer un niveau de sécurité acceptable et une cohabitation équilibrée entre les différents utilisateurs de la voie d'eau mosellane (qui est d'ailleurs une des voies d'eau les plus fréquentées d'Europe), il est prévu d'augmenter les efforts préventifs de contrôle et d'assistance.

A défaut de pouvoir économiquement augmenter la durée opérationnelle d'un certain nombre d'équipements, force sera d'intensifier pendant les années à venir, les investissements au titre du renouvellement et de modernisation des installations surannées.

La volonté du Gouvernement d'apporter une réponse aux besoins d'information, et en particulier aux exigences de fiabilité et d'accessibilité en matière d'annonce des crues se traduit par un crédit permettant la modernisation du limnigraphe de Remich.

Les ressources humaines nécessaires pour assurer la continuité d'exploitation des infrastructures de transport et la fiabilité de fonctionnement des ouvrages hydrauliques expliquent le fait que les dépenses de personnel constituent de loin la part la plus importante des dépenses de fonctionnement.

A signaler que les dépenses prévues à cette section sont en grande partie compensées par les recettes prévues au titre du remboursement des dépenses de personnel et des frais d'entretien. (cf. articles 64.4.11.360 et 64.4.14.010 du budget des recettes)

Sections 23.5, 23.6, 53.5 et 53.6 - Direction de l'Aviation Civile et l'Administration de l'Aéroport

Les crédits inscrits à la section 23.5 accusent une augmentation considérable due notamment à la progression des frais de personnel sous l'effet de l'accroissement de l'effectif de la Direction de l'Aviation Civile.

Une deuxième cause d'accroissement des dépenses tient à la mise en vigueur du nouveau système JAR-FCL qui demandera le recours à un certain nombre d'experts tiers.

Par ailleurs, un crédit spécial a été inscrit dans le budget au vue de la réalisation sur l'ensemble de l'enceinte aéroportuaire et visant en particulier l'impact de la cohabitation à l'aéroport de Luxembourg, entre les activités de la zone aéroportuaire et les fonctions résidentielles et tertiaires dans et autour de l'Aéroport.

Le projet d'adhérer au Centre Européen de Prévisions Météorologiques à Moyen Terme (CEPMMT) ainsi qu'à l'Organisation Européenne chargée de l'exploitation des satellites météorologiques EUMETSAT requerra la mise à disposition des crédits nécessaires pour le règlement des droits d'entrée et des cotisations requis par ces adhésions.

Les crédits d'exploitation de l'infrastructure aéroportuaire (section 23.6) représentent l'élément essentiel du budget des dépenses de la section 23.6., dont notamment les frais de personnel et les frais d'entretien des équipements électroniques. La majoration de ces derniers s'explique surtout par l'exploitation d'un système de mesure du bruit des avions.

Pour ce qui est de la section 53.6 il y a lieu de relever l'importante part de crédits incombant aux travaux d'aménagement des surfaces de développement de réserve de l'aéroport, en relation notamment avec l'extension de l'aérogare et de la construction d'un terminal "Petits Porteurs".

Ces travaux, de même que l'évolution de la technique, entraînent en même temps une hausse considérable des frais à prévoir pour les installations de sécurité et de contrôle sur l'ensemble de l'aéroport.

24 – Ministère de la Promotion Féminine

		1999	2000	2001
Section 24.0 -	*Promotion Féminine*	*4.375.585*	*5.174.233*	*5.509.658*
Section 54.0 -	*Promotion Féminine*	*10.330*	*7.809*	*4.958*
	Total général	*4.385.915*	*5.182.042*	*5.514.616*

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

Les ressources financières prévues dans le projet de budget 2001 du Ministère de la Promotion Féminine ont pour objectif de consolider et de renforcer les actions de la mise en œuvre de la politique d'égalité des femmes et des hommes du Gouvernement. Les actions à financer dans le domaine de la promotion de l'emploi des femmes et de leur participation plus active sur le marché de l'emploi sont inscrites dans le plan d'action national en faveur de l'emploi.

Le Ministère de la Promotion Féminine continuera à promouvoir l'égalité des femmes et des hommes par une intensification de sa campagne de sensibilisation pour un meilleur partage des tâches professionnelles et privées entre les 2 partenaires, le changement des rôles stéréotypés aussi bien celui des femmes que celui des hommes et du choix professionnel pour les filles par des publications et des actions médiatiques.

Les actions de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles seront poursuivies. L'accent sera mis sur la prévention, la sensibilisation, l'information, la formation et le suivi des programmes de formation de formatrices dans ce domaine.

Les crédits inscrits pour les centres d'accueil et les services conventionnés pour femmes permettront la consolidation et la continuation des mesures en cours.

Par la prolongation du projet européen « Partageons l'égalité – Gläichheet delen – Gleichheit teilen », initié dans le cadre du 4e programme d'action communautaire à moyen terme pour l'égalité des chances entre femmes et hommes, le ministère renforcera ses initiatives de sensibilisation et de formation des enseignant-es de l'enseignement préscolaire et primaire et notamment de formateurs et de formatrices à l'égalité. Il consolidera et diversifiera ses actions avec les partenaires : les chambres patronales et salariales, les syndicats et les instituts de formation.

Les crédits prévus aux articles 24.0.12.305 et 24.0.33.003 permettront au Ministère de la Promotion Féminine ainsi qu'aux organismes oeuvrant dans l'intérêt des femmes à mener des projets dans le cadre du 5e programme d'action en faveur de l'égalité entre femmes et hommes lancé en 2001.

Un crédit a été inscrit pour participer aux frais du secrétariat général du Conseil national des femmes luxembourgeoises.

Les crédits inscrits aux articles 24.0.33.012 et 24.0.43.000 serviront à attribuer un prix à une ou plusieurs communes ou entreprises du secteur privé ayant pris des mesures novatrices et/ou exemplaires pour arriver à l'égalité de fait des femmes et des hommes.

F.- La structure du projet de budget

Le projet de budget de 2001 est publié en deux volumes.
Le **volume I** comprend:
1) un exposé introductif se composant des chapitres suivants:
A.- La situation et l'évolution économiques;
B.- Les orientations générales de la politique budgétaire;
C.- Les aspects importants de la situation financière;
D.- Le commentaire du budget des recettes;
E.- Le commentaire du budget des dépenses (par ministères);
F.- La structure du projet de budget;
G.- Le commentaire de la loi budgétaire (par articles);
2) le projet de la loi budgétaire;
3) le tableau des recettes et des dépenses;
4) les annexes concernant les opérations des principaux fonds spéciaux de l'Etat.

Le **volume II** sera consacré à la programmation pluriannuelle des dépenses en capital pour la période 2000-2004.

* * *

Le numérotage du projet de budget

Chacun des cinq chapitres du projet de budget proprement dit de 2001 est subdivisé, d'une part, en sections groupées d'après les divers départements ministériels et, d'autre part, en articles détaillés et numérotés. Le numérotage introduit en 1991 a été maintenu. Il est renvoyé au chapitre explicatif du projet de budget de 1991 (pages 47* à 49*).

Les départements ministériels tels qu'ils ont été constitués par l'arrêté grand-ducal du 22 août 2000 portent les numéros de codes suivants:

Au budget des recettes courantes	
ministère des finances	64
Au budget des recettes en capital	
ministère des finances	94
Au budget des dépenses courantes	
ministère d'Etat	00
ministère des affaires étrangères, du commerce extérieur, de la coopération et de la défense	01
ministère de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche	02 et 03
ministère des finances	04
ministère des finances: trésor et budget	05
ministère des finances: dette publique	06
ministère de la justice	07
ministère de la fonction publique et de la réforme administrative	08
ministère de l'intérieur	09
ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports	10 et 11
ministère de la famille, de la solidarité sociale et de la jeunesse	12 et 13
ministère de la santé	14
ministère de environnement	15
ministère du travail et de l'emploi	16
ministère de la sécurité sociale	17 et 18
ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural	19
ministère de l'économie	20
ministère des classes moyennes, du tourisme et du logement	21
ministère des travaux publics	22

ministère des transports 23
ministère de la promotion féminine 24
Au budget des dépenses en capital
ministère d'Etat 30
ministère des affaires étrangères, du commerce extérieur, de la coopération et de la défense 31
ministère de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche 32
ministère des finances 34
ministère des finances: budget 35
ministère des finances: dette publique 36
ministère de la justice 37
ministère de la fonction publique et de la réforme administrative 38
ministère de l'intérieur 39
ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports ..... 40 et 41
ministère de la famille, de la solidarité sociale et de la jeunesse ..... 42 et 43
ministère de la santé 44
ministère de l'environnement 45
ministère du travail et de l'emploi 46
ministère de la sécurité sociale 47
ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural 49
ministère de l'économie 50
ministère des classes moyennes, du tourisme et du logement 51
ministère des travaux publics 52
ministère des transports 53
ministère de la promotion féminine 54

* * *

Les classifications du projet de budget

Le projet de budget comporte une **quadruple classification des recettes et des dépenses,** à savoir:

I. - La classification administrative des recettes et des dépenses;
II. - La classification fonctionnelle des recettes et des dépenses;
III.- La classification économique des recettes et des dépenses;
IV.- La classification comptable des recettes et des dépenses.

I.- La classification administrative

La classification administrative s'identifie avec la présentation traditionnelle du budget subdivisé en articles par départements ordonnateurs et par administrations subordonnées et ceci en application du principe de la spécialité budgétaire, c'est-à-dire du principe de l'inscription détaillée au budget de chaque recette et de chaque dépense.

II.- La classification fonctionnelle

La classification fonctionnelle qui subdivise les dépenses de l'Etat suivant leur destination a pour but de regrouper dans des tableaux synoptiques toutes les dépenses de l'Etat en une synthèse des missions essentielles assumées par lui.

Le système de classification est basé sur la nouvelle "classification Benelux des dépenses et des recettes des administrations publiques", élaborée par la commission spéciale pour la comparaison des budgets des institutions publiques et paraétatiques de l'union économique Benelux. Ladite classification a été approuvée par le comité des ministres de Benelux en date du 27 novembre 1989 et elle a été publiée au Mémorial, recueil B N° 5 du 24 janvier 1990. Ci-après un extrait de la nouvelle classification:

01- Administration générale, relations étrangères et coopération au développement

01.1 Administration générale: organes exécutifs, législatifs et administratifs
01.2 Gestion financière et domaniale
01.20 Généralités
01.22 Appareil fiscal

01.23 Services financiers
01.24 Monnaie
01.25 Affaires domaniales
01.3 Services centraux de l'appareil administratif
01.30 Généralités
01.32 Planification et statistique
01.33 Personnel
01.34 Autres
01.4 Relations étrangères
01.40 Généralités

01.42 Représentation à l'étranger
01.43 Participation à des organisations internationales à caractère général
01.5 Coopération au développement
01.50 Généralités
01.52 Aide bilatérale aux pays en voie de développement
01.53 Aide par le biais d'organisations internationales
01.54 Autres aides aux pays en voie de développement

02 - Défense nationale

02.0 Généralités
02.1 Armée de terre
02.4 Pensions militaires
02.5 Assistance militaire à l'étranger

03 - Ordre public et sécurité

03.0 Généralités
03.1 Justice
03.2 Police
03.3 Système pénitentiaire
03.4 Services d'incendie
03.5 Protection civile
03.6 Autres services de protection

04 - Enseignement et recherche scientifique fondamentale

04.0 Enseignement - généralités
04.1 Services connexes à l'enseignement
04.10 Généralités
04.12 Enseignement primaire
04.13 Enseignement secondaire
04.14 Enseignement tertiaire
04.2 Enseignement primaire
04.3 Enseignement secondaire
04.30 Généralités
04.32 Financement des études
04.33 Enseignement de formation générale et enseignement scientifique préparatoire
04.34 Enseignement technique et professionnel
04.35 Formes communes d'enseignement
04.36 Enseignement secondaire spécial
04.37 Autres formes d'enseignement secondaire
04.4 Enseignement du troisième degré
04.40 Généralités
04.42 Financement des études
04.43 Enseignement universitaire
04.44 Autres formes d'enseignement supérieur
04.5 Autres formes d'enseignement
04.50 Généralités
04.52 Education différenciée
04.53 Autres
04.6 Recherche scientifique fondamentale

05 - Santé publique

05.0 Généralités
05.1 Médecine préventive
05.2 Traitement médical
05.22 Traitement médical intra-muros
05.23 Traitement médical extra-muros
05.3 Autres services de santé

06 - Prévisions sociales
06.0 Généralités
06.1 Assurance sociale
06.10 Généralités
06.12 Vieillesse et décès
06.13 Famille
06.14 Chômage
06.15 Incapacité de travail
06.17 Autres
06.2 Assistance sociale
06.3 Services sociaux
06.30 Généralités
06.32 Services sociaux au profit des enfants
06.33 Services sociaux au profit des personnes âgées
06.34 Services sociaux au profit des handicapés
06.35 Dommages de guerre et de calamités
06.36 Autres services sociaux
06.4 Affaires générales relatives au travail
06.40 Généralités
06.42 Relations et protection du travail
06.43 Emploi

07 - Logement, aménagement du territoire et environnement

07.0 Généralités
07.1 Logement
07.2 Aménagement du territoire
07.3 Environnement
07.30 Généralités
07.32 Hygiène publique
07.33 Gestion qualitative des eaux de surface
07.34 Enlèvement et traitement des immondices
07.35 Autres aspects de l'environnement
07.4 Eau potable
07.5 Nature et paysage

08 - Culture, loisirs et cultes

08.0 Généralités
08.1 Arts et archéologie
08.2 Education populaire et permanente
08.3 Sports et loisirs
08.4 Radio, télévision et presse
08.5 Cultes et organisations philosophiques et sociales

09 - Combustibles et énergie

09.0 Généralités
09.1 Combustibles
09.2 Electricité et autres formes d'énergie

10 - Agriculture, chasse et pêche

10.0 Généralités
10.1 Agriculture, horticulture, viticulture et élevage
10.2 Remembrement
10.3 Sylviculture
10.4 Chasse et pêche
10.5 Mise en valeur et développement des terres

11 - Affaires économiques générales, commerce, industrie et services

11.0 Généralités
11.1 Affaires économiques générales
11.2 Industries extractives
11.3 Industrie
11.4 Commerce et entreposage
11.5 Horeca
11.6 Tourisme
11.7 Autres services

12 - Transports et communications

12.0 Généralités
12.1 Routes

12.10 Généralités
12.12 Infrastructure
12.13 Métro, tram et bus
12.14 Autres services de circulation et de transport
12.2 Chemins de fer
12.3 Voies navigables et ports
12.30 Généralités
12.32 Infrastructure
12.33 Bateaux et bacs de traversée
12.34 Autres services de navigation maritime et intérieure
12.4 Voies aériennes
12.5 Pipelines
12.6 Communications
12.7 Travaux hydrauliques
12.70 Généralités
12.72 Travaux d'endiguement
12.73 Autres travaux hydrauliques
12.8 Extension des terres

13 - Dépenses et recettes qui ne sont pas, ou pas immédiatement, ventilées dans les groupes principaux 01 à 12

13.1 Intérêts
13.2 Relations avec les pouvoirs locaux pour autant qu'elles ne sont pas commises dans d'autres fonctions
13.4 Projets ayant des destinations diverses
13.5 Amortissements
13.6 Impôts
13.9 Dépenses et recettes à ventiler dans les groupes principaux O à 13

14 - Dette publique

14.1 Amortissement de/recours à la dette publique consolidée, en monnaie nationale
14.2 Amortissement de/recours à la dette publique en monnaie étrangère
14.3 Démonétisation et monétisation
14.4 Opérations de placement
14.5 Amortissement de/recours à la dette à court terme
14.6 Achats et ventes de dette publique.

III. - La classification économique

La classification économique qui, comme son nom l'indique, permet de classer les recettes et les dépenses de l'Etat d'après leur nature économique et suivant un plan axé sur la comptabilité nationale, a pour objet de dégager la nature économique de l'activité de l'Etat et de mettre ainsi en évidence l'influence des transactions de l'Etat sur l'économie nationale.

Le système de classification correspond à la "classification économique Benelux des dépenses et des recettes des administrations publiques" qui, tout comme la classification fonctionnelle uniforme, a été mise au point par la commission spéciale pour la comparaison des budgets des institutions publiques et para-étatiques fonctionnant dans le cadre de l'union économique Benelux. Cette classification a été approuvée par le comité des ministres de l'union économique au cours de sa réunion du 29 juin 1981 (cf. Mémorial, recueil A No 85, du 1er décembre 1981).

Le schéma de classification est le suivant:

Débit	*Crédit*
1- Dépenses et recettes courantes pour biens et services (dépenses de consommation)	
10 Non ventilé	10 Non ventilé
11 Salaires et charges sociales	
12 Achat de biens non durables et de services	
13 Achat de biens militaires durables	
14 Réparation et entretien d'ouvrages de génie civil n'augmentant pas la valeur	
15 Coûts imputés	
	16 Vente de biens non durables et de services
	17 Vente de biens militaires durables

Débit	*Crédit*
	18 Recettes provenant de travaux de génie civil et d'autres biens d'investissement produits
	19 Profits imputés en raison de la production de biens d'investissement en régie propre
2 - Intérêts, fermages et autres revenus de la propriété et de l'entreprise	
20 Non ventilé	20 Non ventilé
21 Intérêts de la dette publique	
22 Contributions aux pertes d'exploitation occasionnelles d'entreprises publiques	
23 Intérêts imputés en débit	
24 Location de terres et paiements courants pour l'utilisation d'actifs incorporels	
	26 Intérêts de créances des pouvoirs publics
	27 Bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques
	28 Autres produits du patrimoine
	29 Intérêts imputés en crédit
3 - Transferts de revenus à destination et en provenance d'autres secteurs	
30 Non ventilé	30 Non ventilé
31 Subventions d'exploitation	
32 Transferts de revenus, autres que des subventions d'exploitation, aux entreprises et institutions financières	
33 Transferts de revenus aux organismes privés sans but lucratif au service des ménages	
34 Transferts de revenus aux ménages	
35 Transferts de revenus à l'étranger	
	36 Impôts indirects et "prélèvements"
	37 Impôts directs et cotisations versées aux administrations de sécurité sociale
	38 Autres transferts de revenus des entreprises, institutions financières, organismes privés sans but lucratif au service des ménages et des ménages
	39 Transferts de revenus de l'étranger
4 - Transferts de revenus à l'intérieur du secteur administrations publiques	
40 Non ventilé	40 Non ventilé
41 Transferts de revenus à l'administration centrale	
42 Transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale	
43 Transferts de revenus aux administrations publiques locales	
44 Transferts de revenus à l'enseignement non universitaire spécial/libre	
	46 Transferts de revenus de l'administration centrale
	47 Transferts de revenus des administrations de sécurité sociale
	48 Transferts de revenus des administrations publiques locales
	49 Transferts de revenus de l'enseignement non universitaire spécial/libre

Débit	*Crédit*
5 - Transferts en capital à destination et en provenance d'autres secteurs	
50 Non ventilé	50 Non ventilé
51 Transferts en capital aux entreprises et institutions financières	
52 Transferts en capital aux organismes privés sans but lucratif au service des ménages	
53 Transferts en capital aux ménages	
54 Transferts en capital à l'étranger	
	56 Impôts en capital
	57 Transferts en capital des entreprises et institutions financières (à l'exclusion des impôts en capital)
	58 Transferts en capital d'organismes privés sans but lucratif au service des ménages et des ménages (à l'exclusion des impôts en capital)
	59 Transferts en capital de l'étranger
6 - Transferts en capital à l'intérieur du secteur administrations publiques	
60 Non ventilé	60 Non ventilé
61 Transferts en capital à l'administration centrale	
62 Transferts en capital aux administrations de sécurité sociale	
63 Transferts en capital aux administrations publiques locales	
64 Transferts en capital à l'enseignement non universitaire spécial/libre	
	66 Transferts en capital de l'administration centrale
	67 Transferts en capital des administrations de sécurité sociale
	68 Transferts en capital des administrations publiques locales
	69 Transferts en capital de l'enseignement non universitaire spécial/libre
7- Investissements et désinvestissements	
70 Non ventilé	70 Non ventilé
71 Achat de terrains et de bâtiments dans le pays	
72 Construction de bâtiments	
73 Réalisation d'ouvrages de génie civil	
74 Acquisition d'autres biens d'investissement, y compris les biens incorporels	
75 Constitution de stocks	
	76 Vente de terrains et de bâtiments dans le pays
	77 Vente d'autres biens d'investissement, y compris les biens incorporels
	78 Réduction de stocks
	79 Amortissements
8 - Octrois et remboursements de crédits; participations et liquidations de participations	
80 Non ventilé	80 Non ventilé
81 Octrois de crédits aux et participations dans les entreprises et institutions financières	
82 Octrois de crédits aux organismes privés sans but lucratif au service des ménages	
83 Octrois de crédits aux ménages	
84 Octrois de crédits et participations à l'étranger	

Débit *Crédit*

85 Octrois de crédits à l'intérieur du secteur administrations publiques
86 Remboursements de crédits par et liquidations de participations dans les entreprises et institutions financières
87 Remboursements de crédits par les organismes privés sans but lucratif au service des ménages et par les ménages
88 Remboursements de crédits par et liquidations de participations à l'étranger
89 Remboursements de crédits à l'intérieur du secteur des administrations publiques

9 - Dette publique

91 Remboursement de la dette publique consolidée
92 Démonétisations
93 Dotations de fonds de réserve
94 Remboursement de la dette à court terme

96 Produit des emprunts consolidés
97 Monétisations
98 Prélèvements sur fonds de réserve
99 Produit des emprunts à court terme

IV. - La classification comptable

La classification comptable permet de regrouper les recettes et les dépenses suivant leur destination économique finale. Elle correspond dans la grande majorité des cas à la classification économique, les classes comptables étant confondues par ailleurs avec les classes économiques ci-dessus. Pour le détail de cette classification, il y a lieu de se référer au volume "Systèmes de Classification Budgétaire 1991", publié par l'Inspection Générale des Finances.

G. Le commentaire de la loi budgétaire

Chapitre A - Arrêté du budget

Art 1er. - *Arrêté du budget*

L'article ler arrête le projet de budget pour l'exercice 2001, conformément aux tableaux annexés.

Chapitre B - Dispositions fiscales

Art. 2.- *Prorogation des lois établissant les impôts*

D'après l'article 100 de la Constitution, «les impôts au profit de l'Etat sont votés annuellement. Les lois qui les établissent n'ont de force que pour un an si elles ne sont renouvelées».

Pour tenir compte de cette prescription, l'article 2 porte reconduction des lois fiscales en vigueur à la date du 31 décembre 2000, sous réserve des dispositions proposées aux articles 3 à 10 ci-après.

Art. 3.- *Impôt sur le revenu: tarif*

L'article 118 L.I.R. définit le tarif de base en fonction duquel est calculé l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Le tarif de base actuellement en vigueur a été introduit par la loi du 17 novembre 1997 portant modification des dispositions tarifaires en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Le tarif de base applicable depuis l'année d'imposition 1998 se présente comme suit:

tranche de revenu			largeur de la tranche	taux d'accroissement
0	-	270.000	270.000	0%
270.000	-	354.000	84.000	6%
354.000	-	423.000	69.000	16%
423.000	-	492.000	69.000	18%
492.000	-	561.000	69.000	20%
561.000	-	630.000	69.000	22%
630.000	-	699.000	69.000	24%
699.000	-	768.000	69.000	26%
768.000	-	837.000	69.000	28%
837.000	-	906.000	69.000	30%
906.000	-	975.000	69.000	32%
975.000	-	1.044.000	69.000	34%
1.044.000	-	1.113.000	69.000	36%
1.113.000	-	1.182.000	69.000	38%
1.182.000	-	1.251.000	69.000	40%
1.251.000	-	1.320.000	69.000	42%
1.320.000	-	2.640.000	1.320.000	44%
2.640.000 et plus				46%

Caractéristiques du tarif actuel:

Le tarif actuel qui est un tarif progressif, comprend dix-huit tranches qui, à partir de la troisième, progressent par 2 points de pour cent. La première tranche au taux 0% comprend le minimum tarifaire exonéré d'impôt qui est actuellement fixé à 270.000 francs. Mise à part la deuxième tranche de revenu imposable de 270.000 à 354.000 francs (différence de 84.000 francs), les autres paliers sont des tranches constantes de 69.000 francs, à l'exception de l'avant-dernière tranche qui comprend le revenu de 1.320.000 à 2.640.000 francs.

En ce qui concerne la progressivité, la deuxième tranche (de 274.000 à 354.000 francs) est soumise au taux de 6%, la troisième (de 354.000 à 423.000 francs) au taux de 16%, pour les tranches suivantes le taux augmente de 2 points de pour cent par tranche, pour la dernière tranche (revenu dépassant 2.640.000 francs) le taux s'élève à 46%.

Tous ces éléments ont un impact direct sur le taux global, c'est-à-dire sur la relation entre le montant de l'impôt dû et le revenu imposable ajusté. Il s'agit en l'occurrence du taux moyen d'imposition pour une situation donnée de revenu imposable ajusté.

A remarquer que le taux global se différencie du taux d'accroissement, autre critère important pour l'appréciation du tarif d'impôt. Le taux d'accroissement constitue le rapport entre l'accroissement du montant de l'impôt et l'accroissement du revenu imposable ajusté. Il indique dès lors dans quelle mesure la variation du revenu imposable ajusté est frappée de l'impôt.

Les propositions de réforme tarifaire:

Par rapport à l'actuel tarif le nouveau tarif, tel qu'il est proposé par le Gouvernement, se présente comme suit:

tranche de revenu			largeur de la tranche	taux d'accroissement
0	-	390.000	390.000	0%
390.000	-	459.000	69.000	14%
459.000	-	528.000	69.000	16%
528.000	-	597.000	69.000	18%
597.000	-	666.000	69.000	20%
666.000	-	735.000	69.000	22%
735.000	-	804.000	69.000	24%
804.000	-	873.000	69.000	26%
873.000	-	942.000	69.000	28%
942.000	-	1.011.000	69.000	30%
1.011.000	-	1.080.000	69.000	32%
1.080.000	-	1.149.000	69.000	34%
1.149.000	-	1.218.000	69.000	36%
1.218.000	-	1.287.000	69.000	38%
1.287.000	-	1.356.000	69.000	40%
1.356.000	et plus		-	42%

Conformément aux intentions du Gouvernement, les modifications du tarif de base visent à faire bénéficier tous les contribuables d'une réduction d'impôt plus ou moins significative.

Ces réductions tarifaires doivent évidemment respecter l'enveloppe budgétaire que le Gouvernement s'est assignée en considération de la politique budgétaire prudente qu'il entend mener tout au long de l'actuelle période législative.

Compte tenu de ces préoccupations, le Gouvernement propose:

- de porter le minimum tarifaire exonéré de 270.000 à 390.000 francs pour les célibataires et de 540.000 à 780.000 francs pour les personnes mariées, les célibataires âgés de plus de 65 ans, les veufs(ves) et les personnes non mariées ayant des enfants dans leur ménage. Cette majoration du minimum exonéré correspond à une augmentation d'environ 45% par rapport au tarif actuel ;

  ainsi, une personne de la classe d'impôt 1 touchant un revenu imposable ajusté de 390.000 francs ou une personne de la classe d'impôt 2 touchant un revenu imposable ajusté de 780.000 francs qui paient actuellement respectivement 10.800 et 21.600 francs par an, ne paieront dorénavant plus d'impôt ;

- de fixer les tranches de revenu imposable uniformément à 69.000 francs. Par rapport au tarif actuel le nouveau tarif se caractérise par la suppression de la deuxième tranche (6%) et de la dernière tranche (46%) ;

- de réduire uniformément les taux des tranches restantes de 2 points de pour cent. Ainsi, le taux d'accroissement maximal de l'impôt est ramené à 42% (actuellement 46%) et s'applique à la tranche de revenu dépassant 1.356.000 francs dans la classe d'impôt 1.

Dans le tarif actuel, le taux de 42% s'applique à la tranche de revenu comprise entre 1.251.000 et 1.320.000 francs.

Le déchet budgétaire consécutif à ce réaménagement du tarif comporte pour l'année d'imposition 2001 une moins-value de l'ordre de 10 mia de francs ; pour l'exercice budgétaire 2002 cette moins-value est évaluée à 8 mia de francs.

Par ailleurs, et notamment après une analyse approfondie des forfaits et abattements fiscaux et sous réserve d'autres considérations d'ajustement, le Gouvernement envisage de procéder pour l'année 2002 à une réduction uniforme des taux des différentes tranches de revenu de 4 points de pour cent, ramenant ainsi le taux d'entrée de l'impôt à 10% et le taux d'accroissement maximal à 38%.

Les classes d'impôt:

Par rapport au tarif actuel, le nouveau tarif garde les classes d'impôt 1, 1a et 2. Rien n'est changé à la modération d'impôt pour enfant qui reste fixée au maximum à 36.000 francs par an pour un enfant vivant dans le ménage des personnes rangées dans la classe 1a ou 2.

Selon l'article 120 de la loi concernant l'impôt sur le revenu, les contribuables rangeant dans la classe 1 sont imposés par application pure et simple du tarif de base faisant l'objet de l'article 118.

L'article 120bis prévoit la détermination de l'impôt à charge des contribuables rangés dans la classe 1a. Par rapport au tarif de base applicable pour le calcul de l'impôt de la classe 1, l'impôt de la classe 1a est déterminé par application d'un abattement dégressif. Compte tenu de l'élargissement de la tranche exonérée du tarif, la formule de calcul de l'impôt dû par les personnes rangées dans la classe 1a a été réajustée pour répondre à l'objectif et à la philosophie qui étaient à la

base de l'introduction de l'article 120bis dans la loi concernant l'impôt sur le revenu.

En vertu de l'article 121 de la loi concernant l'impôt sur le revenu, l'impôt à charge des contribuables de la classe 2 est déterminé d'après le système du splitting : l'impôt s'élève au double de la cote qui, par application du tarif de base, correspond à la moitié du revenu imposable ajusté.

Art. 4.- *Impôt sur le revenu : Revenus extraordinaires*

Depuis la réforme fiscale de 1990, le taux réduit applicable aux revenus extraordinaires à imposer d'après le système dit de l'étalement, est fixé à 60% du taux d'accroissement maximal du barème.

Compte tenu de la baisse du taux d'accroissement maximal de 46 à 42%, le taux prévu à l'article 131, alinéa 1er, lettre b) de la loi concernant l'impôt sur le revenu est fixé à 25,2% au lieu du taux actuel de 27,6%.

Impact de la réforme tarifaire de l'impôt sur le revenu 2001

Réduction de la charge fiscale dans le chef des personnes physiques

1. personnes célibataires (CLASSE D'IMPOT 1)

classe 1	barème actuel		barème proposé		Gain fiscal		
revenu art. 126 L.I.R.	impôt dû	taux d'impôt moyen	impôt dû	taux d'impôt moyen	réduction de l'impôt dû	réduction du taux moyen	réduction en % de l'impôt dû
400.000	12.400	3,10%	1.400	0,35%	11.000	2,75%	88,70%
500.000	30.100	6,02%	16.220	3,24%	13.880	2,78%	46,11%
600.000	50.880	8,48%	33.720	5,62%	17.160	2,86%	33,73%
700.000	74.300	10,61%	54.400	7,77%	19.900	2,84%	26,78%
800.000	100.940	12,62%	77.700	9,71%	23.240	2,91%	23,02%
1.000.000	162.580	16,26%	133.320	13,33%	29.260	2,93%	18,00%
1.200.000	235.800	19,65%	200.520	16,71%	35.280	2,94%	14,96%
1.500.000	364.380	24,29%	321.300	21,42%	43.080	2,87%	11,82%
2.000.000	584.380	29,22%	531.300	26,57%	53.080	2,65%	9,08%
2.500.000	804.380	32,18%	741.300	29,65%	63.080	2,53%	7,84%
3.000.000	1.031.580	34,39%	951.300	31,71%	80.280	2,68%	7,78%
3.500.000	1.261.580	36,05%	1.161.300	33,18%	100.280	2,87%	7,95%
4.000.000	1.491.580	37,29%	1.371.300	34,28%	120.280	3,01%	8,06%
5.000.000	1.951.580	39,03%	1.791.300	35,83%	160.280	3,20%	8,21%
6.000.000	2.411.580	40,19%	2.211.300	36,86%	200.280	3,33%	8,30%
10.000.000	4.251.580	42,52%	3.891.300	38,91%	360.280	3,61%	8,47%

2. personnes mariées sans enfant (CLASSE D'IMPOT 2)

classe 1	barème actuel		barème proposé		Gain fiscal		
revenu art. 126 L.I.R.	impôt dû	taux d'impôt moyen	impôt dû	taux d'impôt moyen	réduction de l'impôt dû	réduction du taux moyen	réduction en % de l'impôt dû
700.000	9.600	1,37%	0	0,00%	9.600	1,37%	100,00%
800.000	24.800	3,10%	2.800	0,35%	22.000	2,75%	88,71%
1.000.000	60.200	6,02%	32.440	3,24%	27.760	2,78%	46,11%
1.200.000	101.760	8,48%	67.440	5,62%	34.320	2,86%	33,73%
1.500.000	174.600	11,64%	131.400	8,76%	43.200	2,88%	24,74%
2.000.000	325.160	16,26%	266.640	13,33%	58.520	2,93%	18,00%
2.500.000	511.600	20,46%	438.320	17,53%	73.280	2,93%	14,32%
3.000.000	728.760	24,29%	642.600	21,42%	86.160	2,87%	11,82%
3.500.000	948.760	27,11%	852.600	24,36%	96.160	2,75%	10,14%
4.000.000	1.168.760	29,22%	1.062.600	26,57%	106.160	2,65%	9,08%
5.000.000	1.608.760	32,18%	1.482.600	29,65%	126.160	2,53%	7,84%
6.000.000	2.063.160	34,39%	1.902.600	31,71%	160.560	2,68%	7,78%
10.000.000	3.903.160	39,03%	3.582.600	35,83%	320.560	3,20%	8,21%

3. personnes mariées avec un enfant (CLASSE D'IMPOT 2.1)

classe 1	barème actuel		barème proposé		Gain fiscal		
revenu art. 126 L.I.R.	impôt dû	taux d'impôt moyen	impôt dû	taux d'impôt moyen	réduction de l'impôt dû	réduction du taux moyen	réduction en % de l'impôt dû
1.000.000	5.880	0,59%	0	0%	5.880	0,59%	100,00%
1.200.000	65.760	5,48%	31.440	2,62%	34.320	2,86%	52,19%
1.500.000	138.600	9,24%	95.400	6,36%	43.200	2,88%	31,17%
2.000.000	289.160	14,46%	230.640	11,53%	58.520	2,93%	20,14%
2.500.000	475.600	19,02%	402.320	16,09%	73.280	2,93%	15,40%
3.000.000	692.760	23,09%	606.600	20,22%	86.160	2,87%	12,44%
3.500.000	912.760	26,08%	816.600	23,33%	96.160	2,75%	10,54%
4.000.000	1.132.760	28,32%	1.026.600	25,67%	106.160	2,65%	9,37%
5.000.000	1.572.760	31,46%	1.446.600	28,93%	126.160	2,53%	8,02%
6.000.000	2.027.160	33,79%	1.866.600	31,11%	160.560	2,68%	7,92%
10.000.000	3.867.160	38,67%	3.546.600	35,47%	320.560	3,20%	8,29%

4. personnes mariées avec deux enfants (CLASSE D'IMPOT 2.2)

classe 1	barème actuel		barème proposé		Gain fiscal		
revenu art. 126 L.I.R.	impôt dû	taux d'impôt moyen	impôt dû	taux d'impôt moyen	réduction de l'impôt dû	réduction du taux moyen	réduction en % de l'impôt dû
1.200.000	29.760	2,48%	0	0%	29.760	2,48%	100,00%
1.500.000	102.600	6,84%	59.400	3,96%	43.200	2,88%	42,11%
2.000.000	253.160	12,66%	194.640	9,73%	58.520	2,93%	23,12%
2.500.000	439.600	17,58%	366.320	14,65%	73.280	2,93%	16,67%
3.000.000	656.760	21,89%	570.600	19,02%	86.160	2,87%	13,12%
3.500.000	876.760	25,05%	780.600	22,30%	96.160	2,75%	10,97%
4.000.000	1.096.760	27,42%	990.600	24,77%	106.160	2,65%	9,68%

5.000.000	1.536.760	30,74%	1.410.600	28,21%	126.160	2,53%	8,21%
6.000.000	1.991.160	33,19%	1.830.600	30,51%	160.560	2,68%	8,06%
10.000.000	3.831.160	38,31%	3.510.600	35,11%	320.560	3,20%	8,37%

5. personnes célibataires (âgées de plus de 65 ans) ou veuves (CLASSE D'IMPÔT 1A)

classe 1	barème actuel		barème proposé		Gain fiscal		
revenu art. 126 L.I.R.	impôt dû	taux d'impôt moyen	impôt dû	taux d'impôt moyen	réduction de l'impôt dû	réduction du taux moyen	réduction en % de l'impôt dû
700.000	24.540	3,51%	0	0%	24.540	3,51%	100,00%
800.000	49.780	6,22%	4.200	0,5%	45.580	5,72%	91,56%
1.000.000	113.700	11,37%	58.800	5,88%	54.900	5,49%	48,28%
1.200.000	195.900	16,33%	137.760	11,48%	58.140	4,85%	29,68%
1.500.000	333.756	22,25%	263.760	17,58%	69.996	4,67%	20,97%
2.000.000	563.756	28,19%	473.760	23,69%	89.996	4,50%	15,96%
2.500.000	793.756	31,75%	683.760	27,35%	109.996	4,40%	13,86%
3.000.000	1.023.756	34,13%	893.760	29,79%	129.996	4,34%	12,70%
3.500.000	1.253.756	35,82%	1.103.760	31,54%	149.996	4,28%	11,96%
4.000.000	1.483.756	37,09%	1.313.760	32,84%	169.996	4,25%	11,46%
5.000.000	1.943.756	38,88%	1.733.760	34,68%	209.996	4,20%	10,80%
6.000.000	2.403.756	40,06%	2.153.760	35,90%	249.996	4,16%	10,40%
10.000.000	4.243.756	42,44%	3.833.760	38,34%	409.996	4,10%	9,66%

6. personnes monoparentales avec un enfant dans le ménage (CLASSE D'IMPOT 1A1)

classe 1	barème actuel		barème proposé		Gain fiscal		
revenu art. 126 L.I.R.	impôt dû	taux d'impôt moyen	impôt dû	taux d'impôt moyen	réduction de l'impôt dû	réduction du taux moyen	réduction en % de l'impôt dû
800.000	13.780	1,7%	0	0%	13.780	1,70%	100,00%
1.000.000	77.700	7,77%	22.800	2,28%	54.900	5,49%	70,66%
1.200.000	159.900	13,33%	101.760	8,48%	58.140	4,85%	36,36%
1.500.000	297.756	19,85%	227.760	15,18%	69.996	4,67%	23,51%
2.000.000	527.756	26,39%	437.760	21,89%	89.996	4,50%	17,05%
2.500.000	757.756	30,31%	647.760	25,91%	109.996	4,76%	14,52%
3.000.000	987.756	32,93%	857.760	28,59%	129.996	4,34%	13,16%
3.500.000	1.217.756	34,80%	1.067.760	30,51%	149.996	4,29%	12,32%
4.000.000	1.447.756	36,19%	1.277.760	31,94%	169.996	4,25%	11,74%
5.000.000	1.907.756	38,16%	1.697.760	33,96%	209.996	4,20%	11,01%
6.000.000	2.367.756	39,46%	2.117.760	35,30%	249.996	4,16%	10,56%
10.000.000	4.207.756	42,78%	3.797.760	38,00%	409.996	4,78%	9,74%

7. personnes monoparentales avec deux enfants dans le ménage (Classe d'impôt 1A2)

classe 1	barème actuel		barème proposé		Gain fiscal		
revenu art. 126 L.I.R.	impôt dû	taux d'impôt moyen	impôt dû	taux d'impôt moyen	réduction de l'impôt dû	réduction du taux moyen	réduction en % de l'impôt dû
1.000.000	41.700	4,17%	0	0%	41.700	4,17%	100,00%
1.200.000	123.900	10,33%	65.760	5,48%	58.140	4,85%	46,92%
1.500.000	261.756	17,45%	191.760	12,78%	69.996	4,67%	26,74%
2.000.000	491.756	24,59%	401.760	20,09%	89.996	4,50%	18,30%
2.500.000	721.756	28,87%	611.760	24,47%	109.996	4,40%	15,24%
3.000.000	951.756	31,73%	821.760	27,40%	129.996	4,33%	13,66%
3.500.000	1.181.756	33,76%	1.031.760	29,48%	149.996	4,28%	12,69%
4.000.000	1.411.756	35,29%	1.241.760	31,04%	169.996	4,25%	12,04%
5.000.000	1.871.756	37,44%	1.661.760	33,24%	209.996	4,20%	11,22%
6.000.000	2.331.756	38,86%	2.081.760	34,70%	249.996	4,16%	10,72%
10.000.000	4.171.756	41,71%	3.761.760	37,62%	409.996	4,09%	9,83%

Art. 5.- *Droit d'accise autonome sur certaines huiles minérales*

Cet article propose de reconduire pour l'exercice 2001 les dispositions inscrites à l'article 7 de la loi budgétaire du 24 décembre 1999.

Art. 6.- *Droit d'accise autonome sur les huiles minérales légères et les gasoils destinés à l'alimentation des moteurs des véhicules circulant sur la voie publique*

Le texte de cet article tend à reconduire pour l'exercice 2001 les dispositions inscrites à l'article 8 de la loi budgétaire du 24 décembre 1999.

Art. 7.- *Redevance de contrôle sur le fuel domestique*

Le texte de cet article reconduit pour l'exercice 2001 les dispositions inscrites à l'article 9 de la loi du 24 décembre 1999.

Art. 8.- *Droit d'accise autonome sur les tabacs manufacturés*

L'intitulé et le texte de cet article reconduisent pour l'exercice 2001 les dispositions inscrites à l'article 8 de la loi budgétaire du 24 décembre 2000.

Art. 9.- *Taxe de consommation sur les alcools*

Le texte de cet article reproduit celui de l'article 11 de la loi budgétaire du 24 décembre 1999.

Art. 10.- *Taxe de consommation sur l'électricité*

(1) La taxe de consommation sur l'électricité constitue un impôt sur la consommation spécifique, analogue aux droits d'accise sur les huiles minérales. Dans la mesure où il y a lieu de charger une seule administration fiscale de la perception et du contrôle des droits et taxes "énergie" spécifiques, il est proposé d'attribuer à l'Administration des Douanes et Accises les compétences exclusives en la matière.

(2) Les articles 28 et 30 de la loi du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité remplacent la majoration de la redevance à charge du secteur de l'énergie électrique, instituée par l'article 375 du Code des assurances sociales pour être affectée au financement de l'assurance dépendance, par une taxe « électricité » également à charge du secteur de l'énergie électrique.

Il est proposé de fixer l'entrée en vigueur du nouveau système au 1er janvier 2001, dans la mesure où l'entrée en vigueur de la loi susvisée relative à l'organisation du marché de l'électricité en cours d'année, pose le problème de la fixation de la nouvelle taxe pour l'année 2000.

(3) Cet alinéa de la disposition proposée fixe, en application de l'article 28, alinéa (4) de la loi précitée relative à l'organisation du marché de l'électricité, le taux de la taxe pour l'année 2001.

La taxe en cause poursuit deux objectifs:

- recouvrir la contribution des entreprises au financement de l'assurance dépendance;
- alimenter le budget ordinaire des recettes.

Dans cette fonction elle remplace le système de la redevance de 6% des montants nets payés par le concessionnaire CEGEDEL aux fournisseurs d'énergie électrique, système qui est devenu caduc dans la mesure où les fournitures en provenance de la production indigène d'électricité ne sont pas soumises à la redevance de 6 %, ce qui constitue une infraction à l'article 3.1 de la directive 96/92/CE concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité, qui proscrit toutes les discriminations entre les entreprises du secteur électrique. En outre, les fournitures du réseau SOTEL ne sont pas frappées d'une quelconque redevance, ce qui crée dans un marché libéralisé des distorsions de concurrence entre CEGEDEL, d'une part, et SOTEL, d'autre part.

La recette pour la contribution des entreprises au financement de l'assurance dépendance est estimée à 3,346 mio EURO (soit 135 mio LUF). Ce montant correspond aux estimations de recettes qui ont été établies pour l'exercice 1999. Il y a lieu de noter qu'en raison des baisses tarifaires auprès du fournisseur principal de CEGEDEL – suite à la libéralisation des marchés de l'électricité européens – les recettes effectives n'étaient que de 3.148.247.- EURO (soit 127 mio LUF) pour l'exercice 1999.

L'article 28, paragraphe 1 et l'article 30 de la loi susmentionnée prévoient deux catégories de clients assujetties à la contribution au financement de l'assurance dépendance.

Il est proposé de fixer le niveau de la taxe « électricité » pour les clients finals ayant une consommation annuelle supérieure à cent millions de kWh, donc la catégorie c) à 0,025 cents/kWh consommé (soit environ 1 centime/kWh). Etant donné qu'il s'agit ici d'une clientèle d'industrie à forte intensité de consommation énergétique (il s'agit en fait de six clients), il y a lieu de prévoir une taxation modérée. La proposition s'inspire de la motion de la Chambre des Députés, adoptée en séance publique du 27 mai 1998, invitant le Gouvernement à prévoir l'introduction d'une taxe sur la consommation de l'énergie électrique pour toutes les entreprises comme une source de financement complémentaire de la sécurité sociale, notamment de l'assurance dépendance.

La charge de 0,166 cents/kWh consommé (soit 6,72 centimes/kWh) pour la catégorie b) de consommateurs est légèrement inférieure à la charge actuelle découlant de l'application du système de la redevance de 6 %, qui représente l'équivalent de 0,223 cents/kWh (soit environ 9 centimes/kWh). Environ 200 clients finals sont concernés par cette taxe dont le montant total de recette est estimé à 2.791.611.- EURO (soit 112.613.296.- LUF).

Les clients finals ayant une consommation annuelle inférieure à un million de kWh, donc la catégorie a) contribueront directement au budget ordinaire des recettes. La grande majorité des clients d'énergie électrique est concernée par cette taxe, leur nombre peut être estimé à 200.000 environ. Ils ne représentent toutefois que 30 % de la consommation finale totale du Luxembourg. Il est proposé de maintenir la charge pour ces clients sensiblement au même niveau qu'aujourd'hui. Il en résulte une taxe de 9,5 centimes/kWh soit 0,236 cents/kWh consommé. La recette pour le budget ordinaire s'établit en conséquence à 4.000.000.- EURO soit 161.359.000.- LUF.

(4) Ce dernier de la disposition proposée proroge le principe de l'imputation de cette taxe au budget des recettes et dépenses pour ordre.

Chapitre C - Autres dispositions financières

Art. 11.- *Taxe grevant l'obtention du premier permis de chasse*

La disposition de cet article, qui subordonne au paiement d'une taxe à l'admission aux cours préparatoires et à l'examen d'aptitude pour l'obtention du premier permis de chasse, reproduit sans changement le texte de l'article 12 de la loi budgétaire du 24 décembre 1999.

Chapitre D - Dispositions concernant le budget des dépenses

Art. 12.- *Crédits pour rémunérations et pensions*

Cet article, qui dispose que tous les crédits pour rémunérations (traitements des fonctionnaires, indemnités des employés, salaires des ouvriers) et pensions sont non limitatifs et sans distinction d'exercice, n'a pas subi de changement par rapport à l'article 14 de la loi budgétaire du 24 décembre 1999. La justification de cette disposition est donnée dans les remarques générales qui sont reproduites à la première page du chapitre concernant les dépenses ordinaires.

Art. 13.- *Nouveaux engagements de personnel*

Paragraphes (1) et (2)

Ces deux paragraphes reproduisent les dispositions qui sont inscrites aux paragraphes (1) et (2) de l'article 15 de la loi budgétaire du 24 décembre 1999 et qui ont en principe pour but de réaliser un blocage de l'effectif global du personnel occupé par l'Etat à titre permanent et à tâche complète ou partielle.

Paragraphe (3)

Ce paragraphe reconduit les dispositions spéciales du paragraphe (3) de l'article 15 de la loi budgétaire du 24 décembre 1999 qui déterminent les engagements supplémentaires de personnel au service de l'Etat auxquels le Gouvernement peut procéder par dérogation aux dispositions générales des paragraphes (1) et (2).

Ainsi, le nombre maximum des engagements supplémentaires de personnel visés sous a) est fixé à 191 unités pour l'année 2001.

Le texte proposé sous b) tend à autoriser les engagements de renforcement de personnel enseignant dans les différents ordres d'enseignement postprimaire.

En effet, suivant les articles 15 et 16 de la loi du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire, le ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports propose au Gouvernement en conseil, sur la base du rapport général d'une commission d'experts, un programme de recrutement de personnel pour la période quinquennale à venir. Le Gouvernement en conseil arrête le volume et les échéances du programme de recrutement; les engagements de personnel résultant, chaque année, du programme de recrutement, pour autant qu'ils dépassent le remplacement du personnel quittant le service, sont autorisés par la loi budgétaire. Pour l'année scolaire 2000/2001, le Gouvernement se propose de procéder à 50 engagements de renforcement en matière de personnel enseignant de l'enseignement postprimaire.

En ce qui concerne le texte sous c), on rappellera que depuis l'année 1977 l'administration des contributions a été autorisée chaque année dans le cadre de la loi budgétaire à procéder au remplacement par anticipation de fonctionnaires des carrières du rédacteur et de l'expéditionnaire administratif, ceci dans le but d'atténuer les effets des départs massifs à la retraite.

Le nombre maximum des remplacements anticipés auprès de l'administration des contributions est fixé pour 2001 à 4 unités.

La disposition qui figure sous d) est destinée à tenir compte du fait que pendant la durée de leur formation théorique auprès d'un organisme spécialisé et pendant la période complémentaire de formation pratique sur le lieu de travail au contrôle d'aérodrome, les contrôleurs de la circulation aérienne ne peuvent être intégrés dans les équipes chargées de la surveillance du trafic aérien. A noter que la disposition en question figurait pour la première fois dans la loi budgétaire pour 1988.

La mesure en question a été étendue en 1993 au service des opérations aéronautiques et ce compte tenu de la dotation en personnel, de l'organisation et des besoins en formation du service en question.

Les engagements de renforcement de personnel occupé à titre permanent et à tâche partielle se feront aux termes du texte proposé sous f) dans la limite de 800 hommes-heures/semaine.

Le texte du point g) prévoyant traditionnellement le recrutement de 50 travailleurs handicapés est complété afin de rendre plus efficace la procédure organisant la réaffectation d'agents déclarés inaptes à remplir leurs fonctions par la Commission des pensions, mais qui restent

capables d'occuper un autre poste. La rigidité de la procédure afférente fait qu'à l'heure actuelle ces réaffectations demeurent difficiles et débouchent sur des situations souvent peu satisfaisantes tant pour l'administration - selon les cas l'administration d'origine ou la nouvelle administration d'affectation est contrainte de mettre à disposition un poste - que pour les agents concernés - en cas d'absence d'accord entre administrations concernées sur les modalités de la réaffectation, celle-ci risque de rester en suspens pendant un temps plus ou moins long.

Le point h) prévoit la titularisation de 10 agents occupés actuellement dans divers services de l'Etat sans toutefois disposer d'un statut de droit public.

Le point i) est destiné à redresser une erreur d'interprétation suite à laquelle le point k) figurant à l'alinéa (3) de l'article 15 de la loi budgétaire relative à l'exercice 2000, n'a pris en compte que les intervenants rémunérés sur présentation de déclarations périodiques et n'a pas tenu compte des agents ayant bénéficié dans le passé d'un contrat à durée déterminée.

Or, à cet égard, il échet de rappeler que l'engagement à durée indéterminée des agents en question a fait l'objet d'une décision favorable du Gouvernement en date du 22 octobre 1999.

Paragraphe (4)

Ce paragraphe a pour but de proroger, pour la durée de l'année 2001, les autorisations provisoires de création d'emplois prévues par l'article 15, paragraphe (4) de la loi budgétaire du 24 décembre 1999 ainsi que par les dispositions correspondantes des lois budgétaires antérieures, pour autant que ces autorisations n'ont pas encore été régularisées moyennant la constitution d'une base légale définitive par le vote d'une loi spéciale.

Il est rappelé, en effet, qu'il s'agit en l'occurrence d'emplois qui ne sont pas prévus par une disposition légale, soit que le service public en question n'a pas encore été définitivement organisé, soit que la loi portant organisation du service public ne prévoit pas ces emplois ou ne les prévoit pas en nombre suffisant. Les autorisations conférées par la loi budgétaire n'ont cependant qu'un caractère provisoire et restent donc limitées à la durée d'une année, la création définitive de l'emploi et la régularisation de la situation étant subordonnées au vote d'une loi spéciale (voir à ce sujet l'avis du conseil d'Etat du 20 décembre 1963 concernant le projet de budget pour 1964, document parlementaire n° 990-2).

Paragraphes (5), (6) et (7)

Les paragraphes en question ont trait aux procédures d'autorisation des engagements de personnel au service de l'Etat et de certains services assimilés. Ils reconduisent le dispositif des exercices antérieurs.

Art. 14.- *Recrutement d'employés de nationalité étrangère auprès des administrations de l'Etat*

En vertu de l'article 2 de la loi du 17 mai 2000 concernant l'accès des ressortissants communautaires à la fonction publique luxembourgeoise, la condition de nationalité ne s'applique pas à l'égard des ressortissants des Etats membres de l'Union Européenne qui sont candidats aux emplois dans les secteurs

- de la recherche,
- de l'enseignement,
- de la culture,
- des transports terrestres,
- des postes et télécommunications,
- de distribution de l'eau, du gaz et de l'électricité,

sauf dans les cas où ces emplois comportent une participation, directe ou indirecte, à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'Etat ou des autres personnes morales de droit public.

Le point (1) de l'article sous revue reprend les postes occupés ou susceptibles d'être occupés par des ressortissants communautaires dans les secteurs autres que ceux repris ci-dessus. La libre circulation des travailleurs au sens du droit communautaire ne s'y appliquant pas, il y a en effet lieu de prévoir une dérogation expresse à la condition de nationalité exigée pour l'accès à la fonction publique.

D'autre part, une dérogation expresse à la condition de nationalité s'impose toujours pour l'engagement de ressortissants non communautaires, quel que soit le secteur concerné. La liste des postes qui peuvent ainsi être occupés par des ressortissants de pays tiers est fixée au point (2).

Selon les dispositions du point (3), le statut du personnel non communautaire, engagé en vertu du point (2) de l'article sous revue, est régi par la loi modifiée du 7 juin 1937 portant règlement légal du louage de services des employés privés et par la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

En ce qui concerne le personnel engagé auprès de nos représentations à l'étranger, le Ministère des Affaires étrangères se propose de mettre en place, par voie de règlement grand-ducal, un régime cohérent et harmonisé pour les agents visés, sans préjudice de l'application des dispositions impératives du droit local

respectif. En attendant la mise en place de ce cadre règlementaire, le personnel concerné restera à titre transitoire, comme dans le passé, soumis à la législation du travail du pays d'occupation.

Art. 15.- *Indemnités pour promotion tardive*

Avant l'entrée en vigueur de la loi du 27 juillet 1992 modifiant et complétant, entre autres, la loi du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat, les fonctionnaires de certaines administrations à effectif réduit étaient promus aux grades supérieurs de leur carrière par référence à un collègue de rang égal ou immédiatement inférieur d'une autre administration. Ces fonctionnaires ne bénéficiaient donc d'une promotion qu'à partir du moment où leurs collègues étaient promus suivant les règles et conditions applicables dans cette administration de référence. Ce système supposait un échange d'informations régulier entre les « grandes » et les « petites » administrations. Malheureusement, cet échange n'a pas toujours eu lieu et certains fonctionnaires n'ont bénéficié de promotions légalement dues que plusieurs mois, voire plusieurs années, après la date à laquelle leurs collègues de référence avaient obtenu leur promotion.

Lors de sa séance du 19 mai 1989, le Gouvernement en Conseil décida alors d'allouer une indemnité spéciale aux fonctionnaires qui, pour une raison indépendante de leur volonté, ont obtenu leur promotion à un grade supérieur avec un certain retard seulement. Les conditions et modalités d'application de cette décision furent expliquées en détail dans une circulaire du Ministre de la Fonction publique du 24 mai 1989.

Saisie de la question, la Chambre des Comptes refusa toutefois de liquider les indemnités en question, au motif qu'une telle indemnisation n'était pas prévue par la loi, et en particulier par l'article 23 de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat. La Chambre des Comptes subordonnait donc son accord à la liquidation de telles indemnités à l'inscription du principe de l'indemnisation dans un texte de loi.

Le présent article a précisément pour but de créer la base légale en question.

Art. 16.- *Attribution du produit des amendes et confiscations*

Cet article proroge, pour l'année 2001, la modification apportée par l'article 19 de la loi budgétaire du 23 décembre 1975 à la loi du 22 décembre 1923 portant modification de la loi du 4 décembre 1860 relative à l'attribution du produit des amendes et des confiscations en matière répressive.

A noter que cette participation financière au produit des amendes s'ajoute aux 75 % du produit des avertissements taxés revenant au secteur communal au titre du paragraphe 3 de l'article 1er de la loi du 05.06.1998 modifiant notamment la réglementation de la circulation routière.

Art. 17.- *Dispositions concernant les frais de fonctionnement des institutions de sécurité sociale*

Cet article, qui réglemente certaines questions relatives à la gestion des crédits pour frais de fonctionnement des institutions de sécurité sociale, reproduit le texte de l'article 20 de la loi budgétaire du 24 décembre 1999, premier alinéa.

Chapitre E - Dispositions sur la comptabilité de l'Etat

Art. 18.- *Indemnités pour pertes de caisse*

Le texte de cet article, qui autorise le Ministre du Trésor et du Budget à accorder dans la limite des crédits budgétaires des indemnités forfaitaires pour pertes de caisse aux comptables de l'Etat, n'est pas changé par rapport au texte correspondant de l'article 21 de la loi budgétaire du 24 décembre 1999.

Art. 19.- *Mode de paiement de certaines indemnités spéciales*

Cet article reconduit les dispositions de l'article 22 de la loi budgétaire de 2000.

Art. 20.- *Avances: marchés à caractère militaire*

Aux termes de l'avant-dernier alinéa de l'article 38 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat, la somme globale des avances, stipulées dans un même contrat de travaux, de fournitures et de services, ne peut en aucun cas excéder 40% du montant estimé du marché. L'application de cette limite aux travaux, fournitures et services à caractère militaire a cependant dû être suspendue pour les exercices antérieurs.

Comme les circonstances particulières qui ont justifié l'introduction de cette disposition dérogatoire n'ont pas changé entre-temps, elle doit une nouvelle fois être prorogée pour l'exercice 2001.

Art. 21.- *Marchés publics: décompte final*

Cet article reconduit l'article 24 de la loi budgétaire du 24 décembre 1999, en adaptant toutefois le seuil à partir duquel cette disposition devient applicable.

L'article 80 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat a en effet porté de 124,0 millions de francs à 7,5 millions euros le coût total à partir du duquel le vote d'une loi d'autorisation préalable s'impose en cas de réalisation au profit de l'Etat d'un projet d'infrastructure ou d'un projet de construction d'un bâtiment.

Conformément à la ligne de conduite adoptée, dans le passé, en la matière, il convient donc de porter le seuil inscrit au présent article également de 124,0 millions de francs à 7,5 millions euros.

Art. 22.- *Recettes et dépenses pour ordre: droits de douane*

Cet article a pour objet de proroger, pour l'exercice 2001, la disposition introduite par l'article 14 de la loi budgétaire du 23 décembre 1978. Cette disposition tend à assouplir les règles de l'article 43 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat afin de permettre, dans le cadre du budget des recettes et des dépenses pour ordre, les opérations de comptabilité relatives aux droits de douane constituant des ressources propres aux communautés européennes.

A noter que la disposition en cause a également été reconduite pour l'exercice 2000 par l'article 26 de la loi budgétaire du 24 décembre 1999.

Art. 23.- *Recettes et dépenses pour ordre: rémunération de personnel pour le compte d'autorités militaires alliées*

Tout comme pour l'exercice 2000, cet article tend à renouveler, pour l'exercice 2001, la disposition spéciale introduite par l'article 23 de la loi budgétaire du 22 décembre 1979 et permettant de régler, par le truchement du budget des recettes et des dépenses pour ordre, les frais de rémunération de personnel civil pour compte d'autorités militaires alliées.

Art. 24.- *Recettes et dépenses pour ordre: stockage public de produits agricoles*

Cet article entend renouveler, pour l'exercice 2001, la disposition introduite par l'article 15 de la loi budgétaire du 23 décembre 1972 et modifiée par la loi budgétaire du 23 décembre 1975. Cette disposition permet de réaliser, par l'intermédiaire du budget des recettes et des dépenses pour ordre, la majeure partie des opérations financières qui sont susceptibles d'être effectuées par les organismes d'intervention de notre pays dans le cadre du stockage public de produits agricoles pour le compte des communautés européennes.

Art. 25.- *Recettes et dépenses pour ordre: régularisation des marchés agricoles et restitutions à l'exportation vers les pays tiers*

Cet article proroge pour l'exercice 2001 la disposition prévue à l'article 29 de la loi budgétaire du 24 décembre 1999.

Art. 26.- *Recettes et dépenses pour ordre: intervention financière des fonds structurels, interventions financières diverses de l'Union européenne*

A. Le règlement (CEE) no 2052/88 du Conseil du 24 juin 1988 concernant les missions des Fonds à finalité structurelle, leur efficacité, ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque Européenne d'Investissement et des autres instruments financiers existants a précisé et rationalisé les missions des fonds structurels communautaires. Ces interventions ne se font plus directement aux bénéficiaires, mais sont octroyées par l'intermédiaire des autorités compétentes à désigner par les Etats membres.

Cette disposition permet de rendre, par l'intermédiaire du budget des recettes et dépenses pour ordre, les interventions des fonds structurels au Luxembourg plus transparentes.

B. Il est également prévu de faire percevoir par la Trésorerie de l'Etat les fonds versés par l'Union européenne dans le cadre du système communautaire d'information sur les accidents dans lesquels sont impliqués des produits de consommation, ainsi que les fonds pour la réalisation de projets dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail. En conséquence, les dépenses afférentes sont à liquider à charge du budget des dépenses pour ordre, ce qui garantira en outre un contrôle des opérations en cause par la Cour des Comptes.

Art. 27.- *Recettes et dépenses pour ordre: produit de la contribution sociale prélevée sur les carburants*

D'après l'article 13 de la loi du 17 juin 1994, fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises, la contribution sociale prélevée sur les carburants est destinée au financement des dépenses du fonds pour l'emploi. Aux termes de la loi, cette contribution sociale est dès lors à considérer comme une recette directement affectable à ce fonds spécial. Le gouvernement estime cependant approprié de comptabiliser la recette afférente et son versement au fonds pour l'emploi dans les chiffres budgétaires. A cette fin il est proposé d'imputer les

opérations en cause au budget des recettes et des dépenses pour ordre.

Art. 28.- *Recettes et dépenses pour ordre: rémunérations des agents publics*

1) du Centre hospitalier neuropsychiatrique et
2) des deux établissements publics dénommés "Centres, Foyers et Services pour personnes âgées" et "Centres de gériatrie"

A. Aux termes de l'article 17, paragraphe (3) de la loi du 17 avril 2000 portant création d'un établissement public dénommé « Centre hospitalier neuropsychiatrique », l'établissement rembourse à l'Etat les traitements, indemnités, salaires et charges patronales des agents publics en service à l'entrée en vigueur de la loi susvisée, qui peuvent opter pour le maintien de leur statut, alors que les agents engagés après cette date bénéficient d'un contrat de louage de service de droit privé.

La disposition en question reflète donc le principe que la charge des rémunérations des agents du Centre gardant leur statut public incombe au Centre, et non à l'Etat, à l'instar de la charge des rémunérations du personnel sous contrat privé, ce alors même que pour des raisons pratiques le calcul des carrières et le paiement des rémunérations des agents publics continuera comme par le passé à être effectué par les services compétents de l'Etat.

La disposition proposée est donc à rapprocher :

- de celle prévue à l'article 26, paragraphe (2) de la loi du 10 août 1992 portant création de l'Entreprise des Postes et télécommunications, disposition aux termes de laquelle « le versement des pensions aux agents de l'ancienne Administration des Postes et télécommunications ou de l'actuelle Entreprise des Postes et télécommunications est effectué par l'Etat et imputé au budget des recettes et des dépenses pour ordre »

ainsi que

- de celle prévue à l'article 30 de la loi budgétaire pour 2000, aux termes de laquelle, « au cours de 2000, les dépenses pour ordre concernant le versement des pensions au personnel de l'Entreprise publique des Postes et télécommunications peuvent dépasser temporairement le montant des recettes correspondantes. »

Ainsi qu'il résulte du commentaire de ce dernier article, cette disposition a pour objet d'éviter qu'un retard accidentel concernant le versement de la participation notamment de l'Entreprise des Postes et télécommunications ait pour effet de perturber la liquidation des pensions aux agents concernés.

Dans le cas du Centre hospitalier neuro-psychiatrique, la loi prévoit expressément un remboursement par ce dernier des rémunérations avancées, sans toutefois en préciser les délais et autres modalités.

La disposition proposée permet en conséquence un certain décalage entre les remboursements de la part du Centre et les frais avancés par l'Etat, tout en impliquant qu'à la clôture de l'exercice la totalité des sommes avancées au cours de l'exercice écoulé soient remboursées.

B. Par analogie avec la loi du 17 avril 2000 portant création d'un établissement public dénommé "Centre hospitalier neuropsychiatrique", la loi du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées et 2) Centres de gériatrie) prévoit également la reprise des agents ayant bénéficié d'un statut de fonctionnaire, respectivement d'employés ou d'ouvriers de l'Etat.

La loi du 23 décembre 1998 a aligné les modalités de paiement des rémunérations et charges sociales de ces agents publics sur celles retenues dans la loi précitée créant le Centre hospitalier neuro-psychiatrique et rappelées sous A. ci-dessus.

En conséquence, cet article prévoit les mêmes modalités pour ce qui est de la traduction budgétaire de l'approche proposée.

<u>Chapitre F</u> - Disposition concernant des mesures d'intervention économiques et sociales

Art. 29.- *Prorogation de dispositions destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi*

L'important dispositif légal de lutte contre le chômage et de promotion de l'emploi, instauré depuis 1977 et étant venu à expiration le 31 décembre 1985 (pour autant qu'il n'a pas déjà fait l'objet d'une prorogation au titre de la loi du 1er juillet 1983 concernant diverses mesures de nature à favoriser la restructuration et la modernisation de la sidérurgie), est prorogé d'un an.

Cette prorogation est destinée à prévenir un éventuel vide juridique au cas où les mesures complémentaires ou les modifications que la législation actuelle requiert ne pourraient entrer en vigueur qu'après le 1er janvier 2001.

Chapitre G - Dispositions concernant les finances communales

Art. 30.- *Fonds communal de dotation financière. Dotation et répartition pour l'année 2001*

La dotation financière pour l'année 2001 du secteur communal par le biais dudit fonds est définie par un montant forfaitaire fixe adapté pour l'année 2001 ainsi que par 3 quotes-parts de 18, 10 et 20 pour cent du produit des 3 impôts de l'Etat à savoir:

- l'impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette et l'impôt retenu sur les traitements et salaires;
- la taxe sur la valeur ajoutée;
- la taxe sur les véhicules automoteurs.

La dotation globale revenant aux communes reste soumise au rendement effectif des 3 impôts.

Par ailleurs, les montants alloués aux communes par préciput sur la répartition de la dotation sont convertis en euros, en étant arrondis comme suit:

- montant de 4 millions de francs alloué à chaque commune: 99.157 euros
- montant de 750.000 francs alloué aux communes pour chaque conseiller communal dépassant le nombre de 7: 18.592 euros.

Art. 31.- *Fonds communal de péréquation conjoncturale*

Cet article reconduit pour l'année 2001 les dispositions qui figurent à l'article 36 de la loi budgétaire du 24 décembre 1999.

Les années de référence 2001 et 1999 sont substituées à celles de 2000 et 1998 (paragraphes (1) et (3)).

La date du 31 décembre 1999 est remplacée par celle du 31 décembre 2000 (paragraphe (2)).

Art. 32.- *Infrastructures pour l'éducation précoce*

En vue de la réalisation des infrastructures nécessaires au fonctionnement de l'éducation précoce, le Gouvernement prévoit, dans la phase d'instauration facultative du nouveau type d'enseignement, d'allouer aux communes une aide incitative de 50 % dans l'intérêt de la réalisation de nouvelles salles de classe pour l'accueil des enfants.

Les aides sont allouées dans le cadre d'un programme d'investissement à établir par chaque commune en fonction de ses besoins respectifs.

A partir de 2004, quand l'éducation précoce deviendra obligatoire, les projets d'investissements seront subventionnés dans le cadre des aides financières normales de l'enseignement préscolaire au taux variable de 0 à 40 % selon la situation financière des communes respectives.

Chapitre H - Dispositions concernant les fonds d'investissements

Art. 33.- *Dispositions concernant les fonds d'investissements publics. - Projets de construction*

L'article 31 reconduit pour un exercice la disposition introduite dans la loi budgétaire de 1991 et reconduite au cours des exercices suivants.

Cette disposition autorise le Gouvernement à imputer à charge des crédits des fonds d'investissements publics les dépenses relatives à la construction, la transformation ou la rénovation d'immeubles dont le coût est inférieur à 7,5 millions euros.

Art. 34.- *Disposition concernant les fonds d'investissements publics. - Frais d'études*

Comme les frais d'études sont considérés comme faisant partie intégrante du coût d'investissement des projets de construction, il va de soi d'imputer ces dépenses à charge des crédits des fonds d'investissements publics concernés.

Depuis toujours les honoraires d'architectes et d'ingénieurs ont été imputés sur les fonds à partir du moment où les projets de construction étaient autorisés par une loi spéciale. Avant le vote de la loi d'autorisation, les frais d'études pour les phases "avant-projet sommaire", "avant-projet détaillé", "dossier d'autorisation" et "dossier projet de loi" étaient traditionnellement pris en charge par des crédits budgétaires appropriés.

Compte tenu du nombre accru de projets à réaliser au cours des exercices à venir, les dépenses en question augmenteront sensiblement et comme il est par ailleurs difficile d'appréhender le montant exact de ces dépenses dans le cadre des crédits budgétaires, il est préférable d'imputer ces dépenses dès le départ sur les avoirs des fonds d'investissements.

Art. 35.- *Fonds pour la loi de garantie*

"Actuellement les loyers payés au titre de l'occupation d'immeubles sis au plateau du Kirchberg et réalisés sur base de la loi du 13 avril 1970, dite "loi de

garantie", sont encaissés par le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg qui assure au moyen de ces ressources le paiement des annuités stipulées dans les contrats de location-vente respectifs. Ces opérations sont comptabilisées hors bilan par le Fonds du Kirchberg et sont imputées sur des comptes bancaires réservés exclusivement à ces opérations.

Pour les besoins de la transparence de la gestion de ces opérations il y a lieu de les réintégrer dans la comptabilité de l'Etat. A noter à ce propos, qu'antérieurement à la création du fonds spécial dénommé "Fonds pour la loi de garantie", la décision de confier à l'établissement public du Fonds du Kirchberg le soin d'assurer les opérations précitées avait été motivée par le souci de ne pas grever inutilement le budget de l'Etat tant en recettes qu'en dépenses par des opérations immobilières dont la finalité prévisible est le transfert de la propriété au profit des institutions européennes. Les immeubles concernés sont:

- annexes du Palais de la Cour de Justice des C.E.;
- immeuble Konrad Adenauer;
- Centre polyvalent de l'Enfance.

Art. 36.- *Dispositions concernant les fonds d'investissements hospitaliers – Imputation des avoirs sur comptes bloqués*

La présente disposition reconduit la disposition analogue prévue dans la loi budgétaire pour 2000.

Art. 37.- *Dispositions concernant les fonds d'investissements publics. – Fonds pour la protection de l'environnement*

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement, telle qu'elle a été amendée par la loi budgétaire pour l'exercice 2000.

L'article 2 de la loi énumère les différents domaines pour lesquels les investissements afférents sont susceptibles de bénéficier d'une aide au titre de la loi. Il y a lieu de relever dans ce contexte que le point a) « protection et assainissement des eaux » a été abrogé par la loi budgétaire pour l'exercice 2000 (article 42), il relève du fonds pour la gestion de l'eau tel qu'il a été créé par cette même loi.

L'objet de la modification apportée à l'article 2 est la prise en compte et l'intégration des aspects énergétiques du point de vue environnemental. Le Luxembourg s'est engagé dans le cadre du Protocole de Kyoto à une réduction des émissions de CO2 de 28%. ; ceci nécessite des efforts domestiques accrus notamment au niveau des économies d'énergie et de la production d'énergie à partir des sources renouvelables. Conformément à l'arrêté grand-ducal du 11 août 1999 portant constitution des ministères, le département de l'environnement a dans ses attributions la promotion des économies d'énergie, des énergies nouvelles et renouvelables. A titre de rappel, le ministère de l'Economie a – conformément audit arrêté – des attributions en matière d'énergies renouvelables, de technologies nouvelles et d'utilisation rationnelle de l'énergie. A ce sujet, il y a lieu d'attirer tout particulièrement l'attention sur le régime d'aides destiné à encourager les initiatives et mesures prises par les administrations communales en faveur de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies nouvelles et renouvelables, lequel a été institué sous forme de programme d'actions par le règlement grand-ducal du 11 août 1996 et dont la période de validité expire le 31 décembre 2000. Le Gouvernement a décidé de ne pas prolonger en tant que tel le programme d'actions, mais de le transférer dans le cadre du fonds pour la protection de l'environnement et ceci en vue d'éviter un double emploi dans l'octroi d'aides budgétaires ayant le même objet et la même finalité.

L'article 4 de la loi a trait aux projets éligibles et aux taux d'intervention du fonds. Il y a lieu de relever dans ce contexte que le point c) relatif à l'épuration des eaux usées a été abrogé par la loi budgétaire pour l'exercice 2000 (article 42), il relève du fonds pour la gestion de l'eau tel qu'il a créé par cette même loi.

Une modification est apportée à l'article 4, point h), lequel prévoit que l'aide peut être portée au maximum jusqu'à 50 % du coût d'investissement dans des travaux d'infrastructure et frais connexes pour d'autres projets dans les différents domaines énumérés à l'article 2. L'adaptation du point 2) reflète la modification apportée à l'article 2. pour ce qui est de la prise en compte et de l'intégration des aspects énergétiques du point de vue environnemental.

Art. 38.- *Dispositions concernant les fonds d'investissements publics. - Fonds pour la protection de l'environnement - Fonds pour la gestion de l'eau*

Le projet de loi sur l'affectation des plus-values provenant de l'exercice 1999 prévoit une dotation supplémentaire du fonds pour la gestion de l'eau de 500.000.000 francs.

Or, pour des raisons de technique budgétaire, l'alimentation de ce fonds ne peut pas se faire directement au cours de l'exercice 1999.

Comme la dotation supplémentaire est destinée au financement des projets d'assainissement de l'eau et que les dépenses en question étaient à charge du Fonds pour la protection de l'environnement jusqu'en 1999, la dotation supplémentaire y est affectée. Suite à la création du Fonds pour la gestion de l'eau, la dotation supplémentaire en

question est réallouée à partir du Fonds pour la protection de l'environnement au Fonds pour la gestion de l'eau.

Chapitre I - Dispositions diverses

Art. 39.- *Acquisition, aménagement et construction de logements locatifs pour travailleurs étrangers seuls par des employeurs-bailleurs*

Comme il est dans les intentions du Ministre des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement d'encourager davantage l'initiative des associations œuvrant dans le domaine du logement, il est prévu de persévérer dans la politique engagée en aidant les a.s.b.l. prêtes à réaménager des logements pour les personnes prises en charge par elles.

Il s'agit de maisons anciennes qui feront l'objet d'une rénovation de la part des associations, moyennant des aides financières de l'Etat permettant audites associations de se procurer le matériel nécessaire et de faire appel aux corps de métier indispensables pour la rénovation des logements en question.

Cette initiative visait dans le passé les seuls bâtiments appartenant à l'Etat et mis à la disposition des associations en question. Or, ce stock étant épuisé, l'initiative a été étendue également aux anciennes bâtisses pouvant être acquises à bon marché.

Etant donné qu'il y a également lieu de stimuler l'initiative des employeurs à acquérir, à aménager et/ou à construire des logements locatifs pour leurs travailleurs étrangers seuls, il est prévu de persévérer dans la politique consistant à accorder des aides aux employeurs-bailleurs pour les frais engagés par ceux-ci à la fin susvisée. Le terme d'«employeur-bailleur» est à utiliser au sens large. Le cercle des bénéficiaires de la mesure budgétaire en question englobe notamment les entreprises du secteur du bâtiment et du secteur de l'hôtellerie.

Art. 40.- *Octroi d'aides au logement aux particuliers par les communes*

Bon nombre de communes accordent des aides individuelles au logement aux ménages résidant sur leur territoire. Il s'agit en principe d'aides en capital soumises à peu près aux mêmes conditions d'octroi que les aides étatiques au logement accordées en exécution des dispositions de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Les règlements communaux y relatifs prévoient ainsi la restitution totale ou partielle de ces aides en cas de non-observation de ces conditions. Or, trop souvent, les ménages défaillants ne donnent aucune suite à l'ordre de restitution. Afin de garantir aux communes la restitution de ces montants, il y a lieu de prévoir l'inscription d'une hypothèque sur les logements aidés en ajoutant un nouveau article à la ladite loi.

Art. 41.- *Frais d'experts en matière de contrôle de la mise au point et de l'exécution des projets d'investissements hospitaliers subventionnés à charge du fonds spécial des investissements hospitaliers*

(1) Dans son avis relatif à la loi du 21 juin 2000 autorisant l'Etat à participer au financement des grands projets hospitaliers, le Conseil d'Etat a estimé que les honoraires des experts commis par l'Etat pour examiner les projets et contrôler leur exécution devraient être pris en charge par le budget ordinaire de l'Etat, sauf disposition expresse prévue par la loi.

En considération du fait que les contrôles en cause s'imposent notamment dans la mesure où les établissements hospitaliers maîtres d'ouvrage des projets d'investissements bénéficient d'un financement intégral de leurs projets par l'Etat et par l'assurance maladie ainsi qu'en vertu du principe général que les frais de contrôle sont à charge du contrôlé, les honoraires échus jusqu'à présent ont été imputés, sur décision prise par le Gouvernement dans le cadre de la mise au point des amendements au projet de budget pour 1996, sur l'enveloppe d'investissement. Aussi ont-ils été subventionnés à ce titre par l'Etat à charge des crédits inscrits au budget extraordinaire dont le relais sera pris à l'avenir par le fonds spécial des investissements hospitaliers.

La part non subventionnée constitue une dépense d'investissement opposable à l'assurance maladie, pour le compte et au profit de laquelle les contrôles sont également effectués.

La disposition proposée vise donc à tenir compte de l'avis précité du Conseil d'Etat, tout en respectant les principes énoncés ci-dessus.

(2) En considération de l'argument invoqué par les hôpitaux suivant lequel les plafonds d'intervention de l'Etat fixés initialement, lors de la mise sur pied du programme de modernisation hospitalier au début des années 1990, ne tenaient pas compte des honoraires d'experts, il est encore proposé que la participation de l'Etat aux frais d'experts en cause, d'un montant peu élevé relativement à celui des projets (moins de 1 % en règle générale) – puisse s'ajouter, en cas de besoin, aux plafonds d'intervention fixés par la loi précitée du 21 juin 2000.

PROJET DE LOI

concernant

le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2001

Chapitre A - Arrêté du budget

Art. 1er - *Arrêté du budget*

Le budget de l'Etat pour l'exercice 2001 est arrêté:

En recettes à la somme de.....			euros	5.429.832.825
soit:				
recettes courantes.....	euros	5.395.941.871		
recettes en capital.....	euros	33.890.954		
	euros	5.429.832.825		
En dépenses à la somme de			euros	5.425.435.263
soit:				
dépenses courantes	euros	4.611.606.239		
dépenses en capital	euros	813.829.024		
	euros	5.425.435.263		

Le tout conformément aux tableaux annexés.

Chapitre B – Dispositions fiscales

Art. 2.- *Prorogation des lois établissant les impôts*

Les impôts directs et indirects existants au 31 décembre 2000 sont recouvrés pendant l'exercice 2001 d'après les lois et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception, sous réserve des dispositions des articles 3 à 10 ci-après.

Art. 3.- *Impôt sur le revenu : Tarif*

Les articles 118, 120, 120bis et 121 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 118.- L'impôt sur le revenu est déterminé en fonction du revenu imposable ajusté au sens de l'article 126, conformément aux dispositions des articles 119 à 122 et 124 sur la base du tarif suivant:

0%	pour la tranche de revenu inférieure à	390.000	francs		
14%	pour la tranche de revenu comprise entre	390.000	-	459.000	francs
16%	pour la tranche de revenu comprise entre	459.000	-	528.000	francs
18%	pour la tranche de revenu comprise entre	528.000	-	597.000	francs

20%	pour la tranche de revenu comprise entre	597.000	-	666.000	francs
22%	pour la tranche de revenu comprise entre	666.000	-	735.000	francs
24%	pour la tranche de revenu comprise entre	735.000	-	804.000	francs
26%	pour la tranche de revenu comprise entre	804.000	-	873.000	francs
28%	pour la tranche de revenu comprise entre	873.000	-	942.000	francs
30%	pour la tranche de revenu comprise entre	942.000	-	1.011.000	francs
32%	pour la tranche de revenu comprise entre	1.011.000	-	1.080.000	francs
34%	pour la tranche de revenu comprise entre	1.080.000	-	1.149.000	francs
36%	pour la tranche de revenu comprise entre	1.149.000	-	1.218.000	francs
38%	pour la tranche de revenu comprise entre	1.218.000	-	1.287.000	francs
40%	pour la tranche de revenu comprise entre	1.287.000	-	1.356.000	francs
42%	pour la tranche de revenu dépassant	1.356.000	francs		

Art. 120.- L'impôt à charge des contribuables de la classe 1 est déterminé par application du tarif de l'article 118 au revenu imposable ajusté.

Art. 120bis.- L'impôt à charge des contribuables de la classe 1a est déterminé par application du tarif au revenu imposable ajusté réduit de la moitié de son complément à 1.560.000 francs, sous réserve que le taux d'accroissement maximal ne puisse dépasser 42%.

Art. 121.- L'impôt à charge des contribuables de la classe 2 correspond au double de la cote qui, par application du tarif prévu à l'article 118, correspond à la moitié du revenu imposable ajusté ».

Art. 4.- ***Impôt sur le revenu : Revenus extraordinaires***

A l'article 131, alinéa 1er, lettre b) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, le taux de 27,6 pour cent est ramené à 25,2 pour cent.

Art. 5.- ***Droit d'accise autonome sur certaines huiles minérales***

(1) Les gaz de pétrole liquéfiés et le méthane utilisés comme carburant, qui sont mis à la consommation dans le pays, sont soumis à un droit d'accise autonome fixé à 4.100 francs par 1.000 kg.

(2) Sont applicables au droit d'accise autonome les dispositions légales et réglementaires relatives au droit d'accise sur les huiles minérales.

Art. 6.- ***Droit d'accise autonome sur les huiles minérales légères et les gasoils destinés à l'alimentation des moteurs de véhicules circulant sur la voie publique***

(1) Les huiles minérales ci-après utilisées comme carburant, qui sont mises à la consommation dans le pays, sont soumises à un droit d'accise autonome ne pouvant dépasser les taux suivants par 1.000 litres à la température de 15° C:

a) essence au plomb	2.460 francs
b) essence sans plomb	2.360 francs
c) gasoil	2.500 francs

(2) Les conditions d'application de la présente sont arrêtées par voie de règlement grand-ducal.

(3) Sont applicables au droit d'accise autonome les dispositions légales et réglementaires relatives au droit d'accise sur les huiles minérales.

Art. 7.- ***Redevance de contrôle sur le fuel domestique***

(1) Le fuel domestique utilisé comme combustible, qui est mis à la consommation dans le pays, est soumis à une redevance de contrôle de 210 francs par 1.000 litres à 15° C.

(2) Sont applicables à la redevance de contrôle les dispositions légales et réglementaires relatives au droit d'accise sur les huiles minérales.

Art. 8.- ***Droit d'accise autonome sur les tabacs manufacturés***

(1) Les cigarettes, qui sont mises à la consommation dans le pays, sont passibles d'un droit d'accise autonome, d'après un barème établi par le Ministre des Finances, se composant:

a) d'une part ad valorem ne pouvant pas dépasser 10 % du prix de vente au détail;

b) d'une part spécifique qui, ensemble avec le droit d'accise spécifique commun, doit représenter entre 5 et 55 % du poids fiscal total et ne pas dépasser 0,150 franc par pièce.

(2) Les conditions d'application des dispositions reprises sous (1) seront arrêtées par voie de règlement grand-ducal.

(3) Le total du droit d'accise commun, du droit d'accise autonome et de la taxe sur la valeur ajoutée ne peut en aucun cas être inférieur aux neuf dixièmes du montant cumulé des mêmes impôts appliqués aux cigarettes appartenant à la catégorie la plus vendue.

Il est toutefois dérogé à cette règle en ce qui concerne les cigarettes que le fabricant cède aux membres de son personnel aux conditions fixées par règlement grand-ducal.

(4) Sont applicables au droit d'accise autonome les dispositions légales et réglementaires relatives au droit d'accise sur les tabacs manufacturés.

Art. 9.- ***Taxe de consommation sur les alcools***

1) L'alcool éthylique est soumis au Grand-Duché à une taxe de consommation.

Le montant de la taxe de consommation de l'alcool éthylique est fixé à 33.000.- francs par hectolitre d'alcool à 100% vol.

Un règlement grand-ducal pourra fixer des taux réduits sur les alcools et eaux-de-vie fabriqués par les distilleries qui sont juridiquement et économiquement indépendantes et qui ne produisent pas plus de 20 hl d'alcool pur par an. Les taux réduits ne peuvent pas être inférieurs de plus de 50% au taux normal.

2) La taxe de consommation est due:

a) en cas de régime suspensif lors de la mise en consommation;
b) en cas de libre circulation lors de l'importation.

Elle sera perçue sur la base d'une déclaration écrite accompagnée du document prévu pour la circulation intra-communautaire de produits soumis à accises.

Dans les distilleries imposées par voie de forfait la taxe est due dès que la déclaration de travail est faite.

3) Est exempt de la taxe de consommation l'alcool éthylique exporté.

Sont exemptés de la taxe de consommation les alcools et eaux-de-vie pour lesquels décharge du droit d'accise est accordée.

Dans ces cas la taxe de consommation sera remboursée s'il est justifié par les intéressés que la taxe de consommation a réellement été perçue par l'Etat grand-ducal.

4) Quant aux modalités de perception et de recouvrement ainsi que pour les infractions, la taxe de consommation est assimilée en tous points au droit d'accise. La taxe de consommation est perçue simultanément avec le droit d'accise chaque fois qu'il y a lieu.

Toute omission de déclaration, toute déclaration incomplète ou inexacte et toute manœuvre ayant pour but d'éluder la taxe de consommation seront punies

a) conformément aux articles 32 à 57 de la loi du 27 juillet 1925 en ce qui concerne l'alcool indigène;

b) conformément aux articles 27 à 31 du règlement ministériel du 30 avril 1998 portant publication de la loi belge du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées, en ce qui concerne l'alcool étranger.

Les amendes porteront sur les droits d'accise et de consommation cumulés, même si le droit d'accise a été acquitté.

Art. 10.- ***Taxe de consommation sur l'électricité***

(1) La loi du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité est modifiée comme suit:

Aux paragraphes 5 et 7 de l'article 28, les mots "Administration de l'Enregistrement et des Domaines" sont remplacés par les mots "Administration des Douanes et Accises".

(2) L'entrée en vigueur des articles 28 et 30 de la loi du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité est fixée au 1er janvier 2001.

(3) Pour l'année 2001, le taux de la taxe "électricité" est fixé comme suit:

a) Le taux de la taxe "électricité" pour la catégorie a) de consommateurs prévue à l'article 28, paragraphe 1 de la loi du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité est fixé à 0,236 cents par kWh consommé.

b) Le taux de la taxe électricité pour la catégorie b) de consommateurs prévue à l'article 28, paragraphe 1 de la loi du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité est fixé à 0,166 cents par kWh consommé.

c) Le taux de la taxe électricité pour la catégorie c) de consommateurs prévue à l'article 28, paragraphe 1 de la loi du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité est fixé à 0,025 cents par kWh consommé.

(4) Le produit de la taxe "électricité" à charge du secteur de l'énergie électrique affectée au financement de l'assurance dépendance en application de l'article 375 du Code des assurances sociales est imputé au budget des recettes et dépenses pour ordre.

<u>Chapitre C</u> – Autres dispositions financières

Art. 11.- ***Taxe grevant l'obtention du premier permis de chasse***

L'admission aux cours préparatoires et à l'examen d'aptitude pour l'obtention du premier permis de chasse est subordonnée au cours de l'année 2001 au paiement d'une taxe de 4.000 francs.

Chapitre D – Dispositions concernant le budget des dépenses

Art. 12.- *Crédits pour rémunérations et pensions*

Les crédits pour traitements, indemnités, salaires et pensions sont non limitatifs et sans distinction d'exercice.

Art. 13.- *Nouveaux engagements de personnel*

(1) Au cours de l'année 2001, il n'est procédé à aucun engagement de personnel au service de l'Etat, sauf en cas de nécessité établie et s'il s'agit du remplacement du titulaire d'un emploi vacant.

(2) Pour l'application de cette disposition, l'effectif total du personnel comprend:

a) les fonctionnaires, les employés et les ouvriers occupés à titre permanent et à tâche complète au service de l'Etat à la date du 31 décembre 2000;

b) les employés et ouvriers occupés à tâche partielle dans la limite des effectifs en hommes-heures/an au 31 décembre 2000.

Sont comprises dans l'effectif total les vacances d'emploi qui se sont produites avant le 1er janvier 2001 et qui n'ont pas pu être pourvues de titulaires à cette date.

En cas de nécessité de service dûment constatée au terme de la procédure décrite ci-dessous au paragraphe (5), alinéa 2, des transferts d'emplois entre administrations et entre carrières peuvent être opérés.

Dans les mêmes conditions deux tâches partielles, dont la somme est égale ou supérieure à 40 heures par semaine, et qui trouvent leur origine dans les dispositions du point b) du présent paragraphe respectivement du point f) du paragraphe (3) ci-dessous, peuvent être converties en une tâche complète à condition que les titulaires des tâches partielles relèvent du même régime (ouvriers, employés) et de la même carrière (inférieure, moyenne, supérieure).

(3) Par dérogation aux deux paragraphes qui précèdent, le Gouvernement est autorisé à procéder au cours de l'année 2001:

a) à des engagements de renforcement de personnel occupé à titre permanent et à tâche complète dans les différents services de l'Etat, dont le nombre ne peut toutefois pas dépasser de plus de 191 unités l'effectif total tel qu'il est défini au paragraphe (2) a);

b) à des engagements de renforcement de personnel enseignant dans les différents ordres d'enseignement postprimaire, dont le nombre ne peut toutefois pas dépasser 50 unités;

c) aux engagements de personnel à l'administration des contributions qui sont reconnus nécessaires pour l'occupation anticipée d'emplois non vacants au 1er janvier 2001, mais dont les titulaires seront mis à la retraite pour cause de limite d'âge avant une date de référence qui est fixée en fonction de l'âge moyen des mises en retraite qui se sont produites à cette administration au cours de la période allant du 1er janvier 1985 au 31 décembre 1998, sans que la durée moyenne de l'occupation anticipée ainsi calculée puisse être supérieure à six ans. Toutefois, pendant l'année 2001, les nouveaux engagements de personnel ne peuvent pas dépasser 4 unités au total;

d) aux engagements de personnel pour les besoins du service de contrôle de la circulation aérienne et du service des opérations aéronautiques à l'administration de l'aéroport reconnus nécessaires pour l'occupation anticipée d'emplois non vacants dans les carrières du technicien diplômé et de l'ingénieur technicien, sans que la durée de l'occupation anticipée ne puisse être supérieure à un an;

e) au remplacement à titre définitif des agents de l'Etat bénéficiant du régime de la préretraite. Lorsque le remplaçant est recruté en vue de son admission ultérieure au statut de fonctionnaire, et lorsque le cadre correspondant de l'administration concernée ne comprend pas de vacance de poste, il est placé temporairement hors cadre jusqu'au moment où les droits du fonctionnaire remplacé à l'indemnité de préretraite cessent de plein droit;

f) à des engagements de renforcement de personnel occupé à titre permanent et à tâche partielle dans les différents services de l'Etat dans la limite de 800 hommes-heures/semaine;

g) à des engagements de personnel occupé à titre permanent et à tâche complète ou partielle dans les différents services de l'Etat, dans les établissements publics et dans la société nationale des chemins de fer luxembourgeois et disposant de la qualité de travailleur handicapé telle que définie par la loi modifiée du 12 novembre 1991 sur les travailleurs handicapés, ainsi qu'à des réaffectations d'agents de l'Etat reconnus hors d'état de continuer leur service, mais déclarés propres à occuper un autre emploi dans l'administration par la Commission des pensions prévue par la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat respectivement la loi du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois, dans la limite de 2000 hommes-heures/semaine;

h) à l'engagement de 10 agents, occupés à titre permanent et à tâche complète ou partielle dans les différents services de l'Etat et actuellement financés par les biais d'organismes tiers;

i) à l'engagement en qualité de chargés de cours à durée indéterminée de 12 agents occupés actuellement à titre temporaire à tâche complète ou partielle au Service de la formation professionnelle du Ministère de l'Education Nationale, de la Formation professionnelle et des Sports pour les besoins du Centre national de formation professionnelle continue.

(4) Sont prorogées, pour la durée de l'année 2001, les autorisations de création d'emplois énumérées ci-après et prévues par l'article 15, paragraphe 4) de la loi budgétaire du 24 décembre 1999 ainsi que par les dispositions correspondantes des lois budgétaires antérieures:

1. pour le compte du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative:
des ouvriers pour les besoins de l'administration gouvernementale;

2. pour le compte du Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:
a) un assistant social pour les besoins du service d'intégration sociale pour jeunes et adultes;
b) quatre-vingt-quatre employés et cinquante et un ouvriers pour les besoins du service des personnes âgées;
c) un infirmier hospitalier gradué, trente-deux infirmiers ou aides-soignants, un employé de bureau et douze ouvriers pour les besoins de la maison de soins de Differdange;
d) un infirmier hospitalier gradué, dix-huit infirmiers ou aides-soignants, un employé et un ouvrier pour les besoins de la maison de soins d'Echternach.

3. pour le compte du Ministère de la Santé:
a) trois employés de l'Etat, un diététicien et un caissier pour les besoins du centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains;
b) deux infirmiers ou puériculteurs et un employé de l'Etat pour les besoins de la clinique pour enfants;
c) deux infirmiers, un puériculteur et deux sages-femmes pour les besoins de la maternité de l'Etat;

(5) Les décisions relatives aux engagements de personnel au service de l'Etat incombent au Premier Ministre, Ministre d'Etat, sur le vu du rapport motivé du chef d'administration et de l'avis de la commission spéciale prévue à l'article 6 de la loi du 24 décembre 1946.

Toutefois, pour les demandes des administrations comportant un transfert de postes entre administrations ou une augmentation des effectifs du personnel au service de l'Etat, la décision visée à l'alinéa 1er incombe au Conseil de Gouvernement. Il en est de même des déplacements d'agents opérés sur décision de la commission des pensions ou à titre de sanction.

Ces procédures sont applicables à tous les engagements au service de l'Etat, quel que soit le statut du personnel.

Par dérogation aux alinéas précédents, le Conseil de Gouvernement peut, sur avis de la commission spéciale visée à l'alinéa premier du point (5) du présent article, autoriser le Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse et le Ministre de la Santé à engager, sans autre forme de procédure et pour une durée ne dépassant pas deux mois, des employés temporaires en remplacement de titulaires absents pour des raisons imprévisibles. Le présent alinéa n'est applicable qu'aux établissements d'enseignement, aux maisons de soins et aux maisons de retraite. Il se limite au remplacement d'enseignants, de personnel éducatif et social ainsi que de personnel exerçant une profession de santé. Le ministre du ressort transmet tous les trois mois

un relevé récapitulatif des engagements effectués sur base du présent alinéa au Premier Ministre, Ministre d'Etat, qui le transmet à la commission spéciale visée à l'alinéa premier du présent article.

(6) Par dérogation aux lois et règlements régissant la matière, la participation de l'Etat aux dépenses de rémunération du personnel de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire est limitée, en ce qui concerne les engagements réalisés après le 31 décembre 1969, à ceux autorisés par le Ministre compétent, sur avis de la commission spéciale prévue à l'article 6 de la loi du 24 décembre 1946 et après délibération du Gouvernement en Conseil.

(7) La participation de l'Etat aux dépenses d'organismes autres que les institutions de sécurité sociale visées à l'article 282 du code des assurances sociales, et dont les frais de personnel sont couverts, en tout ou en partie, par le budget de l'Etat, est limitée, en ce qui concerne les engagements réalisés après le 31 décembre 1969, à ceux autorisés par les Ministres compétents, sur avis de la commission spéciale prévue à l'article 6 de la loi du 24 décembre 1946 et après délibération du Gouvernement en Conseil.

Art. 14.- ***Recrutement d'employés de nationalité étrangère auprès des administrations de l'Etat***

(1) En dehors des personnes visées à l'article 15 de la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'Etat, et par dérogation à l'article 3a) de la même loi, sont autorisés pour 2001, en cas de nécessité de service dûment motivée, les engagements suivants de personnes ressortissant d'un pays membre de l'Union européenne:

	Administration	Carrière	Effectif
I.	Services dépendant du Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse		
	Commissariat du Gouvernement aux étrangers	employé de bureau	1
	Service national d'action sociale	pédagogue	1
		assistant d'hygiène sociale	1
II.	Services dépendant du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, de la Coopération et de la Défense, du Ministère de l'Economie et du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement		
	Représentations diplomatiques, économiques et touristiques	employé de bureau	37
III.	Services dépendant du Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche:		
	Musée national d'histoire et d'art	employé technique	1
		employé-restaurateur	1
	Centre national de l'audiovisuel	employé	1
		employé technique	4
	Musée national d'histoire naturelle	employé géologue	1
IV.	Services dépendant du Ministère des Transports:	employé technique	2
V.	Services dépendant du Ministère de l'Economie:		
	Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques	employé informaticien	1
	Service de la concurrence, des prix et de la protection des consommateurs	employé juriste	1
VI.	Services dépendant du Ministère d'Etat:		
	Service central de législation	employé informaticien	1
VII.	Services dépendant du Ministère de la Sécurité sociale:		
	Inspection générale de la sécurité sociale: Cellule d'évaluation et d'orientation	ergothérapeute	1
VIII.	Services dépendant du Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement	employé architecte	1

	Administration	Carrière	Effectif
IX.	Ministères et services dépendant du Ministère de l'Environnement	employé ingénieur	1
		employé carrière supérieure	1
X.	Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du développement rural	employé économiste	0,5
		employé	1
XI.	Ministère de l'Intérieur	employé carrière supérieure	1

(2) Outre les personnes visées au point (1), sont autorisés pour 2001, en cas de nécessité de service dûment motivée, les engagements suivants de personnes de nationalité autre que celle d'un pays membre de l'Union européenne:

I.	Service dépendant du Ministère de la Santé et du Ministère de la Famille:		
	Maison de soins VIANDEN	infirmier ou aide-soignant	5
	Maison de soins DIFFERDANGE	infirmier ou aide-soignant	5
	Maison de soins ECHTERNACH	infirmier ou aide-soignant	2
	Service des personnes âgées (Centres intégrés)	aide-soignant ou assist. senior	2
		infirmier	1
	Centre du Rham	aide-soignant	1
III.	Services dépendant du Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports :		
	Enseignement primaire	chargé de cours dans les classes primaires luxembourgeoises à régime linguistique francophone	1
	Enseignement postprimaire	chargé d'éducation	6
	Education différenciée	agent socio-éducatif	3
IV.	Services dépendant du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, de la Coopération et de la Défense et du Ministère de l'Economie:		
	Représentations diplomatiques et économiques	employé de bureau	38
V.	Services dépendant du Ministère des Travaux publics :		
	Ponts et Chaussées	employé	2

(3) Le recrutement du personnel visé au présent article ne peut se faire qu'après publication des vacances d'emploi par au moins deux quotidiens luxembourgeois. Les décisions relatives aux engagements de cette catégorie de personnel sont prises par le Gouvernement en Conseil.

Le statut du personnel engagé en vertu du paragraphe (2) du présent article est régi par la loi modifiée du 7 juin 1937 portant règlement légal du louage de service des employés privés et par la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

Toutefois, le régime du personnel engagé auprès des représentations diplomatiques, économiques et touristiques à l'étranger est fixé par voie de règlement grand-ducal.

Par dérogation à l'alinéa précédent, entre les dates d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi et du règlement grand-ducal visé à l'alinéa précédent, le personnel concerné est soumis à la législation du travail du pays d'occupation.

Art. 15.- ***Indemnités pour promotion tardive***

Si un fonctionnaire rattaché, en vue de ses promotions, à un collègue d'une autre administration de rang égal ou immédiatement inférieur, a obtenu une promotion avec un retard sur son collègue de référence dépassant six mois, sans que ce retard ne puisse lui être imputé, il a droit à une indemnité égale à 75% de la différence entre le traitement qu'il aurait touché s'il avait bénéficié de la promotion et celui qu'il a effectivement touché pour la période se situant entre le début du 7e mois de retard et la date de sa promotion. Les décisions pour l'application du présent article sont prises par le Gouvernement en Conseil.

Art. 16.- ***Attribution du produit des amendes et confiscations***

La loi du 22 décembre 1923 portant modification de la loi du 4 décembre 1860 relative à l'attribution du produit des amendes et des confiscations en matière répressive est remplacée pour l'année 2001 par les dispositions suivantes:

"Le produit des amendes et des confiscations en matière répressive reste acquis à l'Etat à concurrence de quatre-vingt-dix pour cent. Cinq pour cent du produit sont répartis entre les communes du pays pour contribuer à leurs charges de police et de bienfaisance publique. Les cinq pour cent restants sont répartis par le gouvernement entre tous les fonctionnaires et agents de la police générale, spéciale et locale qui ont donné des preuves réelles de leur zèle, de leur intelligence et de leurs capacités dans l'accomplissement habituel des devoirs de leur service.

Toutefois, les deux montants à répartir ne peuvent être inférieurs à 6.000.000 francs."

Art. 17.- ***Dispositions concernant les frais de fonctionnement des institutions de sécurité sociale***

Par dérogation aux lois et règlements régissant la matière et sans préjudice des dispositions inscrites à l'article 10, paragraphe (7) ci-avant, les institutions de sécurité sociale, à l'exception des caisses de maladie et de l'union des caisses de maladie, ne peuvent ni engager, ni procéder au paiement des frais de fonctionnement considérés comme appartenant à l'exercice 2001 et dépassant les crédits prévus au budget à titre de participation de l'Etat à ces dépenses que sur autorisation préalable des membres du gouvernement compétents, le Ministre du Budget entendu en son avis. De telles autorisations ne peuvent toutefois être accordées que s'il s'agit de dépenses urgentes et si tout retard est susceptible de compromettre les services en question.

Chapitre E – Dispositions sur la comptabilité de l'Etat

Art. 18.- ***Indemnités pour pertes de caisse***

Le Ministre du Budget peut, dans la limite des crédits inscrits à ces fins au budget des dépenses, accorder aux comptables de l'Etat des indemnités forfaitaires pour pertes de caisse.

Art. 19.- ***Mode de paiement de certaines indemnités spéciales***

Par dérogation aux dispositions de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat, le Gouvernement en conseil peut autoriser le paiement par avances des indemnités spéciales énumérées ci-après:

- indemnités pour leçons supplémentaires dans l'enseignement postprimaire et supérieur;
- prime de 30 points indiciaires allouée aux fonctionnaires en activité auprès du service du contrôle de la circulation aérienne auprès de l'administration de l'aéroport de Luxembourg;
- prime pour sujétions particulières de 12 points indiciaires allouée dans les conditions et selon les modalités définies par le Gouvernement en conseil à certaines catégories d'expéditionnaires administratifs ou techniques et employés de l'administration des bâtiments publics, de l'administration des ponts et chaussées et de l'administration des services techniques de l'agriculture.

Art. 20.- ***Avances: marchés à caractère militaire***

La limite de quarante pour cent, prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article 38 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat, ne s'applique pas aux travaux, fournitures et services à caractère militaire.

Art. 21.- ***Marchés publics: décompte final***

Pour tous les marchés publics de travaux et de fournitures relatifs à un bâtiment, à une route ou à un pont d'un coût dépassant 7.500.000 euros, le décompte final doit comporter la comparaison, par corps de métiers, du devis, du prix convenu et du coût final. En cas de dépassement du devis et du prix convenu, les hausses légales sont à indiquer séparément. Une justification est à fournir pour tous les dépassements excédant les hausses légales. Ce décompte est contrôlé par la Cour des comptes et soumis à la chambre des députés avec les observations éventuelles de la Cour des comptes.

Art. 22.- ***Recettes et dépenses pour ordre: droits de douane***

Au cours de l'exercice 2001 les dépenses pour ordre concernant les droits de douane constituant des ressources propres aux communautés européennes peuvent dépasser temporairement le montant des recettes correspondantes. Si, à la clôture définitive de cet exercice, les dépenses excèdent encore les recettes, le surplus est reporté à l'exercice suivant. Un pareil report est également opéré en cas d'excédent des recettes sur les dépenses.

Art. 23.- ***Recettes et dépenses pour ordre: rémunération de personnel pour le compte d'autorités militaires alliées***

(1) Au cours de l'exercice 2001, les recettes et les dépenses effectuées dans l'intérêt de la rémunération de personnel civil pour le compte d'autorités militaires alliées peuvent être imputées au budget des recettes et des dépenses pour ordre.

(2) Si, à la clôture définitive de l'exercice, les recettes excèdent les dépenses, le surplus est reporté à l'exercice suivant.

Art. 24.- ***Recettes et dépenses pour ordre: stockage public de produits agricoles***

(1) Les recettes et les dépenses effectuées par les organismes d'intervention dans le cadre du stockage public de produits agricoles pour le compte des communautés européennes peuvent être imputées au budget des recettes et des dépenses pour ordre pour autant qu'elles concernent directement soit l'achat soit l'écoulement des mêmes produits.

(2) Au cours de l'exercice 2001, les dépenses pour ordre concernant les opérations visées au paragraphe précédent peuvent dépasser le montant des recettes correspondantes. Si, à la clôture définitive de l'exercice, les recettes excèdent les dépenses, le surplus peut être reporté à l'exercice suivant.

Art. 25.- ***Recettes et dépenses pour ordre: régularisation des marchés agricoles et restitutions à l'exportation vers les pays tiers***

(1) Au cours de l'exercice 2001, les recettes et les dépenses effectuées pour le compte des communautés européennes à titre d'interventions destinées à la régularisation des marchés agricoles et de restitutions à l'exportation vers les pays tiers peuvent être imputées au budget des recettes et des dépenses pour ordre.

(2) Si, à la clôture définitive de l'exercice, les recettes excèdent les dépenses, le surplus peut être reporté à l'exercice suivant.

Art. 26.- ***Recettes et dépenses pour ordre: intervention financière des fonds structurels, interventions financières diverses de l'Union européenne***

(1) Les recettes et les dépenses effectuées par les autorités luxembourgeoises dans le cadre de

l'application de l'intervention financière des fonds structurels communautaires sont imputées au budget des recettes et des dépenses pour ordre.

(2) Si, à la clôture définitive de l'exercice, les recettes excèdent les dépenses, le surplus peut être reporté à l'exercice suivant.

(3) Les dispositions prévues aux paragraphes (1) et (2) ci-avant s'appliquent également aux recettes en provenance de l'Union européenne ainsi qu'aux dépenses afférentes en relation avec le système communautaire d'information sur les accidents dans lesquels sont impliqués des produits de consommation et en relation avec des projets dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail.

(4) Les dispositions prévues aux paragraphes (1) et (2) ci-avant s'appliquent également aux recettes en provenance de l'Union européenne ainsi qu'aux dépenses afférentes en relation avec les programmes Jeunesse pour l'Europe et service volontaire européen.

Art. 27.- ***Recettes et dépenses pour ordre : produit de la contribution sociale prélevée sur les carburants***

Le produit de la contribution sociale prélevée sur les carburants ainsi que son affectation au fonds pour l'emploi peuvent être imputés sur le budget des recettes et des dépenses pour ordre.

Art. 28.- ***Recettes et dépenses pour ordre : rémunérations des agents publics du Centre hospitalier neuropsychiatrique et des établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie***

A. (1) Le paiement par l'Etat des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics du Centre hospitalier neuropsychiatrique ainsi que le remboursement par le Centre hospitalier neuropsychiatrique des montants en question peuvent être imputés sur le budget des recettes et des dépenses pour ordre.

(2) Au cours de l'exercice, les dépenses pour ordre concernant le versement des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics du Centre hospitalier neuropsychiatrique peuvent dépasser temporairement le montant des recettes correspondantes.

B. (1) Les mêmes dispositions s'appliquent pour ce qui est des traitements, indemnités, salaires et charges sociales des agents publics des établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées, et 2) Centres de gériatrie.

Chapitre F – Dispositions concernant des mesures d'intervention économiques et sociales

Art. 29.- ***Prorogation de dispositions destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi***

(I) Sont prorogées avec effet au 1er janvier 2001 et jusqu'au 31 décembre 2001:

1. les dispositions de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le gouvernement à prendre les mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi;
2. les dispositions de la loi modifiée du 24 janvier 1979 complétant l'article 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1) création d'un fonds de chômage; 2) réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet et complétant l'article 115 de la loi concernant l'impôt sur le revenu;
3. les dispositions des articles 36 et 37 de la loi du 19 décembre 1983 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1984.

(II) Les indemnités d'apprentissage et les primes y relatives d'apprentis placés auprès de l'Etat et des établissements publics sont à charge du Fonds pour l'emploi, institué par la loi modifiée du 30 juin 1976.

Chapitre G – Dispositions concernant les finances communales

Art. 30.- ***Fonds communal de dotation financière. Dotation et répartition pour l'année 2001***

I) Dotation

(1) Le fonds communal de dotation financière institué par l'article 38 de la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1988 est doté pour l'année 2001 d'après les règles suivantes:

1. un montant de 18 pour cent du produit de l'impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette et de l'impôt retenu sur les traitements et salaires;

2. un montant de 10 pour cent du produit de la taxe sur la valeur ajoutée, déduction faite des sommes dues aux communautés européennes à titre de ressources propres provenant de cette taxe;

3. un montant de 20 pour cent du produit de la taxe sur les véhicules automoteurs;

4. un montant forfaitaire de 18.448.000 euros.

(2) On entend par produit de l'impôt au sens du présent article les recettes faites par le trésor au titre d'un des impôts précités au cours de l'année 2001, sans qu'il soit fait de distinction d'exercice.

Le produit de la taxe sur la valeur ajoutée visé au paragraphe précédent, sous 2., est constitué par les recettes brutes faites par le trésor au titre de cette taxe pendant l'année 2001, avant déduction des sommes dues aux communautés européennes à titre de ressources propres provenant de ladite taxe et de la contribution assise sur le produit national brut.

II) Répartition

(1) La dotation est répartie entre les communes d'après les règles suivantes:

Une somme de 99.157 euros est allouée à chaque commune.

Une somme supplémentaire de 18.592 euros est attribuée à la commune pour chaque conseiller communal dépassant le nombre de 7. Le nombre de conseillers à prendre en considération est celui prévu aux articles 147 et 147-1 de la loi électorale du 31 juillet 1924 telle qu'elle a été modifiée par la suite.

(2) Le solde est réparti à raison de:

1. 65 pour cent entre les communes d'après leur population;

2. a) 9,75 pour cent au prorata de la base d'assiette de l'impôt foncier des propriétés agricoles et forestières au sens du paragraphe 3, no 1 de la loi sur l'impôt foncier, telle qu'elle est fixée au 1er janvier 1999;

b) 5,25 pour cent au prorata de la surface des terrains relatifs aux propriétés agricoles et forestières au sens du paragraphe 3, no 1 de la loi sur l'impôt foncier, telle qu'elle est fixée au 1er janvier 1999;

3. 20 pour cent entre les communes à titre d'allocation régionale en fonction de la population multipliée par le degré d'urbanisation de la commune, ce degré étant défini par le rapport entre la densité de la population de chaque commune et la densité moyenne du pays.

4. On entend aux termes du présent paragraphe

- par densité le rapport entre la population et la superficie du territoire;
- par population la population de résidence la plus récente calculée par le service central de la statistique et des études économiques;
- par superficie celle publiée par le service central de la statistique et des études économiques.

(3)

1. A la fin de chaque trimestre, des avances à valoir sur le montant annuel revenant à chaque

commune dans le cadre du fonds communal de dotation financière sont versées aux communes. Toutefois une première avance peut être versée en début du premier trimestre. Le montant des avances est déterminé pour chaque trimestre par le Ministre ayant le budget dans ses attributions. La répartition de ces avances entre les communes est faite par le Ministre de l'Intérieur, conformément aux dispositions des sections (1) et (2) qui précèdent.

2. Après la fin de l'année, le Ministre de l'Intérieur détermine sur la base des dispositions des sections (1) et (2) ci-avant les participations définitives ainsi que leur répartition entre les communes et verse aux communes les sommes ainsi fixées, déduction faite des sommes avancées en vertu du paragraphe 1. de la présente section.

3. Par dérogation aux dispositions de l'article 76 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat les avances trimestrielles ainsi que les versements définitifs dont question aux alinéas qui précèdent sont imputés sur le même exercice que celui sur lequel ont été imputées les alimentations du fonds y relatives.

III) Divers

A l'article 38, IV) de la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1988, l'année 2000 est remplacée par l'année 2001.

Art. 31.- ***Fonds communal de péréquation conjoncturale***

(1) Le Ministre de l'Intérieur est autorisé à rembourser au cours de l'exercice 2001 aux communes, dont le budget ordinaire n'est plus en équilibre et qui en font la demande, tout ou partie de l'avoir du fonds qui provient de la contribution de ces communes.

(2) Dans le cas où une commune, qui introduit une demande en remboursement, a obtenu un ou plusieurs prêts à charge du fonds, le total de sa contribution pouvant entrer en ligne de compte pour être remboursé est à diminuer, au préalable, du montant du capital restant à rembourser au 31 décembre 2000 au titre de ce ou de ces prêts.

(3) Sous réserve des dispositions qui précèdent aucune commune ne peut prétendre, au cours de l'exercice 2001, à un remboursement supérieur au déficit du service ordinaire de son budget constaté à la clôture de l'exercice 1999.

Art. 32.- ***Infrastructures pour l'éducation précoce***

(1) Au cours de l'exercice budgétaire 2001, le Gouvernement est autorisé à participer au financement des infrastructures communales réalisées dans l'intérêt de l'accueil des classes de l'éducation précoce. La participation financière de l'Etat est fixée à 50 % du coût éligible sans pouvoir dépasser un montant plafond fixé par règlement grand-ducal.

(2) Les aides sont versées dans la limite des crédits budgétaires.

(3) Les conditions et modalités d'allocation de cette participation financière peuvent être fixées par règlement grand-ducal.

Chapitre H - Dispositions concernant les fonds d'investissements

Art. 33.- ***Dispositions concernant les fonds d'investissements publics.- Projets de construction***

Au cours de l'exercice 2001, le Gouvernement est autorisé à imputer à charge des crédits des fonds d'investissements publics les dépenses d'investissements concernant les projets énumérés ci-dessous.

Les dépenses d'investissements concernant les travaux de construction, de transformation et de modernisation ainsi que l'équipement technique et mobilier des bâtiments en question ne peuvent dépasser les sommes ci-après indiquées pour chaque projet sans préjudice des incidences des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux.

(1) Fonds d'investissements publics administratifs :

- Institut viti-vinicole à Remich	3.475.000	euros
- Atelier mécanique des Ponts et Chaussées Bertrange	2.730.000	euros
- Bâtiments publics: ateliers (à Gasperich)	7.430.000	euros
- Centre administratif Mersch (Linden-Greisch)	1.785.000	euros
- Dépôt Musée à Bertrange (FAPRAL)	4.100.000	euros
- Ateliers et hangars Ponts et Chaussées à Howald	3.400.000	euros
- Ateliers et hangars Ponts et Chaussées à Remich	6.200.000	euros
- Centre tactique Police et Gendarmerie à Reckenthal	2.605.000	euros
- Centres socio-éducatifs Dreiborn et Schrassig	1.290.000	euros
- Ministère de l'Education nationale: assainissement façades et toiture	1.050.000	euros
- Bibliothèque nationale: surfaces de stockage	2.310.000	euros
- Centre de rencontre Marienthal: modernisation	2.850.000	euros
- Service de la navigation Mertert: construction hall	1.490.000	euros
- Garage central pour les forces de l'ordre	2.605.000	euros
- Unité de sécurité Dreiborn	2.790.000	euros
- Transformation en Centre de production artistique de l'immeuble sis 12, rue du Puits à Luxembourg-Bonnevoie	2.855.000	euros
- Musée d'histoire et d'art: équipement muséologique	4.600.000	euros
- Musée d'Art moderne : voie de contournement	1.740.000	euros
- Musée d'Art moderne : liaison Musée de la Forteresse	595.000	euros
- Musée d'Art moderne : partie mur historique	745.000	euros
- Eaux et Forêts au Ellergronn (1re phase)	2.605.000	euros
- Ministère de l'Education nationale 29, rue Aldringen: réhabilitation de l'immeuble	6.600.000	euros
- Police Grevenmacher	3.720.000	euros
- Parc Château de Walferdange	2.480.000	euros
- Ferme Grisius Lultzhausen: SN des sports	4.590.000	euros
- Château de Roebé Larochette	1.240.000	euros
- Monument funéraire Jean l'Aveugle	1.612.000	euros
- Stand de tir Bleesdall: mise en conformité	1.240.000	euros
- Dépôt de munitions Herrenberg	2.850.000	euros
- Caserne Herrenberg: remise en état de 3 pavillons	3.500.000	euros
- Aéroport: Bâtiment administratif pour l'aviation civile	5.000.000	euros

(2) Fonds d'investissements publics scolaires:

- Lycée technique Michel Lucius: remise en état	2.800.000	euros
- Enveloppe extérieure Lycée technique des Arts et Métiers	4.462.000	euros
- Lycée technique à Wiltz (classes supplémentaires)	3.100.000	euros
- Lycée Robert Schuman: aménagement du 3e étage	3.075.000	euros
- Transformation de la cuisine, de la cafétéria et de la cage d'escalier avec ascenseurs de l'Institut St Willibrord à Echternach	4.540.000	euros
- ISERP Walferdange: modernisation	2.110.000	euros
- Parking souterrain pour les besoins de l'Institut supérieur de technologie	2.730.000	euros
- Centre de langues : réaménagement de l'ancienne école européenne	1.860.000	euros

- ISERP Walferdange: contribution terrain football ..... 1.040.000 euros
- Lycée Robert Schumann: bibliothèque, caféteria, structures d'accueil, parking et alentours ..... 3.230.000 euros
- Ancienne école américaine: transformation ..... 7.440.000 euros

(3) Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux

- Hôpital neuropsychiatrique: sécurité ..... 2.730.000 euros
- Centre du Rham ..... 2.975.000 euros
- Pavillon M2 complexe neuropsychiatrique ..... 4.340.000 euros
- Immeuble Bintz: foyer pour sans abri ..... 3.175.000 euros
- CIPA à Rumelange, Niedercorn et Bofferdange: sécurité ..... 2.480.000 euros
- Anciennes thermes Mondorf-les-Bains: rénovation ..... 3.075.000 euros

Art. 34.- ***Dispositions concernant les fonds d'investissements publics. – Frais d'études***

Au cours de l'exercice 2001, le Gouvernement est autorisé à imputer à charge des crédits des fonds d'investissements publics les frais d'études en vue de l'établissement de l'avant-projet sommaire, de l'avant-projet détaillé, du dossier d'autorisation ainsi que du dossier projet de loi, concernant les projets de construction énumérés ci-dessous.

Les dépenses pour frais d'études ne peuvent pas dépasser par projet le montant plafond fixé à l'article 80, paragraphe (1) sous d) de la loi du 8 juin 2000 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

(1) Fonds d'investissements publics administratifs :

- Aérogare: 2e extension
- Centre national de l'audiovisuel Dudelange
- Salle de concerts à Kirchberg
- Centre de conférences Kirchberg
- Cour de Justice de l'UE: 4e extension
- Laboratoire national de santé
- Centre administratif à Luxembourg-Gare
- Aérogare: Hangar Icelandair: transformation
- Centre écologique Hollenfels: remise en état
- Ancienne Abbaye Echternach: toiture cour intérieure
- Ferme Casel Givenich
- Schoenfels: remise en état et transformation
- Police: unité spéciale Gasperich
- Laboratoire national de Santé: sécurité
- Château Sanem: transformation 1ère phase
- Dépôt Ponts et Chaussées Walferdange
- Station de contrôle Sandweiler
- Haff Réimech

(2) Fonds d'investissements publics scolaires:

- Lycée technique Mathias Adam Pétange (nouvelle construction)
- Internat à Ettelbruck
- Lycée technique agricole Ettelbruck: extension
- Lycée du Nord Wiltz: extension 2e phase
- Lycée technique Michel Lucius à Luxembourg
- Lycée technique Esch/Alzette (Lallange)
- Lycée technique Ettelbruck: extension
- Lycée préparatoire Bonnevoie
- Centre d'éducation différenciée à Esch/Alzette

- Lycée technique d'Ettelbruck: salle des sports et piscine
- Lycée classique Echternach: rénovation aile nord

(3) Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux

- C.I.P.A. à Bofferdange
- C.I.P.A. à Dudelange
- C.I.P.A. à Wiltz
- C.I.P.A. à Differdange (nouveau bâtiment à Niedercorn)
- C.I.P.A. à Vianden: remise en état

Art. 35.- ***Fonds pour la loi de garantie***

Le deuxième alinéa de l'article 43 de la loi du 20 décembre 1996 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1997 est remplacé par les dispositions suivantes:

"Les Fonds pour la loi de garantie est alimenté par des dotations budgétaires ainsi que par le produit des loyers versés par les institutions occupant les immeubles réalisés sur base de la loi du 13 avril 1970, conformément aux stipulations des contrats de sous-location conclus par ces institutions avec l'Etat".

Art. 36.- ***Dispositions concernant le fonds des investissements hospitaliers – Imputation des avoirs sur comptes bloqués***

Jusqu'à l'apurement de tous les comptes dits "bloqués" des hôpitaux ayant bénéficié d'aides à l'investissement au titre de la loi modifiée du 31 juillet 1990 ayant pour objet de garantir des prestations hospitalières conformes aux besoins du pays, la dotation du fonds des investissements hospitaliers peut être faite à partir desdits comptes "bloqués".

Art. 37.- ***Dispositions concernant les fonds d'investissements publics. - Fonds pour la protection de l'environnement***

La loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement est modifiée comme suit:

1) A l'article 2, au paragraphe 1, il est ajouté un point f), libellé comme suit:

"f) l'utilisation rationnelle de l'énergie et la promotion des énergies nouvelles et renouvelables."

2) A l'article 4, le point h) 2) est complété à la fin par les mots:

", d'utilisation rationnelle de l'énergie et de promotion des énergies nouvelles et renouvelables."

Art. 38.- ***Dispositions concernant les fonds d'investissements publics. - Fonds pour la protection de l'environnement - Fonds pour la gestion de l'eau***

Au cours de l'exercice budgétaire 2001, le Ministre de l'Environnement est autorisé à transférer un montant de 500.000.000 francs (12.394.676,24 euros) du Fonds pour la protection de l'environnement au profit du Fonds pour la gestion de l'eau. Ce montant est à porter directement en recette au Fonds pour la gestion de l'eau.

Chapitre I – Dispositions diverses

Art. 39.- ***Acquisition, aménagement et construction de logements locatifs par des associations sans but lucratif ou pour travailleurs étrangers seuls par des employeur-bailleurs***

L'Etat est autorisé à inscrire une hypothèque légale sur l'immeuble subventionné en vertu des articles 51.2.51.040 et 51.2.52.000 des tableaux annexés à la présente loi budgétaire. L'Etat se libérera de

son engagement relatif à la participation financière après l'inscription de cette hypothèque. Sa radiation est faite par le conservateur des hypothèques sur requête du ministre compétent. Les formalités relatives à l'inscription et à la radiation de l'hypothèque ne donnent lieu à aucune perception au profit du Trésor, sauf le salaire des formalités hypothécaires qui est à charge du bénéficiaire de la participation étatique.

Art. 40.- ***Octroi d'aides au logement aux particuliers par les communes***

Un article 66-2 est ajouté à la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ayant la teneur suivante:

"**Art. 66-2.-** Pour garantir la restitution des aides au logement accordées par les communes aux ménages, les communes sont autorisées à inscrire une hypothèque légale sur les logements pour lesquels des aides ont été versées.

Cette hypothèque prend rang après la ou les hypothèques inscrites sur réquisition de l'établissement d'épargne et de crédit dans l'intérêt de la garantie du ou des prêts accordés pour la construction, l'acquisition ou l'amélioration du logement.

Les formalités relatives à l'inscription et à la radiation de l'hypothèque ne donnent lieu à aucune perception au profit du Trésor, sauf le salaire des formalités hypothécaires qui est à charge du bénéficiaire de l'aide au logement."

Art. 41.- ***Frais d'experts en matière de contrôle de la mise au point et de l'exécution des projets d'investissements hospitaliers subventionnés à charge du fonds spécial des investissements hospitaliers***

(1) Les frais des experts chargés par l'Etat du contrôle général de la mise au point et de l'exécution des projets d'investissements hospitaliers subventionnés à charge du fonds spécial des investissements hospitaliers sont à charge des établissements hospitaliers; ils sont éligibles pour l'octroi d'une aide de l'Etat au même titre que les investissements auxquels ils se rapportent, conformément aux conditions et modalités prévues par les articles 11 et 13 de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers.

(2) Les participations aux frais afférents de l'Etat sont liquidées à charge du fonds spécial des investissements hospitaliers par dépassement, le cas échéant, des plafonds fixés à l'article 1er de la loi du 21 juin 2000 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers.

Chapitre J – Entrée en vigueur de la loi

Art. 42.- ***Entrée en vigueur de la loi***

La présente loi entrera en vigueur le 1er janvier 2001.

Budget des recettes

CHAPITRE Ier

RECETTES COURANTES

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		64 - MINISTERE DES FINANCES			
		Administration des contributions directes (sections 64.0 à 64.4)			
		Section 64.0			
		Impôts directs			
37.000 37.10)	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt sur le revenu des collectivités	895.995.495	941.995.394	1.025.000.000
37.001 37.10)	Divers codes	Produit de l'impôt de solidarité prélevé moyennant une majoration de l'impôt sur le revenu des collectivités ..	37.333.147	39.241.545	42.708.000
37.010 37.20)	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette	250.578.304	247.893.525	265.000.000
37.011 (37.20)	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt retenu sur les traitements et salaires	1.035.575.625	1.068.421.092	1.100.000.000
37.012 37.20)	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt retenu sur certains revenus échus à des contribuables non résidents	1.506.683	1.239.468	1.250.000
37.013 37.20)	Divers codes	Produit de l'impôt de solidarité prélevé moyennant une majoration de l'impôt sur le revenu des personnes physiques	32.978.306	33.750.703	35.000.000
37.020 37.00)	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt retenu sur les revenus de capitaux	87.448.393	68.170.719	85.000.000
37.021 37.00)	13.60	Impôt sur la fortune	160.258.423	133.862.503	150.000.000
37.022 37.00)	13.60	Impôt sur les tantièmes	10.181.674	6.197.338	9.500.000
37.023 37.00)	13.60	Recouvrement des impôts relevant de l'administration des contributions: frais, suppléments et intérêts de retard	5.954.121	6.693.125	6.197.000
37.024 37.00)	13.60	Recouvrement des impôts relevant de l'administration des contributions: produit d'amendes, d'astreintes et recettes analogues	452.277	545.366	545.000
		Total des recettes de la section 64.0	2.518.262.448	2.548.010.778	2.720.200.000
		Section 64.1			
		Impôts indirects			
36.090 (36.09)	13.60	Taxe et prélèvement sur les paris relatifs aux épreuves sportives: prélèvement sur les sommes brutes engagées ..	170.974	247.894	248.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
36.091 (36.09)	13.60	Taxe sur le loto	3.713.460	3.222.616	3.220.000
36.092 (36.09)	13.60	Prélèvement sur le produit des jeux de casino	5.873.908	5.453.658	5.450.000
		Total des recettes de la section 64.1	9.758.342	8.924.168	8.918.000
		Section 64.2 **Recettes d'exploitation, taxes et redevances**			
10.010 (10.00)	13.90	Recettes diverses non ventilées	4.498.133	2.974.722	3.500.000
10.011 (10.00)	13.00	Excédent de recettes de comptables extraordinaires	3.754.352	272.683	270.000
16.010 (16.11)	09.20	Recettes provenant de l'exploitation des centrales hydro-électriques.- Recettes provenant de la vente de courant des centrales hydro-électriques	3.194.181	3.470.509	2.300.000
		Détail:			
		1) Centrale d'Esch-sur-Sûre 1.150.000			
		2) Centrale de Rosport 1.150.000			
		Total 2.300.000			
16.050 (16.12)	04.12 04.13 04.14	Ventes de biens non durables et de services en relation avec le département de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports	1.459.871	1.412.993	1.414.997
		Détail:			
		1) Recettes d'exploitation du lycée technique hôtelier Alexis Heck 163.617			
		2) Tickets de repas des cantines scolaires et vente de produits de cafétéria 1.189.880			
		3) Redevances pour l'utilisation de locaux et d'installations scolaires 1.500			
		4) Lycée classique de Diekirch et lycée technique de Diekirch, annexes de Mersch: redevances pour nourriture et logement 49.000			
		5) Redevances pour nourriture et logement au lycée du nord à Wiltz 11.000			
		Total 1.414.997			
16.051 (16.12)	04.43	Ventes de biens non durables et de services en relation avec le département de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche	-	-	140.590
		Détail:			
		1) Loyers pour les chambres du foyer du centre universitaire 140.590			
16.070	01.22	Produit de la vente de formules de déclarations fisca-			

1.2 - Recettes d'exploitation, taxes et redevances — Unité: Euro

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
16.00)		les, de circulaires administratives et d'objets divers	14.661	17.353	17.500
16.071 16.00)	13.90	Recettes de l'administration du cadastre et de la topographie	1.231.142	1.214.678	1.115.521
		Détail:			
		1) Extraits cadastraux 223.105			
		2) Mesurages pour le compte des communes et des particuliers 545.365			
		3) Vente de produits topographiques 148.736			
		4) Service Informatique 198.315			
		Total 1.115.521			
29.010 29.00)	13.90	Gains de change en relation avec des paiements de factures en devises	59.446	124	100
36.100 36.09)	01.22	Recettes du service de métrologie	18.062	12.395	15.000
38.040 38.50)	04.50	Autres recettes en relation avec le département de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports	421.419	520.576	829.192
		Détail:			
		1) Droits d'inscription aux cours des adultes ne préparant pas aux examens officiels 829.192			
38.041 38.50)	06.32	Recettes en relation avec le département de la jeunesse	7.437	-	-
38.050 38.00)	13.90	Autres transferts de revenus non ventilés entre secteurs	-	124	100
39.000 39.10)	01.32	Recettes en relation avec le département de l'économie .	263.349	347.051	347.000
		Total des recettes de la section 64.2	14.922.053	10.243.208	9.950.000
		Section 64.3			
		Recettes de participations ou d'avances de l'Etat			
26.010 26.10)	13.10	Intérêts de fonds en dépôt	64.055.797	45.860.302	70.000.000
27.000 26.10)	07.10	Participation de l'Etat aux dividendes de la société nationale des habitations à bon marché	-	124	100
28.000 28.00)	09.20	Recette de la taxe "électricité" en application de l'article 28, paragraphe 4 point a) de la loi du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité	4.606.167	4.957.870	4.000.000
28.001 28.10)	09.20	Ristournes concédées par la société électrique de l'Our en vertu du paragraphe 5 du contrat de fourniture			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		d'énergie électrique signé le 30.4.1963 entre l'Etat et la S.E.O	1.611.308	1.611.308	1.735.00
28.002 (28.10)	08.40	Redevances à payer par la CLT-UFA	-	2.479	10
28.003 (28.10)	05.30	Redevances dues par les concessionnaires de pharmacies .	180.632	619.734	600.00
28.004 (28.10)	12.14	Société nationale de contrôle technique: recettes d'exploitation (part de l'Etat)	-	4.660	4.66
28.005 (28.10)	08.40	Redevances à payer par la société européenne des satellites	73.078.451	54.536.575	60.000.00
28.011 (28.20)	09.20	Versements de la société Cegedel	3.000.344	2.478.935	3.150.17
28.012 (28.20)	09.20	Participation de l'Etat aux dividendes de la société électrique de l'Our	609.480	495.787	609.48
28.013 (28.20)	09.10	Participation de l'Etat aux dividendes de la société de transport de gaz (SOTEG S.A.)	390.600	371.840	434.00
28.014 (28.20)	11.30	Participation de l'Etat aux dividendes de la société ARBED	-	124	12
28.015 (28.20)	12.60	Redevances à payer par l'entreprise des postes et télécommunications	-	44.620.834	40.000.00
28.016 (28.20)	13.90	Participation de l'Etat aux dividendes de la société de distribution de gaz (LUXGAZ S.A.)	-	5.206	5.20
38.000 (38.10)	11.70	Participation de l'Etat au bénéfice de la Banque centrale du Luxembourg	1.239.468	124	10
39.000 (39.20)	11.70	Participation du Grand-Duché aux bénéfices de la Banque Nationale de Belgique	6.956.719	-	-
		Total des recettes de la section 64.3	155.728.966	155.565.902	180.538.94
		Section 64.4			
		Remboursements de dépenses			
11.010 (11.00)	06.14	Remboursements à charge du fonds pour l'emploi relatifs à l'occupation de jeunes au service de l'Etat dans le cadre de contrats de mise au travail temporaire	-	124	10
11.301 (48.22)	10.30	Communes et établissements publics: salaires d'ouvriers forestiers et autres frais de débardage	26.304	12.395	12.39
11.310 (11.11)	06.15	Remboursement par l'association d'assurance contre les accidents (section industrielle) des secours pécuniaires avancés par l'Etat aux ouvriers de l'Etat en cas d'accident	-	37.184	37.18

4.4 - Remboursements de dépenses

Unité: Euro

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.312 48.22)	05.20	Remboursement par la caisse nationale d'assurance-maladie des ouvriers de l'indemnité pécuniaire de maladie avancée par l'Etat aux ouvriers forestiers occupés dans les domaines et pépinières domaniales et en zone verte .	117.402	128.905	128.905
11.320 38.10)	13.90	Remboursements divers de dépenses de personnel et de pensions par le secteur des sociétés et quasi-sociétés non-financières	51.646	917.826	958.444
11.321 38.10)	11.30	Versements par les sociétés anonymes des indemnités revenant à des administrateurs de l'Etat	-	123.947	123.947
11.330 38.20)	11.70	Remboursements divers de dépenses de personnel et de pensions par le secteur des institutions de crédit	534.196	87.531	93.232
11.340 38.30)	11.70	Remboursement de 50% des traitements et indemnités avancés par l'Etat dans l'intérêt de l'administration et de la gestion de la caisse d'assurance des animaux de boucherie	23.227	26.872	26.870
11.350 38.50)	01.22 02.10	Remboursements divers de dépenses de personnel et de pensions par le secteur des ménages	160.246	495.787	450.000
11.353 11.00)	05.20 06.00	Remboursement par des organismes de la sécurité sociale de dépenses de personnel	307.395	495.787	500.000
11.360 39.40)	12.34	Remboursements divers de dépenses de personnel et de pension par des institutions internationales autres que l'U.E	578.353	589.491	586.000
		Détail:			
		1) Société internationale de la Moselle: indemnités et salaires du personnel luxembourgeois des barrages-écluses de la Moselle 586.000			
12.020 12.14)	06.40	Remboursements par les entreprises des frais avancés par l'Etat pour le recrutement et l'accueil de la main-d'oeuvre étrangère	-	124	100
12.300 48.22)	12.12	Parts contributives des communes aux dépenses de fonctionnement des installations d'éclairage routier de la voirie de l'Etat	21.183	49.579	50.000
12.360 39.10)	10.10	Remboursement par les communautés européennes et par d'autres organismes des frais de stockage public et d'autres frais connexes résultant de l'achat, de la transformation ainsi que de l'écoulement de produits agricoles par les organismes d'intervention	78.543	69.410	71.171
12.361 39.10)	10.10	Participation du fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (F.E.O.G.A.) aux dépenses résultant de mesures spéciales des Etats membres des communautés européennes	20.917	18.766	7.580
12.380 38.00)	01.24	Participation de l'Union Européenne aux dépenses en relation avec des activités d'information sur l'Union économique et monétaire dans le cadre du programme d'information du citoyen européen	-	-	100.000
12.390	03.30	Remboursements par le fonds de lutte contre le trafic			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.30)		des stupéfiants de dépenses relatives au projet global de prise en charge de personnes toxico-dépendantes en milieu pénitentiaire	-	-	344.00
14.010 (39.40)	12.34	Remboursement forfaitaire des frais d'entretien du secteur luxembourgeois de la Moselle canalisée	393.557	661.876	446.20
14.380 (39.40)	12.34	Installations d'éclairage routier.- Remplacement des installations d'éclairage routier endommagées par suite d'accidents de la circulation routière ou par suite de travaux effectués par des tiers: remboursements	227.373	247.894	250.00
16.000 (16.20)	09.20	Péages perçus sur le transit d'énergie électrique empruntant les installations 220 kV appartenant à l'Etat .	-	124	10
34.020 (34.35)	10.30	Remboursement des salaires de compensation versés aux ouvriers forestiers occupés dans les forêts domaniales en cas de chômage dû à des intempéries hivernales	11.311	2.479	2.47
34.310 (34.30)	06.12	Remboursement par les caisses de pension des pensions partielles avancées par l'Etat aux bénéficiaires d'une pension de l'Etat (article 15 de la loi du 22.12.1989 ayant pour objet la coordination des régimes de pension)	2.296.765	2.312.227	2.587.51
39.000 (39.10)	10.10	Remboursement par les communautés européennes des frais de financement relatifs au stockage public de produits agricoles achetés par les organismes d'intervention	18.163	14.824	10.47
39.001 (39.10)	11.20	Aides au titre du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier	-	124	10
39.002 (39.10)	06.00	Concours financiers du fonds social européen	683.078	148.736	148.736
39.003 (39.10)	06.00	Concours financiers du fonds européen de développement régional	186.802	495.787	495.000
39.004 (39.10)	10.00	Remboursement par les communautés européennes des frais de perception des prélèvements agricoles et d'autres recettes constituant des ressources propres à ces communautés	-	124	100
42.000 (42.00)	06.12	Restitutions sur cotisations d'assurance pension perçues par le C.A.S.S.: remboursement de la contribution versée par l'Etat	31.711	247.894	125.000
53.000 (39.10)	10.10	Participation du fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (F.E.O.G.A.), section "orientation", aux dépenses résultant de l'application des actions communes instituées par le conseil des communautés européennes dans le cadre de la politique agricole commune ...	5.596.046	7.164.123	5.573.809
		Total des recettes de la section 64.4	11.364.218	14.349.940	13.129.45

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Administration des Douanes et des accises			
		Section 64.5			
		Douanes et accises			
16.070 16.00)	01.22	Recettes d'exploitation (vente d'imprimés et divers) ...	48.469	24.789	32.000
36.010 36.02)	13.60	Part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits de douane et d'accise	589.196.305	573.997.457	639.974.000
36.011 36.02)	13.60	Droits d'accise autonomes luxembourgeois sur certaines huiles minérales	89.584.485	78.086.460	104.843.000
36.012 36.02)	13.60	Droits d'accise autonomes luxembourgeois sur les cigarettes	23.816.545	22.930.151	30.508.000
36.013 36.02)	13.60	Part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits d'accise sur l'alcool indigène	193.284	148.736	145.000
36.014 36.02)	13.60	Redevance de contrôle sur le fuel domestique	1,962.723	1.983.148	2.131.000
36.020 36.03)	12.10	Taxe sur les véhicules automoteurs	24.981.286	24.789.352	26.028.000
36.021 36.03)	12.10	Droit d'usage de certaines infrastructures routières par des véhicules utilitaires lourds	4.050.575	3.470.509	3.124.000
36.022 36.03)	12.10	Taxe sur les bateaux ou navires de plaisance	98.837	99.157	100.000
36.060 36.07)	13.60	Taxe sur les cabarets	498.049	495.787	496.000
36.071 36.08)	13.60	Intérêts de retard en matière de droits de douane et de taxes y assimilées à l'exclusion des droits d'accise communs	85.611	24.789	25.000
38.000 38.00)	13.60	Taxe de contrôle vétérinaire à l'importation	50.634	49.579	54.000
38.050 38.00)	13.60	Produit d'amendes, de confiscations et recettes similaires	5.430	24.789	25.000
39.001 39.10)	01.22	Remboursement par l'union européenne des frais de perception des droits de douane constituant des ressources propres à ces communautés	2.330.175	2.255.831	5.100.000
		Total des recettes de la section 64.5	736.902.408	708.380.534	812.585.000

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Administration de l'enregistrement et des domaines			
		(sections 64.6 à 64.9)			
		Section 64.6			
		Impôts, droits et taxes			
16.010 (16.11)	12.40	Taxes d'atterrissage et de stationnement à l'aéroport de Luxembourg	12.903.051	7.932.593	8.150.00(
		Détail:			
		1) Taxes d'atterrissage et de stationnement ... 6.000.000			
		2) Taxes complémentaires sur les passagers au décollage ... 2.150.000			
		Total ... 8.150.000			
16.011 (16.11)	12.40	Aviation civile: taxes et redevances aéronautiques diverses	-	12.395	12.00(
16.060 (16.13)	12.40	Redevances de route perçues pour le compte du Grand-Duché par l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (EUROCONTROL)	1.213.742	1.115.521	1.115.000
36.000 (36.01)	13.60	Taxe sur la valeur ajoutée	858.436.879	806.807.156	1.010.063.500
36.001 (36.01)	13.60	Impôt sur le chiffre d'affaires	-	124	100
36.030 (36.04)	13.60	Droits d'hypothèques	10.659.446	8.180.486	9.900.00(
36.031 (36.04)	13.60	Hypothèques: salaires	713.418	669.313	694.10
36.032 (36.04)	13.60	Taxe d'abonnement sur les titres de société	332.498.204	290.035.424	350.000.0(
36.050 (36.06)	13.60	Droits d'enregistrement	161.455.515	136.341.439	175.000.0
36.100 (36.09)	11.70	Taxe sur les assurances	21.710.200	22.310.417	21.700.(
36.101 (36.09)	12.34	Commissariat aux affaires maritimes: taxes d'immatriculation	835.697	371.840	400.
38.000 (38.10)	13.60	Registre aux firmes: taxes	1.020.256	917.206	1.115.
38.040 (38.50)	10.40	Part de l'Etat dans le droit d'adjudication des pêches (article 41 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures)	25.981	26.029	26
38.041	10.40	Examen d'aptitude pour l'obtention du premier permis de			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
38.50)		chasse: taxe	7.040	6.941	6.942
38.050 38.00)	13.60	Droits de timbre	6.515.494	6.197.338	6.400.000
38.051 38.00)	07.30	Taxes grevant les autorisations d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes	182.329	61.973	100
39.010 39.20)	11.10	Taxes et annuités des brevets d'invention et participation aux recettes du bureau BENELUX des marques et des dessins ou modèles	1.937.757	1.239.468	2.231.000
		Total des recettes de la section 64.6	1.410.115.009	1.282.225.663	1.586.814.272
		Section 64.7			
		Recettes domaniales			
16.000 16.20)	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance du secteur des administrations publiques	197.441	148.736	198.300
16.010 16.11)	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance des entreprises	14.878.884	11.898.889	15.000.000
16.020 16.12)	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance du secteur des administrations privées	320.410	371.840	371.800
16.050 16.12)	10.30	Domaine forestier de l'Etat: produit de ventes de bois .	1.504.526	1.735.255	1.212.000
16.051 (16.12)	10.10	Recettes provenant de l'institut viti-vinicole	10.118	7.437	9.668
16.052 16.12)	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance du secteur des ménages	1.955.779	2.107.095	2.180.000
16.060 16.13)	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance des communautés européennes	1.653.607	1.497.277	1.490.000
16.061 16.13)	01.25	Recettes d'exploitation du bâtiment administratif I (bâtiment-tour) et de ses annexes au centre européen de Luxembourg-Kirchberg	2.983.627	2.726.829	2.830.000
		Détail:			
		1) Loyer 1.870.000			
		3) Autres recettes 898.000			
		9) Divers 62.000			
		Total 2.830.000			
16.062 16.13)	01.25	Loyer du bâtiment administratif II (Robert Schuman) au centre européen de Luxembourg-Kirchberg	3.408.579	3.420.931	3.420.000
16.063 16.13)	01.25	Loyer du bâtiment de la cour de justice des communautés européennes	1.422.042	2.057.516	2.060.000
16.064	01.25	Loyers du bâtiment CUBE occupé par la Commission des			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(16.13)		Communautés européennes	-	-	1.038.548
16.070 (16.00)	10.40	Etablissement piscicole de Lintgen: vente d'alevins et de truitelles; frais de repeuplement	540.856	74.368	80.550
16.071 (16.00)	10.30	Produit des pépinières de l'Etat	32.744	35.945	35.945
16.072 (16.00)	01.20	Ventes mobilières	7.020	3.718	3.223
		Détail:			
		1) Produit des routes 1.735			
		2) Autres produits 1.488			
		Total 3.223			
17.000 (36.09)	02.10	Vente de biens militaires durables	-	124	124
28.000 (28.10)	01.25	Parking du St Esprit: redevance d'exploitation	423.920	421.419	421.000
28.020 (28.30)	10.30	Domaine forestier de l'Etat: produits du droit de chasse et du droit de pêche	205.844	198.315	175.015
		Total des recettes de la section 64.7	29.545.397	26.705.694	30.526.173
		Section 64.8			
		Recettes d'exploitation et autres			
10.010 (10.00)	13.90	Recettes diverses non ventilées	10.596.451	247.894	500.000
12.320 (38.10)	06.42	Remboursements de frais relatifs à la surveillance des personnes exposées professionnellement aux radiations ionisantes	39.064	21.071	40.000
12.360 (38.50)	10.40	Recouvrement des frais de repeuplement occasionnés par l'exécution du repeuplement obligatoire dans les eaux intérieures de la deuxième catégorie	8.855	6.197	6.690
12.361 (16.12)	10.10	Taxes de contrôle des semences	30.160	57.016	61.974
12.380 (12.16)	03.10	Recouvrement des frais de justice et remboursement des frais d'exécution de commissions rogatoires transmises à l'étranger	179.962	173.525	175.000
14.380 (14.10)	07.33	Récupération à charge des intéressés des frais avancés par l'Etat pour intervention en cas de prévention de pollutions accidentelles des eaux	-	124	100
16.010 (16.11)	12.34	Ventes de biens non durables et de services au secteur des sociétés et quasi-sociétés non financières, au secteur des institutions de crédit et au secteur des sociétés d'assurances	-	49.579	100

4.8 - Recettes d'exploitation et autres

Unité: Euro

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Recouvrement de frais de prestations fournies par le Commissariat aux affaires maritimes .	100			
16.034 16.12)	05.20	Recettes du laboratoire national de santé		3.384.452	4.338.137	4.338.137
16.040 16.12)	06.32	Centre du Rham: recouvrement des frais d'entretien des pensionnaires		327.791	255.330	255.330
		Détail:				
		2) Maisons d'enfants de l'Etat:				
		a) Contribution des pensionnaires	190.878			
		b) Contribution du domicile de secours	64.452			
		Total	255.330			
16.041 16.12)	06.32	Etablissements divers d'assistance de l'Etat: remboursements		5.236.636	495.787	495.787
		Détail:				
		1) Maisons d'enfants conventionnées	198.315			
		2) Recouvrements divers	297.472			
		Total	495.787			
16.044 16.12)	06.36	Commissariat du Gouvernement aux étrangers: recettes des centres de logement et des foyers d'accueil pour travailleurs migrants et pour réfugiés; recettes diverses .		540.739	371.840	297.473
16.045 16.12)	07.20	Remboursement par la Rhénanie-Palatinat et la Sarre aux frais de la "Maison de la Grande Région"		-	28.756	32.900
16.050 16.12)	13.90	Vente d'ouvrages publiés par le Gouvernement		1.928.263	1.725.339	1.600.000
		Détail:				
		1) Manuels de classe et autres livres édités par le ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports	1.600.000			
16.051 16.12)	10.10	Recettes provenant de la vente de biens et de services par le département de l'agriculture		97.332	99.157	142.539
		Détail:				
		1) Laboratoire de contrôle et d'essais d'Ettelbruck; produits des analyses	49.579			
		2) Recettes de la mise à disposition d'engins mécaniques et remboursement de salaires avancés	49.579			
		3) Récupération des frais d'évaluation des anciennes matières actives de pesticides	24.789			
		4) Participation de l'Union Européenne aux frais du programme de lutte contre la varroatose	18.592			
		Total	142.539			
16.052	08.30	Recettes d'exploitation du centre sportif national de				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(16.12)		natation à Luxembourg-Kirchberg		1.165.100	1.189.889	1.036.009
		Détail:				
		1) Recettes ordinaires	978.009			
		2) Cours de natation et d'animation	43.000			
		3) Revente et location de matériel	15.000			
		Total	1.036.009			
16.053 (16.12)	08.30	Recettes d'exploitation de l'institut national des sports à Luxembourg-Fetschenhof		126.377	91.101	116.510
16.054 (16.12)	08.10	Recettes des musées de l'Etat, des archives de l'Etat, de la bibliothèque nationale et du centre national de l'audio-visuel		13.838	124	124
16.055 (16.12)	08.10	Recettes des châteaux et d'autres monuments historiques gérés sous le contrôle de l'Etat; participation aux recettes provenant des droits d'entrée à la crypte archéologique du Bock et de l'itinéraire culturel "Wenzel" ...		-	12.395	12.395
16.056 (16.12)	06.42	Recettes et avances perçues pour la mise à la disposition de normes européennes ainsi que pour la vente du code de la sécurité au travail		30.721	24.046	23.750
16.059 (16.12)	06.42	Recette provenant des participations aux frais des cours et programmes de formation en matière de sécurité et de santé des travailleurs		-	37.184	37.184
16.060 (16.13)	12.40	Remboursement par l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (EUROCONTROL) des frais d'exploitation d'installations de navigation radio-électriques établies sur le territoire du Grand-Duché		-	124	124
16.061 (16.12)	06.36	Subsides de la part de la Commission européenne dans le cadre du 4e programme d'action communautaire à moyen terme pour l'égalité des chances entre hommes et femmes		-	124	100
16.062 (38.10)	04.50	Recettes de la vente d'électricité produite par la centrale de cogénération d'énergie du Centre national de formation professionnelle continue à Esch-sur-Alzette ..		-	-	144.572
16.070 (16.00)	01.10	Recettes en relation avec la publication au mémorial ...		4.155.481	3.470.509	3.950.000
16.071 (16.00)	02.10	Recettes provenant de la vente de biens et de services par l'armée et la police grand-ducale		244.655	123.947	200.000
16.072 (16.00)	03.30	Etablissements pénitentiaires: produit du travail des détenus et recettes diverses provenant de la vente des produits		1.026.072	651.960	663.116
		Détail:				
		1) Centre pénitentiaire de Schrassig	541.648			
		2) Centre pénitentiaire agricole de Givenich ..	121.468			
		Total	663.116			
16.074 (16.00)	13.90	Ventes de biens non durables et de services (non ventilé entre secteurs)		844.591	446.208	745.000

4.8 - Recettes d'exploitation et autres

Unité: Euro

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		1) Recettes diverses 745.000			
16.075 16.00)	08.20	Recettes du programme de distribution "Films made in Luxembourg" du Centre national de l'audiovisuel	-	89.688	89.688
		Détail:			
		1) Vente de cassettes producteurs 44.844			
		2) Vente de cassettes CNA 44.844			
		Total 89.688			
16.076 16.00)	08.20	Recettes du spectacle audiovisuel "Lichtjoren" produit par le Centre national de l'audiovisuel	-	2.479	100
34.360 34.30)	05.22	Recouvrement des frais d'entretien des personnes placées dans des établissements de cure	-	24.789	24.789
36.100 36.09)	13.60	Droits en sus et amendes	4.717.145	4.214.190	4.500.000
38.000 38.10)	05.30	Contrôle des spécialités pharmaceutiques: taxes d'immatriculation	156.236	173.525	173.500
38.001 38.10)	07.33 07.34	Autres transferts de revenus des entreprises	222.581	173.525	173.500
38.002 38.10)	05.22	Recettes d'expertises relatives aux programmes d'essais cliniques des médicaments	-	2.479	2.479
38.003 38.10)	10.10	Taxes de contrôle des viandes	450.998	247.894	100
38.004 38.10)	10.10	Taxes d'expertises relatives aux organismes génétiquement modifiés	-	248	100
38.005 38.10)	07.34	Recettes destinées à couvrir les frais d'évacuation de déchets	-	124	100
38.041 38.50)	01.40	Recettes concernant le département des affaires étrangères	20.624	24.789	24.789
38.050 38.00)	01.34	Frais d'adjudications publiques pour compte de l'Etat ..	84.490	37.184	70.000
38.051 38.00)	03.00	Amendes de condamnations diverses, dommages-intérêts, restitution de droits fraudés, confiscations en numéraire, peines disciplinaires et diverses amendes d'ordre ..	4.775.725	7.436.806	7.900.000
38.052 38.00)	08.10	Dons en faveur du fonds pour les monuments historiques .	-	124	124
38.053 38.00)	12.60	Produit net des suppléments perçus sur les émissions de timbres à surtaxe ainsi que sur les télégrammes postaux en faveur d'oeuvres, de groupements et de collectivités poursuivant des buts sociaux, culturels ou d'intérêt national	51.896	63.213	63.213
38.054	13.90	Autres transferts de revenus (non ventilés entre sec-			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(38.00)		teurs)		162.966	123.947	125.00
		Détail:				
		1) Autres recettes	125.000			
38.055 (38.00)	12.10	Recettes d'analyses et d'essais		24.330	124	17.35
39.000 (39.10)	05.20	Subsides de la part de la Commission Européenne dans le domaine de la sécurité, de l'hygiène et de la santé au travail		29.747	104.115	10
		Total des recettes de la section 64.8		40.673.278	26.636.606	28.039.84
		Section 64.9				
		Remboursements				
11.300 (48.22)	07.50 10.30 10.40	Frais d'administration des bois: remboursement des dépenses de personnel par les communes		1.763.369	1.828.215	1.828.21
		Détail:				
		1) Remboursement des traitements des chefs de cantonnement (ingénieurs principaux et ingénieurs) (20% à charge de l'Etat)	303.670			
		2) Remboursement des traitements des préposés forestiers et des indemnités des gardes forestiers chargés de la surveillance d'un triage (20% à charge de l'Etat)	1.524.545			
		Total	1.828.215			
11.320 (38.10)	05.22	Centre hospitalier de Luxembourg: remboursement des traitements et indemnités avancés par l'Etat concernant certaines catégories de personnel de la maternité Grande-Duchesse Charlotte et de la clinique pour enfants ...		463.525	471.568	383.74
11.321 (38.10)	05.22	Centre thermal et de santé de Mondorf: remboursement des traitements et indemnités de certaines catégories de personnel		1.482.429	1.571.025	1.550.74
11.350 (48.22)	07.50 10.30 10.40	Frais d'administration des bois: remboursement des dépenses de personnel par les établissements publics		71.466	86.143	86.14
		Détail:				
		1) Remboursement des traitements des chefs de cantonnement (ingénieurs principaux et ingénieurs) (20% à charge de l'Etat)	14.254			
		2) Remboursement des traitements des préposés forestiers et des indemnités des gardes forestiers chargés de la surveillance d'un triage (20% à charge de l'Etat)	71.889			
		Total	86.143			
12.360	10.40	Recouvrement des sommes avancées par l'Etat pour l'amé-				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(38.50)		nagement et l'entretien d'installations et de dispositifs permettant le libre passage du poisson, de grils empêchant le passage du poisson ainsi que de passages à l'usage des pêcheurs (articles 17,23 et 57 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures)	-	124	125
12.361 (38.50)	07.50	Recouvrement des sommes avancées par l'Etat pour le reboisement de terrains en exécution de la loi sur la protection des bois et pour la lutte contre les organismes nuisibles	-	124	100
12.380 (38.00)	03.10	Recouvrement des frais de poursuite et d'instance	23.293	12.395	20.000
12.381 (38.00)	03.10	Assistance judiciaire et procédure en débet: recouvrements	5.185	74.368	5.000
12.382 (10.00)	07.34	Remboursement des frais avancés en relation avec la gestion des déchets	-	4.958	100
14.380 (14.10)	12.12	Remboursement des frais avancés dans l'intérêt de la réparation des dégâts causés par les usagers de la route à la voirie de l'Etat et à ses dépendances	882.582	991.574	1.363.415
38.000 (38.10)	04.42	Remboursement d'aides financières de l'Etat pour études supérieures (article 10 de la loi du 8.12.1977); remboursements d'aides de l'Etat pour autres études	493	124	100
42.310 (47.00)	06.20	Versement par le fonds national de la solidarité des frais de recouvrement des pensions alimentaires effectivement récupérées sur les débiteurs ainsi que des revenus provenant du placement de tout ou partie du fonds de roulement du fonds	5.106	2.479	2.500
		Total des recettes de la section 64.9	4.697.448	5.043.097	5.240.186
		Total des recettes du département 64	4.931.969.567	4.786.085.590	5.395.941.871

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des recettes courantes

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
10	Recettes non ventilées	18.848.936	3.495.299	4.270.000
-11	Remboursements de dépenses de personnel	5.579.558	6.872.800	6.765.923
-12	Remboursements de dépenses d'exploitation et de fonctionnement	407.162	487.657	881.840
-14	Remboursements de dépenses de réparation et d'entretien des routes et d'ouvrages hydrauliques n'augmentant pas la valeur	1.503.512	1.901.468	2.059.723
16	Vente de biens non durables et de services	68.102.798	54.790.494	58.408.680
17	Vente de biens militaires durables	-	124	124
26	Intérêts de créances	64.055.797	45.860.302	70.000.000
27	Bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques	-	124	100
28	Autres produits du patrimoine	84.106.746	110.325.086	111.134.755
29	Intérêts imputés en crédit	59.446	124	100
-34	Remboursements de transferts de revenus aux ménages	2.308.076	2.339.495	2.614.781
36	Impôts indirects et prélèvements	2.135.270.608	1.983.892.498	2.388.564.700
37	Impôts directs	2.518.262.448	2.548.010.778	2.720.200.000
38	Autres transferts de revenus	15.425.827	16.088.785	17.007.322
39	Transferts de revenus de l'étranger	12.405.790	4.606.060	8.332.514
-42	Part des communes dans les pensions et rentes sociales	36.817	250.373	127.500
-53	Remboursements de transferts de capitaux aux ménages	5.596.046	7.164.123	5.573.809
	Total	4.931.969.567	4.786.085.590	5.395.941.871

Budget des recettes

CHAPITRE II

RECETTES EN CAPITAL

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		94 - MINISTERE DES FINANCES			
		Section 94.0			
		Emprunts, bons du trésor, certificats			
34.093 84.23)	01.53	Banque internationale pour la reconstruction et le développement: versements en rapport avec l'ajustement de la souscription du Grand-Duché versée en monnaie nationale à l'évolution de la valeur du dollar américain	-	124	100
96.000 96.11)	14.10	Produits d'emprunts nouveaux	-	124	100
96.001 96.11)	01.23	Emission de bons du trésor	-	124	100
		Total des recettes de la section 94.0	-	372	300
		Section 94.1			
		Autres recettes en capital			
11.311 67.00)	06.12	Transfert par les caisses de pension des cotisations pour des périodes d'affiliation prises en considération par le régime de pension des fonctionnaires de l'Etat (article 7 de la loi du 22.12.1989 ayant pour objet la coordination des régimes de pension)	9.715.489	2.726.829	2.726.829
12.370 51.10)	13.90	Projet ENA (European navigator): participation de la Commission Européenne	500.000	367.998	100
17.000 96.12)	02.00	Remboursements des pays membres de l'O.T.A.N. relatifs à des travaux internationaux à intérêt commun exécutés par le Grand-Duché	-	124	100
53.360 58.12)	13.90	Remboursement de primes ou de subventions accordées dans l'intérêt de l'accession à la propriété immobilière	4.802.571	3.966.296	4.800.000
56.000 56.10)	06.35	Recouvrements à faire sur la base de la législation sur les dommages de guerre	-	124	100
56.040 56.50)	13.60	Droits de succession	24.454.589	17.352.547	19.800.000
57.010 57.20)	06.35	Consignations à porter définitivement en recette au profit du Trésor (arrêté grand-ducal du 9.7.1945)	52.896	61.973	50.000
58.010 58.12)	07.10	Remboursement des participations aux frais de construction d'ensembles destinés à la vente ou à la location ..	-	248	125
58.011 58.12)	13.90	Remboursement des participations aux frais de construction d'ensembles destinés à la vente ou à la location ..	-	-	100

94.1 - Autres recettes en capital

Unité: Eur

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
58.030 (58.22)	01.24	Recettes en relation avec l'émission et le retrait de signes monétaires	-	124	10
58.031 (58.22)	01.20	Ventes mobilières: produit des ventes d'objets saisis et confisqués	131.054	123.947	124.00
59.000 (59.11)	11.00	Participation du fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.) aux dépenses résultant de l'aménagement de zones industrielles et de l'exécution de projets analogues	-	371.840	1.240.00
74.050 (58.22)	12.12	Installations d'éclairage public: acquisition d'équipements, travaux de déplacement et frais de raccordement à rembourser par les demandeurs	27.767	24.789	25.00
76.040 (76.31)	01.25	Vente de bâtiments à l'intérieur du secteur des administrations publiques	856.109	2.478.935	2.500.00
76.050 (76.32)	01.25	Vente de bâtiments à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	1.931.484	1.239.468	2.500.00
77.030 (77.00)	01.20	Ventes de biens meubles durables	127.603	148.736	124.00
87.000 (87.10)	04.42	Remboursements de subsides remboursables pour études universitaires (ancien régime)	-	124	10
89.000 (89.15)	06.14	Remboursements d'avances pour la couverture d'insuffisances temporaires des moyens du fonds pour l'emploi ...	-	124	10
		Total des recettes de la section 94.1	42.599.562	28.864.226	33.890.65
		Total des recettes du département 94	42.599.562	28.864.598	33.890.95

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des recettes en capital

Code	Classes de comptes	1999 Compte provisoire	2000 Budget	2001 Crédits
-11	Remboursement de dépenses de personnel	9.715.489	2.726.829	2.726.829
-12	Remboursements de dépenses d'exploitation et de fonctionnement	500.000	367.998	100
17	Vente de biens militaires durables	-	124	100
-53	Remboursements de transferts de capitaux aux ménages	4.802.571	3.966.296	4.800.000
56	Impôts en capital	24.454.589	17.352.671	19.800.100
57	Autres transferts de capitaux des entreprises	52.896	61.973	50.000
58	Autres transferts de capitaux des administrations privées et des ménages	131.054	124.319	124.325
59	Transferts de capital à l'étranger	-	371.840	1.240.000
-74	Remboursements de dépenses d'acquisitions de biens meubles durables et des biens incorporels	27.767	24.789	25.000
76	Vente de terrains et de bâtiments	2.787.593	3.718.403	5.000.000
77	Vente d'autres biens d'investissement et de biens incorporels	127.603	148.736	124.000
-84	Remboursements de crédits octroyés à l'étranger	-	124	100
87	Remboursements de crédits par les organismes privés	-	124	100
89	Remboursements de crédits à l'intérieur du secteur administrations publiques	-	124	100
96	Produits des emprunts publics consolidés	-	248	200
Total		42.599.562	28.864.598	33.890.954

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des recettes courantes et en capital

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
10	Recettes non ventilées	18 848 936	3 495 299	4 270 000
-11	Remboursements de dépenses de personnel	15 295 047	9 599 629	9 492 752
-12	Remboursements de dépenses d'exploitation et de fonctionnement	907 162	855 655	881 940
-14	Remboursements de dépenses de réparation et d'entretien des routes et d'ouvrages hydrauliques n'augmentant pas la valeur	1 503 512	1 901 468	2 059 723
16	Vente de biens non durables et de services	68 102 798	54 790 494	58 408 680
17	Vente de biens militaires drables	-	248	224
26	Intérêts de créances	64 055 797	45 860 302	70 000 000
27	Bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques	-	124	100
28	Autres produits du patrimoine	84 106 746	110 325 086	111 134 755
29	Intérêts imputés en crédit	59 446	124	100
-34	Remboursements de transferts de revenus au ménages	2 308 076	2 339 495	2 614 781
36	Impôts indirects et prélèvements	2 135 270 608	1 983 892 498	2 388 564 700
37	Impôts directs	2 518 262 448	2 548 010 778	2 720 200 000
38	Autres transferts de revenus	15 425 827	16 088 785	17 007 322
39	Transferts de revenus à l'étranger	12 405 790	4 606 060	8 332 514
-42	Part des communes dans les pensions et rentes sociales	36 817	250 373	127 500
-53	Remboursements de transferts de capitaux aux ménages	10 398 617	11 130 419	10 373 809
56	Impôts en capital	24 454 589	17 352 671	19 800 100
57	Autres transferts de capitaux des entreprises	52 896	61 973	50 000
58	Autres transferts de capitaux des administrations privées et des ménages	131 054	124 319	124 325
59	Transferts en capital à l'étranger	-	371 840	1 240 000
-74	Remboursements de dépenses d'acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	27 767	24 789	25 000
76	Vente de terrains et bâtiments	2 787 593	3 718 403	5 000 000
77	Vente d'autres biens d'investissement et de biens incorporels	127 603	148 736	124 000
-84	Remboursements de crédits octroyés à l'étranger	-	124	100
87	Remboursements de crédits par les organismes privés sans but lucratif au service des ménages et par les ménages	-	124	100
89	Remboursements de crédits à l'intérieur du secteur administrations publiques	-	124	100
96	Produits des emprunts publics consolidés	-	248	200
Total		4 974 569 129	4 814 950 188	5 429 832 825

Budget des dépenses

CHAPITRE III

DEPENSES COURANTES

Remarques générales

1) Les ***crédits pour rémunérations*** *(traitements des fonctionnaires, indemnités des employés* et salaires des ouvriers) **et pensions** sont "non limitatifs" et "sans distinction d'exercice" (voir l'article correspondant de la loi budgétaire).

   Le caractère "non limitatif" de ces crédits permet d'y imputer les augmentations des rémunérations et pensions attribuables à des variations imprévisibles des cotes d'application de l'échelle mobile des salaires ainsi que d'autres augmentations éventuelles des mêmes catégories de dépenses (voir l'article 08.0.11.310).

   La mention "sans distinction d'exercice" permet de régler à charge des prédits crédits des arriérés de rémunérations et de pensions.

2) Conformément à l'article 1er de la loi modifiée du 22.06.1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, le terme de "fonctionnaire" vise indistinctement les fonctionnaires de l'Etat et les personnes qui leur sont assimilées quant au traitement et dont les fonctions figurent aux annexes A et B de ladite loi.

   Le terme de "traitement" comprend, outre le traitement de base et l'allocation de famille, les allocations et primes prévues par la loi précitée du 22.06.1963 ainsi que la part patronale dans les cotisations sociales.

   Ces remarques s'appliquent pareillement aux "*indemnités des employés*" et aux "salaires des ouvriers".

3) Les crédits pour rémunérations (y compris ceux concernant le personnel de diverses institutions dont les rémunérations sont totalement ou partiellement à charge de l'Etat) sont calculés sur la base de la valeur du point indiciaire fixée par la loi du 08.01.1996 et en fonction de l'hypothèse d'une moyenne annuelle des cotes d'application de l'échelle mobile des salaires de 581,23 points pour toute l'année 2001. A noter que le crédit commun prévu à l'article 08.0.11.310 prévoit les dépenses supplémentaires résultant de la loi du 28 juillet 2000.

4) Les **autres crédits** concernant des dépenses dont les montants nominaux sont **liés** directement **à l'échelle mobile des salaires** sont également calculés sur la base de l'hypothèse d'une moyenne annuelle des cotes d'application de l'échelle mobile des salaires de 581,23 points pour toute l'année 2001.

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		00 - MINISTERE D'ETAT				
		Section 00.0				
		Maison du Grand-Duc				
10.000 (10.00)	01.10	Maison grand-ducale: liste civile. (Crédit non limitatif)		836.467	836.467	864.500
10.001 (10.00)	01.10	Maison grand-ducale: contribution supplémentaire aux frais de personnel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		3.954.670	4.106.158	4.371.017
10.002 (10.00)	01.10	Maison grand-ducale: frais de représentation		375.707	375.707	388.310
10.003 (10.00)	01.10	Maison grand-ducale: indemnités pour frais de représentation de S.A.R. le Grand-Duc héritier		94.175	94.175	-
10.004 (10.00)	01.10	Maison grand-ducale: indemnités pour frais de représentation de Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean		-	-	124.000
10.005 (12.11)	01.10	Maison grand-ducale: bâtiments: exploitation et entretien		165.147	141.423	149.542
11.000 (11.00)	01.10	Traitements des fonctionnaires		132.928	109.990	113.816
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	109.721			
		3) Charges sociales patronales	3.203			
		4) Allocations de repas	892			
		Total	113.816			
		Total des dépenses de la section 00.0		5.559.094	5.663.920	6.011.185
		Section 00.1				
		Chambre des Députés				
10.000 (10.00)	01.10	Chambre des Députés		14.662.605	19.476.771	21.646.442
10.001 (10.00)	01.10	Remboursement partiel des frais des campagnes électorales aux partis politiques. (Crédit non limitatif)		1.735.255	-	-
		Total des dépenses de la section 00.1		16.397.860	19.476.771	21.646.442

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 00.2			
		Cour des Comptes			
10.000 (10.00)	01.10	Dotation au profit de la Cour des Comptes. (Crédit non limitatif)	-	1.983.148	3.189.21
		Total des dépenses de la section 00.2	-	1.983.148	3.189,21
		Section 00.3			
		Conseil d'Etat			
11.000 (11.00)	01.10	Traitements des fonctionnaires	313.218	361.032	378.91
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 355.392			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 3.203			
		3) Charges sociales patronales 14.992			
		4) Allocations de repas 5.330			
		Total 378.917			
11.010 (11.00)	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	172.509	95.340	104.74
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 87.746			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 2.753			
		3) Charges sociales patronales 12.013			
		4) Allocations de repas 2.231			
		Total 104.743			
11.030 (11.00)	01.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	38.126	39.118	40.921
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 34.939			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 1.176			
		3) Charges sociales patronales 4.806			
		Total 40.921			
11.100 (11.40)	01.10	Indemnités d'habillement	412	421	421
11.130 (11.12)	01.10	Indemnités des membres et du personnel du Conseil d'Etat. (Crédit non limitatif)	976.413	1.058.778	1.084.89
		Détail:			
		1) Membres du Conseil d'Etat 1.084.197			

Article (Code Econ.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		9) Divers	694			
		Total	1.084.891			
12.010 (12.13)	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		1.295	1.859	2.696
12.040 (12.12)	01.10	Frais de bureau		31.798	34.705	34.705
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	3.966			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	4.958			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	546			
		4) Consommables bureautiques	2.677			
		5) Frais d'impression et de reliure	3.718			
		6) Documentation et bibliothèque	18.344			
		9) Divers	496			
		Total	34.705			
12.050 (12.12)	01.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Sans distinction d'exercice)		11.352	11.651	13.436
		Détail:				
		1) Frais postaux	7.685			
		2) Frais téléphoniques	5.330			
		4) Télex et téléfax	421			
		Total	13.436			
12.070 (12.12)	13.90	Location et entretien des équipements informatiques		-	-	12.395
		Détail:				
		1) Location	12.395			
12.080 (12.11)	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien		17.449	18.592	21.567
		Détail:				
		1) Nettoyage	1.487			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	19.336			
		9) Divers	744			
		Total	21.567			
12.300 (12.13)	01.10	Frais de représentation. (Sans distinction d'exercice)		3.598	3.718	3.718
24.010 (24.10)	01.10	Documentation juridique - connexion à des bases de données étrangères		1.044	2.479	2.479
35.060 (35.00)	13.90	Cotisations à des organismes internationaux		-	-	322
		Total des dépenses de la section 00.3		1.567.214	1.627.693	1.701.211

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 00.4 **Gouvernement**				
11.000 (11.00)	Divers codes	Traitements des fonctionnaires		5.609.855	6.166.104	6.996.840
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	6.728.470			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	9.439			
		3) Charges sociales patronales	213.185			
		4) Allocations de repas	45.746			
		Total	6.996.840			
11.130 (11.12)	Divers codes	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		164.366	169.956	168.446
11.132 (11.12)	08.40	Médias audiovisuels: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		61.058	60.486	64.500
11.133 (11.12)	08.50	Conseil national de la formation morale et sociale: indemnités pour services extraordinaires		248	-	-
11.135 (11.12)	08.50	Commission consultative des Droits de l'homme: indemnités pour services extraordinaires		-	447	447
12.000 (12.15)	01.10	Indemnités pour services de tiers. (Sans distinction d'exercice)		2.226	2.231	2.231
12.001 (12.15)	08.50	Conseil national de la formation morale et sociale: indemnités pour services de tiers		223	-	-
12.002 (12.15)	08.50	Commission consultative des Droits de l'homme: indemnités pour services de tiers		-	3.793	4.016
12.010 (12.13)	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Sans distinction d'exercice)		31.946	47.100	53.918
12.011 (12.13)	13.90	Frais de route et de séjour à l'étranger (gouvernement et autres administrations). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		671.085	594.944	620.000
12.012 (12.13)	01.10	Frais de route et de séjour à l'étranger		235.295	235.499	235.499
12.020 (12.14)	01.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		10.220	10.164	10.908
		Détail:				
		1) Assurances	1.562			
		2) Carburants et lubrifiants	5.627			
		3) Réparation et entretien	3.719			
		Total	10.908			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.040 (12.12)	01.10	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques		11.900	14.998	12.643
		Détail:				
		6) Documentation et bibliothèque	12.643			
12.041 (12.12)	01.10	Service central de législation: frais de bureau		3.589	3.718	3.718
		Détail:				
		6) Documentation et bibliothèque	3.718			
12.050 (12.12)	01.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Crédit non limitatif)		2.092.561	2.163.119	2.235.925
		Détail:				
		1) Frais postaux	474.964			
		2) Frais téléphoniques	1.758.482			
		9) Divers	2.479			
		Total	2.235.925			
12.070 (12.12)	01.10	Frais d'entretien d'équipements informatiques et audio-visuels. (Crédit non limitatif)		-	14.006	19.300
12.080 (12.11)	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien		27.579	32.226	27.581
		Détail:				
		1) Nettoyage	6.348			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	17.359			
		3) Chauffage	2.487			
		9) Divers	1.387			
		Total	27.581			
12.120 (12.30)	01.10	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		255.826	743.681	370.000
12.130 (12.16)	01.10	Frais de publication de communiqués officiels. (Crédit non limitatif)		915.765	793.259	867.627
12.131 (12.16)	01.10	Frais de publication du Mémorial. (Crédit non limitatif)		3.369.458	2.850.776	3.222.616
12.133 (12.16)	01.10	Frais de publication de codes, de recueils de législation, d'études juridiques et de projets de loi, sur papier et sur support informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		119.644	198.315	198.315
12.134 (12.16)	13.90	Frais de publication et d'impression des annuaires téléphoniques de l'administration gouvernementale; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	-	50.000
12.170 (12.30)	01.10	*Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur; dépenses diverses*		1.179	1.239	1.239
12.190 (12.30)	01.10	Formation du personnel		6.189	4.958	-

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.300 (12.13)	01.10	Indemnités de représentation des membres du gouvernement. (Crédit non limitatif)	315.329	322.534	365.35
12.310 (12.30)	01.10	Indemnisation des dégâts matériels causés à des voitures privées utilisées pour des voyages de service (gouvernement et autres administrations). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	11.917	12.395	12.39
12.315 (12.12)	08.50	Commission consultative des Droits de l'homme: dépenses diverses	-	2.479	2.47
12.320 (12.30)	01.10	Réceptions officielles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	613.764	619.734	557.73
12.321 (12.30)	01.10	Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	892.401	371.840	371.840
12.322 (12.12)	01.10	50ième anniversaire du Plan Schuman: dépenses diverses .	-	371.840	-
12.323 (12.30)	01.10	Frais de personnel et de fonctionnement de la Présidence luxembourgeoise du Comité Economique et Social de la Grande Région. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	185.920	314.135
12.330 (12.30)	01.10	Dépenses pour distinctions honorifiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	263.317	223.104	250.000
12.340 (12.30)	01.10	Service information et presse: journaux et périodiques, frais d'impression et de publication, documentation; promotion de l'image de marque du Grand-Duché de Luxembourg; frais d'études et dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	689.266	842.838	842.83
12.341 (12.30)	01.30	Frais d'abonnement à des agences de diffusion d'informations	21.217	49.579	49.57
12.342 (12.30)	01.42	Comité de coordination pour l'installation d'institutions et d'organismes européens: frais de fonctionnement; honoraires d'avocats et d'interprètes; frais d'experts; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	28.712	34.705	34.70
12.343 (12.30)	03.60	Service de renseignements: frais de fonctionnement; frais d'installation et autres	167.006	167.006	169.51
12.344 (12.30)	01.10	Centre national de documentation et de recherche sur la résistance: indemnités pour services de tiers; frais de bureau et autres frais de fonctionnement; frais de route et de séjour	13.444	12.395	12.395
12.345 (12.30)	08.40	Médias audiovisuels: indemnités pour services de tiers, honoraires d'experts, frais de promotion, frais de documentation, acquisition de machines de bureau et d'équipements spéciaux, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	223.012	224.344	236.738
12.346 (12.30)	12.60	Service d'information et presse: frais de fonctionnement de réseaux électroniques d'information	19.816	37.184	37.184

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.348 33.00)	01.41	Centre de recherches et d'études européennes Robert Schuman: dépenses diverses	49.549	68.543	68.914
12.350 12.30)	01.10	Dépenses diverses jugées opportunes par le gouvernement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	43.119	8.676	10.000
12.351 12.30)	12.60	Mise en place d'un site Internet de l'Etat luxembourgeois: frais d'installation et de fonctionnement; dépenses diverses. (Crédit non limitatif)	146.303	867.627	867.627
12.352 12.30)	01.10	Dépenses en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	3.700.000
12.370 12.30)	08.40	Prise en charge par l'Etat des frais relatifs à l'établissement d'une pige publicitaire luxembourgeoise	101.032	102.554	117.386
12.371 12.30)	13.90	Médias audiovisuels: contribution du Gouvernement aux frais de l'Académie des Médias	-	-	63.000
12.380 12.12)	01.10	Réseau radio intégré et unique pour les besoins de divers services publics: installation et location de lignes téléphoniques; redevances; entretien et réparation des équipements radio-électriques; consommation. (Sans distinction d'exercice)	91.564	142.539	145.500
		Détail:			
		7) Réseau radio 145.500			
31.050 (31.32)	08.40	Aide directe de l'Etat à la presse écrite. (Crédit non limitatif)	3.424.843	3.396.141	3.915.800
31.051 (31.32)	08.40	Participation de l'Etat dans le financement du programme de télévision essentiellement en langue luxembourgeoise. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	2.310.120	177.368	178.845
31.052 (31.32)	08.40	Participation luxembourgeoise au programme MEDIA et à d'autres initiatives ou actions communautaires dans le domaine des médias, de l'audiovisuel et de la société de l'information	193.824	247.894	247.894
33.000 (33.00)	04.60	Participation de l'Etat au programme de recherche et de développement entrepris par le centre d'études de populations, de pauvreté et de politique socio-économique. (Crédit non limitatif)	1.879.033	1.908.780	2.364.000
33.010 (33.00)	08.40	Subsides aux organisations professionnelles de la presse	6.693	6.693	6.693
33.011 (33.00)	04.40	Participation aux frais occasionnés par les activités de l'association Luxembourg-Harvard dans le cadre des relations entre le Luxembourg et l'université de Harvard ...	81.805	81.805	81.805
33.012 (33.00)	08.40	Médias audiovisuels: subsides à des associations privées	7.908	69.410	132.623
33.013 (33.00)	01.10	Subventions dans l'intérêt de la réalisation d'études et de recherches dans le domaine de la coopération européenne et internationale	364.403	364.403	369.362

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
33.014 (33.00)	08.40	Participation du Gouvernement au programme STRATEGICS ..	123.947	123.947	123.947
33.015 (33.00)	08.40	Subside de fonctionnement au conseil de presse	86.763	86.763	86.763
33.016 (33.00)	08.40	Participation de l'Etat au profit de l'association de la presse interrégionale	-	20.079	20.000
33.017 (33.00)	01.10	Subventions au profit d'institutions et de fondations internationales	24.789	24.864	24.790
34.040 (34.40)	01.10	Dommages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	192.465	49.579	50.000
34.090 (34.40)	01.10	Subsides jugés opportuns par le gouvernement	7.241	11.155	23.550
34.095 (34.49)	13.90	Participation à des frais de réception en relation avec des manifestations à rayonnement national ou international organisées par des associations privées	-	-	62.000
35.030 (35.40)	01.43	Participation luxembourgeoise à Eureka audiovisuel. (Crédit non limitatif)	1.653	1.834	1.834
43.000 (43.22)	01.10	Dépenses en relation avec les élections législatives et européennes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	1.516	991.574	-
		Restants d'exercices antérieurs			
12.870 (12.16)	13.90	Prise en charge par l'Etat des frais relatifs à l'établissement d'une pige publicitaire luxembourgeoise	-	-	116.417
		Total des dépenses de la section 00.4	25.987.983	26.341.144	31.201.410
		Section 00.5			
		Conseil économique et social			
11.010 (11.00)	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	283.789	289.713	259.171
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 233.232			
		3) Charges sociales patronales 21.924			
		4) Allocations de repas 4.015			
		Total 259.171			
11.020 (11.00)	01.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	56.638	1.760	2.002
		Détail:			
		B - Etudiants			
		1) Rémunérations de base 2.002			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.010 (12.13)	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		3.757	3.347	5.211
		Détail:				
		1) Frais de route et de séjour, ...	5.211			
12.040 (12.12)	01.10	Frais de bureau		19.086	17.353	17.353
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	4.710			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	2.479			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	248			
		4) Consommables bureautiques	620			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.735			
		6) Documentation et bibliothèque	3.718			
		9) Divers	3.843			
		Total	17.353			
12.050 (12.12)	01.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Sans distinction d'exercice)		12.405	14.130	16.807
		Détail:				
		1) Frais postaux	12.097			
		2) Frais téléphoniques	4.338			
		4) Télex et téléfax	372			
		Total	16.807			
12.100 (12.11)	01.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		99.437	115.197	72.237
		Détail:				
		1) Loyers	57.363			
		2) Charges locatives accessoires	14.874			
		Total	72.237			
12.120 (12.30)	01.10	Indemnités des membres et des experts consultés par le conseil économique et social. (Crédit non limitatif)		139.218	131.384	140.330
12.130 (12.16)	01.10	Frais de publication		25.596	-	-
12.300 (12.30)	01.10	Part dans les frais d'un service commun de courrier, de surveillance et de nettoyage		19.611	18.840	19.831
12.310 (12.30)	01.43	Conseil consultatif économique et social BENELUX: jetons de présence; frais de réunion; frais de secrétariat		-	2.727	2.727

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
35.060 (35.00)	13.90	Contributions à des organismes internationaux. (Sans distinction d'exercice)		-	-	1.600
		Total des dépenses de la section 00.5		659.537	594.451	537.269
		Section 00.6				
		Centre de Communications du Gouvernement				
11.010 (11.00)	02.00	Indemnités des employés occupés à titre permanent		977.841	1.002.481	1.077.342
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	870.110			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	63.069			
		3) Charges sociales patronales	123.737			
		4) Allocations de repas	20.426			
		Total	1.077.342			
11.020 (11.00)	02.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		30.842	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.030 (11.00)	02.00	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		445.737	447.076	465.864
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	398.114			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	11.663			
		3) Charges sociales patronales	56.087			
		Total	465.864			
11.040 (11.00)	02.00	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	02.00	Indemnités d'habillement		2.510	2.529	2.511
11.130 (11.12)	02.00	Indemnités pour services extraordinaires		3.748	4.413	4.205
		Détail:				
		3) Permanence à domicile	248			
		5) Prestations individuelles	3.957			
		Total	4.205			
12.010 (12.13)	02.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		-	496	363
12.020	02.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		18.410	18.741	20.254

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.14)		*Détail:*				
		1) Assurances	2.479			
		2) Carburants et lubrifiants	12.073			
		3) Réparation et entretien	5.454			
		9) Divers	248			
		Total	20.254			
12.040 12.12)	02.00	Frais de bureau		23.822	24.789	24.789
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	14.874			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.859			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	248			
		4) Consommables bureautiques	5.825			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.487			
		6) Documentation et bibliothèque	496			
		Total	24.789			
12.050 (12.12)	02.00	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		16.320	22.806	22.806
		Détail:				
		2) Frais téléphoniques	14.373			
		4) Télex	1.370			
		6) Sémaphone	413			
		9) Divers	6.650			
		Total	22.806			
12.051 (12.12)	02.00	Achat de biens et services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications pour les autres administrations		130.770	35.003	35.032
		Détail:				
		2) Frais téléphoniques	2.500			
		3) Luxpac	30.032			
		9) Divers	2.500			
		Total	35.032			
12.060 (12.12)	02.00	Location et entretien des installations de télécommunications		21.972	25.905	25.941
		Détail:				
		1) Location	312			
		2) Contrats d'entretien	4.301			
		3) Réparations et pièces de rechange	18.112			
		9) Divers	3.216			
		Total	25.941			
12.061 (12.12)	02.00	Location et entretien des installations de télécommunications pour les autres administrations		102.686	131.384	146.613

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Location	1.250			
		2) Contrats d'entretien	84.145			
		3) Réparations et pièces de rechange	57.518			
		9) Divers	3.700			
		Total	146.613			
12.070 (12.12)	02.00	Location et entretien des équipements informatiques		29.080	36.391	34.763
		Détail:				
		2) Contrats d'entretien	18.513			
		3) Réparations et pièces de rechange	16.250			
		Total	34.763			
12.071 (12.12)	02.00	Location et entretien des équipements informatiques pour les autres administrations		21.571	35.697	44.346
		Détail:				
		2) Contrats d'entretien	29.846			
		3) Réparations et pièces de rechange	12.000			
		9) Divers	2.500			
		Total	44.346			
12.080 (12.11)	02.00	Bâtiments: exploitation et entretien		77.866	88.820	81.387
		Détail:				
		1) Nettoyage	6.198			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	45.439			
		3) Chauffage	19.832			
		4) Réparations et entretien	9.422			
		9) Divers	496			
		Total	81.387			
12.180 (12.30)	02.00	Acquisition de matériel didactique		25	297	250
12.190 (12.30)	02.00	Frais de formation du personnel		4.846	8.428	12.000
12.300 (12.30)	02.00	Achat de denrées alimentaires pour la cantine du centre des télécommunications et d'alerte de Senningen		9.255	7.437	7.436
		Total des dépenses de la section 00.6		1.917.301	1.893.189	2.006.102
		Section 00.7				
		Cultes				
11.000 (11.00)	08.50	Traitements des fonctionnaires		14.764.041	14.988.560	15.876.896
		Détail:				
		I. CULTE CATHOLIQUE				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		A - Clergé				
		1) Rémunérations de base	12.553.996			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	1.107.871			
		3) Charges sociales patronales	567.476			
		4) Allocations de repas	213.659			
		B - Séminaire				
		1) Rémunérations de base	716.015			
		3) Charges sociales patronales	27.906			
		4) Allocations de repas	8.007			
		II. CULTES PROTESTANTS				
		A EGLISE PROTESTANTE				
		1) Rémunérations de base	201.873			
		3) Charges sociales patronales	8.109			
		4) Allocations de repas	2.677			
		B EGLISE PROTESTANTE REFORMEE				
		1) Rémunérations de base	133.647			
		3) Charges sociales patronales	5.381			
		4) Allocations de repas	1.785			
		III. CULTE ISRAELITE				
		1) Rémunérations de base	271.073			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération ...	2.327			
		3) Charges sociales patronales	11.088			
		4) Allocations de repas	3.570			
		IV. CULTE ORTHODOXE				
		1) Rémunérations de base	37.892			
		3) Charges sociales patronales	1.652			
		4) Allocations de repas	892			
		Total	15.876.896			
11.132 (11.12)	08.50	Culte catholique: indemnités pour services extraordinaires		5.949	5.949	-
12.000 (12.15)	08.50	Culte catholique: indemnités des prêtres s'occupant de l'administration spirituelle de localités limitrophes luxembourgeoises ou des étrangers de différentes nationalités résidant au pays		4.214	4.214	-
12.010 (12.13)	08.50	Culte catholique: frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		17.173	17.353	-
12.040 (12.12)	08.50	Culte catholique: frais de bureau et de représentation de l'archevêque		1.239	1.239	-
12.080 (12.11)	08.50	Séminaire de Luxembourg: bâtiments: exploitation et entretien		10.836	14.477	12.695

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	5.081			
		3) Chauffage	7.614			
		Total	12.695			
12.300 (12.30)	08.50	Culte catholique: frais de conservation et de restauration des archives diocésaines; dépenses diverses		9.916	9.916	-
33.010 (33.00)	08.50	Culte catholique: remboursement de frais d'alimentation et de reliure de la bibliothèque du séminaire		3.718	3.718	3.718
33.011 (33.00)	08.50	Subsides aux cultes protestants		33.143	33.143	33.143
		Détail:				
		1) Communauté protestante de Luxembourg (y compris un subside de 55.000 fr. pour l'église protestante européenne à Luxembourg)	18.368			
		2) Communauté protestante d'Esch-sur-Alzette ..	9.817			
		3) "English Speaking Church Community" à Luxembourg	2.479			
		4) "Den Danske Folke Kirke" à Luxembourg	2.479			
		Total	33.143			
33.012 (33.00)	08.50	Subsides au culte israélite		23.947	23.947	23.947
		Détail:				
		1) Communauté israélite de Luxembourg	20.229			
		2) Communauté israélite d'Esch-sur-Alzette	3.718			
		Total	23.947			
33.013 (33.00)	08.50	Subsides pour activités interconfessionnelles		1.239	1.239	1.239
33.014 (33.00)	13.90	Subsides au culte catholique		-	-	38.671
		Détail:				
		1) Frais de bureau et de représentation de l'archevêque	1.239			
		2) Frais de conservation et de restauration des archives diocésaines	9.916			
		3) Frais de déménagement	17.353			
		4) Frais de binage et de remplacement de prêtres malades	5.949			
		5) Frais d'administration spirituelle de localités limitrophes luxembourgeoises ou d'étrangers de différentes nationalités résidant au pays	4.214			
		Total	38.671			
34.060 (34.40)	04.42	Culte catholique: bourses d'études aux élèves du séminaire		2.479	2.479	2.479

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Restants d'exercices antérieurs				
12.580 (12.11)	08.50	Bâtiments: exploitation et entretien		-	892	-
12.801 (12.30)	08.50	Cultes protestants: frais de route et de remplacement des pasteurs protestants		888	-	-
		Total des dépenses de la section 00.7		14.878.782	15.107.126	15.992.788
		Section 00.8 **Communications**				
12.010 (12.13)	12.60	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		-	124	100
12.012 (12.13)	12.60	Frais de route et de séjour à l'étranger		82.485	86.763	86.763
12.020 (12.14)	12.60	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		845	1.562	1.656
		Détail:				
		1) Assurances	496			
		2) Carburants et lubrifiants	788			
		3) Réparation et entretien	248			
		9) Divers	124			
		Total	1.656			
12.040 (12.12)	12.60	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques		2.140	3.223	3.223
		Détail:				
		6) Documentation et bibliothèque	3.223			
12.080 (12.11)	12.60	Bâtiments; exploitation et entretien		2.102	1.735	2.000
		Détail:				
		1) Nettoyage	2.000			
12.120 (12.30)	12.60	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	12.395	12.395
12.191 (12.30)	12.60	Frais de formation professionnelle		-	1.859	6.000
12.300 (12.30)	12.60	Prise en charge par l'Etat des frais encourus par l'autorité de régulation indépendante en matière postale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	187.234	187.234
33.010 (33.00)	12.60	Subsides à des associations		1.239	2.479	-
35.030 (35.40)	12.60	Part du Grand-Duché dans les frais des bureaux internationaux.				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	76.271	94.200	98.000
		Détail:			
		1) Union postale universelle à Berne 98.000			
		Total des dépenses de la section 00.8	165.082	391.574	397.371
		Total des dépenses du département 00	67.132.853	73.079.016	82.682.991

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère d'Etat

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
10	Dépenses non ventilées	21.824.026	27.013.849	30.733.024
11	Salaires et charges sociales	24.040.228	24.804.649	26.642.133
12	Achat de biens non durables et de services	12.418.516	13.534.545	17.412.330
24	Dotation de terres et paiements courants pour l'utilisation d'actifs incorporels	1.044	2.479	2.479
31	Subventions d'exploitation	5.928.787	3.821.403	4.342.539
33	Transferts de revenus aux administrations privées	2.638.627	2.751.270	3.310.701
34	Transferts de revenus aux ménages	202.185	63.213	138.029
35	Transferts de revenus à l'étranger	77.924	96.034	101.756
43	Transferts de revenus aux administrations publiques locales	1.516	991.574	0
Total		67.132.853	73.079.016	82.682.991

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		01 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR, DE LA COOPERATION ET DE LA DEFENSE				
		Section 01.0				
		Dépenses générales				
11.130 (11.12)	01.42	Indemnités pour services extraordinaires		620	620	62(
11.131 (11.12)	01.43	Conférences et réunions internationales: indemnités des délégués luxembourgeois. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		22.588	17.353	17.35
11.310 (11.00)	01.43	Présidence luxembourgeoise de l'Union de l'Europe Occidentale (U.E.O.).- Frais de personnel: rémunération du personnel supplémentaire; indemnités pour services extraordinaires; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		588.135	24.789	-
11.320 (11.00)	01.43	Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Europe.- Frais de personnel: rémunération du personnel supplémentaire; indemnités pour services extraordinaires; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	-	79.32(
12.012 (12.13)	01.43	Frais de route et de séjour à l'étranger		854.703	937.038	992.00(
12.014 (12.13)	01.43	Présidence luxembourgeoise de l'Union de l'Europe Occidentale (U.E.O.): frais de route et de séjour à l'étranger (Ministère des Affaires Etrangères et autres administrations). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		55.731	12.395	-
12.020 (12.14)	01.42	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		3.020	3.223	3.710
		Détail:				
		1) Assurances	868			
		2) Carburants et lubrifiants	2.222			
		3) Réparation et entretien	620			
		Total	3.710			
12.040 (12.12)	01.42	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques		38.986	40.283	42.762
		Détail:				
		6) Documentation et bibliothèque	42.762			
12.080 (12.11)	01.42	Bâtiments: exploitation et entretien		19.597	18.592	20.000
		Détail:				
		1) Nettoyage	10.000			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	10.000			
		Total	20.000			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.125 12.30)	01.42	Frais d'études et d'établissement d'un système informatique de gestion financière et de personnel local des missions diplomatiques. (Sans distinction d'exercice)	-	61.973	35.183
12.190 12.30)	01.42	Participation à des stages et cours de perfectionnement. (Sans distinction d'exercice)	-	7.437	7.437
12.191 12.30)	13.90	Stages d'accueil pour jeunes cadres: frais d'organisation et de participation	-	-	49.579
12.300 12.30)	01.42	Fabrication de passeports et de visas sous forme d'autocollants. (Crédit non limitatif)	14.866	12.395	297.472
12.302 12.30)	01.42	Frais d'élaboration, de mise en place et d'entretien d'un système de réception, de circulation et d'archivage de l'information du Ministère des affaires étrangères et de ses missions à l'étranger	-	-	917.000
12.310 12.30)	01.42	Achat de timbres de chancellerie. (Crédit non limitatif)	7.437	9.916	9.916
12.320 12.30)	01.42	Frais d'abonnement à des agences d'information et à des bases de données	16.227	18.592	60.942
12.330 12.30)	01.43	Frais de banque	-	992	100
12.340 12.30)	01.42	Frais de maintenance et de réparation du réseau CORTESY. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)	-	26.029	-
12.350 12.30)	01.42	Frais de fonctionnement des consulats honoraires luxembourgeois à l'étranger. (Sans distinction d'exercice)	-	23.054	45.400
12.360 12.30)	01.43	50e anniversaire du Conseil de l'Europe et de l'Alliance atlantique	19.395	-	-
12.361 12.30)	13.90	Dépenses diverses en rapport avec les obligations protocolaires et avec la représentation extérieure du Ministère des Affaires Etrangères. (Sans distinction d'exercice)	-	-	9.916
12.380 12.30)	01.43	Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Europe.- Dépenses de matériel; frais de réunion; réceptions officielles; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	12.395
12.390 (12.30)	01.43	Présidence luxembourgeoise de l'Union de l'Europe Occidentale (U.E.O).- Dépenses de matériel; frais de réunions; réceptions officielles; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	1.282.971	61.973	-
12.392 (12.30)	01.43	Conférence des femmes francophones en l'an 2000: travail de préparation et d'organisation, dépenses diverses	69.734	247.894	-
33.010 (33.00)	01.42	Subsides à des sociétés de bienfaisance ou d'aide sociale luxembourgeoises ou à d'autres associations luxembourgeoises poursuivant des buts internationaux ou ayant pour objet de sauvegarder les intérêts nationaux à			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		l'étranger	22.310	22.310	22.310
35.060 (35.00)	01.43	Conférences et réunions internationales: participation aux frais communs; dépenses diverses des délégations luxembourgeoises; frais généraux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	112.284	92.960	92.960
		Total des dépenses de la section 01.0	3.128.604	1.639.818	2.716.381
		Section 01.1 **Relations internationales.- Missions diplomatiques**			
11.000 (11.00)	01.42	Traitements des fonctionnaires	5.304.847	5.389.751	5.965.515
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 5.700.386			
		3) Charges sociales patronales 203.850			
		4) Allocations de repas 61.279			
		Total 5.965.515			
11.020 (11.00)	01.42	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	28.528	248	100
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 100			
11.090 (11.12)	01.42	Indemnités de poste et de logement du personnel à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	2.594.611	2.600.651	2.796.424
11.140 (11.40)	01.42	Remboursement des frais exceptionnels de scolarité des agents en fonction à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	158.100	131.383	161.131
11.141 (11.40)	01.42	Remboursement partiel des frais médicaux des agents en fonction à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	65.406	69.410	69.410
11.300 (11.00)	01.42	Ambassades, représentations permanentes et consulats: indemnités, salaires et charges sociales des employés de bureau et du personnel ouvrier recrutés sur place; dépenses diverses de personnel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	4.835.424	4.965.481	5.096.591
12.010 (12.13)	01.42	Frais de route et de séjour. (Sans distinction d'exercice)	176.466	205.355	274.542
12.011 (12.13)	01.42	Frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	235.527	159.148	198.315
12.020 (12.14)	01.42	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice)	158.190	175.261	176.104
		Détail:			
		1) Assurances et assurances-casco 57.223			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Carburants et lubrifiants	64.952			
		3) Réparation et entretien	41.336			
		9) Divers	12.593			
		Total	176.104			
12.080	01.42	Bâtiments: frais de nettoyage.				
12.11)		(Sans distinction d'exercice)		84.116	88.672	90.000
		Détail:				
		1) Nettoyage	90.000			
12.081	01.42	Bâtiments: chauffage, eau, gaz, électricité.				
12.11)		(Sans distinction d'exercice)		389.220	379.277	400.000
		Détail:				
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	125.000			
		3) Chauffage	275.000			
		Total	400.000			
12.082	01.42	Bâtiments: réparations et entretien.				
12.11)		(Sans distinction d'exercice)		167.370	159.148	193.159
		Détail:				
		4) Réparations et entretien	193.159			
12.083	01.42	Bâtiments: diverses dépenses.				
12.11)		(Sans distinction d'exercice)		205.615	240.011	220.000
		Détail:				
		5) Assurances et assurances multirisques	46.499			
		9) Divers:				
		a) Menus travaux	59.431			
		b) Entretien du mobilier	28.817			
		c) Autres dépenses	85.253			
		Total	220.000			
12.084	01.42	Immeuble administratif à Bruxelles: frais de fonctionnement et d'entretien; dépenses diverses.				
12.11)		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		148.915	198.315	160.000
12.100	01.42	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques.				
12.11)		(Sans distinction d'exercice)		1.186.205	1.215.968	1.375.313
		Détail:				
		1) Loyers	1.239.467			
		2) Charges locatives accessoires	135.846			
		Total	1.375.313			
12.110	01.42	Frais de contentieux.				
12.30)	02.50	(Crédit non limitatif)		-	-	500
12.120	01.42	Frais d'experts.				
12.30)		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		27.415	42.935	41.845

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.190 (12.30)	01.42	Formation et stages. (Sans distinction d'exercice)		13.145	19.088	19.08
12.200 (12.30)	01.42	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles. (Sans distinction d'exercice)		22.743	24.070	28.73
12.250 (12.00)	01.42	Frais de bureau, frais de télécommunications, frais informatiques et frais de banque. (Sans distinction d'exercice)		977.887	972.239	1.016.00
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	88.901			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	50.972			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	13.092			
		4) Consommables bureautiques	16.456			
		5) Frais d'impression et de reliure	58.224			
		6) Documentation et bibliothèque	109.218			
		9) Divers	87.377			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	76.878			
		2) Frais téléphoniques	375.545			
		4) Télex et téléfax	61.998			
		9) Divers	13.743			
		1206 Location et entretien des installations de télécommunications				
		1) Location	2.019			
		3) Réparations et pièces de rechange	14.624			
		1207 Location et entretien des équipements informatiques				
		1) Location	314			
		2) Contrats d'entretien	13.091			
		3) Réparation et pièces de rechange	5.043			
		1230 Frais de banque	28.505			
		Total	1.016.000			
12.251 (12.00)	01.42	Frais de mise en place et de fonctionnement de nouvelles missions diplomatiques luxembourgeoises à l'étranger. (Crédit non limitatif)		-	495.787	25.000
12.252 (12.00)	01.42	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement des missions à l'étranger: compensation des moins-values en monnaie locale résultant des variations des cours de change. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	-	100
12.300 (12.30)	01.42	Frais de représentation. (Sans distinction d'exercice)		375.693	369.014	386.000
12.301 (12.30)	01.42	Financement d'actions de promotion culturelle du Luxembourg à l'étranger organisées par les missions diploma-				

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		tiques	-	49.579	49.479
12.310 12.30)	01.42	Taxes et impôts. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	29.848	24.368	24.368
12.330 12.30)	01.42	Maisons du Grand-Duché de Luxembourg à Bruxelles et à Berlin: mesures et interventions générales ou particulières, directes ou indirectes dans l'intérêt de la promotion de l'image du Luxembourg. (Sans distinction d'exercice)	123.933	123.947	148.736
		Total des dépenses de la section 01.1	17.309.204	18.099.106	18.916.451
		Section 01.2 **Relations internationales.- Contributions à des organismes internationaux**			
11.300 11.00)	02.50	Opérations de maintien de la paix et missions d'observation et de soutien organisées par des organisations internationales: dépenses de personnel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	213.553	438.772	223.104
12.300 35.40)	02.50	Opérations de maintien de la paix et missions d'observation et de soutien organisées par des organisations internationales: dépenses administratives et opérationnelles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	53.297	53.297
35.030 35.40)	Divers codes	Contributions obligatoires aux divers budgets et aux autres dépenses communes des institutions internationales autres que l'Union européenne et frais s'y rattachant; autres dépenses à caractère international. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	3.330.080	2.857.792	3.159.333
		Détail:			
		1) Organisation des Nations Unies (O.N.U.) 709.496			
		2) Organisation du Traité Atlantique Nord (O.T.A.N.) 83.145			
		3) Organisation pour la coopération et le développement économique (O.C.D.E.), y compris l'agence internationale pour l'énergie 221.982			
		4) Conseil de l'Europe, y compris le fonds européen pour la jeunesse 296.985			
		5) Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) 89.015			
		6) Union économique BENELUX 151.710			
		7) Bureau international du travail (B.I.T.) ... 341.074			
		8) Conseil de coopération douanière 18.399			
		9) Organisation mondiale pour le commerce (OMC) 168.352			
		10) Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT) 10.752			
		11) Conférence de La Haye de droit international privé 9.086			
		12) Cour permanente d'arbitrage à La Haye 1.166			
		13) Bureau international pour la publication du tarif douanier (loi du 5.7.1924) 5.455			
		14) Organisation maritime internationale 48.853			
		15) Organisation sur la sécurité et la coopéra-			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		tion en Europe (O.S.C.E.)	851.749			
		16) Conférence de Schengen/C-SIS	47.594			
		17) Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des échanges est-ouest (COCOM)	1.069			
		18) Tribunal international sur l'ex-Yougoslavie	61.574			
		19) Tribunal international sur le Rwanda	41.877			
		Total	3.159.333			
35.031 (35.40)	01.43 03.10 06.36	Subventions à des institutions et organisations internationales autres que l'Union européenne; subventions pour le financement d'actions internationales de secours et de solidarité		296.308	323.006	696.340
		Détail:				
		A - Subventions à des institutions et organisations internationales				
		1) Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	50.000			
		2) Centre des droits de l'homme des Nations Unies	25.000			
		6) Actions d'appui au processus démocratique et à la promotion des droits de l'homme	192.000			
		7) Fonds des Nations Unies de contributions volontaires aux victimes de la torture	12.500			
		8) Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR)	2.500			
		9) Institut pour les relations entre l'Europe et l'Amérique latine (IRELA)	12.500			
		B - Subventions pour le financement d'actions internationales de secours et de solidarité				
		1) Promotion des droits de l'homme	371.840			
		5) Sommet des enfants	20.000			
		6) Année internationale pour le dialogue entre les civilisations	10.000			
		Total	696.340			
35.032 (35.40)	02.50	Contributions obligatoires à des opérations de maintien de la paix sous les égides d'organisations internationales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		458.450	541.102	658.845
		Détail:				
		1) Force intérimaire des Nations Unies engagée au Liban (F.I.N.U.L.)	96.351			
		2) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (F.N.U.O.D.)	20.563			
		3) Mission de vérification des Nations Unies en Angola (U.N.A.V.E.M.)	71.774			
		4) Mission des Nations Unies pour le référendum au Sahara occidental (MINURSO)	38.188			
		5) Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU)	38.873			
		6) Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH)	159.606			
		7) Mission d'observation des Nations Unies en Iraq et au Koweït (MONUIK)	14.296			
		8) Force des Nations Unies pour le maintien de				

1.2 - Contributions à des organismes internationaux

Unité: Euro

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		la paix à Chypre (UNFICYP)	17.038			
		9) Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA)	20.465			
		10) Mission d'observation des Nations Unies en Georgie (MONUG)	13.317			
		13) Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (MONUT)	17.625			
		14) Autres opérations de maintien de la paix ...	150.749			
		Total	658.845			
35.033 35.40)	02.50	Contributions volontaires à des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. (Crédit non limitatif)		44.621	44.621	44.621
35.034 35.40)	02.50	Opérations du maintien de la paix et missions d'observations et de soutien organisés par des organisations internationales: dépenses administratives et opérationnelles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		372.451	-	-
35.060 35.00)	01.54	Contributions volontaires à des actions internationales à caractère politique ou économique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		2.156.674	297.473	50.000
		Détail:				
		2) Divers	50.000			
		Total des dépenses de la section 01.2		6.872.137	4.556.063	4.885.540
		Section 01.3				
		Relations internationales.- Relations économiques internationales et autres actions				
35.040 35.50)	01.52 01.53 01.54	Assistance économique et technique, actions humanitaires et actions de formation en faveur des pays de l'Europe centrale et orientale et des nouveaux Etats Indépendants de l'Ex-Union soviétique; subventions et dépenses diverses dans le même but. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		3.097.539	3.098.669	3.098.669
		Total des dépenses de la section 01.3		3.097.539	3.098.669	3.098.669
		Section 01.4				
		Relations extérieures.- Promotion du commerce extérieur				
11.130 11.12)	11.10	Comité pour la promotion des exportations luxembourgeoises: indemnités pour services extraordinaires		2.071	2.157	2.211
		Détail:				
		1) Jetons de présence	2.211			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.131 (11.12)	11.10	Comité pour l'octroi de crédits d'Etat à Etat: indemnités pour services extraordinaires	1.487	1.487	1.48
		Détail:			
		1) Jetons de présence 1.487			
12.140 (12.16)	11.10	Promotion du commerce extérieur: frais de publicité, d'exposition et de commercialisation dans l'intérêt des exportations luxembourgeoises; activités des missions diplomatiques et consulaires dans le même but; élaboration de matériel promotionnel sous forme de brochures, films, bandes vidéo, etc	376.322	406.546	406.54
		Détail:			
		1) Brochures et dépliants 79.158			
		2) Campagnes publicitaires 100.565			
		9) Divers 226.823			
		Total 406.546			
12.141 (12.30)	01.42	Promotion de l'image de marque du Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	1.250.00
12.300 (12.16)	11.00	Promotion du commerce extérieur.- Bureaux de représentation à l'étranger	89.047	89.242	99.15
31.030 (31.12)	11.10	Aides financières aux entreprises privées exportatrices, destinées à faciliter l'exportation de biens et de services d'origine luxembourgeoise: bonifications d'intérêt sur des crédits à l'exportation à moyen et à long terme; autres dépenses dans le même but. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	49.579	49.57
31.050 (31.32)	11.10	Mesures et interventions destinées à faciliter l'expansion commerciale à l'étranger: participation aux frais d'entreprises privées pour la promotion d'exportations .	148.736	173.525	173.52
33.001 (33.00)	11.10	Mesures et interventions destinées à faciliter l'expansion commerciale à l'étranger: subsides à des organismes luxembourgeois et étrangers	123.940	136.341	142.47
33.002 (33.00)	11.10	Contribution de l'Etat pour l'organisation du partenariat "Luxembourg - Grande Région - Asie" par la Chambre de Commerce	-	371.840	-
		Total des dépenses de la section 01.4	741.603	1.230.717	2.124.98
		Section 01.5 **Direction de la Défense**			
11.130 (11.12)	02.10	Indemnités pour services extraordinaires	4.559	2.851	6.00
		Détail:			
		1) Jetons de présence 6.000			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.300 11.00)	02.00	Indemnités spéciales allouées aux membres de missions de maintien de la paix. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	154.689	99.157	186.813
12.000 12.15)	02.00 02.10 03.20	Indemnités pour services de tiers ..... *Détail:* *4) Prestations individuelles* 11.500	10.350	9.544	11.500
12.012 12.13)	02.00 02.10 03.20	Frais de route et de séjour à l'étranger	373.695	247.894	223.105
12.020 12.14)	02.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs ..... *Détail:* *1) Assurances* ..... 818 *2) Carburants et lubrifiants* ..... 2.500 *3) Réparation et entretien* ..... 1.214 *Total* 4.532	2.203	5.032	4.532
12.040 12.12)	02.00	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques ..... *Détail:* *6) Documentation et bibliothèque* 2.479	3.141	2.479	2.479
12.080 12.11)	13.90	Bâtiments: exploitation et entretien ..... *Détail:* *1) Nettoyage* 1.000	1.096	-	1.000
12.120 12.30)	13.90	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif)	-	24.789	24.789
12.140 12.16)	02.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information; dépenses diverses ..... *Détail:* *2) Campagnes publicitaires* 49.579	41.060	49.579	49.579
12.300 12.30)	02.00	Frais en relation avec la mise en oeuvre d'accords sur la maîtrise d'armement en Europe; frais en relation avec le traité "OPEN SKIES": dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	12.234	12.395	12.395
12.301 12.30)	02.00	Frais en relation avec le "Partenariat pour la Paix": dépenses diverses	18.475	24.789	24.789
12.302 12.30)	02.10	Prestations spéciales à fournir par l'armée pour compte de tiers	24.753	24.789	24.789
12.303 12.30)	02.10	Participation du Luxembourg aux opérations de maintien de la paix. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	546.029	371.840	371.840
12.304 12.30)	02.00	Prestations dans l'intérêt de l'entreposage et de la maintenance de matériel.			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		(Crédit non limitatif)	615.755	648.911	667.50(
12.305 (12.30)	13.90	Frais en relation avec l'organisation du IX Symposium OTAN sur la Codification	-	-	37.50(
12.306 (12.30)	02.00	Frais de mise sur pied du corps civil volontaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	500.00(
24.000 (24.10)	02.10	Location de lots de chasse et de terrains. (Sans distinction d'exercice)	16.013	16.064	16.06
33.010 (33.00)	02.00	Subsides aux organisations d'anciens combattants et assimilés, de mutilés de guerre et d'anciens officiers et sous-officiers de réserve ainsi qu'aux organisations civiles propageant les idées de l'alliance atlantique ou promouvant la sécurité intérieure	11.155	11.155	10.00(
33.011 (33.00)	02.00	Subside à allouer au Musée de l'Armée	2.479	2.479	2.47
33.012 (33.00)	13.90	Subside en vue de l'octroi de bourses anniversaire par l'association "Luxembourg-Corée"	-	-	10.00(
34.040 (34.40)	02.00	Paiements à faire en exécution de l'article VIII de la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, signée le 19.6.1951 et approuvée par la loi du 26.1.1954; dédommagement de tierces personnes pour la part des sinistres non couverts par l'assurance; honoraires des avocats; dommages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	37.260	9.296	15.00(
35.030 (35.40)	02.00	Contributions à des institutions internationales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	6.827	6.941	7.362
35.031 (35.40)	02.00	Part contributive aux frais des quartiers généraux de l'O.T.A.N. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	430.082	495.787	495.787
35.032 (35.40)	02.00	Participation aux dépenses administratives résultant de l'exécution de l'accord d'aide pour la défense mutuelle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	248	248
35.033 (35.40)	02.00	Part contributive aux frais des quartiers généraux de l'Eurocorps. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	46.558	99.157	158.544
37.010 (37.20)	02.00	Remboursement de l'ajustement fiscal dû aux termes de l'article 42 de la réglementation du régime des pensions des organisations coordonnées. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	268.805	297.472	297.472
		Restants d'exercices antérieurs			
12.512 (12.13)	02.00 02.10 03.20	Frais de route et de séjour à l'étranger	5.264	14.998	1.47(

ticle ode con.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 01.5		2.632.482	2.477.646	3.163.036
		Section 01.6				
		Défense nationale				
1.000 1.00)	02.10	Traitements des fonctionnaires		15.672.077	15.856.187	17.168.729
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	14.190.474			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	1.767.699			
		3) Charges sociales patronales	936.608			
		4) Allocations de repas	273.948			
		Total	17.168.729			
1.010 1.00)	02.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent		697.479	627.716	737.018
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	637.353			
		3) Charges sociales patronales	84.544			
		4) Allocations de repas	15.121			
		Total	737.018			
1.030 11.00)	02.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		843.370	805.084	918.079
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	782.925			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	27.669			
		3) Charges sociales patronales	107.485			
		Total	918.079			
1.070 11.00)	02.10	Rémunérations des volontaires. (Crédit non limitatif)		8.708.152	8.591.048	10.902.854
		Détail:				
		1) Rémunérations et mesures sociales	9.299.934			
		2) Primes de démobilisation, de rengagement et extraordinaires	1.071.950			
		3) Indemnités pour les volontaires dans le cadre du maintien de la paix	523.533			
		4) Indemnités pour sélections	7.437			
		Total	10.902.854			
1.071 11.10)	02.10	Dépenses résultant de l'affiliation des volontaires à la sécurité sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		1.955.898	2.045.816	2.044.385
		Détail:				
		3) Charges sociales	2.044.385			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.080 (11.31)	02.10	Frais médicaux divers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	8.229	24.789	10.000
11.081 (11.20)	02.10	Accidents de service de toute nature: dommages-intérêts; remboursement à l'office des assurances sociales des frais avancés pour la réparation des accidents de service ou de maladies provoquées par le service militaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	12.395	12.395
11.090 (11.12)	02.10	Indemnités de poste et de logement du personnel à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	291.382	270.948	294.309
11.100 (11.40)	02.10	Indemnités d'habillement. (Crédit non limitatif)	113.796	122.435	120.000
11.110 (11.12)	02.10	Indemnités pour pertes de caisse	74	74	74
11.120 (11.12)	02.10	Gratifications pour croix de service et chevrons. (Crédit non limitatif)	26.345	26.797	16.882
11.130 (11.12)	02.10	Indemnités pour services extraordinaires	12.610	16.113	9.916
		Détail:			
		5) Prestations individuelles 9.916			
11.131 (11.12)	02.10	Indemnités de permanence à domicile. (Crédit non limitatif)	13.000	17.947	21.170
11.140 (11.40)	02.10	Location de logements de service; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	42.508	44.621	55.627
11.141 (11.40)	02.10	Frais d'alimentation	741.928	778.386	801.638
11.150 (11.10)	02.10	Indemnités pour heures supplémentaires. (Crédit non limitatif)	44.162	2.479	2.479
12.000 (12.15)	02.10	Indemnités pour services de tiers	80.293	67.254	86.837
		Détail:			
		4) Prestations individuelles 86.837			
12.010 (12.13)	02.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	91.718	166.213	174.160
12.020 (12.14)	02.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: frais d'assurances. (Crédit non limitatif)	138.877	148.984	148.984
		Détail:			
		1) Assurances 148.984			
12.021 (12.14)	02.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles. (Sans distinction d'exercice)	205.069	179.153	225.677

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		2) Carburants et combustibles 225.677			
12.022 (12.14)	02.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: divers. (Sans distinction d'exercice)	963.069	978.237	1.014.232
		Détail:			
		3) Réparation et entretien 1.014.232			
12.040 (12.12)	02.10	Frais de bureau	81.176	74.368	81.000
		Détail:			
		1) Articles et matériel de bureau 49.579			
		2) Location et entretien des machines à photocopier 16.547			
		4) Matériel photographique 9.916			
		5) Frais d'impression et de reliure 4.958			
		Total 81.000			
12.050 (12.12)	02.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	113.276	92.960	110.000
		Détail:			
		1) Frais postaux 5.578			
		2) Frais téléphoniques 104.422			
		Total 110.000			
12.080 (12.11)	02.10	Bâtiments: exploitation et entretien	453.777	589.516	574.000
		Détail:			
		2) Electricité, eau, gaz, taxes 205.752			
		3) Chauffage 231.907			
		4) Réparation et entretien 74.368			
		5) Evacuation de déchêts toxiques 61.973			
		Total 574.000			
12.090 (12.21)	02.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	88.229	88.324	88.324
		Détail:			
		1) Loyers 88.324			
12.100 (12.11)	02.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	483.052	494.597	494.597
		Détail:			
		1) Loyers 494.597			
12.140 (12.16)	02.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	2.322	2.479	2.479

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.160 (12.30)	02.10	Acquisition de matériel médical et pharmaceutique. (Sans distinction d'exercice)	110.238	120.972	112.04
12.180 (12.30)	02.10	Acquisition de matériel didactique. (Sans distinction d'exercice)	7.241	74.864	22.30
		Détail:			
		1) Matériel didactique 19.831			
		2) Cartes topographiques 2.478			
		Total 22.309			
12.190 (12.30)	02.10	Frais de stage à l'étranger; frais de cours; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)	316.389	568.618	568.61
12.191 (12.30)	02.10	Frais occasionnés par la formation pratique complémentaire à l'instruction préparatoire au permis de conduire militaire	10.263	12.494	10.41
12.200 (12.30)	02.10	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles. (Crédit non limitatif)	9.785	9.990	9.99
12.300 (12.30)	02.10	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage des divers effets d'habillement, de vêtements de travail, d'articles de literie et de rideaux; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	943.149	991.574	1.122.51
		Détail:			
		1) Acquisition et renouvellement de l'équipement et de l'habillement 970.602			
		2) Articles pour les ateliers de tailleur et de coordonnier 22.038			
		3) Effets d'habillement pour cadre en activité (contre remboursement) 24.789			
		4) Matériel et vêtements de sport 70.377			
		5) Lavage, nettoyage et désinfection 34.705			
		Total 1.122.511			
12.310 (12.30)	02.10	Education physique et sports: acquisition de matériel et d'équipements de sport; frais d'organisation de compétitions et frais de participation à des compétitions; allocation de prix à l'occasion de concours sportifs	32.192	34.705	37.00
12.320 (12.30)	02.10	Frais de représentation; cérémonies; réceptions officielles; couronnes et dépôts de fleurs; frais de culte; dépenses diverses	23.741	37.184	27.57
12.330 (12.30)	02.10	Acquisition et frais d'entretien des chiens et d'équipement connexe	3.700	2.479	2.47
12.340 (12.30)	02.10	Installation et entretien de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'outillage et de matériel de rechange; location d'équipements de transmission de données; frais d'utilisation du réseau radio-électrique; frais de consultation et de développe-			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		ment d'un réseau de transmission de données informatiques. (Sans distinction d'exercice)	213.188	189.391	165.469
12.350 12.30)	02.10	Acquisition de munitions. (Sans distinction d'exercice)	335.549	540.656	666.931
12.351 12.30)	02.10	Frais d'entretien de l'armement et de l'équipement; frais d'acquisition de matériel de tir et d'équipements divers. (Sans distinction d'exercice)	122.006	163.362	549.183
12.352 12.30)	02.10	Frais de transport à l'occasion d'exercices à l'étranger; frais de transport pour matériel et personnel militaire. (Sans distinction d'exercice)	66.138	317.304	297.472
12.353 '12.30)	02.10	Frais en relation avec l'utilisation de terrains d'exercice à l'étranger	48.621	61.973	39.118
12.360 (12.30)	02.10	Matériel et fournitures de casernement, entretien et réparation	291.479	272.683	279.495
12.370 '12.30)	02.10	Musique militaire: acquisition d'accessoires de musique; réparation d'instruments et d'accessoires de musique; acquisition de matériel et de papier de musique	15.854	15.865	15.865
12.380 '12.30)	02.10	Education et loisirs	18.912	19.831	22.331
12.390 '35.00)	13.90	Frais de surveillance des installations militaires	-	-	37.184
		Restants d'exercices antérieurs			
12.522 '12.14)	02.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs; divers .	-	220.625	-
12.690 '12.30)	02.10	Frais de stages à l'étranger; frais de cours; dépenses diverses	111.259	-	-
12.800 '12.30)	02.10	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage des divers effets d'habillement, de vêtements de travail, d'articles de literie et de rideaux; dépenses diverses	32.226	-	-
12.850 '12.30)	02.10	Acquisition de munitions	336.805	-	-
12.851 '12.14)	02.10	Frais d'entretien de l'armement et de l'équipement; frais d'acquisition de matériel de tir et d'équipements divers	-	47.100	-
12.890 '12.50)	02.10	Taxe sur la valeur ajoutée concernant diverses acquisitions	45.951	104.685	-
74.540 '74.22)	13.90	Acquisition d'équipements spéciaux	3.016	-	-

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 01.6		34.969.570	35.931.275	40.101.836
		Section 01.7				
		Coopération au développement et action humanitaire				
12.140 (12.16)	01.53	Actions de formation, d'information et actions de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise concernant les problèmes de la coopération au développement ..		111.254	495.787	545.366
12.190 (12.30)	01.53	Actions de formation, d'études et de recherche		-	371.840	409.024
12.300 (12.30)	01.53	Suivi, contrôle et évaluation de projets et de programmes de coopération au développement		181.364	495.787	545.366
33.010 (33.00)	01.54	Subsides à des organisations non gouvernementales et autres mesures destinées à promouvoir la coopération au développement		147.628	198.315	148.736
33.011 (33.00)	01.54	Participation aux frais d'organisations non gouvernementales pour la réalisation d'actions de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise aux problèmes des pays en voie de développement. (Sans distinction d'exercice)		371.840	743.681	818.049
35.000 (35.10)	01.53	Coopération au développement: contributions à des programmes d'assistance économique et technique et aux actions humanitaires de l'Union Européenne; dépenses diverses dans le même but. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		3.710.252	5.453.658	6.470.021
35.030 (35.40)	01.53 05.10 06.36	Coopération au développement: contribution à des programmes d'assistance économique et technique d'institutions internationales autres que l'Union Européenne. (Sans distinction d'exercice)		4.325.742	2.139.323	2.362.425
		Détail:				
		A - Participation à des programmes d'assistance des Nations Unies (aide multilatérale)				
		1) Fonds des Nations Unies pour le développement industriel	74.368			
		2) Agence internationale pour l'énergie atomique	44.621			
		B - Banque mondiale				
		1) Accord relatif au fonds pour l'onchocercose	123.947			
		2) Programme africain de lutte contre l'onchocercose	161.131			
		C - Organisation Mondiale de la Santé				
		1) Programme de recherche pour les maladies tropicales (T.D.R.)	594.944			
		2) Programme de lutte contre les maladies diarrhéiques et respiratoires aiguës	495.787			
		3) Programme d'action pour les médicaments essentiels	74.368			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		4) Unité pour la sécurité transfusionnelle .	272.683			
		5) Halte à la tuberculose	247.893			
		6) Programme global pour les vaccins et l'immunisation	272.683			
		Total	2.362.425			
35.031 (35.40)	01.53	Coopération au développement: contributions aux budgets d'institutions internationales autres que l'Union européenne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		468.982	4.065.702	4.933.329
		Détail:				
		1) Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	818.049			
		2) Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID)	99.157			
		3) Programme des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) .	495.787			
		4) Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)	495.787			
		6) Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	495.787			
		7) ONUSIDA	495.787			
		8) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)	619.734			
		9) Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)	49.579			
		10) UNRWA	495.787			
		11) Centre des Nations Unies pour les établissement humains (CNUEH)	49.579			
		12) Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	74.368			
		13) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	247.893			
		14) Organisation internationale des migrations (OIM)	123.947			
		15) Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	371.840			
		16) Fonds communs des produits de base	124			
		17) Accord international sur le caoutchouc: participation au stock régulateur	124			
		Total	4.933.329			
35.060 (35.00)	01.52 01.53 01.54	Subsides au titre de prévention de conflits, d'aide d'urgence et d'actions de réhabilitation, aides à des populations victimes de catastrophes de la nature. (Crédit non limitatif)		22.310.160	11.155.209	12.394.676
35.061 (35.00)	01.53	Aide alimentaire à des pays en voie de développement; contributions diverses dans ce but. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		1.607.363	1.611.308	1.983.148
35.090 (35.40)	01.53	Congé de la coopération au développement: indemnités compensatoires et indemnités forfaitaires. (Crédit non limitatif)		2.275	24.789	24.789
93.000 (93.00)	01.53	Alimentation du fonds de la coopération au développement. (Crédit non limitatif)		75.607.525	58.626.819	74.000.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 01.7		108.844.385	85.382.218	104.634.925
		Section 01.8				
		Commission et office des licences				
11.010 (11.00)	11.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent		37.382	37.382	37.483
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	35.064			
		3) Charges sociales patronales	1.527			
		4) Allocations de repas	892			
		Total	37.483			
12.040 (12.12)	11.10	Frais de bureau		4.824	6.445	6.000
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	4.400			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.600			
		Total	6.000			
		Total des dépenses de la section 01.8		42.206	43.827	43.483
		Total des dépenses du département 01		177.637.730	152.459.339	179.685.306

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur, de la Coopération et de la Défense

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
11	Dépenses non ventilées	43.183.010	43.024.327	47759123
12	Salaires et charges sociales	14.917.365	16.468.391	19589396
24	Achat de biens non durables et de services	16.013	16.064	16064
31	Dotation de terres et paiements courants pour l'utilisation d'actifs incorporel	148.736	223.104	223104
33	Subventions d'exploitatior	679.352	1.486.121	1154050
34	Transferts de revenus aux ménages	37.260	9.296	15000
35	Transferts de revenus à l'étranger	42.776.648	32.307.745	36.631.097
37	Impôts directs et cotisations versées aux administrations de sécurité sociale	268.805	297.472	297.472
74	Transferts en capital à l'étranger	3.016	-	-
93	Dotations de fonds de réserve	75.607.525	58.626.819	74.000.000
Total		177.637.730	152.459.339	179.685.306

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		02 ET 03 - MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE			
		Section 02.0 Culture: dépenses générales			
11.000 (11.00)	08.00	Traitements des fonctionnaires	74.368	82.474	-
11.020 (11.00)	08.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	2.851	7.214	4.978
		Détail:			
		B - Etudiants			
		1) Rémunérations de base 4.978			
11.090 (11.12)	01.42	Indemnités de poste et de logement du personnel à l'étranger	14.935	-	-
11.130 (11.12)	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S.C.O.: indemnités pour services extraordinaires	2.415	3.223	3.245
		Détail:			
		1) Jetons de présence 685			
		5) Prestations individuelles 2.560			
		Total 3.245			
11.131 (11.12)	08.50	Commissions diverses: indemnités pour services extraordinaires	1.661	2.231	2.231
		Détail:			
		1) Jetons de présence 2.231			
11.132 (11.12)	08.00	Indemnités pour services extraordinaires	-	9.916	-
11.133 (11.12)	08.00	Mesures en faveur de la langue luxembourgeoise: indemnités pour services extraordinaires	223	27.269	-
11.134 (11.12)	08.00	Mesures en faveur de l'enseignement musical: indemnités pour services extraordinaires	20.035	34.656	34.656
11.136 (11.12)	08.00	Conseil National du Livre: indemnités pour services extraordinaires	-	2.479	2.479
11.138 (11.12)	08.00	Commission consultative prévue à l'article 14 de la loi du 30 juillet 1999 concernant le statut de l'artiste indépendant: indemnités pour services extraordinaires	-	-	100
		Détail:			
		1) Jetons de présence 100			
11.139 (11.12)	13.90	Enseignement musical: formation continue des enseignants: indemnités pour services extraordinaires	-	-	100

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
2.000 12.15)	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S.C.O.: indemnités pour services de tiers		-	793	793
		Détail:				
		1) Réunions de la commission nationale: jetons de présence	644			
		4) Indemnités à payer à des personnalités étrangères pour des conférences faites à Luxembourg	149			
		Total	793			
12.001 12.15)	08.00	Mesures en faveur de la langue luxembourgeoise: indemnités pour services de tiers		189.699	235.325	235.325
12.010 12.13)	08.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		12.543	22.311	32.380
12.011 12.13)	08.50	Commissions diverses: frais de route et de séjour, frais de déménagement		765	1.735	2.515
12.012 12.13)	08.00	Frais de route et de séjour à l'étranger		146.862	74.368	96.678
12.020 12.14)	08.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		12.001	13.634	13.634
		Détail:				
		1) Assurances	1.487			
		2) Carburants et lubrifiants	6.197			
		3) Réparation et entretien	4.958			
		9) Divers	992			
		Total	13.634			
12.040 12.12)	08.00	Frais de bureau		7.855	6.197	10.153
12.041 12.12)	08.20	Bibliobus: alimentation, reliures et frais divers		68.788	86.763	94.200
		Détail:				
		5) Frais d'impression et de reliure	3.610			
		6) Documentation et bibliothèque	89.412			
		9) Divers	1.178			
		Total	94.200			
1.042 2.12)	01.40	Echanges transfrontaliers avec les régions de Sarre, Lorraine, Rhénanie-Palatinat, Ostbelgien, Province de Luxembourg		14.579	47.100	84.284
.043 .12)	08.20	Centre de documentation, de recherches et d'études: alimentation, reliures et frais divers		2.374	2.355	3.719
.050 .12)	08.00	Achat de biens et de services de télécommunications		1.728	1.241	1.295
		Détail:				
		2) Frais téléphoniques	1.037			
		3) Luxpac	130			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		9) Divers	128			
		Total	1.295			
12.070 (12.12)	08.00	Location et entretien des équipements informatiques		14.516	11.155	11.155
		Détail:				
		3) Réparations et pièces de rechange	8.676			
		9) Divers	2.479			
		Total	11.155			
12.080 (12.11)	08.00	Bâtiments: exploitation et entretien		22.802	17.353	21.071
		Détail:				
		1) Nettoyage	1.700			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	4.250			
		3) Chauffage	14.450			
		9) Divers	671			
		Total	21.071			
12.100 (12.11)	08.00	Location de logements pour des étudiants et chercheurs dans le cadre des accords bilatéraux		109.680	121.220	121.220
		Détail:				
		1) Loyers	121.220			
12.101 (12.11)	08.00	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		57.003	51.165	56.520
12.120 (12.30)	08.00	Frais d'experts et d'études		188.378	444.349	310.375
12.130 (12.16)	08.00	Frais de publication		51.593	45.612	66.932
12.140 (12.16)	08.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information		24.400	61.975	39.663
		Détail:				
		1) Brochures et dépliants	27.317			
		2) Campagnes publicitaires	7.805			
		3) Foires	4.541			
		Total	39.663			
12.141 (12.16)	08.20	Centres d'exposition et d'animation: dépenses diverses .		29.893	24.789	24.789
12.142 (12.16)	08.00	Participation aux expositions organisées par les Foires Internationales de Luxembourg		-	4.958	4.958
12.190 (12.30)	08.00 08.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation		20.903	98.662	135.102
12.300 (12.30)	08.20	Animation socio-culturelle: dépenses diverses		124.292	-	-

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.301 12.30)	08.20	Centre de rencontre et d'animation culturelle: dépenses de fonctionnement	7.349	7.437	17.353
12.302 12.30)	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S. C.O.: dépenses de fonctionnement	1.333	4.958	5.500
12.303 12.30)	01.40	Relations culturelles avec les pays partenaires ou non d'un accord culturel bilatéral conclu avec le Grand-Duché: frais divers	233.232	161.131	400.000
12.304 12.30)	08.20	Participation du Gouvernement aux frais résultant du séjour de l'European Union Youth Orchestra au Luxembourg .	-	-	74.368
12.305 12.30)	08.00	Harmonisation des statistiques culturelles des Etats membres de l'Union européenne. (Sans distinction d'exercice)	109.762	131.384	99.157
12.307 '12.30)	08.00	*Frais de fonctionnement de l'Institut européen des itinéraires culturels (Conseil de l'Europe)*	61.973	-	-
12.308 '12.30)	08.20	Exposition SMITHSONIAN: dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	74.368	-
12.309 '12.30)	08.20	Préfiguration du Centre culturel de Rencontre Neumünster: dépenses diverses	-	12.395	-
12.310 '12.30)	08.20	*Observatoire national de la musique*	-	37.184	37.184
12.311 '12.30)	08.00	Frais d'assurances des divers départements du Ministère. (Crédit non limitatif)	-	124	124
12.312 '12.30)	08.10	Promotion de la création musicale	-	-	12.395
33.000 (33.00)	08.20 06.34	Animation socio-culturelle: conventions avec des associations	1.587.586	1.958.359	2.500.000
33.001 (33.00)	04.00	Sections luxembourgeoises des associations internationales dépendant de l'U.N.E.S.C.O.: subsides	-	868	-
33.002 (33.00)	08.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'orchestre philharmonique du Luxembourg. (Crédit non limitatif)	7.064.965	7.436.806	7.643.728
33.003 (33.00)	08.20	Participation aux frais de l'animation culturelle auprès des ambassades et consulats du Luxembourg à l'étranger	4.397	12.395	12.395
33.004 (33.00)	08.40	Dotation dans l'intérêt de l'établissement public chargé de diffuser des programmes de radio socioculturels. (Crédit non limitatif)	2.305.410	2.354.988	2.405.000
33.006 (33.00)	08.10	*Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de* la Fondation "Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean"	1.115.521	1.310.613	1.600.000
33.007 (33.00)	08.20	Participation luxembourgeoise aux villes européennes de la culture 2001	90.500	185.920	74.368
33.008 (33.00)	08.00	Convention avec le Centre universitaire concernant la mise en place de cours de linguistique, de littérature			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		et de civilisation luxembourgeoises	-	9.891	-
33.009 (32.00)	08.10	Participation de l'Etat aux frais d'engagement temporaire de jeunes musiciens-stagiaires auprès de l'orchestre philharmonique	-	123.947	123.947
33.010 (33.00)	08.10 08.20	Subsides pour activités culturelles (littéraires, artistiques, scientifiques, musicales et autres)	439.764	1.016.363	1.003.968
33.011 (33.00)	01.40	Relations culturelles avec les pays partenaires ou non d'un accord bilatéral conclu avec le Grand-Duché: bourses d'études, subsides	370.754	371.840	388.573
33.012 (33.00)	06.34	Action en faveur de l'intégration culturelle des personnes handicapées: participation aux frais des activités .	66.948	-	-
33.014 (33.00)	08.40	Aide à la presse culturelle: participation aux frais des éditeurs	80.565	94.819	94.819
33.015 (33.00)	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S.C.O.: congrès, colloques, semaines d'études, voyages d'études, conférences scientifiques, culturelles, pédagogiques et artistiques et autres manifestations: participation aux frais d'organisation; subsides	1.810	3.223	3.223
33.016 (33.00)	08.10	Soutien à la production littéraire: subsides	49.571	49.579	49.579
33.017 (33.00)	08.00	Participation au financement des activités de l'agence luxembourgeoise d'action culturelle	111.552	111.552	111.552
33.019 (33.00)	08.20	Participation de l'Etat à l'organisation de la célébration de l'an 2000 et du 3e millénaire. (Sans distinction d'exercice)	478.943	2.850.776	247.894
33.020 (33.00)	08.10	Soutien à la production littéraire: participation aux frais de manifestations littéraires (salons du livre, foires, journées littéraires)	109.670	223.104	233.144
33.021 (93.00)	08.00	Dotation du Fonds social culturel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	24.789	24.789
33.022 (33.00)	08.20	Participation au financement de l'agenda culturel national	-	148.736	148.736
33.025 (33.00)	08.00	Dotation à l'établissement public "Centre culturel de rencontre Neumünster"	-	-	250.000
34.060 (34.40)	08.10	Bourses dans l'intérêt de la création artistique	106.832	148.736	161.131
34.070 (34.50)	08.10	Centre de rencontre et d'animation culturelle: subsides aux artistes	5.696	9.916	-
34.071 (34.50)	08.00	Bourses en faveur d'élèves et d'étudiants poursuivant des études spéciales dans le domaine culturel	36.168	49.579	-
35.030 (35.40)	04.00	Contributions et cotisations à l'U.N.E.S.C.O. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	201.369	231.533	235.499

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
35.060 35.00)	08.00	Cotisations à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	12.201	19.831	19.460
43.000 43.22)	08.20	Animation socio-culturelle: conventions avec des communes	301.963	121.617	116.312
43.001 43.22)	08.10	Participation de l'Etat aux frais de production et de co-production des théâtres municipaux de la ville de Luxembourg	272.683	272.683	272.683
43.002 43.22)	08.20	Participation de l'Etat aux frais de gestion du conservatoire de la ville de Luxembourg	123.947	123.947	123.947
43.003 43.22)	08.10	Participation de l'Etat aux frais de gestion du théâtre de la ville d'Esch-sur-Alzette	272.683	272.683	272.683
43.004 (43.22)	08.20	Participation de l'Etat aux frais de gestion du conservatoire de la ville d'Esch-sur-Alzette	99.157	99.157	99.157
43.006 43.22)	08.00	Participation de l'Etat aux indemnisations prévues dans la loi sur le congé culturel. (Crédit non limitatif)	12.241	12.395	12.395
43.008 (43.22)	08.00	Participation dans le financement de l'enseignement musical	7.810.381	5.034.222	5.596.000
		Restants d'exercices antérieurs			
11.590 (11.12)	01.42	Indemnités de poste et de logement du personnel à l'étranger	-	620	5.697
11.634 (11.12)	08.00	Mesures en faveur de l'enseignement musical: indemnités pour services extraordinaires	-	2.529	-
12.510 (12.13)	13.90	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	-	-	323
12.542 (12.12)	01.40	Echanges transfrontaliers avec les régions de Sarre, Lorraine, Rhénanie-Palatinat, Ostbelgien, Province de Luxembourg	14.874	-	-
12.620 (12.30)	08.00	Frais d'experts et d'études	15.757	-	-
12.630 (12.16)	13.90	Frais de publication	-	-	23.548
12.640 (12.16)	08.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	4.084	3.347	-
12.641 (12.16)	08.20	Centres d'exposition et d'animation: dépenses diverses .	-	12.395	-
12.800 (12.30)	08.20	Animation socio-culturelle: dépenses diverses	-	372	302
12.803 (12.30)	01.40	Relations culturelles avec les pays partenaires ou non d'un accord culturel bilatéral conclu avec le Grand-Duché: frais divers	-	1.760	-

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.817 (12.30)	08.00	Biennale de Venise: frais de location	-	1.264	-
12.818 (12.30)	08.00	Frais de transport, de montage et de démontage du Diarama-Show à Nicosie dans le cadre du mois culturel à Chypre en 1995	74.482	-	-
12.819 (12.30)	08.00	Participation de l'Etat aux frais de restauration des immeubles appartenant à la société "Vieux Luxembourg S.A." dans la rue St Ulric	276.525	-	-
12.820 (12.30)	08.00	Frais d'experts et d'études réalisées dans le cadre de la mise en place du nouveau musée d'art moderne	23.725	-	-
12.821 (12.30)	08.00	Exposition "Imago Luxemburgi": frais divers	30.126	37.184	-
33.500 (33.00)	06.34 08.20	Animation socio-culturelle: conventions avec des associations	-	91.349	7.437
33.506 (33.00)	08.00	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la Fondation "Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean"	-	102.479	-
33.510 (33.00)	08.00	Subsides pour activités culturelles	-	5.454	-
35.520 (35.30)	08.00	Présidence luxembourgeoise de l'Union Européenne: dépenses dans l'intérêt du financement de manifestations culturelles	-	27.268	-
43.500 (43.22)	08.20	Animation socio-culturelle: conventions avec des communes	-	32.226	-
43.508 (43.22)	08.00	Participation dans le financement de l'enseignement musical	-	-	201.369
		Total des dépenses de la section 02.0	25.203.641	26.974.617	26.124.290
		Section 02.1			
		Service des sites et monuments nationaux			
11.000 (11.00)	08.10	Traitements des fonctionnaires	484.147	477.840	514.666
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 490.491			
		3) Charges sociales patronales 18.845			
		4) Allocations de repas 5.330			
		Total 514.666			
11.010	08.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	198.485	189.961	213.402

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.00)		*Détail:*				
		1) Rémunérations de base	185.580			
		3) Charges sociales patronales	24.252			
		4) Allocations de repas	3.570			
		Total	213.402			
11.020 11.00)	08.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		5.702	5.776	6.969
		Détail:				
		B - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	6.969			
11.030 11.00)	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		32.428	32.350	37.090
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	31.485			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	1.251			
		3) Charges sociales patronales	4.354			
		Total	37.090			
11.100 (11.40)	08.10	Indemnités d'habillement		372	868	570
12.010 (12.13)	08.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		14.374	13.882	20.848
12.020 (12.14)	08.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		5.670	6.941	6.088
		Détail:				
		1) Assurances	1.088			
		2) Carburants et lubrifiants	3.400			
		3) Réparation et entretien	1.600			
		Total	6.088			
12.040 (12.12)	08.10	Frais de bureau		12.662	11.899	13.200
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	9.231			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	2.308			
		6) Documentation et bibliothèque	1.661			
		Total	13.200			
12.050 (12.12)	08.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		7.198	4.958	7.437
		Détail:				
		1) Frais postaux	2.479			
		2) Frais téléphoniques	4.958			
		Total	7.437			
12.070	08.10	Location et entretien des équipements informatiques		6.087	9.420	9.420

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.12)		*Détail:*				
		2) Contrats d'entretien	9.420			
12.080 (12.11)	08.10	Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)		114.030	117.749	173.000
		Détail:				
		1) Nettoyage	5.000			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	90.000			
		3) Chauffage	50.000			
		4) Réparations et entretien	28.000			
		Total	173.000			
12.081 (12.11)	08.10	Frais d'entretien de la crypte archéologique du Bock et de l'itinéraire culturel "Wenzel"		20.137	19.831	19.831
12.130 (12.16)	08.10	Frais de publication		20.522	24.789	37.185
12.140 (12.16)	08.10	Patrimoine architectural rural et industriel: réalisation de dépliants et de brochures: dépenses diverses ...		11.623	12.395	12.395
		Détail:				
		1) Brochures et dépliants	12.395			
12.141 (12.16)	08.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information		9.618	19.831	12.395
12.170 (12.30)	08.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur		1.358	1.487	1.487
12.300 (12.30)	08.10	Frais de fonctionnement des ateliers de restauration ...		4.859	4.958	4.958
12.310 (12.30)	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: dépenses diverses		35.289	45.860	45.860
12.320 (12.30)	08.10	Entretien des sites et monuments nationaux classés appartenant à l'Etat		29.053	54.537	54.537
33.010 (33.00)	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides à des syndicats et à d'autres associations sans but lucratif		60.883	40.407	40.407
34.070 (34.50)	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides à des particuliers		966.785	991.574	991.574
		Détail:				
		1) Entretien ordinaire des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique .	50.000			
		2) Travaux extraordinaires pour la mise en valeur d'ensembles et d'immeubles historiques ou typiques	910.000			
		3) Travaux extraordinaires pour la mise en va-				

Article Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		leur des secteurs protégés de la ville de Luxembourg	20.000			
		4) Projets dans le cadre de la campagne "Eist Duerf soll liewen"	11.574			
		Total	991.574			
43.000 (43.22)	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides aux communes et aux syndicats de communes		594.944	632.128	632.128
		Détail:				
		1) Entretien ordinaire des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique .	40.000			
		2) Travaux extraordinaires pour la mise en valeur d'ensembles et d'immeubles historiques ou typiques	550.000			
		3) Projets de démonstration dans le cadre de la campagne européenne "Eist Duerf soll liewen": subsides extraordinaires aux villages pilotes	42.128			
		Total	632.128			
		Restants d'exercices antérieurs				
12.510 (12.13)	08.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		-	1.834	-
		Total des dépenses de la section 02.1		2.636.226	2.721.275	2.855.447
		Section 02.2				
		Musée national d'histoire et d'art				
11.000 (11.00)	08.10	Traitements des fonctionnaires		2.260.888	2.260.615	2.326.416
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	2.166.264			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	35.013			
		3) Charges sociales patronales	88.723			
		4) Allocations de repas	36.416			
		Total	2.326.416			
11.010 (11.00)	08.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent		283.516	291.002	298.644
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	256.683			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	1.501			
		3) Charges sociales patronales	34.238			
		4) Allocations de repas	6.222			
		Total	298.644			
11.020	08.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		225.518	67.328	79.646

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(11.00)		*Détail:*				
		B - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	79.646			
11.030 (11.00)	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		231.468	229.450	238.036
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	203.424			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	6.732			
		3) Charges sociales patronales	27.880			
		Total	238.036			
11.040 (11.00)	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		16.789	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
12.220 (12.30)	08.10	Recherches historiques et travaux de caractère archéologique (fouilles d'urgence): dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		266.258	123.947	123.947
12.221 (12.30)	08.10	Recherches historiques et travaux de caractère archéologique: dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)		420.991	991.574	994.053
12.250 (12.00)	08.10 08.20	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du musée national d'histoire et d'art. (Crédit non limitatif)		966.785	1.050.721	1.194.415
33.000 (33.00)	08.10	Participation de l'Etat aux frais de gestion de l'espace d'exposition "Casino de Luxembourg"		818.049	818.049	867.627
		Restants d'exercices antérieurs				
33.500 (33.00)	08.10	Participation de l'Etat aux frais de gestion de l'espace d'exposition "Casino de Luxembourg"		-	156.173	-
		Total des dépenses de la section 02.2		5.490.262	5.989.107	6.122.884
		Section 02.3 **Bibliothèque nationale**				
11.000 (11.00)	08.20	Traitements des fonctionnaires		1.351.292	1.359.374	1.495.619
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.410.305			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	6.006			
		3) Charges sociales patronales	58.014			
		4) Allocations de repas	21.294			
		Total	1.495.619			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.010 (11.00)	08.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent		506.397	517.032	534.659
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	477.727			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	3.004			
		3) Charges sociales patronales	45.500			
		4) Allocations de repas	8.428			
		Total	534.659			
11.020 (11.00)	08.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		42.656	9.618	9.956
		Détail:				
		B - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	9.956			
11.030 (11.00)	08.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		140.531	139.217	186.031
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	159.251			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	5.006			
		3) Charges sociales patronales	21.774			
		Total	186.031			
11.040 (11.00)	08.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	08.20	Indemnités d'habillement		1.255	1.487	1.925
12.000 (12.15)	08.20	Indemnités pour services de tiers		2.274	3.471	3.471
12.010 (12.13)	08.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		-	496	360
12.020 (12.14)	08.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		1.124	2.107	2.281
		Détail:				
		1) Assurances	650			
		2) Carburants et lubrifiants	620			
		3) Réparation et entretien	820			
		9) Divers	191			
		Total	2.281			
12.040 (12.12)	08.20	Frais de bureau		23.474	32.226	32.226
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	32.226			
12.041 (12.12)	08.20	Bibliothèque nationale: frais d'alimentation et frais connexes.				

rticle Code Econ.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		(Sans distinction d'exercice)		712.454	780.865	780.865
		Détail:				
		5) Frais d'impression et de reliure	85.672			
		6) Documentation et bibliothèque	695.193			
		Total	780.865			
12.042 (12.12)	08.20	Bibliothèque du gouvernement: frais d'alimentation et frais connexes		2.106	2.479	2.479
		Détail:				
		6) Documentation et bibliothèque	2.479			
12.043 (12.12)	08.20	Centre d'études et de documentation musicales: frais d'alimentation et frais connexes		10.711	12.395	12.395
12.050 (12.12)	08.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		31.162	33.466	37.185
		Détail:				
		1) Frais postaux	19.660			
		2) Frais téléphoniques	12.385			
		3) Luxpac	1.420			
		4) Télex et téléfax	1.570			
		6) Sémaphone	250			
		9) Divers	1.900			
		Total	37.185			
12.070 (12.12)	08.20	Entretien des équipements informatiques		3.914	7.437	7.437
12.080 (12.11)	08.20	Bâtiments: exploitation et entretien		78.352	70.650	86.763
		Détail:				
		1) Nettoyage	18.763			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	45.000			
		3) Chauffage	23.000			
		Total	86.763			
12.100 (12.11)	08.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		240.894	237.656	242.0
		Détail:				
		1) Loyers	237.019			
		2) Charges locatives accessoires	4.981			
		Total	242.000			
12.120 (12.30)	08.20	Frais d'experts et d'études		-	61.973	-
12.125 (12.30)	08.20	Frais d'experts et d'études en matière informatique		-	-	17

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.130 12.16)	08.20	Frais de publication. (Sans distinction d'exercice)	13.060	54.537	57.016
12.140 12.16)	08.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	17.792	7.437	8.677
		Détail:			
		1) Brochures et dépliants 3.251			
		2) Campagnes publicitaires 1.138			
		3) Foires 2.188			
		4) Expositions 2.100			
		Total 8.677			
12.141 12.16)	08.20	Organisation d'expositions temporaires	-	7.437	8.677
		Détail:			
		4) Expositions 8.677			
12.170 12.30)	08.20	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	6.865	8.057	8.057
12.190 12.30)	08.20	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	4.798	9.916	26.649
12.300 12.30)	08.20	Exploitation d'ateliers de restauration, de conservation et de réparation; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	23.543	37.184	24.790
12.301 12.30)	08.20	Recatalogage du fonds général	9.923	-	-
35.060 35.00)	08.20	Cotisations à des organismes internationaux. (Sans distinction d'exercice)	2.300	2.975	2.975
		Restants d'exercices antérieurs			
11.600 11.40)	08.20	Indemnités d'habillement	744	-	-
12.541 12.12)	08.20	Bibliothèque nationale: frais d'alimentation et frais connexes	-	1.116	-
12.600 (12.11)	08.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	-	22.633	-
12.630 12.16)	08.20	Frais de publication	6.186	-	-
		Total des dépenses de la section 02.3	3.233.807	3.423.489	3.589.946
		Section 02.4 **Archives nationales**			
11.000 (11.00)	01.34	Traitements des fonctionnaires	730.071	766.115	678.229

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Rémunération de base	644.185			
		3) Charges sociales patronales	24.277			
		4) Allocations de repas	9.767			
		Total	678.229			
11.010 (11.00)	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent		354.760	351.339	390.874
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	337.647			
		3) Charges sociales patronales	44.774			
		4) Allocations de repas	8.453			
		Total	390.874			
11.020 (11.00)	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		30.243	967	996
		Détail:				
		B - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	996			
11.030 (11.00)	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		50.471	50.446	55.161
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	47.252			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	1.452			
		3) Charges sociales patronales	6.457			
		Total	55.161			
11.100 (11.40)	01.34	Indemnités d'habillement		651	942	942
12.000 (12.15)	01.34	Indemnités pour services de tiers		-	868	868
		Détail:				
		4) Prestations individuelles	868			
12.010 (12.13)	01.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		245	868	1.259
12.020 (12.14)	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		673	992	992
		Détail:				
		1) Assurances	174			
		2) Carburants et lubrifiants	322			
		3) Réparation et entretien	496			
		Total	992			
12.040 (12.12)	01.34	Frais de bureau		18.065	16.733	17.400
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	2.610			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		5) Frais d'impression et de reliure	14.790			
		Total	17.400			
12.050 12.12)	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		2.605	4.338	4.400
		Détail:				
		1) Frais postaux	4.400			
12.080 12.11)	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien		71.387	64.452	74.400
		Détail:				
		1) Nettoyage	2.976			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	52.080			
		3) Chauffage	19.344			
		Total	74.400			
12.130 12.16)	01.34	Frais de publication. (Sans distinction d'exercice)		4.242	16.113	19.832
12.140 12.16)	01.34	Organisation d'expositions; frais divers		1.462	2.479	2.479
12.190 12.30)	01.34	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation		-	3.718	6.200
12.300 12.30)	01.34	Matériel; outillage; frais de transport, d'aménagement et d'entretien, de conservation et de restauration; frais de fonctionnement des services techniques et du service éducatif; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)		25.687	32.226	33.032
		Détail:				
		1) Alimentation; matériel; outillage; frais de transport, d'aménagement et d'entretien, de conservation et de restauration; dépenses diverses	19.159			
		2) Frais de fonctionnement des services techniques et du service éducatif	13.873			
		Total	33.032			
12.301 12.30)	01.34	Frais d'alimentation des bibliothèques		38.094	24.789	30.000
12.302 12.30)	01.34	Opération de nettoyage du Fonds "Dommages de Guerre", attaqué par des mircroorganismes		-	198.315	198.315
35.060 35.00)	01.34	Cotisations à des organismes internationaux. (Sans distinction d'exercice)		832	992	1.500
		Total des dépenses de la section 02.4		1.329.488	1.536.692	1.516.879

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 02.5			
		Centre national de l'audiovisuel			
11.000 (11.00)	08.20	Traitements des fonctionnaires	53.257	54.264	58.431
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 55.161			
		3) Charges sociales patronales 2.378			
		4) Allocations de repas 892			
		Total 58.431			
11.010 (11.00)	08.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	226.820	272.856	285.642
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 246.496			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 1.376			
		3) Charges sociales patronales 32.886			
		4) Allocations de repas 4.884			
		Total 285.642			
11.020 (11.00)	08.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	25.768	4.809	5.974
		Détail:			
		B - Etudiants			
		1) Rémunérations de base 5.974			
11.030 (11.00)	08.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	24.068	45.067	25.328
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 21.499			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 851			
		3) Charges sociales patronales 2.978			
		Total 25.328			
11.130 (11.12)	08.20	Indemnités pour services extraordinaires	5.827	6.321	6.751
		Détail:			
		5) Prestations individuelles 6.751			
12.000 (12.15)	08.20	Stages de formation et d'animation: indemnités pour services de tiers, dépenses diverses	10.867	13.882	13.386
12.010 (12.13)	08.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	6.648	4.214	7.189
12.011 (12.13)	08.20	Frais de déplacement et d'hébergement des maîtres de stage et des collaborateurs externes du CNA	1.117	1.983	2.610
12.020	08.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	3.172	3.718	3.711

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.14)		*Détail:*				
		1) Assurances	663			
		2) Carburants et lubrifiants	1.849			
		3) Réparation et entretien	1.206			
		Total	3.718			
12.030 12.16)	08.20	Fourniture de vêtements de travail et de protection		372	372	372
12.040 12.12)	08.20	Frais de bureau		4.545	4.462	6.842
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	5.031			
		3) Location et entretien des machines de bureau	805			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.006			
		Total	6.842			
12.050 12.12)	08.20	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications		9.505	29.623	29.871
		Détail:				
		1) Frais postaux	16.064			
		2) Frais téléphoniques	10.461			
		4) Télex et téléfax	570			
		7) Réseau radio	297			
		9) Divers	2.479			
		Total	29.871			
12.060 12.12)	08.20	Entretien des installations de télécommunications		241	248	248
12.080 12.11)	08.20	Bâtiments: exploitation et entretien		24.403	24.789	25.707
		Détail:				
		1) Nettoyage	1.487			
		2) Eau, électricité, taxes	16.113			
		3) Chauffage	3.842			
		4) Réparations et entretien	1.487			
		9) Divers	2.778			
		Total	25.707			
12.100 12.11)	08.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques		16.658	28.582	35.474
		Détail:				
		1) Loyers	32.920			
		2) Charges locatives accessoires	2.554			
		Total	35.474			
12.130 12.16)	08.20	Frais de publication, dépenses diverses		26.076	25.781	21.096
12.140	08.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information,				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.16)		dépenses diverses	16.180	14.874	18.096
		Détail:			
		1) Brochures et dépliants 18.096			
12.141 (12.16)	08.20	Organisation d'expositions photographiques	37.236	34.532	1.289
		Détail:			
		4) Expositions 1.289			
12.142 (12.16)	08.20	Frais d'édition de vidéocassettes, dépenses diverses ...	3.963	11.155	11.155
12.143 (12.16)	08.20	Frais de participation à des festivals de film à l'étranger, dépenses diverses	3.554	-	-
12.170 (12.30)	08.20	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	3.717	4.214	4.214
12.190 (12.30)	08.20	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	3.424	19.088	4.214
12.300 (12.30)	08.20	Matériel audiovisuel: frais d'acquisition, de restauration et dépenses connexes	39.083	45.860	45.860
12.310 (12.30)	08.20	Frais d'alimentation et d'exploitation de la bibliothèque, de la vidéothèque et de la phonothèque, dépenses diverses	17.530	18.592	19.955
12.320 (12.30)	08.20	Archivage du patrimoine audiovisuel: frais de copiage et de restauration, dépenses diverses	47.775	39.985	43.274
12.321 (12.30)	08.20	Archivage du patrimoine de la CLT-UFA	110.987	274.641	108.070
12.330 (12.30)	08.20	Frais de productions audiovisuelles; indemnités aux collaborateurs; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	61.499	157.189	156.421
12.340 (12.30)	08.20	Acquisition de droits d'auteur; dépenses diverses	4.712	7.437	7.437
12.350 (12.30)	08.20	Entretien des équipements spéciaux, dépenses diverses ..	7.082	9.916	9.916
12.351 (12.30)	08.21	Aide à la recherche et à la création photographique; frais de fonctionnement de la commission internationale d'attribution des bourses, organisation d'expositions, dépenses diverses	8.716	8.924	8.626
12.352 (12.30)	08.20	Recherche documentaire et historique, dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	20.085	34.333	1.240
12.353 (12.30)	08.20	Programme de distribution "Films made in Luxembourg": dépenses diverses	-	83.887	73.129
12.354 (12.30)	08.20	Spectacle audiovisuel "Lichtjoren"; frais de production, dépenses diverses. (Crédit non limitatif)	-	2.479	-

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.356 12.30)	08.20	Retrospective René Deltgen; frais de production, dépenses diverses	-	-	6.073
13.000 33.00)	08.10	Exposition photographique "The Family of Man" à Clervaux: participation de l'Etat aux frais de gestion et d'animation de l'exposition. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	12.395	4.958
13.001 33.00)	08.10	Promotion des oeuvres cinématographiques luxembourgeoises à l'étranger	-	49.579	49.579
14.070 34.50)	08.10	Aide à la recherche et à la création photographique; subsides aux artistes	37.184	37.184	37.184
15.060 35.00)	08.20	Cotisations à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	1.939	5.677	5.677
		Restants d'exercices antérieurs			
12.550 12.12)	08.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	-	14.874	-
		Total des dépenses de la section 02.5	864.010	1.407.786	1.145.006
		Section 02.6 **Musée national d'histoire naturelle**			
11.000 11.00)	08.10	Traitements des fonctionnaires	1.244.574	1.266.091	1.307.996
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 1.231.933			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 6.832			
		3) Charges sociales patronales 48.804			
		4) Allocations de repas 20.426			
		15) Différence d'arrondi de la conversion en EURO 1			
		Total 1.307.996			
11.010 11.00)	08.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	82.549	101.612	529.716
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 456.979			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 2.078			
		3) Charges sociales patronales 60.892			
		4) Allocations de repas 9.767			
		Total 529.716			
11.020 11.00)	08.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	24.715	28.855	29.867
		Détail:			
		B - Etudiants			
		1) Rémunérations de base 29.867			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.030 (11.00)	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		161.998	163.783	257.208
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	218.741			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	8.334			
		3) Charges sociales patronales	30.133			
		Total	257.208			
12.250 (12.00)	08.10 08.11 08.20	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du musée national d'histoire naturelle. (Crédit non limitatif)		1.530.619	1.735.255	1.814.000
33.000 (33.00)	07.30	Participation de l'Etat au financement d'activités destinées à sensibiliser les jeunes au patrimoine naturel: convention avec l'association "Panda Club"		285.821	297.472	310.859
33.001 (33.00)	07.30	MUSEE-BUS 2000: Fir d'Leit an d'Natur: convention avec l'asbl "Amis du Musée d'histoire naturelle"		161.329	6.693	-
33.002 (33.00)	08.10	Convention avec la fondation "Centre Européen de Géodynamique et de Séismologie"		148.736	200.794	188.399
34.070 (34.50)	08.11	Subsides à caractère bénévole aux collaborateurs scientifiques du Centre de Recherche Scientifique		22.310	22.310	22.310
		Restants d'exercices antérieurs				
33.500 (33.00)	07.30	Participation de l'Etat au financement d'activités destinées à sensibiliser les jeunes au patrimoine naturel: convention avec l'association "Panda Club"		-	25.979	-
33.501 (33.00)	07.30	MUSEE-BUS 2000: Fir d'Leit an d'Natur: convention avec l'asbl "Amis du Musée d'histoire naturelle"		-	17.055	-
33.502 (33.00)	08.10	Convention avec la fondation "Centre Européen de Géodynamique et de Séismologie		-	12.395	-
		Total des dépenses de la section 02.6		3.662.651	3.878.294	4.460.355
		Section 02.7 **Centre national de littérature**				
11.000 (11.00)	01.34	Traitements des fonctionnaires		82.747	85.449	96.014
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	90.325			
		3) Charges sociales patronales	3.904			
		4) Allocation de repas	1.785			
		Total	96.014			
11.020	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		1.909	1.934	3.983

rticle Code Econ.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.00)						
		Détail:				
		1) Rémunération de base	3.983			
.1.030 11.00)	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		46.654	48.934	48.079
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	40.995			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	1.452			
		3) Charges sociales patronales	5.632			
		Total	48.079			
11.100 11.40)	01.34	Indemnités d'habillement		279	297	273
12.010 12.13)	01.34	Frais de route et de séjour		-	-	943
12.020 12.14)	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		1.467	1.785	2.280
		Détail:				
		1) Assurances	642			
		2) Carburants et lubrifiants	621			
		3) Réparation et entretien	1.017			
		Total	2.280			
12.040 12.12)	01.34	Frais de bureau		5.133	6.197	8.700
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	1.511			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.487			
		4) Consommables bureautiques	496			
		5) Frais d'impression et de reliure	5.206			
		Total	8.700			
12.050 12.12)	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		6.007	4.958	5.851
		Détail:				
		1) Frais postaux	3.000			
		2) Frais téléphoniques	2.479			
		4) Télex et téléfax	372			
		Total	5.851			
12.080 12.11)	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien		16.388	22.310	22.300
		Détail:				
		1) Nettoyage	935			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	9.668			
		3) Chauffage	5.500			
		4) Réparations et entretien	6.197			
		Total	22.300			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.130 (12.16)	01.34	Frais de publication. (Sans distinction d'exercice)	18.229	27.268	27.26(
12.140 (12.16)	01.34	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	19.450	18.592	19.00(
		Détail:			
		1) Brochures et dépliants 528			
		4) Expositions 12.275			
		9) Soirées littéraires d'animation 6.197			
		Total 19.000			
12.190 (12.30)	01.34	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	6.664	8.057	8.05(
12.300 (12.30)	01.34	Frais de fonctionnement des services techniques et du service éducatif, dépenses diverses	2.957	9.172	8.00(
12.301 (12.30)	01.34	Promotion du livre et de la lecture: participation au programme européen Grinzane-Europa	-	-	5.00(
12.310 (12.30)	01.34	Frais d'alimentation de la bibliothèque	26.734	28.508	28.500
35.060 (35.00)	01.34	Cotisations à des organismes internationaux. (Sans distinction d'exercice)	460	744	750
		Total des dépenses de la section 02.7	235.078	264.205	284.991
		Section 03.0			
		Enseignement supérieur.- Dépenses générales			
11.130 (11.12)	04.10	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif)	318.017	406.297	403.740
11.131 (11.12)	04.44	Etudes supérieures dirigées du soir: indemnités des professeurs chargés de cours et autres indemnités. (Crédit non limitatif)	35.839	66.931	67.487
		Détail:			
		2) Cours et examens 67.487			
11.132 (11.12)	04.00	Commission consultative nationale d'éthique: indemnités pour services extraordinaires. (Sans distinction d'exercice)	2.479	2.975	2.975
		Détail:			
		1) Jetons de présence 2.975			
11.133 (11.12)	04.44	Cours complémentaires pour l'accès à certaines professions: indemnités pour services extraordinaires. (Sans distinction d'exercice)	-	142.142	8.109
		Détail:			
		2) Cours et examens 8.109			

rticle Code icon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
2.000 12.15)	04.10	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif)	166.741	129.029	113.886
2.001 12.15)	04.44	Etudes supérieures dirigées du soir: indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	4.401	7.437	7.499
		Détail:			
		2) Cours et examens 7.499			
2.002 12.15)	04.60	Maintenance du système "S.I.R.I.U.S" (système informatique des ressources d'information universitaires et scolaires)	3.123	1.487	1.478
		Détail:			
		4) Prestations individuelles 1.478			
2.003 12.30)	04.00 08.50	Commission consultative nationale d'éthique: dépenses diverses	8.596	7.933	7.933
12.004 12.15)	04.44	Cours complémentaires pour l'accès à certaines professions: indemnités pour services de tiers. (Sans distinction d'exercice)	-	16.113	20.653
		Détail:			
		2) Cours et examens 20.653			
12.010 12.13)	04.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	18.797	25.409	36.015
12.012 12.13)	04.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	38.818	49.083	41.872
12.040 12.12)	04.10	Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur: frais de bureau	11.096	5.181	12.000
		Détail:			
		6) Documentation et bibliothèque 12.000			
12.100 12.11)	04.00	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	61.628	71.542	-
12.120 12.30)	04.60	Frais de conception des projets d'informatisation en vue de la mise en place d'un nouveau système informatique de la gestion de l'aide financière pour études supérieures	-	48.339	39.191
12.121 12.30)	04.00	Frais d'experts et d'études	44.558	84.284	84.284
12.122 12.30)	04.00	Cellule de recherches sur la résolution de conflits: frais d'experts et d'études	-	28.557	28.557
12.125 (12.30)	04.00	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif)	-	14.477	14.513
12.130 12.16)	04.00	Frais de publication; frais d'impression; dépenses diverses.			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		(Crédit non limitatif)	-	109.569	109.56
12.140 (12.16)	04.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	50.867	6.941	14.73
		Détail:			
		1) Brochures et dépliants 14.730			
12.141 (12.16)	04.10	Frais de transport des élèves aux séances d'information scolaire	6.164	4.512	4.51
12.142 (12.16)	04.10	Frais d'organisation de la foire des études et de la formation	-	118.989	223.10
		Détail:			
		1) Brochures et dépliants 223.104			
12.220 (12.30)	04.60	Dépenses pour activités de recherche et de développement technologique pour les établissements d'enseignement supérieur ou universitaire autorisés à entreprendre des activités de recherche et de développement technologique relevant du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la culture. (Sans distinction d'exercice)	24.507	52.578	54.94
12.221 (12.30)	04.43	Projet d'élaboration pour la mise en place de nouvelles structures d'enseignement supérieur. (Crédit non limitatif)	-	-	151.09
		Note:			
		Ajout de la mention "Crédit non limitatif".			
12.301 (12.30)	04.60	Unité nationale d'Eurydice: frais de fonctionnement	-	4.958	5.18
12.302 (12.30)	04.00	Organisation des journées nationales d'éthique: dépenses diverses	-	2.975	2.97
33.000 (33.00)	04.10	Convention avec l'a.s.b.l. "Wunnraum fir Studenten"	93.109	133.863	221.14
33.001 (33.00)	04.00	Participation aux frais de fonctionnement de la fondation RESTENA gérant la gestion du réseau téléinformatique de l'enseignement supérieur et de la recherche	1.245.417	1.245.417	1.250.000
33.010 (33.00)	04.00	Subsides aux associations estudiantines	13.386	13.138	13.138
33.011 (33.00)	04.44	Conventions avec les établissements d'enseignement supérieur dans l'intérêt de l'exécution de projets pédagogiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	240.804	584.359	610.656
34.010 (34.30)	04.42	Bourses pour études supérieures en faveur d'étudiants nécessiteux ne remplissant pas les conditions d'études prévues à l'article 2 de la loi du 22.6.2000 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures et de cas sociaux	260.201	272.683	272.683
34.060	04.42	Bourses pour études à l'institut universitaire européen			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
34.40)		de Florence et aux Collèges d'Europe de Bruges et de Natolin	48.046	79.797	98.368
14.061 34.40)	04.42	Bourses pour études postuniversitaires	347.051	347.051	-
14.062 34.40)	04.42	Aide financière de l'Etat pour études supérieures: subventions d'intérêt (loi du 22 juin 2000). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	2.291.924	2.602.882	2.664.856
14.063 34.40)	04.42	Aide financière de l'Etat pour études supérieures: bourses d'études (loi du 22 juin 2000). (Crédit non limitatif)	4.365.331	4.561.241	5.998.741
14.064 34.40)	04.42	Aide financière de l'Etat pour études supérieures: primes d'encouragement (loi du 22 juin 2000). (Crédit non limitatif)	-	-	2.350.031
35.010 35.20)	04.00	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays membres de l'Union Européenne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	47.382	48.785	49.735
35.040 35.50)	04.00	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays non membres de l'Union Européenne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	185.611	195.836	200.519
35.060 35.00)	04.10	Frais de location de chambres d'étudiants universitaires et frais accessoires	57.428	57.511	41.150
44.000 44.00)	04.50	Participation de l'Etat aux frais de loyer de la Miami University. - John E. Dolibois European Center	176.822	176.822	176.822
44.001 44.00)	04.43	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'Institut universitaire international	182.970	182.970	210.710
44.002 44.00)	04.40	Participation de l'Etat aux frais de loyer de l'institut "Training of European Statisticians"	-	-	97.075
44.003 44.00)	04.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la Fondation Biermans-Lapôtre à Paris	-	-	40.000
		Restants d'exercices antérieurs			
12.500 12.15)	04.10	Indemnités pour services de tiers	-	-	21.691
		Total des dépenses de la section 03.0	10.351.113	11.910.093	15.773.619
		Section 03.1 **Centre Universitaire**			
11.000 11.00)	04.43	Traitements des fonctionnaires	1.478.288	250.472	262.606
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 249.075			
		3) Charges sociales patronales 9.961			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		4) Allocations de repas	3.570			
		Total	262.606			
11.010 (11.00)	04.43	Indemnités des employés occupés à titre permanent		264.448	284.681	282.10
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	243.032			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	1.376			
		3) Charges sociales patronales	32.366			
		4) Allocations de repas	5.330			
		Total	282.104			
11.020 (11.00)	04.43	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	248	-
11.030 (11.00)	04.43	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		198.270	203.174	209.88
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	180.650			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	4.655			
		3) Charges sociales patronales	24.577			
		Total	209.882			
11.040 (11.00)	04.43	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		-	248	-
11.130 (11.12)	04.14 04.43 04.44	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif)		35.340	-	-
11.131 (11.12)	04.44	Leçons supplémentaires et leçons de remplacement: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		111.408	148.736	148.736
12.000 (12.15)	04.14 04.43 04.44	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif)		6.117	-	-
12.010 (12.13)	04.14 04.43 04.44	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		323	-	-
33.010 (33.00)	04.14 04.43 04.44	Contribution financière dans l'intérêt de l'établissement public "Centre universitaire". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		3.272.195	3.817.560	4.680.912
		Restants d'exercices antérieurs				
11.636 (11.12)	04.43	Jurys d'examen: indemnités pour services extraordinaires		7.142	-	-

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 03.1	5.373.531	4.705.119	5.584.240
		Section 03.2 **Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques**			
11.000 11.00)	04.44	Traitements des fonctionnaires	254.660	243.704	253.073
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 240.084			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 1.602			
		3) Charges sociales patronales 8.710			
		4) Allocations de repas 2.677			
		Total 253.073			
11.010 11.00)	04.44	Indemnités des employés occupés à titre permanent	214.287	221.493	229.168
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 195.401			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 3.029			
		3) Charges sociales patronales 26.276			
		4) Allocations de repas 4.462			
		Total 229.168			
11.020 11.00)	04.44	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	-	248	100
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 100			
11.030 11.00)	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	241.349	235.499	212.971
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 183.359			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 4.655			
		3) Charges sociales patronales 24.957			
		Total 212.971			
11.040 11.00)	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	3.643	248	100
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 100			
11.100 11.40)	04.44	Indemnités d'habillement	2.138	2.157	2.139
11.130 11.12)	04.44	Section de psychologie et de recherches psycho-pédagogiques et centre de documentation pédagogique: indemnités pour services extraordinaires	1.717	1.859	1.859

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.131 (11.12)	04.44	Cours de perfectionnement et de spécialisation à l'intention des enseignants en fonction: indemnités pour services extraordinaires (loi du 6.9.1983)	24.750	24.789	27.078
		Détail:			
		2) Cours et examens 27.078			
11.132 (11.12)	04.44	Frais de stage aux écoles du pays: indemnités des patrons de stage. (Crédit non limitatif)	123.938	136.341	152.826
11.133 (11.12)	04.44	Admission des candidats à l'I.S.E.R.P.: indemnités des membres des jurys d'examen. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	12.498	12.643	12.748
11.134 (11.12)	04.44	Leçons supplémentaires et leçons de remplacement: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	77.202	79.326	229.445
12.000 (12.15)	04.44	Section de psychologie et de recherches psycho-pédagogiques et centre de documentation pédagogique: indemnités pour services de tiers	1.231	1.239	3.118
12.001 (12.15)	04.44	Cours de perfectionnement et de spécialisation à l'intention des enseignants en fonction: indemnités pour services de tiers	48.951	49.579	54.157
		Détail:			
		2) Cours et examens 54.157			
12.002 (12.15)	04.44	Formation de base: indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif)	72.932	65.444	65.987
		Détail:			
		2) Cours et examens 65.987			
12.010 (12.13)	04.44	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	40.529	45.241	65.600
12.080 (12.11)	04.44	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)	187.462	195.836	203.417
		Détail:			
		1) Nettoyage 11.502			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes 99.915			
		3) Chauffage 75.850			
		4) Réparations et entretien 16.150			
		Total 203.417			
12.090 (12.21)	04.44	Frais de location d'installations d'éducation physique payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	151.810	151.810
12.190 (12.30)	04.44	Frais de formation continue des formateurs au niveau supérieur	-	-	9.121
12.250 (12.00)	04.44	Frais d'exploitation courants	87.944	92.514	104.284

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	6.200			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	9.296			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	521			
		5) Frais d'impression et de reliure	9.915			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	6.594			
		2) Frais téléphoniques	13.891			
		1206 Location et entretien des installations de télécommunications				
		3) Réparations et pièces de rechange	700			
		1215 Prestations médicales	250			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	13.885			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	7.214			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	7.500			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		1) Langues et littératures	518			
		2) Sciences humaines	1.088			
		3) Sciences naturelles et physiques	3.109			
		4) Service de psychologie et d'orientation	1.295			
		8) Autres branches	15.025			
		9) Divers	1.762			
		1232 Activités de loisir				
		1) Chorale et fanfare	248			
		2) Activités d'animation, ateliers culturels	5.000			
		9) Divers	273			
		Total	104.284			
12.251 (12.00)	04.44	Centre de documentation: frais d'exploitation courants		33.420	33.466	87.239
12.300 (12.30)	04.14	Centre I.S.E.R.P.: dépenses de fonctionnement des chambres d'hôtes		6.072	7.437	6.690
12.301 (12.30)	04.44	Responsables de stage: frais de déplacement et de séjour à l'étranger, frais de participation à des congrès		11.453	8.974	9.916
34.060 (34.40)	04.14	Participation aux frais de stage d'étudiants de l'I.S.E.R.P. à l'étranger: participation aux frais		26.029	26.029	26.029
34.061 (34.40)	04.14	Participation aux frais de séjour d'étudiants étrangers à l'I.S.E.R.P.: participation aux frais		3.099	3.099	3.099

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
35.040 (35.50)	04.44	Cotisations à des réseaux de recherche internationaux ..		491	6.941	8.09
		Restants d'exercices antérieurs				
11.632 (11.12)	04.44	Frais de stage aux écoles du pays: indemnités des patrons de stage		5.103	8.602	15.22
12.501 (12.15)	04.44	Cours de perfectionnement et de spécialisation à l'intention des enseignants en fonction: indemnités pour services de tiers		-	-	7.20
12.502 (12.15)	04.44	Indemnités pour services de tiers		-	-	15.96
		Total des dépenses de la section 03.2		1.480.898	1.654.518	1.958.46
		Section 03.3 **Institut supérieur de technologie**				
11.000 (11.00)	04.44	Traitements des fonctionnaires		2.947.206	2.904.420	3.037.752
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	2.874.670			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	29.608			
		3) Charges sociales patronales	102.388			
		4) Allocations de repas	31.086			
		Total	3.037.752			
11.010 (11.00)	04.44	Indemnités des employés occupés à titre permanent		43.902	45.836	44.715
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	38.692			
		3) Charges sociales patronales	5.131			
		4) Allocations de repas	892			
		Total	44.715			
11.020 (11.00)	04.44	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.030 (11.00)	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		337.730	313.709	298.203
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	254.756			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	8.534			
		3) Charges sociales patronales	34.913			
		Total	298.203			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.040 11.00)	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		19.037	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.131 11.12)	04.44	Leçons supplémentaires et leçons de remplacement: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		218.266	322.262	236.338
33.010 33.00)	04.44	Contribution financière dans l'intérêt de l'établissement public "Institut supérieur de technologie". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		2.974.722	2.815.996	3.760.000
		Total des dépenses de la section 03.3		6.540.863	6.402.719	7.377.208
		Section 03.4 **Institut d'études éducatives et sociales**				
11.000 11.10)	04.44	Traitements des fonctionnaires		775.907	801.241	806.812
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	764.743			
		3) Charges sociales patronales	31.410			
		4) Allocations de repas	10.659			
		Total	806.812			
11.010 11.10)	04.44	Indemnités des employés occupés à titre permanent		53.942	1.107.316	1.299.142
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.131.723			
		3) Charges sociales patronales	150.091			
		4) Allocations de repas	17.328			
		Total	1.299.142			
11.020 11.10)	04.44	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		41.856	248	21.548
		Détail:				
		1) Rémunération de base	18.620			
		2) Charges sociales patronales	2.478			
		3) Allocations de repas	450			
		Total	21.548			
11.030 11.00)	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		28.780	32.945	36.516
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	31.260			
		rémunération	976			
		3) Charges sociales patronales	4.280			
		Total	36.516			
11.100 11.40)	04.44	Indemnités d'habillement		186	198	186

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.130 (11.12)	04.44	Indemnités pour services extraordinaires		273.244	365.841	329.079
		Détail:				
		2) Cours et examens	329.079			
12.000 (12.15)	04.44	Indemnités pour services de tiers		655.021	198.315	198.318
		Détail:				
		2) Cours et examens	198.315			
12.010 (12.13)	04.44	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		35.925	35.945	52.120
12.080 (12.11)	04.44	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		102.712	123.079	118.940
		Détail:				
		1) Nettoyage	53.817			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	63.268			
		5) Assurances	1.855			
		Total	118.940			
12.090 (12.21)	04.44	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques, (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		178.483	178.483	178.483
		Détail:				
		1) Loyers	178.483			
12.100 (12.11)	04.44	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des adminis-. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		570.072	681.633	689.938
		Détail:				
		1) Loyers	689.938			
12.250 (12.00)	04.44	Frais d'exploitation courants		148.586	164.180	171.570
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	2.504			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	7.635			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	3.669			
		5) Frais d'impression et de reliure	5.949			
		6) Documentation et bibliothèque	37.754			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	12.890			
		2) Frais téléphoniques	16.634			
		1206 Location et entretien des installations de télécommunications				
		3) Réparations et pièces de rechange	1.066			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	6.668			
		4) Réparations et entretien	1.636			
		9) Divers	967			
		1212 Frais d'experts et d'études	2.500			
		1215 Prestations médicales	248			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	6.792			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	4.313			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	7.437			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		8) Autres branches	22.162			
		9) Divers	24.920			
		1232 Activités de loisir				
		2) Activités d'animation	3.347			
		3) Manifestations scolaires	2.479			
		Total	171.570			
12.300 (12.30)	04.44	Projet pédagogique "Média Use"		-	-	12.395
34.060 (34.40)	04.44	Participation aux frais de stage d'étudiants de l'institut d'études éducatives et sociales à l'étranger		-	2.479	2.479
43.000 (43.22)	04.44	Remboursement à la commune de Hesperange des dépenses effectuées dans l'intérêt de l'institut d'études éducatives et sociales		63.267	64.973	66.923
		Restants d'exercices antérieurs				
11.630 (11.12)	04.44	Indemnités pour services extraordinaires		4.910	4.933	-
12.510 (12.13)	04.44	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		-	967	2.429
12.580 (12.11)	04.44	Bâtiments: exploitation et entretien		432	-	-
		Total des dépenses de la section 03.4		2.933.323	3.762.776	3.986.875
		Section 03.5				
		Recherche scientifique et recherche appliquée				
11.010 (11.00)	04.60	Indemnités des employés occupés à titre permanent		212.130	214.874	227.167

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	198.744			
		3) Charges sociales patronales	24.853			
		4) Allocations de repas	3.570			
		Total	227.167			
11.020 (11.00)	04.60	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	248	-
11.130 (11.12)	04.60	Indemnités pour services extraordinaires		8.193	8.676	8.67(
		Détail:				
		1) Jetons de présence	6.396			
		5) Prestations individuelles	1.710			
		9) Divers	570			
		Total	8.676			
12.010 (12.13)	04.60	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		229	248	360
12.012 (12.13)	13.90	Frais de route et de séjour à l'étranger		-	-	9.420
12.040 (12.12)	04.60	Frais de bureau		6.464	8.057	7.000
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	711			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	711			
		3) Location et entretien des autres machines de	258			
		4) Consommables bureautiques	1.422			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.206			
		6) Documentation et bibliothèque	2.692			
		Total	7.000			
12.120 (12.30)	04.60	Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)		7.437	7.437	24.790
12.130 (12.16)	04.60	Frais de publication. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		7.437	8.676	8.800
12.190 (12.30)	04.60	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation		5.673	5.949	6.217
12.191 (12.30)	04.60	Participation aux frais d'organisation de conférences scientifiques internationales		2.479	3.718	3.718
12.300 (12.30)	04.60	Frais de gestion dans l'intérêt de la participation nationale à des programmes d'organisations internationales		868	2.727	2.727
12.301 (33.00)	01.41	Projet ENA (European navigator): frais de fonctionnement; dépenses diverses		752.041	886.517	1.408.214
33.000 (33.00)	04.60	Contributions financières à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention. (Sans distinction d'exercice)		3.073.880	3.073.880	3.295.695

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
33.001 33.00)	04.60	Contributions financières à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de la mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre des activités communautaires ayant trait aux fonds structurels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	123.947	123.947	247.894
33.002 33.00)	04.60	Contribution financière de l'État dans l'intérêt de la mise en oeuvre du projet «Technoport Schlassgoart». (Sans distinction d'exercice)	2.602.882	1.041.153	694.102
33.003 33.00)	13.90	Contributions financières à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de la mise en oeuvre de projets de recherche dans le cadre de programmes communautaires ou de programmes relevant d'institutions européennes ou internationales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	403.802
33.004 33.00)	13.90	Contributions à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de la mise en oeuvre de programmes de formation spécialisée	-	-	243.258
33.010 33.00)	04.60	Subsides à divers instituts, centres et associations pour activités dans l'intérêt de la recherche et du développement technologique	8.180	8.180	8.180
33.011 33.00)	04.60	Contributions financières dans l'intérêt des centres de recherche publics	2.379.778	2.379.778	2.486.000
33.012 33.00)	04.60	Dotation au Fonds National de la Recherche. (Crédit non limitatif)	1.239.468	1.239.468	5.000.000
33.013 33.00)	13.90	Subsides au profit de fondations et institutions internationales intervenant dans le domaine de la recherche scientifique	-	-	54.884
34.060 34.40)	04.60	Bourses de formation-recherche. (Sans distinction d'exercice)	1.477.522	1.536.940	1.586.519
34.070 34.50)	04.60	Subsides à des particuliers pour activités dans l'intérêt de la recherche et du développement technologique ..	744	1.735	1.735
35.020 35.30)	04.60	Contributions à des projets et programmes de recherche internationaux et cotisations à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	3.718	2.023.718
		Total des dépenses de la section 03.5	11.909.352	10.555.926	17.752.876
		Total des dépenses du département 02	81.244.243	85.186.616	98.533.076

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
11	Salaires et charges sociales	17.423.842	17.601.162	18.647.486
12	Achat de biens non durables et de services	10.783.866	12.663.005	13.806.927
33	Transferts de revenus aux administrations privées	32.620.542	36.601.580	41.354.646
34	Transferts de revenus aux ménages	9.994.922	10.693.235	14.216.739
35	Transferts de revenus à l'étranger	510.013	601.811	2.589.074
43	Transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale	9.551.266	6.666.031	7.393.597
44	Transferts de revenus à l'enseignement non universitaire spécial/libre	359.792	359.792	524.607
Total		81.244.243	85.186.616	98.533.076

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		04 - MINISTERE DES FINANCES			
		Section 04.0			
		Dépenses générales			
11.090 (11.12)	01.23	Indemnités de poste et de logement d'agents détachés à l'étranger. (Crédit non limitatif)	29.172	30.838	45.183
11.130 (11.12)	11.70	Comités pour le développement de la place financière: indemnités pour services extraordinaires	759	620	620
		Détail:			
		1) Jetons de présence 620			
11.300 (11.12)	03.20	Attribution aux fonctionnaires et agents de la police générale, spéciale et locale d'une partie du produit des amendes et des confiscations en matière répressive. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	571.636	470.998	520.576
12.000 (12.15)	11.70	Comités pour le développement de la place financière: indemnités pour services de tiers	1.004	2.231	2.231
		Détail:			
		1) Jetons de présence 2.231			
12.012 (12.13)	01.20	Frais de route et de séjour à l'étranger	287.178	371.840	371.840
12.120 (12.30)	01.20	Fiscalité: études comparatives sur le plan européen	1.388	24.789	123.947
12.140 (12.16)	11.70	Promotion de la place financière: dépenses diverses. (Crédit non limitatif)	-	123.947	2.479
12.190 (12.30)	13.90	Frais de formation du personnel	2.303	2.479	6.200
12.300 (12.30)	01.43	Institutions financières internationales: dépenses diverses en relation avec les parts contributives du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources ou avec la tenue des assemblées annuelles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	24.789	19.831	24.789
12.310 (12.30)	01.20	Frais d'abonnement à un service de données financières internationales	12.979	13.634	13.634
31.050 (31.32)	11.70	Mesures et interventions destinées à faciliter la promotion de la place financière: subsides à l'organisation de manifestations, à des études de marché ou à d'autres initiatives au Luxembourg dans le même but. (Crédit non limitatif)	-	124	100
33.010 (33.00)	06.30	Répartition du produit net des suppléments perçus sur les émissions de timbres à surtaxe et sur les télégrammes postaux. (Crédit non limitatif)	48.564	63.213	63.213

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.040 (12.12)	01.22	Frais de bureau		241.482	236.614	253.967
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	83.416			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	24.789			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	2.479			
		4) Consommables bureautiques	6.197			
		6) Documentation et bibliothèque	128.905			
		9) Divers	8.181			
		Total	253.967			
12.050 (12.12)	01.22	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Sans distinction d'exercice)		1.019.369	1.036.393	1.260.958
		Détail:				
		1) Frais postaux	994.590			
		2) Frais téléphoniques	247.896			
		4) Télex et Téléfax	7.934			
		6) Sémaphone	621			
		9) Divers	9.917			
		Total	1.260.958			
12.060 (12.12)	01.22	Location et entretien des installations de télécommunications		34.368	39.663	38.000
		Détail:				
		2) Contrats d'entretien	21.000			
		3) Réparations et pièces de rechange	17.000			
		Total	38.000			
12.070 (12.12)	01.22	Location et entretien des équipements informatiques		3.760	4.958	4.958
12.080 (12.11)	01.22	Bâtiments: exploitation et entretien		202.606	238.721	228.870
		Détail:				
		1) Nettoyage	37.000			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	111.560			
		3) Chauffage	70.000			
		4) Réparations et entretien	2.500			
		5) Assurances	7.810			
		Total	228.870			
12.090 (12.21)	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		1.115.242	2.041.577	2.024.800
		Détail:				
		1) Loyers	1.941.600			
		2) Charges locatives accessoires	83.200			
		Total	2.024.800			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.100 (12.11)	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	749.211	769.462	772.006
		Détail:			
		1) Loyers 766.676			
		2) Charges locatives accessoires 5.330			
		Total 772.006			
12.110 (12.30)	01.22	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	153.627	99.157	154.000
12.120 (12.30)	01.22	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	1.239	1.239
12.190 (12.30)	01.22	Cours de formation pour les agents des contributions ...	11.454	12.395	12.395
12.300 (12.30)	01.22	Fiches; imprimés et documents administratifs fiscaux et spéciaux; comptes et pièces comptables; préimprimés de saisie et d'édition pour ordinateur; enveloppes, dossiers, registres et documentation administrative destinés aux contribuables. (Crédit non limitatif)	230.001	247.894	247.894
12.310 (12.30)	01.22	Frais de poursuite et d'instance pour le recouvrement des contributions; frais hypothécaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	47.035	49.579	50.000
12.320 (12.30)	01.22	Service de métrologie; acquisition et entretien d'instruments de contrôle; dépenses diverses	5.214	4.710	5.510
12.330 (12.30)	01.22	Entretien d'une installation de microfilmage; acquisition de matériel accessoire et de matériel consommable .	458	1.611	1.250
12.350 (12.12)	01.22 01.25	Frais de banque. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	992	1.000
		Détail:			
		7) Frais de banque 1.000			
35.030 (35.40)	01.22	Cotisations à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif)	942	1.363	1.370
		Total des dépenses de la section 04.1	31.563.641	33.445.026	35.281.629
		Section 04.2 **Enregistrement et domaines**			
11.000 (11.00)	01.22 01.25	Traitements des fonctionnaires	13.140.687	13.297.381	14.097.170
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 12.289.653			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		9) Divers	3.223			
		Total	13.773			
12.070 (12.12)	13.90	Location et entretien des équipements informatiques		-	-	12.395
12.080 (12.11)	01.22 01.25	Bâtiments: exploitation et entretien		120.200	121.096	133.601
		Détail:				
		1) Nettoyage	11.156			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	86.500			
		3) Chauffage	35.945			
		Total	133.601			
12.090 (12.21)	01.22 01.25	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		242.260	243.555	243.555
		Détail:				
		1) Loyers	223.972			
		2) Charges locatives accessoires	19.583			
		Total	243.555			
12.100 (12.11)	01.22 01.25	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		69.804	68.989	68.989
		Détail:				
		1) Loyers	63.808			
		2) Charges locatives accessoires	5.181			
		Total	68.989			
12.190 (12.30)	01.22 01.25	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation		5.552	24.789	25.740
12.300 (12.30)	01.22 01.25	Fiches; imprimés et documents administratifs fiscaux et spéciaux; comptes et pièces comptables; préimprimés de saisie et d'édition pour ordinateur; enveloppes, dossiers, registres et documentation administrative destinés aux contribuables; codes et études fiscaux. (Crédit non limitatif)		98.468	99.157	99.157
12.310 (12.30)	01.22	Frais de poursuite et d'instance; frais hypothécaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		253.025	148.736	297.000
12.320 (12.30)	01.22	Dépenses à faire par les comptables de l'administration en vertu de la loi du 15.3.1892 sur la procédure en débet en matière de faillite ainsi que de la loi du 27.2. 1979 portant règlement des honoraires des curateurs aux faillites clôturées pour insuffisance d'actif et des curateurs à successions vacantes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		937.485	743.681	198.300
12.330 (12.30)	01.25	Frais d'adjudication exposés par l'administration des domaines dans l'intérêt de la vente des biens et pro-				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		duits domaniaux.			
		(Crédit non limitatif)	20.353	18.592	19.800
12.340 (12.30)	01.25	Travaux d'entretien, de plantation et de boisement sur les terrains des forts Thungen et Olisy; réparations urgentes exécutées par l'administration des domaines; masse d'habillement du garde des domaines et des ouvriers des domaines	18.498	17.848	17.848
		Détail:			
		1) Masse d'habillement du garde et des ouvriers 694			
		2) Travaux de coupe et de reboisement par l'administration des eaux et forêts 12.395			
		3) Frais d'entretien et de réparation 4.759			
		Total 17.848			
12.350 (12.30)	01.22 01.25	Fabrication de papier-timbre et de timbres mobiles; dépenses de l'atelier.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	140.367	65.940	174.991
		Détail:			
		1) Timbres mobiles dimension et chancellerie .. 42.100			
		2) Permis de pêche, permis de chasse 6.200			
		3) Timbrage 21.070			
		5) Dépenses de l'atelier 38.671			
		6) Acquisition de papier-timbre 66.950			
		Total 174.991			
12.360 (12.30)	01.22	Carnets d'avertissements taxés	60.980	21.071	12.395
12.370 (12.50)	01.25	Impôt foncier dû par le domaine de l'Etat; taxes annuelles de cabaretage; participation aux travaux connexes due par le domaine de l'Etat dans le cadre de projets de remembrement.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	190.095	223.104	223.104
12.380 (12.30)	01.25	Frais d'abonnement à des banques de données internationales	1.075	1.859	1.859
12.390 (12.12)	01.25	Frais de banque.			
		(Crédit non limitatif)	535	16.113	16.113
23.000 (23.00)	13.10	Intérêts des consignations et dépôts.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	*107.347*	*74.368*	*74.368*
24.010 (24.10)	01.22 01.25	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques.			
		(Crédit non limitatif)	68	2.479	2.479
36.050 (36.06)	13.60	Restitutions de droits d'enregistrement (article 17 de la loi du 17.8.1935) et autres; remboursement aux tiers intéressés des dommages-intérêts et droits fraudés recouvrés sur les condamnés.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	3.708.692	3.222.616	3.700.000
43.010 (43.21)	01.22	Participation des communes au produit du timbre de la carte d'identité pour étrangers.			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		267.916	252.851	281.16
		Détail:				
		1) Frais postaux	116.168			
		2) Frais téléphoniques	97.200			
		3) Luxpac	48.900			
		4) Télex et téléfax	12.400			
		6) Sémaphone	6.500			
		Total	281.168			
12.060 (12.12)	01.22	Location et entretien des installations de télécommunications		50.546	74.368	81.10
		Détail:				
		1) Location	51.300			
		3) Réparations et pièces de rechange	24.100			
		9) Divers	5.700			
		Total	81.100			
12.070 (12.12)	01.22	Location et entretien des équipements informatiques		129.574	112.544	114.64
		Détail:				
		1) Location	55.256			
		2) Contrats d'entretien	46.988			
		3) Réparations et pièces de rechange	12.400			
		Total	114.644			
12.080 (12.11)	01.22	Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)		275.418	247.894	249.000
		Détail:				
		1) Nettoyage	32.000			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	100.000			
		3) Chauffage	37.000			
		4) Réparations et entretien	50.000			
		9) Divers	30.000			
		Total	249.000			
12.081 (12.11)	01.22	Entretien des logements de service. (Sans distinction d'exercice)		153.691	151.215	152.000
12.090 (12.21)	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		23.114	23.128	23.128
		Détail:				
		1) Loyers	12.419			
		2) Charges locatives accessoires	10.709			
		Total	23.128			
12.100 (12.11)	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		707.077	851.638	816.650

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		1) Loyers 672.400			
		2) Charges locatives accessoires 144.250			
		Total 816.650			
12.120 12.30)	01.22	Frais d'experts et d'études	160.129	201.290	-
12.125 12.30)	13.90	Frais d'experts et d'études en matière informatique	-	-	100.000
12.170 12.30)	01.22	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	9.914	14.874	14.874
12.190 12.30)	01.22	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	6.500	13.634	13.000
12.300 12.30)	01.22	Armement et équipement du personnel; exercices de tir ..	40.521	34.829	34.000
12.310 12.30)	03.20	Frais d'entretien et d'assurance des chiens anti-drogue et dépenses dans le cadre de la lutte anti-drogue	19.420	21.071	28.000
12.320 12.30)	01.22	Documentation administrative; imprimés destinés à la revente ainsi que frais de confection de bandelettes fiscales (fournitures faites par l'administration belge des douanes et accises). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	613.579	470.998	645.000
12.321 (12.30)	01.22	Fiches; imprimés et documents administratifs; comptes et pièces comptables; préimprimés de saisie et d'édition pour ordinateur; enveloppes, dossiers, registres et documentation administrative. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	45.007	49.579	50.000
12.330 (12.30)	01.22	Honoraires et frais d'experts; frais d'analyse et de contrôle; frais d'interprètes et frais de traduction; frais judiciaires; dommages-intérêts; restitution d'intérêts de retard; indemnités pour visiteuses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	5.321	2.479	2.500
12.340 (12.30)	03.20	Frais d'entretien et de maintenance de matériel de détection et de contrôle	1.837	5.206	2.500
12.350 (12.30)	01.22	Frais de manutention. (Crédit non limitatif)	-	124	124
12.360 (12.12)	01.22	Frais de banque	3.626	3.471	3.800
12.370 (12.50)	01.22	Impôt foncier et taxes communales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	24.039	28.508	25.000
		Détail:			
		1) Impôt foncier 3.000			
		2) Taxes communales 22.000			
		Total 25.000			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.380 (12.30)	01.22	Gratuité de l'abonnement téléphonique du personnel	1.282	1.512	1.29
12.390 (12.30)	01.22	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage de divers effets d'habillement et de vêtements de travail	100.497	74.368	100.00
24.010 (24.10)	01.22	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)	63.231	75.657	64.70
24.040 (24.20)	01.22	Location de logiciels informatiques à l'intérieur du secteur administrations publiques. (Crédit non limitatif)	-	248	25
36.010 (36.02)	13.60	Restitution du droit d'accise autonome sur certaines huiles minérales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	124	10
36.011 (36.02)	13.60	Restitution du droit d'accise autonome sur les cigarettes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	124	10
36.012 (36.02)	13.60	Restitution de la redevance de contrôle sur le fuel domestique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	124	10
		Restants d'exercices antérieurs			
12.510 (12.13)	01.22	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	3.734	10.412	-
12.800 (12.30)	01.22	Armement et équipement du personnel; exercices de tir ..	-	210.709	-
		Total des dépenses de la section 04.3	28.144.571	27.913.458	28.751.83
		Section 04.4 **Commissariat du Gouvernement près la banque internationale à Luxembourg**			
11.000 (11.10)	13.90	Traitements des fonctionnaires	87.321	87.531	94.11
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 86.395			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 3.629			
		3) Charges sociales patronales 3.203			
		4) Allocations de repas 892			
		Total 94.119			
		Total des dépenses de la section 04.4	87.321	87.531	94.11

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 04.5			
		Commissariat aux bourses			
11.000 11.00)	11.70	Traitements des fonctionnaires	11.554	-	-
		Total des dépenses de la section 04.5	11.554	-	-
		Total des dépenses du département 04	82.631.106	83.753.951	87.550.525

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du Ministère des Finances

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
11	Salaires et charges sociales	68.377.707	68.769.406	72.139.171
12	Achat de biens non durables et de services	9.839.340	10.958.829	10.935.819
23	Intérêts imputés en débit	107.347	74.368	74.368
24	Achat de biens non durables et de services	63.299	78.384	67.429
31	Dotation de terres et paiements courants pour l'utilisation d'actifs incorporels	-	124	100
33	Subventions d'exploitation	79.164	171.096	94.192
35	Transferts de revenus à l'étranger	1.110	1.561	11.370
-36	Remboursements d'impôts indirects	3.708.692	3.222.988	3.700.300
43	Transfert de revenus aux administrations publiques locales	454.447	477.195	527.776
Total		82.631.106	83.753.951	87.550.525

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		05 - MINISTERE DES FINANCES: TRESOR ET BUDGET			
		Section 05.0			
		Dépenses générales			
11.130 11.12)	11.70	Casino de jeux du Luxembourg à Mondorf-les-Bains: indemnité du commissaire du gouvernement et indemnités de surveillance. (Sans distinction d'exercice)	33.912	37.184	37.184
		Détail:			
		5) Prestations individuelles 37.184			
12.020 12.14)	11.70	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	4.437	5.206	5.572
		Détail:			
		1) Assurances 1.100			
		2) Carburants et lubrifiants 3.100			
		3) Réparation et entretien 1.000			
		9) Divers 372			
		Total 5.572			
12.040 12.12)	01.20	Frais de bureau	25.135	24.789	25.285
		Détail:			
		6) Documentation et bibliothèque 24.789			
		9) Dépenses diverses 496			
		Total 25.285			
12.080 12.11)	01.20 01.25	Bâtiments: exploitation et entretien	9.650	9.916	10.000
		Détail:			
		1) Nettoyage 6.207			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes 2.529			
		3) Chauffage 1.264			
		Total 10.000			
12.090 12.21)	Divers codes	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	3.736.871	5.103.929	5.874.537
		Détail:			
		1) Loyer 5.031.450			
		2) Charges locatives accessoires 843.087			
		Total 5.874.537			
12.100 (12.11)	Divers codes	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	10.070.560	10.612.099	10.676.250

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.14)						
		Détail:				
		1) Assurances	500			
		2) Carburants et lubrifiants	1.000			
		3) Réparation et entretien	500			
		Total	2.000			
12.040 (12.12)	01.23	Frais de bureau		19.979	24.666	24.60
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	6.820			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	4.890			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	1.110			
		4) Consommables bureautiques	3.100			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.240			
		6) Documentation et bibliothèque	7.440			
		Total	24.600			
12.050 (12.12)	01.23	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		3.783	10.238	6.50
		Détail:				
		1) Frais postaux	74			
		2) Frais téléphoniques	6.178			
		4) Télex et télefax	248			
		Total	6.500			
12.060 (12.12)	01.23	Location et entretien des installations de télécommunications		-	1.363	1.00
		Détail:				
		3) Réparations et pièces de rechange	1.000			
12.070 (12.12)	01.23	Location et entretien des équipements informatiques		-	744	75
		Détail:				
		3) Réparations et pièces de rechange	750			
12.080 (12.11)	01.23	Bâtiments: exploitation et entretien		11:586	23.699	23.00
		Détail:				
		1) Nettoyage	5.000			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	10.000			
		3) Chauffage	8.000			
		Total	23.000			
12.120 (12.30)	01.23	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)		1.231.278	867.627	250.00
12.125 (12.30)	12.30	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)		-	-	100.00
12.190	01.23	Colloques, séminaires, stages et journées d'études et				

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.30)		frais d'organisation et de participation		45	5.454	5.500
		Restants d'exercices antérieurs				
11.630 11.12)	01.23	Indemnités pour services extraordinaires		-	-	2.554
		Total des dépenses de la section 05.1		2.364.788	1.960.145	1.472.976
		Section 05.2 **Trésorerie de l'Etat**				
11.000 11.00)	01.23	Traitements des fonctionnaires		717.305	1.134.039	1.175.391
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.108.172			
		3) Charges sociales patronales	45.876			
		4) Allocations de repas	21.343			
		Total	1.175.391			
11.010 11.00)	01.23	Indemnités des employés occupés à titre permanent		42.053	42.737	44.214
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	38.242			
		3) Charges sociales patronales	5.080			
		4) Allocations de repas	892			
		Total	44.214			
11.020 11.00)	01.23	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		103.341	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.110 11.12)	01.23	Indemnités pour pertes de caisse		-	2.925	-
11.130 11.12)	01.23	Indemnités pour services extraordinaires		-	570	-
12.010 12.13)	01.23	Frais de route et de séjour		-	372	363
12.040 12.12)	01.23	Frais de bureau		6.172	13.535	13.800
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	8.198			
		3) Location et entretien des machines de bureau	2.231			
		4) Consommables bureautiques	2.355			
		5) Frais d'impression et de reliure	99			
		6) Documentation et bibliothèque	892			
		9) Divers	25			
		Total	13.800			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Loyers	26.000			
		2) Charges locatives accessoires	2.000			
		Total	28.000			
12.110 (12.30)	01.30	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	2.479	-
12.120 (12.30)	01.30	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	12.395	12.500
12.190 (12.30)	01.30	Formation du personnel		-	25.409	25.000
		Total des dépenses de la section 05.3		-	266.090	251.911
		Section 05.4				
		Cadastre et topographie				
11.000 (11.00)	01.22	Traitements des fonctionnaires		6.486.308	6.575.549	6.866.031
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	6.447.510			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	39.293			
		3) Charges sociales patronales	268.246			
		4) Allocations de repas	110.982			
		Total	6.866.031			
11.010 (11.00)	01.22	Indemnités des employés occupés à titre permanent		86.540	90.233	73.288
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	61.918			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	1.376			
		3) Charges sociales patronales	8.209			
		4) Allocations de repas	1.785			
		Total	73.288			
11.020 (11.00)	01.22	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		38.901	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.030 (11.00)	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		165.196	169.832	135.499
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	114.802			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	4.830			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		3) Charges sociales patronales	15.867			
		Total	135.499			
11.040 11.00)	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		6.376	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 11.40)	01.22	Indemnités d'habillement		7.929	7.933	8.875
12.000 12.15)	01.22	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif)		1.076	4.958	4.958
12.001 12.15)	01.22	Travaux de mesurage et travaux connexes à exécuter par le secteur privé: honoraires et autres prestations. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		56.365	61.973	61.973
12.003 12.15)	01.22	Conservation et développement de la base de données topo/cartographique: indemnités pour services de tiers .		-	12.395	13.500
12.004 12.15)	01.22	Création d'un plan cadastral informatisé: indemnités pour services de tiers. (Sans distinction d'exercice)		495.784	619.734	470.998
12.005 12.15)	01.22	Gestion et mise à jour du réseau gravimétrique: indemnités pour services de tiers		-	1.239	1.250
12.006 12.15)	01.22	Création de la banque de données nationale - Système d'information du territoire (BDN-SIT): indemnités pour services de tiers. (Sans distinction d'exercice)		47.112	64.452	75.000
12.007 (12.15)	01.22	Production d'une nouvelle carte digitale 1:20.000, générée à partir de la base de données topo/carto: indemnités pour service de tiers. (Sans distinction d'exercice)		842.837	642.044	150.000
12.008 (12.15)	13.90	Gestion et mise à jour du plan cadastral informatisé: Indemnités pour services de tiers. (Sans distinction d'exercice)		-	-	50.000
12.010 (12.13)	01.22	Frais de route et de séjour		21.079	21.691	30.450
12.020 (12.14)	01.22	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		37.335	39.663	43.900
		Détail:				
		1) Assurances	6.500			
		2) Carburants et lubrifiants	14.700			
		3) Réparation et entretien	20.900			
		9) Divers	1.800			
		Total	43.900			
12.030 (12.16)	01.22	Fourniture de vêtements de travail et de protection		523	1.239	1.240
12.040	01.22	Frais de bureau		57.062	70.650	68.800

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.12)		*Détail:*				
		1) Articles et matériel de bureau	31.000			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	4.350			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	13.100			
		4) Consommables bureautiques	8.700			
		5) Frais d'impression et de reliure	9.900			
		6) Documentation et bibliothèque	1.250			
		9) Divers	500			
		Total	68.800			
12.050 (12.12)	01.22	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Sans distinction d'exercice)		87.313	84.284	99.062
		Détail:				
		1) Frais postaux	41.462			
		2) Frais téléphoniques	57.600			
		Total	99.062			
12.060 (12.12)	01.22	Location et entretien des installations de télécommunications		13.471	11.775	13.000
12.070 (12.12)	01.22	Location et entretien des équipements informatiques. (Crédit non limitatif)		221.545	257.313	284.955
12.080 (12.11)	01.22	Bâtiments: exploitation et entretien		28.391	50.818	46.000
		Détail:				
		1) Nettoyage	6.000			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	32.000			
		3) Chauffage	7.000			
		Total	45.000			
12.090 (12.21)	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur administrations publiques. (Crédit non limitatif)		26.849	27.467	27.446
		Détail:				
		1) Loyers	18.444			
		2) Charges locatives accessoires	9.002			
		Total	27.446			
12.100 (12.11)	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		67.841	69.658	71.867
		Détail:				
		1) Loyers	65.601			
		2) Charges locatives accessoires	6.266			
		Total	71.867			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.140 12.16)	13.90	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information, dépenses diverses	-	-	15.000
12.170 12.30)	01.22	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	10.845	9.296	4.200
12.190 12.30)	01.22	Cours de formation et de recyclage du personnel	17.399	16.113	16.000
12.300 12.30)	01.22	Frais d'entretien et de renouvellement du matériel d'atelier et d'arpentage; fourniture et pose de bornes et rivets; construction et réparation de signaux de triangulation; dépenses diverses	11.155	11.155	11.500
		Détail:			
		1) Entretien et renouvellement du matériel d'atelier et d'arpentage 5.000			
		2) Fourniture et pose de bornes et rivets 3.700			
		3) Construction et réparation de signaux de triangulation 1.300			
		9) Divers 1.500			
		Total 11.500			
12.310 12.30)	01.22	Frais de conservation, de mise à jour et de reproduction des documents cadastraux et de la carte topographique; dépenses relatives au laboratoire photographique ..	22.610	22.310	21.000
		Détail:			
		1) Reliure des plans et registres cadastraux et acquisition du matériel y relatif 2.400			
		2) Dépenses relatives au laboratoire photographique 18.600			
		Total 21.000			
12.320 12.30)	01.22	Travaux d'abornement des frontières. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	2.214	2.479	2.479
12.330 12.30)	01.22	Renouvellement du stock et actualisation de la carte topographique, de cartes dérivées et des photos aériennes du Grand-Duché de Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	99.110	143.778	502.000
12.340 12.30)	01.22	Réparation des instruments géodésiques de levé et de report ainsi que des différents copieurs	13.818	20.451	20.000
12.350 12.30)	01.22	Entretien de l'installation de microfilmage; acquisition de matériel accessoire et de matériel consommable. (Crédit non limitatif)	14.735	18.592	14.000
12.370 12.30)	01.22	Exploitation de la base d'étalonnage et de calibrage pour télémètres électro-optiques et de la station permanente GPS. (Crédit non limitatif)	-	2.479	2.479
12.380 12.30)	01.22	Reliure de la documentation cadastrale littérale ancienne	24.762	74.368	74.368
12.390	01.22	Frais de banque.			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.12)		(Crédit non limitatif)	-	4.958	4.95
24.010 (24.10)	01.22	Location de terminaux électroniques auprès de secteurs autres que le secteur administrations publiques. (Crédit non limitatif)	-	3.718	3.71
35.060 (35.00)	01.22	Cotisations à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif)	9.975	14.006	14.00
		Total des dépenses de la section 05.4	9.022.456	9.229.099	9.302.99
		Section 05.5 **Chambre des Comptes**			
11.000 (11.00)	01.10	Traitements des fonctionnaires	1.299.458	-	-
11.010 (11.00)	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	274.765	-	-
11.020 (11.00)	01.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	26.544	-	-
11.030 (11.00)	01.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	50.970	-	-
11.100 (11.40)	01.10	Indemnités d'habillement	552	-	-
11.130 (11.12)	01.10	Indemnités pour services extraordinaires	297	-	-
11.131 (11.12)	01.10	Jetons de présence des conseillers suppléants. (Crédit non limitatif)	4.092	-	-
12.040 (12.12)	01.10	Frais de bureau	23.706	-	-
12.050 (12.12)	01.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	20.450	-	-
12.060 (12.12)	01.10	Location et entretien des installations de télécommunications	2.906	-	-
12.080 (12.11)	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	18.164	-	-
35.060 (35.00)	01.10	Cotisations à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif)	735	-	-
		Total des dépenses de la section 05.5	1.722.639	-	-

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 05.6			
		Caisse générale de l'Etat			
11.000 (11.00)	01.23	Traitements des fonctionnaires	393.085	-	-
11.020 (11.00)	01.23	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	2.876	-	-
11.110 (11.12)	01.23	Indemnités pour pertes de caisse	2.925	-	-
11.130 (11.12)	01.23	Indemnités pour services extraordinaires	933	-	-
12.040 (12.12)	01.23	Frais de bureau	6.025	-	-
12.050 (12.12)	01.23	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	416	-	-
12.100 (12.11)	01.23	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)	31.220	-	-
		Total des dépenses de la section 05.6	437.480	-	-
		Section 05.9			
		Provision globale pour amendements			
01.000 (01.00)	13.90	*Provision globale pour amendements*	-	-	4.000.000
		Total des dépenses de la section 05.9	-	-	4.000.000
		Total des dépenses du département 05	29.333.529	31.400.575	36.540.894

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère des finances: dette publique

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
12	Achat de biens non durables et de services	64.992	21.071	2.504.500
21	Intérêts de la dette publique	43.189.755	42.582.406	42.555.519
93	Dotations de fonds de réserve	497.486	446.208	700.000
Total		43.752.233	43.049.685	45.760.019

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		07 - MINISTERE DE LA JUSTICE				
		Section 07.0				
		Dépenses générales				
11.130 (11.12)	03.10	Indemnités pour services extraordinaires		47.208	43.629	50.000
		Détail:				
		1) Jetons de présence	46.431			
		2) Cours et examens	744			
		5) Prestations individuelles	2.825			
		Total	50.000			
12.000 (12.15)	03.10	Indemnités pour services de tiers		9.347	9.048	9.400
		Détail:				
		1) Jetons de présence	4.938			
		2) Cours et examens	4.462			
		Total	9.400			
12.001 (12.15)	03.10	Indemnités pour services de tiers: frais de traduction et d'interprétation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	37.184	100.000
12.012 (12.13)	03.10	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Crédit non limitatif)		205.179	203.273	220.000
12.020 (12.14)	03.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		1.081	1.512	1.500
		Détail:				
		1) Assurances	570			
		2) Carburants et lubrifiants	440			
		3) Réparation et entretien	490			
		Total	1.500			
12.040 (12.12)	03.10	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques		22.008	18.592	22.310
		Détail:				
		6) Documentation et bibliothèque	22.310			
12.080 (12.11)	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien, dépenses diverses		2.955	3.718	3.719
		Détail:				
		1) Nettoyage	2.603			
		4) Réparations et entretien	124			
		9) Divers	992			
		Total	3.719			
12.130 (12.16)	03.10	Publication et mise à jour des codes luxembourgeois et des répertoires de jurisprudence. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		9.260	61.973	50.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	75.157			
		3) Charges sociales patronales	342.502			
		4) Allocations de repas	139.391			
		G - Attachés de justice:				
		1) Rémunérations de base	556.864			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	4.354			
		3) Charges sociales patronales	24.152			
		4) Allocations de repas	8.899			
		Total	25.593.151			
11.010 (11.00)	03.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent		1.443.110	1.353.846	1.451.623
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.247.075			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	4.405			
		3) Charges sociales patronales	165.958			
		4) Allocations de repas	34.185			
		Total	1.451.623			
11.020 (11.00)	03.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		589.590	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.030 (11.00)	03.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		537.715	534.310	581.991
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	495.521			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	17.794			
		3) Charges sociales patronales	68.676			
		Total	581.991			
11.040 (11.00)	03.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		120	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	03.10	Indemnités d'habillement		3.563	3.867	4.091
11.130 (11.12)	03.10	Indemnités pour services extraordinaires		59.122	39.489	60.000
		Détail:				
		1) Jetons de présence	17.220			
		2) Cours et examens	40.000			
		5) Prestations individuelles	2.380			
		9) Divers	400			
		Total	60.000			
11.131	03.10	Juges et juges de paix suppléants: indemnités pour ser-				

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.12)		vices extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		82.668	37.184	75.000
11.132 11.12)	03.10	Frais de justice; exécution des commissions rogatoires; expertises et missions spéciales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		171.025	178.483	180.000
11.133 11.12)	03.10	Médiation pénale: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	7.437	7.500
		Détail:				
		5) Prestations individuelles	7.500			
11.300 11.00)	03.10	Formation des nouveaux magistrats		10.382	-	-
12.000 12.15)	03.10	Indemnités pour services de tiers		10.084	11.403	12.000
		Détail:				
		1) Jetons de présence	645			
		2) Cours et examens:	8.100			
		9) Divers	3.255			
		Total	12.000			
12.001 (12.15)	03.10	Médiation pénale: indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	4.958	5.000
12.010 (12.13)	03.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		36.036	32.226	52.120
12.020 (12.14)	03.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		9	1.735	1.735
		Détail:				
		1) Assurances	868			
		2) Carburants et lubrifiants	248			
		3) Réparation et entretien	496			
		9) Divers	123			
		Total	1.735			
12.030 (12.16)	03.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection		7.412	13.634	18.000
		Détail:				
		1) Tenue de service des greffiers	9.500			
		2) Tenue des magistrats	8.500			
		Total	18.000			
12.040 (12.12)	03.10	Frais de bureau; dépenses diverses		224.380	235.499	249.134
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	105.355			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	74.368			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	7.437			
		5) Frais d'impression et de reliure	57.016			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		A - Services administratifs:				
		1) Rémunérations de base	998.552			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	39.093			
		3) Charges sociales patronales	69.376			
		4) Allocations de repas	16.882			
		B - Services de garde:				
		1) Rémunérations de base	7.869.579			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	946.944			
		3) Charges sociales patronales	608.346			
		4) Allocations de repas	181.136			
		C - Services techniques:				
		1) Rémunérations de base	1.342.906			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	56.588			
		3) Charges sociales patronales	96.581			
		4) Allocations de repas	26.649			
		D - Services éducatifs:				
		1) Rémunérations de base	349.635			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	11.613			
		3) Charges sociales patronales	24.927			
		4) Allocations de repas	7.115			
		E - Services médicaux et paramédicaux:				
		1) Rémunérations de base	508.511			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	35.539			
		3) Charges sociales patronales	36.616			
		4) Allocations de repas	9.767			
		F - Fonctionnaires détachés à d'autres administrations:				
		1) Rémunérations de base	400.442			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	15.968			
		3) Charges sociales patronales	28.506			
		4) Allocations de repas	6.222			
		Total	13.687.493			
11.010 (11.00)	03.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent		145,908	80.838	142.251
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	118.005			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	4.830			
		3) Charges sociales patronales	16.293			
		4) Allocations de repas	3.123			
		Total	142.251			
11.020 (11.00)	03.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		88.926	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.030	03.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		243.555	251.761	221.470

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(11.00)		*Détail:*				
		1) Rémunérations de base	182.001			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	13.540			
		3) Charges sociales patronales	25.929			
		Total	221.470			
11.100 (11.40)	03.30	Indemnités d'habillement. (Crédit non limitatif)		78.768	85.077	81.167
11.110 (11.12)	03.30	Indemnités pour pertes de caisse		-	124	124
11.120 (11.12)	03.30	Gratifications pour croix de service		10.609	18.691	18.155
11.130 (11.12)	03.30	Indemnités pour services extraordinaires		8.899	27.367	28.255
		Détail:				
		2) Cours et examens	20.080			
		5) Prestations individuelles	8.175			
		Total	28.255			
12.000 (12.15)	03.30	Indemnités pour services de tiers		5.421	15.320	7.140
		Détail:				
		4) Prestations individuelles	7.140			
12.010 (12.13)	03.30	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		14.846	24.789	19.951
12.020 (12.14)	03.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		-	21.542	24.500
		Détail:				
		1) Centre pénitentiaire de Luxembourg	8.500			
		2) Centre pénitentiaire de Givenich	16.000			
		Total	24.500			
12.040 (12.12)	03.30	Direction générale des établissements pénitentiaires: frais de bureau		881	992	1.140
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	550			
		3) Location et entretien des machines de bureau	240			
		6) Documentation et bibliothèque	350			
		Total	1.140			
12.041 (12.12)	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: frais de bureau		6.077	8.676	10.412
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	5.702			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	3.967			
		3) Location et entretien des autres machines de				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		bureau	124			
		6) Documentation et bibliothèque	619			
		Total	10.412			
12.042 (12.12)	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: frais de bureau		2.494	3.842	4.836
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	1.736			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	2.232			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	620			
		6) Documentation et bibliothèque	248			
		Total	4.836			
12.050 (12.12)	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Sans distinction d'exercice)		56.289	48.835	56.900
		Détail:				
		1) Frais postaux	2.355			
		2) Frais téléphoniques	54.545			
		Total	56.900			
12.051 (12.12)	03.30	Centre pénitentiaire agricole de Givenich: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Sans distinction d'exercice)		8.965	8.404	11.770
		Détail:				
		1) Frais postaux	1.173			
		2) Frais téléphoniques	10.347			
		9) Divers	250			
		Total	11.770			
12.060 (12.12)	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: location et entretien des installations de télécommunications		1.019	22.682	22.143
		Détail:				
		1) Location	12.970			
		3) Réparations et pièces de rechange	9.173			
		Total	22.143			
12.061 (12.12)	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: location et entretien des installations de télécommunications		728	2.950	2.700
		Détail:				
		1) Location	844			
		3) Réparations et pièces de rechange	1.856			
		Total	2.700			
12.070 (12.12)	03.30	Location et entretien des équipements informatiques		28.406	185.920	48.053

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Location	7.437			
		2) Contrats d'entretien	31.245			
		3) Réparations et pièces de rechange	8.131			
		9) Divers	1.240			
		Total	48.053			
12.080 12.11)	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: réparation et entretien des bâtiments, du mobilier, des installations techniques et des alentours		150.969	148.736	200.000
12.081 12.11)	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: réparation et entretien des bâtiments, du mobilier, des installations techniques et des alentours		24.727	27.392	30.516
12.082 12.11)	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: exploitation et entretien; dépenses diverses. (Crédit non limitatif)		675.800	736.740	800.000
		Détail:				
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	461.157			
		3) Chauffage	230.513			
		6) Elimination de déchets	108.330			
		Total	800.000			
12.083 12.11)	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: exploitation et entretien; dépenses diverses		125.310	156.669	156.794
		Détail:				
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	87.755			
		3) Chauffage	54.165			
		6) Elimination de déchets	14.874			
		Total	156.794			
12.150 12.30)	03.30	Frais d'hospitalisation, de traitements médicaux et psychiatriques et frais pharmaceutiques des détenus qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant; vaccinations préventives dans l'intérêt du service. (Crédit non limitatif)		797.336	892.417	900.000
12.190 12.30)	03.30	Formation du personnel		13.273	57.016	57.016
12.191 12.30)	03.30	Formation des détenus		-	-	17.500
		Détail:				
		1) Centre pénitentiaire de Luxembourg	11.500			
		2) Centre pénitentiaire de Givenich	6.000			
		Total	17.500			
12.210 12.30)	03.30	Frais d'alimentation. (Crédit non limitatif)		677.867	820.949	960.464
		Détail:				
		1) Centre pénitentiaire de Luxembourg	814.331			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Centre pénitentiaire de Givenich	146.133			
		Total	960.464			
12.300 (12.30)	03.30	Gratuité de l'abonnement téléphonique du personnel		16.769	18.592	19.63
12.310 (12.30)	03.30	Entretien des détenus: habillement, chaussures, couchage. (Crédit non limitatif)		71.690	117.254	130.00
		Détail:				
		1) Centre pénitentiaire de Luxembourg	110.168			
		2) Centre pénitentiaire de Givenich	19.832			
		Total	130.000			
12.311 (12.30)	03.30	Entretien des détenus: menues dépenses de ménage; enseignement et réadaptation sociale; dépenses diverses ..		144.968	173.525	205.50
		Détail:				
		1) Centre pénitentiaire de Luxembourg	180.000			
		2) Centre pénitentiaire de Givenich	25.500			
		Total	205.500			
12.312 (12.30)	03.30	Services éducatifs: premier équipement des salles de classes et locaux annexes; matériel didactique		-	74.368	-
12.320 (12.30)	03.30	Dépenses relatives au travail des détenus; acquisition d'outillage et de matières premières. (Crédit non limitatif)		337.698	371.840	371.841
		Détail:				
		1) Centre pénitentiaire de Luxembourg:				
		a) Acquisition d'outillage et de matières premières	272.683			
		2) Centre pénitentiaire de Givenich:				
		a) Acquisition d'outillage et de matières premières	27.268			
		b) Exploitation rurale, cheptel, semences, engrais, fourrages, insecticides, carburants, entretien du parc à traction	71.890			
		Total	371.841			
12.330 (12.30)	03.30	Frais de location de chambres-cellules pour détenus au centre hospitalier de Luxembourg		18.592	18.592	18.592
12.340 (12.50)	03.30	Droit d'accise et taxe de consommation dus par le centre pénitentiaire agricole de Givenich. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		13.154	1.983	1.983
12.350 (12.30)	03.30	Frais d'acquisition et d'entretien de l'armement et de matériel de protection individuelle; acquisition de munitions		10.031	12.395	12.400
12.370 (12.30)	03.30	Projet global de prise en charge de personnes toxico-dépendantes en milieu pénitentiaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	-	344.000

Article Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
34.090 (34.40)	03.30	Salaires des détenus. (Crédit non limitatif)		537.929	535.252	734.423
		Restants d'exercices antérieurs				
11.600 (11.40)	03.30	Indemnités d'habillement		-	2.058	-
11.630 (11.12)	03.30	Indemnités pour services extraordinaires		3.910	20.848	9.693
12.650 (12.30)	03.30	Frais d'hospitalisation, de traitements médicaux et psychiatriques et frais pharmaceutiques des détenus qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant; vaccinations préventives dans l'intérêt du service		2.944	49.157	111
12.710 (12.30)	03.30	Nourriture des détenus		5.462	-	-
12.840 (12.50)	03.30	Taxe sur la valeur ajoutée concernant diverses acquisitions		-	-	16.580
		Total des dépenses de la section 07.2		16.152.808	17.810.754	19.375.606
		Section 07.3 **Juridictions administratives**				
11.000 (11.10)	03.10	Traitements des fonctionnaires		1.453.053	1.482.701	1.567.475
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.484.762			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	11.613			
		3) Charges sociales patronales	55.111			
		4) Allocations de repas	15.989			
		Total	1.567.475			
11.010 (11.10)	03.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent		116.039	115.989	127.791
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	106.993			
		2) primes, indemnités et autres suppl.de rémun.	3.454			
		3) Charges sociales patronales	14.667			
		4) Allocations de repas	2.677			
		Total	127.791			
11.020 (11.10)	03.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	03.10	Indemnités d'habillement		-	273	273

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.130 (11.12)	03.10	Juges suppléants: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	1.239	1.000
11.131 (11.12)	03.10	Frais de justice; expertises et missions spéciales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	248	100
11.132 (11.12)	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	84.819	79.648	100.454
12.010 (12.13)	03.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	-	248	363
12.030 (12.16)	03.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	-	248	200
		Détail:			
		1) Tenue des magistrats 100			
		2) Tenue de service des greffiers 100			
		Total 200			
12.040 (12.12)	03.10	Frais de bureau	46.382	53.049	54.350
		Détail:			
		1) Articles et matériel de bureau 9.000			
		2) Location et entretien des machines à photocopier 4.500			
		3) Location et entretien d'autres machines de bureau 250			
		5) Frais d'impression et de reliure 2.500			
		6) Documentation et bibliothèque 38.000			
		9) Divers 100			
		Total 54.350			
12.050 (12.12)	03.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	14.630	13.882	14.850
		Détail:			
		1) Frais postaux 8.800			
		2) Frais téléphoniques 5.800			
		9) Divers 250			
		Total 14.850			
12.060 (12.12)	03.10	Location et entretien des installations de télécommunications	1.889	2.107	2.117
		Détail:			
		2) Contrats d'entretien 2.017			
		9) Divers 100			
		Total 2.117			
12.080 (12.11)	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien; dépenses diverses	64.526	66.931	67.100
12.300 (12.30)	03.10	Frais de justice; expertises et missions spéciales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	1.730	2.479	2.500

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		1) Indemnités des témoins 250			
		2) Expertises 1.000			
		9) Divers 1.250			
		Total 2.500			
		Restants d'exercices antérieurs			
11.600 11.40)	13.90	Indemnités d'habillement	-	-	273
11.632 11.12)	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	-	15.518	-
		Total des dépenses de la section 07.3	1.783.068	1.834.808	1.938.946
		Total des dépenses du département 07	49.550.675	51.009.768	55.546.239

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de la Justice

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
11	Salaires et charges sociales	41.205.539	41.470.876	44.053.786
12	Achat de biens non durables et de services	6.380.987	7.417.096	9.159.936
24	*Location de terres et paiements courants pour* l'utilisation d'actifs incorporels	54.708	74.368	84.368
32	Transferts de revenus, autres que de subventions d'exploitation, aux entreprises et institutions financières	61.973	61.973	62.000
33	Transferts de revenus aux administrations privées	34.333	36.812	49.259
34	Transferts de revenus aux ménages	1.708.119	1.840.239	2.007.316
35	Transferts de revenus à l'étranger	105.016	108.404	129.574
Total		49.550.675	51.009.768	55.546.239

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		08 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE				
		Section 08.0 **Fonction publique et réforme administrative.- Dépenses diverses**				
11.000 11.00)	Divers codes	Traitements des fonctionnaires		28.902.798	30.217.229	34.169.507
		Détail:				
		A) - Fonctionnaires affectés aux départements ministériels				
		1) Rémunérations de base	24.601.315			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	41.508			
		3) Charges sociales patronales	1.022.206			
		4) Allocations de repas	379.987			
		B) - Fonctionnaires détachés à d'autres services				
		a) Service de renseignements				
		1) Rémunérations de base	338.205			
		3) Charges sociales patronales	12.395			
		4) Allocations de repas	3.552			
		b) Inspection générale de la sécurité sociale				
		1) Rémunérations de base	1.534.884			
		3) Charges sociales patronales	64.979			
		4) Allocations de repas	24.860			
		c) Ecole supérieure du travail				
		1) Rémunérations de base	47.265			
		3) Charges sociales patronales	2.033			
		4) Allocations de repas	888			
		d) Centre de communications du Gouvernement				
		1) Rémunérations de base	178.101			
		3) Charges sociales patronales	7.481			
		4) Allocations de repas	2.664			
		e) Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques				
		1) Rémunérations de base	42.100			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	3.191			
		3) Charges sociales patronales	1.948			
		4) Allocations de repas	888			
		f) Administration du personnel de l'Etat				
		1) Rémunérations de base	940.039			
		3) Charges sociales patronales	39.567			
		4) Allocations de repas	16.425			
		g) Institut national de l'administration publique				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1) Rémunérations de base	287.419			
		3) Charges sociales patronales	11.576			
		4) Allocations de repas	4.884			
		h) Centre de langues				
		1) Rémunérations de base	37.405			
		3) Charges sociales patronales	1.609			
		4) Allocations de repas	888			
		i) Ecole européenne				
		1) Rémunérations de base	77.469			
		3) Charges sociales patronales	3.181			
		4) Allocations de repas	888			
		j) Formation des adultes				
		1) Rémunérations de base	94.998			
		3) Charges sociales patronales	4.086			
		4) Allocations de repas	1.776			
		k) Ambassades et représentations permanentes				
		1) Rémunérations de base	905.191			
		3) Charges sociales patronales	37.543			
		4) Allocations de repas	13.318			
		l) Institut d'études éducatives et sociales				
		1) Rémunérations de base	40.222			
		3) Charges sociales patronales	1.730			
		4) Allocations de repas	888			
		m) Service vétérinaire agricole				
		1) Rémunérations de base	80.599			
		3) Charges sociales patronales	3.181			
		4) Allocations de repas	888			
		n) Centre d'éducation différenciée				
		1) Rémunérations de base	80.599			
		3) Charges sociales patronales	3.181			
		4) Allocations de repas	888			
		o) Trésorerie de l'Etat				
		1) Rémunérations de base	68.862			
		3) Charges sociales patronales	2.961			
		4) Allocations de repas	888			
		p) Lycée technique des arts et métiers				
		1) Rémunérations de base	77.469			
		3) Charges sociales patronales	3.181			
		4) Allocations de repas	888			
		q) Lycée de Mersch				
		1) Rémunérations de base	71.053			
		3) Charges sociales patronales	3.056			
		4) Allocations de repas	888			
		r) Centre de psychologie et d'orientation scolaires				
		1) Rémunérations de base	57.124			
		3) Charges sociales patronales	2.456			
		4) Allocations de repas	888			
		s) Lycée technique hôtelier Alexis Heck				

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1) Rémunérations de base	71.053			
		3) Charges sociales patronales	3.056			
		4) Allocations de repas	888			
		t) Inspection générale des finances				
		1) Rémunérations de base	572.232			
		3) Charges sociales patronales	24.606			
		4) Allocations de repas	8.879			
		u) Institut supérieur de technologie				
		1) Rémunérations de base	66.514			
		3) Charges sociales patronales	2.860			
		4) Allocations de repas	888			
		v) Centre sportif national de natation				
		1) Rémunérations de base	71.053			
		3) Charges sociales patronales	3.056			
		4) Allocations de repas	888			
		w) Centre national de l'audiovisuel				
		1) Rémunérations de base	66.514			
		3) Charges sociales patronales	2.860			
		4) Allocations de repas	888			
		x) Lycée technique Michel Lucius				
		1) Rémunérations de base	64.010			
		3) Charges sociales patronales	2.753			
		4) Allocations de repas	888			
		y) Lycée technique d'Esch-sur-Alzette				
		1) Rémunérations de base	66.358			
		3) Charges sociales patronales	2.854			
		4) Allocations de repas	888			
		z) Centre informatique de l'Etat				
		1) Rémunérations de base	57.124			
		3) Charges sociales patronales	2.456			
		4) Allocations de repas	888			
		aa) Lycée technique d'Ettelbruck				
		1) Rémunérations de base	95.781			
		3) Charges sociales patronales	4.119			
		4) Allocations de repas	1.776			
		ab) Lycée technique agricole d'Ettelbruck				
		1) Rémunérations de base	64.949			
		3) Charges sociales patronales	2.794			
		4) Allocations de repas	1.776			
		ac) Lycée technique Nic. Biever				
		1) Rémunérations de base	51.177			
		3) Charges sociales patronales	2.201			
		4) Allocations de repas	888			
		ad) Centre universitaire				
		1) Rémunérations de base	127.411			
		3) Charges sociales patronales	5.479			
		4) Allocations de repas	1.776			
		ae) Agence de Coopération culturelle				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		et technique				
		1) Rémunérations de base	85.295			
		3) Charges sociales patronales	3.181			
		4) Allocations de repas	888			
		af) Board of Economic Development				
		1) Rémunérations de base	80.443			
		3) Charges sociales patronales	3.181			
		4) Allocations de repas	888			
		ag) Direction du Contrôle financier				
		1) Rémunérations de base	1.107.262			
		3) Charges sociales patronales	47.613			
		4) Allocations de repas	27.523			
		ah) Lycée Technique Mathias Adam Pétange				
		1) Rémunérations de base	31.770			
		3) Charges sociales patronales	1.367			
		4) Allocations de repas	888			
		ai) Service de coopération de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques				
		1) Rémunérations de base	31.770			
		3) Charges sociales patronales	1.367			
		4) Allocations de repas	888			
		Total	34.169.507			
11.010 (11.00)	13.90	Indemnités des employés occupés à titre permanent		14.596.888	16.070.045	17.786.908
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	15.504.147			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	131.370			
		3) Charges sociales patronales	1.775.808			
		4) Allocations de repas	375.583			
		Total	17.786.908			
11.020 (11.00)	13.90	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		1.711.380	26.525	27.532
11.030 (11.00)	13.90	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		2.256.451	2.562.004	3.381.154
11.040 (11.00)	13.90	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		61.809	248	100
11.100 (11.40)	01.33	Indemnités d'habillement. (Crédit non limitatif)		25.601	26.277	37.476
11.130 (11.12)	01.33	Jurys et commissions des examens administratifs: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif)		414.255	396.630	396.630
		Détail:				
		2) Cours et examens	396.630			
11.131	01.33	Réforme administrative: indemnités pour services extra-				

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.12)		ordinaires		-	372	372
11.132 11.12)	01.33	Conseil de discipline des fonctionnaires et employés de l'Etat: indemnités pour services extraordinaires		13.374	9.916	9.916
		Détail:				
		1) Jetons de présence	9.420			
		9) Divers	496			
		Total	9.916			
11.150 11.12)	01.33	Indemnités pour heures supplémentaires prestées par les agents de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		24.146	248	248
11.170 11.31)	01.10	Indemnisation des fonctionnaires et anciens fonctionnaires ayant subi un dommage en raison de leur qualité ou de leurs fonctions. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		14.827	4.958	4.958
11.300 11.20)	01.33	Remboursement à l'association d'assurance contre les accidents des dépenses occasionnées par l'assurance obligatoire contre les accidents des fonctionnaires et employés de l'Etat jouissant d'un régime spécial de pension de retraite (arrêté grand-ducal modifié du 8.3.1961). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		2.209.584	2.412.004	2.600.000
11.310 11.00)	01.33	Traitements et pensions des fonctionnaires, indemnités des employés et salaires des ouvriers de l'Etat ainsi que rémunérations d'autres agents publics en tout ou en partie à charge de l'Etat: dépenses supplémentaires résultant ou pouvant résulter de nouvelles mesures légales, réglementaires et contractuelles, de l'évolution de l'échelle mobile des salaires ainsi que du recrutement de personnel; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		22.310.417	49.566.238	58.416.697
		Détail:				
		1) Dépenses supplémentaires résultant du recrutement de personnel:				
		a) Personnel visé par la limitation des engagements nouveaux (voir l'article correspondant de la loi budgétaire): 191 unités	7.800.000			
		b) Personnel enseignant de l'enseignement postprimaire (voir l'article correspondant de la loi budgétaire): recrutement de professeurs-stagiaires de 1re année (engagements de renforcement): 50 unités	2.722.000			
		c) Titularisation d'agents engagés sous un statut autre que de droit public: 10 unités	350.000			
		d) Personnel visé par la limitation des remplacements anticipatifs (voir l'article correspondant de la loi budgétaire): 4 unités	101.126			
		e) Personnel divers occupé à titre permanent et à tâche partielle	1.189.000			
		f) Personnel divers occupé à titre temporaire	991.574			
		g) Employés et ouvriers suppléants	1.983.148			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		h) Agents relevant du statut de travailleur handicapé	1.239.468			
		2) Dépenses supplémentaires résultant ou pouvant résulter éventuellement de mesures légales, réglementaires et contractuelles et non couvertes par le numerus clausus ou les provisions globales pour renforcements ou remplacements				
		a) Loi du 28 juillet 2000	48.661.500			
		b) Autres mesures	743.681			
		3) Cotisations pour le financement du service national de santé au travail	72.000			
		4) A déduire: moins-values de dépenses résultant de la non-occupation temporaire d'emplois ..	- 7.436.800			
		Total	58.416.697			
12.000 (12.15)	01.33	Honoraires médicaux pour visites ordonnées par l'administration. (Crédit non limitatif)		290	1.487	1.487
12.010 (12.13)	01.33	Jurys et commissions des examens administratifs: frais de route et de séjour. (Crédit non limitatif)		21	248	360
12.011 (12.13)	01.33	Frais de route et de séjour: crédit commun. (Crédit non limitatif)		-	272.683	-
12.012 (12.13)	01.33	Frais de route et de séjour à l'étranger		20.774	88.002	78.830
12.040 (12.12)	01.33	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques		1.959	2.479	2.479
		Détail:				
		6) Documentation et bibliothèque	2.479			
12.080 (12.11)	01.33	Bâtiments: exploitation et entretien		1.485	1.487	2.479
		Détail:				
		1) Nettoyage	2.479			
12.100 (12.11)	01.33	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		72.990	73.029	73.029
		Détail:				
		1) Loyers	73.029			
12.110 (12.30)	01.33	Honoraires d'avocats pour actions judiciaires ordonnées par l'administration. (Crédit non limitatif)		13.832	7.437	7.437
12.120 (12.30)	01.33	Réforme administrative - Frais d'experts et d'études ...		154.328	743.681	1.000.000
12.141 (12.16)	01.33	Réforme administrative - Frais de publicité, de sensibilisation et d'information; frais divers dans l'intérêt du recrutement du personnel de l'Etat		40.971	148.736	160.000

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.150 12.30)	01.33	Prestations médicales et paramédicales	-	47.596	23.798
12.350 33.00)	01.10	Participation aux frais de certaines catégories de personnel des communes et de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois: dépenses supplémentaires résultant de la loi du 28 juillet 2000	-	7.944.988	-
33.000 33.00)	01.33	Participation de l'Etat dans le financement de mesures sociales dans l'intérêt du personnel de l'Etat: frais de fonctionnement d'organismes créés dans l'intérêt des agents de la fonction publique	558.318	649.779	675.454
33.001 33.00)	01.33	Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées par l'Etat: dépenses supplémentaires résultant de la loi du 28 juillet 2000	-	3.569.667	4.626.572
34.010 34.30)	01.33	Indemnités des agents de l'Etat bénéficiant du régime de la préretraite. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	956.367	829.501	1.012.554
34.080 34.50)	01.33	Participation de l'Etat dans le financement de mesures sociales dans l'intérêt du personnel de l'Etat: bonifications d'intérêt aux agents publics. (Crédit non limitatif)	1.808.418	2.627.672	2.627.672
35.030 35.40)	01.40	Participation de l'Etat dans le financement du fonctionnement d'une antenne de l'institut européen d'administration publique à Luxembourg	99.157	82.276	-
35.060 35.00)	01.33	Contributions à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	89.714	89.737	213.868
41.000 41.50)	01.33	Subside à la chambre des fonctionnaires et employés publics pour l'indemnisation des observateurs aux examens administratifs	19.831	37.184	37.185
41.001 41.50)	01.33	Participation de l'Etat à raison de 50 % dans les frais effectifs des élections pour le renouvellement de la chambre des fonctionnaires et employés publics. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)	-	101.636	-
		Total des dépenses de la section 08.0	76.379.985	118.611.999	127.374.702
		Section 08.1 **Pensions**			
11.051 11.00)	01.33	Suppléments de pension bénévoles à des fonctionnaires de l'Etat ou à leurs survivants; rentes permanentes bénévoles à des employés de l'Etat n'ayant pas droit à une pension ou à leurs survivants. (Crédit non limitatif)	24.789	24.789	25.027
		Détail: *1) Pensions et suppléments:* *a) Suppléments de pension bénévoles à des*			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		fonctionnaires de l'Etat ou à leurs survivants (+223)	8.534			
		b) Rentes permanentes bénévoles à des employés de l'Etat n'ayant pas droit à une pension ou à leurs survivants (-223)	16.493			
		Total	25.027			
11.130 (11.12)	01.33	Commission des pensions: jetons de présence des membres de la commission; indemnité du délégué du gouvernement; indemnités du secrétaire et du personnel auxiliaire. (Sans distinction d'exercice)		11.119	11.775	11.77
12.150 (12.30)	01.33	Commission des pensions: honoraires et frais de déplacement des médecins, frais de clinique et de laboratoire. (Sans distinction d'exercice)		20.637	24.789	24.78
34.010 (34.30)	06.12	Pensions partielles des régimes contributifs à payer aux bénéficiaires d'une pension de l'Etat conformément à l'article 15 de la loi du 22.12.1989 ayant pour objet la coordination des régimes de pension. (Crédit non limitatif)		2.296.772	2.312.227	2.587.51
34.011 (34.30)	06.12	Remboursement à divers régimes de pension contributifs des sommes payées à titre d'avance aux employés et ouvriers de l'Etat en retraite ou à leurs survivants jouissant d'un supplément de pension à charge de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		1.679.091	1.891.948	2.125.04
		Détail:				
		1) Suppléments de pension payés aux employés de l'Etat en retraite ou à leurs survivants ...	134.452			
		2) Suppléments de pension payés aux ouvriers de l'Etat en retraite ou à leurs survivants ...	1.990.588			
		Total	2.125.040			
93.000 (93.00)	06.12	Alimentation du Fonds des pensions introduit par la loi du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		181.236.722	183.882.657	205.500.000
		Total des dépenses de la section 08.1		185.269.130	188.148.185	210.274.144
		Section 08.2 **Administration du personnel de l'Etat**				
11.000 (11.00)	01.33	Traitements des fonctionnaires		106.594	106.669	110.363
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	106.268			
		3) Charges sociales patronales	3.203			
		4) Allocations de repas	892			
		Total	110.363			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.010 11.00)	01.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent		187.970	202.975	192.298
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	163.480			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	2.753			
		3) Charges sociales patronales	22.049			
		4) Allocations de repas	4.016			
		Total	192.298			
11.020 11.00)	01.33	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		215.056	2.900	3.029
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	3.029			
11.030 11.00)	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		29.822	29.475	32.035
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	27.305			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	976			
		3) Charges sociales patronales	3.754			
		Total	32.035			
11.040 11.00)	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		10.853	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 11.40)	01.33	Indemnités d'habillement		186	223	297
12.010 12.13)	01.33	Frais de route et de séjour		169	297	431
12.040 12.12)	01.33	Frais de bureau		11.328	14.874	17.800
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	3.447			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	2.421			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	149			
		4) Consommables bureautiques	4.552			
		5) Frais d'impression et de reliure	3.020			
		6) Documentation et bibliothèque	3.218			
		9) Divers	993			
		Total	17.800			
12.050 12.12)	01.33	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		9.120	10.164	13.808
		Détail:				
		1) Frais postaux	13.808			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.080 (12.11)	01.33	Bâtiments: exploitation et entretien		435	620	86
12.250 (12.00)	01.33	Formules destinées au paiement des émoluments: frais de confection et frais d'envoi. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		111.492	116.510	135.00
		Restants d'exercices antérieurs				
12.540 (12.12)	01.33	Frais de bureau		-	5.578	-
12.750 (12.00)	01.33	Formules destinées au paiement des émoluments: frais de confection et frais d'envoi		4.829	10.040	1.51
		Total des dépenses de la section 08.2		687.854	500.573	507.54
		Section 08.3 **Institut National de l'Administration Publique**				
11.010 (11.00)	01.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent		74.566	74.442	106.72
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	92.652			
		3) Charges sociales patronales	12.289			
		4) Allocations de repas	1.785			
		Total	106.726			
11.030 (11.00)	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		28.210	29.177	32.28
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	27.530			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	976			
		3) Charges sociales patronales	3.779			
		Total	32.285			
11.100 (11.40)	01.33	Indemnités d'habillement		372	372	3
11.130 (11.12)	01.33	Direction de l'institut et formation générale des stagiaires: indemnités pour services extraordinaires		115.183	148.736	132.0
		Détail:				
		2) Cours et examens	125.963			
		9) Divers	6.123			
		Total	132.086			
11.131 (11.12)	01.33	Formation continue et cours de perfectionnement: indemnités pour services extraordinaires		61.670	76.847	98
		Détail:				
		2) Cours et examens	98.166			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.000 12.15)	01.33	Formation générale des stagiaires: indemnités pour services de tiers	15.466	17.353	51.037
		Détail:			
		2) Cours et examens 51.037			
12.002 12.15)	01.33	Programme de préparation et de formation pour concours communautaire	-	3.694	1.500
12.010 12.13)	01.33	Frais de route et de séjour	17.831	14.254	30.000
12.011 12.15)	01.33	Formation continue et cours de perfectionnement: indemnités pour services de tiers	58.541	71.889	130.146
		Détail:			
		2) Cours et examens 130.146			
12.040 12.12)	01.33	Frais de bureau	25.781	7.933	15.581
		Détail:			
		1) Articles et matériel de bureau 1.240			
		2) Location et entretien des machines à photocopier 4.834			
		4) Consommables bureautiques 3.436			
		5) Frais d'impression et de reliure 4.831			
		6) Documentation et bibliothèque 1.240			
		Total 15.581			
12.050 12.12)	01.33	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des des postes et télécommunications	9.054	4.289	8.416
		Détail:			
		1) Frais postaux 8.416			
12.080 12.11)	01.33	Bâtiments: exploitation et entretien	12.336	12.023	13.514
		Détail:			
		1) Nettoyage 1.116			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes 8.864			
		3) Chauffage 3.534			
		Total 13.514			
12.140 12.16)	01.33	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	-	12.890	12.890
		Détail:			
		1) Brochures et dépliants 12.890			
12.190 12.30)	01.33	Frais de perfectionnement et de stage à l'étranger	1.520	1.983	2.008
		Restants d'exercices antérieurs			
11.630 11.12)	01.33	Direction de l'institut de formation administrative et formation générale des stagiaires: indemnités pour services extraordinaires	2.690	-	-

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.631 (11.12)	01.33	Formation continue et cours de perfectionnement: indemnités pour services extraordinaires		1.618	-	-
		Total des dépenses de la section 08.3		424.838	475.882	634.72
		Section 08.4 **Sécurité dans la fonction publique**				
11.000 (11.00)	01.34	Traitements des fonctionnaires		205.603	205.752	267.14
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	255.332			
		3) Charges sociales patronales	9.135			
		4) Allocations de repas	2.677			
		Total	267.144			
11.010 (11.00)	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent		84.209	86.788	92.81
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	74.858			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	5.506			
		3) Charges sociales patronales	10.661			
		4) Allocations de repas	1.785			
		Total	92.810			
11.020 (11.00)	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.130 (11.12)	01.34	Indemnités pour services extraordinaires		3.860	6.197	5.000
		Détail:				
		2) Cours et examens	4.013			
		5) Prestations individuelles	987			
		Total	5.000			
12.000 (12.15)	01.34	Indemnités pour services de tiers		5.460	9.420	8.180
		Détail:				
		1) Cours et examens	8.180			
12.010 (12.13)	01.34	Frais de route et de séjour		2.276	3.966	5.751
12.040 (12.12)	01.34	Frais de bureau		21.951	22.310	33.469
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	8.925			
		2) Location et entretien des machines à photoco-				

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		pier	1.302			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	372			
		5) Frais d'impression et de reliure	3.719			
		6) Documentation et bibliothèque	18.593			
		9) Divers	558			
		Total	33.469			
12.050 12.12)	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		4.725	7.437	7.437
		Détail:				
		1) Frais postaux	6.073			
		2) Frais téléphoniques	1.364			
		Total	7.437			
12.080 12.11)	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien		1.154	1.611	1.611
		Détail:				
		1) Nettoyage	248			
		2) Eau, gaz, électricité et taxes	1.363			
		Total	1.611			
12.120 12.30)	01.34	Frais d'experts et d'études		35.695	53.297	53.297
12.200 12.30)	04.10	Dépenses relatives aux assurances-responsabilité civile contractées dans l'intérêt des écoles placées sous l'autorité directe du ministre de l'éducation nationale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)		52.755	42.142	43.382
12.300 12.30)	01.34	Achats de biens et de services spécifiques		212	620	620
12.400 12.30)	01.34	Frais de fonctionnement du service médical; dépenses diverses. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		-	4.958	49.580
		Détail:				
		1) Acquisition matériel médical	24.790			
		2) Remboursement honoraires médicaux	24.790			
		Total	49.580			
		Restants d'exercices antérieurs				
11.630 11.12)	01.34	Indemnités pour services extraordinaires		-	9.222	-
		Total des dépenses de la section 08.4		417.900	453.968	568.381

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 08.5				
		Centre informatique de l'Etat				
11.000 (11.00)	01.34	Traitements des fonctionnaires		4.732.287	5.014.638	5.199.46
		Détail:				
		1) Rémunération de base	4.915.470			
		3) Charges sociales patronales	204.075			
		4) Allocations de repas	79.921			
		Total	5.199.466			
11.010 (11.00)	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent		491.020	464.131	519.47
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	449.997			
		3) Charges sociales patronales	59.691			
		4) Allocations de repas	9.791			
		Total	519.479			
11.020 (11.00)	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		88.781	248	10
		Détail:				
		A - Employés				
		1) Rémunération de base	100			
11.030 (11.00)	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		154.962	151.513	140.55
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	120.233			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	3.855			
		3) Charges sociales patronales	16.468			
		Total	140.556			
11.040 (11.00)	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		-	248	10
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	01.34	Indemnités d'habillement		930	942	93
11.130 (11.12)	01.34	Indemnités pour services extraordinaires		159	496	49
		Détail:				
		1) Jetons de présence	496			
11.131 (11.12)	Divers codes	Primes d'informatique (centre informatique et autres administrations). (Crédit non limitatif)		509.466	501.984	533.66
12.000 (12.15)	01.34	Indemnités pour services de tiers		-	248	142.54

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.010 12.13)	01.34	Frais de route et de séjour		1.072	1.314	1.906
12.020 12.14)	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		5.817	3.966	5.214
		Détail:				
		1) Assurances	1.884			
		2) Carburants et lubrifiants	2.330			
		3) Réparation et entretien	1.000			
		Total	5.214			
12.030 12.16)	01.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection		496	496	496
12.040 12.12)	01.34	Frais de bureau		19.508	20.972	20.972
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	7.834			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	3.718			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	496			
		5) Frais d'impression et de reliure	3.966			
		6) Documentation et bibliothèque	3.966			
		9) Divers	992			
		Total	20.972			
12.041 (12.12)	01.34	Achat de matériel consommable pour les besoins du traitement de l'information. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		101.255	110,313	115.000
		Détail:				
		4) Consommables bureautiques	115.000			
12.042 (12.12)	01.34	Frais de fonctionnement du répertoire des personnes physiques et morales		6.499	6.941	6.941
		Détail:				
		5) Frais d'impression et de reliure	6.941			
12.050 12.12)	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Crédit non limitatif)		745.010	937.682	1.149.390
		Détail:				
		1) Frais postaux	59.970			
		2) Frais téléphoniques	35.620			
		3) Luxpac	38.150			
		4) Télex et téléfax	200			
		6) Sémaphone	370			
		8) a) ISDN	218.720			
		b) INTERNET	176.360			
		9) a) Lignes téléphoniques louées	620.000			
		Total	1.149.390			
12.051	01.34	Achat de services de télécommunication autres que de				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.12)		l'entreprise des postes et télécommunications. (Crédit non limitatif)	54.776	79.227	83.14(
12.060 (12.12)	01.34	Location et entretien des installations de télécommunications	9.374	10.164	10.16(
		Détail:			
		2) Entretien 8.726			
		3) Réparations et pièces de rechange 1.438			
		Total 10.164			
12.070 (12.12)	01.34	Location et entretien des équipements informatiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	2.859.128	2.532.803	3.338.51(
		Détail:			
		1) Location 2.123.820			
		2) Contrats d'entretien 1.144.690			
		3) Réparations et pièces de rechange 70.000			
		Total 3.338.510			
12.071 (12.12)	13.90	Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: frais de location et d'entretien; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	341.059	347.051	420.00(
		Détail:			
		2) Contrats d'entretien 420.000			
12.080 (12.11)	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	256.451	273.055	274.543
		Détail:			
		1) Nettoyage 63.957			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes 173.525			
		3) Chauffage 4.586			
		4) Réparations et entretien 7.437			
		5) Assurances 24.790			
		9) Divers 248			
		Total 274.543			
12.100 (12.11)	01.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	8.478	-	-
12.125 (12.30)	01.34	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	5.009.329	4.957.870	6.197.340
12.190 (12.30)	01.34	Frais de formation du personnel (centre informatique et autres administrations)	154.832	223.104	250.070
12.300 (12.30)	01.34	Participation aux frais d'un centre de secours informatique. (Crédit non limitatif)	-	124	10
12.301 (12.30)	01.34	Frais de surveillance des immeubles. (Crédit non limitatif)	174,300	173.525	176.823

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
24.010 (24.10)	01.34	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)	990.840	1.115.521	1.383.190
		Restants d'exercices antérieurs			
11.630 (11.12)	01.34	Indemnités pour services extraordinaires	169	-	-
12.571 (12.12)	13.90	Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: frais de location et d'entretien; dépenses diverses	-	496	-
		Total des dépenses de la section 08.5	16.715.998	16.929.072	19.971.036
		Section 08.6 **Service central des imprimés**			
11.000 (11.00)	01.34	Traitements des fonctionnaires	817.379	832.203	887.225
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 825.410			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 10.161			
		3) Charges sociales patronales 35.665			
		4) Allocations de repas 15.989			
		Total 887.225			
11.010 (11.00)	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	375.446	339.292	415.227
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 365.402			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 2.078			
		3) Charges sociales patronales 39.294			
		4) Allocations de repas 8.453			
		Total 415.227			
11.020 (11.00)	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	6.027	248	100
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 100			
11.030 (11.00)	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	80.194	82.152	85.394
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 73.005			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 2.403			
		3) Charges sociales patronales 9.986			
		Total 85.394			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.040 (11.00)	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		-	248	10
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.060 (11.10)	01.34	Indemnités des ouvriers au service de l'Etat dans le cadre d'un contrat d'apprentissage		35.697	43.877	46.60
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	46.604			
11.100 (11.40)	01.34	Indemnités d'habillement		2.789	2.801	3.17
11.130 (11.12)	01.34	Indemnités pour services extraordinaires		8.546	6.197	6.29
12.010 (12.13)	01.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		619	620	89
12.020 (12.14)	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		2.938	4.388	3.521
		Détail:				
		1) Assurances	620			
		2) Carburants et lubrifiants	1.785			
		3) Réparation et entretien	1.116			
		Total	3.521			
12.030 (12.16)	01.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection		791	744	682
12.040 (12.12)	01.34	Frais de bureau		29.005	20.451	21.371
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	7.921			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	3.500			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	500			
		4) Consommables bureautiques	8.000			
		5) Frais d'impression et de reliure	620			
		6) Documentation et bibliothèque	700			
		9) Divers	130			
		Total	21.371			
12.041 (12.12)	Divers codes	Crédit commun: matériel de bureau. (Sans distinction d'exercice)		335.724	372.534	389.298
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	389.298			
12.042 (12.12)	Divers codes	Crédit commun: frais d'impression		296.342	218.766	216.783
		Détail:				
		5) Frais d'impression et de reliure	216.783			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.043 (12.12)	Divers codes	Crédit commun: frais de reliure et de façonnage		53.156	52.058	52.058
		Détail:				
		5) Frais de reliure et de façonnage	52.058			
12.044 (12.12)	Divers codes	Crédit commun: frais de location et d'exploitation des machines de bureau et d'équipements spéciaux		290.101	302.430	327.741
		Détail:				
		2) Location et entretien des machines à photocopier	327.741			
12.045 (12.12)	Divers codes	Crédit commun: frais d'entretien des machines de bureau et d'équipements spéciaux. (Crédit non limitatif)		144.162	123.947	135.000
		Détail:				
		3) Frais d'entretien des machines de bureau ...	135.000			
12.046 (12.12)	01.34	Crédit commun: frais d'impression de sécurité		-	123.947	130.000
12.050 (12.12)	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		172.567	174.393	200.625
		Détail:				
		1) Frais postaux	193.000			
		2) Frais téléphoniques	7.000			
		4) Téléfax	375			
		6) Sémaphone	250			
		Total	200.625			
12.060 (12.12)	01.34	Location et entretien des installations de télécommunications		3.148	2.900	4.208
		Détail:				
		2) Contrats d'entretien	4.208			
12.080 (12.11)	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien		41.067	43.505	46.970
		Détail:				
		1) Nettoyage	2.000			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	40.000			
		5) Assurances	3.470			
		9) Divers	1.500			
		Total	46.970			
12.100 (12.11)	01.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		276.835	287.705	287.706
		Détail:				
		1) Loyers	287.706			
12.130	01.34	Frais de confection de documents parlementaires.				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.16)		(Crédit non limitatif)	154.898	154.933	161.87
12.131 (12.16)	01.34	Service d'impression et d'expédition (services exécutés par le SCIE pour compte de la Chambre des Députés). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	189.440	189.44(
12.140 (12.16)	01.34	Frais de publicité pour les ouvrages édités par l'Etat .	8.954	8.057	8.05;
12.170 (12.30)	01.34	Entretien des équipements spéciaux	116.249	118.989	122.00(
12.190 (12.30)	01.34	Formation du personnel	694	744	74
12.300 (12.30)	07.34	Enlèvement de déchets provenant de l'imprimerie	6.304	6.445	6.50(
12.310 (12.30)	01.34	Frais de diffusion des ouvrages édités par l'Etat	11.788	14.874	14.80(
35.060 (35.00)	01.34	Cotisations à des organismes internationaux	88	149	14
		Restants d'exercices antérieurs			
12.542 (12.12)	13.90	Crédit commun: frais d'impression	-	29.747	-
12.550 (12.12)	13.90	Achat de biens et de services auprès de l'administration des postes et télécommunications	-	-	20.450
		Total des dépenses de la section 08.6	3.271.508	3.558.784	3.784.996
		Total des dépenses du département 08	283.167.213	328.678.463	363.115.530

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
11	Salaires et charges sociales	81.009.752	109.750.747	125.780.017
12	Achat de biens non durables et de services	12.422.143	21.737.762	16.546.316
24	Location de terres et paiements courants pour l'utilisation d'actifs incorporels	990.840	1.115.521	1.383.190
33	Transferts de revenus aux administrations privées	558.318	4.219.446	5.302.026
34	Transferts de revenus aux ménages	6.740.648	7.661.348	8.352.779
35	Transferts de revenus à l'étranger	188.959	172.162	214.017
41	Transferts de revenus à l'administration centrale	19831	138.820	37.185
93	Dotations de fonds de réserve	181.236.722	183.882.657	205.500.000
Total		283.167.213	328.678.463	363.115.530

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		09 - MINISTERE DE L'INTERIEUR			
		Section 09.0			
		Dépenses générales			
11.130 (11.12)	01.10	Indemnités pour services extraordinaires	3.272	3.272	3.272
		Détail:			
		1) Jetons de présence 3.272			
12.013 (12.13)	01.10 03.50	Frais de route et de séjour à l'étranger	18.862	22.310	21.900
12.040 (12.12)	01.10	Frais de bureau	5.445	5.454	5.454
		Détail:			
		6) Documentation et bibliothèque 5.454			
12.080 (12.11)	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	1.829	1.735	2.200
		Détail:			
		1) Nettoyage 2.200			
12.140 (12.16)	08.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information. (Sans distinction d'exercice)	11.817	19.831	19.831
		Détail:			
		1) Brochures et dépliants 19.831			
		Restants d'exercices antérieurs			
11.630 (11.12)	08.20	Indemnités pour services extraordinaires	-	-	3.328
		Total des dépenses de la section 09.0	41.225	52.602	55.985
		Section 09.1			
		Finances communales			
11.060 (43.22)	01.10	Part de l'Etat dans les majorations biennales des fonctionnaires des secrétariats et recettes communaux (article 4-2* du règlement grand-ducal du 4.4.1964). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	6.578.754	6.711.717	7.284.046
43.000 (43.22)	13.20	Subvention à la ville de Luxembourg en tant que capitale du pays et siège d'institutions européennes	991.574	991.574	991.574
43.002 (43.22)	01.10	Subventions au secteur communal pour stimuler le développement de ses relations avec les organisations communales des autres pays (jumelages)	35.945	35.945	35.945
43.003	08.20	Répartition de la participation de l'ensemble des commu-			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(43.22)		nes dans le financement de l'enseignement musical	4.959.606	5.034.222	5.596.000
43.004 (43.22)	11.60	Participation de l'Etat au financement des travaux d'entretien et de nettoyage des berges du lac effectués par les communes riveraines du Lac de la Haute-Sûre	198.315	198.315	198.000
43.010 (93.00)	01.10	Contribution de l'Etat à l'alimentation du fonds communal de péréquation conjoncturale (loi modifiée du 11.12.1967). (Crédit non limitatif)	-	124	100
43.011 (43.21)	13.20	Subventions d'équilibre et de compensation aux communes. (Crédit non limitatif)	291.972	247.894	100.000
93.000 (93.00)	13.20	Alimentation du fonds communal de dotation financière (article 38 de la loi modifiée du 22.12.1987). (Crédit non limitatif)	237.241.192	244.566.794	251.285.000
		Restants d'exercices antérieurs			
11.630 (11.12)	01.10	Indemnités pour services extraordinaires	-	545	-
43.503 (43.22)	08.20	Répartition de la participation de l'ensemble des communes dans le financement de l'enseignement musical	1.239.468	-	201.369
		Total des dépenses de la section 09.1	251.536.826	257.787.130	265.692.034
		Section 09.2 **Commissariats de district**			
11.000 (11.00)	01.10	Traitements des fonctionnaires	1.003.572	979.626	1.018.937
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 965.165			
		3) Charges sociales patronales 39.543			
		4) Allocations de repas 14.229			
		Total 1.018.937			
11.010 (11.00)	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	221.691	196.208	214.344
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 179.799			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 5.506			
		3) Charges sociales patronales 24.577			
		4) Allocations de repas 4.462			
		Total 214.344			
11.030 (11.00)	01.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	35.198	35.622	36.268
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 30.584			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	1.427			
		3) Charges sociales patronales	4.257			
		Total	36.268			
11.040 (11.00)	01.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		8.790	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
12.100 (12.11)	01.10	Commissariat de district de Luxembourg: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		71.630	80.318	47.596
		Détail:				
		1) Loyers	47.596			
12.102 (12.11)	01.10	Commissariat de district de Grevenmacher: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur administrations publiques. (Crédit non limitatif)		28.124	28.359	28.360
		Détail:				
		1) Loyers	26.203			
		2) Charges locatives accessoires	2.157			
		Total	28.360			
12.250 (12.12)	01.10	Commissariat du district de Luxembourg: frais de fonctionnement		25.481	27.739	27.739
		Détail:				
		1110 Indemnités d'habillement	273			
		1201 Frais de route et de séjour	2.727			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matriel de bureau	4.091			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	2.200			
		6) Documentation et bibliothèque	1.062			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications ..	12.180			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		2) Eau, gaz, électricité et taxes	2.355			
		3) Chauffage	2.851			
		Total	27.739			
12.251 (12.12)	01.10	Commissariat de district de Diekirch: frais de fonctionnement		15.494	17.551	17.551
		Détail:				
		1120 Indemnités d'habillement	50			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1201 Frais de route et de séjour	1.650			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	1.625			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.239			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	350			
		4) Consommables bureautiques	744			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.511			
		6) Documentation et bibliothèque	450			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	8.177			
		2) Frais téléphoniques	1.257			
		4) Télex et téléfax	250			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	248			
		Total	17.551			
12.252 (12.12)	01.10	Commissariat de district de Grevenmacher: frais de fonctionnement		16.911	17.005	17.005
		Détail:				
		1110 Indemnités d'habillement	100			
		1201 Frais de route et de séjour	2.700			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	2.107			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	723			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	440			
		4) Consommables bureautiques	550			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.050			
		6) Documentation et bibliothèque	868			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	5.519			
		2) Frais téléphoniques	1.700			
		4) Télex et téléfax	248			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	1.000			
		Total	17.005			
35.060 (35.00)	01.10	Cotisations à des organismes internationaux		1.500	2.975	2.975
		Restants d'exercices antérieurs				
12.600 (12.11)	01.10	Commissariat de district de Luxembourg; loyers d'immeubles et charges locatives accessoirtes payés à des sec-				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		teurs autres que le secteur des administrations publiques	2.954	-	-
		Total des dépenses de la section 09.2	1.431.345	1.385.651	1.410.875
		Section 09.3			
		Caisse de prévoyance			
42.000 (42.00)	06.12	Part contributive de l'Etat dans les cotisations d'assurance-pension et d'assurance-maladie dues à la caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	22.284.138	20.153.744	21.983.916
42.001 (34.20)	06.35	Suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26. 3. 1974). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	859.585	867.627	867.161
		Total des dépenses de la section 09.3	23.143.723	21.021.371	22.851.077
		Section 09.4			
		Service de contrôle de la comptabilité des communes			
11.000 (11.00)	01.10	Traitements des fonctionnaires	539.317	551.538	521.038
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 491.016			
		3) Charges sociales patronales 21.123			
		4) Allocations de repas 8.899			
		Total 521.038			
11.010 (11.00)	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	46.356	44.794	43.890
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 39.769			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 1.452			
		3) Charges sociales patronales 1.777			
		4) Allocations de repas 892			
		Total 43.890			
11.020 (11.00)	01.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	-	248	100
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 100			
12.010 (12.13)	01.10	Frais de route et de séjour	5.893	6.197	8.428

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.040 (12.12)	01.10	Frais de bureau		1.839	2.107	2.107
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	1.239			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	372			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	124			
		6) Documentation et bibliothèque	372			
		Total	2.107			
12.125 (12.30)	13.90	Frais d'experts et d'études en matière informatique		-	6.197	15.000
		Restants d'exercices antérieurs				
12.510 (12.13)	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		583	-	-
		Total des dépenses de la section 09.4		593.988	611.081	590.563
		Section 09.5				
		Police grand-ducale				
11.000 (11.00)	03.20	Traitements des fonctionnaires		55.477.066	65.853.485	73.045.599
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	57.759.947			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	9.951.800			
		3) Charges sociales patronales	4.176.907			
		4) Allocations de repas	1.156.945			
		Total	73.045.599			
11.010 (11.00)	03.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent		1.306.364	1.716.886	1.441.250
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.245.849			
		3) Charges sociales patronales	165.208			
		4) Allocations de repas	30.193			
		Total	1.441.250			
11.020 (11.00)	03.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.030 (11.00)	03.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		517.434	526.625	570.880
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	486.587			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	16.743			
		3) Charges sociales patronales	67.550			
		Total	570.880			
11.040 (11.00)	03.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		39.975	248	10(
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.060 (43.22)	03.20	Participation de l'Etat dans les rémunérations d'une partie du personnel administratif et auxiliaire des commissariats de police. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		619.077	-	-
11.070 (11.10)	02.10 03.20	Rémunération des volontaires de police. (Crédit non limitatif)		-	994.772	2.490.359
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	2.490.359			
11.080 (11.31)	03.20	Frais médicaux et funéraires divers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		10.542	25.161	17.675
11.090 (11.12)	03.20	Indemnité de poste et de logement du personnel à l'étranger. (Crédit non limitatif)		85.418	68.865	68.865
11.100 (11.40)	03.20	Indemnités d'habillement. (Crédit non limitatif)		499.789	524.394	591.350
11.120 (11.12)	03.20	Gratifications pour croix de service. (Crédit non limitatif)		97.112	66.931	74.592
11.130 (11.12)	03.20	Indemnités pour services extraordinaires		277.297	224.988	405.692
		Détail:				
		2) Cours et examens	53.297			
		5) Prestations individuelles	352.395			
		Total	405.692			
11.131 (11.12)	03.20	Indemnités de permanence à domicile. (Crédit non limitatif)		238.240	249.232	249.232
		Détail:				
		3) Permanence à domicile	249.232			
11.132 (11.12)	02.10	Indemnités pour services extraordinaires		-	2.851	-
11.140 (11.40)	03.20	Location de logements de service; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		724.680	732.897	732.897
11.141 (11.40)	03.20	Frais d'alimentation. (Crédit non limitatif)		-	331.805	200.622
11.150	03.20	Indemnités pour heures supplémentaires.				

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.12)		(Crédit non limitatif)	276.944	61.973	74.370
11.300 11.12)	13.90	Indemnités spéciales allouées aux membres de missions de maintien de la paix. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	61.973
12.000 12.15)	03.20	Indemnités pour services de tiers	7.138	40.927	40.927
		Détail:			
		2) Cours et examens 31.235			
		9) Divers 9.692			
		Total 40.927			
12.010 12.13)	03.20	Frais de route et de séjour	146.256	111.552	132.886
12.011 12.13)	03.20	Frais de déménagement. (Crédit non limitatif)	-	37.184	37.185
12.012 12.13)	02.00 02.10 03.20	Frais de route et de séjour à l'étranger	-	148.736	185.920
12.020 12.14)	03.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: frais d'assurances. (Crédit non limitatif)	196.885	194.596	194.596
		Détail:			
		1) Assurances 194.596			
12.021 12.14)	03.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles	466.631	478.435	520.735
		Détail:			
		2) Carburants et combustibles 520.735			
12.022 12.14)	03.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: divers .	482.300	466.907	490.705
		Détail:			
		3) Réparation et entretien 490.705			
12.040 12.12)	03.20	Frais de bureau	502.822	462.321	477.000
		Détail:			
		1) Articles et matériel de bureau 141.473			
		2) Location et entretien des machines à photocopier 78.706			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau 13.411			
		4) Consommables bureautiques 101.194			
		5) Frais d'impression et de reliure 37.184			
		6) Documentation et bibliothèque 18.592			
		9) Divers 86.440			
		Total 477.000			
12.041 12.12)	02.00	Direction de la sécurité intérieure: frais de bureau: journaux, livres et périodiques	-	2.355	2.355

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		6) Documentation et bibliothèque 2.355			
12.042 (12.12)	13.90	Frais concernant les carnets de convocation en matière d'infraction à la circulation routière, papillons zône bleue: divers. (Crédit non limitatif)	-	-	50.818
12.050 (12.12)	03.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	899.212	850.275	834.533
		Détail:			
		1) Frais postaux 180.045			
		2) Frais téléphoniques 594.944			
		4) Télex et téléfax 15.419			
		6) Sémaphone 44.125			
		Total 834.533			
12.051 (12.12)	03.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications: luxpac. (Crédit non limitatif)	414.134	394.151	492.069
		Détail:			
		3) Luxpac et voies louées informatiques 492.069			
12.060 (12.12)	03.20	Location et entretien des installations de télécommunications	248.064	350.422	382.623
		Détail:			
		1) Location 195.786			
		2) Contrat d'entretien 68.840			
		2) Contrat d'entretien 117.997			
		Total 382.623			
12.080 (12.11)	03.20	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	630.629	1.038.401	1.666.168
		Détail:			
		1) Nettoyage 481.141			
		2) Electricité, eau, gaz, taxes 1.013.108			
		3) Chauffage 165.672			
		4) Réparations et entretien 2.479			
		5) Assurances 3.768			
		Total 1.666.168			
12.081 (12.11)	07.20	Direction de la sécurité intérieure: bâtiments: exploitation et entretien	1.983	1.983	1.983
		Détail:			
		1) Nettoyage 1.983			
12.090 (12.21)	03.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	394.755	836.864	842.527

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Loyers	840.170			
		2) Charges locatives accessoires	2.357			
		Total	842.527			
12.100 (12.11)	03.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		234.049	765.594	746.585
		Détail:				
		1) Loyers	700.733			
		2) Charges locatives	45.852			
		Total	746.585			
12.140 (12.16)	03.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information		21.778	14.874	64.453
		Détail:				
		1) Brochures et dépliants	64.453			
12.141 (12.16)	02.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information; dépenses diverses		-	49.579	-
12.190 (12.30)	03.20	Frais de stage à l'étranger; frais de cours; dépenses diverses. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		255.415	321.022	410.000
12.200 (12.30)	03.20	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles. (Crédit non limitatif)		28.086	28.111	28.111
12.250 (12.00)	03.20	Inspection générale de la Police grand-ducale: frais de fonctionnement		-	-	126.080
		Détail:				
		1113 Indemnités de permanence à domicile	3.471			
		1115 Indemnités pour heures supplémentaires	1.240			
		1200 Indemnités pour services de tiers	248			
		12010 Frais de route et de séjour	4.958			
		12012 Frais de route et de séjour à l'étranger ...	18.592			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteur				
		1) Assurances	2.652			
		2) Carburants et lubrifiants	7.437			
		3) Réparation et entretien	12.423			
		9) Divers	1.488			
		1204 Frais de bureau	11.100			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications ..	9.916			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien 20.823			
		1219 Frais de stage à l'étranger, frais de cours; dépenses diverses 19.832			
		1231 Education physique et sports: acquisition de matériel et d'équipement de sport; frais de participation à des compétitions 496			
		1232 Frais de représentation; cérémonies; réceptions, couronnes et dépôts de fleurs; frais de cultes; dépenses diverses 1.488			
		1234 Installation et entretien de matériel de transmission, de détection et de contrôle; location d'équipements de transmission de données; frais d'utilisation du réseau radio-électrique 9.916			
		Total 126.080			
12.300 (12.30)	03.20	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage de divers effets d'habillement, de vêtements de travail, d'articles de literie et de rideaux; dépenses diverses	1.325.104	1.445.913	1.898.571
12.310 (12.30)	03.20	Education physique et sports: acquisition de matériel et d'équipements de sport; frais d'organisation de compétitions et frais de participation à des compétitions; allocation de prix à l'occasion de concours sportifs	51.355	70.278	70.328
12.320 (12.30)	03.20	Frais de représentation; cérémonies; réceptions officielles; couronnes et dépôts de fleurs; frais de culte; dépenses diverses	22.680	28.756	26.996
12.330 (12.30)	03.20	Acquisition et frais d'entretien des chiens et d'équipement connexe	20.348	23.104	21.418
12.340 (12.30)	03.20	Installation et entretien de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'outillage et de matériel de rechange; location d'équipements de transmission de données; frais d'utilisation du réseau radio-électrique; frais de consultation et de développement du réseau de communication digitalisé. (Sans distinction d'exercice)	2.141.913	3.639.052	3.560.938
12.350 (12.30)	03.20	Acquisition de munitions	104.348	198.315	198.315
12.351 (12.30)	03.20	Frais d'entretien de l'armement et de l'équipement; frais d'acquisition de matériel de tir et d'équipements divers	354.716	494.548	494.548
12.360 (12.30)	03.20	Dépenses afférentes aux mesures d'ordre public; examens médicaux et autres frais connexes. (Crédit non limitatif)	8.534	12.023	12.023
12.390 (12.12)	03.20	Frais de banque. (Crédit non limitatif)	2.114	49.579	15.000
24.010	03.20	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
24.10)		autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)	3.421	12.395	12.395
33.010 (33.00)	13.90	Subsides à allouer à l'ensemble musical de la Police Grand-Ducale	-	-	2.479
34.040 (34.40)	02.00	Dédommagement de tierces personnes pour la part des sinistres non couverts par l'assurance; honoraires des avocats; dommages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	9.296	9.296
		Restants d'exercices antérieurs			
11.570 (11.10)	02.10 03.20	Rémunération des volontaires de police	-	196.951	-
11.620 (11.12)	13.90	Gratifications pour croix de service	1.062	-	-
11.631 (11.12)	03.20	Indemnités de permanence à domicile	-	620	-
11.650 (11.12)	03.20	Indemnités pour heures supplémentaires	1.391	421	-
12.510 (12.13)	13.90	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	2.335	-	-
12.840 (12.13)	13.90	Installation et entretien de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'outillage et de matériel de rechange; location d'équipements de transmission de données; frais d'utilisation du réseau radio-électrique; frais de consultation et de développement du réseau de communication digitalisé	46.248	-	-
12.850 (12.30)	03.20	Acquisition de munitions	-	-	1.571
12.851 (12:13)	03.20	Frais d'entretien de l'armement et de l'équipement; frais d'acquisition de matériel de tir et d'équipements divers	288.939	-	7.743
12.860 (11.12)	03.20	Dépenses afférentes aux mesures d'ordre public; examens médicaux et autres frais connexes	-	198	-
		Total des dépenses de la section 09.5	69.474.583	84.157.099	94.085.436
		Section 09.6 **Protection civile - Incendie**			
11.000 (11.00)	03.50	Traitements des fonctionnaires	1.322.487	1.361.481	1.405.353
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 1.237.640			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	89.223			
		3) Charges sociales patronales	55.386			
		4) Allocations de repas	23.104			
		Total	1.405.353			
11.010 (11.00)	03.50	Indemnités des employés occupés à titre permanent		265.773	251.191	320.040
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	276.656			
		3) Charges sociales patronales	36.716			
		4) Allocations de repas	6.668			
		Total	320.040			
11.020 (11.00)	03.50	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		19.881	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.030 (11.00)	03.50	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		407.487	391.919	410.577
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	335.795			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	26.704			
		3) Charges sociales patronales	48.078			
		Total	410.577			
11.040 (11.00)	03.50	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		17.726	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	03.50	Indemnités d'habillement		1.937	1.785	1.767
11.130 (11.12)	03.50	Indemnités pour services extraordinaires		48.917	56.024	53.656
		Détail:				
		1) Jetons de présence	2.863			
		2) Cours et examens	25.409			
		5) Prestations individuelles	24.616			
		9) Divers	768			
		Total	53.656			
11.150 (11.12)	03.50	Indemnités pour heures supplémentaires. (Crédit non limitatif)		4.627	2.479	2.479
12.000 (12.15)	03.50	Indemnités pour services de tiers		111.605	133.863	122.937
		Détail:				
		1) Jetons de présence	2.231			
		2) Cours et examens	76.060			
		4) Prestations individuelles	42.886			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		9) Divers	1.760			
		Total	122.937			
12.010 12.13)	03.50	Frais de route et de séjour. (Crédit non limitatif)		68.162	74.368	101.140
12.020 12.14)	03.50	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: frais d'assurances. (Crédit non limitatif)		28.498	30.987	44.044
		Détail:				
		1) Assurances	44.044			
12.021 12.14)	03.50	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles		42.294	47.100	40.680
		Détail:				
		2) Carburants et combustibles	37.581			
		9) Divers	3.099			
		Total	40.680			
12.022 12.14)	03.50	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: divers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		125.583	131.384	131.384
		Détail:				
		3) Réparation et entretien	131.384			
12.030 12.16)	03.50	Fourniture de vêtements de travail et de protection		143.417	146.208	197.893
12.040 12.12)	03.50	Frais de bureau		13.895	14.130	14.130
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	4.462			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.487			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	496			
		4) Consommables bureautiques	1.735			
		5) Frais d'impression et de reliure	5.454			
		6) Documentation et bibliothèque	496			
		Total	14.130			
12.050 12.12)	03.50	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Crédit non limitatif)		213.427	198.067	171.758
		Détail:				
		1) Frais postaux	22.980			
		2) Frais téléphoniques	148.778			
		Total	171.758			
12.060 12.12)	03.50	Location et entretien des installations de télécommunications. (Crédit non limitatif)		501.472	270.353	283.074

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		2) Contrats d'entretien	123.430			
		3) Réparations et entretien	123.947			
		7) Réseau radio	35.697			
		Total	283.074			
12.070 (12.12)	03.50	Location et entretien des équipements informatiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		34.921	42.142	32.22
		Détail:				
		2) Contrats d'entretien	14.874			
		4) Calibrage et mise à jour du modèle mathématique	17.353			
		Total	32.227			
12.080 (12.11)	03.50	Bâtiments: exploitation et entretien		94.899	106.594	101.63
		Détail:				
		1) Nettoyage	17.353			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	47.100			
		3) Chauffage	19.831			
		4) Réparations	12.395			
		5) Assurances	670			
		9) Divers	4.288			
		Total	101.637			
12.100 (12.11)	03.50	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		325.558	324.617	324.60
		Détail:				
		1) Loyers	324.602			
12.120 (12.30)	03.50	Frais d'experts et d'études		-	29.747	-
12.130 (12.16)	03.50	Frais de publication		42.125	38.300	41.00
12.140 (12.16)	03.50	Frais découlant des mesures à prendre dans l'intérêt de la propagation du secourisme parmi la population		15.752	16.807	16.80
12.150 (12.30)	03.50	Prise en charge des honoraires restés en souffrance dans le cadre du S.A.M.U		1.148	1.487	1.48
12.170 (12.16)	03.50	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur		63.515	55.032	34.75
12.180 (12.30)	03.50	Acquisition de matériel didactique		9.245	9.395	10.66
12.190 (12.30)	03.50	Formation du personnel		10.207	6.569	9.67

Article Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.191 (12.30)	03.50	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	-	161.751	-
12.200 (12.30)	03.50	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles. (Crédit non limitatif)	27.071	27.888	27.888
12.300 (12.30)	03.50	Distinctions honorifiques pour les volontaires de la protection civile particulièrement méritants	584	620	11.450
12.310 (12.30)	03.50	Frais d'instruction et d'entraînement des volontaires de la protection civile	113.006	96.033	97.595
		Détail:			
		1) Recrutement, entraînement et autres frais de la brigade grand-ducale des volontaires de la protection civile 3.718			
		2) Remboursement des pertes de salaires et des frais de voyage des élèves de l'école nationale de la protection civile 45.860			
		3) Frais d'hébergement des élèves à l'école nationale de la protection civile 47.100			
		9) Divers 917			
		Total 97.595			
12.320 (12.30)	03.50	Acquisition et entretien du matériel d'intervention; autres frais d'intervention. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	618.446	270.204	270.204
		Détail:			
		1) Matériel d'intervention et d'exercice consommable, y compris produits adsorbants et autre matériel pour la lutte contre la pollution des cours d'eau par hydrocarbures 173.525			
		2) Entretien du matériel d'intervention 76.847			
		4) Indemnités du chef d'accidents à l'occasion d'opérations de sauvetage 12.395			
		5) Frais de ravitaillement 2.479			
		6) Enlèvement de déchets toxiques et dangereux 4.958			
		Total 270.204			
12.330 (12.30)	03.50	Indemnités pour frais de représentation	669	669	669
31.050 (31.32)	03.50	Subside à l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue	223.104	223.104	223.104
31.051 (31.32)	03.50	Participation de l'Etat au premier équipement d'un hélicoptère médicalisé	-	81.433	-
32.020 (32.00)	03.50	Congé spécial des volontaires de la protection civile: indemnités compensatoires. (Crédit non limitatif)	5.834	17.353	12.395
33.011 (33.00)	03.40	Subvention à la fédération des sapeurs-pompiers dans l'intérêt de la maison du sapeur-pompier à Niederfeulen, de l'organisation de cours d'instruction pour sapeurs-			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		pompiers et du remboursement des pertes de salaires et des frais de déplacement aux élèves des cours d'incendie	55.528	55.528	55.528
33.012 (33.00)	03.40	Subvention à la caisse de décès des sapeurs-pompiers du Grand-Duché	6.197	6.197	6.197
33.013 (33.00)	03.40	Subvention à la fédération des sapeurs-pompiers du Grand-Duché	10.412	10.412	10.412
43.000 (43.22)	03.40	Emploi du produit de l'impôt spécial dans l'intérêt du service d'incendie. (Crédit non limitatif)	2.869.238	3.222.616	3.222.616
		Total des dépenses de la section 09.6	7.864.647	7.916.333	7.812.017
		Section 09.7 **Aménagement du territoire.- Parcs naturels**			
11.130 (11.12)	07.20	Conseil supérieur et comité interministériel de l'aménagement du territoire: indemnités pour services extraordinaires	1.116	2.479	2.200
		Détail:			
		1) Jetons de présence			
		a) Comité interministériel de l'aménagement du territoire 900			
		b) Conseil supérieur de l'aménagement du territoire 1.300			
		Total 2.200			
12.000 (12.15)	07.20	Conseil supérieur et comité interministériel de l'aménagement du territoire: indemnités pour services de tiers	2.107	2.479	2.479
		Détail:			
		1) Jetons de présence			
		a) Comité interministériel de l'aménagement du territoire 100			
		b) Conseil supérieur de l'aménagement du territoire 2.379			
		Total 2.479			
12.010 (12.13)	07.20	Frais de route et de séjour	1.903	2.479	3.595
		Détail:			
		1) Frais de route 3.595			
12.012 (12.13)	07.20	Frais de route et de séjour à l'étranger	19.879	16.113	20.000
12.020 (12.14)	07.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	1.675	2.107	2.100
		Détail:			
		1) Assurances 490			
		2) Carburants et lubrifiants 790			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		3) Réparation et entretien	620			
		9) Divers	200			
		Total	2.100			
12.040 12.12)	07.20	Frais de bureau		17.209	15.369	16.900
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	5.000			
		2) Location et entretien des photocopieurs	2.100			
		4) Consommables bureautiques	5.600			
		5) Impression et reliure	1.200			
		6) Documentation et bibliothèque	3.000			
		Total	16.900			
12.070 12.12)	07.20	Location et entretien des équipements informatiques		7.452	13.138	10.000
		Détail:				
		2) Contrats d'entretien	9.000			
		3) Réparations et entretien	1.000			
		Total	10.000			
12.080 12.11)	07.20	Bâtiments: exploitation et entretien		1.369	1.983	1.983
		Détail:				
		1) Nettoyage	1.983			
12.120 12.30)	07.20	Aménagement du territoire: frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		330.894	297.472	297.472
		Détail:				
		1) Rémunération de stagiaires	9.916			
		3) Plan régionaux	83.525			
		4) Plans sectoriels	90.000			
		5) Etudes d'impact	49.579			
		6) Concept "Nordstad"	29.747			
		7) Déconcentration	24.789			
		8) Consultance travaux européens	9.916			
		Total	297.472			
12.121 (12.30)	07.50	Parcs naturels: frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		54.542	99.157	99.157
		Détail:				
		1) Parc naturel de la Haute-Sûre	37.184			
		2) Parc naturel de l'Our	37.184			
		3) Parc naturel Drailändereck	24.789			
		Total	99.157			
12.130 (12.16)	07.20	Frais de confection et de publication d'études, d'études d'impact, de plans, de cartes et de rapports		67.213	49.579	60.000
12.190 (12.30)	07.20	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation		21.571	49.579	49.579

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.191 (12.30)	07.20	Formation de personnel informatique	-	2.479	4.000
33.000 (33.00)	07.50	Contribution aux frais de fonctionnement de l'établissement public "Parc Hosingen"	-	124	125
33.010 (33.00)	07.20	Participation de l'Etat dans les actions et projets du programme INTERREG II et INTERREG III. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	108.234	277.641	286.624
		Détail:			
		1) Programme Interreg II A 63.345			
		2) Programme Interreg II C 35.711			
		3) Programme Interreg III 15.000			
		4) Observatoire européen 50.750			
		5) Lutte contre les crues 95.818			
		6) Assistance technique 26.000			
		Total 286.624			
33.020 (33.00)	07.20	Participation à l'assistance technique nécessaire à l'élaboration des plans régionaux	51.779	87.258	89.242
		Détail:			
		1) ORENO 52.058			
		2) ORESUD 37.184			
		Total 89.242			
35.010 (35.20)	07.20	Contribution à l'institut régional intracommunautaire (IRI)	66.683	24.789	24.789
35.060 (35.00)	07.20	Participation à des études effectuées dans le cadre d'organismes internationaux; contributions à des organismes internationaux	-	124	125
35.061 (35.00)	07.50	Contributions à la Fédération EUROPARC, le groupement des parcs naturels au niveau européen	2.790	2.975	2.975
35.065 (35.00)	07.20	Participation à des actions menées dans le cadre de la coopération transfrontalière de proximité	103.933	140.258	76.000
43.010 (43.21)	07.20	Prix "Nachhaltige Siedlungsentwicklung"	-	3.718	3.718
43.030 (43.51)	07.50	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement et de personnel des parcs naturels existants et en préparation	259.553	285.078	382.783
		Détail:			
		1) Parc naturel Haute Sûre 251.608			
		2) Parc naturel de l'Our 131.175			
		Total 382.783			
43.300 (43.52)	07.20	Subsides aux communes, syndicats de communes et autres organismes pour la réalisation de projets destinés à accompagner le développement ou à assurer la mise en oeuvre des plans régionaux	7.437	86.763	86.763

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Restants d'exercices antérieurs				
12.510 (12.13)	07.20	Frais de route et de séjour		-	248	-
43.520 (43.52)	07.50	Participation supplémentaire de l'Etat au financement de l'ancienne draperie à Esch-sur-Sûre		469.254	-	-
43.530 (43.51)	07.50	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement et de personnel des parcs naturels existants et en préparation		-	-	9.394
		Total des dépenses de la section 09.7		1.596.593	1.463.389	1.532.003
		Section 09.8 Service d'aménagement communal.- Urbanisme				
11.010 (11.00)	07.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent		183.169	182.846	192.713
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	172.466			
		3) Charges sociales patronales	17.570			
		4) Allocations de repas	2.677			
		Total	192.713			
11.130 (11.12)	07.20	Indemnités pour services extraordinaires		5.548	6.197	6.197
		Détail:				
		1) Jetons de présence	6.197			
12.000 (12.15)	07.20	Indemnités pour services de tiers		1.011	1.239	1.239
		Détail:				
		1) Jetons de présence	1.239			
12.010 (12.13)	07.20	Frais de route et de séjour		2.377	2.231	3.235
12.040 (12.12)	07.20	Frais de bureau		3.862	4.214	4.214
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	795			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	545			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	173			
		4) Consommables bureautiques	793			
		5) Matériel photographique	49			
		6) Documentation et bibliothèque	1.512			
		9) Divers	347			
		Total	4.214			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.140 (12.16)	07.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	-	12.395	-
43.000 (43.22)	07.20	Subsides aux communes pour l'élaboration de plans d'aménagement	177.232	179.723	90.00
43.010 (43.21)	07.20	Participation de l'Etat en faveur des communes pour l'élaboration de plans de développement urbain	-	-	90.00
		Total des dépenses de la section 09.8	373.199	388.845	387.59
		Section 09.9 **Service pour la gestion globale de l'eau**			
12.010 (12.13)	10.40	Frais de route et de séjour	-	-	3.59
12.011 (12.13)	13.90	Frais de route et de séjour à l'étranger	-	-	4.95
12.040 (12.12)	13.90	Frais de bureau	-	-	5.50
12.120 (12.30)	10.10	Frais d'experts et d'études en relation avec l'aménagement des cours d'eau et l'hydrologie. (Sans distinction d'exercice)	-	-	111.552
12.121 (12.30)	07.33	Frais d'études et d'experts en relation avec l'épuration et la protection des eaux. (Sans distinction d'exercice)	-	-	49.600
12.140 (12.16)	13.90	Frais de sensibilisation et d'information; acquisition de matériel didactique et audiovisuel	-	-	30.000
12.190 (12.30)	13.90	Formation continue, séminaires, stages de perfectionnement et journées d'études: frais d'organisation et de participation	-	-	20.000
12.300 (12.30)	07.34 07.35 07.40	Frais d'études, d'experts et d'analyses spéciales; frais de gestion, d'exploitation et d'entretien de réseaux de surveillance; frais de traitement de données; dépenses diverses	-	-	224.000
12.301 (12.30)	07.40 10.00	Protection et aménagement de l'environnement aquatique et piscicole: 1. Etudes et gestion du milieu aquatique 2. Information et sensibilisation du public	-	59.494	52.250
12.302 (12.30)	07.50	Mesures à prendre en cas d'intervention pour remise en état de lieux dans l'intérêt de la protection et de la sauvegarde de l'environnement et de la qualité des eaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	1.240
12.303 (12.30)	07.40	Frais d'études pour la désignation des zones de protection des sources et puits	-	-	74.400

Article Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.304 12.30)	07.33	Stations d'épuration: frais d'exploitation		-	-	2.479
12.310 12.30)	10.40	Pisciculture: exécution de la loi sur la pêche; frais d'entretien et de repeuplement		52.041	52.058	52.050
		Détail:				
		1) Entretien des installations, des machines et du matériel	19.850			
		2) Achat d'aliments pour poissons	19.800			
		3) Repeuplement; acquisition d'oeufs embryonnés et d'alevins	6.200			
		9) Frais généraux et dépenses diverses	6.200			
		Total	52.050			
12.311 12.16)	07.33	Assistances au fonctionnement, à l'entretien et au contrôle de stations d'épuration et à la gestion de l'eau .		-	-	423.898
12.312 12.30)	07.30	Mise en place d'un système intégré de gestion de l'eau .		-	-	45.000
12.320 12.30)	10.40	Aménagement et entretien, aux frais des propriétaires riverains des cours d'eau, d'installations et de dispositifs permettant le libre passage du poisson, de grills empêchant le passage du poisson ainsi que de passages à l'usage des pêcheurs (articles 17, 23 et 57 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures). (Crédit non limitatif)		-	124	124
12.330 12.30)	10.40	Acquisition de poissons en vue de l'exécution du repeuplement obligatoire dans les eaux intérieurs de la deuxième catégorie. (Crédit non limitatif)		6.656	6.197	6.690
14.010 14.10)	10.10	Cours d'eau: travaux d'entretien et de curage des cours d'eau frontaliers		-	-	12.395
14.011 14.10)	07.33 07.40	Stations d'épuration: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice)		-	-	2.479
14.012 14.10)	10.10	Mesures techniques à prendre en cas d'accident pour la remise en état des conditions d'écoulement des eaux ainsi que pour assurer la sauvegarde de la qualité des eaux et des sols. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	-	1.239
14.013 14.10)	12.32	Cours d'eau navigables et flottables autres que la Moselle: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice)		-	-	112.631
14.014 14.10)	10.10	Travaux extraordinaires de nettoyage et de curage à exécuter à charge de l'Etat aux embouchures des cours d'eau non navigables ni flottables aux abords de la Moselle canalisée. (Crédit non limitatif)		-	-	2.479
14.016	10.10	Cours d'eau: travaux extraordinaires d'entretien et de				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(14.10)		curage à exécuter à charge de l'Etat aux cours d'eau ni navigables ni flottables. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	150.000
14.018 (14.10)	10.10	Cours d'eau: travaux d'entretien et de curage à charge de l'Etat à exécuter aux cours d'eau non navigables ni flottables. (Sans distinction d'exercice)	-	-	223.104
24.000 (24.10)	10.40	Location de lots de pêche par l'Etat (article 21 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures). (Crédit non limitatif)	-	1.239	12.400
31.050 (31.32)	10.10	Travaux d'amélioration et d'aménagement à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par des associations syndicales ou des particuliers: participation de l'Etat au coût des travaux. (Sans distinction d'exercice)	-	-	27.000
33.000 (33.00)	07.50	Subventions à des organismes et associations dans l'intérêt de la protection de l'eau	-	-	2.500
35.020 (35.30)	07.30	Coopération transfrontalière en vue de la préservation et de l'amélioration de l'environnement naturel et humain dans le cadre interrégional	-	-	15.170
35.060 (35.00)	07.50	Contributions à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif)	-	-	43.559
43.000 (43.22)	10.10	Travaux d'entretien, de curage et de conservation à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par les communes: participation de l'Etat au coût des travaux. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)	-	-	60.822
93.000 (93.00)	10.40	Versement au fonds spécial de la pêche de la taxe piscicole et de la part de l'Etat dans le droit d'adjudication des pêches (articles 7 et 41 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	65.692	91.968	89.490
93.001 (93.00)	10.40	Versement au fonds spécial des eaux frontalières relevant de la souveraineté commune du Grand-Duché de Luxembourg et de la République Fédérale d'Allemagne du produit de la vente des permis de pêche (article 8 de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, approuvée par la loi du 21.11.1984). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	159.519	122.385	140.010
		Total des dépenses de la section 09.9	283.908	333.465	2.002.614
		Total des dépenses du département 09	356.340.037	375.116.966	396.420.202

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de l'Intérieur

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
11	Salaires et charges sociales	70.888.009	82.360.068	91.546.061
12	Achat de biens non durables et de services	12.702.893	15.715.307	18.019.863
14	Réparation et entretien d'ouvrages de génie civil n'augmentant pas la valeur	-	-	504.327
24	Location de terres et paiements courants pour l'utilisation d'actifs incorporels	3.421	13.634	24.795
31	Subventions d'exploitation	223.104	304.537	250.104
32	Transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises	5.834	17.353	12.395
33	Transferts de revenus aux administrations privées	232.150	437.160	453.107
34	Transfets de revenus aux ménages	-	9.296	9.296
35	Transferts de revenus à l'étranger	174.906	171.121	165.593
42	Transferts de revenus aux administrations de sécurité sécurité sociale	23.143.723	21.021.371	22.851.077
43	Transfert de revenus aux administrations publiques locales	11.499.594	10.285.972	11.069.084
93	Dotations de fonds de réserve	237.466.403	244.781.147	251.514.500
Total		356.340.037	375.116.966	396.420.202

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		10 ET 11 - MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES SPORTS			
		Section 10.0			
		Dépenses générales			
11.020 (11.00)	04.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	6.085.672	4.624.627	7.289.013
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 6.309.108			
		3) Charges sociales patronales 836.598			
		4) Allocations de repas 143.307			
		Total 7.289.013			
11.130 (11.12)	Divers codes	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif)	7.340	18.964	9.000
		Détail:			
		1) Jetons de présence 9.000			
		Note:			
		Suppression de la mention "Crédit non limitatif".			
11.131 (11.12)	04.00	Elaboration, rédaction, présentation et diffusion du courrier de l'éducation nationale ainsi que de cours, de documents et d'autres ouvrages à publier par le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle: indemnités pour services extraordinaires	8.703	16.113	16.113
11.132 (11.12)	Divers codes	Leçons supplémentaires et leçons de remplacement: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	13.027.804	13.306.924	15.282.106
11.133 (11.12)	04.00	Contrôle des établissements d'enseignement subsidiés par l'Etat: indemnités pour services extraordinaires	2.975	2.975	2.975
11.134 (11.12)	04.33 04.34	Cours de rattrapage: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif)	54.058	57.016	-
11.135 (11.12)	04.00	Commissaires de gouvernement auprès des établissements publics relevant du département de l'éducation nationale et de la formation professionnelle: indemnités pour services extraordinaires	496	496	496
		Détail:			
		1) Jetons de présence 496			
11.137 (11.12)	04.00	Indemnités pour services extraordinaires dans le cadre du passage primaire - postprimaire. (Crédit non limitatif)	445.983	485.376	585.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		5) Prestations individuelles 585.000			
11.138 (11.12)	04.00	Création d'un réseau de correspondant(e)s à l'égalité des chances entre femmes et hommes dans l'enseignement postprimaire: indemnités pour services extraordinaires .	4.391	18.096	15.096
11.139 (11.12)	08.50	Conseil national de la formation morale et sociale: indemnités pour services extraordinaires	620	620	620
12.000 (12.15)	04.00	Publication de manuels scolaires et d'autres ouvrages: indemnités pour services de tiers	12.251	3.718	3.718
12.001 (12.15)	04.33 04.34 04.43	Commissions d'études: indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif)	1.394	5.925	5.925
		Détail:			
		1) Jetons de présence 5.925			
12.002 (12.15)	04.00	Indemnités pour services de tiers dans le cadre du passage primaire - postprimaire. (Crédit non limitatif)	63.627	64.799	44.656
		Détail:			
		4) Prestations individuelles			
		a) Psychologues et pédagogues 44.656			
12.004 (12.15)	08.50	Conseil national de la formation morale et sociale: indemnités pour services de tiers	744	744	744
		Détail:			
		1) Jetons de présence 744			
12.010 (12.13)	04.33 04.34 04.43	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	10.270	1.239	1.797
12.012 (12.13)	04.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	254.515	242.192	250.000
12.020 (12.14)	04.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	2.224	2.355	2.413
		Détail:			
		1) Assurances 273			
		2) Carburants et lubrifiants 1.619			
		3) Réparation et entretien 496			
		9) Divers 25			
		Total 2.413			
12.040 (12.12)	04.33 04.34	Frais de documentation des technologies de l'information et de la communication et achat de consommables bureautiques pour les besoins des programmes pédagogiques	11.047	11.155	-
12.041	04.00	Frais de bureau	9.882	9.916	9.916

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.12)		*Détail:*				
		1) Articles et matériel de bureau	4.958			
		6) Documentation et bibliothèque	4.958			
		Total	9.916			
12.050 (12.12)	04.00	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications dans le cadre du passage primaire-postprimaire		90	4.462	-
12.070 (12.12)	04.33 04.34	Location et entretien d'équipements des technologies de l'information et de la communication. (Crédit non limitatif)		110.570	109.321	-
12.080 (12.11)	04.00	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif)		123.627	134.358	134.483
		Détail:				
		1) Nettoyage	7.437			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	98.786			
		3) Chauffage	28.260			
		Total	134.483			
12.100 (12.11)	04.00	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques		79.693	20.972	8.197
		Détail:				
		1) Loyers	8.197			
12.121 (12.30)	04.00	Projet MEN 2000: réorganisation administrative du ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		74.233	-	-
12.125 (12.30)	04.00	Frais d'experts et d'études en matière informatique		237.952	247.894	420.866
12.130 (12.16)	04.00	Frais de publication de manuels scolaires et d'autres ouvrages édités par le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle: frais d'impression; frais pour droits d'auteur; acquisition de manuels scolaires et de matériel didactique; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		971.389	760.736	874.847
12.140 (12.16)	04.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information		-	74.368	-
12.221 (12.30)	04.00	Analyse et développement d'un cadre pédagogique pour l'école de la deuxième chance		-	37.184	37.184
12.300 (12.30)	04.33 04.34	Frais de transport pour la participation des élèves des enseignements secondaire et secondaire technique à des activités culturelles		3.167	6.197	-
12.301 (12.30)	04.00	Bibliothèques des élèves des différents établissements d'enseignement postprimaire: frais d'alimentation et frais connexes		178.841	173.525	198.315

rticle (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.302 (12.30)	04.00	Conseil supérieur de l'éducation nationale: dépenses de fonctionnement	1.587	1.611	1.611
12.303 (12.30)	04.33 04.34	Projets d'établissement des enseignements secondaire et secondaire technique: dotation au centre de coordination	495.787	520.576	520.576
12.305 (12.30)	06.36	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du centre de prévention des toxicomanies	495.787	451.166	-
12.307 (12.30)	04.33 04.34	Frais de participation aux échanges franco-allemands ...	39.352	47.596	47.596
12.308 (12.30)	04.00	Service informatique: dépenses de fonctionnement et frais divers	5.373	5.578	70.031
12.311 (12.30)	08.40	Elaboration d'émissions pédagogiques dans l'intérêt de la radio socio-culturelle: indemnités pour services de tiers, frais de production et dépenses diverses	90.025	91.473	-
12.313 (12.30)	06.36	Participation aux frais engendrés par la prévention des toxicomanies dans les établissements d'enseignement postprimaire	-	74.368	74.368
12.314 (12.30)	04.00	Réforme administrative et projets-pilotes d'autonomie pédagogique d'établissement d'enseignement postprimaire: formation continue du personnel	-	150.174	150.174
12.315 (12.30)	04.00	Prise en charge d'enfants de réfugiés par les établissements d'enseignement postprimaire: indemnités pour services de tiers et dépenses diverses	-	169.386	169.386
12.317 (12.30)	04.10	Année européenne des langues: organisation de manifestations et frais divers	-	-	50.000
12.319 (12.30)	04.33 04.34	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement des installations communes aux différents établissements scolaires du Campus Geesseknäppchen. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	2.602.900
32.010 (32.00)	04.50	Participation financière de l'Etat à la formation de pilotes professionnels	54.561	-	-
33.000 (33.00)	04.34	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de la fondation Lycée technique privé Emile Metz. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	1.441.372	1.137.831	1.906.000
33.001 (33.00)	04.34	Formation aux multimédia et réalisation de productions audiovisuelles: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	267.824	267.824	267.824
33.010 (33.00)	04.00	Cours, stages, recherches, études et activités ou manifestations à caractère pédagogique: subsides	26.602	27.764	27.764
33.011 (33.00)	04.00	Animation culturelle dans les écoles et par les écoles: subsides	37.184	37.184	37.184
33.012 (33.00)	04.00	Organisation par les établissements d'enseignement d'activités, de stages et de voyages en vue de favoriser les échanges scolaires	32.584	37.184	37.184

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
33.013 (33.00)	04.00	Presse à l'école: Actions de sensibilisation des élèves	1.692	3.718	3.718
33.014 (33.00)	04.00	Organisation par les établissements d'enseignement de partenariats éducatifs européens: contrepartie nationale	8.220	17.353	17.353
34.060 (34.40)	04.33 04.34	Bourses d'études et de voyage pour des activités à caractère pédagogique	63.597	58.007	58.007
34.063 (34.40)	04.01	Bourses d'études et de voyages dans l'intérêt des programmes de coopération européenne	8.101	24.789	24.789
35.010 (35.20)	04.00	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays membres de l'Union Européenne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	6.197	6.197	10.310
35.040 (35.50)	04.00	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays non membres de l'Union Européenne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	3.068	16.857	20.940
		Restants d'exercices antérieurs			
12.510 (12.13)	04.33 04.34 04.43	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	1.416	-	-
32.510 (32.00)	04.50	Participation financière de l'Etat à la formation de pilotes professionnels	-	-	86.112
33.501 (33.00)	04.34	Formation aux multimédia et réalisation de productions audiovisuelles: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	9.468	-	-
		Total des dépenses de la section 10.0	24.873.355	23.588.903	31.377.307
		Section 10.1			
		Centre de technologie de l'éducation			
11.000 (11.00)	04.10	Traitements des fonctionnaires	256.978	285.598	372.901
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 352.789			
		3) Charges sociales patronales 13.890			
		4) Allocation de repas 6.222			
		Total 372.901			
11.010 (11.00)	04.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	70.303	62.494	64.687
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 56.312			
		3) Charges sociales patronales 7.483			
		4) Allocations de repas 892			
		Total 64.687			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.020 (11.10)	13.90	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	-	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.030 (11.00)	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		48.900	49.554	51.281
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	43.823			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	1.452			
		3) Charges sociales patronales	6.006			
		Total	51.281			
11.100 (11.40)	04.10	Indemnités d'habillement		465	471	471
11.130 (11.12)	04.10	Sélection, évaluation, adaptation et élaboration de médias d'enseignement: indemnités pour services extraordinaires		-	4.958	4.958
		Détail:				
		1) Jetons de présence	4.958			
12.000 (12.15)	04.10	Indemnités pour services de tiers		4.748	4.958	4.958
		Détail:				
		4) Prestations individuelles	4.958			
12.010 (12.13)	04.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		1.603	1.735	2.516
12.040 (12.12)	04.10	Frais de bureau		2.845	2.851	2.851
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	347			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	347			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	347			
		4) Consommables bureautiques	446			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.140			
		6) Documentation et bibliothèque	224			
		Total	2.851			
12.041 (12.12)	04.10	Service de photocopie couleur: entretien et fournitures. (Crédit non limitatif)		11.679	14.874	14.874
		Détail:				
		2) Location et entretien des machines à photocopier	14.874			
12.042 (12.12)	04.33 04.34	Frais de documentation des technologies de l'information et de la communication et achat de consommables bureautiques pour les besoins des programmes pédagogiques		-	-	11.155

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		4) Consommables bureautiques	3.718			
		6) Documentation et bibliothèque	7.437			
		Total	11.155			
12.050 (12.12)	04.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		15.408	17.353	17.353
		Détail:				
		1) Frais postaux	11.899			
		2) Frais téléphoniques	4.834			
		4) Télex et téléfax	620			
		Total	17.353			
12.070 (12.12)	04.33 04.34	Entretien d'équipements des technologies de l'information et de la communication pour les besoins des établissements d'enseignement postprimaire. (Crédit non limitatif)		-	-	96.926
		Détail:				
		3) Réparations et pièces de rechange	96.926			
12.130 (12.16)	04.10	Frais de publication de catalogues et d'autres ouvrages édités par le Centre de technologie de l'éducation: frais d'impression, frais pour droits d'auteur, frais de mise en page, dépenses diverses		5.987	-	-
12.140 (12.16)	04.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information		3.684	-	-
12.300 (12.30)	04.10	Frais de fonctionnement, dépenses diverses		148.447	132.003	156.793
12.301 (12.30)	04.10	Elaboration et mise en oeuvre de plans d'actions en faveur de l'informatisation des établissements d'enseignement postprimaire: dépenses diverses		744.890	743.681	743.681
35.060 (35.00)	04.10	Cotisations à des organismes internationaux		969	992	992
		Total des dépenses de la section 10.1		1.316.906	1.321.522	1.546.497
		Section 10.2				
		Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques				
11.000 (11.00)	04.01	Traitements des fonctionnaires		200.745	203.124	219.416
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	208.330			
		3) Charges sociales patronales	8.409			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		4) Allocations de repas	2.677			
		Total	219.416			
11.010 (11.00)	04.01	Indemnités des employés occupés à titre permanent		69.297	68.840	74.289
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	63.995			
		3) Charges sociales patronales	8.509			
		4) Allocations de repas	1.785			
		Total	74.289			
11.020 (11.00)	04.01	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.130 (11.12)	04.01	Indemnités pour services extraordinaires		145.142	104.611	125.000
12.000 (12.15)	04.01	Indemnités pour services de tiers		1.220	3.966	3.966
12.010 (12.13)	04.01	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		1.578	3.471	2.900
12.040 (12.12)	04.01	Frais de bureau		8.798	9.172	9.000
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	3.648			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.557			
		4) Consommables bureautiques	3.332			
		9) Divers	463			
		Total	9.000			
12.041 (12.12)	04.01	Formation continue des enseignants: fournitures diverses		2.458	1.983	1.983
12.190 (12.30)	04.01	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation		113.291	79.797	90.000
12.220 (12.30)	04.01	Projets de recherche réalisés dans le cadre du titre I de la loi du 9.3.1987		41.549	38.795	45.929
		Détail:				
		D) MIRA	45.929			
12.221 (12.30)	04.01	Projets d'élaboration et de recherche pédagogiques. (Sans distinction d'exercice)		1.448.427	1.482.106	1.550.000
		Détail:				
		A) Projets en cours	1.144.966			
		B) Nouveaux projets	405.034			
		Total	1.550.000			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.222 (12.30)	04.01	Elaboration d'indicateurs statistiques et d'études comparatives sur le système éducatif luxembourgeois. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		168.398	322.262	324.741
		Détail:				
		A) Indicateurs	146.258			
		B) Études comparatives (projet PISA)	178.483			
		Total	324.741			
12.300 (12.30)	04.01	Centre de documentation: frais d'alimentation et frais connexes		16.968	17.353	17.500
35.010 (35.20)	04.01	Cotisations et contributions à des organismes du secteur public de pays membres de l'Union Européenne		9.613	7.437	7.437
		Restants d'exercices antérieurs				
11.630 (11.12)	04.01	Indemnités pour services extraordinaires		652	-	-
		Total des dépenses de la section 10.2		2.228.136	2.343.165	2.472.261
		Section 10.3				
		Centre de psychologie et d'orientation scolaire				
11.000 (11.00)	04.10	Traitements des fonctionnaires		1.702.334	3.168.848	3.311.540
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	3.133.004			
		3) Charges sociales patronales	130.569			
		4) Allocations de repas	47.967			
		Total	3.311.540			
11.010 (11.00)	04.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent		507.871	490.036	361.027
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	314.647			
		3) Charges sociales patronales	41.496			
		4) Allocations de repas	4.884			
		Total	361.027			
11.020 (11.00)	04.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		224.048	7.709	7.965
		Détail:				
		B - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	7.965			
11.030 (11.00)	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		24.212	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.040 11.00)	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.130 11.12)	04.10	Indemnités pour services extraordinaires		15.275	14.080	20.030
12.000 12.15)	04.10	Indemnités pour services de tiers		13.450	17.154	17.154
12.001 12.15)	13.90	Cours de ratrapage: indemnités pour services de tiers ..		-	-	57.016
		Détail:				
		2) Cours et examens	57.016			
12.010 12.13)	04.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		6.918	7.362	11.310
12.040 12.12)	04.10	Frais de bureau		47.778	11.230	11.230
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	2.135			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	791			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	712			
		4) Consommables bureautiques	395			
		5) Frais d'impression et de reliure	2.135			
		9) Divers	5.062			
		Total	11.230			
12.050 12.12)	04.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		26.066	27.268	30.613
		Détail:				
		1) Frais postaux	21.738			
		2) Frais téléphoniques	8.875			
		Total	30.613			
12.080 12.11)	04.10	Bâtiments: exploitation et entretien		1.960	3.471	3.471
		Détail:				
		1) Nettoyage	3.471			
12.140 12.16)	04.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		136.249	11.651	11.651
		Détail:				
		1) Brochures et dépliants	6.264			
		2) Campagnes publicitaires	1.253			
		4) Expositions	1.253			
		9) Divers	2.881			
		Total	11.651			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.141 (12.16)	04.10	Frais de transport des élèves aux séances d'information scolaire	6.164	-	-
12.190 (12.30)	04.10	Organisation de colloques sur les problèmes ayant trait à l'orientation, la psychologie et l'éducation: frais divers	2.823	3.471	2.823
12.191 (12.30)	04.10	Frais de stage du personnel engagé dans le cadre du plan d'action national en faveur de l'emploi	-	47.224	31.978
12.300 (12.30)	04.10	Acquisition de matériel psycho-pédagogique; frais divers	-	27.268	34.953
12.301 (12.30)	04.60	Conception et réalisation d'une banque de données informatisée sur les métiers existant au Luxembourg	-	22.310	7.437
33.010 (33.00)	04.10	Subsides aux associations de parents d'élèves	9.172	9.172	9.172
33.011 (33.00)	04.10	Participation aux frais du secrétariat de la F.A.P.E.L .	29.747	29.747	49.946
34.060 (34.40)	04.20 04.32	Subsides extraordinaires à des élèves de familles à revenu modeste fréquentant les enseignements primaire et post-primaire à l'étranger	111.230	115.270	120.458
34.061 (34.40)	04.32	Subsides en faveur des élèves suivant l'enseignement postprimaire au Grand-Duché de Luxembourg	545.340	570.155	1.100.000
34.062 (34.40)	04.32	Bourses pour études spéciales ne relevant pas de l'enseignement supérieur. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)	80.324	86.763	86.763
		Restants d'exercices antérieurs			
11.631 (11.12)	04.33 04.34	Cours de rattrapage: indemnités pour services extraordinaires	-	-	3.215
		Détail:			
		2) Cours et examens 3.215			
12.501 (11.12)	04.33 04.34	Cours de rattrapage: indemnités pour services de tiers .	-	-	1.313
		Total des dépenses de la section 10.3	3.490.961	4.670.685	5.291.265
		Section 10.4 **Sports scolaires et périscolaires**			
12.080 (12.11)	04.13	Crédit commun pour la prise en charge des frais de nettoyage des installations sportives mises à disposition des fédérations en dehors des heures de classe	4.936	4.958	4.958
		Détail:			
		1) Nettoyage 4.958			

Article Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.090 (12.21)	04.10	Frais de location d'installations d'éducation physique par les établissements scolaires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		838.966	917.206	1.489.225
		Détail:				
		1) Loyers				
		a) Centre Sportif National	313.885			
		b) Communes	1.175.340			
		Total	1.489.225			
12.300 (12.30)	04.10	Frais de transport des élèves aux installations d'éducation physique		118.953	137.581	121.588
33.010 (33.00)	04.13	Participation aux frais du comité central de la L.A.S.E.L		67.551	68.171	68.171
		Détail:				
		1) Organisation des activités sportives nationales	32.772			
		2) Frais de fonctionnement administratifs	7.090			
		3) Relations sportives au sein de la fédération internationale du sport universitaire (F.I.S.U.) et de la fédération internationale du sport scolaire (ISF)	8.825			
		4) Organisation de stages de formation et de perfectionnement au profit des enseignants-spécialistes de la L.A.S.E.L.	2.826			
		5) Organisation de coupes pour les cercles sportifs universitaires luxembourgeois	2.355			
		6) Activités sportives de loisir et de plein air	4.214			
		7) Frais de déplacement dans l'intérêt des cadres dirigeants	9.420			
		8) Formation de «jeunes arbitres»	669			
		Total	68.171			
33.011 (33.00)	04.12	Participation aux frais du comité central de la L.A.S.E.P		59.494	59.494	59.494
		Détail:				
		1) Organisation des activités sportives nationales	26.252			
		2) Frais de fonctionnement administratifs	6.197			
		3) Organisation de stages de formation et de perfectionnement au profit des enseignants	3.867			
		4) Activités sportives de loisir et de plein air	9.271			
		5) Organisation des relations internationales .	7.734			
		6) Frais de déplacement dans l'intérêt des cadres dirigeants	6.173			
		Total	59.494			
33.012 (33.00)	04.13	Subsides aux associations sportives affiliées à la L.A.S.E.L		26.029	26.029	26.029
33.013	04.12	Contribution de l'Etat à l'assurance responsabilité ci-				

ticle ode con.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
33.00)	04.13 04.20	vile des sportifs de la L.A.S.E.L. et de la L.A.S.E.P ..	2.052	2.107	2.107
33.014 33.00)	04.12	Subsides aux associations sportives affiliées à la L.A.S.E.P	64.700	64.700	64.700
33.015 (33.00)	06.34	Subside à l'association luxembourgeoise pour la pratique des activités physiques et sportives des personnes inadaptées et handicapées mentales (A.L.P.A.P.S.) pour l'organisation des activités sportives nationales et régionales	4.710	4.834	4.834
33.016 (33.00)	04.12 04.13 04.20	Participation aux frais d'organisation du "ISF Swimcup 2001" par la L.A.S.E.L	-	-	44.700
		Restants d'exercices antérieurs			
12.590 (12.21)	04.10	Frais de location d'installations d'éducation physique par les établissements scolaires payés au secteur des administrations publiques	-	-	395.471
		Détail:			
		b) Communes 395.471			
		Total des dépenses de la section 10.4	1.187.391	1.285.080	2.281.277
		Section 10.5			
		Etablissements privés d'enseignement			
44.000 (44.00)	04.12	Participation de l'Etat aux frais d'associations privées pour la prise en charge des élèves en dehors de l'horaire normal et pour l'organisation d'un enseignement et de loisirs surveillés au profit des élèves de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire	400.596	410.512	532.97
44.001 (44.00)	04.50	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des établissements privés d'enseignement postprimaire (loi du 31 mai 1982). (Crédit non limitatif)	22.615.732	23.376.359	24.680,5
44.002 (44.00)	04.50	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'enseignement secondaire organisé par le "Verain fir Waldorfpädagogik, a.s.b.l."	52.553	60.486	101.(
		Total des dépenses de la section 10.5	23.068.881	23.847.357	25.315.

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 10.6			
		Cantines scolaires			
11.000 11.00)	04.10	Traitements des fonctionnaires	-	248	100
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 100			
11.010 11.00)	04.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	-	248	46.539
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 39.894			
		3) Charges sociales patronales 5.306			
		4) Allocations de repas 1.339			
		Total 46.539			
11.020 11.00)	04.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	-	248	100
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 100			
11.030 11.00)	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	1.483.778	1.518.720	1.615.982
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 1.382.099			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 44.674			
		3) Charges sociales patronales 189.209			
		Total 1.615.982			
11.040 11.00)	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	45.876	248	100
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 100			
11.100 11.40)	04.10	Indemnités d'habillement	5.810	5.949	-
11.130 11.12)	04.10	Indemnités pour services extraordinaires au profit des cantines scolaires	4.304	5.156	5.479
12.000 12.15)	04.10	Remplacement de personnel en congé de maladie: indemnités pour services de tiers	-	11.775	10.499
		Détail:			
		4) Prestations individuelles 10.499			
12.010 12.13)	04.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	-	-	2.175
12.020 12.14)	04.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	7.129	8.180	8.924

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		1) Assurances 2.727			
		2) Carburants et lubrifiants 3.718			
		3) Réparation et entretien 2.479			
		Total 8.924			
12.030 (12.16)	04.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	-	-	32.47
12.040 (12.12)	04.10	Frais de bureau	1.565	1.859	1.85
		Détail:			
		1) Articles et matériel de bureau 1.859			
12.050 (12.12)	04.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	3.015	3.223	3.72
		Détail:			
		2) Frais téléphoniques 3.059			
		4) Télex et télefax 661			
		Total 3.720			
12.120 (12.30)	04.10	Frais d'experts et d'études	-	37.184	-
12.190 (12.30)	04.10	Frais de perfectionnement du personnel	892	1.239	1.23
12.210 (12.30)	04.10	Exploitation des cantines scolaires sous régie directe: frais des repas et frais connexes. (Crédit non limitatif)	827.185	818.049	850.00
12.211 (12.30)	04.10	Exploitation des cantines scolaires: frais de fonctionnement des restaurants et cuisines sous régie privée. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	570.134	570.155	1.229.75
12.300 (12.30)	04.10	Remplacement de matériel dans l'intérêt des cantines scolaires	20.202	29.747	29.7
12.301 (12.30)	04.10	Dépenses de fonctionnement des cantines scolaires sous régie directe	32.698	34.705	42.1
12.302 (12.30)	04.10	Réparation et entretien des équipements spéciaux des cantines scolaires. (Crédit non limitatif)	29.729	23.550	24.7
12.304 (12.30)	04.10	Exploitation des restaurants scolaires sous régie privée: location de matériel de cuisine. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	6.640	-	-
		Restants d'exercices antérieurs			
12.802 (12.30)	04.10	Réparation et entretien des équipements spéciaux des cantines scolaires	-	10.659	-

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 10.6		3.038.957	3.081.142	3.905.629
		Section 10.7				
		Education différenciée				
11.000 11.00)	04.52	Traitements des fonctionnaires		14.022.692	14.149.663	14.811.707
		Détail:				
		A - Education différenciée				
		*1) Rémunérations de base	2.162.685			
		*2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	47.152			
		*3) Charges sociales patronales	87.572			
		*4) Allocations de repas	29.301			
		B - Centre de logopédie				
		*1) Rémunérations de base	3.274.811			
		*2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	62.544			
		*3) Charges sociales patronales	137.252			
		*4) Allocations de repas	45.290			
		C - Institut pour déficients visuels				
		*1) Rémunérations de base	410.677			
		*2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	10.612			
		*3) Charges sociales patronales	17.469			
		*4) Allocations de repas	6.222			
		D - Institut pour infirmes moteurs cérébraux				
		*1) Rémunérations de base	961.560			
		*2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	21.473			
		*3) Charges sociales patronales	40.069			
		*4) Allocations de repas	16.882			
		E - Service de guidance				
		*1) Rémunérations de base	1.254.633			
		*2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	11.613			
		*3) Charges sociales patronales	50.656			
		*4) Allocations de repas	15.097			
		F - Centre médico-pédagogique				
		*1) Rémunérations de base	39.919			
		*3) Charges sociales patronales	1.726			
		*4) Allocations de repas	892			
		G - Centre d'observation				
		*1) Rémunérations de base	175.919			
		*2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	4.354			
		*3) Charges sociales patronales	7.208			
		*4) Allocations de repas	2.677			

ticle ode con.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		H - Centre de propédeutique professionnelle à Warken				
		1) Rémunérations de base	273.552			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	15.968			
		3) Charges sociales patronales	12.464			
		4) Allocations de repas	5.330			
		I - Centre de propédeutique professionnelle à Clervaux				
		1) Rémunérations de base	145.085			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	9.585			
		3) Charges sociales patronales	6.657			
		4) Allocations de repas	2.577			
		J - Centre de propédeutique professionnelle à Walferdange				
		1) Rémunérations de base	219.892			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	6.407			
		3) Charges sociales patronales	9.736			
		4) Allocations de repas	3.570			
		K - Centre d'intégration scolaire				
		1) Rémunérations de base	115.503			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	4.354			
		3) Charges sociales patronales	5.156			
		4) Allocations de repas	1.785			
		L - Institut pour enfants autistiques et psychotiques				
		1) Rémunérations de base	325.909			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	7.308			
		3) Charges sociales patronales	14.341			
		4) Allocations de repas	6.222			
		M - Centres d'éducation différenciée régionaux				
		1) Rémunérations de base	4.352.069			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	110.798			
		3) Charges sociales patronales	189.012			
		4) Allocations de repas	72.062			
		Total	14.811.707			
11.010 (11.00)	04.52	Indemnités des employés occupés à titre permanent		1.815.820	1.649.657	2.074.9
		Détail:				
		A - Education différenciée				
		1) Rémunérations de base	88.323			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	1.376			
		3) Charges sociales patronales	11.913			
		4) Allocations de repas	2.231			
		B - Centre de logopédie				

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1) Rémunérations de base	202.974			
		3) Charges sociales patronales	8.734			
		4) Allocations de repas	3.570			
		C - Institut pour infirmes moteurs cérébraux				
		1) Rémunérations de base	649.892			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	14.992			
		3) Charges sociales patronales	87.871			
		4) Allocations de repas	11.998			
		D - Service de guidance				
		1) Rémunérations de base	27.980			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	1.376			
		3) Charges sociales patronales	3.904			
		4) Allocations de repas	892			
		E - Institut pour déficients visuels				
		1) Rémunérations de base	177.922			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	1.527			
		3) Charges sociales patronales	23.802			
		4) Allocations de repas	4.016			
		F - Centre médico-pédagogique				
		1) Rémunérations de base	374.012			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	12.914			
		3) Charges sociales patronales	51.056			
		4) Allocations de repas	7.561			
		G - Centre d'intégration scolaire				
		1) Rémunérations de base	37.367			
		3) Charges sociales patronales	4.955			
		4) Allocations de repas	892			
		H - Centres d'éducation différenciée régionaux				
		1) Rémunérations de base	226.625			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	550			
		3) Charges sociales patronales	30.158			
		4) Allocations de repas	3.569			
		Total	2.074.952			
11.020 11.00)	04.52	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		1.954.059	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.021 11.00)	06.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire dans le cadre de mesures d'intégration scolaire en faveur d'enfants à besoins éducatifs spéciaux		1.388.204	1.611.308	1.900.000
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.651.086			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	50			
		3) Charges sociales patronales	218.969			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		4) Allocations de repas	29.895			
		Total	1.900.000			
11.030 (11.00)	04.52	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		1.177.368	1.262.373	1.329.73
		Détail:				
		A - Education différenciée				
		1) Rémunérations de base	47.077			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	1.176			
		3) Charges sociales patronales	6.407			
		B - Centre de logopédie				
		1) Rémunérations de base	446.467			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	13.465			
		3) Charges sociales patronales	60.993			
		C - Institut pour déficients visuels				
		1) Rémunérations de base	44.099			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	1.251			
		3) Charges sociales patronales	6.031			
		D - Centre d'observation				
		1) Rémunérations de base	28.432			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	401			
		3) Charges sociales patronales	3.829			
		E - Service de guidance				
		1) Rémunérations de base	26.504			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	350			
		3) Charges sociales patronales	3.579			
		F - Centre d'intégration				
		1) Rémunérations de base	2.452			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	25			
		3) Charges sociales patronales	350			
		G - Centre propédeutique professionnelle à Clervaux				
		1) Rémunérations de base	11.913			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	176			
		3) Charges sociales patronales	1.602			
		H - Centre propédeutique professionnelle à Warken				
		1) Rémunérations de base	27.180			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	550			
		3) Charges sociales patronales	3.679			
		I - Centre médico-pédagogique				
		1) Rémunérations de base	159.977			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de				

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		rémunération	4.830			
		3) Charges sociales patronales	21.849			
		J - Centres d'éducation différenciée régionaux				
		1) Rémunérations de base	347.951			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	9.638			
		3) Charges sociales patronales	47.503			
		Total	1.329.736			
11.040 11.00)	04.52	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		80.127	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 11.40)	04.52	Indemnités d'habillement		12.356	12.395	12.395
		Détail:				
		1) Education différenciée	9.222			
		2) Centre de logopédie	3.173			
		Total	12.395			
11.130 11.12)	04.52	Indemnités pour services extraordinaires		57.595	64.452	67.442
		Détail:				
		1) Jetons de présence	19.986			
		2) Cours et examens	14.501			
		5) Services médico-psycho-pédagogiques spécialisés: prestations individuelles	22.206			
		9) Divers	10.749			
		Total	67.442			
11.150 11.12)	04.52	Indemnités pour leçons supplémentaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		190.152	200.794	217.962
		Détail:				
		2) Centre de logopédie	194.040			
		3) Centre Ediff Luxembourg	9.149			
		4) Centre Ediff Walferdange	14.773			
		Total	217.962			
12.000 12.15)	04.52	Indemnités pour services de tiers		9.214	8.676	8.745
		Détail:				
		1) Jetons de présence	6.495			
		2) Cours et examens	2.178			
		9) Divers	72			
		Total	8.745			
12.010 12.13)	04.52	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		3.683	6.197	8.987
12.012 12.13)	04.52	Frais de route et de séjour à l'étranger		19.248	21.319	21.319

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.080 (12.11)	04.52	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)	286.242	594.944	594.945
		Détail:			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes 594.945			
12.090 (12.21)	04.52	Centres régionaux et services d'éducation différenciée: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	174.589	174.666	174.666
		Détail:			
		1) Loyers 174.666			
12.100 (12.11)	04.52	Centres régionaux et services d'éducation différenciée: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	392.414	399.208	529.466
		Détail:			
		1) Loyers 522.450			
		2) Charges locatives accessoires 7.016			
		Total 529.466			
12.120 (12.30)	04.52	Réforme du système de l'intégration scolaire: fais d'experts	34.903	34.903	77.046
12.160 (12.30)	04.52	Acquisition et entretien de matériel médical et pharmaceutique	1.423	1.487	1.488
12.250 (12.00)	04.52	Centre de logopédie: frais d'exploitation courants	66.169	210.214	215.470
		Détail:			
		1200 Indemnités pour services de tiers			
		4) Prestations individuelles 2.588			
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement 14.107			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs			
		1) Assurances 539			
		2) Carburants et lubrifiants 1.259			
		3) Réparation et entretien 2.023			
		1203 Fourniture de vêtements de travail et de protection 225			
		1204 Frais de bureau			
		1) Articles et matériel de bureau 1.640			
		2) Location et entretien des machines à photocopier 2.606			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau 68			
		4) Consommables bureautiques 1.798			
		5) Frais d'impression et de reliure 1.124			
		6) Documentation et bibliothèque 1.686			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		9) Divers	15.725			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	4.268			
		2) Frais téléphoniques	7.638			
		5) Radiophonie	180			
		9) Divers	517			
		1206 Location et entretien des installations de télécommunications	225			
		1207 Location et entretien des équipements informatiques	225			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	2.023			
		4) Réparations et entretien	3.820			
		9) Divers	1.348			
		1215 Prestations médicales et paramédicales	427			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur .	3.370			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	1.124			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	2.246			
		1221 Dépenses d'alimentation	134.783			
		1232 Activités de loisir				
		3) Manifestations scolaires	697			
		5) Voyages et séjours à la campagne	562			
		9) Divers	697			
		1234 Ateliers	225			
		1236 Frais de transport pendant les heures de classes	135			
		1237 Activités périscolaires	899			
		1238 Batterie de cuisine	2.246			
		1239 Lingerie	2.022			
		1240 Habillement des enfants nécessiteux	405			
		Total	215.470			
12.251 12.00)	04.52	Centre de logopédie: frais d'exploitation courants de l'internat		130.499	-	-
12.252 12.00)	04.52	Institut pour déficients visuels: frais d'exploitation courants		33.972	34.085	39.043

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1200 Indemnités pour services de tiers				
		4) Services médico-psycho-pédagogiques spécialisés: prestations individuelles	462			
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement	1.156			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	2.003			
		2) Carburants et lubrifiants	1.387			
		3) Réparation et entretien	1.541			
		1203 Fourniture de vêtements de travail et de protection	124			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	771			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	616			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	385			
		4) Consommables bureautiques	925			
		6) Documentation et bibliothèque	308			
		7) Fournitures de classes	308			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		2) Frais téléphoniques	1.541			
		1207 Location et entretien des équipements informatiques				
		3) Réparations et pièces de rechange	2.311			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	771			
		4) Réparations et entretien	863			
		4) Expositions	925			
		1216 Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceutique et de laboratoire	1.387			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	231			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	2.311			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	15.405			
		1221 Dépenses d'alimentation	539			
		1232 Activités de loisir				
		2) Activités d'animation	154			
		3) Manifestations scolaires	154			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		5) Voyages et séjours à la campagne	616			
		1234 Ateliers	1.849			
		Total	39.043			
12.253 12.00)	04.52	Institut pour infirmes moteurs cérébraux: frais d'exploitation courants		94.499	148.339	152.048
		Détail:				
		1200 Indemnités pour services de tiers				
		4) Prestations individuelles	26.191			
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement	3.405			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	1.043			
		2) Carburants et lubrifiants	1.182			
		3) Réparation et entretien	3.822			
		9) Divers	232			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	1.158			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.506			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	463			
		4) Consommables bureautiques	139			
		5) Frais d'impression et de reliure	463			
		6) Documentation et bibliothèque	1.390			
		7) Fournitures de classes	4.887			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	787			
		2) Frais téléphoniques	7.411			
		4) Télex et téléfax	446			
		9) Divers	718			
		1206 Location et entretien des installations de télécommunications	278			
		1207 Location et entretien des équipements informatiques				
		9) Divers	695			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	4.632			
		4) Réparations et entretien	1.506			
		9) Divers	1.274			
		1214 Frais de publicité, de sensibilisation et d'information				
		1) Brochures et dépliants	2.316			
		1216 Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceutique et de laboratoire	2.200			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur .	510			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	1.158			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	6.485			
		1221 Dépenses d'alimentation	65.118			
		1232 Activités de loisir				
		2) Activités d'animation	463			
		3) Manifestations scolaires	93			
		4) Culte	70			
		5) Voyages et séjours à la campagne	1.969			
		9) Divers	163			
		1234 Ateliers	2.316			
		1237 Activités périscolaires	278			
		1238 Batterie de cuisine	695			
		1239 Lingerie	4.238			
		1240 Habillement des enfants nécessiteux	348			
		Total	152.048			
12.254 (12.00)	04.52	Service de guidance de l'enfance: frais d'exploitation courants		25.067	41.745	42.789
		Détail:				
		1200 Indemnités pour services de tiers				
		2) Cours et examens	8.765			
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement	8.314			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	557			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	566			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	164			
		4) Consommables bureautiques	230			
		5) Frais d'impression et de reliure	271			
		6) Documentation et bibliothèque	1.262			
		7) Fournitures de classes	254			
		9) Divers	385			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		2) Frais téléphoniques	2.418			
		4) Télex et téléfax	443			
		9) Divers	285			
		1206 Location et entretien des installations de				

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		télécommunications				
		3) Réparations et pièces de rechange	82			
		9) Divers	82			
		1207 Location et entretien des équipements informatiques				
		3) Réparations et pièces de rechange	82			
		9) Divers	82			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	172			
		4) Réparations et entretien	139			
		9) Divers	164			
		1214 Frais de publicité, de sensibilisation et d'information				
		1) Brochures et dépliants	8.191			
		4) Expositions	164			
		1216 Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceutique et de laboratoire	66			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur .	262			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	1.802			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	5.587			
		1221 Dépenses d'alimentation	115			
		1238 Batterie de cuisine	164			
		1239 Lingerie	82			
		1241 Divers	1.639			
		Total	42.789			
12.255 '12.00)	04.52	Centre d'observation: frais d'exploitation courants		17.140	16.683	17.100
		Détail:				
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement	308			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	308			
		2) Carburants et lubrifiants	515			
		3) Réparation et entretien	412			
		4) Consommables bureautiques	62			
		6) Documentation et bibliothèque	144			
		7) Fournitures de classes	412			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Frais téléphoniques	309			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	721			
		1214 Frais de publicité, de sensibilisation et d'information				
		1) Brochures et dépliants	515			
		1216 Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceutique et de laboratoire	103			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	824			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	309			
		1221 Dépenses d'alimentation	7.820			
		1232 Activités de loisir				
		5) Voyages et séjours à la campagne	1.029			
		1234 Ateliers	824			
		1236 Frais de transport pendant les heures de classes				
		Surveillance transport scolaire	1.867			
		1240 Habillement des enfants nécessiteux	206			
		1241 Divers	412			
		Total	17.100			
12.256 (12.00)	04.52	Centre de propédeutique professionnelle à Warken: frais d'exploitation courants		65.737	85.027	87.153
		Détail:				
		1200 Indemnités pour services de tiers				
		4) Prestations individuelles	21.270			
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement	426			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	958			
		2) Carburants et lubrifiants	1.021			
		3) Réparation et entretien	638			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	638			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.277			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	106			
		5) Frais d'impression et de reliure	106			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		6) Documentation et bibliothèque	426			
		7) Fournitures de classes	638			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	681			
		2) Frais téléphoniques	3.446			
		1206 Location et entretien des installations de télécommunications				
		3) Réparations et pièces de rechange	299			
		1207 Location et entretien des équipements informatiques				
		3) Réparations et pièces de rechange	766			
		9) Divers	192			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	1.298			
		4) Réparations et entretien	894			
		9) Divers	1.000			
		1215 Prestations médicales et paramédicales	319			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	1.702			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	299			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	319			
		1221 Dépenses d'alimentation	29.777			
		1232 Activités de loisir				
		5) Voyages et séjours à la campagne	873			
		9) Divers	299			
		1234 Ateliers	16.271			
		1238 Batterie de cuisine	256			
		1241 Divers	958			
		Total	87.153			
12.257 (12.00)	04.52	Centre de propédeutique professionnelle à Walferdange: frais d'exploitation courants		27.339	27.392	28.077
		Détail:				
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement	122			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	974			
		2) Carburants et lubrifiants	1.169			
		3) Réparation et entretien	731			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1204 Frais de bureau				
		2) Location et entretien des machines à photocopier	536			
		4) Consommables bureautiques	439			
		9) Divers	293			
		1216 Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceutique et de laboratoire	122			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	1.705			
		1221 Dépenses d'alimentation	12.977			
		1234 Ateliers				
		1) Matériel consommable	8.279			
		1238 Batterie de cuisine	730			
		Total	28.077			
12.258 (12.00)	04.52	Centre de propédeutique professionnelle à Clervaux: frais d'exploitation courants		38.440	38.151	39.105
		Détail:				
		1200 Indemnités pour services de tiers				
		9) Divers	292			
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement	389			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	973			
		2) Carburants et lubrifiants	292			
		3) Réparation et entretien	1.070			
		1203 Fourniture de vêtements de travail et de protection	234			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	584			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	389			
		4) Consommables bureautiques	292			
		6) Documentation et bibliothèque	292			
		9) Divers	195			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	486			
		2) Frais téléphoniques	778			
		4) Télex et téléfax	292			
		1207 Location et entretien des équipements informatiques				
		2) Contrats d'entretien	195			
		3) Réparations et pièces de rechange	584			
		9) Divers	194			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	778			
		4) Réparations et entretien	194			
		5) Assurances	194			
		9) Divers	194			
		1214 Frais de publicité, de sensibilisation et d'information				
		1) Brochures et dépliants	389			
		1216 Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceutique et de laboratoire	292			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	389			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	389			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	389			
		1221 Dépenses d'alimentation	13.351			
		1232 Activités de loisir				
		5) Voyages et séjours à la campagne	1.167			
		1234 Ateliers	13.264			
		1240 Habillement des enfants nécessiteux	195			
		1241 Divers	389			
		Total	39.105			
12.259 ('12.00)	04.52	Centre médico-pédagogique à Mondorf: frais d'exploitation courants		1.855	9.916	9.918
		Détail:				
		1200 Indemnités pour services de tiers				
		4) Prestations individuelles	4.834			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	100			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	248			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		2) Frais téléphoniques	422			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	1.686			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	719			
		4) Réparations et entretien	248			
		1221 Dépenses d'alimentation	471			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1232 Activités de loisir				
		2) Activités d'animation	1.190			
		Total	9.918			
12.261 (12.00)	04.52	Centre d'intégration scolaire: frais d'exploitation courants		14.609	15.741	16.135
		Détail:				
		1200 Indemnités pour services de tiers				
		3) Indemnités de remplacement	340			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	1.021			
		2) Carburants et lubrifiants	567			
		3) Réparation et entretien	567			
		9) Divers	227			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	46			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	113			
		4) Consommables bureautiques	182			
		7) Fournitures de classes	114			
		9) Divers	23			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	113			
		2) Frais téléphoniques	340			
		9) Divers	227			
		1207 Location et entretien des équipements informatiques				
		3) Réparations et pièces de rechange	182			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	340			
		4) Réparations et entretien	794			
		5) Assurances	454			
		1216 Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceutique et de laboratoire	92			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	227			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	409			
		1221 Dépenses d'alimentation	6.578			
		1232 Activités de loisir				
		2) Activités d'animation	454			
		3) Manifestations scolaires	114			
		5) Voyages et séjours à la campagne	1.135			
		1234 Ateliers	681			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1238 Batterie de cuisine 681			
		1241 Divers 114			
		Total 16.135			
12.262 (12.00)	04.52	Centre régional de Clervaux: frais d'exploitation courants	19.626	19.831	20.327
		Détail:			
		1200 Indemnités pour services de tiers			
		3) Indemnités de remplacement 4.461			
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement 304			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs			
		1) Assurances 493			
		2) Carburants et lubrifiants 107			
		3) Réparation et entretien 228			
		9) Divers 152			
		1204 Frais de bureau			
		1) Articles et matériel de bureau 455			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau 379			
		4) Consommables bureautiques 304			
		6) Documentation et bibliothèque 304			
		7) Fournitures de classes 3.186			
		9) Divers 304			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications			
		1) Frais postaux 152			
		2) Frais téléphoniques 152			
		4) Télex et téléfax 61			
		1207 Location et entretien des équipements informatiques			
		3) Réparations et pièces de rechange 228			
		9) Divers 151			
		1208 Bâtiments : exploitation et entretien			
		1) Nettoyage 304			
		1215 Prestations médicales et paramédicales 304			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur . 379			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique 379			
		1221 Dépenses d'alimentation 6.250			
		1232 Activités de loisir			
		5) Voyages et séjours à la campagne 1.063			
		1240 Habillement des enfants nécessiteux 76			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1241 Divers	151			
		Total	20.327			
12.263 (12.00)	04.52	Centre régional de Differdange: frais d'exploitation courants		10.145	10.957	11.084
		Détail:				
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement	497			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	744			
		1204 Frais de bureau				
		2) Location et entretien des machines à photocopier	744			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications ..	496			
		1207 Location et entretien des équipements informatiques	496			
		1216 Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceutique et de laboratoire	25			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur .	149			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	1.240			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	124			
		1221 Dépenses d'alimentation	6.197			
		1232 Activités de loisir				
		3) Manifestations scolaires	124			
		1234 Ateliers	248			
		Total	11.084			
12.264 (12.00)	04.52	Centre régional d'Echternach: frais d'exploitation courants		19.369	18.592	23.500
		Détail:				
		1200 Indemnités pour services de tiers				
		3) Indemnités de remplacement	490			
		4) Prestations individuelles	210			
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement	679			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1) Assurances	641			
		2) Carburants et lubrifiants	389			
		3) Réparation et entretien	912			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	194			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	291			
		4) Consommables bureautiques	97			
		6) Documentation et bibliothèque	582			
		7) Fournitures de classes	970			
		2) Frais téléphoniques	776			
		4) Télex et téléfax	194			
		1207 Location et entretien des équipements informatiques				
		3) Réparations et pièces de rechange	485			
		9) Divers	97			
		1208 Bâtiments : exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	776			
		4) Réparations et entretien	389			
		5) Assurances	776			
		1216 Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceutique et de laboratoire	97			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	97			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	1.940			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	97			
		1221 Dépenses d'alimentation	7.760			
		1232 Activités de loisir				
		2) Activités d'animation	194			
		3) Manifestations scolaires	291			
		5) Voyages et séjours à la campagne	679			
		1234 Ateliers	194			
		1235 Location d'installations sportives	873			
		1238 Batterie de cuisine	970			
		1239 Lingerie	582			
		1240 Habillement des enfants nécessiteux	389			
		1241 Divers	389			
		Total	23.500			
12.265 ('12.00)	04.52	Centre régional d'Esch-sur-Alzette: frais d'exploitation courants		48.462	51.785	52.430

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement	1.735			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	3.594			
		1204 Frais de bureau	3.718			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications ..	3.099			
		1207 Location et entretien des équipements informatiques	1.859			
		1208 Bâtiments : exploitation et entretien	3.223			
		1216 Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceutique et de laboratoire	496			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur .	496			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	2.479			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	496			
		1221 Dépenses d'alimentation	24.789			
		1232 Activités de loisir				
		3) Manifestations scolaires	248			
		1234 Ateliers				
		1) Cuisine et travaux ménagers	5.702			
		1241 Divers	496			
		Total	52.430			
12.266 (12.00)	04.52	Centre régional d'Ettelbruck: frais d'exploitation courants		31.017	31.482	32.270
		Détail:				
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement	913			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	274			
		2) Carburants et lubrifiants	110			
		3) Réparation et entretien	182			
		1203 Fourniture de vêtements de travail et de protection	74			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	365			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Location et entretien des machines à photocopier	548			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	110			
		6) Documentation et bibliothèque	347			
		7) Fournitures de classes	8.833			
		1206 Location et entretien des installations de télécommunications				
		2) Contrats d'entretien	219			
		1207 Location et entretien des équipements informatiques				
		3) Réparations et pièces de rechange	1.460			
		9) Divers	182			
		1208 Bâtiments : exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	913			
		4) Réparations et entretien	913			
		9) Divers	182			
		1215 Prestations médicales et paramédicales	274			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	913			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	329			
		1221 Dépenses d'alimentation	9.124			
		1232 Activités de loisir				
		2) Activités d'animation	182			
		5) Voyages et séjours à la campagne	913			
		9) Divers-équestre thérapeutique	2.628			
		1234 Ateliers	1.734			
		1241 Divers	548			
		Total	32.270			
12.267 (12.00)	04.52	Centre régional de Luxembourg: frais d'exploitation courants		87.942	87.878	89.242
		Détail:				
		4) Services médico-psycho-pédagogiques spécialisés: prestations individuelles	13.832			
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement	50			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	1.909			
		2) Carburants et lubrifiants	248			
		3) Réparation et entretien	744			
		9) Divers	223			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	1.909			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	273			
		6) Documentation et bibliothèque	793			
		7) Fournitures de classes	1.239			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		2) Frais téléphoniques	1.859			
		1206 Location et entretien des installations de télécommunications				
		3) Réparations et pièces de rechange	149			
		1207 Location et entretien des équipements informatiques				
		3) Réparations et pièces de rechange	1.487			
		1208 Bâtiments : exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	28.966			
		4) Réparations et entretien	2.021			
		1214 Frais de publicité, de sensibilisation et d'information				
		1) Brochures et dépliants	744			
		1215 Prestations médicales et paramédicales	124			
		1216 Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceutique et de laboratoire	496			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	198			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	3.718			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	2.231			
		1221 Dépenses d'alimentation	13.014			
		1232 Activités de loisir				
		3) Manifestations scolaires	744			
		5) Voyages et séjours à la campagne	1.611			
		9) Divers	372			
		1234 Ateliers	1.859			
		1235 Location d'installations sportives	248			
		1236 Frais de transport pendant les heures de classes	5.454			
		1241 Divers	2.727			
		Total	89.242			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.268 (12.00)	04.52	Centre régional de Redange: frais d'exploitation courants		13.929	14.006	14.357
		Détail:				
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement	75			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	509			
		2) Carburants et lubrifiants	65			
		3) Réparation et entretien	212			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	141			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	255			
		6) Documentation et bibliothèque	28			
		9) Divers	748			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	113			
		2) Frais téléphoniques	141			
		4) Télex et téléfax	128			
		1208 Bâtiments : exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	6.302			
		4) Réparations et entretien	452			
		1216 Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceutique et de laboratoire	57			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	452			
		1221 Dépenses d'alimentation	3.943			
		1232 Activités de loisir				
		2) Activités d'animation	57			
		5) Voyages et séjours à la campagne	255			
		1234 Ateliers	424			
		Total	14.357			
12.269 (12.00)	04.52	Centre régional de Roeser: frais d'exploitation courants		23.434	22.930	23.504
		Détail:				
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement	970			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	1.371			
		2) Carburants et lubrifiants	244			
		3) Réparation et entretien	392			
		1204 Frais de bureau				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1) Articles et matériel de bureau	852			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.214			
		6) Documentation et bibliothèque	725			
		7) Fournitures de classes	3.281			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	176			
		2) Frais téléphoniques	627			
		1208 Bâtiments : exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	735			
		5) Assurances	490			
		1216 Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceutique et de laboratoire	147			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	122			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	607			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	122			
		1221 Dépenses d'alimentation	7.081			
		1232 Activités de loisir				
		3) Manifestations scolaires	490			
		5) Voyages et séjours à la campagne	1.959			
		1234 Ateliers	343			
		1235 Location d'installations sportives	1.312			
		1241 Divers	244			
		Total	23.504			
12.270 (12.00)	04.52	Centre régional de Rumelange: frais d'exploitation courants		13.981	13.510	14.924
		Détail:				
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement	249			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	954			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	1.908			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1) Frais postaux	477			
		1208 Bâtiments : exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	573			
		1216 Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceutique et de laboratoire	95			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur ..	286			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	954			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	172			
		1221 Dépenses d'alimentation	6.966			
		1232 Activités de loisir				
		2) Activités d'animation	1.527			
		1234 Ateliers	763			
		Total	14.924			
12.271 (12.00)	04.52	Centre régional de Walferdange: frais d'exploitation courants		31.581	31.608	32.397
		Détail:				
		1200 Indemnités pour services de tiers				
		2) Cours et examens	1.277			
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement	118			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	1.419			
		2) Carburants et lubrifiants	591			
		3) Réparation et entretien	828			
		1204 Frais de bureau				
		2) Location et entretien des machines à photocopier	497			
		4) Consommables bureautiques	710			
		6) Documentation et bibliothèque	237			
		9) Divers	6.054			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		4) Télex et téléfax	592			
		1214 Frais de publicité, de sensibilisation et d'information				
		1) Brochures et dépliants	710			
		1216 Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceutique et de laboratoire	166			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur .	946			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	710			
		1221 Dépenses d'alimentation	15.889			
		1232 Activités de loisir				
		5) Voyages et séjours à la campagne	1.653			
		Total	32.397			
12.272 (12.00)	04.52	Institut pour enfants autistiques et psychotiques: frais d'exploitation courants		68.093	71.294	71.500
		Détail:				
		1200 Indemnités pour services de tiers				
		3) Indemnités de remplacement	750			
		4) Services médico-psycho-pédagogiques spécialisés: prestations individuelles	125			
		9) Divers	125			
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement	750			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	2.150			
		2) Carburants et lubrifiants	2.150			
		3) Réparation et entretien	1.700			
		9) Divers	500			
		1203 Fourniture de vêtements de travail et de protection	400			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	420			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	420			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	100			
		4) Consommables bureautiques	650			
		5) Frais d'impression et de reliure	850			
		6) Documentation et bibliothèque	2.100			
		7) Fournitures de classes	230			
		9) Divers	230			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	900			
		2) Frais téléphoniques	500			
		4) Télex et téléfax	450			
		9) Divers	250			
		1206 Location et entretien des installations de télécommunications				
		3) Réparations et pièces de rechange	250			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1207 Location et entretien des équipements informatiques				
		3) Réparations et pièces de rechange	500			
		1208 Bâtiments : exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	800			
		4) Réparations et entretien	1.000			
		5) Assurances	500			
		9) Divers	300			
		1214 Frais de publicité, de sensibilisation et d'information				
		1) Brochures et dépliants	1.000			
		2) Campagnes publicitaires	250			
		9) Divers	250			
		1215 Prestations médicales et paramédicales	250			
		1216 Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceutique et de laboratoire	250			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur .	350			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	5.000			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	3.000			
		1221 Dépenses d'alimentation	33.500			
		1232 Activités de loisir				
		2) Activités d'animation	500			
		3) Manifestations scolaires	200			
		5) Voyages et séjours à la campagne	3.800			
		9) Divers	200			
		1234 Ateliers	2.200			
		1236 Frais de transport pendant les heures de classes	150			
		1238 Batterie de cuisine	650			
		1239 Lingerie	200			
		1240 Habillement des enfants nécessiteux	150			
		1241 Divers	500			
		Total	71.500			
12.280 (12.00)	04.52	Direction de l'Education différenciée: dépenses de fonctionnement courant		21.381	22.310	22.310
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1) Articles et matériel de bureau	2.107			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.066			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	1.264			
		4) Consommables bureautiques	1.140			
		5) Frais d'impression et de reliure	744			
		6) Documentation et bibliothèque	8.057			
		9) Divers	1.487			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	1.587			
		2) Frais téléphoniques	1.289			
		4) Télex et téléfax	421			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	1.041			
		5) Assurances	744			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	322			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	1.041			
		Total	22.310			
12.281 (12.00)	04.52	Service rééducatif ambulatoire: dépenses de fonctionnement		50.564	49.579	50.819
		Détail:				
		1201 Frais de route et de séjour, frais de déménagement	28.499			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	212			
		2) Carburants et lubrifiants	339			
		3) Réparation et entretien	254			
		9) Divers	42			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	424			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.322			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	85			
		4) Consommables bureautiques	220			
		5) Frais d'impression et de reliure	42			
		6) Documentation et bibliothèque	1.016			
		7) Fournitures de classes	254			
		9) Divers	26			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	508			
		2) Frais téléphoniques	1.016			
		4) Télex et téléfax	297			
		9) Divers	42			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1206 Location et entretien des installations de télécommunications				
		3) Réparations et pièces de rechange	127			
		9) Divers	42			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	297			
		4) Réparations et entretien	169			
		9) Divers	42			
		1212 Frais d'experts et d'études	1.694			
		1214 Frais de publicité, de sensibilisation et d'information				
		1) Brochures et dépliants	847			
		2) Campagnes publicitaires	1.059			
		4) Expositions	424			
		9) Divers	42			
		1216 Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceutique et de laboratoire	85			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	169			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	6.776			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	3.388			
		1232 Activités de loisir				
		2) Activités d'animation	635			
		1240 Habillement des enfants nécessiteux	254			
		1241 Divers	171			
		Total	50.819			
32.010 (32.00)	04.52	Prise en charge des frais de transport et de surveillance d'enfants à besoins éducatifs spéciaux fréquentant des instituts à l'étranger		4.958	4.884	40.087
33.000 (33.00)	04.52	Participation de l'Etat aux frais de personnel suppléant engagé dans les instituts gérés par des associations privées. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)		1.239	1.239	1.240
33.010 (33.00)	06.34	Subsides aux associations s'occupant d'enfants inadaptés et handicapés		1.487	1.487	1.487
34.010 (34.30)	06.34	Contribution à des parents ayant à charge des enfants inadaptés et à des personnes assurant un transport non rémunéré d'enfants inadaptés		39.406	43.381	5.444

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		1) Education différenciée 4.204			
		2) Centre de logopédie 1.240			
		Total 5.444			
34.011 (34.30)	06.34	Contribution au placement d'enfants à des instituts étrangers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	1.746.302	1.398.640	1.115.521
35.010 (35.20)	04.52	Contribution à l'Agence Européenne pour le Développement de l'Education spécialisée	5.369	12.890	13.064
43.001 (43.22)	04.52	Services de guidance régionaux de l'enfance et commissions médico-psycho-pédagogiques communales: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	382.995	390.432	409.954
43.002 (43.22)	04.52	Centre d'observation dans la région de Pétange: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	93.034	94.323	102.522
		Détail:			
		1) Frais de personnel 94.620			
		2) Autres frais 7.902			
		Total 102.522			
43.005 (43.22)	04.52	Remboursement à la commune de Redange/Attert du salaire de l'instructeur de natation détaché au Centre d'éducation différenciée de Warken	-	-	58.975
43.007 (43.22)	04.52	Participation aux frais de fonctionnement de la classe logopédique au centre scolaire "Parc Hosingen" gérée par la commune de Hosingen	-	-	23.972
44.003 (44.00)	04.52	Subsides à des instituts ou associations dispensant ou promouvant l'éducation aux handicapés	19.831	19.831	19.831
44.004 (44.00)	04.52	Subside à la société "thérapie équestre" pour séances d'hippothérapie dans l'intérêt de l'éducation différenciée	25.409	25.409	25.410
44.005 (44.00)	04.52	Participation aux frais de fonctionnement du centre de projets "Gruberbierg" géré par l'association pour la promotion de projets créatifs intégrés	48.042	48.711	52.533
		Détail:			
		1) Frais de personnel 49.148			
		2) Autres frais 3.385			
		Total 52.533			
44.006 (44.00)	04.52	Groupe d'étude et d'aide au développement de l'enfant: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	263.511	266.758	306.453
		Détail:			
		1) Frais de personnel 301.905			
		2) Autres frais 4.548			
		Total 306.453			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
44.007 44.00)	04.52	Projet "Liewenshaff" initié par l'a.s.b.l. "Paerdsatelier" à Heiderscheid: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement		223.823	244.795	274.481
		Détail:				
		1) Frais de personnel	249.073			
		2) Autres frais	25.408			
		Total	274.481			
44.008 44.00)	04.52	"Letzebuurger Aktiounskrees Psychomotorik" a.s.b.l.: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement		62.940	63.684	132.509
		Détail:				
		1) Frais de personnel	127.325			
		2) Autres frais	5.184			
		Total	132.509			
44.009 44.00)	04.52	"Schrëtt fir Schrëtt" a.s.b.l.: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement		30.987	31.284	32.359
		Détail:				
		1) Frais de personnel	24.426			
		2) Autres frais	7.933			
		Total	32.359			
		Restants d'exercices antérieurs				
11.600 (11.40)	04.52	Indemnités d'habillement		-	2.454	496
12.753 (12.00)	04.52	Institut pour infirmes moteurs cérébraux: frais d'exploitation courants		-	69.162	-
43.500 (43.22)	04.52	Commune de Betzdorf: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement et de personnel de l'institut St Joseph		-	-	78.137
43.503 (43.22)	04.52	Remboursement à la commune de Luxembourg du salaire du concierge du centre d'éducation différenciée de Luxembourg		-	-	7.561
43.506 (43.22)	13.90	Participation aux frais de fonctionnement de la classe logopédique au centre scolaire "Parc Hosingen" gérée par la commune de Hosingen		-	-	30.619
43.507 (43.22)	04.52	Remboursement à la commune de Redange/Attert du salaire de l'instructeur de natation détaché au Centre d'éducation différenciée de Warken		-	-	21.387
		Total des dépenses de la section 10.7		25.524.272	23.984.957	25.690.600

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 10.8				
		Service de la formation des adultes				
11.000 (11.00)	04.30	Traitements des fonctionnaires		1.482.899	1.440.931	1.522.33
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.434.278			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	10.612			
		3) Charges sociales patronales	56.337			
		4) Allocations de repas	21.104			
		Total	1.522.331			
11.010 (11.00)	04.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent		110.038	979.427	1.586.56
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.385.887			
		3) Charges sociales patronales	183.791			
		4) Allocations de repas	16.882			
		Total	1.586.560			
11.020 (11.00)	04.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		1.467.944	116.758	127.32
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	111.223			
		3) Charges sociales patronales	14.767			
		4) Allocation de repas	1.339			
		Total	127.329			
11.030 (11.00)	04.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		98.385	100.025	194.63
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	165.807			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	6.031			
		3) Charges sociales patronales	22.800			
		Total	194.638			
11.040 (11.00)	04.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		4.579	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	04.53	Indemnités d'habillement		421	421	93
11.130 (11.12)	04.33	Etudes secondaires dirigées du soir: indemnités des professeurs chargés de cours et autres indemnités. (Crédit non limitatif)		33.785	42.117	43.52
		Détail:				
		2) Cours et examens	43.528			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.131 11.12)	04.34	Etudes secondaires techniques dirigées du soir: indemnités des professeurs chargés de cours et autres indemnités. (Crédit non limitatif)	201.877	223.104	214.768
		Détail:			
		2) Cours et examens 214.768			
11.132 11.12)	04.53	Cours du soir spéciaux, y compris cours de langues et de perfectionnement organisés en faveur des travailleurs étrangers: indemnités des professeurs chargés de cours et autres indemnités. (Crédit non limitatif)	252.483	81.656	84.370
		Détail:			
		2) Cours et examens 84.370			
11.133 11.12)	04.53	Indemnités de surveillance pour l'organisation de cours spéciaux et d'autres manifestations	38.420	42.142	53.713
		Détail:			
		5) Prestations individuelles 53.713			
11.134 11.12)	04.53	Cours du soir de luxembourgeois organisés dans le cadre de la coopération transfrontalière de l'accord de Karlsruhe: indemnités pour services extraordinaires	9.158	26.029	28.128
		Détail:			
		2) Cours et examens 28.128			
11.135 11.12)	04.53	Mesures pour le développement et la mise en oeuvre de la didactique de l'enseignement de la langue luxembourgeoise: indemnités des professeurs et chargés de cours	-	15.444	16.025
		Détail:			
		2) Cours et examens 2.240			
		5) Prestations individuelles 13.785			
		Total 16.025			
12.000 12.15)	04.53	Cours du soir spéciaux, y compris cours de langues et de perfectionnement organisés en faveur des travailleurs étrangers: indemnités pour services de tiers	505.760	217.056	224.330
		Détail:			
		2) Cours et examens 224.330			
12.001 12.15)	04.53	Cours du soir de luxembourgeois organisés dans le cadre de la coopération transfrontalière de l'accord de Karlsruhe: indemnités pour services de tiers	20.943	26.029	28.128
		Détail:			
		2) Cours et examens 28.128			
12.002 12.15)	04.53	Mesures pour le développement et la mise en oeuvre de la didactique de l'enseignement de la langue luxembourgeoise: indemnités pour services de tiers	-	8.032	15.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		4) Prestations individuelles	15.000			
12.010 (12.13)	04.53	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		1.424	1.983	2.87
12.080 (12.11)	04.53	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		25.230	69.410	76.35
		Détail:				
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	46.493			
		3) Chauffage	29.858			
		Total	76.351			
12.140 (12.16)	04.53	Production et diffusion de documents télévisés concernant l'apprentissage du luxembourgeois		-	210.709	233.61
12.250 (12.00)	04.53	Centre de langues Luxembourg: frais d'exploitation courants		42.300	49.802	54.51
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	3.173			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	2.479			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	1.041			
		4) Consommables bureautiques	1.859			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.116			
		6) Documentation et bibliothèque	9.917			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	5.206			
		2) Frais téléphoniques	6.693			
		1206 Location et entretien des installations de télécommunications				
		3) Réparations et pièces de rechange	620			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	7.065			
		4) Réparations et entretien	1.587			
		9) Divers	248			
		1214 Frais de publicité, de sensibilisation et d'information				
		1) Brochures et dépliants	1.859			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur .	694			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	4.561			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de parti-				

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		cipation	1.239			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		1) Langues et littératures	1.587			
		4) Service de psychologie et d'orientation	2.479			
		1232 Activités de loisir				
		2) Activités d'animation	421			
		3) Manifestations scolaires	421			
		9) Divers	248			
		Total	54.513			
12.300 12.30)	04.53	Dépenses de fonctionnement des cours du soir: frais dans l'intérêt des divers cours et ateliers; entretien; matériel de nettoyage, réparations courantes et dépenses diverses		33.027	33.466	32.000
33.000 33.00)	04.53	Subventions dans l'intérêt du fonctionnement des cours du soir spéciaux, agréés par le Ministère de l'Education nationale, de la formation professionnelle et des sports: conventions avec les associations organisatrices		-	145.861	152.425
43.000 43.22)	04.53	Subventions dans l'intérêt du fonctionnement des cours du soir spéciaux, agréés par le Ministère de l'Education nationale, de la formation professionnelle et des sports: conventions avec les communes organisatrices ...		-	62.519	65.332
		Total des dépenses de la section 10.8		4.328.673	3.893.169	4.756.990
		Section 10.9				
		Inspectorat				
11.000 11.00)	04.20	Traitements des fonctionnaires		2.595.715	1.688.229	1.696.007
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.605.270			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	14.090			
		3) Charges sociales patronales	59.766			
		4) Allocations de repas	16.881			
		Total	1.696.007			
11.010 11.00)	04.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent		18.592	18.865	19.516
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	16.818			
		3) Charges sociales patronales	2.252			
		4) Allocations de repas	446			
		Total	19.516			
11.130 11.12)	04.20	Indemnités pour services extraordinaires		32.045	20.302	16.262

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		2) Cours et examens	16.262			
11.131 (11.12)	04.20	Frais de stage aux écoles du pays: indemnités des patrons de stage. (Crédit non limitatif)		37.164	37.184	47.99
12.010 (12.13)	04.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		26.101	29.251	42.31
12.040 (12.12)	04.20	Sommes fixes pour frais de bureau allouées aux inspecteurs de l'enseignement primaire		16.857	16.857	16.85
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	16.857			
12.041 (12.12)	04.20	Frais de bureau		7.080	7.313	7.43
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	3.454			
		6) Documentation et bibliothèque	3.983			
		Total	7.437			
12.050 (12.12)	04.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		9.819	9.916	11.55
		Détail:				
		1) Frais postaux	8.129			
		2) Frais téléphoniques	2.950			
		4) Télex et téléfax	471			
		Total	11.550			
12.170 (12.30)	04.20	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur		1.718	1.983	1.98
		Restants d'exercices antérieurs				
11.630 (11.12)	04.20	Indemnités pour services extraordinaires		-	4.908	19.45
		Détail:				
		2) Cours et examens	19.456			
11.631 (11.12)	04.20	Frais de stage aux écoles du pays: indemnités des patrons de stage		-	-	20.18
12.510 (12.13)	04.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		4.572	768	-
		Total des dépenses de la section 10.9		2.749.663	1.835.576	1.899.56

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 11.0				
		Enseignement préscolaire et enseignement primaire				
11.000 11.00)	04.20	Traitements des fonctionnaires		114.262.876	118.089.534	123.988.636
		Détail:				
		A - Instituteurs et institutrices des écoles primaires				
		1) Rémunérations de base	90.387.135			
		3) Charges sociales patronales	3.886.648			
		4) Allocations de repas	1.190.894			
		B - Instituteurs et institutrices d'éducation précoce et préscolaire				
		1) Rémunérations de base	26.824.384			
		3) Charges sociales patronales	1.153.449			
		4) Allocations de repas	399.870			
		C - Maîtresses de jardins d'enfants; part de l'Etat				
		1) Rémunérations de base	127.708			
		3) Charges sociales patronales	16.934			
		4) Allocations de repas	1.614			
		Total	123.988.636			
11.010 11.10)	04.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent		2.085.900	1.977.818	1.943.189
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.692.416			
		3) Charges sociales patronales	224.414			
		4) Allocations de repas	26.359			
		Total	1.943.189			
11.020 11.00)	04.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		17.061.010	8.523.819	7.706.423
		Détail:				
		A - Enseignement primaire				
		1) Rémunérations de base	6.016.868			
		3) Charges sociales patronales	797.837			
		4) Allocations de repas	145.241			
		B - Education préscolaire				
		1) Rémunérations de base	642.459			
		3) Charges sociales patronales	85.190			
		4) Allocations de repas	18.828			
		Total	7.706.423			
11.130 11.12)	04.20	Indemnités pour services extraordinaires		83.247	92.464	75.736
		Détail:				
		1) Jetons de présence	1			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Cours et examens 75.735			
		Total 75.736			
12.000 (12.15)	04.20	Indemnités pour services de tiers	10.546	9.271	8.07(
		Détail:			
		1) Jetons de présence 8.076			
12.001 (12.15)	08.50	Enseignement religieux à l'école primaire: indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	6.604.844	6.941.019	7.467.22!
		Détail:			
		2) Cours et examens 7.467.225			
12.010 (12.13)	04.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	3.406	4.586	6.65(
12.125 (12.30)	04.20	Frais d'experts et d'études en matière informatique	24.650	24.789	29.74E
12.190 (12.30)	04.20	Participation de l'Etat aux frais résultant de la mise en contact des instituteurs avec des systèmes scolaires étrangers	1.239	1.239	1.239
12.300 (12.30)	04.20	Commission d'instruction: dépenses de fonctionnement; frais de documentation concernant l'enseignement primaire	1.102	1.116	1.116
12.301 (12.30)	04.12	Elaboration, impression et édition, acquisition de manuels scolaires et de matériel didactique; frais pour droits d'auteur. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	2.107.094	2.107.095	2.107.095
		Détail:			
		1) Réimpression 867.627			
		2) Frais de conception 619.734			
		3) Impression de nouveaux manuels 619.734			
		Total 2.107.095			
12.302 (12.30)	04.20	Classes à régime linguistique spécial: frais divers	3.210	3.223	3.223
12.303 (12.30)	04.20	Promotion de la lecture: frais divers	4.931	4.958	12.395
12.304 (12.30)	04.12	Election des délégués du personnel enseignant à la commission d'instruction: dépenses diverses	-	18.592	-
33.000 (33.00)	04.12	Manifestations de la jeunesse; rencontres internationales et échanges scolaires: participation de l'Etat	3.966	3.966	3.966
33.001 (33.00)	04.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement du centre de documentation et d'animation interculturelles (C.D.A.I.C.)	7.809	8.057	8.057
33.002 (33.00)	04.20	Association pour la promotion de l'éveil aux sciences: participation aux frais	2.727	2.727	2.727

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
13.003 33.00)	04.20	Participation de l'État aux frais des cours d'appui organisés en faveur d'enfants présentant des difficultés d'apprentissage	-	-	24.700
34.060 34.40)	04.20	Education musicale: participation aux frais de l'association M.U.S.E.P	5.949	5.949	6.000
34.061 34.40)	04.20	Education artistique: participation aux frais de l'association "Arts à l'école"	3.099	3.099	3.150
13.000 43.22)	04.20	Frais de remplacement du personnel enseignant: part de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	7.436.806	7.932.593	9.900.000
		Détail: *1) Frais de remplacement du personnel enseignant en congé de maternité, en congé de maladie et autres ..... 7.288.194* *2) Leçons supplémentaires et leçons de remplacement du personnel enseignant ..... 2.611.806* *Total 9.900.000*			
13.001 43.22)	04.20	Contribution aux frais des cours d'ouvrages manuels et d'enseignement ménager dans les classes primaires	34.983	11.155	11.155
13.002 43.22)	04.20	Organisation de journées d'initiation artistique: participation de l'Etat	992	992	992
13.003 43.22)	04.20	Participation aux frais des communes, sièges de classes d'accueil pour élèves de nationalité étrangère et participation aux frais de cours spéciaux destinés à ces élèves	27.268	30.987	37.185
13.004 43.22)	04.12	Participation de l'Etat aux frais des communes pour la prise en charge des élèves en dehors des heures de classe dans le cadre de cours d'appui. (Sans distinction d'exercice)	1.363.414	1.487.361	500.000
13.005 43.22)	04.20	Participation aux frais résultant d'initiatives pédagogiques sur le plan communal	7.437	7.437	7.437
13.006 43.22)	04.20	Education précoce: frais du personnel auxiliaire.- Part de l'État. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	1.239.468	1.487.361	2.230.000
13.007 43.22)	04.20	Participation aux frais des communes pour la prise en charge d'enfants de réfugiés. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	867.627	750.000
13.008 43.22)	04.20	Mesures de promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement primaire	-	-	50.000
14.000 44.00)	04.20	Contribution aux frais d'enseignement des instituts, écoles et associations philanthropiques	4.462	4.462	4.462

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Restants d'exercices antérieurs				
11.560 (11.10)	04.20	Remboursement au Fonds communal de dotation financière .		-	-	495.788
43.500 (43.22)	04.20	Frais de remplacement du personnel enseignant: part de l'Etat		1.843.584	-	-
43.504 (43.22)	04.12	Participation aux frais des communes pour la prise en charge des élèves en dehors de l'horaire normal et pour l'organisation d'un enseignement et de loisirs surveillés au profit des élèves de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire		186.478	-	570.087
43.507 (43.22)	04.20	Participation aux frais des communes pour la prise en charge d'enfants de réfugiés		-	446.208	-
43.509 (43.22)	04.12	Remboursement aux communes de frais de personnel enseignant		-	87.953	-
		Total des dépenses de la section 11.0		154.422.497	150.187.457	157.956.451
		Section 11.1 Enseignement secondaire				
11.000 (11.00)	04.33	Traitements des fonctionnaires		79.524.020	80.523.130	86.014.408
		Détail:				
		A - Fonctionnaires affectés aux établissements d'enseignement secondaire				
		1) Rémunérations de base	78.864.139			
		3) Charges sociales patronales	3.129.426			
		4) Allocations de repas	794.550			
		B - Fonctionnaires détachés à d'autres établissements et services				
		1) Rémunérations de base	3.069.837			
		3) Charges sociales patronales	123.767			
		4) Allocations de repas	32.689			
		Total	86.014.408			
11.010 (11.00)	04.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent		1.978.091	2.052.013	2.061.976
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.840.204			
		3) Charges sociales patronales	189.325			
		4) Allocations de repas	32.447			
		Total	2.061.976			
11.020 (11.00)	04.33	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		70.132	248	101
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.030 11.00)	04.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		3.107.166	3.154.420	3.707.039
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	3.030.384			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	240.385			
		3) Charges sociales patronales	436.270			
		Total	3.707.039			
11.040 11.00)	04.33	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		56.529	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 11.40)	04.33	Indemnités d'habillement		24.724	27.144	27.618
11.130 11.12)	04.33	Indemnités pour services extraordinaires		937.173	972.858	972.858
		Détail:				
		1) Jetons de présence	66.099			
		2) Cours et examens	780.038			
		9) Divers	126.721			
		Total	972.858			
11.131 11.12)	04.33	Réformes de l'enseignement secondaire: indemnités pour services extraordinaires		20.327	18.592	22.000
		Détail:				
		1) Jetons de présence	22.000			
12.000 12.15)	04.33	Indemnités pour services de tiers		19.931	23.054	46.408
		Détail:				
		1) Jetons de présence	1.384			
		2) Cours et examens	39.212			
		9) Divers	5.812			
		Total	46.408			
12.010 12.13)	04.33	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		89.239	83.044	137.750
12.080 12.11)	04.33	Bâtiments: entretien de différents immeubles. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		107.288	-	-
12.081 12.11)	04.33 04.34	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		1.113.798	1.349.037	1.645.000
		Détail:				
		1) Nettoyage				
		a) Athénée de Luxembourg	54.080			
		b) Lycée de garçons de Luxembourg	41.506			
		c) Lycée Michel Rodange à Luxembourg	5.367			
		d) Lycée Aline Mayrisch	170.000			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Eau, gaz, électricité, taxes				
		a) Athénée de Luxembourg	173.618			
		b) Lycée classique de Diekirch et lycée technique de Diekirch	86.771			
		c) Lycée classique d'Echternach	54.958			
		d) Lycée de garçons de Luxembourg	160.669			
		e) Lycée de garçons d'Esch-sur-Alzette	50.650			
		f) Lycée Robert Schuman à Luxembourg	54.219			
		g) Lycée Michel Rodange à Luxembourg	22.814			
		3) Chauffage				
		a) Athénée de Luxembourg	209.997			
		b) Lycée classique de Diekirch et lycée technique de Diekirch	168.196			
		c) Lycée classique d'Echternach	109.506			
		d) Lycée de garçons de Luxembourg	78.302			
		e) Lycée de garçons d'Esch-sur-Alzette	153.794			
		f) Lycée Robert Schuman à Luxembourg	43.469			
		g) Lycée Michel Rodange à Luxembourg	7.084			
		Total	1.645.000			
12.250 (12.00)	04.33	Athénée de Luxembourg: frais d'exploitation courants ...		109.429	109.767	112.51
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	2.507			
		5) Frais d'impression et de reliure	504			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	5.087			
		2) Frais téléphoniques	13.250			
		3) Réparations et pièces de rechange	356			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	12.768			
		4) Réparations et entretien	16.180			
		9) Divers	1.479			
		1215 Prestations médicales	482			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	981			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	1.401			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	3.234			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		2) Sciences humaines	723			
		3) Sciences naturelles et physiques	12.045			
		5) Activités sportives	6.023			
		8) Autres branches	12.045			
		9) Divers	10.118			
		3) Manifestations scolaires	1.204			
		9) Divers	4.418			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1233 Documentation et bibliothèque	7.709			
		Total	112.514			
12.251 (12.00)	04.33 04.34	Lycée classique de Diekirch et lycée technique de Diekirch: frais d'exploitation courants		167.567	178.483	184.987
		Détail:				
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		9) Divers	1.349			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	7.317			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	24.744			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	430			
		5) Frais d'impression et de reliure	4.257			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	5.084			
		2) Frais téléphoniques	19.796			
		3) Réparations et pièces de rechange	2.039			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	15.747			
		4) Réparations et entretien	4.449			
		1215 Prestations médicales	1.349			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur .	4.613			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	5.339			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	2.931			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		1) Langues et littératures	2.250			
		2) Sciences humaines	1.799			
		3) Sciences naturelles et physiques	10.348			
		4) Service de psychologie et d'orientation	2.024			
		5) Activités sportives	11.697			
		8) Autres branches	4.499			
		1231 Frais relatifs à l'enseignement technique				
		1) Dactylographie	113			
		2) Electricité	8.548			
		3) Métaux	6.299			
		4) Bâtiment-bois	6.299			
		5) Alimentation, hôtellerie	675			
		7) Métiers d'art et d'art graphique	2.024			
		8) Enseignement agricole, horticole et ménager	450			
		9) Divers	450			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1232 Activités de loisir				
		1) Chorale et fanfare	1.124			
		2) Activités d'animation	1.799			
		3) Manifestations scolaires	4.499			
		9) Divers	1.750			
		1233 Documentation et bibliothèque	14.396			
		1236 Frais de transport pendant les heures de classe	4.500			
		Total	184.987			
12.252 (12.00)	04.33 04.34	Lycée classique d'Echternach: frais d'exploitation courants		107.406	110.065	110.868
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	2.231			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	967			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	1.116			
		5) Frais d'impression et de reliure	3.471			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	3.074			
		2) Frais téléphoniques	10.535			
		3) Réparations et pièces de rechange	124			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	15.320			
		4) Réparations et entretien	6.296			
		9) Divers	50			
		1215 Prestations médicales	297			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	297			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	2.266			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		1) Langues et littératures	1.339			
		2) Sciences humaines	471			
		3) Sciences naturelles et physiques	14.353			
		4) Service de psychologie et d'orientation	198			
		8) Autres branches	4.313			
		9) Divers	16.287			
		1231 Frais relatifs à l'enseignement technique				
		1) Dactylographie	967			
		2) Electricité	2.479			
		3) Métaux	1.339			
		4) Bâtiment	1.909			
		8) Enseignement agricole, horticole et ménager	967			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1232 Activités de loisir				
		1) Chorale et fanfare	273			
		2) Activités d'animation	471			
		3) Manifestations scolaires	471			
		9) Divers	803			
		1233 Documentation et bibliothèque	18.194			
		Total	110.868			
12.253 (12.00)	04.33	Lycée de garçons de Luxembourg: frais d'exploitation courants		90.928	93.952	100.034
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	2.000			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	3.099			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	709			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.594			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	3.979			
		2) Frais téléphoniques	9.297			
		3) Réparations et pièces de rechange	247			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	9.917			
		4) Réparations et entretien	4.510			
		1215 Prestations médicales	248			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	3.774			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	3.538			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	208			
		2) Sciences humaines	2.603			
		3) Sciences naturelles et physiques	11.776			
		4) Service de psychologie et d'orientation	248			
		5) Activités sportives	8.925			
		8) Autres branches	7.190			
		9) Divers	11.156			
		1232 Activités de loisir				
		1) Chorale et fanfare	248			
		2) Activités d'animation	868			
		3) Manifestations scolaires	868			
		9) Divers	5.595			
		1233 Documentation et bibliothèque	7.437			
		Total	100.034			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.254 (12.00)	04.33	Lycée de garçons d'Esch-sur-Alzette: frais d'exploitation courants		84.163	84.953	102.111
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	5.905			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	2.688			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	175			
		5) Frais d'impression et de reliure	103			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	1.862			
		2) Frais téléphoniques	6.719			
		3) Réparations et pièces de rechange	339			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	12.478			
		4) Réparations et entretien	7.769			
		9) Divers	1.513			
		1215 Prestations médicales	192			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur .	8.734			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	3.779			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	5.173			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		1) Langues et littératures	1.344			
		2) Sciences humaines	1.152			
		3) Sciences naturelles et physiques	3.647			
		4) Service de psychologie et d'orientation	192			
		5) Activités sportives	1.248			
		8) Autres branches	13.264			
		9) Divers	1.344			
		1232 Activités de loisir				
		1) Chorale et fanfare	384			
		2) Activités d'animation	14.973			
		3) Manifestations scolaires	1.920			
		4) Culte	39			
		9) Divers	2.679			
		1233 Documentation et bibliothèque	2.496			
		Total	102.111			
12.255 (12.00)	04.33	Lycée Robert Schuman à Luxembourg: frais d'exploitation courants		84.692	86.763	90.668
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1) Articles et matériel de bureau	2.346			
		5) Frais d'impression et de reliure	5.296			
		9) Divers	1.097			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	2.987			
		2) Frais téléphoniques	5.801			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	8.045			
		4) Réparations et entretien	2.612			
		9) Divers	40			
		1215 Prestations médicales	242			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	9.179			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	271			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	1.430			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		1) Langues et littératures	890			
		2) Sciences humaines	677			
		3) Sciences naturelles et physiques	11.119			
		4) Service de psychologie et d'orientation	193			
		5) Activités sportives	18.912			
		8) Autres branches	3.674			
		9) Divers	7.638			
		1232 Activités de loisir				
		1) Chorale et fanfare	338			
		2) Activités d'animation	580			
		3) Manifestations scolaires	725			
		9) Divers	1.161			
		1233 Documentation et bibliothèque	4.158			
		1236 Frais de transport pendant les heures de classes	1.257			
		Total	90.668			
12.256 (12.00)	04.33	Lycée Michel Rodange à Luxembourg: frais d'exploitation courants		126.499	126.674	129.185
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	2.133			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	2.363			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	254			
		5) Frais d'impression et de reliure	2.186			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	4.115			
		2) Frais téléphoniques	6.038			
		3) Réparations et pièces de rechange	2.586			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	14.794			
		4) Réparations et entretien	9.892			
		9) Divers	1.302			
		1215 Prestations médicales	239			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	5.714			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	1.159			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	2.331			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		1) Langues et littératures	955			
		2) Sciences humaines	1.431			
		3) Sciences naturelles et physiques	16.705			
		4) Service de psychologie et d'orientation	1.074			
		8) Autres branches	6.682			
		9) Divers	11.454			
		1232 Activités de loisir				
		1) Chorale et fanfare	239			
		2) Activités d'animation	1.097			
		3) Manifestations scolaires	1.146			
		4) Culte	48			
		9) Divers	2.464			
		1233 Documentation et bibliothèque	18.375			
		1236 Frais de transport pendant les heures de classes	12.409			
		Total	129.185			
12.257 (12.00)	04.33	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée Hubert Clement à Esch-sur-Alzette. (Crédit non limitatif)		547.845	597.423	597.423
12.258 (12.00)	04.33	Lycée Aline Mayrisch à Luxembourg: frais d'exploitation courants		-	-	110.000
12.300 (12.30)	04.33	Etablissements d'enseignement secondaire, jurys d'examen, commissions d'études: fournitures diverses		5.339	7.437	7.437
12.301 (12.30)	04.13	Lycée classique de Diekirch et lycée technique de Diekirch: annexes de Mersch: dépenses de fonctionnement de l'internat		156.132	156.173	161.130

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Restants d'exercices antérieurs				
11.600 (11.40)	04.33	Indemnités d'habillement		-	868	-
12.500 (12.15)	04.33	Indemnités pour services de tiers		1.448	-	-
12.510 (12.13)	04.33	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		5.893	14.378	-
		Total des dépenses de la section 11.1		88.535.759	89.770.724	96.341.614
		Section 11.2				
		Enseignement secondaire technique				
11.000 (11.00)	04.34	Traitements des fonctionnaires		121.403.400	126.383.605	128.078.209
		Détail:				
		A - Fonctionnaires affectés aux lycées techniques				
		1) Rémunérations de base	120.498.534			
		3) Charges sociales patronales	5.181.439			
		4) Allocations de repas	1.365.373			
		B - Fonctionnaires détachés à d'autres administrations et services				
		1) Rémunérations de base	982.509			
		3) Charges sociales patronales	42.272			
		4) Allocations de repas	8.082			
		Total	128.078.209			
11.010 (11.00)	04.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent		13.689.375	13.017.806	13.883.899
		Détail:				
		A - Employés affectés aux lycées techniques				
		1) Rémunérations de base	12.082.450			
		3) Charges sociales patronales	1.602.142			
		4) Allocations de repas	199.307			
		Total	13.883.899			
11.020 (11.00)	04.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		207.004	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.030 (11.00)	04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		5.451.253	5.675.770	6.037.009
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	4.975.454			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	349.569			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		3) Charges sociales patronales	711.986			
		Total	6.037.009			
11.040 (11.00)	04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		178.995	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	04.34	Indemnités d'habillement		41.215	39.242	40.506
11.130 (11.12)	04.34	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif)		817.574	875.411	875.411
		Détail:				
		1) Jetons de présence	102.826			
		2) Cours et examens	669.040			
		9) Divers	103.545			
		Total	875.411			
12.000 (12.15)	04.34	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif)		398.451	178.186	201.760
		Détail:				
		2) Cours et examens	176.971			
		9) Divers	24.789			
		Total	201.760			
12.010 (12.13)	04.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		155.936	148.240	251.613
12.030 (12.16)	04.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection		-	138.820	138.820
12.080 (12.11)	04.33 04.34	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		1.993.596	2.056.921	2.331.296
		Détail:				
		1) Nettoyage	64.705			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes				
		a) Lycée technique agricole d'Ettelbruck ...	59.990			
		b) Lycée technique des arts et métiers	135.028			
		c) Lycée technique d'Esch-sur-Alzette	185.846			
		d) Lycée technique d'Ettelbruck	95.960			
		e) Lycée du Nord	63.882			
		f) Lycée technique Joseph Bech	9.494			
		g) Lycée technique de Bonnevoie	94.497			
		h) Lycée technique Alexis Heck	88.077			
		i) Lycée technique Michel Lucius	27.293			
		j) Lycée technique Mathias Adam	67.601			
		k) Lycée technique Nic. Biever	38.300			
		l) Lycée technique "école de commerce et de gestion"	158.825			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		3) Chauffage				
		a) Lycée technique agricole d'Ettelbruck ...	138.122			
		b) Lycée technique des arts et métiers	143.960			
		c) Lycée technique d'Esch-sur-Alzette	234.804			
		d) Lycée technique d'Ettelbruck	124.954			
		e) Lycée du Nord	113.500			
		f) Lycée technique Joseph Bech	76.280			
		g) Lycée technique de Bonnevoie	43.693			
		h) Lycée technique Alexis Heck	42.899			
		i) Lycée technique Michel Lucius	100.300			
		j) Lycée technique Mathias Adam	100.617			
		k) Lycée technique Nic. Biever	121.210			
		l) Lycée technique "école de commerce et de gestion"	1.459			
		Total	2.331.296			
12.081 (12.11)	04.33 04.34	Bâtiments: entretien de différents immeubles. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		83.560	-	-
12.090 (12.21)	04.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		1.389.963	1.154.564	1.007.008
		Détail:				
		1) Loyers	1.007.008			
12.100 (12.11)	04.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		765.162	1.021.817	760.915
		Détail:				
		1) Loyers	760.915			
12.120 (12.30)	04.34	Frais d'études sur les problèmes des formations des professions de santé et des professions sociales. (Crédit non limitatif)		-	124	124
12.140 (12.16)	04.34	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information dans l'intérêt de l'enseignement secondaire technique ..		34.147	74.368	74.368
		Détail:				
		1) Brochures et dépliants	24.789			
		2) Campagnes publicitaires	49.579			
		Total	74.368			
12.250 (12.00)	04.34	Lycée technique agricole d'Ettelbruck: frais d'exploitation courants		266.650	276.649	277.327
		Détail:				
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	7.141			
		2) Carburants et lubrifiants	12.345			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		3) Réparation et entretien	15.946			
		9) Divers	524			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	11.405			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.925			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	267			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.717			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	4.328			
		2) Frais téléphoniques	13.655			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	7.745			
		4) Réparations et entretien	9.093			
		1215 Prestations médicales	1.041			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	9.244			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	5.262			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	3.496			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		1) Langues et littératures	521			
		2) Sciences humaines	385			
		3) Sciences naturelles et physiques	10.077			
		4) Service de psychologie et d'orientation	159			
		8) Autres branches	3.510			
		9) Divers	1.925			
		1231 Frais relatifs à l'enseignement technique				
		2) Electricité	2.876			
		3) Métaux	14.063			
		4) Bâtiment	3.646			
		8) Enseignement agricole, horticole et ménager	107.633			
		9) Divers	1.019			
		2) Activités d'animation	724			
		3) Manifestations scolaires	5.049			
		9) Divers	2.943			
		1233 Documentation et bibliothèque	17.663			
		Total	277.327			
12.251 (12.00)	04.34	Lycée technique des arts et métiers Luxembourg: frais d'exploitation courants		283.224	302.182	307.920
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	917			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Location et entretien des machines à photocopier	15.236			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	477			
		5) Frais d'impression et de reliure	2.172			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	4.503			
		2) Frais téléphoniques	14.499			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	9.830			
		4) Réparations et entretien	8.225			
		9) Divers	504			
		1215 Prestations médicales	246			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	31.539			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	3.093			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	6.076			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		1) Langues et littératures	737			
		2) Sciences humaines	2.457			
		3) Sciences naturelles et physiques	8.847			
		4) Service de psychologie et d'orientation	246			
		5) Activités sportives	31.947			
		8) Autres branches	6.144			
		9) Divers	2.457			
		1231 Frais relatifs à l'enseignement technique				
		2) Electricité	67.579			
		3) Métaux	20.888			
		4) Bâtiment	18.431			
		7) Métiers d'art et d'art graphique	28.260			
		9) Divers	17.202			
		1232 Activités de loisir				
		2) Activités d'animation	1.229			
		9) Divers	1.231			
		1233 Documentation et bibliothèque	2.948			
		Total	307.920			
12.252 (12.00)	04.34	Lycée technique d'Esch-sur-Alzette: frais d'exploitation courants		397.682	416.213	425.740
		Détail:				
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	1.262			
		2) Carburants et lubrifiants	747			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		3) Réparation et entretien	1.847			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	10.205			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	28.743			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	320			
		5) Frais d'impression et de reliure	2.251			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	4.651			
		2) Frais téléphoniques	38.953			
		3) Réparations et pièces de rechange	98			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	40.423			
		4) Réparations et entretien	16.172			
		9) Divers	2.479			
		1215 Prestations médicales	920			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	1.649			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	5.404			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	39.978			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		1) Langues et littératures	460			
		2) Sciences humaines	2.244			
		3) Sciences naturelles et physiques	28.222			
		4) Service de psychologie et d'orientation	705			
		5) Activités sportives	3.248			
		8) Autres branches	8.839			
		9) Divers	14.874			
		2) Electricité	49.438			
		3) Métaux	33.342			
		4) Bâtiment	18.395			
		5) Alimentation, hôtellerie	6.898			
		6) Habillement	345			
		7) Métiers d'art et d'art graphique	5.748			
		9) Divers	460			
		2) Activités d'animation	1.149			
		3) Manifestations scolaires	5.749			
		9) Divers	22.967			
		1233 Documentation et bibliothèque	5.749			
		1236 Frais de transport pendant les heures de classes	25.294			
		Total	425.740			
12.253 (12.00)	04.34	Lycée technique d'Ettelbruck: frais d'exploitation courants		221.496	244.993	246.334

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs			
		1) Assurances	788		
		2) Carburants et lubrifiants	1.042		
		3) Réparation et entretien	1.829		
		9) Divers	254		
		1204 Frais de bureau			
		1) Articles et matériel de bureau	3.659		
		2) Location et entretien des machines à photocopier	5.487		
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	203		
		5) Frais d'impression et de reliure	1.347		
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications			
		1) Frais postaux	3.964		
		2) Frais téléphoniques	9.604		
		1206 Location et entretien des installations de télécommunications			
		1) Location	4.574		
		3) Réparations et pièces de rechange	838		
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien			
		1) Nettoyage	14.177		
		4) Réparations et entretien	7.546		
		9) Divers	838		
		1215 Prestations médicales	1.829		
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	2.922		
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	14.026		
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	8.105		
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général			
		1) Langues et littératures	1.600		
		2) Sciences humaines	2.630		
		3) Sciences naturelles et physiques	11.662		
		4) Service de psychologie et d'orientation	1.600		
		5) Activités sportives	12.805		
		8) Autres branches	11.205		
		9) Divers	18.521		
		1231 Frais relatifs à l'enseignement technique			
		1) Dactylographie	2.355		
		2) Electricité	21.723		
		3) Métaux	28.583		
		4) Bâtiment (bois)	5.716		
		5) Alimentation, hôtellerie	12.348		
		6) Habillement et coiffure	7.318		

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1232 Activités de loisir				
		1) Chorale et fanfare	1.486			
		2) Activités d'animation	4.573			
		3) Manifestations scolaires	6.860			
		4) Culte	1.829			
		9) Divers	2.713			
		1233 Documentation et bibliothèque	7.775			
		Total	246.334			
12.254 (12.00)	04.33 04.34	Lycée du nord: frais d'exploitation courants		159.352	173.525	187.802
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	3.265			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	3.978			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	432			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.605			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	3.203			
		2) Frais téléphoniques	10.296			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	12.870			
		4) Réparations et entretien	2.860			
		1215 Prestations médicales	655			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	385			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	5,362			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	453			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		1) Langues et littératures	936			
		2) Sciences humaines	2.340			
		3) Sciences naturelles et physiques	13.034			
		4) Service de psychologie et d'orientation	234			
		5) Activités sportives	1.872			
		8) Autres branches	10.062			
		9) Divers	8.190			
		2) Electricité	44.460			
		3) Métaux	22.933			
		4) Bâtiment - Bois	13.338			
		6) Habillement - Couture	1.872			
		7) Métiers d'art et d'art graphique	1.334			
		1232 Activités de loisir				
		1) Chorale et fanfare	468			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Activités d'animation	468			
		3) Manifestations scolaires	468			
		9) Divers (activités de rencontre et de communications)	12.472			
		1233 Documentation et bibliothèque	3.042			
		1236 Frais de transport pendant les heures de classes	4.915			
		Total	187.802			
12.255 (12.00)	04.34	Lycée technique Joseph Bech de Grevenmacher: frais d'exploitation courants		120.643	120.650	120.965
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	4.682			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	8.284			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	2.337			
		2) Frais téléphoniques	3.488			
		3) Réparations et pièces de rechange	2.671			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	5.450			
		4) Réparations et entretien	2.975			
		9) Divers	5.410			
		1215 Prestations médicales	762			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur .	7.788			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	395			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		1) Langues et littératures	1.308			
		2) Sciences humaines	1.308			
		3) Sciences naturelles et physiques	4.360			
		4) Service de psychologie et d'orientation	218			
		5) Activités sportives	7.630			
		8) Autres branches	5.450			
		9) Divers	5.995			
		1231 Frais relatifs à l'enseignement technique				
		1) Dactylographie	1.308			
		2) Electricité	9.810			
		3) Métaux	6.540			
		4) Bâtiment (Bois)	4.360			
		6) Habillement	1.526			
		7) Métiers d'art et d'art graphique	1.308			
		8) Enseignement agricole, horticole et ménager	2.180			
		9) Divers	1,526			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1232 Activités de loisir				
		1) Chorale et fanfare	218			
		3) Manifestations scolaires	2.179			
		4) Culte	218			
		9) Divers	5.765			
		1233 Documentation et bibliothèque	3.706			
		1236 Frais de transport pendant les heures de classes	9.810			
		Total	120.965			
12.256 (12.00)	04.34	Lycée technique de Bonnevoie: frais d'exploitation courants		259.659	263.387	270.800
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	4.619			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	21.668			
		5) Frais d'impression et de reliure	2.608			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	1.961			
		2) Frais téléphoniques	12.898			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	20.636			
		4) Réparations et entretien	14.692			
		9) Divers	361			
		1215 Prestations médicales	722			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	4.167			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	5.608			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	4.110			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		1) Langues et littératures	1.238			
		2) Sciences humaines	1.238			
		3) Sciences naturelles et physiques	12.794			
		4) Service de psychologie et d'orientation	722			
		5) Activités sportives	5.159			
		8) Autres branches	5.675			
		9) Divers	3.095			
		1231 Frais relatifs à l'enseignement technique				
		1) Dactylographie	2.064			
		2) Electricité	10.834			
		3) Métaux	10.318			
		4) Bâtiment	2.580			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		5) Alimentation, hôtellerie	65.004			
		6) Habillement	4.540			
		7) Métiers d'art et d'art graphique	3.818			
		8) Enseignement agricole, horticole et ménager	2.580			
		9) Divers	1.238			
		1232 Activités de loisir				
		1) Chorale et fanfare	774			
		2) Activités d'animation	1.032			
		3) Manifestations scolaires	1.290			
		4) Culte	516			
		9) Divers	3.611			
		1233 Documentation et bibliothèque	5.675			
		1236 Frais de transport pendant les heures de classes	30.955			
		Total	270.800			
12.257 (12.00)	04.34	Lycée technique hôtelier Alexis Heck de Diekirch: frais d'exploitation courants		83.415	87.135	89.490
		Détail:				
		3) Réparation et entretien	537			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	3.102			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.685			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	1.534			
		2) Frais téléphoniques	8.424			
		3) Réparations et pièces de rechange	525			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	15.164			
		4) Réparations et entretien	17.690			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	4.014			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	885			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		1) Langues et littératures	211			
		2) Sciences humaines	211			
		3) Sciences naturelles et physiques	421			
		4) Service de psychologie et d'orientation	421			
		5) Activités sportives	421			
		8) Autres branches	632			
		1231 Frais relatifs à l'enseignement technique				
		5) Alimentation, hôtellerie	25.273			
		1232 Activités de loisir				
		2) Activités d'animation	337			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		3) Manifestations scolaires	6.107			
		9) Divers	1.896			
		Total	89.490			
12.258 (12.00)	04.34	Lycée technique Michel Lucius de Luxembourg: frais d'exploitation courants		115.376	115.766	118.974
		Détail:				
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	590			
		3) Réparation et entretien	1.426			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	3.080			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	6.369			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	174			
		5) Frais d'impression et de reliure	972			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	5.918			
		2) Frais téléphoniques	8.002			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	15.139			
		4) Réparations et entretien	6.041			
		1215 Prestations médicales	1.600			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	175			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	598			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	5.504			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		1) Langues et littératures	996			
		2) Sciences humaines	204			
		3) Sciences naturelles et physiques	15.041			
		4) Service de psychologie et d'orientation	302			
		8) Autres branches	12.844			
		9) Divers	5.969			
		1231 Frais relatifs à l'enseignement technique				
		1) Dactylographie	2.989			
		5) Alimentation, hôtellerie, cuisine pédagogique	2.393			
		1232 Activités de loisir				
		1) Chorale et fanfare	3.185			
		2) Activités d'animation	408			
		3) Manifestations scolaires	996			
		9) Divers	10.954			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1233 Documentation et bibliothèque	7.105			
		Total	118.974			
12.259 (12.00)	04.34	Lycée technique Mathias Adam de Pétange: frais d'exploitation courants		163.778	167.080	179.472
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	7.187			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	11.494			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	1.277			
		5) Frais d'impression et de reliure	4.295			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	2.184			
		2) Frais téléphoniques	7.248			
		3) Réparations et pièces de rechange	696			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	12.229			
		4) Réparations et entretien	10.290			
		9) Divers	2.261			
		1215 Prestations médicales	634			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur .	21.484			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	3.607			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	5.322			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		1) Langues et littératures	271			
		2) Sciences humaines	1.913			
		3) Sciences naturelles et physiques	9.308			
		4) Service de psychologie et d'orientation	238			
		5) Activités sportives	5.039			
		8) Autres branches	16.658			
		9) Divers	6.931			
		2) Electricité	13.147			
		3) Métaux	6.884			
		4) Bâtiment	10.418			
		5) Alimentation, hôtellerie	7.078			
		1232 Activités de loisir				
		2) Activités d'animation	283			
		3) Manifestations scolaires	974			
		9) Divers	2.786			
		1233 Documentation et bibliothèque	1.618			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1236 Frais de transport pendant les heures de classes	5.718			
		Total	179.472			
12.260 (12.00)	04.34	Lycée technique Nic. Biever de Dudelange: frais d'exploitation courants		183.286	202.975	208.915
		Détail:				
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	108			
		3) Réparation et entretien	423			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	3.294			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	11.439			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	747			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.869			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	1.181			
		2) Frais téléphoniques	10.010			
		3) Réparations et pièces de rechange	1.054			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	13.107			
		4) Réparations et entretien	14.057			
		9) Divers	117			
		1215 Prestations médicales	596			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	11.355			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	3.533			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	1.175			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		1) Langues et littératures	715			
		2) Sciences humaines	715			
		3) Sciences naturelles et physiques	12.392			
		4) Service de psychologie et d'orientation	477			
		8) Autres branches	6.673			
		9) Divers	7.627			
		1231 Frais relatifs à l'enseignement technique				
		2) Electricité	9.533			
		3) Métaux	11.916			
		4) Bâtiment	4.528			
		5) Alimentation, hôtellerie	4.528			
		6) Habillement	286			
		8) Enseignement agricole, horticole et ménager	954			

Article Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		9) Divers	1.430			
		1232 Activités de loisir				
		2) Activités d'animation	4.052			
		3) Manifestations scolaires	1.310			
		9) Divers	3.844			
		1233 Documentation et bibliothèque	4.290			
		1236 Frais de transport pendant les heures de classes	59.580			
		Total	208.915			
12.261 (12.00)	04.34	Lycée technique "école de commerce et de gestion": frais d'exploitation courants		97.843	98.017	98.866
		Détail:				
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		2) Carburants et lubrifiants	153			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	3.176			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	6.908			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	2.541			
		5) Frais d'impression et de reliure	2.109			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	5.311			
		2) Frais téléphoniques	8.803			
		3) Réparations et pièces de rechange	5.336			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	8.487			
		4) Réparations et entretien	8.029			
		1215 Prestations médicales	414			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	6.835			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	2.821			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	5.641			
		1230 Frais relatifs à l'enseignement général				
		1) Langues et littératures	2.615			
		2) Sciences humaines	296			
		3) Sciences naturelles et physiques	395			
		4) Service de psychologie et d'orientation	197			
		5) Activités sportives	5.921			
		8) Autres branches	8.389			
		9) Divers	247			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1231 Frais relatifs à l'enseignement technique				
		1) Dactylographie	99			
		9) Divers	2.369			
		1232 Activités de loisir				
		2) Activités d'animation	1.540			
		3) Manifestations scolaires	3.276			
		4) Culte	227			
		9) Divers	118			
		1233 Documentation et bibliothèque	6.613			
		Total	98.866			
12.262 (12.00)	04.34	Lycée technique pour professions de santé: frais d'exploitation courants		129.544	146.257	147.00
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	20.791			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	16.105			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	5.497			
		5) Frais d'impression et de reliure	6.364			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	8.147			
		2) Frais téléphoniques	15.837			
		3) Réparations et pièces de rechange	1.521			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	5.469			
		4) Réparations et entretien	1.126			
		9) Divers	4.633			
		1215 Prestations médicales	608			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	8.381			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	18.629			
		1219 Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	8.841			
		4) Service de psychologie et d'orientation	1.013			
		5) Activités sportives	2.025			
		1231 Frais relatifs à l'enseignement technique				
		9) Divers	6.077			
		1232 Activités de loisir				
		3) Manifestations scolaires	2.026			
		9) Divers	744			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1233 Documentation et bibliothèque 8.103			
		1236 Frais de transport pendant les heures de classes 5.064			
		Total 147.001			
12.263 12.00)	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée technique du centre de Luxembourg. (Crédit non limitatif)	871.470	915.570	1.199.893
12.300 12.30)	04.13	Lycée technique hôtelier Alexis Heck de Diekirch: dépenses d'exploitation de la cuisine et du restaurant (achat de matières alimentaires servant à la confection des menus). (Crédit non limitatif)	312.808	291.275	312.000
12.301 12.30)	04.34	Fournitures diverses pour examens et commissions d'études	11.668	3.718	13.000
12.302 12.30)	04.13	Lycée du nord.- Dépenses de fonctionnement de l'internat	14.822	14.874	14.874
12.303 12.30)	04.13	Lycée technique hôtelier Alexis Heck de Diekirch: frais d'exploitation de l'internat; dépenses diverses	1.769	2.479	2.479
12.304 12.30)	04.13	Lycée technique hôtelier Alexis Heck de Diekirch: participation aux frais de logement des élèves de l'internat	7.876	7.437	7.437
12.305 12.30)	04.13	Lycée technique pour professions de santé.- Dépenses de fonctionnement des internats	1.777	2.479	2.479
32.010 32.00)	04.34	Aide particulière aux entreprises pour l'accueil d'élèves de l'enseignement secondaire technique en stage de formation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	335.217	247.894	335.000
32.020 32.00)	04.34	Remboursement des rémunérations des infirmiers de référence mis à la disposition du Lycée technique pour professions de santé par diverses institutions hospitalières et de soins. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	659.338	793.259	700.000
34.100 34.50)	04.34	Subsides pour la mise à disposition d'infrastructures de travaux pratiques	9.916	9.916	9.916
43.000 43.22)	04.34	Remboursement des frais du personnel technique du régime préparatoire et des formations pour professions de santé. (Sans distinction d'exercice)	884.264	805.852	817.192
		Restants d'exercices antérieurs			
11.600 11.40)	04.34	Indemnités d'habillement	-	719	-
11.630 11.12)	04.34	Indemnités pour services extraordinaires	5.543	6.296	-
12.500 12.15)	04.34	Indemnités pour services de tiers	-	20.129	2.843

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.510 (12.13)	04.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		4.726	-	15.765
12.752 (12.00)	04.34	Lycée technique d'Esch-sur-Alzette: frais d'exploitation courants		9.888	-	-
		Total des dépenses de la section 11.2		152.222.661	156.502.096	159.793.622
		Section 11.3				
		Service de la formation professionnelle				
11.000 (11.00)	04.34	Traitements des fonctionnaires		1.733.247	2.449.138	2.492.220
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	2.326.966			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	32.211			
		3) Charges sociales patronales	96.181			
		4) Allocations de repas	36.862			
		Total	2.492.220			
11.010 (11.00)	04.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent		1.745.022	2.097.501	3.189.331
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	2.775.010			
		3) Charges sociales patronales	366.354			
		4) Allocations de repas	47.967			
		Total	3.189.331			
11.020 (11.00)	04.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		799.574	1.129.353	1.710.535
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.486.214			
		3) Charges sociales patronales	195.466			
		4) Allocations de repas	28.855			
		Total	1.710.535			
11.030 (11.00)	04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		265.830	232.202	380.144
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	323.356			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	11.563			
		3) Charges sociales patronales	45.225			
		Total	380.144			
11.040 (11.00)	04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		10.115	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
1.060 11.00)	04.34	Indemnités complémentaires aux indemnités d'apprentissage dues aux personnes adultes en formation sous contrat d'apprentissage. (Crédit non limitatif)	-	123.947	127.783
1.100 11.40)	04.34	Indemnités d'habillement	1.116	1.314	2.107
1.130 11.12)	04.34	Indemnités pour services extraordinaires	296.623	348.439	469.188
		Détail:			
		2) Cours et examens 469.188			
1.131 11.12)	04.53	Formation professionnelle continue: examens de comptabilité, de fiscalité et d'informatique. (Crédit non limitatif)	-	149.480	154.488
		Détail:			
		2) Cours et examens 154.488			
2.000 12.15)	04.34	Indemnités pour services de tiers	661.016	522.659	748.961
		Détail:			
		2) Cours et examens 748.961			
2.001 12.15)	04.53	Formation professionnelle continue: examens de comptabilité, de fiscalité et d'informatique. (Crédit non limitatif)	-	91.126	94.180
		Détail:			
		2) Cours et examens 94.180			
2.010 12.13)	04.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	56.119	111.552	161.750
2.020 12.14)	04.13	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	4.856	5.949	7.500
		Détail:			
		1) Assurances 2.016			
		2) Carburants et lubrifiants 2.710			
		3) Réparation et entretien 2.601			
		9) Divers 173			
		Total 7.500			
2.080 12.11)	04.34	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif)	332.013	570.155	570.155
		Détail:			
		1) Nettoyage 94.134			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes 91.467			
		3) Chauffage 139.891			
		4) Réparations et entretien 32.283			
		9) Divers 212.380			
		Total 570.155			
2.140	04.34	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information;			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.16)		frais divers	67.501	91.721	82.72
12.141 (12.16)	04.34	Participation du Luxembourg au concours international de formation professionnelle pour jeunes	29.258	23.550	56.34
12.190 (12.30)	04.34	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	5.939	6.197	6.19
12.210 (12.30)	04.10	Exploitation des cantines des centres de formation professionnelle continue: frais des repas. (Crédit non limitatif)	124.755	124.988	124.98
12.250 (12.00)	04.34	Frais d'exploitation courants	182.823	225.583	255.14
12.300 (12.30)	04.34	Fournitures diverses pour examens	143.431	173.525	173.52
12.301 (12.30)	04.32	Dépenses dans l'intéret de la formation professionnelle continue du personnel enseignant des centres de formation professionnelle continue	-	12.395	18.00
32.010 (32.00)	04.32	Participation au coût de l'investissement dans la formation professionnelle continue sous forme d'aide directe aux entreprises. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	247.894	5.000.00
33.010 (33.00)	04.32	Participation aux frais de fonctionnement de l'a.s.b.l. Foprogest chargée de la gérance des fonds communautaires dans l'intérêt des formations professionnelles pour jeunes et adultes	60.908	2.950	90.62
34.050 (34.30)	04.32	Participation aux frais des apprentis fréquentant des cours de formation professionnelle théorique à l'étranger à défaut d'un enseignement national dans la spécialité	1.684	1.239	3.72
41.000 (41.50)	04.53	Subsides aux chambres professionnelles pour l'organisation de cours et séminaires dans l'intérêt de la formation professionnelle continue	41.646	41.646	42.60
41.001 (41.50)	04.34	Participation aux frais d'organisation de cours de théorie générale et professionnelle préparatoires aux examens de maîtrise ainsi que de cours de perfectionnement professionnel par la chambre des métiers. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)	499.613	510.041	510.04
41.002 (41.50)	04.53	Remboursement aux chambres professionnelles des rémunérations des conseillers à l'apprentissage dans les entreprises	301.225	342.936	320.00
41.003 (41.50)	04.34	Subside destiné à la chambre des métiers pour couvrir partiellement les frais résultant de l'organisation de la formation professionnelle	76.847	76.847	76.84
41.004 (41.50)	04.34	Subside à la chambre de commerce en faveur de l'organisation de la formation professionnelle pour mécaniciens d'avions	44.646	44.646	44.64
41.005 (41.50)	04.34	Participation aux frais encourus par la chambre des métiers dans le cadre de la mise en route de la réforme du			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		brevet de maîtrise. (Crédit non limitatif)	37.682	49.579	49.579
11.010 41.40)	04.34	Dotation au bénéfice de l'institut national pour le développement de la formation professionnelle continue. (Crédit non limitatif)	288.672	247.894	247.894
		Restants d'exercices antérieurs			
12.500 12.15)	04.34	Indemnités pour services de tiers	140.830	-	-
12.800 12.30)	04.34	Fournitures diverses pour examens	-	89.490	-
33.510 33.00)	04.32	Participation aux frais de fonctionnement de l'a.s.b.l. Foprogest chargée de la gérance des fonds communautaires dans l'intérêt des formations professionnelles pour jeunes et adultes	-	41.150	-
11.505 41.50)	04.34	Participation aux frais encourus par la chambre des métiers dans le cadre de la mise en route de la réforme du brevet de maîtrise	12.893	-	-
		Total des dépenses de la section 11.3	7.965.884	10.187.334	17.211.323
		Section 11.4			
		Sports.- Dépenses générales			
11.000 11.00)	08.30	Traitements des fonctionnaires	272.956	272.931	282.612
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 259.336			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 11.037			
		3) Charges sociales patronales 9.561			
		4) Allocations de repas 2.677			
		Différence d'arrondi de la conversion en EURO 1			
		Total 282.612			
11.130 11.12)	08.30	Commissions diverses: indemnités pour services extraordinaires	5.082	6.222	6.519
		Détail:			
		1) Jetons de présence 6.519			
11.131 11.12)	05.30	Service médico-sportif: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif)	26.888	28.508	28.745
		Détail:			
		5) Prestations individuelles 28.745			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.000 (12.15)	08.30	Commissions diverses: indemnités pour services de tiers	1.091	1.363	1.75(
		Détail:			
		1) Jetons de présence 1.750			
12.001 (12.15)	05.30	Service médico-sportif: indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif)	270.988	287.556	297.10
		Détail:			
		4) Prestations individuelles 297.102			
12.010 (12.13)	08.30	Frais de route et de séjour	7.361	8.428	12.22
12.012 (12.13)	08.30	Frais de route et de séjour à l'étranger	30.160	59.494	24.78
12.020 (12.14)	08.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	2.525	2.479	2.72
		Détail:			
		1) Assurances 1.041			
		2) Carburants et lubrifiants 1.116			
		3) Réparations et entretien 570			
		Total 2.727			
12.080 (12.11)	08.30	Bâtiments: exploitation et entretien	14.608	14.254	16.36(
		Détail:			
		3) Chauffage 16.360			
12.100 (12.11)	08.30	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	364.697	372.510	368.03
		Détail:			
		1) Loyers 319.201			
		2) Charges locatives accessoires 48.837			
		Total 368.038			
12.120 (12.30)	08.30	Frais d'experts et d'études	35.697	35.697	-
12.130 (12.16)	08.30	Publication du dossier sur l'équipement sportif national	-	-	24.789
12.140 (12.16)	08.30	Acquisition et publication de matériel de documentation et d'information	3.700	3.718	3.718
12.141 (12.16)	08.30	Edition d'une brochure sur le thème Nutrition et Activité physique	-	-	4.50(
		Détail:			
		1) Brochures et dépliants 4.500			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.160 12.30)	05.30	Service médico-sportif: analyses et matériel médical. (Crédit non limitatif)	42.384	47.100	52.000
		Détail:			
		1) Analyses médicales 15.675			
		2) Matériel 8.440			
		3) Analyses antidopage 27.161			
		4) Dépenses diverses 724			
		Total 52.000			
12.190 12.30)	08.30	Relations et réunions internationales; frais d'organisation et dépenses diverses	3.564	4.958	4.958
12.191 12.30)	08.30	Service médico-sportif: organisation de séminaires et de conférences	7.442	12.395	1.487
12.200 12.30)	08.30	Contribution à l'assurance-accidents et à l'assurance-responsabilité civile collectives des sportifs ainsi qu'à la caisse de secours mutuel des sportifs	100.397	100.397	100.397
12.300 12.30)	08.30	Trophée national et autres distinctions	16.050	16.113	17.836
12.310 12.30)	08.30	Animation et appui du sport-loisirs: dépenses diverses .	52.044	52.058	54.660
12.320 12.30)	08.30	Relations sportives avec des pays partenaires ou non d'un accord bilatéral conclu avec le Grand-Duché de Luxembourg: frais divers	16.596	16.609	16.609
12.330 12.30)	08.30	Bases nautiques et installations sanitaires au Lac de la Haute-Sûre: frais de fonctionnement. (Sans distinction d'exercice)	130.055	105.355	80.690
12.340 12.30)	08.30	Sauvegarde du patrimoine sportif: conservation des collections et du matériel de sport; organisation d'expositions; dépenses diverses	8.669	8.676	8.800
12.350 12.30)	08.30	Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	136.262	148.736	148.736
12.360 12.30)	08.30	Organisation d'une promotion sportive d'été: dépenses diverses	35.923	35.945	47.100
12.370 12.30)	08.30	Participation du Luxembourg aux quatrièmes jeux de la francophonie: frais de déplacement et de séjour, dépenses diverses	-	-	47.100
12.380 12.30)	08.30	Mesures spéciales et promotionnelles liées à la pratique sportive de haut niveau: dépenses diverses	163.610	185.920	190.000
		Détail:			
		1) Programmes fédéraux et mesures diverses de promotion 73.490			
		2) Section du sport d'élite à l'armée 42.142			
		3) Contribution au Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois dans l'intérêt de la prépara-			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		tion olympique	74.368			
		Total	190.000			
32.020 (32.00)	08.30	Congé sportif: indemnités compensatoires. (Crédit non limitatif)		247.595	290.035	330.00
		Détail:				
		1) Sportifs d'élite et personnel d'encadrement	276.082			
		2) Dirigeants sportifs	53.918			
		Total	330.000			
33.000 (33.00)	08.30	Participation aux frais de fonctionnement des fédérations sportives agréées		421.419	421.419	442.49
33.001 (33.00)	08.30	Participation dans les indemnités d'entraîneurs fédéraux engagés avec l'agrément et sous le contrôle de l'Etat; participation aux frais de programmes spéciaux et de stages pour cadres fédéraux		570.155	570.155	594.94
33.002 (33.00)	05.30	Comité national de lutte contre le dopage: participation aux frais de fonctionnement		3.718	3.718	3.71
33.010 (33.00)	08.30	Subsides aux fédérations sportives agréées et aux sociétés affiliées		401.588	401.588	420.00
33.011 (33.00)	08.30	Animation et appui du sport-loisirs: subsides		23.550	23.550	24.02
33.012 (33.00)	08.30	Contributions dans l'intérêt de l'organisation ou de la participation à des championnats à l'échelon mondial et européen		61.973	61.973	69.41
33.013 (33.00)	08.30	Participation dans les indemnités des cadres administratifs des fédérations sportives agréées		133.863	136.341	178.48
33.014 (33.00)	08.30	Participation aux frais de fonctionnement du centre national sportif et culturel. (Crédit non limitatif)		-	247.894	348.00
33.015 (33.00)	08.30	Subvention à la Fédération luxembourgeoise du tir aux armes sportives dans l'intérêt de la participation aux installations de l'EUROSTAND de tir à Volmerange-les-Mines en Lorraine		-	213.436	-
33.016 (33.00)	08.30	Organisation du départ du Tour de France au Luxembourg: participation aux frais de l'association des organisateurs luxembourgeois		-	-	74.36
35.020 (35.30)	08.30	Organisation du départ du Tour de France au Luxembourg: contribution aux frais de la Société du Tour de France .		-	-	255.00
35.030 (35.40)	08.30	Participation du Luxembourg aux quatrièmes jeux de la francophonie: frais de participation		-	-	24.54
35.060 (35.00)	08.30	Cotisations et subsides à des organisations et institutions internationales. (Crédit non limitatif)		6.197	6.222	6.22

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 11.4		3.618.807	4.203.753	4.615.445
		Section 11.5				
		Institut national des sports				
11.000 11.00)	08.30	Traitements des fonctionnaires		226.971	230.343	242.961
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	224.698			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	4.806			
		3) Charges sociales patronales	9.886			
		4) Allocations de repas	3.570			
		Différence d'arrondi de la conversion en EURO	1			
		Total	242.961			
11.010 11.00)	08.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent		71.121	71.914	75.192
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	62.719			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	2.078			
		3) Charges sociales patronales	8.610			
		4) Allocations de repas	1.785			
		Total	75.192			
11.020 11.00)	08.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		3.966	4.586	4.630
		Détail:				
		B - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	4.630			
11.030 11.00)	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		319.510	320.551	341.351
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	276.480			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	24.902			
		3) Charges sociales patronales	39.969			
		Total	341.351			
11.040 11.00)	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 11.40)	08.30	Indemnités d'habillement		2.085	2.181	2.367
11.130 11.12)	08.30	Indemnités pour services extraordinaires		2.975	3.619	3.310

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		5) Prestations individuelles	3.310			
12.000 (12.15)	08.30	Indemnités pour services de tiers		350	992	60
		Détail:				
		1) Jetons de présence	600			
12.010 (12.13)	08.30	Frais de route et de séjour		123	124	18
12.020 (12.14)	08.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		4.329	4.462	4.58
		Détail:				
		1) Assurances	248			
		2) Carburants et lubrifiants	744			
		3) Réparations et entretien	3.471			
		9) Divers	125			
		Total	4.588			
12.040 (12.12)	08.30	Frais de bureau		938	992	1.03
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	248			
		3) Location et entretien des machines de bureau	169			
		4) Consommables bureautiques	124			
		5) Frais d'impression et de reliure	248			
		6) Documentation et bibliothèque	248			
		Total	1.037			
12.050 (12.12)	08.30	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		3.927	4.710	4.71
		Détail:				
		2) Frais téléphoniques	4.710			
12.080 (12.11)	08.30	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif)		195.748	185.920	200.29
		Détail:				
		1) Nettoyage	59.866			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	105.851			
		3) Chauffage	14.750			
		4) Réparations et entretien	19.832			
		Total	200.299			
12.210 (12.30)	08.30	Dépenses d'alimentation		79.191	79.326	88.80
12.300 (12.30)	08.30	Frais d'exploitation et d'entretien des installations de l'I.N.S. à Luxembourg-Fetschenhof et à Pulvermuhl (annexe); dépenses diverses		23.090	26.525	27.26

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Literie, mobilier, vaisselle	11.155			
		2) Matériel de sport	8.825			
		3) Entretien des appareils du centre médico-sportif spécialisé	421			
		4) Entretien des installations de plein air ...	6.197			
		9) Divers	671			
		Total	27.269			
		Total des dépenses de la section 11.5		934.324	936.493	997.394
		Section 11.6				
		Centre sportif national de natation				
11.000 (11.00)	08.30	Traitements des fonctionnaires		604.761	623.328	631.536
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	532.126			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	61.503			
		3) Charges sociales patronales	25.462			
		4) Allocations de repas	12.445			
		Total	631.536			
11.010 (11.00)	08.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent		201.190	214.031	226.249
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	174.325			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	20.821			
		3) Charges sociales patronales	26.089			
		4) Allocations de repas	5.014			
		Total	226.249			
11.020 (11.00)	08.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		21.416	4.809	4.984
		Détail:				
		B - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	4.984			
11.030 (11.00)	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		70.553	69.113	71.304
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	61.017			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	1.927			
		3) Charges sociales patronales	8.360			
		Total	71.304			
11.040	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		50.555	248	100

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(11.00)		*Détail:*				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	08.30	Indemnités d'habillement		3.689	3.694	3.694
11.110 (11.12)	08.30	Indemnités pour pertes de caisse		595	595	595
11.130 (11.12)	08.30	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif)		2.662	3.718	3.748
		Détail:				
		1) Cours et examens	3.500			
		2) Prestations individuelles	248			
		Total	3.748			
12.000 (12.15)	08.30	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif)		9.757	7.437	7.501
		Détail:				
		2) Cours et examens	7.501			
12.010 (12.13)	08.30	Frais de route et de séjour		1.091	1.388	2.013
12.030 (12.16)	08.30	Fourniture de vêtements de travail et de protection		243	1.289	1.289
12.040 (12.12)	08.30	Frais de bureau		2.990	3.718	3.718
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	1.537			
		2) Location et entretien des machines de bureau	1.834			
		3) Consommables bureautiques	347			
		Total	3.718			
12.050 (12.12)	08.30	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		8.611	7.040	8.000
		Détail:				
		1) Frais postaux	793			
		2) Frais téléphoniques	6.066			
		4) Télex et téléfax	298			
		5) 2 Lignes ISDN	843			
		Total	8.000			
12.080 (12.11)	08.30	Frais de gestion des installations techniques, d'entretien et de nettoyage. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		1.081.264	1.165.100	1.201.983
		Détail:				
		1) Consommation d'énergie	483.000			
		2) Gestion des installation techniques,				

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		entretien, nettoyage,				
		1. Gestion des installations techniques	308.852			
		2. Nettoyage	299.335			
		3. Divers	110.796			
		Total	1.201.983			
12.140 12.16)	08.30	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information		13.086	14.874	14.877
		Détail:				
		1) Brochures et dépliants	2.727			
		2) Campagnes publicitaires	9.918			
		3) Foires	496			
		4) Expositions	496			
		9) Divers	1.240			
		Total	14.877			
12.300 12.30)	08.30	Acquisition de matériel destiné à la revente et à la location. (Crédit non limitatif)		8.104	22.310	22.310
12.310 12.30)	08.30	Frais d'entretien et d'exploitation: dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)		75.247	76.847	78.768
		Détail:				
		1) Frais d'entretien	20.443			
		2) Produits pour le traitement des eaux	14.704			
		3) Produits de nettoyage et de désinfection ...	16.877			
		4) Frais divers d'exploitation	14.207			
		5) Matériel d'entretien et de sport	5.123			
		6) Entretien d'équipement des ateliers	1.724			
		7) Remboursement de la taxe sur valeur ajouté .	4.212			
		9) Divers	1.478			
		Total	78.768			
		Total des dépenses de la section 11.6		2.155.814	2.219.539	2.282.669
		Section 11.7				
		Ecole nationale de l'éducation physique et des sports				
11.000 11.00)	08.30	Traitements des fonctionnaires		206.793	206.917	214.094
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	199.395			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	6.532			
		3) Charges sociales patronales	6.382			
		4) Allocations de repas	1.785			
		Total	214.094			
11.010 11.00)	08.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent		-	248	100

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 100			
11.020 (11.00)	08.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	3.347	3.347	2.98
		Détail:			
		B - Etudiants			
		1) Rémunérations de base 2.987			
11.030 (11.00)	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	-	248	10
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 100			
11.040 (11.00)	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	-	248	10
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 100			
11.130 (11.12)	08.30	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif)	81.760	84.284	85.46
		Détail:			
		a) - Commission consultative			
		1) Jetons de Présence 226			
		b) - Centres de formation			
		2) Cours et examens 56.349			
		c) - Formations			
		5) Prestations individuelles 28.889			
		Total 85.464			
12.000 (12.15)	08.30	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif)	69.267	73.129	75.232
		Détail:			
		a) - Commission consultative			
		1) Jetons de présence 236			
		b) - Centres de formation			
		2) Cours et examens 28.120			
		c) - Formations			
		4) Prestations individuelles 46.876			
		Total 75.232			
12.010 (12.13)	08.30	Frais de route et de séjour	7.933	9.916	15.097
12.040 (12.12)	08.30	Frais de bureau	9.023	9.916	9.916
		Détail:			
		1) Articles et matériel de bureau 2.479			
		2) Location et entretien des machines à photocopier 1.279			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau 160			
		4) Consommables bureautiques 800			
		5) Frais d'impression et de reliure 2.719			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		6) Documentation et bibliothèque 2.479			
		Total 9.916			
12.180 (12.30)	08.30	Acquisition de matériel didactique et audiovisuel	1.780	3.718	3.718
12.190 (12.30)	08.30	Organisation de colloques, de formations et de conférences nationaux et internationaux sur les problèmes de l'éducation physique et du sport; participation d'experts étrangers et nationaux aux formations à l'école nationale de l'éducation physique et des sports; indemnités, frais de déplacement et de séjour	8.552	12.395	12.395
12.191 (12.30)	08.30	Organisation de stages et d'entraînements dans le cadre des centres de formation: frais de transport et de séjour	30.593	29.747	30.000
12.192 (12.30)	08.30	Développement des contacts et échanges avec des institutions à l'étranger: dépenses diverses	2.566	4.958	1.650
12.300 (12.30)	08.30	Location d'installations et de matériel; achat de matériel et d'équipement de sport dans l'intérêt des centres de formation; dépenses diverses	1.939	2.479	2.727
33.000 (33.00)	08.30	Participation financière à des programmes européens	-	-	1.650
34.060 (34.40)	08.30	Participation de chargés de cours et de stagiaires de l'école nationale de l'éducation physique et des sports à des formations, des perfectionnements et des recyclages à l'étranger; frais de déplacement et de séjour	5.817	12.395	12.395
35.010 (35.20)	08.30	Cotisation au Pôle Européen Interrégional du Sport	-	-	1.650
		Total des dépenses de la section 11.7	429.370	453.945	469.275
		Total des dépenses du département 10	502.092.311	504.312.897	544.204.308

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
11	Salaires et charges sociales	419.561.866	418.434.527	442.282.472
12	Achat de biens non durables et de services	36.241.962	38.254.903	44.348.539
32	Transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises	1.301.669	1.583.966	6.491.199
33	Transferts de revenus aux administrations privées	3.782.803	4.080.623	5.068.495
34	Transferts de revenus aux ménages	2.620.765	2.329.603	2.546.163
35	Transferts de revenus à l'étranger	31.413	50.595	340.160
41	Transferts de revenus à l'administration centrale	1.303.224	1.313.589	1.291.613
43	Transferts de revenus aux administrations publiques locales	13.500.723	13.712.800	15.672.501
44	Transferts de revenus à l'enseignement non universitaire spécial/libre	23.747.886	24.552.291	26.163.166
Total		502.092.311	504.312.897	544.204.308

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		12 ET 13 - MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITE SOCIALE ET DE LA JEUNESSE			
		Section 12.0			
		Famille			
11.130 11.12)	06.36	Indemnités pour services extraordinaires du Conseil Supérieur de la Famille et de l'Enfance	322	992	992
		Détail:			
		1) Jetons de présence 992			
11.131 11.12)	06.32	Indemnités pour services extraordinaires	3.557	7.437	11.376
		Détail:			
		1) Jetons de présence 8.500			
		9) Prestations individuelles 2.876			
		Total 11.376			
12.000 12.15)	06.36	Indemnités pour services de tiers du Conseil Supérieur de la Famille et de l'Enfance	434	942	942
		Détail:			
		1) Jetons de présence 942			
12.001 12.15)	06.32	Indemnités pour services de tiers	2.775	9.296	6.414
		Détail:			
		1) Jetons de présence 6.414			
12.010 12.13)	06.36	Frais de route et de séjour	16.796	24.789	37.921
12.012 12.13)	06.32 06.36	Frais de route et de séjour à l'étranger	32.674	54.537	70.000
12.020 12.14)	06.36	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	10.532	11.155	13.581
		Détail:			
		1) Assurances 3.000			
		2) Carburants et lubrifiants 6.081			
		3) Réparation et entretien 4.500			
		Total 13.581			
12.040 12.12)	06.36	Frais de bureau; dépenses diverses	10.881	11.552	12.940
		Détail:			
		1) Articles et matériel de bureau 2.750			
		6) Documentation et bibliothèque 5.850			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		9) Divers	4.340			
		Total	12.940			
12.060 (12.12)	06.36	Location et entretien des installations de télécommunications		1.985	4.388	4.388
		Détail:				
		4) Abonnements	2.157			
		5) Communications	2.231			
		Total	4.388			
12.080 (12.11)	06.36	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		35.231	47.050	47.350
		Détail:				
		1) Nettoyage	6.150			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	21.500			
		3) Chauffage	18.500			
		9) Divers	1.200			
		Total	47.350			
12.120 (12.30)	06.33 06.36	Frais d'experts et d'études relatifs à l'élaboration d'un plan comptable harmonisé par le secteur conventionné		-	12.395	6.250
12.190 (12.30)	06.32	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation		-	744	-
12.300 (12.30)	06.36	Centre de formation socio-familiale: frais de fonctionnement; indemnités des conférenciers; acquisition d'équipements et de matériel didactique; frais de publication; dépenses diverses		28.043	37.184	32.250
12.301 (12.30)	13.90	Année internationale du volontariat: frais d'organisation, dépenses diverses		-	-	250.000
33.002 (33.00)	11.40	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs		728.138	-	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 20.0.*				
33.003 (33.00)	11.40	Participation à EURO-Guichet-consommateur		78.086	-	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 20.0.*				
33.004 (33.00)	06.33 06.36	Participation exceptionnelle et transitoire aux découverts de fonctionnement intervenus dans les institutions conventionnés par l'Etat au 1er janvier 1999 accueillant ou traitant des personnes bénéficiant des prestations de l'assurance dépendance, suite à la nécessité, pour les institutions concernées, de disposer d'un délai d'adaptation de la structure d'exploitation et de l'organisation aux effets de l'entrée en vigueur de l'assurance dépendance. (Crédit non limitatif)		19.624	24.789	-

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
33.005 (33.00)	06.33	Participation exceptionnelle transitoire aux découverts de fonctionnement intervenus dans des institutions conventionnées par le Ministère de la Santé au 1er janvier 1999 accueillant ou traitant des personnes bénéficiant des prestations de l'assurance dépendance, suite à la nécessité, pour les institutions concernées, de disposer d'un délai d'adaptation de la structure d'exploitation et de l'organisation aux effets de l'entrée en vigueur de l'assurance dépendance. (Crédit non limitatif)	164.199	24.789	-
33.010 (33.00)	06.33 06.36	Subsides dans l'intérêt de la bienfaisance publique à des oeuvres de bienfaisance et de solidarité ainsi qu'à des organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique	74.244	133.863	238.464
		Note: *Changement du libellé.*			
33.013 (33.00)	11.40	Organisation de journées du consommateur	35.959	-	-
33.014 (33.00)	06.32	Participation de l'Etat aux frais d'organisation de la conférence internationale "Pour le bien-être des enfants du XXI siècle"	-	24.789	-
33.015 (33.00)	11.70	Subside dans l'intérêt de la défense de la petite épargne	12.395	-	-
35.060 (35.00)	06.36	Contributions à des organismes internationaux	8.381	8.304	17.070
		Total des dépenses de la section 12.0	1.264.256	438.995	749.938
		Section 12.1			
		Service d'action socio-familiale.- Enfants et adultes			
11.010 (11.00)	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	172.608	82.102	84.959
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 74.257			
		3) Charges sociales patronales 9.810			
		4) Allocations de repas 892			
		Total 84.959			
11.020 (11.10)	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	-	248	100
		Détail:			
		1) Rémunération de base 100			
12.100 (12.11)	06.32	Foyers d'enfants: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques.			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		(Crédit non limitatif)	241.138	245.315	179.208
12.120 (12.30)	06.32 06.36	Evaluation et programmation des structures d'accueil et d'assistance pour mineurs et jeunes adultes: frais d'experts et d'études	44.621	74.368	74.368
12.121 (12.30)	06.32 06.36	Frais d'experts et d'études relatifs à la situation des personnes handicapées	-	37.184	49.578
12.122 (12.30)	06.32	Frais d'experts et d'études pour la mise en oeuvre de la politique jeunesse	-	16.113	5.000
12.140 (12.16)	06.32 06.36	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information relatifs à la situation des personnes handicapées	21.655	24.789	24.789
		Détail:			
		1) Brochures et dépliants 7.437			
		2) Campagnes publicitaires 14.874			
		9) Divers 2.478			
		Total 24.789			
12.141 (12.16)	06.32	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information aux questions de politique et travail jeunesse	-	7.437	14.874
12.300 (12.30)	06.32	Mise en oeuvre des programmes d'action en faveur de la promotion des droits de l'enfant	214	24.789	24.789
12.310 (33.00)	06.32	Programme d'action contre l'exploitation sexuelle d'enfants: dépenses diverses	42.911	74.368	74.368
12.320 (33.00)	06.36	Information, consultation et promotion familiale: frais de publication, dépenses diverses	-	-	37.184
33.000 (33.00)	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des centres de consultation et d'information familiales prévus par la loi du 15.11.1978, ainsi que d'autres services pour enfants et familles	4.213.514	4.444.037	4.808.734
33.001 (33.00)	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de services d'aide et d'assistance socio-familiale et de services d'adoption conventionnés	2.596.964	2.288.107	2.295.346
33.002 (33.00)	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil conventionnés pour jeunes	15.731.730	16.140.422	17.132.016
33.003 (33.00)	04.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des internats socio-familiaux conventionnés	2.986.829	3.227.648	3.403.983
33.004 (33.00)	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de foyers de jour conventionnés pour enfants	12.546.392	13.810.148	15.624.694
33.005 (33.00)	06.32	Participation de l'Etat aux frais des services de placement familial conventionnés	3.739.746	4.831.643	4.599.394
33.006 (33.00)	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil et de services conventionnés pour adultes	3.862.647	4.050.555	4.216.984
33.007	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(33.00)		centres d'accueil et de services conventionnés pour personnes handicapées	14.223.249	14.096.788	16.164.259
33.008 (33.00)	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil conventionnés créés dans le cadre de la décentralisation de l'HNPE	624.478	621.742	783.796
33.009 (33.00)	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de garderies conventionnées	244.967	313.263	318.791
33.012 (33.00)	06.32	Subsides de l'Etat aux frais de fonctionnement de structures d'accueil de jour non-conventionnées pour enfants	-	61.973	50.000
33.013 (33.00)	06.32	Subsides de l'Etat aux frais d'infrastructure de structures d'accueil de jour non-conventionnées pour enfants	-	24.789	24.790
33.014 (33.00)	04.12	Subsides de l'Etat aux frais de fonctionnement de garderies non-conventionnées et de services non-conventionnés prenant en charge les élèves en dehors des heures de classes	45.365	91.721	91.721
33.015 (33.00)	06.34	Subsides à des associations oeuvrant en faveur des personnes handicapées	6.197	6.197	-
33.016 (33.00)	06.32	Frais liés à la location de chaises par l'Etat dans des structures d'accueil de jour non-conventionnées pour enfants. (Crédit non limitatif)	11.543	91.721	200.000
33.017 (33.00)	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement d'initiatives de travail social communautaire	189.655	176.153	196.281
33.018 (33.00)	04.52	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres de propédeutique professionnelle privés	3.486.141	3.675.815	3.456.069
33.019 (33.00)	04.52	Participation de l'Etat aux frais de mise en place, de fonctionnement et d'étude de projets-pilotes destinés à soutenir la création de nouveaux emplois de proximité dans le domaine socio-familial	-	619.734	619.734
33.020 (33.00)	06.36	Participation de l'Etat aux frais d'organisation de la réunion "Familles d'accueil européennes"	-	24.789	24.789
33.021 (33.00)	06.32	Participation de l'Etat aux frais d'animation et de fonctionnement des centres de rencontre et des centres multi-services pour jeunes conventionnés	867.560	1.653.698	1.829.188
33.022 (33.00)	06.32	Participation de l'Etat aux frais de secrétariat des associations de jeunesse et d'organismes s'occupant des loisirs des jeunes	98.537	108.453	163.561
33.023 (33.00)	06.32	Centre d'Etudes sur la Situation des Jeunes en Europe: participation aux frais de fonctionnement	61.973	125.037	150.000
33.024 (33.00)	06.32	Services de formation des mouvements de jeunes: participation aux frais de fonctionnement	-	153.694	159.743
33.025 (33.00)	06.32	Services de Médiation: participation aux frais de fonctionnement	-	160.114	324.245

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
33.026 (33.00)	06.32	Subsides pour activités dans l'intérêt des jeunes	156.165	173.005	200.273
34.010 (34.30)	06.32	Placement familial: secours aux familles d'accueil et à des associations sans but lucratif oeuvrant dans ce domaine	2.975	17.353	17.353
43.000 (43.22)	06.32	Subsides pour la mise en oeuvre du plan d'action "Participation"	13.647	24.789	24.789
43.001 (43.22)	06.32	Participation de l'Etat aux frais des communes pour la prise en charge des élèves en dehors des heures de classes dans le cadre de loisirs surveillés, de services de restauration et de services d'aide aux devoirs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	2.000.000
		Restants d'exercices antérieurs			
12.600 (12.11)	06.32	Foyers d'enfants: loyeres d'immeubles et charges locatives accessoire payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	167	-	-
		Total des dépenses de la section 12.1	66.233.588	71.600.101	79.449.750
		Section 12.2 **Solidarité**			
11.130 (11.12)	06.20	Indemnités pour services extraordinaires	248	248	248
		Détail:			
		1) Jetons de présence 248			
12.300 (12.30)	06.20	Prévention, information et sensibilisation en matière de surendettement; indemnités; frais de publication; dépenses diverses	-	-	37.184
33.010 (33.00)	06.20	Subsides à des associations oeuvrant en faveur des accidentés de la vie	1.239	1.239	-
34.010 (34.30)	06.20	Secours du chef de pertes essuyées par suite d'accidents ou d'événements imprévus; secours particuliers; secours urgents et secours de route; subventions diverses; secours extraordinaires et suppléments de rente aux crédirentiers des assurances sociales. (Sans distinction d'exercice)	260.259	309.867	309.867
34.011 (34.30)	06.20	Prise en charge par l'Etat des cotisations d'assurance-maladie-maternité des personnes indigentes résidant au Luxembourg temporairement non bénéficiaires d'un régime de la sécurité sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	12.362	12.395	12.395
34.012 (34.30)	06.20	Secours du chef de pertes et dégâts essuyés à la suite de catastrophes naturelles, frais d'expertises. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	10.745	2.479	2.479

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
34.013 (34.30)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de placement à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	-	1.735.255
35.060 (35.00)	06.20	Remboursement de secours avancés à des Luxembourgeois en pays étrangers; subsides à des sociétés de bienfaisance à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		4.024	1.239	1.239
43.000 (43.22)	06.20	Remboursement aux communes de la part de l'Etat dans les frais d'entretien de diverses catégories d'indigents indigènes exposés tant dans le pays qu'à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		3.345.282	4.214.190	2.974.722
43.001 (43.22)	06.20	Remboursement aux communes des frais incombant à l'Etat du chef de l'entretien d'indigents étrangers et indigènes dont le domicile de secours n'a pu être déterminé. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		2.726.126	2.726.829	2.726.829
		Total des dépenses de la section 12.2		6.360.285	7.268.486	7.800.218
		Section 12.3				
		Commissariat du Gouvernement aux étrangers				
11.000 (11.00)	06.36	Traitements des fonctionnaires		482.079	492.639	513.255
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	480.329			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	6.832			
		3) Charges sociales patronales	19.872			
		4) Allocations de repas	6.222			
		Total	513.255			
11.010 (11.00)	06.36	Indemnités des employés occupés à titre permanent		70.774	76.847	79.496
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	68.601			
		3) Charges sociales patronales	9.110			
		4) Allocations de repas	1.785			
		Total	79.496			
11.020 (11.00)	06.36	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		193.188	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.030 (11.00)	06.36	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		218.047	227.145	231.055
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	197.743			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	6.257			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		3) Charges sociales patronales	27.055			
		Total	231.055			
11.040 (11.00)	06.36	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		14.669	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	06.36	Indemnités d'habillement		837	744	843
11.130 (11.12)	06.36	Indemnités pour services extraordinaires		3.049	3.718	3.718
12.000 (12.15)	06.36	Indemnités pour services de tiers		8.441	7.437	8.500
		Détail:				
		1) Jetons de présence	8.500			
12.001 (12.15)	06.36	Indemnités pour services de tiers: indemnités pour perte de salaire des membres non fonctionnaires du Conseil National pour étrangers		-	744	744
12.010 (12.13)	06.36	Frais de route et de séjour		4.982	2.479	7.250
12.020 (12.14)	06.36	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		2.211	9.420	10.982
		Détail:				
		1) Assurances	5.205			
		2) Carburants et lubrifiants	2.479			
		3) Entretien	3.298			
		Total	10.982			
12.040 (12.12)	06.36	Frais de bureau		2.968	2.975	2.975
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	1.487			
		5) Frais d'impression et de reliure	992			
		6) Documentation et bibliothèque	372			
		9) Divers	124			
		Total	2.975			
12.080 (12.11)	06.36	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif)		337.091	349.530	365.271
12.090 (12.21)	06.36	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		71.193	84.036	98.909
		Détail:				
		1) Loyers	98.909			
12.100 (12.11)	06.36	Foyers d'accueil: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques.				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		(Crédit non limitatif)		512.888	432.797	657.513
		Détail:				
		1) Loyers	657.513			
12.130 (12.16)	06.36	Frais d'expertises et d'études: frais d'interprètes et d'experts. (Crédit non limitatif)		-	37.184	37.184
12.140 (12.16)	06.36	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information		11.542	18.592	18.592
12.190 (12.30)	06.36	Organisation d'une conférence nationale des étrangers et d'une conférence nationale des commissions consultatives communales pour étrangers		-	7.437	24.789
12.250 (12.00)	06.36	Centres d'accueil et foyers créés en vue de l'hébergement de travailleurs migrants: frais d'exploitation; dépenses diverses		24.785	24.789	24.789
		Détail:				
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		2) Frais de téléphone	9.916			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	4.957			
		1232 Lingerie	9.916			
		Total	24.789			
12.300 (12.30)	06.36	Frais de formation		442	2.479	2.479
33.010 (33.00)	06.36	Subsides à des oeuvres de bienfaisance et de solidarité sociale en faveur des étrangers; subsides à des associations socio-culturelles favorisant l'intégration des étrangers		40.698	40.902	40.902
33.011 (33.00)	06.36	Subsides aux frais de fonctionnement et d'exploitation de foyers d'hébergement pour travailleurs gérés par des organisations privées		28.508	32.226	32.226
33.012 (33.00)	06.36	Accueil de réfugiés: fonctionnement des foyers d'accueil; entretien des réfugiés et des demandeurs d'asile. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		22.748.444	6.197.338	12.395.000
33.013 (33.00)	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services qui ont pour objet de promouvoir, au moyen de l'action et de la recherche, le dialogue, la rencontre et l'échange entre étrangers et Luxembourgeois		318.320	328.979	361.072
33.014 (33.00)	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services ayant pour objet de promouvoir les mesures d'action sociales et d'intégration des étrangers		121.515	112.940	124.355
33.016 (33.00)	06.36	Participation de l'Etat aux frais d'étude sur la participation sociale et politique des étrangers aux élections communales et européennes		-	37.184	37.184

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
34.010 (34.30)	06.36	Secours à des travailleurs migrants; entretien des demandeurs d'asile		6.644	12.395	12.395
		Total des dépenses de la section 12.3		25.223.315	8.543.452	15.091.678
		Section 12.4				
		Fonds national de solidarité				
11.000 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics		1.109.671	1.201.441	1.300.594
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.224.335			
		3) Charges sociales patronales	54.509			
		4) Allocations de repas	21.750			
		Total	1.300.594			
11.010 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent		117.749	121.815	131.001
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	116.761			
		3) Charges sociales patronales	11.570			
		4) Allocations de repas	2.670			
		Total	131.001			
11.020 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire		84.136	1.785	1.878
		Détail:				
		B - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	1.878			
11.100 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités d'habillement		186	198	190
11.130 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires		16.287	16.386	16.370
		Détail:				
		1) Jetons de présence	1.220			
		2) Cours et examens	1.500			
		5) Prestations individuelles	13.650			
		Total	16.370			
12.000 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers		112	149	80

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Jetons de présence	80			
12.010 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour		835	3.223	3.596
12.020 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation des véhicules automoteurs		1.703	1.537	2.010
		Détail:				
		1) Assurances	350			
		2) Carburants et lubrifiants	910			
		3) Réparation et entretien	620			
		9) Divers	130			
		Total	2.010			
12.040 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau		11.354	9.222	10.100
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	4.960			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	2.240			
		3) a) Location et entretien des machines de bureau	130			
		b) Horodateur/frais d'exploitation	200			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.990			
		6) Documentation et bibliothèque	400			
		7) Frais de banque	180			
		Total	10.100			
12.050 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		42.662	47.323	50.710
		Détail:				
		1) Frais postaux	22.620			
		2) Frais téléphoniques	9.260			
		9) Divers: frais de compte-chèques postaux	18.830			
		Total	50.710			
12.060 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des installations de télécommunications		1.856	1.983	2.100
		Détail:				
		2) Contrats d'entretien	1.900			
		3) Réparations et pièces de rechange	200			
		Total	2.100			
12.080 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: exploitation et entretien des bâtiments		38.746	45.414	42.890
		Détail:				
		1) Nettoyage	30.680			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLÉ	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Eau, gaz, électricité, taxes ..... 6.100 *3) Chauffage* ..... 3.870 *4) Réparations et entretien* ..... 2.240 *Total* 42.890			
12.100 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	1.093	1.140	1.160
		Détail: *1) Loyers* 1.160			
12.110 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux. (Crédit non limitatif)	5.582	18.840	14.880
12.300 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de surveillance et de contrôle	2.061	2.479	1.990
12.310 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: part dans les frais du centre d'informatique, d'affiliation et de perception des cotisations commun aux institutions de la sécurité sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	163.165	148.736	168.570
34.010 (34.30)	06.20	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 26.7.1986 portant introduction d'un revenu minimum garanti, compte tenu des recettes du fonds. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	52.057.640	59.692.761	59.491.300
34.011 (34.30)	06.20	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 13.6.1975 : allocation compensatoire en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rentes et de pensions. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	1.818.625	1.561.729	1.399.560
34.013 (34.30)	06.20	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les avances de pensions alimentaires définitivement irrécouvrables (article 14 de la loi du 26.7.1980). (Crédit non limitatif)	937.038	1.088.253	1.175.030
34.014 (34.30)	06.20	Dotation du fonds national de solidarité dans l'intérêt du versement de l'allocation pour frais de chauffage en faveur des ménages à revenu modeste. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	1.833	4.958	2.480
34.015 (34.30)	06.20	Dotation du fonds national de solidarité au titre de la participation au prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique 1) aux personnes admises à durée indéterminée dans les centres intégrés, maisons de soins, centres socio-gérontologiques et foyers de jour psychogériatriques dûment agréés conformément à la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique;			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) aux personnes séjournant dans un hôpital et considérées comme cas de simple hébergement au sens de l'article 17 du code des assurances sociales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	8.329.222	9.296.007	9.296.010
		Restants d'exercices antérieurs			
12.520 (12.14)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	-	-	430
12.540 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	1.695	-	-
12.550 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	3.560	4.933	7.910
12.580 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: exploitation et entretien des bâtiments	193	-	1.740
		Détail:			
		1) Nettoyage 1.740			
12.800 (42.00)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de surveillance et de contrôle	251	-	-
		Total des dépenses de la section 12.4	64.747.255	73.270.312	73.122.579
		Section 12.5			
		Caisse nationale des prestations familiales			
11.000 (42.00)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	2.386.947	2.574.796	2.916.171
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 2.743.153			
		3) Charges sociales patronales 121.658			
		4) Allocations de repas 51.360			
		Total 2.916.171			
11.010 (42.00)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	538.482	532.550	482.180
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 420.119			
		3) Charges sociales patronales 51.611			
		4) Allocations de repas 10.450			
		Total 482.180			
11.020 (42.00)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	210.208	248	100

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 100			
11.130 (42.00)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	3.189	3.694	18.510
		Détail:			
		1) Jetons de présence 90			
		2) Cours et examens 4.810			
		5) Prestations individuelles 13.610			
		Total 18.510			
12.000 (42.00)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers	25.052	30.714	31.310
		Détail:			
		1) Jetons de présence 590			
		9) Frais de surveillance et de gardiennage 30.720			
		Total 31.310			
12.010 (42.00)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour	45	124	160
12.040 (42.00)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	46.124	49.901	52.588
		Détail:			
		1) Articles et matériel de bureau 18.450			
		2) Location et entretien des machines à photocopier 6.850			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau 800			
		5) Frais d'impression et de reliure 17.010			
		6) Documentation et bibliothèque 3.720			
		7) Frais de banque 4.958			
		9) Divers 800			
		Total 52.588			
12.050 (42.00)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	304.932	366.040	343.460
		Détail:			
		1) Frais postaux 62.720			
		2) Frais téléphoniques 23.430			
		3) Services courrier 3.120			
		9) Frais de compte-chèques postaux 254.190			
		Total 343.460			
12.060 (42.00)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des installations de télécommunications	2.642	4.983	4.990
		Détail:			
		3) Réparations et pièces de rechange 4.990			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.080 42.00)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: exploitation et entretien des bâtiments	142.248	151.017	164.640
		Détail:			
		1) Nettoyage 58.430			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes 40.060			
		3) Chauffage 62.380			
		4) Réparations et entretien 3.770			
		Total 164.640			
12.090 42.00)	06.13	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)	434.772	434.780	543.730
		Détail:			
		1) Loyers 543.730			
12.110 42.00)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux. (Crédit non limitatif)	2.818	992	4.000
12.130 42.00)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publication et de diffusion des rapports. (Crédit non limitatif)	1.587	2.975	2.980
12.140 42.00)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publicité, de sensibilisation et d'information	1.571	1.587	26.490
12.190 12.30)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	-	-	4.960
12.300 42.00)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de surveillance et de contrôle	1.318	1.587	1.590
		Détail:			
		1) Frais de surveillance et de contrôle 1.590			
12.310 42.00)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: part dans les frais du centre d'informatique, d'affiliation et de perception des cotisations commun aux institutions de la sécurité sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	610.727	662.297	706.380
42.000 42.00)	06.13	Participation de l'Etat au financement des allocations familiales: contribution de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	122.919.117	130.188.721	143.250.000
42.001 42.00)	06.13	Prise en charge par l'Etat des allocations de naissance: allocations prénatales; allocations de naissance proprement dites et allocations postnatales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	7.639.315	8.031.750	8.345.329
42.002 42.00)	06.15	Prise en charge par l'Etat des allocations de maternité. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	5.453.658	5.726.340	5.378.437
42.003 42.00)	06.13	Prise en charge par l'Etat du remboursement de prêts aux jeunes époux.			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	24.789	24.789
42.004 (42.00)	06.13	Prise en charge par l'Etat de l'allocation de rentrée scolaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	22.490.325	23.760.594	25.344.816
42.005 (42.00)	06.13	Prise en charge par l'Etat de l'allocation d'éducation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	48.139.250	48.958.971	56.379.955
42.006 (42.00)	06.13	Versement par l'Etat des cotisations dues pour le financement des allocations familiales au titre de l'article 12 de la loi du 17.6.1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétivité des entreprises. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	93.352.898	97.793.996	109.655.574
42.007 (42.00)	06.13	Participation de l'Etat au financement des allocations familiales au titre de l'article 22 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	112.784.648	120.897.672	120.313.592
42.008 (42.00)	06.13	Prise en charge par l'Etat des indemnités pour le congé parental. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	23.078.887	20.839.832
42.009 (42.00)	06.13	Prise en charge par l'Etat des indemnités du congé pour raisons familiales. (Crédit non limitatif)	185.590	1.834.412	695.000
42.011 (42.00)	06.13	Versement par l'Etat des cotisations dues pour le financement des allocations familiales au titre du projet de loi concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	2.762.953	3.222.616	3.090.000
		Restants d'exercices antérieurs			
12.540 (42.00)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	12.892	-	-
12.550 (42.00)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	37.027	-	40.930
12.580 (42.00)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: bâtiments: exploitation et entretien	5.134	-	-
		Total des dépenses de la section 12.5	420.495.469	468.337.033	498.662.493
		Section 12.6			
		Centre du Rham			
11.000 (11.00)	06.32	Traitements des fonctionnaires	2.214.458	2.225.886	2.372.800

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Rémunération de base	2.052.788			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	184.529			
		3) Charges sociales patronales	94.630			
		4) Allocation de repas	40.853			
		Total	2.372.800			
11.010 (11.00)	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent		206.421	219.782	220.334
		Détail:				
		B) Maisons d'enfants de l'Etat				
		1) Rémunérations de base	181.625			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	9.761			
		3) Charges sociales patronales	25.378			
		4) Allocations de repas	3.570			
		Total	220.334			
11.020 (11.00)	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		230.160	3.272	4.052
		Détail:				
		B) Maisons d'Enfants de l'Etat: Etudiants				
		1) Rémunération de base	4.052			
11.030 (11.00)	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		351.310	333.913	348.134
		Détail:				
		B) Maisons d'enfants de l'Etat				
		1) Rémunérations de base	297.979			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	9.385			
		3) Charges sociales patronales	40.770			
		Total	348.134			
11.040 (11.00)	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		1.037	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.101 (11.40)	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: indemnités d'habillement ..		1.116	1.239	1.239
11.131 (11.12)	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: indemnités pour services extraordinaires		52.057	57.561	60.521
		Détail:				
		1) Jetons de présence	4.859			
		3) Cours et examens	28.642			
		9) Divers	27.020			
		Total	60.521			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.001 (12.15)	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: indemnités pour services de tiers	20.411	20.947	21.170
		Détail:			
		1) Jetons de présence 7.883			
		2) Cours et examens 9.147			
		9) Divers 4.140			
		Total 21.170			
12.011 (12.13)	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: frais de route et de séjour	17.091	17.080	24.766
12.031 (12.16)	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: fourniture de vêtements de travail et de protection	242	248	248
12.081 (12.11)	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat; bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)	50.068	56.396	56.396
		Détail:			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes 50.942			
		3) Chauffage 5.454			
		Total 56.396			
12.090 (12.21)	06.32	Maisons d'Enfants de l'Etat: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	2.479	2.479	2.479
		Détail:			
		1) Loyers 2.479			
12.100 (12.11)	06.32	Maisons d'Enfants de l'Etat: Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	4.462	4.462	4.462
		Détail:			
		1) Loyers 4.462			
12.191 (12.30)	06.32	Maisons d'Enfants de l'Etat: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	1.967	3.718	3.811
12.251 (12.00)	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: frais d'exploitation; dépenses diverses	372.358	378.013	395.070
		Détail:			
		A Frais d'administration			
		1204 Frais de bureau			
		1) Articles et matériel de bureau 3.067			
		6) Documentation et bibliothèque 570			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications			
		1) Frais postaux 816			
		2) Frais téléphoniques 11.180			
		1220 Frais d'assurances autres que RC automobile			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		et assurances liées à l'exploitation des immeubles	1.363			
		B Entretien des pensionnaires				
		1215 Prestations médicales et paramédicales	39.017			
		1221 Dépenses d'alimentation	117.351			
		12300 Loisirs	48.277			
		12301 Habillement	36.588			
		12302 Argent de poche	32.472			
		12303 Etudes, formation professionnelle	12.221			
		C Exploitation et entretien des bâtiments				
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	7.521			
		4) Réparations et entretien	32.448			
		1231 Vaisselle	4.345			
		1232 Lingerie	7.775			
		D Dépenses diverses				
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	5.702			
		2) Carburants et lubrifiants	4.331			
		3) Réparation et entretien	3.811			
		1221 Dépenses d'alimentation				
		1) Repas du personnel	24.119			
		1230 Frais de transport	2.096			
		Total	395.070			
34.010 (34.30)	06.32	Secours urgents, subventions diverses, secours extraordinaires à des jeunes suivis par le service social des maisons d'enfants de l'Etat		7.685	7.685	7.933
		Total des dépenses de la section 12.6		3.533.322	3.332.929	3.523.515
		Section 12.7				
		Service d'action socio-familiale.- Personnes âgées				
11.010 (11.00)	06.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent		198.636	-	100
11.020 (11.00)	06.33	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		40.950	-	100
11.030 (11.00)	06.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		207.189	-	100
11.040 (11.00)	06.33	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		12.042	-	100

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.132 (11.12)	06.33	Organismes consultatifs: indemnités pour services extraordinaires	149	446	446
		Détail:			
		1) Jetons de présence 446			
12.000 (12.15)	06.33	Organismes consultatifs: indemnités pour services de tiers	496	1.041	1.041
		Détail:			
		1) Jetons de présence 1.041			
12.301 (12.30)	06.33	Institut de Gérontologie: frais de fonctionnement; indemnités des conférenciers; acquisition d'équipements et de matériel didactique; frais de publication; publicité; dépenses diverses	39.303	42.142	52.677
12.302 (12.30)	06.33	Participation exceptionnelle et transitoire de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'établissement public regroupant les centres, foyers et services pour personnes âgées, suite à la nécessité, pour l'institution concernée, de disposer d'un délai d'adaptation de la structure d'exploitation et de l'organisation aux effets de l'entrée en vigueur de l'assurance dépendance. (Crédit non limitatif)	-	24.789	-
12.303 (12.30)	06.33	Lëtzebuerger Senioren-Academie:frais de fonctionnement; indemnités des conférenciers; acquisitions d'équipements et de matériel didactique; frais de publication; publicité; dépenses diverses	-	24.789	30.000
12.305 (12.30)	06.33	"Senioren Telefon" formation et supervision; publicité; documentation et équipement divers requis, dépenses diverses	-	3.718	5.000
12.330 (12.30)	06.33	Année internationale des personnes âgées: frais d'organisation, dépenses diverses	218.965	-	-
33.010 (33.00)	06.33	Participation de l'Etat aux frais de gestionnaires privés pour promouvoir la création et le fonctionnement de services pour personnes âgées	3.441.777	3.792.796	3.794.384
33.011 (33.00)	06.33	Maison de retraite d'Useldange: participation de l'Etat	-	6.197	-
33.012 (33.00)	06.33	Subsides à des associations et oeuvres pour personnes âgées	96.678	96.678	-
33.013 (33.00)	06.33	Subsides aux associations privées au titre de la participation de l'Etat au prix d'équilibre à payer par les usagers dont les ressources s'avèrent insuffisantes dans les services de maintien à domicile pour personnes âgées. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	495.787	495.787
33.014 (33.00)	06.33	Subsides à des organismes privés développant des mesures d'initiation aux technologies modernes de communication; frais de connexion et frais divers	-	-	25.000

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Note: *Changement du libellé.*			
33.015 (33.00)	06.33	Participation de l'Etat aux frais de démarrage du Centre intégré d'Esch/Alzette	121.801	-	-
33.017 (33.00)	13.90	Subsides à des organismes gestionnaires privés développant des initiatives de formation et de consultation en faveur de personnes affectées de troubles psycho-gériatriques ainsi que de leurs familles	-	148.736	148.736
35.030 (35.40)	06.33	Contribution au fonds des Nations Unies pour l'année internationale des personnes âgées	4.958	-	-
43.040 (43.52)	06.33	Participation de l'Etat aux frais d'établissements publics gérés par des communes pour promouvoir la création et le fonctionnement de services pour personnes âgées ..	68.579	104.190	106.417
		Restants d'exercices antérieurs			
12.510 (12.13)	06.33	Service des personnes âgées et centres intégrés de l'Etat pour personnes âgées: frais de route et de séjour	-	2.876	-
12.750 (12.00)	06.33	Centres intégrés de l'Etat pour personnes âgées: frais d'exploitation; dépenses diverses	-	12.221	-
33.510 (33.00)	06.33	Subsides à caractère bénévole aux administrations privées	14.423	-	-
		Total des dépenses de la section 12.7	4.465.946	4.756.406	4.659.888
		Section 12.8 **Centres socio-éducatifs de l'Etat**			
11.000 (11.00)	06.32	Traitements des fonctionnaires	1.983.842	2.122.018	2.383.504
		Détail:			
		1) Rémunération de base 2.120.589			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 128.968			
		3) Charges sociales patronales 94.879			
		4) Allocation de repas 39.068			
		Total 2.383.504			
11.010 (11.00)	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	443.283	447.844	386.466
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 314.272			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 21.448			
		3) Charges sociales patronales 44.524			
		4) Allocations de repas 6.222			
		Total 386.466			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.020 (11.00)	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	190.280	248	10(
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 100			
11.030 (11.00)	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	444.694	425.881	443.06
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 380.595			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 10.587			
		3) Charges sociales patronales 51.882			
		Total 443.064			
11.040 (11.10)	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	36.062	248	10(
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 100			
11.080 (11.31)	06.32	Frais de gratuité médicale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	248	-
11.100 (11.40)	06.32	Indemnités d'habillement	2.271	2.975	2.975
11.120 (11.12)	06.32	Gratifications pour croix de service	-	124	-
11.130 (11.12)	06.32	Indemnités pour services extraordinaires	13.964	19.038	19.038
		Détail:			
		1) Jetons de présence 1.487			
		5) Prestations individuelles 2.677			
		9) Primes des chefs d'unités 14.874			
		Total 19.038			
11.131 (11.12)	06.32	Institut d'enseignement socio-éducatif: indemnités pour services extraordinaires	1.673	1.983	1.983
		Détail:			
		1) Cours et examens 1.983			
12.000 (12.15)	06.32	Indemnités pour services de tiers	1.644	8.924	8.924
		Détail:			
		1) Jetons de présence 248			
		2) Cours et examens 1.239			
		3) Supervision, encadrement du personnel éducatif 7.437			
		Total 8.924			
12.001 (12.15)	06.32	Institut d'enseignement socio-éducatif: primes d'apprentissage	29.789	41.249	40.249

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		A) Dreiborn et Schrassig 40.249			
12.002 12.15)	06.32	Institut d'enseignement socio-éducatif: indemnités pour services de tiers	7.849	15.617	17.140
		Détail:			
		1) Cours et examens 17.140			
12.010 12.13)	06.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	3.827	7.933	8.700
12.040 12.12)	06.32	Institut d'Enseignement socio-éducatif:centre de documentation	5.255	7.437	8.676
12.080 12.11)	06.32	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)	92.970	108.602	108.602
		Détail:			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes 44.894			
		3) Chauffage 63.708			
		Total 108.602			
12.100 12.11)	06.32	Centres socio-éducatifs de l'Etat: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	16.693	16.708	16.708
		Détail:			
		1) Loyers 14.626			
		2) Charges locatives accessoires 2.082			
		Total 16.708			
12.150 12.30)	06.32	Frais d'hospitalisation et de clinique des pensionnaires qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant; traitement médical et psychiatrique et frais pharmaceutiques des pensionnaires. (Crédit non limitatif)	71.254	76.847	76.847
12.210 12.30)	06.32	Frais d'alimentation. (Crédit non limitatif)	67.467	91.101	82.227
		Détail:			
		1) Centre socio-éducatif de Dreiborn 38.289			
		2) Centre socio-éducatif de Schrassig 30.752			
		3) Personnel 13.186			
		Total 82.227			
12.250 12.00)	06.32	Centre socio-éducatif de Dreiborn: frais d'exploitation et frais divers	76.324	79.252	82.240
12.251 12.00)	06.32	Centre socio-éducatif de Schrassig: frais d'exploitation et frais divers	60.096	68.815	67.396
12.252 12.00)	06.32	Initiatives de prévention en matière de toxicomanie au service des pensionnaires des centres socio-éducatifs et			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		frais divers	12.361	12.419	12.419
12.300 (12.30)	06.32	Dépenses relatives au travail des pensionnaires; acquisition d'outillage et de matières premières. (Crédit non limitatif)	48.526	46.678	46.678
		Détail:			
		1) Centre socio-éducatif de Dreiborn:			
		a) Acquisition d'outillage et de matières premières 28.805			
		b) Exploitation rurale, semences, engrais, fourrages 17.055			
		2) Centre socio-éducatif de Schrassig: Acquisition d'outillage et de matières premières 818			
		Total 46.678			
12.310 (12.50)	06.32	Droit d'accise et taxe de consommation dus par les centres socio-éducatifs; taxe sur la valeur ajoutée due sur les produits achetés. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	372	372
		Détail:			
		1) Droit d'accise et taxe de consommation 124			
		2) Taxe sur la valeur ajoutée 248			
		Total 372			
		Restants d'exercices antérieurs			
12.510 (12.13)	06.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	-	198	-
12.650 (12.30)	06.32	Frais d'hospitalisation et de clinique des pupilles qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant; traitement médical et psychiatrique et frais pharmaceutiques des pupilles	-	273	2.202
12.750 (12.00)	06.32	Centre socio-éducatif de Dreiborn: Frais d'exploitation et frais divers	362	2.181	-
		Total des dépenses de la section 12.8	3.610.486	3.605.213	3.816.610
		Section 12.9 **Service national d'action sociale**			
11.000 (11.00)	06.20	Traitements des fonctionnaires	422.806	407.066	480.154
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 457.930			
		3) Charges sociales patronales 16.894			
		4) Allocations de repas 5.330			
		Total 480.154			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.010 (11.00)	06.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent		46.356	46.331	217.289
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	190.035			
		3) Charges sociales patronales	24.577			
		4) Allocations de repas	2.677			
		Total	217.289			
11.020 (11.00)	06.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.030 (11.00)	06.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		9.544	9.767	10.438
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	8.710			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	501			
		3) Charges sociales patronales	1.227			
		Total	10.438			
11.040 (11.00)	06.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	06.20	Indemnités d'habillement		-	50	50
12.000 (12.15)	06.20	Indemnités pour services de tiers		6.693	7.685	7.685
		Détail:				
		2) Cours de formation spécifiques pour travailleurs sociaux	248			
		5) Indemnités pour l'encadrement des travaux d'utilité collective	7.437			
		Total	7.685			
12.010 (12.13)	06.20	Frais de route et de séjour		636	992	2.175
12.040 (12.12)	06.20	Frais de bureau		6.635	6.569	1.983
		Détail:				
		5) Frais d'impression et de reliure	1.239			
		6) Documentation et bibliothèque	744			
		Total	1.983			
12.050 (12.12)	06.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		13.186	17.204	11.254
		Détail:				
		1) Frais postaux	10.957			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Frais téléphoniques	297			
		Total	11.254			
12.080 (12.11)	06.20	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif)		2.213	892	-
12.100 (12.11)	06.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		98.367	98.389	8.924
		Détail:				
		1) Loyers	8.924			
12.110 (12.30)	06.20	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif)		-	198	6.000
12.130 (12.16)	06.20	Frais de publication		-	12.395	-
12.150 (12.30)	06.20	Frais d'expertises médicales effectuées sur demande du service national de santé au travail et/ou du contrôle médical de la sécurité sociale		-	372	372
12.300 (12.30)	06.20	Service de recherche assistée d'un emploi: frais de fonctionnement, indemnités des chargés de cours, acquisition d'équipements et de matériel didactique; frais de publication; dépenses diverses		-	-	8.180
33.000 (33.00)	06.20	Participation aux frais de fonctionnement de services d'action sociale en exécution de l'article 38 de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		1.485.330	1.567.579	1.736.453
		Détail:				
		1) Frais de personnel	1.696.994			
		2) Frais de route	20.830			
		3) Frais d'administration	18.629			
		Total	1.736.453			
34.010 (34.30)	06.20	Secours urgents à des personnes indigentes bénéficiaires potentiels du revenu minimum garanti		37.184	49.578	49.578
34.050 (34.30)	06.20	Subventions pour formation professionnelle		945	992	992
		Restants d'exercices antérieurs				
12.550 (12.12)	06.20	Achat de biens et services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		3.051	4.338	-
		Total des dépenses de la section 12.9		2.132.946	2.230.893	2.541.727

Article Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 13.0				
		Jeunesse.- Dépenses générales				
12.010 12.13)	06.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		1.288	1.363	-
12.012 12.13)	06.32	Frais de route et de séjour à l'étranger		18.266	16.113	-
12.020 12.14)	06.32	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		-	1.239	-
12.040 12.12)	06.32	Frais de bureau		4.532	4.214	-
12.050 12.12)	06.32	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		1.100	3.223	-
12.080 12.11)	06.32	Bâtiments: exploitation et entretien		217	496	-
12.170 12.30)	06.32	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur		729	744	-
33.012 33.00)	06.32	Contribution aux frais d'affiliation de mouvements de jeunesse à des organismes internationaux		4.908	-	-
33.013 33.00)	06.32	Centre d'information, d'accueil et d'échange de jeunes .		347.051	-	-
33.015 33.00)	06.32	Mesures en faveur de la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi: subsides		22.310	-	-
35.060 35.00)	06.32	Cotisations à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		4.958	4.958	-
		Restants d'exercices antérieurs				
12.510 12.13)	06.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		-	471	-
		Total des dépenses de la section 13.0		405.359	32.821	-
		Section 13.1				
		Service national de la jeunesse				
11.000 11.00)	06.32	Traitements des fonctionnaires		454.562	452.381	442.412
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	421.415			
		3) Charges sociales patronales	15.667			
		4) Allocations de repas	5.330			
		Total	442.412			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.010 (11.00)	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent		315.692	461.404	657.645
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	567.926			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	2.904			
		3) Charges sociales patronales	75.709			
		4) Allocations de repas	11.106			
		Total	657.645			
11.020 (11.00)	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		88.945	19.237	23.390
		Détail:				
		B) - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	23.390			
11.030 (11.00)	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		232.178	226.624	240.817
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	203.925			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	8.685			
		3) Charges sociales patronales	28.207			
		Total	240.817			
11.040 (11.00)	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		1.131	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	06.32	Indemnités d'habillement		1.116	1.116	1.164
11.130 (11.12)	06.32	Indemnités pour services extraordinaires		14.603	37.184	16.050
		Détail:				
		1) Jetons de présence	744			
		5) Prestations individuelles	15.306			
		Total	16.050			
12.000 (12.15)	06.32	Indemnités pour services de tiers		102.661	99.157	126.426
		Détail:				
		1) Jetons de présence	2.479			
		4) Prestations individuelles	123.947			
		Total	126.426			
12.001 (12.15)	06.32	Formations organisées dans le cadre du plan d'action national en faveur de l'emploi: indemnités pour services de tiers		-	18.592	18.592
12.010 (12.13)	06.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		9.472	11.775	17.074
12.020	06.32	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		21.358	16.113	22.310

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.14)		*Détail:*				
		1) Assurances	6.693			
		2) Carburants et lubrifiants	8.180			
		3) Réparation et entretien	7.437			
		Total	22.310			
12.040 12.12)	06.32	Frais de bureau		21.652	19.212	21.678
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	5.445			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	5.582			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	1.239			
		4) Consommables bureautiques	3.958			
		5) Frais d'impression et de reliure	3.842			
		6) Documentation et bibliothèque	1.612			
		Total	21.678			
12.050 12.12)	06.32	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		19.216	19.013	22.310
		Détail:				
		1) Frais postaux	15.369			
		2) Frais téléphoniques	4.462			
		4) Télex et téléfax	1.983			
		9) Divers	496			
		Total	22.310			
12.080 12.11)	06.32	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		130.141	148.736	176.003
		Détail:				
		1) Nettoyage	21.565			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	101.140			
		3) Chauffage	53.298			
		Total	176.003			
12.100 12.11)	06.32	Centres d'information pour jeunes: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques		16.212	65.617	65.618
12.140 12.16)	06.32	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information		27.029	32.226	39.427
		Détail:				
		1) Brochures et dépliants	27.033			
		3) Youth Page	4.958			
		4) Projets de sensibilisation	7.436			
		Total	39.427			
12.170 12.30)	06.32	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur		11.712	12.395	12.953

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.190 (12.30)	06.32	Organisation de stages, de journées d'études et de camps; échange de jeunes; éducation des loisirs; dépenses diverses		83.262	88.002	120.458
		Détail:				
		1) Stages et activités du SMJ	92.198			
		2) Stages enseignement postprimaire	6.941			
		3) Fonctionnement Marienthal	3.718			
		4) Fonctionnement Hollenfels	7.437			
		5) Fonctionnement Eisenborn	2.479			
		6) Fonctionnement Bourglinster	2.479			
		7) Fonctionnement Larochette	2.479			
		8) Fonctionnement autres centres	2.727			
		Total	120.458			
12.250 (12.00)	07.30	Centre d'Erpeldange: frais d'exploitation courants		4.595	4.710	4.922
		Détail:				
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		2) Frais téléphoniques	620			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	421			
		4) Réparations et entretien	2.889			
		1230 Achats de biens et services spécifiques				
		1) Lingerie	942			
		9) Divers	50			
		Total	4.922			
12.300 (12.30)	06.32	Service de prêt du service national de la jeunesse: dépenses de fonctionnement		6.187	6.817	7.437
12.301 (12.30)	13.90	Part nationale de l'Etat dans le cadre du programme Jeunesse (partie)		-	-	30.000
33.010 (33.00)	06.32	Participation aux frais de fonctionnement, de surveillance et d'exploitation de centres, de foyers et de maisons de jeunes		20.947	21.071	40.902
33.011 (33.00)	06.32	Organisation de stages, de journées d'études et de camps; éducation des loisirs et éducation à l'environnement: subsides		54.510	54.537	-
33.012 (33.00)	06.32	Centres de jeunesse: participation aux frais de surveillance, d'exploitation et de fonctionnement		9.809	19.831	-
33.013 (33.00)	06.32	Campagnes d'information et de sensibilisation aux problèmes de la jeunesse		30.871	30.987	30.987
33.014 (33.00)	06.32	Centre de Weicherdange: participation aux frais de surveillance, d'exploitation et de fonctionnement		8.676	-	-
33.015 (33.00)	06.32	Centre de Munsbach: participation aux frais de fonctionnement		54.537	-	-
33.016 (33.00)	06.32	Centrale des auberges de jeunesse luxembourgeoises: participation aux frais de fonctionnement		180.962	208.181	217.549

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Animation	41.579			
		2) Animation, communication et marketing	30.184			
		3) Frais administratifs	27.184			
		4) Frais de fonctionnement des auberges	96.678			
		5) Charges locatives	18.171			
		9) Divers	3.753			
		Total	217.549			
33.017 (33.00)	01.40	Accueil de jeunes dans le cadre de programmes d'échanges sur le plan international: subsides		8.407	8.676	8.676
33.018 (33.00)	06.32	Centre de Médiation: participation aux frais de fonctionnement		106.594	-	-
33.019 (33.00)	06.32	Contributions aux frais d'affiliation de mouvements de jeunesse à des organismes internationaux		-	7.437	7.437
33.020 (33.00)	06.32	Participation aux frais de la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi		-	49.579	106.718
		Détail:				
		1) Projet PIC	24.873			
		2) Aide-Junior	7.477			
		3) Centre de réinsertion Marienthal	74.368			
		Total	106.718			
33.022 (33.00)	06.32	Participation aux frais de fonctionnement du service volontaire des jeunes		-	49.579	49.579
34.060 (34.40)	06.32	Programmes internationaux, voyages éducatifs, initiatives jeunes: subsides		30.949	30.987	32.381
		Détail:				
		1) Programme d'action "Jeunesse pour l'Europe" et autres activités internationales	8.634			
		2) Voyages éducatifs: cas sociaux	7.155			
		3) Initiatives jeunes	12.634			
		5) Coopération grande région	3.958			
		Total	32.381			
34.061 (34.40)	06.32	Congé-éducation: indemnités compensatoires; bourses culturelles (loi modifiée du 4.10.1973). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		346.742	322.262	340.000
34.062 (34.40)	06.32	Service volontaire des jeunes: indemnités. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		33.454	-	-
43.000 (43.22)	06.32	Participation aux frais de surveillance, d'exploitation et d'animation du Centre d'animation et de rencontre pour le Sport et la Jeunesse à Lultzhausen et du Centre de Lasauvage		19.815	21.071	22.019

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 13.1	2.467.997	2.564.757	2.923.034
		Section 13.2 **Maisons de soins de l'Etat**			
12.750 (12.00)	13.90	Maison de soins de l'Etat à Vianden: frais d'exploitation; dépenses diverses	-	2.058	-
12.751 (12.00)	05.22	Maison de soins de l'Etat à Differdange: frais d'exploitation; dépenses diverses	-	12.915	-
12.752 (12.00)	05.22	Maison de soins de l'Etat à Echternach: frais d'exploitation; dépenses diverses	-	17.799	-
33.500 (33.00)	05.22	Maison de soins conventionnée de l'Etat à Wiltz: loyers et charges locatives accessoires, frais de fonctionnement, dépenses diverses	84.928	128.384	-
33.501 (33.00)	05.22	Maison de soins conventionnée de l'Etat à Esch-sur-Alzette: frais d'exploitation, dépenses diverses	94.968	126.847	-
33.502 (33.00)	05.22	Maison de soins conventionnée de l'Etat à Pétange: frais d'exploitation, dépenses diverses	107.264	-	-
33.503 (33.00)	05.22	Remboursement exceptionnel de frais à charge de l'Etat suivant contrats de location-vente conclus en vue de la construction de maisons de soins	-	247.894	-
33.505 (33.00)	05.22	Maison de soins conventionnée à Bettembourg: participation de l'Etat aux frais d'exploitation	72.410	-	-
33.506 (33.00)	05.22	Maison de soins conventionnée à Steinfort: participation de l'Etat aux frais d'exploitation	14.661	-	-
		Total des dépenses de la section 13.2	374.231	535.897	-
		Total des dépenses du département 12	601.314.455	646.517.295	692.341.430

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse

Code	Classes de comptes	1999 Compte provisoire	2000 Budget	2001 Crédits
11	Salaires et charges sociales	13.844.760	12.870.387	14.128.201
12	Achat de biens non durables et de services	5.203.026	5.621.829	6.408.010
33	Transferts de revenus aux administrations privées	96.448.843	84.991.060	96.729.802
34	Transferts de revenus aux ménages	63.894.302	72.409.701	73.885.008
35	Transferts de revenus à l'étranger	22.321	14.501	18.309
42	Transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale	415.727.754	463.518.748	493.317.324
43	Transfert de revenus aux administrations publiques locales	6.173.449	7.091.069	7.854.776
Total		601.314.455	646.517.295	692.341.430

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		14 - MINISTERE DE LA SANTE				
		Section 14.0				
		Ministère de la santé				
11.000 (11.00)	05.22	Clinique pédiatrique: traitements des fonctionnaires ...		178.087	122.732	68.216
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	59.891			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	4.655			
		3) Charges sociales patronales	2.778			
		4) Allocations de repas	892			
		Total	68.216			
11.010 (11.00)	05.22	Maternité: indemnités des employés occupés à titre permanent		161.280	161.205	122.444
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	91.401			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	15.117			
		3) Charges sociales patronales	14.141			
		4) Allocations de repas	1.785			
		Total	122.444			
11.011 (11.00)	05.22	Clinique pédiatrique: indemnités des employés occupés à titre permanent		187.457	187.631	196.716
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	153.719			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	17.870			
		3) Charges sociales patronales	22.450			
		4) Allocations de repas	2.677			
		Total	196.716			
11.060 (33.00)	05.10	Prophylaxie des maladies sociales et autres affections, protection maternelle et infantile: participation aux frais de traitements, indemnités et charges sociales du personnel de la ligue de prévention et d'action médico-sociales et de la Croix-Rouge luxembourgeoise. (Crédit non limitatif)		5.595.619	6.341.885	6.616.361
		Détail:				
		A - Personnel propre de la ligue de prévention et d'action médico-sociales	1.885.450			
		B - Personnel polyvalent de la ligue de prévention et d'action médico-sociales et de la Croix-Rouge; traitements du personnel commun:				
		a) part de la ligue de prévention et d'action médico-sociales (60 %)	2.684.546			
		b) part de la Croix-Rouge (40 %)	1.789.698			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		C - Participation aux frais du personnel propre de la Croix-Rouge	256.667			
		Total	6.616.361			
11.130 (11.12)	05.00	Indemnités pour services extraordinaires		14.222	20.579	20.574
		Détail:				
		1) Jetons de présence				
		a) Collège vétérinaire	1.785			
		b) Commission consultative des Laboratoires	496			
		c) Commission chargée de la révision du tarif officiel des médicaments	25			
		d) Commission de contrôle des spécialités pharmaceutiques (loi du 4.8.1975 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués) (voir l'article 64.8.16.15 des recettes)	744			
		e) Conseil supérieur d'hygiène	372			
		f) Cellule de crise en matière de denrées alimentaires	446			
		g) Comité de surveillance du S.I.D.A.	744			
		h) Conseil de discipline du Collège médical	743			
		i) Conseil supérieur de discipline du Collège médical	991			
		j) Commission permanente pour le secteur hospitalier	1.363			
		k) Conseil supérieur de la santé et de la sécurité au travail	248			
		l) Comité interministériel "Organismes génétiquement modifiés" (membres + secrétaire)	1.289			
		m) Commission de surveillance du CHNP	744			
		n) Commission de conciliation	1.338			
		2) Prestations individuelles				
		a) Indemnité du commissaire de Gouvernement aux hôpitaux	6.123			
		b) Indemnisation pour permanences à domicile (règl. g-d. du 25.10.1990.)	3.123			
		Total	20.574			
11.131 (11.12)	04.50	Réinsertion et formation continue pour professions de santé: indemnités des chargés de cours et de surveillance de stages		-	248	248
		Détail:				
		1) Cours, stages et examens	248			
11.132 (11.12)	05.00	Autopsies faites dans un intérêt scientifique: indemnités		1.909	3.123	3.123
11.133 (11.12)	05.00	Conseil supérieur et de discipline pour les professions de santé: indemnités pour services extraordinaires		-	17.229	17.229
12.000 (12.15)	05.00	Indemnités pour services de tiers		5.290	7.189	12.469

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Jetons de présence				
		a) Collège vétérinaire	1.190			
		b) Commission consultative des Laboratoires	496			
		c) Commission chargée de la révision du tarif officiel des médicaments	25			
		d) Commission de contrôle des spécialités pharmaceutiques (loi du 4.8.1975 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués)	2.008			
		e) Conseil Supérieur d'hygiène	496			
		f) Cellule de crise en matière de denrées alimentaires	446			
		g) Comité de surveillance du S.I.D.A.	545			
		h) Conseil de discipline du Collège médical	744			
		i) Conseil supérieur de discipline du Collège médical	496			
		j) Commission permanente pour le secteur hospitalier	1.735			
		k) Commission chargée d'élaborer un programme de périnatalité pour le Grand-Duché de Luxembourg	124			
		l) Conseil supérieur de la santé et de la sécurité au travail	372			
		m) Groupe de guidance pour la prévention de l'infection nosocomiale au Grand-Duché de Luxembourg	372			
		n) Comité interministériel OGM Experts	99			
		p) Comité d'éthique de recherche	1.487			
		q) Commission de conciliation	1.338			
		r) Commission de surveillance CHNP	496			
		Total	12.469			
12.001 (12.15)	05.00	Conseil de discipline du collège médical: indemnités. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		12.233	4.958	-
12.002 (12.15)	04.50	Réinsertion et formation continue pour professions de santé: indemnités des chargés de cours		-	2.479	2.479
		Détail:				
		1) Cours, stages et examens	2.479			
12.003 (12.15)	05.00	Contrôle sanitaire des viandes et de l'hygiène des locaux dans les établissements agréés sur la base de la règlementation communautaire. (Crédit non limitatif)		309.879	287.804	309.867
12.004 (12.15)	05.00	Conseil Supérieur et de discipline pour les professions de santé: indemnités diverses de tiers		-	32.350	32.350
12.010 (12.13)	05.00	Frais de route et de séjour		3.128	8.676	8.676
12.012 (12.13)	05.00	Frais de route et de séjour à l'étranger		92.865	117.749	105.351
12.020	05.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		2.888	1.735	1.736

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.14)		*Détail:*				
		1) Assurances	496			
		2) Carburants et lubrifiants	744			
		3) Réparations et entretien	496			
		Total	1.736			
12.040 (12.12)	05.00	Ministère de la santé: frais de documentation		8.029	5.949	8.676
		Détail:				
		2) Consommables bureautiques	496			
		3) Documentation et bibliothèque	5.454			
		4) Logiciels	1.487			
		5) Frais d'accès à l'Office des Publications Européennes	1.239			
		Total	8.676			
12.041 (12.12)	05.00	Collège vétérinaire: frais de bureau		188	620	300
		Détail:				
		5) Frais d'impression et de reliure	150			
		6) Documentation et bibliothèque	150			
		Total	300			
12.042 (12.12)	05.00	Conseil de discipline du Collège Médical: frais de bureau		-	620	620
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	620			
12.043 (12.12)	05.00	Conseil Supérieur pour Professions de Santé: frais de bureau		-	35.945	35.945
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	35.945			
12.050 (12.12)	05.00	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		-	1.487	1.487
		Détail:				
		1) Frais téléphoniques	1.487			
12.080 (12.11)	04.50	Bâtiments: exploitation et entretien		1.984	76.004	246.482
		Détail:				
		1) Nettoyage	30.243			
		2) Frais de surveillance du bâtiment	69.559			
		3) Eau, gaz, électricité, taxes	49.579			
		4) Réparations et entretien	49.827			
		5) Chauffage	42.142			
		9) Divers	5.132			
		Total	246.482			
12.122	05.22	Frais d'experts et d'études relatifs à la planification				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.30)		et au contrôle du secteur hospitalier. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	56.964	297.472	136.341
12.123 (12.30)	05.22	Frais d'audit du Laboratoire National de Santé	-	-	148.736
12.124 (12.30)	05.00	Participation aux frais de développement du réseau télématique HealthNet et à la Commission Stratégique pour l'Informatique de la Santé	-	-	223.104
12.150 (12.30)	05.22	Contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge: honoraires médicaux, indemnités et dépenses diverses	-	868	868
12.151 (12.30)	05.10	Frais médicaux en relation avec l'enseignement différencié et les ateliers protégés: honoraires et indemnités, dépenses diverses	22.910	19.831	30.000
12.152 (12.30)	05.32	Frais médicaux en relation avec les prélèvements vaginaux-cervicaux-endocervicaux dans l'intérêt de la prophylaxie du cancer	69.842	71.889	74.368
12.190 (12.30)	05.00	Frais d'inscription pour des stages de formation et de spécialisation du personnel des administrations et services relevant du ministère de la santé	9.076	4.958	17.353
12.305 (12.30)	05.00	Examen médical avant mariage: dépenses diverses	-	496	-
12.320 (12.30)	05.00	Distinction honorifique pour les donneurs de sang bénévoles: dépenses diverses	15.910	17.427	17.407
12.330 (12.30)	04.50 05.00	Frais d'impression en rapport avec les mesures d'exécution de la loi du 26.03.92	-	1.239	1.240
		Détail:			
		1) Frais de publicité et d'impression 744			
		2) Frais de documentation et accès aux banques de données 496			
		Total 1.240			
12.340 (12.30)	05.20	Service médical d'urgence: frais de fonctionnement	56.840	49.579	57.000
12.341 (12.30)	05.00	Organisation de cours de formation en médecine de l'environnement: dépenses diverses	-	12.395	49.579
12.344 (11.00)	05.00	Participation financière à l'organisation et à la tenue de cours et de seminaires dans le cadre de la formation spécifique en médecine générale dispensée au Luxembourg	12.395	12.395	12.395
31.010 (31.21)	05.23	Remboursement au centre hospitalier de Luxembourg des frais découlant de l'organisation d'un service de narcodontie en vue du traitement odonto-stomatologique conservateur des personnes mentalement handicapées	-	1.239	1.289
31.012 (31.21)	05.23	Remboursement au centre hospitalier de Luxembourg de frais découlant du fonctionnement d'un service de recensement des pollens et des spores fongiques au Luxembourg.			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		(Sans distinction d'exercice)	83.789	86.763	90.233
31.020 (31.22)	05.21	Travaux de recherche effectués par le centre hospitalier de Luxembourg: participation aux frais	114.827	118.369	123.104
31.031 (31.12)	05.20	Remboursement à des organismes nationaux des frais découlant de l'organisation de cours et de publications pour la propagation des soins palliatifs	-	12.395	12.395
31.032 (31.12)	05.22	Analyses HIV: remboursement au CHL de frais non opposables à l'UCM	-	61.973	63.808
31.050 (31.32)	05.20	Service médical d'urgence et de garde, service de permanence et de garde des hôpitaux: participation aux frais de l'association des médecins et médecins-dentistes	534.979	534.979	614.305
31.051 (31.32)	04.50	Cours pour personnel paramédical: remboursement aux patrons de stage de la part de l'Etat dans les indemnités des élèves paramédicaux (secteurs autres que les hôpitaux de moyen et court séjour) et de stagiaires en réintégration/intégration. (Crédit non limitatif)	68.105	21.071	21.071
31.053 (31.32)	05.20	Participation de l'Etat sur la base de modalités définies par règlement du Gouvernement en conseil aux frais d'hospitalisation des personnes non protégées par un régime d'assurance maladie et admises dans les hôpitaux dans le cadre du service d'aide médicale urgente. (Sans distinction d'exercice)	38.147	2.479	150.000
33.000 (33.00)	05.10	Participation aux frais de fonctionnement des dispensaires et centres médico-sociaux	156.173	183.094	193.010
33.002 (33.00)	05.20	Frais de route et de formation continue du personnel polyvalent de la ligue de prévention et d'action médico-sociales et de la Croix-Rouge	49.579	54.537	54.537
33.003 (33.00)	05.10	Participation aux frais d'associations oeuvrant dans le domaine de la santé de l'environnement	49.579	49.579	49.579
33.010 (33.00)	05.00	Collège médical: subsides pour frais de bureau et frais d'élections	621	-	-
33.011 (33.00)	05.00	Subsides à la société des sciences médicales	5.454	5.454	5.454
33.012 (33.00)	05.00	Subsides pour frais d'organisation et de participation à des congrès sanitaires, réunions scientifiques, expositions et publications scientifiques	13.138	14.874	16.114
33.014 (33.00)	05.00	Participation aux dépenses d'organismes nationaux oeuvrant dans le domaine hospitalier pour la participation aux réunions et travaux des institutions internationales	-	2.479	-
33.016 (33.00)	05.10	Prophylaxie des maladies sociales et d'autres affections: participation aux frais de la ligue de prévention et d'action médico-sociales	63.188	63.188	64.768
		Détail:			
		2) Groupe "Gesond liewen": indemnités pour ser-			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		vices de tiers 12.395			
		3) Remboursement de frais de gérance des services du ministère de la santé 52.373			
		Total 64.768			
33.018 (33.00)	05.10	Participation aux cotisations versées à des organismes internationaux par la Croix-Rouge	19.831	19.831	19.83
33.019 (33.00)	05.10	Subsides dans l'intérêt de l'éducation pour la santé et dans l'intérêt sanitaire	17.353	17.353	17.35
33.020 (33.00)	05.10	Participation à des frais de placement d'enfants dans des centres étrangers dans un but médico-social	67.864	61.230	61.23
33.021 (33.00)	05.10	Protection maternelle et infantile - participation aux frais d'organisation de cours pré- et postnataux et d'allaitement: initiation, formation, éducation et sensibilisation	40.198	4.958	4.95
33.024 (33.00)	05.00	Participation aux frais de fonctionnement d'un service de coordination et de promotion des dons d'organes	29.212	30.987	43.24
33.025 (33.00)	05.10	Examens prénuptiaux: remboursement à la Croix-Rouge des frais d'analyse sanguine. (Crédit non limitatif)	32.635	32.226	-
34.010 (34.30)	05.20	Suppléments de pension à des sages-femmes et autres pensionnés n'ayant pas le caractère de fonctionnaires, relevant ou ayant relevé des services du ministère de la santé	18.592	18.914	19.38
34.011 (34.30)	05.10	Traitement des maladies sociales et d'autres affections-service de l'éducation pour la santé: subsides à des particuliers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	322.222	322.262	322.26
34.012 (34.30)	05.10	Examen médical avant mariage: remboursement des honoraires médicaux et médico-techniques (loi du 19.12.1972). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	204.957	198.315	237.97
34.050 (34.30)	04.50	Subsides dans l'intérêt de la formation continue du personnel des professions de santé	13.758	19.831	44.62
34.051 (34.30)	04.50	Subsides dans l'intérêt de la formation continue du personnel cadre des professions de santé	24.789	24.789	-
34.060 (34.40)	04.42	Formation, stages postuniversitaires et formation continue pour les médecins, médecins-dentistes et pharmaciens: subsides	32.879	86.763	86.76
34.061 (34.40)	04.42	Médecins luxembourgeois en voie de formation à l'étranger: bourses. (Crédit non limitatif)	215.674	312.346	291.52
34.062 (31.32)	05.20	Indemnités allouées aux médecins effectuant un stage dans le cadre de la formation spécifique en médecine générale. (Crédit non limitatif)	168.482	218.146	218.14
35.060	05.00	Contributions à des organismes internationaux.			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(35.00)		(Crédit non limitatif)		235.574	265.271	310.849
		Détail:				
		1) Cotisations à l'OMS	299.659			
		2) Autres cotisations et contributions	11.190			
		Total	310.849			
42.000 (42.00)	05.00	Remboursement au Collège Médical d'une partie des frais de rémunération du secrétaire administratif		-	-	39.943
		Restants d'exercices antérieurs				
12.512 (12.13)	05.00	Frais de route et de séjour à l'étranger		2.036	-	-
31.551 (31.32)	04.50	Cours pour personnel paramédical: remboursement aux patrons de stage de la part de l'Etat dans les indemnités des élèves paramédicaux (secteurs autres que les hôpitaux de moyen et court séjour) et de stagiaires en réintégration/intégration		3.312	-	-
		Total des dépenses de la section 14.0		9.445.942	10.772.441	11.757.494
		Section 14.1				
		Direction de la santé				
11.000 (11.00)	05.00	Traitements des fonctionnaires		4.266.310	4.524.825	4.752.008
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	4.457.966			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	63.120			
		3) Charges sociales patronales	175.419			
		4) Allocations de repas	55.503			
		Total	4.752.008			
11.010 (11.00)	05.00	Indemnités des employés occupés à titre permanent		1.885.959	2.063.540	2.270.294
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.957.183			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	12.313			
		3) Charges sociales patronales	260.838			
		4) Allocations de repas	39.960			
		Total	2.270.294			
11.020 (11.00)	05.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		187.347	248	100
		Détail:				
		B - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	100			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.030 (11.00)	05.00	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		139.327	138.696	142.532
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	121.084			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	4.755			
		3) Charges sociales patronales	16.693			
		Total	142.532			
11.040 (11.00)	05.00	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		10.879	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	05.00	Indemnités d'habillement		970	992	1.017
11.130 (11.12)	05.00	Services audiophonologiques: indemnités pour services extraordinaires		6.533	6.296	6.533
11.131 (11.12)	05.00	Services de pléoptie et d'orthoptie: indemnités pour services extraordinaires		892	892	2.727
11.132 (11.12)	05.10	Prophylaxie et traitement des maladies sociales et d'autres affections - service de l'éducation pour la santé: indemnités pour services extraordinaires. (Sans distinction d'exercice)		112	421	1.054
12.000 (12.15)	05.00	Services de pléoptie et d'orthoptie: indemnités pour services de tiers		4.363	4.760	10
12.001 (12.15)	05.00	Services audiophonologiques: indemnités pour services de tiers		1.861	7.437	12.000
12.002 (12.15)	05.10	Prophylaxie et traitement des maladies sociales et d'autres affections: indemnités pour services de tiers		-	1.859	-
12.010 (12.13)	05.00	Frais de route et de séjour		43.295	47.100	72.645
		Détail:				
		1) Secrétariat général	7.907			
		2) Services audiophonologiques	26.239			
		3) Services de pléoptie et d'orthoptie	14.019			
		4) Division de la médecine scolaire	16.536			
		5) Service de la médecine dentaire scolaire ...	3.594			
		6) Service d'action socio-thérapeutique	4.350			
		Total	72.645			
12.011 (12.13)	05.00	Frais de route et de séjour		1.664	4.462	-
12.040 (12.12)	05.00	Contrôle de qualité des analyses de biologie clinique: frais de bureau et dépenses diverses		1.049	1.487	1.487
12.042	05.10	Carnet de santé et de maternité: frais d'impression		6.110	13.634	13.634

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.12)		*Détail:*			
		1) Frais d'impression et de reliure 13.634			
12.080 (12.11)	04.50	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)	123.129	170.476	-
12.101 (12.11)	05.00	Services audiophonologiques: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)	61.973	61.973	61.973
		Détail:			
		1) Loyers 61.973			
12.120 (12.30)	05.00	Contrôle des médicaments: frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif)	3.821	9.916	9.916
12.121 (12.30)	05.00	Contrôle de qualité des analyses de biologie clinique: frais d'experts et d'études	3.033	4.958	4.958
12.122 (12.30)	05.00	Frais d'experts et d'études: mise en oeuvre de la directive 97/43/Euratom relative à la protection sanitaire des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants lors d'expositions à des fins médicales	76.673	69.162	69.410
12.123 (12.30)	05.00	Frais d'experts, d'études relatifs aux organismes génétiquement modifiés. (Crédit non limitatif)	-	2.479	1.000
12.125 (12.30)	05.00	Frais d'experts et d'études relatifs à la santé au travail	7.474	7.437	7.437
12.126 (12.30)	05.10	Frais d'experts et d'études dans l'intérêt de l'établissement d'un système d'information en matière de santé dans le cadre de la nouvelle stratégie de la Santé pour Tous	25.335	61.973	61.624
12.128 (12.30)	05.00	Division de la radioprotection: frais d'expertises en cas de saisie d'armes chimiques. (Crédit non limitatif)	-	124	124
12.129 (12.30)	05.00	Division de la pharmacie: frais d'analyses dans le secteur vétérinaire. (Crédit non limitatif)	94	2.479	500
12.140 (12.30)	05.10	Prophylaxie et traitement des maladies sociales et d'autres affections (service de l'éducation pour la santé): frais de sensibilisation et d'information. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)	359.225	365.643	456.000
		Détail:			
		1a) Acquisition de matériel didactique 8.676			
		b) Réimpression de matériel didactique 12.395			
		2a) Campagne d'hygiène bucco-dentaire 18.741			
		b) Campagne anti-tabac 37.184			
		c) Campagne de lutte contre le cancer 38.424			
		d) Campagne de lutte contre le S.I.D.A. 68.171			
		e) Promotion de la santé 67.551			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		f) Lutte contre les toxicomanies	69.410			
		3a) Éducation sanitaire des enfants et des jeunes	51.393			
		b) Campagne "iode"	24.789			
		d) Campagne d'information sur l'intolérance au gluten	8.000			
		e) Campagne sur le don du sang	51.266			
		Total	456.000			
12.141 (12.16)	05.10	Information dans le domaine de l'hygiène et de l'environnement		4.032	10.535	10.535
12.142 (12.16)	05.00	Information et éducation des travailleurs dans les entreprises dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail et prophylaxie des maladies professionnelles: dépenses diverses		8.644	8.676	8.676
12.143 (12.16)	05.00	Division de la médecine curative: frais pour campagnes d'information, brochures, formations		-	7.437	5.000
12.170 (12.30)	05.00	Division de la radioprotection: frais d'entretien des appareils. (Crédit non limitatif)		13.040	16.113	16.113
12.250 (12.00)	05.00	Service du directeur de la santé: frais de bureau, frais d'exploitation des voitures de service et dépenses diverses		86.281	90.357	101.083
		Détail:				
		A - Frais administratifs				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	2.400			
		3) Location et entretien des machines de bureau	1.300			
		5) Frais d'impression et de reliure	2.479			
		6) Documentation et bibliothèque	4.710			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	66.842			
		2) Frais téléphoniques	8.000			
		B - Autres frais généraux				
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	1.340			
		2) Carburants et lubrifiants	2.058			
		3) Réparations et entretien	2.300			
		C - Dépenses spécifiques au service				
		1230 Différents services de la direction de la santé: T.V.A.	5.454			
		1231 Dépenses diverses	4.200			
		Total	101.083			
12.251 (12.00)	05.10	Division de l'inspection sanitaire: frais de bureau, frais d'exploitation des voitures de service et dépenses diverses		33.159	38.423	38.423
		Détail:				
		A - Frais administratifs				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	2.975			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	744			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	421			
		5) Frais d'impression et de reliure	2.479			
		6) Documentation et bibliothèque	3.223			
		B - Autres frais généraux				
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	2.454			
		2) Carburants et lubrifiants	5.949			
		3) Réparations et entretien	4.958			
		1203 Achat et nettoyage de tabliers	248			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	1.239			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	4.214			
		3) Chauffage	3.471			
		C - Dépenses spécifiques au service				
		1216 Acquisition de produits de désinfection	868			
		1217 Acquisition de matériel de protection	3.223			
		1231 Dépenses diverses	1.957			
		Total	38.423			
12.252 (12.00)	05.20	Division de la médecine curative: frais de bureau et dépenses diverses		12.433	17.353	17.787
		Détail:				
		A - Frais administratifs				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	4.214			
		3) Location et entretien des machines de bureau	2.380			
		5) Frais d'impression et de reliure	2.479			
		6) Documentation et bibliothèque	5.887			
		B - Autres frais généraux				
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	595			
		2) Carburants et lubrifiants	744			
		3) Réparations et entretien	868			
		1203 Achat et nettoyage de tabliers	248			
		C - Dépenses spécifiques au service				
		1231 Divers	372			
		Total	17.787			
12.253 (12.00)	05.00	Division de la pharmacie et des médicaments: frais de bureau et dépenses diverses		19.259	26.029	26.679
		Détail:				
		A - Frais administratifs				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	6.544			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.512			
		3) Location et entretien des autres machines de				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		bureau	744			
		5) Frais d'impression et de reliure	3.223			
		6) Documentation et bibliothèque	6.376			
		C - Dépenses spécifiques au service				
		1202 Frais d'exploitation des voitures de service				
		1) Assurances	595			
		2) Carburants	248			
		3) Réparations	496			
		1230 Frais en relation avec les organismes génétiquement modifiés	2.479			
		1231 Frais en relation avec le contrôle des conventions en matière de psychotropes	3.718			
		1232 Divers	744			
		Total	26.679			
12.254 (12.00)	05.00	Services audiophonologiques: frais d'exploitation; dépenses diverses		35.243	31.730	33.218
		Détail:				
		A - Frais administratifs				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	4.412			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.500			
		5) Frais d'impression et de reliure	4.300			
		6) Documentation et bibliothèque	1.700			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		2) Frais téléphoniques	3.669			
		B - Autres frais généraux				
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	1.000			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	9.172			
		1220 Assurances	135			
		C - Dépenses spécifiques au service				
		1216 Acquisition et entretien de matériel thérapeutique	4.000			
		1217 Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements de faible valeur	2.330			
		1231 Dépenses diverses	1.000			
		Total	33.218			
12.255 (12.00)	05.00	Services d'orthoptie et de pléoptie: frais d'exploitation; dépenses diverses		10.011	14.130	17.997
		Détail:				
		A - Frais administratifs				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	1.735			
		3) Location et entretien des machines de bureau	248			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.487			
		6) Documentation et bibliothèque	496			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		1) Frais postaux	7.437			

Article Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		B - Autres frais généraux				
		1206 Location et entretien des installations de télécommunications				
		2) Contrats d'entretien	372			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	372			
		C - Dépenses spécifiques au service				
		1216 Acquisition et entretien de matériel orthoptique	5.280			
		1218 Acquisition et entretien de matériel didactique	372			
		1231 Dépenses diverses	198			
		Total	17.997			
12.256 (12.00)	05.00	Division de la radioprotection: frais de surveillance de la radio-activité; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)		58.124	61.973	66.600
		Détail:				
		A - Frais administratifs				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	2.727			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.116			
		5) Frais d'impression et de reliure	744			
		6) Documentation et bibliothèque	1.239			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		9) Divers	19.831			
		1206 Achat de biens et de services auprès de l'EDF	2.975			
		1207 Achat de biens et de services auprès de la CEGEDEL	2.106			
		B - Autres frais généraux				
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	273			
		2) Carburants et lubrifiants	1.239			
		3) Réparations et entretien	1.239			
		C - Dépenses spécifiques au service				
		12160 Acquisition et entretien de matériel de laboratoire	21.567			
		12161 Acquisition de dosimètres	10.825			
		12162 Divers	719			
		Total	66.600			
12.257 (12.00)	05.10	Service de la médecine de l'environnement: frais de fonctionnement		7.970	15.865	13.014
		Détail:				
		A Frais administratifs				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	248			
		3) Frais d'impression et de reliure	3.718			
		4) Documentation et bibliothèque	496			
		B Autres frais généraux				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1202 Frais d'exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	1.735			
		2) Carburants et lubrifiants	2.231			
		3) Réparation et entretien	1.487			
		C Dépenses spécifiques				
		1217 Acquisition et entretien du petit outillage et d'équipements de faible valeur	2.231			
		1231 Dépenses diverses	868			
		Total	13.014			
12.258 (12.00)	05.00	Service des statistiques sanitaires: dépenses diverses		8.188	14.874	17.848
		Détail:				
		A - Frais administratifs				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	496			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	372			
		4) Consommables bureautiques	6.073			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.735			
		6) Documentation et bibliothèque	620			
		B - Autres frais généraux				
		1218 Formation continue	3.718			
		C - Dépenses spécifiques au service				
		12070 Acquisition et entretien de l'équipement informatique	3.966			
		1230 Divers	868			
		Total	17.848			
12.259 (12.00)	05.10	Division de la médecine préventive et sociale (service de l'éducation pour la santé): frais de fonctionnement		20.361	20.575	21.089
		Détail:				
		1202 Exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	2.975			
		2) Carburants et lubrifiants	744			
		3) Réparations et entretien	992			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	5.206			
		6) Documentation et bibliothèque	2.479			
		1207 Informatique	317			
		1214 Frais d'envois	8.326			
		1230 Divers	50			
		Total	21.089			
12.260 (12.00)	05.10	Division de médecine scolaire et de contrôle sanitaire de la jeunesse: frais de fonctionnement		15.655	16.113	17.716
		Détail:				
		1202 Exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	521			
		2) Carburants et lubrifiants	1.711			
		3) Réparations et entretien	500			

icle de on.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	4.660			
		5) Frais d'impression et de reliure	9.679			
		1218 Formation continue	397			
		1230 Divers	248			
		Total	17.716			
2.261 (12.00)	05.10	Division de la médecine du travail: frais de fonctionnement		21.542	21.616	22.156
		Détail:				
		1202 Exploitation des véhicules automoteurs				
		1) Assurances	1.140			
		2) Carburants et lubrifiants	2.231			
		3) Réparations et entretien	1.611			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	5.702			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.239			
		6) Documentation et bibliothèque	6.514			
		2) Frais téléphoniques	2.231			
		1216 Acquisition et entretien de matériel médical	744			
		1231 Dépenses diverses	744			
		Total	22.156			
12.262 (12.12)	05.00	Service d'action socio-thérapeutique: Frais de bureau		4.743	5.057	5.305
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	2.677			
		2) Entretien des machines à photocopier	1.289			
		3) Location et entretien des machines de bureau	248			
		5) Frais d'impression et de reliure	471			
		6) Documentation et bibliothèque	372			
		7) Acquisition de matériel médical	248			
		Total	5.305			
12.300 (12.30)	05.00	Frais d'établissement d'une liste de transparence des médicaments: dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)		2.105	-	-
12.301 (12.30)	05.20	Frais d'analyses dans le cadre de la médecine de l'environnement. (Crédit non limitatif)		3.563	77.591	3.719
12.302 (12.30)	05.10	Division de la médecine scolaire: honoraires médicaux et matériel médical		173.665	190.878	203.136
		Détail:				
		1) Honoraires des médecins scolaires	141.980			
		2) Matériel médical	60.412			
		3) Divers	744			
		Total	203.136			
12.303	05.10	Prophylaxie des maladies contagieuses: indemnités pour				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.30)		déclarations de maladies contagieuses, indemnités des hommes de l'art chargés de missions en cas d'épidémies, participation à la lutte contre la rage, dépenses dans l'intérêt de la lutte contre les épidémies. (Crédit non limitatif)	56.038	99.157	86.763
		Détail:			
		1) Vaccination contre la rage 5.454			
		2) Dépistage du S.I.D.A. 63.213			
		3) Frais de déclaration, indemnités 13.138			
		4) Suivi des traitements contre les agents de maladie multirésistants 4.958			
		Total 86.763			
12.304 (12.30)	05.10	Vaccinations publiques non obligatoires: acquisition de vaccins, honoraires médicaux, frais d'organisation. (Crédit non limitatif)	814.843	893.210	954.000
		Détail:			
		1) Vaccination systématique contre l'hépatite B 200.000			
		2) Vaccination contre l'hépatite B: groupes à hauts risques 30.000			
		3) Vaccin combiné rubéole-rougeole-oreillons .. 140.000			
		4) Vaccination contre DITEPER et l'haemophilius influenzae type B:			
		a) anciens vaccins 50.000			
		b) nouveau vaccin 350.000			
		5) Autres vaccins 140.000			
		6) Honoraires médicaux 14.000			
		7) Frais d'organisation 5.000			
		8) TVA 25.000			
		Total 954.000			
12.305 (12.30)	05.10	Indemnités et frais de route dans l'intérêt de la prise en charge des problèmes de santé dans le cadre du Centre pénitentiaire	44.743	49.579	25.000
12.306 (12.30)	05.10	Programmes de dépistage du cancer: frais d'organisation et d'évaluation d'un programme de dépistage du cancer du sein par mammographie. (Sans distinction d'exercice)	148.466	172.286	197.348
12.307 (12.30)	05.00	Frais d'experts et d'études pour la mise en oeuvre de l'action "Santé pour Tous"; prise en charge de dépenses effectuées dans le même but par des services, associations et organismes oeuvrant dans l'intérêt de la promotion de la Santé pour Tous	421	-	-
12.308 (12.30)	05.10	Frais d'un programme à réaliser en vue d'améliorer la prise en charge de la santé maternelle et infantile	22.176	6.197	6.350
12.309 (12.30)	05.10	Prise en charge de dépenses effectuées dans l'intérêt de l'éducation pour la santé dans le cadre de manifestations relevant du domaine de la santé	-	19.831	19.831
12.310 (12.30)	05.00	Inspection des pesticides et des produits phytopharmaceutiques: frais de surveillance des pesticides et des vendeurs agréés; dépenses diverses	402	1.487	1.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.311 (12.30)	05.10	Direction de la santé: programme de lutte contre les drogues et le S.I.D.A.: acquisition, stockage et destruction de seringues et autres dépenses	190.603	233.020	300.000
12.313 (12.30)	07.32	Evacuation de déchets radioactifs et d'autres produits dangereux. (Crédit non limitatif)	-	248	248
12.314 (11.00)	05.00	Division de la radioprotection: acquisition, stockage et distribution d'iode stable	6.162	8.676	13.685
12.340 (12.30)	05.00	Frais de maintenance d'un centre de pharmacovigilance ..	18.838	22.310	22.310
12.341 (12.30)	05.22	Frais d'installation d'un réseau d'échange de données internationales en matière de médicaments	-	2.479	3.600
12.343 (12.30)	05.00	Frais en relation avec le contrôle des conventions en matière de psychotropes	-	-	5.000
12.345 (12.16)	05.00	Division de la Pharmacie et des Médicaments: frais d'organisation de réunions au niveau international	-	-	5.000
12.346 (12.16)	13.90	Division de la radioprotection: frais de déménagement et d'installation des appareils de mesure et de l'équipement informatique	32.070	-	-
31.050 (31.32)	05.00	Participation de l'Etat dans le cadre du démarrage des services de médecine du travail aux frais d'organisation d'une formation postuniversitaire de médecin du travail. (Sans distinction d'exercice)	2.652	1.239	3.000
33.000 (33.00)	05.01	Participations financières aux centres de recherche publics dans l'intérêt de la réalisation de projets conventionnés au titre II de la loi du 9 mars 1987 en vue de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention	61.973	61.973	90.000
33.001 (33.00)	05.11	Participation transitoire aux frais de fonctionnement et de prise en charge effectués par le laboratoire de recherche sur le SIDA	409.024	418.940	429.413
33.002 (33.00)	05.00	Participation aux frais de Centres de ressources pour la santé créés auprès de Centres de recherche publics	209.321	289.887	418.000
33.003 (33.00)	06.34	Participation aux frais d'associations conventionnées oeuvrant dans divers domaines de l'action socio-thérapeutique	123.947	224.344	309.867
33.004 (33.00)	05.10	Participation transitoire forfaitaire aux frais de fonctionnement du service de moyens accessoires	340.110	-	-
33.006 (33.00)	05.00	Programme de mise en oeuvre de la Promotion de la Santé: subsides	-	12.395	12.395
33.007 (33.00)	05.23	Santé mentale: participation aux frais de fonctionnement de services extrahospitaliers de santé mentale	3.981.251	4.468.157	4.293.935
		Détail:			
		A. Centres extrahospitaliers de traitement			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1) Ligue d'hygiène mentale	895.002			
		2) Centre de prévention et d'information	121.872			
		3) Réseau Psy-Psychesch Hëllef dobaussen	999.339			
		B. Ateliers protégés				
		5) Association d'aide par le travail thérapeutique pour personnes psychotiques	926.959			
		6) Ferme thérapeutique Moutfort	299.065			
		7) Atelier Ditgesbach	121.075			
		8) Stëmm vun der Strooss	326.263			
		9) Atelier Sud	382.928			
		10) Atelier Nord	297.470			
		C. Moins-value pour inoccupation temporaire de postes	- 76.038			
		Total	4.293.935			
33.008 (33.00)	05.10	Fonctionnement des services d'intervention précoce: participation aux frais		1.602.735	1.807.739	1.959.013
		Détail:				
		1) Service de rééducation précoce	711.657			
		2) "Hëllef fir de Puppelchen"	781.408			
		3) Service médico-thérapeutique ambulatoire	501.535			
		4) Moins-value pour inoccupation temporaire de postes	- 35.587			
		Total	1.959.013			
33.009 (33.00)	06.32 06.36	Participation aux frais de fonctionnement de services d'accompagnement psychologique et d'encadrement social		1.638.006	2.536.521	3.212.101
		Détail:				
		1) Service d'accompagnement psycho-social de la CARITAS	382.976			
		2) AIDS-Berodung de la Croix-Rouge	332.598			
		3) Service de travailleurs de rue (Jugend an Drogenhëllef)	1.109.349			
		4) ALUPSE	160.138			
		5) Médecins sans frontières	237.726			
		6) CNDS-ABRIGADO	439.041			
		7) Centre de Prévention des toxixomanies	597.558			
		8) Hëllef fir drogenofhängeg Jugendlech an hir Familjen - Centre Emmanuel a.s.b.l.	- 285			
		9) Moins-value pour inoccupation temporaire de postes	- 47.000			
		Total	3.212.101			
33.010 (33.00)	06.36	Participation aux frais de fonctionnement de l'observatoire européen des drogues et des toxicomanies: antenne luxembourgeoise, ainsi que dans l'intérêt de l'a.s.b.l. "Prévention, Recherches, Etudes, Evaluations Européennes dans le domaine de la santé"		58.825	77.839	120.253
33.011 (33.00)	05.23	Subsides divers à des associations oeuvrant en matière d'action socio-thérapeutique		11.899	31.730	68.914
34.011	06.22	Participation aux frais d'hospitalisation de patients				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(34.30)		déclarés par le contrôle médical de la sécurité sociale cas de simple hébergement au sens de l'article 9 du C.A.S.: remboursements à des particuliers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	12.411
		Restants d'exercices antérieurs			
12.511 (12.13)	05.00	Services audiophonologiques: frais de route et de séjour	-	25	-
12.802 (12.30)	05.10	Service de médecine scolaire et de contrôle sanitaire de la jeunesse: honoraires médicaux	1.452	1.239	-
12.804 (12.30)	05.10	Vaccinations publiques non obligatoires: acquisitions de vaccins, honoraires médicaux, frais d'organisation	149	-	-
33.513 (33.00)	05.00	Fonctionnement de services de soins à domicile: subsides	-	-	24.095
		Détail:			
		1) Soins à domicile - Medernach 24.095			
		Total des dépenses de la section 14.1	17.531.552	19.699.350	21.188.709
		Section 14.2			
		Laboratoire national de santé			
11.000 (11.00)	05.20	Traitements des fonctionnaires	4.229.262	4.367.091	4.527.946
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 4.247.033			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 50.055			
		3) Charges sociales patronales 171.364			
		4) Allocations de repas 59.494			
		Total 4.527.946			
11.010 (11.00)	05.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	2.607.642	2.687.463	2.882.298
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 2.512.521			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 1.051			
		3) Charges sociales patronales 326.535			
		4) Allocations de repas 42.191			
		Total 2.882.298			
11.020 (11.00)	05.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	440.443	248	100
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 100			
11.030	05.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	497.547	496.109	518.346

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(11.00)		*Détail:*				
		1) Rémunérations de base	406.974			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	49.729			
		3) Charges sociales patronales	61.643			
		Total	518.346			
11.040 (11.00)	05.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		26.641	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	05.20	Indemnités d'habillement		24.596	26.029	26.029
11.130 (11.12)	05.20	Indemnités pour services extraordinaires		2.082	59.098	13.364
		Détail:				
		5) Prestations individuelles	13.364			
12.000 (12.15)	05.20	Indemnités pour services de tiers		4.462	4.462	22.012
		Détail:				
		4) Prestations individuelles	22.012			
12.010 (12.13)	05.20	Frais de route et de séjour		677	744	1.079
12.020 (12.14)	05.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		12.577	12.668	13.288
		Détail:				
		1) Assurances	2.876			
		2) Carburants et lubrifiants	5.454			
		3) Réparations et entretien	4.958			
		Total	13.288			
12.040 (12.12)	05.20	Frais de bureau		121.702	114.031	125.651
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	13.974			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	4.462			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	620			
		4) Consommables bureautiques	12.705			
		5) Frais d'impression et de reliure	38.114			
		6) Documentation et bibliothèque	55.776			
		Total	125.651			
12.050 (12.12)	05.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		99.347	100.645	105.851

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Frais postaux	51.958			
		2) Frais téléphoniques	53.397			
		9) Divers	496			
		Total	105.851			
12.060 12.12)	05.20	Location et entretien des installations de télécommunications		4.810	4.536	5.454
		Détail:				
		2) Contrats d'entretien	4.214			
		3) Réparations et pièces de rechange	1.240			
		Total	5.454			
12.070 12.12)	05.20	Location et entretien des équipements informatiques		32.027	32.970	39.837
		Détail:				
		2) Contrats d'entretien	27.442			
		3) Réparation	12.395			
		Total	39.837			
12.080 '12.11)	05.20	Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		128.957	119.485	140.555
		Détail:				
		1) Nettoyage	20.327			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	118.989			
		3) Chauffage	1.239			
		Total	140.555			
12.100 '12.11)	05.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		18.739	42.861	44.051
		Détail:				
		1) Loyers	44.051			
12.120 '12.30)	05.20	Frais d'assistance technique en matière informatique. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)		-	49.579	37.184
		Détail:				
		1) Frais d'assistance technique en matière informatique	37.184			
12.121 '12.30)	05.20	Frais d'accréditation de laboratoire. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		-	7.437	6.198
12.160 '12.30)	05.20	Acquisition de réactifs, verrerie, instruments, isotopes, vaccins et sérums		1.737.394	1.871.596	1.883.991
12.161 '12.30)	05.20	Entretien et réparation des équipements de laboratoire, frais d'élimination des déchets et de désinfection, ani-				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		malerie et linge; matériel divers de laboratoire	234.274	249.133	249.133
		Détail:			
		1) Animaux 4.958			
		4) Linge 14.874			
		6) Entretien et réparation des machines et appareils 185.920			
		7) Elimination des déchets 23.550			
		8) Désinfection 13.634			
		9) Divers 6.197			
		Total 249.133			
12.170 (12.30)	05.20	Division du contrôle alimentaire: frais de fonctionnement occasionnés par l'utilisation de techniques immunologiques	30.963	30.714	32.227
12.171 (12.30)	05.20	Crédit de fonctionnement du Registre Morphologique des Tumeurs	-	26.723	17.353
12.190 (12.30)	05.20	Frais d'inscription à des stages de formation continue, à des séminaires et à des congrès	10.409	11.155	11.155
12.220 (12.30)	05.21	Programme de recherche effectué dans le cadre du titre I. de la loi du 9.3.1987 ayant pour objet l'organisation de la recherche-développement dans le secteur public: frais de fonctionnement	19.818	24.789	22.310
		Détail:			
		1) Département d'immunologie 22.310			
12.300 (12.30)	05.20	Service de cytologie: frais d'exploitation propre	44.592	49.579	49.579
		Détail:			
		1216 Matériel mis à disposition des médecins 30.987			
		1217 Dépenses propres du service 18.592			
		Total 49.579			
12.301 (12.30)	05.20	Division de la chimie toxicologique et pharmaceutique: surveillance des drogués, acquisition de réactifs	145.467	151.215	151.215
12.302 (12.30)	05.10	Division du contrôle alimentaire: contrôle des denrées et boissons alimentaires, résidus de pesticides, produits cosmétiques et objets usuels et médicaments; frais d'études et dépenses diverses	37.184	39.663	40.903
		Détail:			
		1) Denrées et boissons alimentaires 13.634			
		2) Résidus de pesticides 19.832			
		4) Objets en contact avec les denrées alimentair 7.437			
		Total 40.903			
12.303 (12.30)	05.20	Frais d'analyses à l'étranger. (Crédit non limitatif)	9.616	9.916	9.916
12.304 (12.50)	05.20	Matériel de laboratoire: taxes. (Crédit non limitatif)	263.752	297.472	297.472

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
34.050 (34.30)	05.20	Indemnités des stagiaires	4.940	3.718	3.718
		Restants d'exercices antérieurs			
12.550 (12.12)	05.20	Achat de biens et services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	-	4.462	-
12.660 (12.30)	05.20	Acquisition et réactifs, verrerie, instruments, isotopes, vaccins et sérums	62.460	-	-
12.661 (12.30)	05.20	Entretien et réparation des équipements de laboratoire, frais d'élimination des déchets et de désinfection, animalerie et linge; matériel divers de laboratoire	19.684	-	-
		Total des dépenses de la section 14.2	10.872.064	10.895.839	11.278.315
		Section 14.3			
		Service d'action socio-thérapeutique			
12.050 (12.12)	05.00	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	3.282	-	-
12.160 (12.30)	05.00	Acquisition de matériel médical. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)	300	248	-
33.002 (33.00)	05.23	Participation dans les frais de fonctionnement de services stationnaires et ambulatoires de rééducation et de soins	286.218	-	-
33.003 (33.00)	06.34	Participation aux frais d'associations oeuvrant dans l'intérêt du développement et de la propagation d'aides médico-techniques	349.009	-	-
42.000 (42.00)	06.33	Allocation de soins pour personnes âgées. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	137.457	-
		Total des dépenses de la section 14.3	638.809	137.705	-
		Section 14.4			
		Hôpital neuropsychiatrique de l'Etat			
33.001 (33.00)	05.22	Versement du fonds de roulement prévu à l'article 16 de la loi du 17.04.1998 portant création du Centre Hospitalier Neuropsychiatrique	1.239.468	-	-
		Restants d'exercices antérieurs			
12.580 (12.11)	05.22	Bâtiments: exploitation et entretien	2.938	-	-

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.752 (12.00)	05.22	Centre thérapeutique "Syrdallschlass": frais d'exploitation, dépenses diverses		55	-	-
		Total des dépenses de la section 14.4		1.242.461	-	-
		Section 14.5				
		Dommages de guerre corporels				
11.010 (11.00)	06.35	Indemnités des employés occupés à titre permanent		106.272	108.800	111.221
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	95.830			
		3) Charges sociales patronales	12.714			
		4) Allocations de repas	2.677			
		Total	111.221			
11.020 (11.00)	06.35	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.130 (11.12)	06.35	Indemnités pour services extraordinaires		1.238	1.363	1.363
		Détail:				
		1) Jetons de présence	471			
		5) Indemnités spéciales	892			
		Total	1.363			
12.010 (12.13)	06.35	Frais de route et de séjour		81	149	145
12.040 (12.12)	06.35	Frais de bureau		1.017	1.487	1.487
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	744			
		3) Location et entretien des machines de bureau	372			
		5) Frais d'impression et de reliure	248			
		6) Documentation et bibliothèque	123			
		Total	1.487			
12.050 (12.12)	06.35	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Crédit non limitatif)		1.178	1.190	1.368
		Détail:				
		1) Frais postaux	1.368			
12.070 (12.12)	06.35	Frais d'informatique: part dans les frais du centre de la sécurité sociale. (Crédit non limitatif)		34.310	22.434	22.994

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.080 (12.11)	06.35	Bâtiments: exploitation et entretien		7.704	8.428	8.428
		Détail:				
		1) Nettoyage	744			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	3.966			
		3) Chauffage	3.718			
		Total	8.428			
12.110 (12.30)	06.35	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		2.832	992	992
34.000 (34.20)	06.35	Crédits mis à la disposition de l'office des dommages de guerre pour l'indemnisation des dommages de guerre corporels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		6.941.019	6.693.125	6.693.125
34.001 (34.20)	06.35	Aides aux mutilés civils de la guerre 1914-1918. (Crédit non limitatif)		10.855	10.759	11.012
42.000 (42.00)	06.35	Remboursement de la part de l'office des assurances sociales dans la rémunération d'employés détachés à l'office des dommages de guerre corporels. (Crédit non limitatif)		40.369	40.952	42.117
		Total des dépenses de la section 14.5		7.146.875	6.889.927	6.894.352
		Section 14.6				
		Centre thermal et de santé de Mondorf				
11.010 (11.00)	05.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent		973.651	849.853	716.146
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	615.704			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	8.810			
		3) Charges sociales patronales	81.865			
		4) Allocations de repas	9.767			
		Total	716.146			
11.030 (11.00)	05.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		846.879	733.567	849.412
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	705.703			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	43.974			
		3) Charges sociales patronales	99.735			
		Total	849.412			
11.031 (11.00)	05.20	Salaires pris en charge par l'Etat des ouvriers occupés à titre permanent à l'entretien des espaces extérieurs du centre thermal		702.735	729.650	685.583

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	571.781			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	32.011			
		3) Charges sociales patronales	81.791			
		Total	685.583			
31.020 (31.22)	05.20	Remboursement au centre thermal et de santé de Mondorf du coût de l'entretien et de l'aménagement des espaces extérieurs		498.078	536.962	611.760
		Détail:				
		I.- Frais de personnel:				
		1) Indemnités d'habillement	2.987			
		2) Personnel propre: traitements et charges ...	306.474			
		II.- Frais de matériel:				
		1) Fournitures énergétiques	54.933			
		2) Autre matériel	3.718			
		3) Frais d'entretien et de réparation	145.886			
		III.- Amortissement des équipements	31.957			
		IV.- Part des frais de gestion imputables:				
		1) Frais énumérés sub I à III: taux 7 %	37.957			
		2) Frais énumérés sub V: taux 3 %	580			
		V.- Travaux effectués par des entreprises tierces	27.268			
		Total	611.760			
		Restants d'exercices antérieurs				
31.520 (31.22)	05.20	Remboursement au centre thermal et de santé de Mondorf du coût de l'entretien et de l'aménagement des espaces extérieurs		-	-	40.864
		Total des dépenses de la section 14.6		3.021.343	2.850.032	2.903.765
		Total des dépenses du département 14		49.899.046	51.245.294	54.022.635

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de la Santé

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
11	Salaires et charges sociales	23.095.891	23.650.557	24.553.284
12	Achat de biens non durables et de services	6.368.545	7.395.305	7.935.608
31	Subventions d'exploitation	1.343.889	1.377.469	1.731.829
33	Transferts de revenus aux administrations privées	10.856.611	10.469.315	11.468.063
34	Transferts de revenus aux ménages	7.958.167	7.908.968	7.940.942
35	Transferts de revenus à l'étranger	235.574	265.271	310.849
42	Transferts de revenus aux administrations de sécurité sécurité sociale	40.369	178.409	82.060
Total		49.899.046	51.245.294	54.022.635

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		15 - MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT			
		Section 15.0			
		Dépenses générales			
11.130 (11.12)	07.30	Indemnités pour services extraordinaires	-	620	1.800
		Détail:			
		1) Jetons de présence 1.800			
12.000 (12.15)	07.30	Indemnités pour services de tiers	-	248	1.350
		Détail:			
		1) Jetons de présence 1.350			
12.012 (12.13)	07.30	Frais de route et de séjour à l'étranger	73.874	76.847	84.000
12.020 (12.14)	07.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	1.502	1.611	1.611
		Détail:			
		1) Assurances 620			
		2) Carburants et lubrifiants 496			
		3) Réparations et entretien 495			
		Total 1.611			
12.040 (12.12)	07.30	Frais de bureau	16.212	9.916	9.916
		Détail:			
		4) Consommables bureautiques 2.479			
		6) Documentation 7.437			
		Total 9.916			
12.070 (12.12)	07.30	Entretien du matériel informatique	81.006	99.157	99.977
		Détail:			
		1) Contrats d'entretien 99.332			
		3) Réparations et pièces de rechange 645			
		Total 99.977			
12.081 (12.11)	07.32	Bâtiments: exploitation et entretien	1.720	2.231	2.231
		Détail:			
		1) Nettoyage 2.231			
12.082 (12.11)	13.90	Bâtiments: exploitation et entretien	-	95.439	95.439
		Détail:			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes 95.439			
12.100	13.90	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires			

Article Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.11)		payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	-	914.306	1.042.662
		Détail:			
		1) Loyers 1.042.662			
12.120 (12.30)	07.33	Frais d'études et d'experts en relation avec la gestion des déchets, la protection de la nature, du sol et de l'atmosphère; études d'impact sur l'environnement; frais connexes. (Sans distinction d'exercice)	185.075	316.064	234.000
12.140 (12.16)	07.30	Acquisition et publication de matériel d'information, de matériel didactique et audiovisuel; organisation de colloques et de conférences sur des problèmes de l'environnement; participation à des foires; dépenses diverses ..	107.490	193.357	200.000
12.190 (12.30)	07.30	Frais de formation du personnel	1.113	2.479	4.950
12.301 (12.30)	07.50	Mesures à prendre en cas d'intervention pour remise en état de lieux dans l'intérêt de la protection et de la sauvegarde de l'environnement et de la qualité des sols. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	21.888	26.029	24.789
		Note: *Ce crédit est transféré en partie à la section 09.9.*			
12.302 (12.30)	07.30	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement du Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement	148.736	148.736	167.328
12.303 (12.30)	07.30	Ecoaudit: frais d'administration et de fonctionnement; dépenses diverses	35.412	49.579	60.000
12.304 (12.30)	07.35	Mise en oeuvre du Protocole de Kyoto à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ..	-	74.368	74.368
12.310 (12.30)	07.50	Frais d'exécution de la convention de Washington du 3.3.1973 portant sur le commerce de certaines espèces de la faune et de la flore sauvage, approuvée par la loi du 19.2.1975. (Crédit non limitatif)	505	124	100
12.311 (12.30)	07.30	Mesures et interventions destinées à permettre la mise en place d'un réseau national d'information en matière d'environnement: participation à des dépenses, notamment aux frais de fonctionnement et d'équipement; études, expertises, publications et dépenses directes dans le même but. (Sans distinction d'exercice)	-	14.874	25.000
12.314 (12.30)	07.50	Attribution du label écologique dans le cadre de l'initiative communautaire: frais d'administration et de fonctionnement	-	17.353	20.000
12.315 (12.30)	07.30	Mise en place d'un système intégré de gestion de l'environnement	285.798	347.051	390.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
33.000 (33.00)	07.50	Subventions à des organismes et associations dans l'intérêt de la protection de l'environnement	120.228	86.763	84.263
		Note: *Ce crédit est transféré en partie à la section 09.9.*			
33.001 (33.00)	07.50	Participation aux frais d'établissements d'utilité publique chargés de la gestion de réserves naturelles	68.171	68.171	70.000
33.004 (33.00)	07.50	Subvention à des organismes et associations dans l'intérêt d'activités informatives, éducatives, pédagogiques, culturelles et scientifiques en faveur des jeunes dans l'intérêt de la protection de l'environnement	-	14.874	20.000
33.005 (33.00)	07.30	Participation financière à des projets à finalité environnementale mis en oeuvre par des organisations non gouvernementales	-	123.947	123.947
33.012 (33.00)	07.30	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de projets conventionnés en matière de guidance écologique	443.234	483.393	562.719
34.070 (34.50)	07.30	Activités informatives, éducatives, pédagogiques, culturelles et scientifiques dans l'intérêt de la protection de l'environnement: primes et récompenses	4.958	-	-
35.020 (35.30)	07.30	Coopération transfrontalière en vue de la préservation et de l'amélioration de l'environnement naturel et humain dans le cadre interrégional	58.604	94.200	94.200
35.060 (35.00)	07.50	Contributions à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif)	201.927	210.164	181.864
		Détail:			
		1) Nature 27.591			
		3) Air 141.421			
		4) Déchets 3.223			
		9) Divers 9.629			
		Total 181.864			
		Note: *Ce crédit est transféré en partie à la section 09.9.*			
43.300 (43.22)	07.50	Participation de l'Etat au financement de projets de promotion de développement durable au niveau local et régional réalisés par les communes et syndicats intercommunaux. (Sans distinction d'exercice)	82.024	89.242	100.000
		Total des dépenses de la section 15.0	1.939.477	3.561.143	3.776.514

Article Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 15.1				
		Administration de l'environnement				
11.000 (11.00)	07.30	Traitements des fonctionnaires		2.483.472	2.949.388	3.228.049
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	3.041.379			
		2) Primes, indemnités et autre suppléments de rémunération	10.887			
		3) Charges sociales patronales	125.163			
		4) Allocations de repas	50.620			
		Total	3.228.049			
11.010 (11.00)	07.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent		126.798	105.603	139.294
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	119.832			
		3) Charges sociales patronales	15.892			
		4) Allocations de repas	3.570			
		Total	139.294			
11.020 (11.00)	07.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		38.075	3.718	3.754
		Détail:				
		B - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	3.754			
11.030 (11.00)	07.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		94.075	93.605	96.105
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	82.090			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	2.753			
		3) Charges sociales patronales	11.262			
		Total	96.105			
11.040 (11.00)	07.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	07.30	Indemnités d'habillement.....		8.878	10.164	9.668
12.010 (12.13)	07.30	Frais de route et de séjour		2.101	2.975	4.314
12.020 (12.14)	07.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		25.648	31.482	32.000
		Détail:				
		1) Assurances	9.600			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Carburants et lubrifiants	12.380			
		3) Réparation et entretien	10.020			
		Total	32.000			
12.030 (12.16)	07.30	Fourniture de vêtements de travail et de protection		1.197	1.859	1.500
12.040 (12.12)	07.30	Frais de bureau		48.061	44.621	47.000
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	24.790			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	3.718			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.902			
		6) Documentation et bibliothèque	13.615			
		9) Divers	2.975			
		Total	47.000			
12.050 (12.12)	07.30	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Crédit non limitatif)		47.806	52.057	54.000
		Détail:				
		1) Frais postaux	21.310			
		2) Frais téléphoniques	32.690			
		Total	54.000			
12.060 (12.12)	07.30	Location et entretien des installations de télécommunications		1.531	1.611	1.612
12.070 (12.12)	07.30	Location et entretien des équipements informatiques		28.039	49.579	42.254
		Détail:				
		2) Contrats d'entretien	30.754			
		3) Réparation et pièces de rechange	11.500			
		Total	42.254			
12.080 (12.11)	07.30	Bâtiments: exploitation et entretien		5.187	9.916	11.000
		Détail:				
		1) Nettoyage	8.200			
		9) Divers	2.800			
		Total	11.000			
12.100 (12.11)	07.30	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		165.624	-	-
12.120 (12.30)	07.30	Etudes et évaluation de l'impact des activités industrielles, agricoles et urbaines sur la salubrité de l'environnement: frais d'études et d'analyses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		161.881	161.131	172.500
12.122	07.30	Etudes et consultance en relation avec la gestion des				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.30)		déchets	211.736	247.894	200.000
12.140 (12.16)	07.30	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	12.204	14.874	15.000
12.141 (12.16)	07.34	Actions pédagogiques dans l'intérêt de la gestion des déchets	2.673	8.676	12.000
12.160 (12.30)	07.30	Acquisition de matériel de laboratoire	214.931	216.907	225.583
12.161 (12.30)	07.30	Frais de laboratoire dans l'intérêt de la réalisation d'analyses par des étudiants	1.239	1.239	1.240
12.190 (12.30)	07.30	Cours de formation du personnel	2.302	6.693	6.700
12.300 (12.30)	07.34 07.35 07.40	Frais d'études, d'experts et d'analyses spéciales; frais de gestion, d'exploitation et d'entretien de réseaux de surveillance; frais de traitement de données; dépenses diverses	432.481	458.603	260.500
		Détail:			
		1) Air 210.710			
		3) Déchets 49.790			
		Total 260.500			
		Note: *Ce crédit est transféré en partie à la section 09.9.*			
12.301 (12.30)	07.40	Frais d'études pour la désignation des zones de protection des sources et puits	-	24.789	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 09.9.*			
12.302 (12.30)	07.35	Etudes dans le domaine de la lutte contre la pollution atmosphérique, contre l'effet de serre et contre le bruit	101.769	191.076	79.525
12.303 (12.30)	07.30	Frais de gestion et de contrôle des dossiers de demande d'autorisation (loi commodo); élaboration de guides et formulaires-types; dépenses diverses	95.394	247.894	247.894
12.313 (12.16)	07.33	Assistances au fonctionnement, à l'entretien et au contrôle de stations d'épuration et à la gestion de l'eau .	294.960	371.840	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 09.9.*			
12.314 (12.16)	07.34	Frais de fonctionnement de projets de gestion des déchets	470.874	347.051	380.000
12.316 (12.16)	07.34	Elaboration d'un cadastre des anciennes décharges et des sites contaminés	41.057	112.792	111.552
34.093	07.35	Participation de l'Etat au financement d'actions d'as-			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(34.49)		sainissement écologiques et énergétiques de bâtiments par des particuliers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	309.867	372.000
34.094 (34.49)	07.50	Mesures de lutte contre l'acidifiçation, l'ozone troposphérique et l'eutrophisation (mise en oeuvre du Protocole de Göteborg): participation de l'Etat au financement d'investissements effectués par des particuliers	-	37.184	37.185
34.095 (34.49)	13.90	Prime d'encouragement pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire et de la biomasse. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	500.000
		Note: *Ce crédit est transféré à partir de la section 20.0.*			
		Total des dépenses de la section 15.1	5.119.993	6.115.336	6.292.329
		Section 15.2 **Administration des eaux et forêts**			
11.000 (11.00)	07.50 10.30 10.40	Traitements des fonctionnaires	6.456.486	6.356.610	6.698.588
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 5.958.170			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 375.989			
		3) Charges sociales patronales 260.537			
		4) Allocations de repas 103.892			
		Total 6.698.588			
11.010 (11.00)	07.50 10.30 10.40	Indemnités des employés occupés à titre permanent	295.464	299.579	379.309
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 329.389			
		3) Charges sociales patronales 43.698			
		4) Allocations de repas 6.222			
		Total 379.309			
11.020 (11.00)	07.50 10.30 10.40	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	72.788	248	6.361
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 6.361			
11.030 (11.00)	07.50 10.30 10.40	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	322.584	313.709	323.608
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 275.454			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de			

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		rémunération	10.262			
		3) Charges sociales patronales	37.892			
		Total	323.608			
11.040 (11.00)	07.50 10.30 10.40	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		9.163	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.060 (11.10)	07.50 10.30	Indemnités pécuniaires de maladie des ouvriers forestiers occupés en zone verte. (Crédit non limitatif)		-	2.479	2.479
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	2.479			
11.100 (11.40)	07.50 10.30 10.40	Indemnités d'habillement		50.754	60.412	58.700
11.120 (11.12)	07.50 10.30 10.40	Gratifications pour croix de service. (Crédit non limitatif)		6.529	5.578	7.847
11.130 (11.12)	07.50 10.30 10.40	Indemnités pour services extraordinaires		55.117	54.463	50.439
		Détail:				
		2) Cours et examens	888			
		5) Prestations individuelles	49.551			
		Total	50.439			
12.000 (12.15)	07.50 10.30 10.40	Indemnités pour services de tiers		810	1.339	1.034
		Détail:				
		2) Cours et examens	1.034			
12.010 (12.13)	07.50 10.30 10.40	Administration générale: frais de route et de séjour, frais de déménagement		32.524	37.184	50.750
12.011 (12.13)	07.50 10.30 10.40	Préposés forestiers: frais de route et de séjour, frais de déménagement		444	1.116	1.450
12.020 (12.14)	07.50 10.30 10.40	Administration générale: frais d'exploitation des véhicules automoteurs		93.581	76.847	85.300
		Détail:				
		1) Assurances	10.700			
		2) Carburants et lubrifiants	22.900			
		3) Réparation et entretien	51.700			
		Total	85.300			
12.021 (12.14)	07.50 10.30 10.40	Préposés forestiers: frais d'exploitation des véhicules automoteurs		130.095	118.989	127.690

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Assurances	28.650			
		2) Carburants et lubrifiants	43.890			
		3) Réparation et entretien	55.150			
		Total	127.690			
12.040 (12.12)	07.50 10.30 10.40	Frais de bureau		64.671	61.973	63.824
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	27.516			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	7.437			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	248			
		4) Consommables bureautiques	13.750			
		5) Frais d'impression et de reliure	11.155			
		6) Documentation et bibliothèque	3.718			
		Total	63.824			
12.050 (12.12)	07.50 10.30 10.40	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Sans distinction d'exercice)		110.028	113.386	124.054
		Détail:				
		1) Frais postaux	47.228			
		2) Frais téléphoniques	76.116			
		5) Radiophonie	710			
		Total	124.054			
12.060 (12.12)	07.50 10.30 10.40	Location et entretien des installations de télécommunications		3.305	6.197	5.523
12.070 (12.12)	07.50 10.30 10.40	Location et entretien des équipements informatiques		25.549	12.395	20.234
12.080 (12.11)	07.50 10.30 10.40	Bâtiments: exploitation et entretien		56.808	54.537	41.036
		Détail:				
		1) Nettoyage	2.479			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	29.881			
		3) Chauffage	8.676			
		Total	41.036			
12.100 (12.11)	07.50 10.30 10.40	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		242.971	41.150	43.260
		Détail:				
		1) Loyers	42.660			
		2) Charges locatives accessoires	600			
		Total	43.260			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.120 (12.30)	10.30	Frais d'experts et d'études dans le domaine de la protection de l'environnement	-	-	370.000
12.125 (12.30)	10.30	Frais d'experts et d'études en matière informatique	69.410	37.184	22.330
12.130 (12.16)	07.50 10.30 10.40	Frais de publication	21.758	24.789	25.000
12.190 (12.30)	10.40	Ecole forestière, entraînement, cours préparatoires et examens pour l'obtention du permis de chasse (loi du 25.5.1972): achat de matériel d'instruction, d'armes et de munitions, frais d'assurance-responsabilité civile et dépenses diverses	6.640	9.420	15.496
		Détail:			
		1) Cours de l'école forestière 248			
		2) Cours de bûcheronnage 248			
		3) Cours de l'entraînement préparatoire 1.750			
		4) Cours de l'examen pour l'obtention du permis de chasse 5.250			
		5) Cours de perfectionnement et stage 8.000			
		Total 15.496			
12.300 (12.30)	07.50 10.30	Préparation de nouveaux plans d'aménagement, d'inventaire et d'études stationnelles dans les forêts soumises au régime forestier; acquisition et réparation de matériel géodésique, dendrométrique, photogrammétrique et cartographique: acquisition de bornes; délimitation de forêts et de parcelles dans les bois domaniaux	24.579	24.789	25.000
12.301 (12.30)	08.30	Aménagements servant à la récréation, aux loisirs et à l'instruction des promeneurs dans les forêts soumises au régime forestier	39.551	44.621	44.650
12.302 (12.30)	07.33 07.50 10.40	Protection et aménagement de l'environnement naturel ...	920.349	1.048.590	1.100.000
		Détail:			
		1) Exécution de la loi sur la conservation de la nature et des ressources naturelles 480.000			
		2) Etudes et plans de gestion des milieux naturels 225.000			
		3) Création de zones de verdure en milieu rural 220.000			
		4) Information et éducation mésologique du public 25.000			
		5) Gestion et aménagements dans les parcs naturels 100.000			
		6) Etudes et gestion des espèces classées gibier 25.000			
		7) Monitoring de la biodiversité 25.000			
		Total 1.100.000			
12.310 (12.30)	07.50	Mesures à prendre pour la protection de la forêt contre les agents biotiques, le bostryche, les autres insectes et champignons nuisibles, et contre les agents abiotiques, notamment les pollutions. (Crédit non limitatif)	343.828	322.262	322.262

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.340 (12.30)	10.40	Dépenses résultant de l'exécution de la loi sur la chasse et de celle sur l'indemnisation des dégâts causés par le gibier; dépenses résultant de la destruction des animaux nuisibles; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	8.777	56.024	45.000
		Détail:			
		1) Dépenses pour la destruction d'animaux nuisibles 1.250			
		2) Estimation des dégâts causés par le gibier et le blaireau et arrangements à l'amiable 7.750			
		3) Exploitation des chasses, marquage du gibier et installation de gagnages dans les forêts domaniales 2.500			
		4) Dépenses résultant de l'acquisition et de la distribution de nourriture pour gibier dans les domaines forestiers de l'Etat en temps de gel et de neige 1.250			
		5) Participation à la lutte contre la rage: primes pour renards abattus 7.500			
		6) Frais généraux et dépenses diverses 1.250			
		7) Participation à la lutte conte la peste porcine: indemnités pour sangliers abattus 23.500			
		Total 45.000			
12.380 (12.30)	07.50 10.30	Mise en place, entretien et frais de fonctionnement d'un réseau de suivi à long terme des écosystèmes forestiers: frais d'études et d'analyses; indemnités pour services de tiers; dépenses diverses	57.090	61.973	61.973
24.001 (24.10)	07.50	Création de réserves cynégétiques: indemnisation des propriétaires particuliers	14.428	13.882	13.842
93.002 (93.00)	10.40	Versement au fonds spécial de la chasse du droit supplémentaire perçu sur les permis de chasse en vertu de l'article 13 de la loi modifiée du 20.7.1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	334.731	314.775	335.201
93.003 (93.00)	10.40	Versement au fonds cynégétique des droits supplémentaires perçus annuellement sur les permis de chasse en vertu de l'article 9 de la loi du 30.5.1984 modifiant et complétant la législation sur la chasse. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	35.374	33.689	34.948
		Restants d'exercices antérieurs			
12.802 (12.30)	07.33 07.50 10.40	Protection et aménagement de l'environnement naturel ...	17.104	-	-
		Total des dépenses de la section 15.2	9.923.290	9.610.437	10.507.288
		Total des dépenses du département 15	16.982.760	19.286.916	20.576.131

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de l'Environnement

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
11	Salaires et charges sociales	10.020.183	10.256.672	11.006.201
12	Achat de biens non durables et de services	5.598.898	7.150.093	7.039.761
24	Location de terres et paiements courants pour l'utilisation d'actifs incorporels	14.428	13.882	13.842
33	Transferts de revenus aux administrations privées	631.633	777.148	860.929
34	Transferts de revenus aux ménages	4.958	347.051	909.185
35	Transferts de revenus à l'étranger	260.531	304.364	276.064
43	Transferts de revenus aux administrations publiques locales	82.024	89.242	100.000
93	Dotations de fonds de réserve	370.105	348.464	370.149
Total		16.982.760	19.286.916	20.576.131

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		16 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI			
		Section 16.0			
		Travail. - Dépenses générales			
10.000 (12.30)	06.42	Création d'un observatoire des relations professionnelles et de l'emploi (ORPE). (Crédit non limitatif)	-	123.947	124.000
11.090 (11.12)	06.40	Indemnités de poste et de logement des agents à l'étranger. (Crédit non limitatif)	30.520	-	-
11.130 (11.12)	06.40	Indemnités pour services extraordinaires	22.475	10.213	10.300
		Détail:			
		1) Jetons de présence			
		a) Commission nationale de l'emploi 117			
		b) Commission spéciale de réexamen en matière de chômage 1.027			
		c) Commission spéciale de réexamen en matière de travailleurs handicapés 268			
		5) Prestations individuelles			
		a) Fonds pour l'Emploi 3.966			
		d) Ecole Supérieure du Travail 4.898			
		e) Divers 24			
		Total 10.300			
11.131 (11.12)	06.40	Office national de conciliation: indemnités pour services extraordinaires	954	645	819
12.000 (12.15)	06.40	Indemnités pour services de tiers	2.499	3.297	3.290
		Détail:			
		1) Jetons de présence			
		a) Commission nationale de l'emploi 149			
		b) Commission spéciale de réexamen en matière de chômage 2.310			
		c) Commission spéciale de réexamen en matière de travailleurs handicapés 804			
		9) Divers 27			
		Total 3.290			
12.001 (12.15)	06.40	Office national de conciliation: indemnités pour services de tiers	1.078	1.735	1.042
		Détail:			
		1) Jetons de présence 1.042			
12.012 (12.13)	06.40	Frais de route et de séjour à l'étranger	87.065	128.905	150.000
12.020 (12.14)	06.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	2.001	1.860	1.884

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Assurances	273			
		2) Carburants et lubrifiants	867			
		3) Réparations et entretien	744			
		Total	1.884			
12.040 (12.12)	06.40	Office national de conciliation: frais de bureau		364	372	375
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	50			
		5) Frais d'impression et de reliure	25			
		6) Documentation et bibliothèque	300			
		Total	375			
12.041 (12.12)	06.40	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques		13.582	23.550	28.000
		Détail:				
		6) Documentation et bibliothèque	27.975			
		9) Divers	25			
		Total	28.000			
12.080 (12.11)	06.40	Bâtiments: exploitation et entretien		10.469	10.164	10.620
		Détail:				
		1) Nettoyage	5.900			
		4) Réparations et entretien	2.500			
		9) Divers	2.220			
		Total	10.620			
12.120 (12.30)	06.42	Participation dans les frais d'études de questions sociales et d'enquêtes		5.454	7.437	9.000
12.121 (12.30)	06.40	Office national de conciliation: honoraires d'experts et de bureaux d'études, frais de confection de rapports ...		-	248	200
12.122 (12.30)	06.40	Frais d'experts-comptables externes pour le contrôle de la garantie bancaire des entreprises de travail intérimaire		-	24.789	20.000
12.130 (12.16)	06.40	Participation aux frais de réalisation d'un code de travail		-	24.789	30.000
12.140 (12.16)	06.40	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information		-	7.437	7.500
12.190 (12.30)	06.43	Participation dans les frais d'organisation et de participation à des conférences, congrès, colloques, séminaires, stages, cours et journées d'études		1.195	9.916	5.000
12.301 (12.30)	06.43	Frais résultant des actions entamées par le Ministère du Travail et de l'Emploi dans le cadre de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi. (Crédit non limitatif)		-	124	100
32.011	06.43	Prestations de réemploi: subsides en vue de la création				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(32.00)		de nouveaux emplois ou du maintien des anciens emplois; aides en faveur de mesures de formation, de réadaptation ou de rééducation professionnelles susceptibles d'assurer le réemploi productif de la main-d'oeuvre rendue disponible. (Crédit non limitatif)	-	124	100
32.012 (32.00)	06.43	Remboursement aux employeurs des rémunérations des agents participant à des actions de formation : délégués du personnel, délégués à la sécurité, délégués à l'égalité, travailleurs désignés, coordinateurs de la sécurité. (Crédit non limitatif)	54.504	27.268	28.000
33.000 (33.00)	06.43	Participation de l'Etat dans les frais de fonctionnement de services conventionnés ayant pour but une adaptation progressive au travail productif de personnes sans emploi	157.653	155.727	161.125
33.010 (33.00)	06.40	Participation aux frais relatifs à la promotion ouvrière et à des expositions nationales du travail	248	1.239	1.200
33.011 (33.00)	06.40	Subsides aux comités nationaux des organisations de jeunesse ouvrière luxembourgeoises	5.949	6.197	6.200
33.012 (33.00)	08.30	Participation de l'Etat dans l'organisation et le financement d'oeuvres sociales pour l'utilisation des loisirs; contribution de l'Etat au développement du tourisme social	1.239	1.487	1.550
33.013 (33.00)	06.40	Participation aux frais du Secrétariat européen des organisations représentatives des travailleurs	-	-	124.000
34.050 (34.38)	06.43	Participation à une mise au travail des chômeurs: indemnités, frais de route et de séjour, frais de transport, d'assurance et de matériel, frais d'encadrement et de formation, contrats de fournitures de biens et de services	150.652	179.723	175.000
34.090 (34.40)	06.40	Subsides aux apprentis et ouvriers méritants	-	1.239	1.000
34.091 (34.49)	06.40	Participation de l'Etat au projet interrégional TELECENTRE	29.747	29.747	-
35.030 (35.40)	06.40	Cotisations à des institutions internationales. (Crédit non limitatif)	124	4.239	4.239
41.000 (41.50)	06.35	Remboursement à la chambre du travail du supplément de pension à allouer conformément à la loi du 26.3.1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	7.381	7.511	7.850
41.001 (41.50)	04.50	Subsides à la chambre du travail et à la chambre des employés privés dans l'intérêt de l'organisation de cours de formation professionnelle et ouvrière	144.299	151.513	167.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Chambre du travail	100.450			
		2) Chambre des employés privés	66.550			
		Total	167.000			
41.002 (41.50)	04.50	Participation de l'Etat à raison de cinquante pour cent dans les frais effectifs des élections quinquennales pour le renouvellement de la Chambre de Travail et de la Chambre des Employés Privés. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		165.116	-	-
43.000 (43.22)	06.40	Prise en charge partielle par l'Etat du coût des travaux extraordinaires organisés par les communes en faveur des personnes déplacées de la région des Balkans. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	123.947	124.000
		Restants d'exercices antérieurs.				
12.512 (12.13)	06.40	Frais de route et de séjour		-	2.702	-
		Total des dépenses de la section 16.0		894.568	1.072.091	1.203.394
		Section 16.1				
		Administration de l'emploi				
11.000 (11.00)	06.43	Traitements des fonctionnaires		3.396.546	4.010.050	4.211.670
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	3.973.807			
		3) Charges sociales patronales	167.709			
		4) Allocations de repas	70.154			
		Total	4.211.670			
11.010 (11.00)	06.43	Indemnités des employés occupés à titre permanent		570.973	546.828	627.597
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	543.324			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	6.732			
		3) Charges sociales patronales	65.097			
		4) Allocations de repas	12.444			
		Total	627.597			
11.020 (11.00)	06.43	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		160.483	1.934	2.002
		Détail:				
		B - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	2.002			
11.030	06.43	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		109.495	111.329	114.350

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(11.00)		*Détail:*				
		1) Rémunérations de base	97.407			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	3.554			
		3) Charges sociales patronales	13.389			
		Total	114.350			
11.040 (11.00)	06.43	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		9.356	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	06.43	Indemnités d'habillement		1.459	1.463	1.460
11.130 (11.12)	06.43	Indemnités pour services extraordinaires		4.301	5.231	4.600
		Détail:				
		1) Jetons de présence				
		a) Commission d'orientation et de reclassement professionnel des travailleurs handicapés	955			
		b) Orientation professionnelle	1.860			
		5) Prestations individuelles	1.785			
		Total	4.600			
12.000 (12.15)	06.43	Indemnités pour services de tiers		721	768	760
		Détail:				
		1) Jetons de présence				
		a) Commission d'orientation et de reclassement professionnel des travailleurs handicapés	140			
		b) Orientation professionnelle	620			
		Total	760			
12.010 (12.13)	06.43	Frais de route et de séjour		17.089	22.310	26.100
12.020 (12.14)	06.43	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		4.968	4.760	4.810
		Détail:				
		1) Assurances	1.485			
		2) Carburants et lubrifiants	1.243			
		3) Réparations et entretien	1.735			
		9) Divers	347			
		Total	4.810			
12.040 (12.12)	06.43	Frais de bureau		102.129	140.060	123.700
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	33.000			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	26.220			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	1.240			
		4) Consommables bureautiques	18.500			
		5) Frais d'impression et de reliure	34.100			
		6) Documentation et bibliothèque	3.700			
		9) Divers	6.940			
		Total	123.700			
12.050 (12.12)	06.43	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Sans distinction d'exercice)		109.278	132.499	200.000
		Détail:				
		1) Frais postaux	173.600			
		2) Frais téléphoniques	24.000			
		4) Télex et téléfax	2.400			
		Total	200.000			
12.060 (12.12)	06.43	Location et entretien des installations de télécommunications		1.477	4.586	4.580
		Détail:				
		2) Entretien des installations de télécommunications	2.100			
		3) Réparations et pièces de rechange	2.480			
		Total	4.580			
12.070 (12.12)	06.43	Location et entretien des équipements informatiques		-	13.485	14.105
12.080 (12.11)	06.43	Bâtiments: exploitation et entretien		72.197	72.558	108.000
		Détail:				
		1) Nettoyage	13.130			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	85.000			
		3) Réparations et entretien	1.400			
		4) Assurances	3.970			
		9) Divers	4.500			
		Total	108.000			
12.100 (12.11)	06.43	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)		1.131.796	1.106.969	1.294.430
		Détail:				
		1) Loyers	1.246.835			
		2) Charges locatives accessoires	47.595			
		Total	1.294.430			
12.125 (12.30)	06.43	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif)		211.478	247.894	205.000
12.190 (12.30)	06.43	Frais d'inscription et de participation à des stages à l'étranger		4.992	4.958	7.500

Article (Code Econ.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.300 (12.30)	06.43	Frais d'exploitation du laboratoire psychotechnique; propagande pour l'orientation professionnelle		14.829	33.590	23.
		Détail:				
		1) Frais d'exploitation du laboratoire psychotechnique	7.400			
		2) Documentation et matériel didactique	1.500			
		3) Brochures et dépliants d'information	7.000			
		4) Matériel de test	5.000			
		5) Frais de fonctionnement du Centre d'information professionnelle BIZ	2.500			
		Total	23.400			
12.301 (12.30)	06.43	Frais résultant des missions dévolues à l'Administration de l'Emploi sur le plan national et international; frais résultant du fonctionnement du comité permanent de l'emploi et des actions de suivi des décisions prises par le comité de coordination tripartite en matière d'emploi. (Crédit non limitatif)		59.937	49.579	25.00
		Restants d'exercices antérieurs				
12.510 (12.13)	06.43	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		5.088	-	-
12.540 (12.12)	06.43	Frais de bureau		4.560	-	-
12.550 (12.12)	06.43	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		29.944	-	-
		Total des dépenses de la section 16.1		6.023.096	6.511.099	6.999.164
		Section 16.2 Inspection du travail et des mines				
11.000 (11.00)	06.42	Traitements des fonctionnaires		1.496.756	2.053.228	2.095.971
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.984.413			
		3) Charges sociales patronales	81.365			
		4) Allocations de repas	30.193			
		Total	2.096.971			
11.010 (11.00)	06.42	Indemnités des employés occupés à titre permanent		869.759	974.866	1.025.636
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	866.756			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	23.101			
		3) Charges sociales patronales	118.005			
		4) Allocations de repas	17.774			
		Total	1.025.636			

Article (Code con.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.020 (11.00)	06.42	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		133.973	4.958	6.855
		Détail:				
		B. - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	6.855			
11.030 (11.00)	06.42	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		102.281	91.274	103.188
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	88.222			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	2.878			
		3) Charges sociales patronales	12.088			
		Total	103.188			
11.040 (11.00)	06.42	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		-	248	-
11.100 (11.40)	06.42	Indemnités d'habillement		5.666	8.280	8.590
		Détail:				
		1) Indemnités fonctionnaires et employés	8.030			
		2) Indemnités ouvriers	560			
		Total	8.590			
12.010 (12.13)	06.42	Frais de route et de séjour		6.291	8.057	12.180
12.020 (12.14)	06.42	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		21.161	24.566	26.040
		Détail:				
		1) Assurances	7.990			
		2) Carburants et lubrifiants	10.020			
		3) Réparations et entretien	7.240			
		9) Divers	790			
		Total	26.040			
12.040 (12.12)	06.42	Frais de bureau		44.441	57.016	57.465
		Détail:				
		1) Articles de bureau	19.832			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	9.916			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	3.719			
		4) Consommables bureautiques	11.156			
		6) Documentation et bibliothèque				
		a) Support papier	7.772			
		b) Bases de données	2.591			
		9) Divers	2.479			
		Total	57.465			
12.050 (12.12)	06.42	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		26.666	49.827	36.56

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Frais postaux	13.635			
		2) Frais téléphoniques	17.353			
		4) Telefax	4.339			
		10) Frais de connexion direct à Internet				
		b) Abonnement 128 kbps	1.240			
		Total	36.567			
12.080 (12.11)	06.42	Bâtiments: exploitation et entretien		4.684	4.958	6.540
		Détail:				
		1) Nettoyage	6.540			
12.090 (12.21)	06.42	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		183.592	186.515	184.108
		Détail:				
		1) Loyers				
		a) Loyer immeuble Wellington	142.241			
		b) Loyer agence Esch/Alzette	25.055			
		c) Loyer agence Diekirch	5.652			
		2) Charges locatives accessoires	11.160			
		Total	184.108			
12.100 (12.11)	06.42	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		129.781	197.100	226.455
		Détail:				
		1) Frais de location garages	2.232			
		2) Frais de location de l'agence de Luxembourg	120.624			
		3) Avances frais d'entretien de l'agence de Luxembourg	5.950			
		4) Contrat d'assurances multirisques	273			
		5) Frais de consommation de gaz	2.479			
		6) Location nouveaux locaux de l'agence de Luxembourg	65.084			
		7) Avances frais nouveaux locaux de l'agence de Luxembourg	4.463			
		8) Assurance nouveaux locaux	273			
		9) Frais de location des nouveaux locaux de l'agence d'Esch/Alzette	25.077			
		Total	226.455			
12.120 (12.30)	06.42	Etudes et travaux d'analyses spéciales		-	9.916	12.710
12.121 (12.30)	06.42	Frais d'experts et d'études		15.707	247.894	247.894
12.125 (12.30)	06.42	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Sans distinction d'exercice)		79.674	185.920	185.920

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.130 (12.16)	06.42	Frais de production, de gestion et de reproduction du code de la sécurité au travail ayant donné lieu à des avances ou à des commandes fermes correspondantes. (Crédit non limitatif)	6.321	124	8.600
12.131 (12.16)	06.42	Frais de publication Internet	12.344	4.958	12.900
		Détail:			
		1) Transcodage de textes législatifs 12.900			
12.132 (12.16)	06.42	Frais de publicité et de sensibilisation	-	49.579	75.000
12.170 (12.30)	06.42	Entretien des équipements spéciaux	6.264	4.958	6.200
12.190 (12.30)	06.42	Amélioration des conditions de travail: frais d'éducation, formation interne des contrôleurs et du nouveau personnel, stages et séminaires de formation et de perfectionnement; dépenses diverses	14.446	14.874	19.330
12.300 (12.30)	06.42	Evaluation des risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles: frais d'études, mise en place des plans d'alerte et de secours et des plans d'évacuation, frais d'équipements et d'entretien, frais de route et de séjour, dépenses diverses	2.653	24.789	24.790
12.305 (12.30)	06.42	Programme intersectoriel de formation en matière de sécurité et de santé des travailleurs au travail: frais d'études et d'experts, frais de formation, dépenses diverses	-	124	-
34.110 (34.50)	06.42	Participation luxembourgeoise au programme pluriannuel d'actions communautaires en matière de sécurité et de santé au travail	29.728	37.184	50.000
35.030 (35.00)	06.42	Contributions à des organismes internationaux	312	496	496
		Restants d'exercices antérieurs			
12.540 (12.12)	06.42	Frais de bureau	-	496	745
12.590 (12.21)	06.42	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	453	-	-
		Total des dépenses de la section 16.2	3.192.953	4.242.205	4.434.180
		Section 16.3			
		Ecole supérieure du travail			
11.130 (11.12)	04.50	Indemnités pour services extraordinaires	17.144	60.362	48.310

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Jetons de présence	223			
		2) Cours et examens	48.087			
		Total	48.310			
12.000 (12.15)	04.50	Indemnités pour services de tiers		20.933	9.668	11.145
		Détail:				
		1) Jetons de présence	298			
		2) Cours et examens	10.847			
		Total	11.145			
12.010 (12.13)	04.50	Frais de route et de séjour		4.602	5.702	8.124
12.040 (12.12)	04.50	Frais de bureau		3.081	2.578	2.578
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	1.884			
		3) Location et entretien des machines de bureau	273			
		6) Documentation et bibliothèque	347			
		9) Divers	74			
		Total	2.578			
12.050 (12.12)	04.50	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		4.570	3.024	3.371
		Détail:				
		1) Frais postaux	3.371			
12.080 (12.11)	04.50	Bâtiments: exploitation et entretien		-	149	149
		Détail:				
		1) Nettoyage	149			
12.090 (12.21)	04.50	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		29.963	29.970	29.970
		Détail:				
		1) Loyers	29.970			
12.190 (12.30)	04.50	Cours de formation: frais de fonctionnement		164.730	152.405	229.000
		Détail:				
		A - Cours de formation des délégués du personnel (loi du 18.5.1979):				
		1) Frais d'entretien et de nourriture	125.147			
		2) Achat de manuels et de matériel didactique ..	2.479			
		B - Cours de formation de fin de semaine et du soir:				
		1) Assurances-accidents et responsabilité civile	521			
		2) Frais d'hébergement et de nourriture en rapport avec les cours de fin de semaine	17.092			
		3) Frais d'achat de manuels et de matériel di-				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		dactique	496			
		4) Etudes des réalisations d'institutions sociales et culturelles à l'étranger (voyages d'études et d'information)	1.240			
		C - Cours de formation des délégués à la sécurité	80.315			
		D - Cours de formation des délégués à l'égalité	1.710			
		Total	229.000			
		Total des dépenses de la section 16.3		245.023	263.858	332.647
		Section 16.4				
		Fonds pour l'emploi				
93.000 (93.00)	06.14	Versement au fonds pour l'emploi du produit des impôts de solidarité prélevés moyennant des majorations de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur le revenu des collectivités. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)		70.311.451	72.992.248	77.708.000
93.001 (93.00)	06.14	Dotation extraordinaire du fonds pour l'emploi. (Crédit non limitatif)		18.592.014	18.592.014	15.000.000
		Total des dépenses de la section 16.4		88.903.465	91.584.262	92.708.000
		Section 16.5				
		Mesures dans l'intérêt de l'emploi, respectivement du réemploi des accidentés de la vie et des personnes handicapées				
11.010 (11.00)	06.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent		-	-	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.020 (11.00)	06.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	-	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.030 (11.00)	06.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		-	-	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.040 (11.00)	06.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		-	-	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.300 (12.30)	06.34	Mise en oeuvre d'actions en faveur de la (ré)intégration professionnelle des travailleurs handicapés sur le marché ordinaire du travail	2.470	2.479	2.480
31.050 (31.32)	06.34	Participations au salaire des travailleurs handicapés allouées en application de l'article B.3. de la loi modifiée du 12 novembre 1991 sur les travailleurs handicapés ainsi que de l'article 2 du règlement grand-ducal du 14 avril 1992 déterminant la forme et le contenu des mesures visées à l'article 3 de la loi précitée; enquêtes et expertises à effectuer en exécution des articles B. et C. de la même loi. (Crédit non limitatif)	1.903.519	2.149.386	2.367.720
32.020 (32.00)	06.34	Prise en charge du congé supplémentaire de six jours ouvrables accordé aux travailleurs handicapés au titre de l'article 4 de la loi modifiée du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel des salariés du secteur privé. (Crédit non limitatif)	236.145	266.609	283.342
33.000 (33.00)	06.44	Participation de l'Etat dans le financement du Foyer Eislécker Heem a.s.b.l	38.058	38.721	40.125
33.001 (33.00)	06.34	Participation aux frais de fonctionnement d'ateliers protégés (article D. de la loi modifiée du 12 novembre 1991)	2.989.596	3.144.876	3.333.900
		Détail:			
		1) Atelier protégé à Cap (Fondation luxembourgeoise pour le secours à l'enfance mentalement handicapée) 686.100			
		2) Atelier protégé à Bettange-sur-Mess (Association des parents d'enfants mentalement handicapés) 885.000			
		3) Atelier protégé à Dudelange (Fondation pour l'aide aux infirmes moteurs cérébraux) 996.000			
		4) Projektzentrum "Gruberbierg" (Coopérations a.s.b.l.) 353.500			
		5) Atelier protégé à Rédange/Attert 128.900			
		6) Deuxième structure de formation et de travail à Bettembourg (Association des parents d'enfants mentalement handicapés) 284.400			
		Total 3.333.900			
33.002 (31.32)	06.34	Participation aux primes d'encouragement versées aux personnes reconnues comme travailleurs handicapés et occupés dans des ateliers protégés de l'A.P.E.M.H. Bettange-sur-Mess et Bettembourg, de la Ligue H.M.C. Capellen et Rédange/Attert et de Coopérations Wiltz (articles B.3. et D. de la loi modifiée du 12 novembre 1991). (Crédit non limitatif)	807.848	892.417	931.100
34.090 (34.40)	06.34	Mesures d'orientation, de formation, de réadaptation et de rééducation professionnelles des travailleurs handicapés dans des institutions publiques ou privées: frais de transport; primes et indemnités d'encouragement et de rééducation (article B.3 de la loi modifiée du 12 novembre 1991)	53.479	161.478	153.740

6.5 - Emploi des accidentés et des handicapés

Unité: Euro

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 16.5	6.031.115	6.655.966	7.112.807
		Total des dépenses du département 16	105.290.220	110.329.481	112.790.192

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère du Travail et de l'Emploi

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
10	Dépenses non ventilées	-	123.947	124.000
11	Salaires et charges sociales	6.932.141	7.881.157	8.261.848
12	Achat de biens non durables et de services	2.679.017	3.358.987	3.734.657
31	Subventions d'exploitation	1.903.519	2.149.386	2.367.720
32	Transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises	290.649	294.001	311.442
33	Transferts de revenus aux administrations privées	4.000.591	4.240.664	4.599.200
34	Transferts de revenus aux ménages	263.606	409.371	379.740
35	Transferts de revenus à l'étranger	436	4.735	4.735
41	Transferts de revenus à l'administration centrale	316.796	159.024	174.850
43	Transferts de revenus aux administrations publiques et locales	-	123.947	124.000
93	Dotations de fonds de réserve	88.903.465	91.584.262	92.708.000
Total		105.290.220	110.329.481	112.790.192

ode nct.		LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		17/18 - MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE			
		Section 17.0			
		Sécurité sociale. - Dépenses générales			
0 2)	06.10	Indemnités pour services extraordinaires	1.710	2.181	3.378
		Détail:			
		1) Jetons de présence			
		a) Commission de surveillance 1.023			
		b) Commission de nomenclature 2.355			
		Total 3.378			
2.000 12.15)	06.10	Indemnités pour services de tiers	1.425	4.214	5.376
		Détail:			
		1) a) Commission de surveillance 2.951			
		b) Commission de nomenclature 1.425			
		9) Frais de consultation 1.000			
		Total 5.376			
12.012 (12.13)	06.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	35.975	45.613	47.250
12.040 (12.12)	06.10	Frais de bureau	5.558	7.313	5.800
		Détail:			
		6) Documentation et bibliothèque 5.800			
12.041 (12.12)	06.10	Commission de surveillance: frais de bureau	-	-	814
12.120 (12.30)	06.10	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif)	7.685	15.444	24
		Détail:			
		1) Frais d'experts 124			
		2) Frais d'études 124			
		Total 248			
33.010 (33.00)	06.10	Subventions pour frais d'organisation et de participation à des conférences et congrès ainsi qu'à des publications en rapport avec la sécurité sociale	496	1.488	
		Restants d'exercices antérieurs			
12.612 (12.13)	06.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	-	-	
		Total des dépenses de la section 17.0	52.849	76.253	

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 17.1 **Inspection générale de la sécurité sociale**				
11.000 (11.00)	06.10	Traitements des fonctionnaires		1.048.844	981.311	1.818.809
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.699.024			
		2) Primes	30.183			
		3) Charges sociales patronales	66.498			
		4) Allocations de repas	23.104			
		Total	1.818.809			
11.010 (11.00)	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent		833.760	356.942	740.139
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	631.397			
		2) Primes	10.311			
		3) Charges sociales patronales	85.094			
		4) Allocations de repas	13.337			
		Total	740.139			
11.020 (11.00)	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		171.983	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.030 (11.00)	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		81.218	81.483	95.555
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	84.368			
		3) Charges sociales patronales	11.187			
		Total	95.555			
11.040 (11.00)	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	06.10	Indemnités d'habillement		465	471	465
11.130 (11.12)	06.10	Indemnités pour services extraordinaires. (Sans distinction d'exercice)		2.223	13.758	3.375
		Détail:				
		2) Cours et examens	2.355			
		9) a) Commission de conciliation et d'arbitrage Procédure du médiateur	1.020			
		Total	3.375			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.000 (12.15)	06.10	Indemnités pour services de tiers		2.804	6.197	6.198
		Détail:				
		2) Cours et examens	4.462			
		4) Indemnités pour stagiaires	744			
		5) Indemnités spéciales	620			
		9) a) Commission de conciliation et d'arbitrage Procédure du médiateur	372			
		Total	6.198			
12.010 (12.13)	06.10	Frais de route et de séjour		695	744	1.079
12.020 (12.14)	06.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		1.769	1.859	1.860
		Détail:				
		1) Assurances	446			
		2) Carburants et lubrifiants	744			
		3) Réparations et entretien	620			
		9) Divers	50			
		Total	1.860			
12.040 (12.12)	06.10	Frais de bureau		33.709	34.085	34.714
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	11.155			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	5.702			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	992			
		4) Consommables bureautiques	3.086			
		5) Frais d'impression et de reliure	2.500			
		6) Documentation et bibliothèque	11.155			
		9) Divers	124			
		Total	34.714			
12.050 (12.12)	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		6.162	6.173	7.178
		Détail:				
		1) Frais postaux	7.178			
12.070 (12.12)	06.10	Entretien du matériel informatique: participation aux frais du centre commun de la sécurité sociale, section informatique. (Crédit non limitatif)		62.767	70.749	68.226
		Détail:				
		3) Réparations et pièces de rechange	2.231			
		9) Participation au centre commun de la sécurité sociale	65.995			
		Total	68.226			
12.080 (12.11)	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien		4.088	4.214	4.561

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Nettoyage	1.338			
		4) Réparations et entretien	3.223			
		Total	4.561			
12.090 (12.21)	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		242.282	244.820	244.820
		Détail:				
		1) Loyers	244.820			
12.120 (12.30)	06.10	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif)		130.016	255.330	22.966
		Détail:				
		2) Frais d'interprètes	10.571			
		3) Etudes sur l'assurance pension et sur la politique de placement des réserves	12.395			
		Total	22.966			
12.125 (12.30)	13.90	Frais d'experts en matière informatique		-	49.579	161.131
12.130 (12.16)	06.10	Frais de publication		25.388	58.255	65.197
		Détail:				
		2) Publication et diffusion du rapport général de la sécurité sociale	16.857			
		3) Publication et diffusion de l'Aperçu sur la législation de la sécurité sociale	8.676			
		4) Publication d'un dépliant commun de IGSS & CEO	2.480			
		6) Mis à jour du code des assurances sociales .	37.184			
		Total	65.197			
12.190 (12.30)	06.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation. (Sans distinction d'exercice)		8.038	8.676	21.128
		Détail:				
		1) Organisation de colloques et de séminaires .	248			
		2) Cours spéciaux informatiques et de recyclage	20.880			
		Total	21.128			
33.000 (33.00)	06.10	Participation aux frais de l'association luxembourgeoise des organismes de sécurité sociale		-	11.056	26.225
		Détail:				
		1) Contributions courantes à l'ALOSS	6.947			
		2) Participation au Centenaire	19.278			
		Total	26.225			
35.060	06.10	Cotisations à des organismes internationaux.				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(35.00)		(Crédit non limitatif)		13.867	8.032	6.403
42.000 (42.00)	06.10	Remboursements des parts de l'office des assurances sociales et du centre commun de la sécurité sociale dans la rémunération d'employés détachés à l'inspection générale de la sécurté sociale.				
		(Sans distinction d'exercice)		43.073	-	-
		Restants d'exercices antérieurs				
42.500 (42.00)	06.10	Remboursement des parts de l'office des assurances sociales et du centre commun de la sécurité sociale dans la rémunération d'employés détachés à l'inspection générale de la sécurité sociale.				
		(Sans distinction d'exercice)		-	-	8.002
		Total des dépenses de la section 17.1		2.713.151	2.194.230	3.338.231
		Section 17.2				
		Contrôle médical de la sécurité sociale				
11.000 (11.00)	06.10	Traitements des fonctionnaires		1.740.733	1.744.972	1.833.677
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.756.087			
		3) Charges sociales patronales	59.816			
		4) Allocations de repas	17.774			
		Total	1.833.677			
11.010 (11.00)	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent		195.686	197.100	204.688
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	177.171			
		3) Charges sociales patronales	23.501			
		4) Allocations de repas	4.016			
		Total	204.688			
11.020 (11.00)	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.130 (11.12)	06.10	Indemnités pour services extraordinaires		1.144	1.363	124
		Détail:				
		1) Jetons du conseil supérieur	124			
12.000 (12.15)	06.10	Indemnités pour services de tiers		124	124	124
		Détail:				
		1) a) Jetons du conseil supérieur	124			
12.001	06.10	Indemnités du personnel engagé sur contrat à temps par-				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.15)		tiel		236.241	236.243	236.243
		Détail:				
		9) Divers:				
		a) Médecins-dentistes	136.540			
		c) Pharmaciens-réviseurs	99.703			
		Total	236.243			
12.010 (12.13)	06.10	Frais de route et de séjour		8.528	14.874	18.409
12.040 (12.12)	06.10	Frais de bureau		14.628	14.874	14.874
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	3.520			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	496			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	198			
		5) Frais d'impression et de reliure	2.231			
		6) Documentation et bibliothèque	8.379			
		9) Divers	50			
		Total	14.874			
12.050 (12.12)	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		5.514	5.578	6.405
		Détail:				
		1) Frais postaux	5.984			
		4) Télex et téléfax	421			
		Total	6.405			
12.070 (12.12)	06.10	Participation aux frais du centre commun de la sécurité sociale. (Crédit non limitatif)		30.498	34.507	32.997
12.080 (12.11)	06.10	Frais de petit entretien des locaux et du mobilier		-	372	372
12.090 (12.21)	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		150.698	174.120	174.120
		Détail:				
		1) Loyers	174.120			
12.150 (12.30)	06.10	Frais d'expertises médicales effectuées sur demande du contrôle médical de la sécurité sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		78.075	74.368	74.368
12.151 (12.30)	06.15	Frais de constitution des dossiers médicaux dans le cadre des demandes en obtention d'une pension d'invalidité. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		77.911	99.157	99.157
12.160 (12.30)	06.10	Acquisition et entretien de matériel médical		10.168	6.693	6.073

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.190 (12.30)	06.10	Frais d'inscription pour des stages de formation et de spécialisation du personnel de l'Administration du contrôle médical		2.456	3.718	4.300
12.250 (12.00)	06.10	Part dans les frais communs de l'office des assurances sociales. (Crédit non limitatif)		32.898	33.143	34.226
		Détail:				
		1130 Frais de personnel	10.164			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	372			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	793			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		2) Frais téléphoniques	4.462			
		3) Horodateur	50			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	1.264			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	6.419			
		3) Chauffage	1.059			
		4) Réparations et entretien	9.593			
		5) Assurances	50			
		Total	34.226			
		Total des dépenses de la section 17.2		2.585.302	2.641.454	2.740.257
		Section 17.3				
		Conseil arbitral des assurances sociales				
11.000 (11.00)	06.10	Traitements des fonctionnaires		388.278	480.591	509.277
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	484.234			
		3) Charges sociales patronales	18.821			
		4) Allocations de repas	6.222			
		Total	509.277			
11.010 (11.00)	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent		89.761	111.007	115.025
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	99.184			
		3) Charges sociales patronales	13.164			
		4) Allocations de repas	2.677			
		Total	115.025			
11.020 (11.00)	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.030 (11.00)	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		21.530	22.211	23.50
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	20.022			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	726			
		3) Charges sociales patronales	2.753			
		Total	23.501			
11.040 (11.00)	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		-	248	10
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	06.10	Indemnités d'habillement		93	99	9
12.000 (12.15)	06.10	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif)		18.047	19.831	20.69
		Détail:				
		9) Divers:				
		a) Vacations du président ff.	3.200			
		b) Indemnités des délégués-patrons et délégués-assurés	14.271			
		c) Indemnités des médecins-conseils	3.099			
		d) Taxes de témoin, remboursements pour pertes de salaire	124			
		Total	20.694			
12.010 (12.13)	06.10	Frais de route et de séjour		1.247	1.116	1.88
12.040 (12.12)	06.10	Frais de bureau		7.437	8.057	8.21
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	2.727			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	900			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	124			
		4) Consommables bureautiques	1.487			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.363			
		6) Documentation et bibliothèque	1.611			
		Total	8.212			
12.050 (12.12)	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		23.706	28.508	32.47
		Détail:				
		1) Frais postaux	30.000			
		2) Frais téléphoniques	2.231			
		4) Télex et téléfax	248			
		Total	32.479			

7.3 - Conseil arbitral des assurances sociales — Unité: Euro

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.080 12.11)	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien		6.689	7.065	7.065
		Détail:				
		1) Nettoyage	950			
		2) Eau, gaz,, électricité, taxes	4.600			
		3) Chauffage	1.515			
		Total	7.065			
12.100 12.11)	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		16.361	16.361	16.361
		Détail:				
		1) Loyers	16.361			
12.150 12.30)	06.10	Rapports médicaux et frais d'expertises. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		129.360	118.989	140.000
		Total des dépenses de la section 17.3		702.509	814.331	874.798
		Section 17.4				
		Conseil supérieur des assurances sociales				
11.000 11.00)	06.10	Traitements des fonctionnaires		206.347	207.065	216.137
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	204.926			
		3) Charges sociales patronales	8.534			
		4) Allocations de repas	2.677			
		Total	216.137			
11.010 11.00)	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent		48.810	49.256	52.023
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	45.125			
		3) Charges sociales patronales	6.006			
		4) Allocations de repas	892			
		Total	52.023			
11.020 11.00)	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.030 11.00)	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		8.007	8.478	7.883
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	6.657			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	300			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		3) Charges sociales patronales	926			
		Total	7.883			
11.040 (11.00)	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	06.10	Indemnités d'habillement		46	50	50
11.130 (11.12)	06.10	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif)		19.997	22.310	22.310
		Détail:				
		4) Vacations du président et des assesseurs-magistrats	19.831			
		9) Divers: procédure de conciliation (vacation des président, juges-assesseurs, secrétaire et experts)	2.479			
		Total	22.310			
12.000 (12.15)	06.10	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif)		3.506	3.718	4.067
		Détail:				
		9) Divers:				
		a) Indemnités des délégués-patrons et des délégués-assurés	4.017			
		b) Indemnités pour pertes de salaire et taxes de témoin	50			
		Total	4.067			
12.010 (12.13)	06.10	Frais de route et de séjour		186	248	360
12.040 (12.12)	06.10	Frais de bureau		2.820	2.826	3.446
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	2.106			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	397			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	99			
		4) Consommables bureautiques	397			
		5) Frais d'impression et de reliure	174			
		6) Documentation et bibliothèque	273			
		Total	3.446			
12.050 (12.12)	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		4.063	4.908	4.932
		Détail:				
		1) Frais postaux	3.766			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Frais téléphoniques	1.166			
		Total	4.932			
12.080 (12.11)	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien		480	2.975	3.474
		Détail:				
		1) Nettoyage	797			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	2.479			
		9) Divers	198			
		Total	3.474			
12.100 (12.11)	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	88.647	88.647
		Détail:				
		1) Loyers	78.830			
		2) Charges locatives accessoires	9.817			
		Total	88.647			
12.150 (12.30)	06.10	Frais d'expertises médicales et frais de déplacement y relatifs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		8.280	7.437	8.061
		Détail:				
		1) Frais d'expertises médicales	7.937			
		2) Frais de déplacement	124			
		Total	8.061			
		Total des dépenses de la section 17.4		302.542	398.414	411.590
		Section 17.5				
		Assurance maladie-maternité.- Union des caisses de maladie				
11.000 (42.00)	05.20	Participation aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires		109.916	109.990	113.963
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	109.709			
		3) Charges sociales patronales	3.366			
		4) Allocations de repas	888			
		Total	113.963			
34.010 (42.00)	06.30	Prise en charge par l'Etat des cotisations des assurés visés à l'article 1er, alinéas 13 et 15 du C.A.S., des élèves et étudiants âgés de moins de 30 ans (article 1er, alinéa 14 du C.A.S.) ou de certaines catégories d'assurés volontaires (C.A.S., article 32). (Crédit non limitatif)		154.947	178.483	176.296

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
42.000 (42.00)	06.13	Participation aux frais des prestations de maternité: prestations en espèces. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	42.082.554	42.563.318	50.815.653
42.001 (42.00)	06.13	Participation aux frais des prestations de maternité: prestations en nature. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	16.778.266	18.418.489	20.008.235
42.002 (42.00)	06.13	Participation aux frais de fonctionnement de l'assurance maladie-maternité au titre des prestations de maternité et des prestations au titre du congé pour raisons familiales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	1.824.496	2.429.357	2.467.376
42.003 (42.00)	05.20	Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: cotisations pour prestations en nature. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	281.749.270	313.337.415	344.545.376
42.005 (42.00)	05.20	Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: cotisations pour prestations en espèces - C.A.S., article 29, alinéa 1c. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	8.803.169	11.343.608	12.366.124
42.006 (42.00)	05.20	Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: cotisations pour prestations en espèces - C.A.S. article 29, alinéa 1b. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	929.216	1.103.126	1.230.159
42.007 (42.00)	05.20	Remboursement par l'Etat des prestations servies aux ressortissants luxembourgeois pour le compte de l'office belge de sécurité sociale d'outre-mer (article 7 de l'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique du 27.10.1971, approuvé par la loi du 19.6.1972). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	51.340	29.747	50.000
		Total des dépenses de la section 17.5	352.483.174	389.513.533	431.773.182
		Section 17.6 **Assurance dépendance.- Cellule d'évaluation et d'orientation**			
11.000 (11.00)	06.10	Traitements des fonctionnaires	-	499.605	-
11.010 (11.00)	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	-	193.481	-
11.020 (11.00)	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	-	248	-
11.130 (11.12)	06.10	Indemnités pour services extraordinaires	-	892	1.339
		Détail:			
		1) Jetons de présence 1.339			
12.000 (12.15)	06.10	Indemnités pour services de tiers	1.023	1.537	1.748

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Jetons de présence	1.004			
		4) Indemnités pour stagiaires	744			
		Total	1.748			
12.010 (12.15)	06.10	Frais de route et de séjour		7.855	8.676	10.784
12.020 (12.15)	06.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		5.580	11.155	7.290
		Détail:				
		1) Assurances	2.851			
		2) Carburants et lubrifiants	2.083			
		3) Réparations et entretien	744			
		9) Divers	1.612			
		Total	7.290			
12.040 (12.15)	06.10	Frais de bureau		16.620	20.451	20.451
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	6.941			
		2) Location et entretien des machines à photocopier				
		3) Entretien photocopieur	2.355			
		4) Consommables bureautiques	1.364			
		5) Frais d'impression et de reliure	3.718			
		6) Documentation et bibliothèque	5.949			
		9) Divers	124			
		Total	20.451			
12.050 (12.15)	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		9.387	67.799	35.000
		Détail:				
		1) Frais postaux	35.000			
12.070 (12.12)	06.10	Participation aux frais du Centre commun de la sécurité sociale. (Crédit non limitatif)		30.498	34.507	32.997
12.080 (12.15)	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien		5.325	12.395	3.748
		Détail:				
		1) Nettoyage	3.619			
		5) Assurances	129			
		Total	3.748			
12.090 (12.21)	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		44.060	88.250	88.243
		Détail:				
		1) Loyers	88.243			
12.100	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.11)		payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		34.526	31.532	34.563
		Détail:				
		1) Loyers	31.414			
		2) Charges locatives accessoires	3.149			
		Total	34.563			
12.120 (12.15)	06.10	Frais d'experts et d'études; indemnités des évaluateurs vacataires. (Crédit non limitatif)		346.808	409.024	504.091
12.140 (12.16)	06.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information		77.032	-	-
12.150 (12.15)	06.15	Frais d'expertises médicales et de rapports médicaux effectués sur demande de la cellule d'évaluation et d'orientation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		139.885	176.004	228.738
12.160 (12.15)	06.10	Acquisition et entretien de matériel médical		32.030	4.462	1.240
12.190 (12.15)	06.10	Frais d'inscription pour stages de formation et de spécialisation du personnel de la cellule d'évaluation et d'orientation		2.060	2.479	2.479
12.250 (12.15)	06.10	Part dans les frais communs de l'office des assurances sociales. (Crédit non limitatif)		13.453	19.831	20.211
		Détail:				
		1130 Frais de personnel	3.589			
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	282			
		3) Horodateur	39			
		1208 Bâtiments: exploitation et entretien				
		1) Nettoyage	960			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	4.886			
		3) Chauffage	806			
		4) Réparations et entretien	7.291			
		5) Assurances	27			
		1230 Autres frais: cantine	2.331			
		Total	20.211			
34.010 (42.00)	06.30	Prise en charge par l'Etat en faveur de l'assurance dépendance des cotisations des assurés visés à l'article 1er, alinéas 13 et 15 du C.A.S., des élèves et étudiants âgés de moins de 30 ans (article 1er, alinéa 14 du C.A.S.) ou de certaines catégories d'assurés volontaires (C.A.S., articles 32 et 377, alinéa 1). (Crédit non limitatif)		-	-	33.903
42.000 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat au financement de l'assurance dépendance. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		69.439.659	73.004.643	81.558.539

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Restants d'exercices antérieurs			
12.540 (12.12)	06.10	Frais de bureau	-	3.718	-
12.550 (12.12)	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	-	74.368	-
12.600 (12.11)	13.90	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	-	-	3.149
12.640 (12.16)	06.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	114.769	-	-
31.500 (31.11)	06.10	Remboursement au Centre hospitalier neuropsychiatrique de la rémunération d'un fonctionnaire détaché à la Cellule d'évaluation et d'orientation	-	8.552	32.365
		Total des dépenses de la section 17.6	70.320.570	74.673.609	82.620.878
		Section 17.7			
		Mutualités: conseil supérieur de la mutualité			
11.130 (42.00)	06.10	Participation aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	595	595	3.718
		Détail:			
		5) Prestations individuelles: indemnité du président 3.718			
12.000 (42.00)	06.10	Indemnités pour services de tiers	-	1.487	1.487
		Détail:			
		1) Jetons de présence 1.487			
12.010 (42.00)	06.10	Participation aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour	-	124	180
12.040 (42.00)	06.10	Participation aux frais de fonctionnement: frais de bureau	242	248	248
		Détail:			
		1) Articles et matériel de bureau 248			
33.010 (42.00)	06.10	Subsides alloués au conseil supérieur de la mutualité chargé de la répartition des subventions aux sociétés de secours mutuels reconnues par l'Etat, à la caisse médico-chirurgicale mutualiste ainsi qu'à la fédération nationale de la mutualité luxembourgeoise	42.142	34.705	45.860
33.011 (42.00)	06.33	Participation aux frais du service "Prestations complémentaires à la sécurité sociale" par la fédération nationale de la mutualité luxembourgeoise	12.395	12.395	1.640

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
35.030 (42.00)	06.10	Cotisations à l'association internationale de la mutualité. (Crédit non limitatif)	2.195	2.305	4.401
		Total des dépenses de la section 17.7	57.569	51.859	57.534

Section 18.4

Office des assurances sociales

Note:

Comme la participation de l'Etat aux frais d'administration des caisses de maladie est couverte à partir de l'exercice 1994 par les contributions nouvelles au financement de l'assurance maladie instaurées par la loi-réforme de l'assurance maladie de 1992, les crédits destinés à la rémunération du personnel occupé dans les services communs de l'immeuble de l'Office des assurances sociales, et inscrits dans cette section, ne représentent à partir de l'exercice 1994 que la participation de l'Etat à la part des frais de personnel de l'Office des Assurances Sociales incombant aux organismes autres que les caisses de maladie.
Pour l'exercice 2001 la part des frais communs incombant à ce titre aux Caisses de Maladie sera de 52,51 %.

11.000 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	3.148.446	3.250.826	3.413.125

Détail:

I. Office des assurances sociales

1) Rémunérations de base	6.456.686
2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	2.881
3) Charges sociales patronales	264.286
4) Allocations de repas	102.396
Total	6.826.249
Part de l'Etat	3.413.125

11.010 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	710.240	701.663	729.041

Détail:

I. Office des assurances sociales

1) Rémunérations de base	1.318.645
2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	4.687
3) Charges sociales patronales	104.343
4) Allocations de repas	30.406
Total	1.458.081
Part de l'Etat	729.041

11.020 (42.00)	06.12 06.15	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	-	1.463	1.494

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	2.988			
11.030 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: salaires des ouvriers occupés à titre permanent		347.869	353.571	353.656
		Détail:				
		I. Services communs:				
		1) Rémunérations de base	33.481			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	961			
		3) Charges sociales patronales	4.605			
		II. Nettoyage:				
		1) Rémunérations de base	246.173			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	8.338			
		3) Charges sociales patronales	34.021			
		III. Autres travaux:				
		1) Rémunérations de base	77.802			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	2.643			
		3) Charges sociales patronales	10.755			
		Total	418.779			
		Part de l'Etat	353.656			
11.100 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités d'habillement		3.516	3.619	3.619
		Détail:				
		1) Services communs	7.238			
11.130 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires		2.242	2.082	2.335
		Détail:				
		I. Services communs:				
		2) Cours et examens	4.670			
12.000 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers		3.028	4.016	4.310
		Détail:				
		I. Assurance-accidents, section industrielle:				
		1) Jetons de présence	3.570			
		II. Assurance-accidents, section agricole et forestière:				
		1) Jetons de présence	1.200			
		III. Assurance contre la vieillesse et l'invalidité:				
		1) Jetons de présence	3.850			
		Total	8.620			
		Part de l'Etat	4.310			
12.001 (42.00)	06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contrôle et enquêtes d'accidents		121	223	223

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.010 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour des membres des organes		1.181	1.363	1.888
		Détail:				
		I. Assurance-accidents, section industrielle ..	913			
		II. Assurance-accidents, section agricole et forestière	913			
		III. Assurance contre la vieillesse et l'invalidité	1.949			
		Total	3.775			
		Part de l'Etat	1.888			
12.011 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour du personnel de l'O.A.S		3.080	4.214	4.264
		Détail:				
		I. Services communs	8.528			
12.020 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation des véhicules automoteurs		5.428	4.413	5.850
		Détail:				
		1) Assurances	3.100			
		2) Carburants et lubrifiants	3.600			
		3) Réparations et entretien	5.000			
		Total	11.700			
		Part de l'Etat	5.850			
12.040 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau		49.605	57.016	54.045
		Détail:				
		I. Services communs:				
		1) Articles et matériel de bureau	39.167			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	5.500			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	500			
		5) Frais d'impression et de reliure	21.512			
		6) Documentation et bibliothèque	11.160			
		II. Assurance-accidents, section industrielle:				
		9) Frais de banque	15.000			
		III. Assurance-accidents, section agricole et forestière:				
		9) Frais de banque	250			
		IV. Assurance contre la vieillesse et l'invalidité:				
		9) Frais de banque	15.000			
		Total	108.089			
		Part de l'Etat	54.045			
12.050 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		88.781	88.349	90.260

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		I. Services communs:				
		1) Frais postaux	111.750			
		4) Frais de téléfax	1.363			
		II. Assurance-accidents, section industrielle:				
		9) Frais de compte chèques postaux	11.000			
		III. Assurance-accidents, section agricole et forestière:				
		9) Frais de compte chèques postaux	3.000			
		IV. Assurance contre la vieillesse et l'invalidité:				
		9) Frais de compte chèques postaux	53.407			
		Total	180.520			
		Part de l'Etat	90.260			
12.080 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: bâtiments: exploitation et entretien		128.906	136.837	140.380
		Détail:				
		1) Nettoyage	9.610			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	48.874			
		3) Chauffage	8.066			
		4) Réparations et entretien	73.560			
		5) Assurances	270			
		Total	140.380			
12.090 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)		538.606	414.007	414.010
		Détail:				
		I. Assurance-accidents, section industrielle:				
		1) Loyers	198.318			
		II. Assurance-accidents, section agricole et forestière:				
		1) Loyers	49.579			
		III. Assurance contre la vieillesse et l'invalidité:				
		1) Loyers	166.113			
		Total	414.010			
12.110 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux. (Crédit non limitatif)		22.759	24.789	24.814
		Détail:				
		1) Assurance-accidents, section industrielle	40.000			
		2) Assurance-accidents, section agricole et forestière	124			
		3) Assurance contre la vieillesse et l'invalidi-				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		té	9.503			
		Total	49.627			
		Part de l'Etat	24.814			
12.130 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publication et de diffusion des rapports		2.145	28.508	28.508
		Détail:				
		1) Services communs	57.016			
12.150 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contrôle médical		11.017	13.634	13.634
		Détail:				
		1) Assurance-accidents, section industrielle ..	24.789			
		2) Assurance-accidents, section agricole et forestière	1.983			
		3) Assurance contre la vieillesse et l'invalidité	496			
		Total	27.268			
		Part de l'Etat	13.634			
12.190 (42.00)	06.12 06.15	Stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation		-	992	992
12.250 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'OAS dans les frais de bureau et de téléphone communs .		18.691	21.145	21.505
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	2.820			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	5.880			
		3) b) Frais d'horodateur	390			
		1205 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		2) Frais téléphoniques	33.920			
		Total	43.010			
		Part de l'Etat	21.505			
12.300 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: dépenses diverses		1.356	2.231	2.232
		Détail:				
		I. Services communs:				
		1) Frais de représentation	1.990			
		2) Frais généraux d'administration	2.474			
		Total	4.464			
		Part de l'Etat	2.232			
12.301 (42.00)	06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'agence à rembourser. (Crédit non limitatif)		343.663	322.262	360.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		I. Assurance-accidents, section industrielle:			
		1) Frais d'agence à rembourser 695.211			
		II. Assurance-accidents, section agricole et forestière:			
		1) Indemnité à payer à l'UCM 24.789			
		Total 720.000			
		Part de l'Etat 360.000			
12.302 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la crèche pour le personnel des organismes de la sécurité sociale. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)	47.857	49.579	49.600
42.000 (42.00)	06.35	Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité.- Participation aux frais de prestations: suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26.3.1974). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	11.751.170	12.196.361	11.505.113
42.001 (42.00)	06.35	Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité.- Participation aux frais de prestations: exécution des articles 14 à 20 de la loi du 25.2.1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant, modifiée par la loi du 26.03.1974. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	3.003	4.958	4.960
42.002 (42.00)	06.12	Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité.- Participation aux frais de prestations: prise en charge des dépenses résultant de la computation des périodes de service militaire obligatoire (loi du 30.5.1984). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	41.008	32.226	46.300
42.003 (42.00)	04.10 06.15 06.43	Association d'assurance contre les accidents, section industrielle.- Prise en charge des dépenses provenant d'accidents visés par les articles 90 ancien et nouveau du Code des assurances sociales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	3.403.516	2.844.578	3.518.830
		Détail:			
		1) Accidents survenus			
		a) lors des activités préscolaires, scolaires périscolaires, universitaires et périuniversitaires (article 90, alinéa 1 C.A.S.)			
		b) aux personnes participant aux cours et examens organisés ou agréés par l'Etat, les communes et les chambres professionnelles ainsi qu'aux chargés de cours et aux membres ou auxiliaires des jurys afférentes (article 90, alinéa 2 C.A.S.) 2.907.969			
		2) Accidents survenus aux délégués des différentes branches professionnelles participant aux séances des chambres professionnelles, des organes des institutions de sécurité sociale et des juridictions sociales ou jouissant			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		d'un congé syndical accordé en vertu des dispositions légales et réglementaires afférentes (article 90, alinéa 3 C.A.S.)	134.652			
		3) Accidents survenus aux personnes participant aux actions de secours et de sauvetage apportées à la personne ou aux biens d'un tiers en péril, ainsi que lors d'exercices théoriques et pratiques se rapportant directement à ces actions (article 90, alinéa 4 C.A.S.)	169.973			
		4) Accidents survenus aux personnes bénéficiant d'une mesure de mise au travail (RMG, chômage, jeunes délinquants) (article 90, alinéas 5 à 7 C.A.S.)	205.894			
		5) Accidents survenus dans l'exercice de leurs fonctions aux mandataires publics (article 90, alinéa 8 C.A.S.)	26.661			
		7) Accidents survenus lors de travaux de construction en régie inférieurs à quarante heures de travail, tels que visés par l'ancien article 90 (loi du 17.12.1925) et maintenus en vigueur par l'article 33 alinéa 1 de la loi du 17.11.1997	73.681			
		Total	3.518.830			
42.004 (42.00)	06.12	Association d'assurance contre les accidents, section industrielle.- Participation aux frais de prestations: prise en charge d'un tiers des dépenses d'adaptation et d'ajustement des rentes (articles 98 et 100 du code des assurances sociales). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		9.206.413	9.476.969	9.876.544
42.005 (42.00)	06.12	Association d'assurance contre les accidents, section agricole et forestière.- Participation aux frais de prestations. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		1.636.097	1.338.625	1.381.686
		Détail:				
		1) Prise en charge d'un tiers des dépenses résultant du recalcul des rentes selon la rémunération de base refixée (article 161 du code des assurances sociales)	422.547			
		2) Prise en charge de la différence entre les rentes calculées conformément à l'article 163 du code des assurances sociales et les mêmes rentes fixées conformément à l'article 161 du code des assurances sociales	784.130			
		3) Prise en charge du solde conformément à l'article 33 de la loi du 17 novembre 1997	175.009			
		Total	1.381.686			
		Restants d'exercices antérieurs				
12.580 (42.00)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: bâtiments: exploitation et entretien		2.934	-	-

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 18.4	31.522.678	31.380.519	32.053.218
		Section 18.5 **Caisse de pension des employés privés**			
11.000 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	1.108.964	1.171.470	1.248.449
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 2.351.646			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 3.200			
		3) Charges sociales patronales 104.182			
		4) Allocations de repas 37.870			
		Total 2.496.898			
		Part de l'Etat 1.248.449			
11.010 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	559.917	544.473	570.116
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 1.036.931			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 3.059			
		3) Charges sociales patronales 78.911			
		4) Allocations de repas 21.330			
		Total 1.140.231			
		Part de l'Etat 570.116			
11.020 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	942	967	1.994
		Détail:			
		B - Etudiants			
		1) Rémunérations de base 3.948			
		3) Cotisations sociales patronales 40			
		Total 3.988			
		Part de l'Etat 1.994			
11.030 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: salaires des ouvriers occupés à titre permanent	28.533	18.542	19.572
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 33.469			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 1.050			
		3) Charges sociales patronales 4.624			
		Total 39.143			
		Part de l'Etat 19.572			
11.100	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: in-			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(42.00)		demnités d'habillement		279	297	280
11.130 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires		505	273	1.400
		Détail:				
		2) Cours et examens	2.800			
12.000 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers		17.927	17.253	17.575
		Détail:				
		1) Jetons de présence	4.730			
		3) Frais de gardiennage et surveillance	30.420			
		Total	35.150			
		Part de l'Etat	17.575			
12.010 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour		1.091	992	1.329
12.020 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation des véhicules automoteurs		1.467	1.636	1.636
		Détail:				
		1) Assurances	917			
		2) Carburants et lubrifiants	1.300			
		3) Réparations et entretien	750			
		9) Divers	305			
		Total	3.272			
		Part de l'Etat	1.636			
12.040 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau		20.798	24.864	24.025
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	14.000			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	14.000			
		3) a) Location et entretien des autres machines de bureau	250			
		b) Frais d'horodateur	600			
		5) Frais d'impression et de reliure	11.900			
		6) Documentation et bibliothèque	5.500			
		9) Frais de banque	1.800			
		Total	48.050			
		Part de l'Etat	24.025			
12.050 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		28.268	24.170	32.471
		Détail:				
		1) Frais postaux	34.460			
		2) a) Frais téléphoniques	20.500			
		b) Frais télefax	500			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		3) Frais de compte chèques postaux 7.000			
		4) Frais service courrier 2.480			
		Total 64.940			
		Part de l'Etat 32.470			
12.060 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des installations de télécommunications	3.171	1.239	2.480
		Détail:			
		1) Location 1.240			
		3) Réparations et pièces de rechange 3.720			
		Total 4.960			
		Part de l'Etat 2.480			
12.080 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: bâtiments: exploitation et entretien	163.843	170.476	170.476
		Détail:			
		1) Nettoyage 62.147			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes 45.860			
		3) Chauffage 58.255			
		4) Réparations et entretien 4.214			
		Total 170.476			
12.090 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)	636.080	539.788	541.000
		Détail:			
		1) Loyers 541.000			
12.110 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux. (Crédit non limitatif)	17.056	12.395	17.500
12.130 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publication et de diffusion des rapports	2.564	1.983	2.780
12.140 (42.00)	06.12	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	816	1.686	1.686
12.190 (42.00)	06.12	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	330	868	868
12.310 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais effectifs des élections pour le renouvellement des organes de la caisse. (Crédit non limitatif)	1.283	-	-
42.000 (42.00)	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26.3.1974). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	7.518.937	7.883.014	7.411.204

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	20(Projet Budg
		Restants d'exercices antérieurs				
12.630 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publication		1.912	-	-
		Total des dépenses de la section 18.5		10.114.683	10.416.386	10.066
		Section 18.6				
		Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels				
11.000 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics		412.321	416.560	427.33
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	800.763			
		3) Charges sociales patronales	39.970			
		4) Allocations de repas	13.930			
		Total	854.663			
		Part de l'Etat	427.332			
11.010 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent		44.423	44.249	45.808
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	84.747			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	727			
		3) Charges sociales patronales	4.392			
		4) Allocations de repas	1.750			
		Total	91.616			
		Part de l'Etat	45.808			
		Note:				
		Part de l'Etat: 50%.				
1.020 (2.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	74	50
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
130 .00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires		797	2.256	2.325
		Détail:				
		2) Cours et examens	930			
		5) Prestations individuelles	3.720			
		Total	4.650			
		Part de l'Etat	2.325			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.000 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers		3.052	3.123	3.115
		Détail:				
		1) Jetons de présence	3.180			
		4) Prestations individuelles	3.050			
		Total	6.230			
		Part de l'Etat	3.115			
12.010 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour		609	818	1.135
12.040 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau		4.660	5.330	4.957
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	4.100			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.490			
		3) a) Location et entretien des autres machines de bureau	124			
		b) Frais d'horodateur	250			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.700			
		6) Documentation et bibliothèque	250			
		7) Frais de banque	2.000			
		Total	9.914			
		Part de l'Etat	4.957			
12.050 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		8.450	11.998	9.500
		Détail:				
		1) Frais postaux	7.200			
		2) Frais téléphoniques	4.000			
		9) Frais de compte chèques postaux	7.800			
		Total	19.000			
		Part de l'Etat	9.500			
12.060 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des installations de télécommunications		1.765	1.958	2.010
		Détail:				
		1) Location	3.695			
		3) Réparations et pièces de rechange	325			
		Total	4.020			
		Part de l'Etat	2.010			
12.070 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des équipements informatiques		186	198	200
		Détail:				
		3) Réparations et pièces de rechange	400			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.080 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: bâtiments: exploitation et entretien	29.724	30.094	31.623
		Détail:			
		1) Nettoyage 20.350			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes 5.805			
		3) Chauffage 4.263			
		4) Réparations et entretien 225			
		5) Assurances 980			
		Total 31.623			
12.090 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)	20.218	20.228	20.220
		Détail:			
		1) Loyers 20.220			
12.110 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux. (Crédit non limitatif)	-	1.239	600
12.130 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publication et de diffusion des rapports	486	521	520
12.140 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publicité, de sensibilisation et d'information	402	446	446
12.190 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	223	248	248
12.300 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: dépenses diverses	-	74	75
42.000 (42.00)	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26.3.1974). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	2.534.060	2.702.039	2.593.014
42.001 (42.00)	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: prise en charge des dépenses résultant de la computation ou de la couverture rétroactive des périodes de guerre (application des lois du 25.2.1967 et du 28.7.1969). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	124	130
		Restants d'exercices antérieurs			
12.810 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais effectifs des élections pour le renouvellement des organes de la caisse ..	-	174	-

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 18.6		3.061.376	3.241.751	3.143.308
		Section 18.7				
		Caisse de pension agricole				
11.000 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics		230.417	213.659	220.840
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	417.278			
		3) Charges sociales patronales	16.817			
		4) Allocations de repas	7.585			
		Total	441.680			
		Part de l'Etat	220.840			
11.010 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent		52.281	47.943	49.364
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	85.120			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	1.817			
		3) Charges sociales patronales	9.611			
		4) Allocations de repas	2.180			
		Total	98.728			
		Part de l'Etat	49.364			
11.020 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire		4.774	124	50
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.130 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires		152	-	-
12.000 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers		2.124	2.181	2.231
		Détail:				
		1) Jetons de présence	2.270			
		4) Prestations individuelles	2.191			
		Total	4.461			
		Part de l'Etat	2.231			
12.010 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour		768	744	1.196
12.040 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau		5.442	2.925	2.872

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	2.355			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	868			
		3) a) Location et entretien des autres machines de bureau	150			
		b) Frais d'horodateur	1.070			
		5) Frais d'impression et de reliure	550			
		6) Documentation et bibliothèque	500			
		9) Frais de banque	250			
		Total	5.743			
		Part de l'Etat	2.872			
12.050 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		4.562	7.883	7.791
		Détail:				
		1) Frais postaux	4.462			
		2) Frais téléphoniques	2.730			
		4) Téléfax	200			
		9) Divers	8.190			
		Total	15.582			
		Part de l'Etat	7.791			
12.060 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: locations		1.001	1.140	1.155
		Détail:				
		1) Location	2.180			
		3) Réparations et pièces de rechange	130			
		Total	2.310			
		Part de l'Etat	1.155			
12.070 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des équipements informatiques		-	50	50
		Détail:				
		3) Réparations et pièces de rechange	100			
12.080 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: bâtiments: exploitation et entretien		12.185	12.890	12.738
		Détail:				
		1) Nettoyage	6.820			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	2.360			
		3) Chauffage	900			
		4) Réparations et entretien	1.860			
		5) Assurances	798			
		Total	12.738			
12.100 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques.				

Article Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	18.198	18.220	18.200
		Détail:			
		1) Loyers 18.200			
12.110 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux. (Crédit non limitatif)	-	248	100
12.140 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publicité, de sensibilisation et d'information	90	99	115
12.190 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	-	124	125
12.300 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: dépenses diverses	-	74	25
12.310 (42.00)	06.12	Participation de l'Etat aux frais effectifs des élections pour le renouvellement des organes de la caisse. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)	324	-	-
42.000 (42.00)	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26.3.1974). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	467.383	498.266	474.922
42.001 (42.00)	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: prise en charge des dépenses résultant de la computation ou de la couverture rétroactive des périodes de guerre (application des lois du 25.2.1967 et du 28.7.1969). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	248	250
		Total des dépenses de la section 18.7	799.701	806.818	792.024

Section 18.8

Centre commun de la sécurité sociale

Note:

Comme la participation de l'Etat aux frais d'administration des caisses de maladie est couverte à partir de l'exercice 1994 par les contributions nouvelles au financement de l'assurance maladie instaurées par la loi-réforme de l'assurance maladie de 1992, les crédits inscrits dans cette section ne représentent à partir de l'exercice 1994 que la participation de l'Etat à la part des frais incombant aux organismes autres que les caisses de maladie et le service national de santé au travail dans le financement desquels l'Etat n'intervient pas. Pour l'exercice 2001 la part des frais communs incombant aux caisses de maladie et au service national de santé au travail sera de 52,51 %.

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.000 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics		1.826.603	1.868.621	1.952.152
		Détail:				
		I. Section "informatique":				
		1) Rémunérations de base	1.633.747			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	86.951			
		3) Charges sociales patronales	63.303			
		4) Allocations de repas	24.679			
		II. Section "affiliation":				
		1) Rémunérations de base	1.983.259			
		3) Charges sociales patronales	77.859			
		4) Allocations de repas	34.565			
		Total	3.904.303			
		Part de l'Etat	1.952.152			
11.010 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent		267.576	265.370	270.334
		Détail:				
		I. Section "informatique":				
		1) Rémunérations de base	33.341			
		3) Charges sociales patronales	2.728			
		4) Allocations de repas	626			
		II. Section "affiliation":				
		1) Rémunérations de base	450.918			
		3) Charges sociales patronales	41.222			
		4) Allocations de repas	11.833			
		Total	540.668			
		Part de l'Etat	270.334			
11.020 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire		1.605	1.463	1.434
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	2.867			
11.030 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: salaires des ouvriers occupés à titre permanent		15.493	7.586	7.875
		Détail:				
		I. Section "informatique":				
		1) Rémunérations de base	13.434			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	463			
		3) Charges sociales patronales	1.853			
		Total	15.750			
		Part de l'Etat	7.875			
11.100 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités d'habillement		504	694	1

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		1) Section "informatique" 530			
		2) Section "affiliation" 848			
		Total 1.378			
		Part de l'Etat 689			
11.130 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	1.065	1.487	1.342
		Détail:			
		I. Section "informatique"			
		2) Cours et examens 965			
		II. Section "affiliation"			
		1) Jetons de présence 247			
		2) Cours et examens 1.472			
		Total 2.684			
		Part de l'Etat 1.342			
12.000 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers	182	322	318
		Détail:			
		II. Section "affiliation"			
		1) Jetons de présence 636			
12.010 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour	2.564	3.297	3.292
		Détail:			
		I. Section "informatique" 3.156			
		II. Section "affiliation" 3.427			
		Total 6.583			
		Part de l'Etat 3.292			
12.020 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	491	545	532
		Détail:			
		I. Section "informatique"			
		1) Assurances 223			
		2) Carburants et lubrifiants 310			
		3) Réparations et entretien 246			
		4) Pneus, dégâts et divers 24			
		II. Section "affiliation"			
		1) Assurances 248			
		4) Divers 12			
		Total 1.063			
		Part de l'Etat 532			
12.030 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: fourniture de vêtements de travail et de protection	50	74	71
		Détail:			
		II. Section "affiliation"			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1) Vêtements de travail	141			
12.040 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau		11.478	11.725	12.099
		Détail:				
		I. Section "informatique"				
		1) Articles et matériel de bureau	2.190			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	695			
		5) Frais d'impression et de reliure	95			
		6) Documentation et bibliothèque	2.006			
		II. Section "affiliation"				
		1) Articles et matériel de bureau	9.406			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.883			
		3) a) Location et entretien des autres machines de bureau	400			
		5) Frais d'impression et de reliure	6.357			
		6) Documentation et bibliothèque	765			
		9) Frais de banque	400			
		Total	24.197			
		Part de l'Etat	12.099			
12.050 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		302.111	307.859	338.616
		Détail:				
		I. Section "informatique"				
		1) Frais postaux	413.163			
		2) Frais téléphoniques	1.425			
		4) Téléfax	353			
		II. Section "affiliation"				
		1) Frais postaux	261.195			
		2) Frais téléphoniques	400			
		4) Téléfax	471			
		9) Frais de compte chèques postaux	224			
		Total	677.231			
		Part de l'Etat	338.616			
12.060 (12.12)	06.10	Location et entretien des installations de télécommunications		169	223	183
		Détail:				
		I. Section "informatique"				
		2) Contrats d'entretien	24			
		3) Réparations et pièces de rechange	165			
		II. Section "affiliation"				
		2) Contrats d'entretien	177			
		Total	366			
		Part de l'Etat	183			
12.080 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: bâtiments: exploitation et entretien		98.411	101.388	99.036

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		I. Section "informatique"				
		1) Nettoyage	2.051			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	34.186			
		3) Chauffage	1.723			
		4) Réparations et entretien	15.581			
		5) Assurances	3.084			
		II. Section "affiliation"				
		1) Nettoyage	2.793			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	15.022			
		3) Chauffage	2.346			
		4) Réparations et entretien	21.426			
		5) Assurances	824			
		Total	99.036			
12.090 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)		327.493	341.052	342.578
		Détail:				
		I. Section "informatique"				
		1) Loyers	200.520			
		II. Section "affiliation"				
		1) Loyers	142.058			
		Total	342.578			
12.110 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux. (Crédit non limitatif)		44.724	36.341	42.741
		Détail:				
		II. Section "affiliation"				
		1) Frais de contentieux	85.482			
12.125 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'experts et d'études		120.059	93.753	94.180
		Détail:				
		I. Section "informatique"				
		2) Assistance	188.360			
12.140 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publicité, de sensibilisation et d'information		389	421	418
12.190 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de formation du personnel		18.554	19.088	22.650
		Détail:				
		I. Section "informatique"				
		1) Frais de formation du personnel	44.641			
		II. Section "affiliation"				
		1) Frais de formation du personnel	659			
		Total	45.300			
		Part de l'Etat	22.650			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.250 (42.00)	06.10	Section "informatique".- Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation courants. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		889.397	1.113.364	1.180.127
		Détail:				
		1204 Frais de bureau				
		4) Consommables bureautiques	70.399			
		1207 Location et entretien des équipements informatiques				
		1) Frais de location et d'entretien des ordinateurs et des équipements de stockage des données	551.720			
		2) Frais d'exploitation des imprimantes et autres équipements de traitement du papier ...	113.063			
		3) Frais de location des circuits de données des réseaux publics de transmission	64.172			
		4) Frais de location et d'entretien des équipements du réseau de télétraitement	327.239			
		5) Frais de location et d'entretien des équipements de collecte et de traitement locaux et autonomes des données	618.113			
		6) Dépenses diverses	353			
		2401 Location de logiciels informatiques	615.194			
		Total	2.360.253			
		Part de l'Etat	1.180.127			
12.251 (42.00)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: part dans les frais de bureau et de téléphone communs de l'Office des assurances sociales		9.114	10.610	10.872
		Détail:				
		I. Section "informatique"				
		1240 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	612			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.259			
		3) b) Frais d'horodateur	94			
		1250 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		2) Frais téléphoniques	7.252			
		II. Section "affiliation"				
		1240 Frais de bureau				
		1) Articles et matériel de bureau	824			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.719			
		3) b) Frais d'horodateur	118			
		1250 Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications				
		2) Frais téléphoniques	9.865			
		Total	21.743			
		Part de l'Etat	10.872			
42.000 (42.00)	06.12	Participation des pouvoirs publics dans le financement de l'assurance pension: cotisations. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		545.026.751	564.329.609	638.598.771

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
42.001 42.00)	06.12	Participation de l'Etat dans le financement de l'assurance pension: cotisations dues au titre du "baby-year" et du congé parental. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	8.536.627	9.618.269	13.084.543
		Total des dépenses de la section 18.8	557.501.610	578.133.161	656.064.853
		Total des dépenses du département 17	1.032.217.714	1.094.342.318	1.224.001.216

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de la Sécurité sociale

Code	Classes de comptes	1999 Compte provisoire	2000 Budget	2001 Crédits
11	Salaires et charges sociales	13.740.810	14.006.527	15.090.911
12	Achat de biens non durables et de services	6.424.854	6.923.786	7.035.993
31	Subventions d'exploitation	-	8.552	32.365
33	Transferts de revenus aux administrations privées	55.033	59.644	75.213
34	Transferts de revenus aux ménages	154.947	178.483	210.199
35	Transferts de revenus à l'étranger	16.062	10.337	10.804
42	Transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale	1.011.826.008	1.073.154.989	1.201.545.731
Total		1.032.217.714	1.094.342.318	1.224.001.216

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		19 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL				
		Section 19.0				
		Dépenses générales				
11.060 (12.30)	10.10	Fonds d'améliorations agricoles près la banque et caisse d'épargne de l'Etat.- Participation aux frais de fonctionnement: frais de personnel. (Crédit non limitatif)		75.618	76.797	-
11.130 (11.12)	10.10	Indemnités pour services extraordinaires		5.865	6.049	7.000
		Détail:				
		1) Jetons de présence	7.000			
12.000 (12.15)	10.10	Indemnités pour services de tiers		1.994	2.330	2.000
		Détail:				
		1) Jetons de présence	2.000			
12.010 (12.13)	10.10	Frais de route et de séjour		293	372	539
12.012 (12.13)	10.10	Frais de route et de séjour à l'étranger		109.733	135.102	135.102
12.020 (12.14)	10.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		2.350	2.603	2.650
		Détail:				
		1) Assurances	560			
		2) Carburants et lubrifiants	843			
		3) Réparation et entretien	1.247			
		Total	2.650			
12.040 (12.12)	10.10	Frais de bureau		40.917	33.466	42.000
		Détail:				
		4) Consommables bureautiques	13.400			
		5) Frais d'impression et de reliure	14.200			
		6) Documentation et bibliothèque	11.450			
		9) Divers	2.950			
		Total	42.000			
12.050 (12.12)	10.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		34.991	48.339	58.300
		Détail:				
		1) Affranchissement	58.300			
12.080 (12.11)	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien		4.516	3.867	4.207

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		1) Nettoyage 2.232			
		2) Eau, gaz, électricité 1.975			
		Total 4.207			
12.120 (12.30)	10.10	Frais d'experts et d'études relatifs à l'évaluation des régimes d'aides communautaires aux investissements	-	24.789	42.142
12.121 (12.30)	07.40	Frais d'études sur les nitrates dans l'eau et leurs répercussions sur l'agriculture	-	18.592	
12.140 (12.16)	10.10	Frais de conception, de confection, d'installation et de fonctionnement du stand d'exposition pour la promotion des marques nationales pour produits agricoles et viticoles	28.211	89.242	33.466
		Détail:			
		2) Campagnes publicitaires 33.466			
12.141 (12.16)	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de participation de l'agriculture aux foires et expositions agricoles organisées au Grand-Duché et dans les pays membres de l'Union Européenne	22.806	96.926	22.559
		Détail:			
		3) Foires 22.559			
12.142 (12.16)	10.10	Frais de conception, de confection, d'installation et de fonctionnement du stand luxembourgeois de promotion pour l'horticulture à l'exposition mondiale "Floriade 2002" aux Pays-Bas. (Sans distinction d'exercice)	-	-	14.000
12.300 (12.30)	10.10	Participation de l'Etat aux frais administratifs de la caisse d'assurance des animaux de boucherie (arrêté grand-ducal du 19.3.1945 portant création d'une assurance obligatoire des animaux de boucherie). (Crédit non limitatif)	11.618	9.916	11.000
12.301 (12.30)	10.10	Frais d'abonnement à des banques de données internationales	772	992	992
24.010 (24.10)	10.10	Location de logiciels informatiques dans le cadre du système du contrôle intégré - volet gestion animale. (Crédit non limitatif)	108.247	125.930	125.930
31.050 (31.32)	10.10	Intervention de l'Etat en faveur des services d'échange de machines et d'entraide	20.575	20.575	20.575
33.010 (33.00)	01.54	Subventions à des actions d'aides nationales aux pays en voie de développement entreprises par des organisations à caractère agricole	14.006	14.006	14.706
34.050 (34.30)	04.50	Subventions à titre individuel dans l'intérêt d'études, de stages et de voyages d'études ou d'actions en faveur de l'équipement technique, scientifique et économique de l'agriculture et de la viticulture	16.361	16.981	19.460

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
34.060 34.40)	04.34	Subsides à des parents d'élèves du lycée technique agricole en pension à l'internat St-Joseph à Ettelbruck	111.207	123.947	122.760
34.100 34.50)	10.10	Subventions pour actions de publicité en faveur d'une meilleure consommation des produits agricoles, notamment dans le secteur des fruits, des pommes de terre et du miel	12.395	12.395	12.395
34.101 34.50)	10.10	Subventions à des entreprises agricoles, viticoles ou horticoles pour la mise en oeuvre de projets pilotes relatifs à des systèmes, méthodes et techniques de production en agriculture, viticulture ou horticulture	-	1.239	1.239
35.060 35.00)	10.10	Contributions à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif)	102.609	107.462	106.360
		Détail:			
		1) Organismes animaliers 33.440			
		2) Organismes végétaux 31.350			
		3) Organismes de technique agraire 27.360			
		4) Organismes divers 12.210			
		5) Organismes de développement rural 2.000			
		Total 106.360			
		Restants d'exercices antérieurs			
12.550 12.12)	10.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	-	18.096	-
		Total des dépenses de la section 19.0	725.084	990.013	799.382
		Section 19.1 **Mesures économiques et sociales spéciales**			
12.120 12.30)	10.10	Frais d'études pour la création et l'implantation de zones horticoles. (Sans distinction d'exercice)	8.329	74.368	173.526
12.300 12.30)	10.10	Frais de stockage public et autres frais connexes résultant de l'achat, de la transformation ainsi que de l'écoulement de produits agricoles par les organismes d'intervention pour le compte des communautés européennes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	81.898	90.729	81.847
12.330 12.30)	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de mise en place du système informatique d'étiquetage de la viande bovine dans les abattoirs (règlement (U.E.) n° 820/97 du Conseil). (Crédit non limitatif)	-	17.700	-
12.340 12.30)	07.50	Frais d'organisation d'un système de collecte de déchets problématiques auprès des exploitations agricoles, viticoles et horticoles	73.960	99.157	99.157
12.350	07.50	Prise en charge des frais en rapport avec l'élimination			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.30)		de matériel animalier à haut risque.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	185.920	225.000
31.051 (31.32)	10.10	Indemnité compensatoire annuelle aux exploitants agricoles en vertu de la directive 75/268/CEE sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	14.059.059	14.625.718	15.369.000
31.052 (31.32)	10.10	Prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	428.782	436.293	926.850
31.053 (31.32)	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de fonctionnement de services de comptabilité et de conseils de gestion agricoles.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	1.384.463	1.355.978	1.523.935
31.055 (31.32)	10.10	Mesures spéciales prises en vertu de règlements du conseil de l'Union Européenne dans l'intérêt de nouvelles orientations des structures de production et de l'équilibre des marchés.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	124	100
31.056 (31.32)	10.10	Contributions à des actions de diminution du coût de certains moyens de production de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	2.187.140	1.698.071	1.640.000
31.058 (31.32)	07.32	Prise en charge par l'Etat du déficit d'exploitation concernant le ramassage des cadavres d'animaux auprès des agriculteurs par la société d'exploitation du clos d'équarrissage du Schwanenthal.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	359.845	185.920	289.952
31.059 (31.32)	07.50	Prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	2.667.186	4.775.669	5.000.000
33.010 (33.00)	07.50	Subventions en faveur d'organisations se consacrant à la protection de l'environnement et agréées par le ministère de l'agriculture pour des actions de vulgarisation en relation avec une agriculture respectant les impératifs de la protection de l'espace naturel	37.184	29.747	29.747
34.100 (34.40)	10.10	Mesures de reconversion économique et sociale dans l'agriculture: indemnités (loi du 7.3.1985).			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	32.865	24.789	15.782
34.101 (34.40)	10.10	Indemnités aux producteurs s'engageant à abandonner définitivement la production laitière.			
		(Crédit non limitatif)	-	124	-
34.102 (34.40)	10.10	Mesures spéciales prises en vertu du règlement du conseil de l'Union Européenne et concernant les retraits de terres arables ainsi que l'extensification et la reconversion de la production.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	94.767	86.440	30.317
34.103 (34.50)	10.10	Subventions en faveur de la recherche et de l'étude de méthodes de production, de transformation, de conditionnement et de commercialisation de produits agricoles et notamment de produits de qualité.			
		(Sans distinction d'exercice)	2.975	24.789	24.789

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
34.104 (34.50)	10.10	Subventions à des organisations professionnelles ou privées pour la réalisation d'actions de publicité et la participation à des foires et expositions. (Sans distinction d'exercice)	81.795	81.805	136.831
34.105 (34.50)	10.10	Mesures d'aides à la préretraite en agriculture. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	100.000
34.106 (34.50)	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'établissement d'un programme sur les produits du terroir par la Chambre d'agriculture	45.423	45.117	55.097
42.000 (42.00)	10.10	Majoration des rentes-accidents agricoles servies aux grands blessés et revalorisation des rentes-accidents agricoles (articles 13 et 14 de la loi du 23.4.1965). (Crédit non limitatif)	1.920.212	1.965.796	1.892.217
42.001 (42.00)	10.10	Intervention dans le paiement des cotisations dues à la caisse de maladie agricole par les assurés obligatoires de cette caisse. (Article V de la loi du 27.07.1992 modifiant la loi modifiée du 18.12.1986). (Crédit non limitatif)	1.900.207	1.809.623	1.951.895
42.002 (42.00)	10.10	Intervention dans le paiement des cotisations dues à la caisse de pension agricole par les assurés obligatoires de cette caisse (article VII de la loi du 29.3.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	3.273.969	3.321.773	3.423.786
		Restants d'exercices antérieurs			
35.500 (35.10)	10.10	Remboursement à l'Union Européenne de dépenses non reconnues dans le cadre du F.E.O.G.A. - garantie relatives aux exercices 1996-1998 (décision C.E. 01.03.2000)	-	-	1.396.318
		Total des dépenses de la section 19.1	28.640.059	30.935.650	34.386.146
		Section 19.2			
		Administration des services techniques de l'agriculture			
11.000 (11.00)	10.10	Traitements des fonctionnaires	6.225.722	6.145.800	6.393.050
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 5.952.063			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 96.505			
		3) Charges sociales patronales 248.574			
		4) Allocations de repas 95.908			
		Total 6.393.050			
11.010 (11.00)	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	829.840	849.754	941.055
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 816.350			
		3) Charges sociales patronales 108.270			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		4) Allocations de repas	16.435			
		Total	941.055			
11.020 (11.00)	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		108.610	5.305	5.472
		Détail:				
		B) - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	5.472			
11.030 (11.00)	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		477.245	469.238	490.040
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	419.362			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	13.290			
		3) Charges sociales patronales	57.388			
		Total	490.040			
11.040 (11.00)	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		306.834	181.359	184.710
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	158.030			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	5.049			
		3) Charges sociales patronales	21.630			
		Solde pour cause d'erreur	1			
		Total	184.710			
11.100 (11.40)	10.10	Indemnités d'habillement		21.370	22.063	22.063
11.130 (11.12)	10.10	Indemnités pour services extraordinaires		6.311	7.238	7.000
		Détail:				
		1) Jetons de présence	2.652			
		5) Prestations individuelles	4.261			
		9) Divers	87			
		Total	7.000			
12.000 (12.15)	10.10	Indemnités pour services de tiers		36.804	42.142	40.000
		Détail:				
		1) Jetons de présence	2.187			
		4) Prestations individuelles	32.309			
		9) Divers	5.504			
		Total	40.000			
12.010 (12.13)	10.10	Frais de route et de séjour		50.423	53.124	77.030
12.020	10.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		138.621	155.677	150.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.14)		*Détail:*				
		1) Assurances	27.268			
		2) Carburants et lubrifiants	53.091			
		3) Réparation et entretien	44.851			
		9) Divers	24.790			
		Total	150.000			
12.030 (12.16)	10.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection		2.921	2.876	3.000
12.040 (12.12)	10.10	Frais de bureau		70.105	68.171	71.000
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	46.400			
		4) Consommables bureautiques	14.120			
		6) Documentation et bibliothèque	10.100			
		9) Divers	380			
		Total	71.000			
12.041 (12.12)	10.10	Dépenses relatives à l'achat d'étiquettes et de plombs de contrôle dans le cadre de la certification officielle des semences et plants et du contrôle phytosanitaire. (Crédit non limitatif)		16.108	11.577	36.000
		Détail:				
		5) Frais d'impression et de reliure	36.000			
12.042 (12.12)	10.10	Dépenses relatives à l'achat d'étiquettes de contrôle phytosanitaire. (Crédit non limitatif)		18.307	18.592	-
12.050 (12.12)	10.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Sans distinction d'exercice)		58.824	66.931	73.390
		Détail:				
		1) Frais postaux	24.437			
		2) Frais téléphoniques	46.703			
		9) Divers	2.250			
		Total	73.390			
12.060 (12.12)	10.10	Location et entretien des installations de télécommunications		5.146	7.338	7.032
		Détail:				
		2) Contrats d'entretien	4.752			
		3) Réparations et entretien	2.280			
		Total	7.032			
12.070 (12.12)	10.10	Location et entretien des équipements informatiques		40.138	40.902	49.065
		Détail:				
		2) Contrats d'entretien	38.901			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		3) Réparations et pièces de rechanges	10.164			
		Total	49.065			
12.080 (12.11)	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien		70.708	76.128	84.090
		Détail:				
		1) Nettoyage	10.680			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	42.200			
		3) Chauffage	31:210			
		Total	84.090			
12.100 (12.11)	10.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)		91.871	92.563	109.452
		Détail:				
		1) Loyers	109.452			
12.120 (12.30)	10.10	Frais d'experts et d'études dans le domaine de l'analyse de produits agricoles. (Sans distinction d'exercice)		151.124	237.978	23.312
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 09.9.*				
12.121 (12.30)	07.35	Frais d'études pour l'évaluation des pesticides. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	12.395	12.395
12.122 (12.30)	10.10	Frais d'analyses de l'ADN dans le cadre du contrôle de l'étiquetage de la viande bovine		1.142	14.874	3.500
12.125 (12.30)	10.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Sans distinction d'exercice)		-	22.310	42.500
12.130 (12.16)	10.10	Frais de publication d'une carte pédologique		-	1.487	1.000
12.140 (12.16)	10.10	Frais de publicité dans l'intérêt des produits laitiers, de la viande de porc, des salaisons fumées, de la viande de veau, de la viande bovine et participation à des expositions		1.196	1.239	1.239
12.160 (12.30)	10.10	Acquisition et entretien de matériel de laboratoire		90.910	89.242	90.484
		Détail:				
		1) Entretien laboratoire	20.205			
		2) Materiel de laboratoire	42.142			
		3) Elimination de prod. chim. résiduels	868			
		4) Protection des végétaux	27.269			
		Total	90.484			
12.161 (12.30)	10.10	Acquisition et entretien de matériel du laboratoire du lait cru		49.685	58.875	60.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.170 (12.30)	10.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	23.677	33.292	34.000
12.190 (12.30)	10.10	Formation du personnel	1.918	992	1.500
12.300 (12.30)	10.10	Aménagement et entretien des hangars, chantiers et places de dépôt en campagne; équipement et matériel de chantier	9.647	10.535	10.535
12.301 (12.30)	10.10	Entretien des champs d'essais, achat de plantes mellifères, d'arbres et d'arbustes; dépenses diverses	29.455	42.142	37.000
12.310 (12.30)	10.10	Frais d'organisation de contrôles, d'admissions, de concours, d'expertises et d'essais; frais de commercialisation; réunions du comité d'experts de l'Union Européenne	6.131	5.602	6.330
12.320 (12.30)	10.10	Allocation de primes de concours, de conservation et de station; attribution de médailles et de récompenses dans l'intérêt de l'amélioration des espèces bovine, porcine et chevaline	23.302	23.302	23.302
		Détail:			
		1) Espèces bovine et porcine 15.122			
		2) Race chevaline 8.180			
		Total 23.302			
12.330 (12.30)	10.10	Contribution de l'Etat aux dépenses de l'organisme chargé de l'exécution du contrôle technique des plants de pommes de terre ainsi que des semences de céréales et de plants fourragères de production luxembourgeoise. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	153.704	159.891	168.132
14.010 (14.10)	10.10	Cours d'eau: travaux d'entretien et de curage des cours d'eau frontaliers	5.110	37.184	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 09.9.*			
14.011 (14.10)	10.10	Mesures techniques à prendre en cas d'accident pour la remise en état des conditions d'écoulement des eaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	21.888	1.239	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 09.9.*			
14.012 (14.10)	10.10	Travaux extraordinaires de nettoyage et de curage à exécuter à charge de l'Etat aux embouchures des cours d'eau non navigables ni flottables aux abords de la Moselle canalisée. (Crédit non limitatif)	-	2.479	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 09.9.*			
14.013 (14.10)	10.10	Cours d'eau: travaux extraordinaires d'entretien et de curage à exécuter à charge de l'Etat aux cours d'eau ni navigables ni flottables.			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	415.736	247.894	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 09.9.*			
14.014 (14.10)	10.10	Cours d'eau: travaux d'entretien et de curage à charge de l'Etat à exécuter aux cours d'eau non navigables ni flottables. (Sans distinction d'exercice)	69.011	247.894	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 09.9.*			
31.050 (31.32)	10.10	Participation de l'Etat aux dépenses de la fédération des herdbooks dans l'intérêt des races bovine et porcine. (Sans distinction d'exercice)	682.773	690.235	759.535
		Détail:			
		1) Contrôle laitier 516.454			
		2) Race porcine 167.237			
		3) Vaches allaitantes 75.844			
		Total 759.535			
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 09.9.*			
31.051 (31.32)	10.10	Travaux d'amélioration et d'aménagement à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par des associations syndicales ou des particuliers: participation de l'Etat au coût des travaux. (Sans distinction d'exercice)	26.309	37.184	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 09.9.*			
32.010 (32.00)	10.10	Participation de l'Etat à des programmes d'études de méthodes de production. (Sans distinction d'exercice)	495.787	633.467	648.248
33.010 (33.00)	10.10	Subventions à l'union des sociétés avicoles du Grand-Duché de Luxembourg, au flockbook du texel luxembourgeois, à l'association des éleveurs de chèvres et de moutons laitiers et à l'association des bergers	16.113	16.113	16.113
		Détail:			
		1) Union des sociétés avicoles du Grand-Duché de Luxembourg 8.676			
		2) Flockbook du texel luxembourgeois 2.479			
		3) Association des éleveurs de chèvres et de moutons laitiers 2.479			
		4) Association des bergers 2.479			
		Total 16.113			
33.011 (33.00)	10.10	Amélioration des races chevalines: subventions aux studbooks	18.592	18.592	18.592
33.012	10.10	Apiculture: subventions dans l'intérêt de la vulgarisa-			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(33.00)		tion et de l'information		43.381	24.789	48.340
33.013 (33.00)	10.10	Horticulture: subventions dans l'intérêt de la vulgarisation et de l'information		18.592	18.592	18.592
		Détail:				
		1) Syndicats arboricoles pour l'organisation de démonstrations pratiques et de conférences et coopératives fruitières pour la vulgarisation fruitière	4.958			
		2) Fédération horticole professionnelle luxembourgeoise dans l'intérêt de l'enseignement et de la vulgarisation	11.155			
		3) Association sans but lucratif "Lëtzebuerger Rousefrënn" dans l'intérêt de l'organisation de cours théoriques et pratiques pour la culture rosière et de la propagation de nouvelles variétés de roses	1.487			
		4) Subventions à l'association "Conservatoire de plantes médicinales de Hinseler"	992			
		Total	18.592			
33.014 (33.00)	07.50	Subventions aux sociétés de protection des animaux et des oiseaux		12.890	15.369	17.849
		Détail:				
		1) Ligue luxembourgeoise pour la protection de la nature et des oiseaux, Luxembourg	12.395			
		2) Ligue luxembourgeoise pour la protection des animaux, Luxembourg	4.958			
		3) Ligue luxembourgeoise pour la protection des animaux, Esch/Alzette	496			
		Total	17.849			
33.015 (33.00)	10.10	Subventions à la fédération colombophile luxembourgeoise et aux associations cynologiques		4.958	4.958	4.958
		Détail:				
		1) Fédération colombophile luxembourgeoise	620			
		2) Associations cynologiques	4.338			
		Total	4.958			
33.016 (33.00)	08.30	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la ligue luxembourgeoise du coin de terre et du foyer. (Sans distinction d'exercice)		26.029	24.170	35.283
33.018 (33.00)	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale du miel		10.734	10.734	10.734
33.019 (33.00)	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale des eaux-de-vie naturelles		7.933	7.933	7.933
33.020 (33.00)	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale de la viande de porc		2.058	2.058	1.711

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
33.021 (33.00)	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale des salaisons fumées	2.058	2.058	1.711
33.023 (33.00)	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'association pour la promotion de la marque nationale de la viande de porc. (Sans distinction d'exercice)	21.319	23.005	43.082
33.024 (33.00)	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de fonctionnement d'associations s'adonnant à l'agriculture biologique	6.296	7.437	7.437
33.025 (33.00)	10.10	Contribution de l'Etat aux frais du système de contrôle du mode de production biologique de produits agricoles .	19.980	24.789	26.029
34.100 (34.50)	10.10	Contribution de l'Etat aux primes dues en vertu de contrats conclus pour l'assurance-grêle. (Crédit non limitatif)	39.044	34.705	42.000
43.000 (43.22)	10.10	Travaux d'entretien, de curage et de conservation à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par les communes: participation de l'Etat au coût des travaux. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)	39.127	74.368	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 09.9.*			
43.001 (43.22)	10.10	Voirie rurale communale: entretien et mise en état, nettoyage, rechargement, goudronnage d'entretien, assainissement, réfection de ponceaux, dalots, buses, murs, revêtement des talus: participation de l'Etat au coût des travaux. (Sans distinction d'exercice)	798.328	694.102	870.000
		Restants d'exercices antérieurs			
11.600 (11.40)	10.10	Indemnités d'habillement	-	223	-
12.520 (12.14)	10.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	466	-	189
12.580 (12.11)	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	-	149	-
12.660 (12.30)	10.10	Acquisition et entretien de matériel de laboratoire	-	99	-
32.510 (32.00)	10.10	Participation de l'Etat à des programmes d'études de méthodes de production	-	568.792	-
		Total des dépenses de la section 19.2	11.922.311	12.501.545	11.837.014

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 19.3 **Remembrement des biens ruraux**				
11.000 (11.00)	10.20	Traitements des fonctionnaires		101.289	101.364	108.360
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	104.265			
		3) Charges sociales patronales	3.203			
		4) Allocations de repas	892			
		Total	108.360			
43.000 (43.22)	10.20	Travaux d'entretien et de réparation des chemins d'exploitation, voies d'eau et autres ouvrages d'art non privés, créés ou maintenus lors du remembrement ainsi que des éléments de verdure bordant les chemins à assurer par les communes, en exécution de l'article 43 de la loi modifiée du 25 mai 1964 et du règlement grand-ducal du 25 octobre 1996 (participation de l'Etat). (Crédit non limitatif)		64.109	24.789	100.000
93.000 (93.00)	10.20	Alimentation ordinaire du fonds de remembrement des biens ruraux destinée à couvrir les frais de fonctionnement de l'office national de remembrement (article 41, alinéa 1er, de la loi modifiée du 25.5.1964). (Crédit non limitatif)		1.735.255	1.914.977	2.122.090
		Total des dépenses de la section 19.3		1.900.653	2.041.130	2.330.450
		Section 19.4 **Service d'économie rurale**				
11.000 (11.00)	10.10	Traitements des fonctionnaires		2.116.118	2.214.780	2.338.186
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	2.210.561			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	3.191			
		3) Charges sociales patronales	91.359			
		4) Allocations de repas	33.075			
		Total	2.338.186			
11.010 (11.00)	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent		89.812	91.919	93.611
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	81.103			
		3) Charges sociales patronales	10.756			
		4) Allocations de repas	1.752			
		Total	93.611			
11.020	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		50.142	3.049	3.079

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(11.00)		*Détail:*				
		B) - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	3.079			
11.030 (11.00)	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		79.450	81.557	83.592
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	73.572			
		3) Charges sociales patronales	10.020			
		Total	83.592			
11.040 (11.00)	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire			248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	10.10	Indemnités d'habillement		645	645	645
12.010 (12.13)	10.10	Frais de route et de séjour		12.542	13.758	19.949
12.040 (12.12)	10.10	Frais de bureau		22.908	25.955	25.955
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	5.206			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	3.471			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	248			
		4) Consommables bureautiques	5.949			
		5) Frais d'impression et de reliure	868			
		6) Documentation et bibliothèque	9.222			
		9) Divers	991			
		Total	25.955			
12.050 (12.12)	10.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		1.182	1.859	1.859
		Détail:				
		2) Téléphone	744			
		4) Télex et téléfax	1.115			
		Total	1.859			
12.080 (12.11)	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien		25.974	29.202	27.000
		Détail:				
		1) Nettoyage	1.636			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	21.844			
		4) Réparations et entretien	248			
		5) Assurances	421			
		6) Enlèvement ordures	2.479			
		9) Divers	372			
		Total	27.000			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.090 (12.21)	10.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)	71.146	60.858	60.858
		Détail:			
		1) Loyers 60.858			
12.190 (12.30)	10.10	Formation du personnel	-	620	620
12.300 (12.30)	10.10	Frais d'impression et d'envoi de formulaires de décisions et de documentation destinés aux agriculteurs. (Crédit non limitatif)	45.069	49.579	49.579
		Détail:			
		1) Frais d'impression 19.832			
		2) Frais d'envoi 29.747			
		Total 49.579			
12.310 (12.30)	10.10	Réunions périodiques et voyages et autres activités d'information pour le perfectionnement des chefs d'exploitation dont la comptabilité est tenue par le service d'économie rurale, pour la promotion de la coopération et de l'entraide entre agriculteurs et pour des actions visant à introduire des méthodes de production plus soucieuses de l'environnement: frais d'organisation; frais de documentation; dépenses diverses	124	1.859	1.500
12.320 (12.30)	10.10	Frais d'entretien, d'adaptation et d'expert en relation avec les programmes de comptabilité agricole	-	744	744
12.330 (12.30)	10.10	Frais d'abonnement à des banques de données internationales	-	248	248
24.010 (24.10)	10.10	Location de logiciels informatiques. (Crédit non limitatif)	23.546	24.789	24.800
		Total des dépenses de la section 19.4	2.538.658	2.601.669	2.732.325
		Section 19.5			
		Administration des services vétérinaires			
11.000 (11.00)	10.10	Traitements des fonctionnaires	1.307.812	1.289.815	1.576.902
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 1.503.934			
		3) Charges sociales patronales 56.087			
		4) Allocations de repas 16.881			
		Total 1.576.902			
11.010	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	186.077	188.374	110.430

e .)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
30)		*Détail:*				
		1) Rémunérations de base	95.906			
		3) Charges sociales patronales	12.739			
		4) Allocations de repas	1.785			
		Total	110.430			
.020 1.00)	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.030 (11.00)	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		115.568	118.741	126.140
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	106.092			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	5.281			
		3) Charges sociales patronales	14.767			
		Total	126.140			
11.040 (11.00)	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	10.10	Indemnités d'habillement		651	669	669
11.130 (11.12)	10.10	Indemnités pour services extraordinaires		10.535	8.899	15.097
		Détail:				
		5) Prestations individuelles	15.097			
12.000 (12.15)	10.10	Indemnités pour services de tiers		149	248	24
		Détail:				
		1) Jetons de présence	248			
12.010 (12.13)	10.10	Frais de route et de séjour		25.469	24.789	42.(
12.020 (12.14)	10.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		1.636	1.363	1.
		Détail:				
		1) Assurances	297			
		2) Carburants et lubrifiants	1.000			
		3) Réparation et entretien	372			
		Total	1.669			
12.030 (12.16)	10.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection		1.308	1.983	
12.040 (12.12)	10.10	Inspection vétérinaire: frais de bureau		6.475	6.173	

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		1) Articles et matériel de bureau 1.983			
		2) Location et entretien des machines à photocopier 1.264			
		4) Consommables bureautiques 496			
		5) Frais d'impression et de reliure 868			
		6) Documentation et bibliothèque 1.611			
		Total 6.222			
12.041 (12.12)	10.10	Laboratoire de médecine vétérinaire: frais de bureau ...	3.908	3.520	4.100
		Détail:			
		1) Articles et matériel de bureau 1.123			
		2) Location et entretien des machines à photocopier 372			
		4) Consommables bureautiques 124			
		5) Frais d'impression et de reliure 572			
		6) Documentation et bibliothèque 1.735			
		9) Divers 174			
		Total 4.100			
12.050 (12.12)	10.10	Inspection vétérinaire: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Sans distinction d'exercice)	4.577	4.834	6.184
		Détail:			
		1) Frais postaux 4.722			
		3) Luxpac 570			
		4) Téléfax 545			
		9) Divers 347			
		Total 6.184			
12.051 (12.12)	10.10	Laboratoire de médecine vétérinaire: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	11.398	11.081	13.577
		Détail:			
		1) Frais postaux 11.222			
		4) Téléfax 372			
		9) Emballages 1.983			
		Total 13.577			
12.052 (12.12)	10.10	Vétérinaires-inspecteurs: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	941	992	992
		Détail:			
		2) Frais téléphoniques 744			
		4) Téléfax 248			
		Total 992			
12.070	10.10	Location et entretien des équipements informatiques	41	124	124

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.12)		*Détail:*				
		2) Contrats d'entretien	124			
12.080 (12.11)	10.10	Inspection vétérinaire.- Bâtiments: exploitation et entretien		11.023	11.477	13.6
		Détail:				
		1) Nettoyage	273			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	2.355			
		3) Chauffage	2.727			
		9) Divers	8.329			
		Total	13.684			
12.081 (12.11)	10.10	Laboratoire de médecine vétérinaire.- Bâtiments: exploitation et entretien		3.751	4.338	4.33
		Détail:				
		1) Nettoyage	4.338			
12.120 (12.30)	10.10	Frais d'analyses à effectuer dans des laboratoires à l'étranger. (Crédit non limitatif)		57.113	49.579	61.973
12.150 (12.30)	10.10	Honoraires et prestations des vétérinaires praticiens dans l'intérêt de la police sanitaire du bétail. (Crédit *non* limitatif et sans distinction d'exercice) ..		41.721	207.636	210.493
		Détail:				
		1) Frais de prises de sang	60.120			
		3) Frais d'inspection des viandes	1.636			
		5) Honoraires dus aux vétérinaires praticiens pour assurer l'épidémiosurveillance dans les exploitations agricoles	148.737			
		Total	210.493			
12.160 (12.30)	10.10	Achat de vaccins, de sérums, de désinfectants, de réactifs de laboratoire, de matériel d'identification des bovins et des porcins et de matériel de lutte contre les épizooties. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		477.454	470.998	594.770
		Détail:				
		1) Bovins: matériel d'identification	132.871			
		2) Porcins: matériel d'identification	53.645			
		3) Lutte contre les maladies des abeilles	23.996			
		4) Vaccination antirabique des renards	155.281			
		5) Vaccination des lapins contre le RHD	7.313			
		6) Laboratoire	173.525			
		7) Ovins et caprins: matériel d'identification	1.239			
		8) Analyses E.S.B.	47.000			
		Total	594.770			
2.161	10.10	Acquisition et entretien de matériel de laboratoire		17.807	19.831	18.500

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.30)		*Détail:*			
		1) Verrerie, réactifs et instruments 18.500			
12.190 (12.30)	10.10	Cours de formation continue, conférences	761	1.859	2.479
12.300 (12.30)	10.10	Enlèvement de déchets toxiques de laboratoire	1.421	1.239	1.600
33.010 (33.00)	10.10	Subvention à la fédération des unions d'apiculteurs dans l'intérêt de la lutte contre les maladies des abeilles .	8.676	8.676	8.676
33.011 (33.00)	01.10	Subvention à la Ligue Nationale pour la Protection des Animaux pour la rénovation de son asile à Luxembourg-Gasperich	-	-	4.958
		Restants d'exercices antérieurs			
11.630 (11.12)	10.10	Indemnités pour services extraordinaires	-	-	5.008
12.510 (12.13)	10.10	Frais de route et de séjour	-	-	2.082
12.552 (12.12)	10.10	Vétérinaires-inspecteurs: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	744	-	-
12.660 (12.30)	10.10	Achat de vaccins, de sérums, de désinfectants, de réactifs de laboratoire, de matériel d'identification des bovins et des porcins et du matériel de lutte contre les épizooties	-	37.308	-
12.810 (12.30)	10.10	Taxe sur la valeur ajoutée concernant diverses acquisitions	-	39.043	-
		Total des dépenses de la section 19.5	2.299.016	2.514.085	2.834.900
		Section 19.6			
		Viticulture			
11.000 (11.00)	10.10	Traitements des fonctionnaires	543.997	542.565	572.865
		Détail:			
		1) Rémunérations de base 535.416			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 9.160			
		3) Charges sociales patronales 21.174			
		4) Allocations de repas 7.115			
		Total 572.865			
11.010 (11.00)	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	97.026	98.067	102.622

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	73.907			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	15.117			
		3) Charges sociales patronales	11.813			
		4) Allocations de repas	1.785			
		Total	102.622			
11.020 (11.00)	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		3.793	3.793	3.849
		Détail:				
		B) - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	3.849			
11.030 (11.00)	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		402.777	407.487	425.344
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	364.952			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	10.587			
		3) Charges sociales patronales	49.805			
		Total	425.344			
11.100 (11.40)	10.10	Indemnités d'habillement		2.603	2.628	2.603
11.130 (11.12)	10.10	Indemnités pour services extraordinaires		48	124	124
		Détail:				
		1) Jetons de présence	124			
12.000 (12.15)	10.10	Indemnités pour services de tiers		2.883	3.223	3.994
		Détail:				
		1) Jetons de présence	124			
		4) Prestations individuelles	3.870			
		Total	3.994			
12.010 (12.13)	10.10	Frais de route et de séjour		4.630	5.949	7.975
12.020 (12.14)	10.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		5.733	8.230	8.000
		Détail:				
		1) Assurances	570			
		2) Carburants et lubrifiants	1.733			
		3) Réparation et entretien	5.449			
		9) Divers	248			
		Total	8.000			
12.040 (12.12)	10.10	Frais de bureau		10.376	25.285	10.675
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	2.200			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Location et entretien des machines à photocopier	400			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	24			
		4) Consommables bureautiques	1.239			
		5) Frais d'impression et de reliure	2.268			
		6) Documentation et bibliothèque	4.420			
		9) Divers	124			
		Total	10.675			
12.050 (12.12)	10.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Sans distinction d'exercice)		7.660	8.676	9.049
		Détail:				
		1) Frais postaux	2.108			
		2) Frais téléphoniques	6.941			
		Total	9.049			
12.060 (12.12)	10.10	Location et entretien des installations de télécommunications		1.947	2.082	2.229
		Détail:				
		2) Contrats d'entretien	2.229			
12.080 (12.11)	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien		33.252	35.077	47.923
		Détail:				
		1) Nettoyage	1.240			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	22.310			
		3) Chauffage	16.113			
		9) Divers	8.260			
		Total	47.923			
12.120 (12.30)	10.10	Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)		-	12.395	15.000
12.160 (12.30)	10.10	Acquisition et entretien de matériel de laboratoire		46.623	60.759	69.832
		Détail:				
		1) Contrat de maintenance	42.812			
		2) Acquisition et entretien des instruments de laboratoire	27.020			
		Total	69.832			
12.190 (12.30)	10.10	Cours d'enseignement viticole: indemnités; voyages d'études; vulgarisation de connaissances viti-vinicoles; dépenses diverses		2.061	1.859	2.000
12.300 (12.30)	10.10	Exploitation de l'institut viti-vinicole		53.772	53.917	53.917
		Détail:				
		1) Vignobles	22.311			
		2) Frais de cave	27.888			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		3) Sélection de clones 3.718			
		Total 53.917			
12.301 (12.30)	10.10	Achat de porte-greffes et de greffons sélectionnés. (Crédit non limitatif)	3.140	4.958	2.800
33.010 (33.00)	10.10	Subventions à l'organisation professionnelle des vignerons indépendants	2.231	2.231	2.231
33.011 (33.00)	10.10	Contribution de l'Etat à l'alimentation du fonds de solidarité viticole (loi du 23.4.1965)	448.737	448.737	448.737
33.012 (33.00)	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale du vin. (Sans distinction d'exercice)	92.464	95.984	107.934
33.013 (33.00)	10.10	Subvention en faveur de la propagande des vins et de la participation de la viticulture luxembourgeoise aux expositions et foires	65.940	66.931	66.931
34.050 (34.30)	10.10	Subsides pour études viti-vinicoles et arboricoles ainsi que pour la fréquentation d'écoles spécialisées à l'étranger	744	868	4.264
34.100 (34.50)	10.10	Contribution de l'Etat aux primes dues en vertu de contrats conclus pour l'assurance-grêle et l'assurance-gel. (Crédit non limitatif)	325.241	327.219	332.177
34.101 (34.50)	10.20	Améliorations viticoles dans le cadre du remembrement viticole: compensation partielle des pertes de revenu causées par la reconstitution des vignobles	-	81.557	100.645
43.000 (43.22)	10.10	Chemins d'exploitation communaux et rigoles dans les vignes: entretien et mise en état, nettoyage, rechargement, goudronnage d'entretien, assainissement par rigoles; réfection de ponceaux, dalots, buses, murs; revêtement et consolidation des talus (participation de l'Etat au coût des travaux). (Sans distinction d'exercice)	74.368	49.579	49.579
		Restants d'exercices antérieurs			
11.600 (11.40)	10.10	Indemnités d'habillement	-	744	-
		Total des dépenses de la section 19.6	2.232.046	2.350.924	2.453.299
		Section 19.7			
		Sylviculture			
11.060 (11.00)	10.30	Rémunération de la main-d'oeuvre occupée dans les forêts domaniales: coupes, entretien et pépinières. (Crédit non limitatif)	3.554.793	3.718.403	3.980.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	3.198.700			
		3) Charges sociales patronales	657.300			
		9) Indemités pécuniaires	124.000			
		Total	3.980.000			
12.000 (12.15)	10.30	Indemnités pour services de tiers		14.551	21.071	21.070
		Détail:				
		2) Cours et examens	21.070			
12.120 (12.30)	10.30	Etudes sur le milieu forestier: frais d'études et d'analyses; indemnités pour services de tiers; dépenses diverses		325.860	396.630	285.700
12.200 (12.30)	10.30	Dépenses résultant de l'affiliation de l'Etat à l'association d'assurance mutuelle contre les risques d'incendie. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	124	100
12.300 (12.30)	10.30	Frais d'exploitation des coupes, frais d'entretien et de culture, y compris l'entretien des chemins de vidange: débardage par des tiers; achat de plants forestiers; vêtements et équipements de travail; établissement et entretien des pépinières forestières; dépenses diverses ..		976.929	1.041.153	1.041.153
		Détail:				
		1) Coupes et entretien	967.405			
		2) Pépinières	73.748			
		Total	1.041.153			
12.301 (12.30)	07.30	Exécution de la loi sur la protection des bois et de la loi concernant la protection des végétaux et produits végétaux contre les organismes nuisibles: reboisement de terrains et exploitation de forêts appartenant à des propriétaires n'ayant pas satisfait aux conditions légales. (Crédit non limitatif)		-	124	100
33.010 (33.00)	10.30	Participation de l'Etat en faveur de la conservation et de l'amélioration des forêts du pays par des associations de sylviculteurs		31.582	31.582	31.500
34.020 (34.30)	10.30	Octroi d'un salaire de compensation aux ouvriers forestiers occupés dans les forêts domaniales en cas de chômage dû aux intempéries hivernales. (Crédit non limitatif)		15.469	2.479	2.479
		Restants d'exercices antérieurs				
12.800 (12.30)	10.30	Frais d'exploitation des coupes, frais d'entretien et de culture, y compris l'entretien des chemins de vidange: débardage par des tiers; achat de plants forestiers; vêtements et équipements de travail; établissement et entretien des pépinières forestières; dépenses diverses ..		7.946	-	-
		Total des dépenses de la section 19.7		4.927.130	5.211.566	5.362.102

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 19.8 **Développement rural**			
12.140 (12.16)	07.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	-	7.437	11.200
		Détail:			
		1) Brochures et dépliants 10.000			
		9) Divers 1.200			
		Total 11.200			
12.180 (12.30)	07.20	Acquisition et entretien de matériel didactique	127	248	250
12.190 (12.30)	07.20	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	47	4.958	13.500
32.010 (32.00)	13.90	Participation de l'Etat aux particuliers et aux organisations de droit privé dans les projets de développement rural découlant des mesures du Plan de Développement Rural (2000 - 2006) sur base de l'article 33 du règlement (CE) No 1257/99 - Encouragement à l'adaptation et au développement des zones rurales. (Sans distinction d'exercice)	-	-	227.750
33.010 (33.00)	10.10	Participation de l'Etat en faveur d'organisations agréées par le ministère de l'agriculture, pour des actions de gestion agricole et pour la création d'un réseau de vulgarisation agricole régionalisé	78.204	79.822	-
33.011 (33.00)	07.20	Subsides à des associations et des institutions oeuvrant dans le domaine du développement rural et du renouveau local	12.391	12.395	12.400
33.012 (33.00)	10.00	Participation de l'Etat dans le financement des "Groupes LEADER - Grand-Duché de Luxembourg" dans le cadre de l'initiative communautaire LEADER (Liaison entre actions de développement de l'économie rurale). (Sans distinction d'exercice)	75.848	223.104	225.000
33.013 (33.00)	10.00	Participation de l'Etat dans les actions de préparation, d'appréciation, de suivi et d'évaluation des programmes opérationnels dans le cadre de l'application des règlements (CEE) N° 2083/93/-FEDER 2085/93 - FEOGA et 2084/93 - FSE du Conseil du 20 juillet 1993	27.764	15.493	-
43.000 (43.22)	07.20	Participation de l'Etat en faveur des communes en milieu rural pour l'élaboration et la mise en oeuvre de plans de développement communaux et régionaux rural ou de renouveau local	159.926	644.523	466.750
		Total des dépenses de la section 19.8	354.307	987.980	956.850
		Total des dépenses du département 19	55.539.264	60.134.562	63.692.468

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
11	Salaires et charges sociales	16.722.551	16.638.193	17.599.816
12	Achat de biens non durables et de services	3.908.900	5.080.183	4.945.563
14	Réparation et entretien d'ouvrages de génie civil n'augmentant pas la valeur	511.745	536.690	-
24	Location de terres et paiements courants pour l'utilisation d'actifs incorporels	131.793	150.719	150.730
31	Subventions d'exploitation	21.816.132	23.825.767	25.529.947
32	Transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises	495.787	1.202.259	875.998
33	Transferts de revenus aux administrations privées	1.105.960	1.229.305	1.211.184
34	Transferts de revenus aux ménages	778.286	864.454	1.000.235
35	Transferts de revenus à l'étranger	102.609	107.462	1.502.678
42	Transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale	7.094.388	7.097.192	7.267.898
43	Transferts de revenus aux administrations publiques et locales	1.135.858	1.487.361	1.486.329
93	Dotations de fonds de réserve	1.735.255	1.914.977	2.122.090
Total		55.539.264	60.134.562	63.692.468

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		20 - MINISTERE DE L'ECONOMIE				
		Section 20.0				
		Economie				
11.000 (11.00)	11.10	Traitements des fonctionnaires		81.780	151.957	166.091
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	157.924			
		3) Charges sociales patronales	6.382			
		4) Allocations de repas	1.785			
		Total	166.091			
11.020 (11.00)	11.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		115.072	116.163	2.503
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	2.503			
11.100 (11.40)	11.10	Indemnités d'habillement		1.983	1.983	1.983
11.130 (11.12)	11.10	Indemnités pour services extraordinaires		5.813	6.867	7.000
		Détail:				
		1) Jetons de présence				
		a) Commission des prix	500			
		b) Conseil de la consommation	100			
		c) Commission chargée d'étudier les problèmes de la perception des droits d'auteur	100			
		d) Commission consultative prévue par la loi sur les pratiques commerciales restrictives	200			
		e) Commission spéciale consultative prévue par la loi d'expansion économique	1.700			
		f) Conseil national de la propriété intellectuelle	250			
		g) Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de qualité	800			
		2) Cours et examens:				
		Commission d'examen ayant pour mission de procéder à l'examen des candidats conseils en propriété industrielle	150			
		5) Prestations individuelles:				
		Surveillance des prix et expertises d'ordre économique	3.200			
		Total	7.000			
12.000 (12.15)	11.10	Indemnités pour services de tiers		632	1.116	2.000
		Détail:				
		1) Jetons de présence				
		a) Commission des prix	175			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		b) Commission de la consommation	150			
		c) Commission chargée d'étudier les problèmes de la perception des droits d'auteur	900			
		d) Commission consultative prévue par la loi sur les pratiques commerciales restrictives	200			
		e) Conseil national de la propriété intellectuelle	200			
		f) Commission consultative prévue par la loi d'expansion économique	50			
		g) Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité	300			
		2) Cours et examens:				
		Commission d'examen ayant pour mission de procéder à l'examen des candidats conseils en propriété industrielle	25			
		Total	2.000			
12.010 (12.13)	11.10	Frais de route et de séjour		2.059	3.049	2.300
12.011 (12.13)	11.10	Frais de route et de séjour à l'étranger dans le cadre de la participation du Luxembourg au Centre Européen de Ressources sur les Reconversions et les Mutations		440	496	-
12.012 (12.13)	11.10	Frais de route et de séjour à l'étranger		164.604	192.117	210.000
12.020 (12.14)	11.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		6.375	8.800	8.627
		Détail:				
		1) Assurances	1.495			
		2) Carburants et lubrifiants	5.270			
		3) Réparations et entretien	1.862			
		Total	8.627			
12.040 (12.12)	11.10	Frais de bureau		9.625	11.527	12.000
		Détail:				
		2) Entretien des machines de bureau	400			
		4) Consommables bureautiques	1.100			
		5) Frais d'impression et de reliure	350			
		6) Documentation et bibliothèque	9.900			
		9) Divers	250			
		Total	12.000			
12.070 (12.12)	11.10	Entretien des équipements informatiques		3.334	3.471	5.000
		Détail:				
		3) Réparations et entretien	5.000			
12.080 (12.11)	11.10	Bâtiments: exploitation et entretien		9.014	27.268	48.000
		Détail:				
		1) Nettoyage	45.200			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		4) Réparations et entretien	1.100			
		9) Divers	1.700			
		Total	48.000			
12.120 (12.30)	11.10	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		3.287	123.947	75.000
12.140 (12.16)	11.10	Promotion de l'expansion économique et commerciale: organisation de participations, d'actions de promotion et de missions de prospection à des foires et à des salons spécialisés; organisation de pareilles manifestations; acquisition et édition de matériel d'exposition; acquisition et édition de matériel de promotion; organisation de campagnes et d'actions de publicité; participation à des congrès. (Sans distinction d'exercice)		571.710	571.965	572.000
		Détail:				
		1) Foires régionales et journées de contacts; acquisition de matériel d'exposition et de propagande	43.390			
		2) Organisation de campagnes et d'actions de publicité	2.480			
		3) Participation à des foires et à des salons spécialisés	522.900			
		4) Actions de promotion et de prospection à des foires	2.480			
		9) Divers	750			
		Total	572.000			
12.141 (12.16)	11.10	Organisation de journées du consommateur		36.316	75.608	77.000
12.142 (12.16)	11.10	Participation du Grand-Duché de Luxembourg à l'Exposition Universelle EXPO 2000 à Hanovre du 1er juin au 31 octobre 2000. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		325.092	24.789	2.500
12.144 (12.16)	11.10	Frais de publication		6.197	13.882	11.500
12.145 (12.16)	09.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information		6.221	24.789	10.000
		Détail:				
		1) Brochures et dépliants	6.500			
		2) Campagnes publicitaires	1.000			
		3) Foires	2.000			
		9) Divers	500			
		Total	10.000			
12.190 (12.30)	11.10	Conférences et cours de recyclage dans l'intérêt de la formation du personnel administratif: frais d'organisation et de participation		832	2.974	5.000
12.191 (12.30)	09.00	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation		7.430	7.437	7.440

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.300 (12.30)	11.10	Service de la propriété intellectuelle: frais de diffusion de la documentation et frais de fonctionnement du service	11.805	14.130	14.000
12.310 (12.30)	11.30	Mesures et interventions générales ou particulières, directes ou indirectes, dans l'intérêt de la promotion des investissements dans l'économie industrielle et de l'expansion de celle-ci: frais du comité de développement économique et d'autres organismes de prospection, expertises et études, autres dépenses directes, participation à des dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	656.957	763.512	727.500
12.320 (12.30)	09.10	Mesures éventuelles en vue d'assurer l'approvisionnement du pays en produits pétroliers et en d'autres produits de première nécessité: indemnités pour services de tiers, frais de route et de séjour, dépenses diverses. (Crédit non limitatif)	-	124	100
14.010 (14.10)	07.50	Entretien des aires de service, des zones de verdure, des bassins de retenue et des ouvrages hydrauliques annexes situés dans le périmètre des zones industrielles à caractère national	28.917	37.184	37.200
31.030 (31.12)	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: bonifications d'intérêt. (Crédit non limitatif)	-	2.479	2.000
31.050 (31.32)	11.10	Mesures et interventions en vue de maintenir et de stimuler l'activité industrielle, de sauvegarder l'emploi, de favoriser l'adaptation et le développement d'entreprises de production de biens et de services, de faciliter leur établissement ou leur extension: dépenses et frais connexes, participation à des dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	186.011	297.472	250.000
31.051 (31.32)	11.10	Intervention de l'Etat dans les frais engagés à l'étranger par des entreprises luxembourgeoises ou par des organismes ayant des activités de promotion commerciale à l'occasion de participations à des foires ou à d'autres manifestations commerciales, l'organisation d'actions de publicité et de missions de prospection à des foires et à des salons spécialisés, participations à des séminaires, à des congrès et à des présentations technologiques, l'organisation de telles actions de promotion l'étranger	297.051	297.472	320.000
31.052 (31.32)	11.31	Mesures et initiatives destinées à favoriser les activités d'innovation et de recherche appliquée, de protection de l'environnement et d'utilisation rationnelle de l'énergie, d'assurance-qualité et de certification, d'étalonnage de performances (benchmarking) notamment dans les PME: mesures de sensibilisation, projets d'étalonnage, contributions à des études, expertises audits technologiques et écologiques. (Crédit non limitatif)	26.549	49.579	90.000
31.053 (31.32)	11.30	Interventions en faveur de restructurations profondes ou de reconversions d'entreprises industrielles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	24.789	25.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
31.054 (31.32)	11.10	Participation de l'Etat dans les actions de préparation, d'appréciation, de suivi et d'évaluation des programmes opérationnels dans le cadre de l'application du règlement (C.E.E.) N° 2083/93/-FEDER du Conseil du 20 juillet 1993	52.556	74.368	120.000
31.055 (31.32)	11.10	Contribution au Centre Européen de Ressources sur les Reconversions et les Mutations (CERRM)	60.000	61.973	-
31.056 (31.32)	11.10	Participation aux frais du Groupement d'intérêt économique pour l'étude et la reconversion des sites sidérurgiques au Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	130.330	96.678	100.000
31.057 (31.32)	11.10	Dotations en faveur du Groupement d'Intérêt Economique G.I.E. "Luxembourg-EXPO 2000" pour la participation du Grand-Duché de Luxembourg à l'Exposition Universelle EXPO 2000 à Hanovre du 1er juin au 31 octobre 2000. (Crédit non limitatif)	-	1.536.940	-
32.010 (32.00)	11.30	Participation aux dépenses de fonctionnement de l'office luxembourgeois pour l'accroissement de la productivité; frais dans l'intérêt du relèvement de la productivité industrielle et de l'amélioration de l'équipement technique et commercial de la petite et moyenne industrie ..	245.415	247.894	249.100
32.011 (32.00)	11.31	Mesures et interventions destinées à favoriser les activités d'innovation et de recherche appliquée: participation à des dépenses, notamment aux frais de fonctionnement d'organismes luxembourgeois et internationaux de recherche-développement et de transfert technologiques, études, expertises et dépenses directes dans le même but. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)	131.384	136.341	165.000
32.013 (12.30)	11.10	Mesures et interventions destinées à favoriser la diffusion de l'information technique contenue dans les bases de données brevets: participation aux frais de fonctionnement d'un Centre de Veille Technologique (CVT) et dépenses directes dans le même but	54.537	54.537	54.550
32.014 (32.00)	11.10	Contributions financières aux centres de recherche publics dans l'intérêt de la réalisation de projets conventionnés au titre II de la loi du 9 mars 1987 en vue de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention	46.852	39.663	10.000
32.015 (32.00)	11.10	Participation au financement d'une campagne de sensibilisation des PME/PMI à la problématique du passage de leurs applications informatiques à l'an 2000, réalisée en collaboration avec les chambres et fédérations professionnelles et avec l'appui technique du CRP - Henri Tudor. (Sans distinction d'exercice)	101.337	-	-
32.016 (32.00)	11.10	Promotion de l'esprit d'entreprise et développement de l'intérêt pour les technologies nouvelles: actions d'éveil et de sensibilisation, organisation de conférences, séminaires et de concours: participations à des dépenses directes et indirectes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	198.315	200.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
32.017 (32.00)	11.10	Promotion du développement technologique et de l'innovation, notamment par l'étude des concepts de pépinière d'entreprises, de centres d'accueil d'entreprises innovantes, de technopôles, de pôles de compétences technologiques (clusters): dépenses et frais connexes. (Sans distinction d'exercice)	-	99.157	100.000
32.018 (32.00)	11.10	Participation aux frais de fonctionnement d'un Centre de Veille Normative	-	-	27.000
		Note: *Ce crédit est transféré à partir de la section 20.2.*			
32.019 (32.00)	09.00	Mesures destinées à promouvoir l'exécution d'audits énergétiques dans les entreprises et les bâtiments du secteur résidentiel et tertiaire; participations dans les frais d'études. (Sans distinction d'exercice)	7.809	49.579	10.000
33.000 (33.00)	11.40	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs	-	633.318	662.000
33.001 (33.00)	11.40	Participation à Euro-Guichet-consommateur	-	78.086	78.100
33.010 (33.00)	11.10	Participation de l'Etat à raison de maximum 50 % dans l'intérêt de la mise en oeuvre d'actions nationales cofinancées par le FEDER dans le cadre des programmes communautaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	24.789	49.579	70.000
33.011 (33.00)	11.40	Subsides dans l'intérêt de la défense de la petite épargne	-	12.395	12.400
33.012 (33.00)	11.10	Participation de l'Etat à raison de maximum 50% dans le financement de programmes communautaires et/ou d'autres institutions européennes ou internationales dans le cadre de la propriété intellectuelle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	25.000
34.040 (34.40)	09.00	Dommages-intérêts dus à la suite d'accidents et de faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée; subventions dans l'intérêt de l'indemnisation de dommages causés par d'autres accidents et faits. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	124	100
34.110 (34.50)	09.20	Prime d'encouragement de 1.- LUF/KWh pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire et de la biomasse. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	247.894	-
		Note: *Cet article est transféré au Ministère de l'Environnement où il prend le numéro 15.1.34.095.*			
35.060 (35.00)	11.10	Cotisations et contributions à des organisations et institutions internationales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	172.754	351.884	360.950

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (O.M.P.I.) de Genève et des unions administrées par celle-ci en vertu de la convention de Paris, de la convention de Berne, de l'arrangement de Nice, du traité de coopération en matière de brevets (P.C.T.) et de l'arrangement de Strasbourg (I.P.C.)	34.500			
		2) Organisation européenne des brevets	148.000			
		3) Accréditation, certification, normalisation et promotion de la qualité (European co-operation for Accreditation, European Organization for Quality, European Organisation for Testing and Certification, European Foundation for Quality Management)	20.500			
		4) Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)	150.000			
		5) Charte européenne de l'Energie	5.300			
		6) JET	2.650			
		Total	360.950			
41.000 (41.50)	11.10	Participation de l'Etat à raison de 50% dans les frais effectifs des élections pour le renouvellement de la Chambre de Commerce		6.873	-	-
		Restants d'exercices antérieurs				
32.520 (32.00)	11.10	Remboursement de dividendes revenant à la société CEGEDEL		-	-	198.000
		Total des dépenses de la section 20.0		3.599.742	6.825.671	5.133.944
		Section 20.1 **Service central de la statistique et des études économiques (STATEC)**				
11.000 (11.00)	01.32	Traitements des fonctionnaires		2.910.320	2.907.147	3.116.885
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	2.950.078			
		3) Charges sociales patronales	119.732			
		4) Allocations de repas	47.075			
		Total	3.116.885			
11.010 (11.00)	01.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent		1.576.603	1.583.321	2.160.270
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	1.902.273			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	2.078			
		3) Charges sociales patronales	215.513			
		4) Allocations de repas	40.406			
		Total	2.160.270			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.020 (11.00)	01.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		131.601	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.030 (11.00)	01.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.130 (11.12)	01.32	Indemnités pour services extraordinaires		830	1.066	2.500
		Détail:				
		1) Jetons de présence	1.000			
		2) Cours et examens	250			
		9) Divers: Conférences d'instruction	1.250			
		Total	2.500			
12.000 (12.15)	01.32	Indemnités pour services de tiers		1.116	1.116	1.275
		Détail:				
		1) Jetons de présence	1.275			
12.010 (12.13)	01.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		2.593	2.776	5.000
12.020 (12.14)	01.32	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		1.546	1.363	1.700
		Détail:				
		1) Assurances	550			
		2) Carburants et lubrifiants	1.000			
		3) Réparations et entretien	150			
		Total	1.700			
12.040 (12.12)	01.32	Frais de bureau		45.231	53.297	58.000
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	13.300			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	8.750			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	750			
		4) Consommables bureautiques	15.000			
		5) Frais d'impression et de reliure	6.250			
		6) Documentation et bibliothèque	13.250			
		9) Divers	700			
		Total	58.000			
12.050 (12.12)	01.32	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		107.785	129.004	130.000
		Détail:				
		1) Frais postaux	124.000			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Frais téléphoniques	6.000			
		Total	130.000			
12.070 (12.12)	01.32	Location et entretien des équipements informatiques		142.687	146.628	211.150
		Détail:				
		1) Location	150.000			
		2) Contrats d'entretien	33.900			
		3) Réparations et pièces de rechange	6.250			
		4) Assistance technique et consultation	20.000			
		9) Divers	1.000			
		Total	211.150			
12.080 (12.11)	01.32	Bâtiments: exploitation et entretien		117.608	126.500	135.000
		Détail:				
		1) Nettoyage	128.700			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	5.000			
		5) Assurances	1.300			
		Total	135.000			
12.090 (12.21)	01.32	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		938.140	935.551	1.050.000
		Détail:				
		1) Loyers	875.000			
		2) Charges locatives accessoires	175.000			
		Total	1.050.000			
12.120 (12.30)	01.32	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif)		100.955	94.943	121.150
		Détail:				
		9) Divers:				
		a) Encodage Enquête "Forces de Travail"	16.150			
		c) Règlement SEC 1995	80.000			
		d) Réalisation de statistiques structurelles en matière d'environnement (règlement (CE 58/97)	25.000			
		Total	121.150			
12.130 (12.16)	01.32	Frais de publication. (Crédit non limitatif)		91.490	91.721	95.850
12.140 (12.16)	01.32	Participation du STATEC à la Foire STATEXPO		-	3.718	3.750
12.190 (12.30)	01.32	Frais de formation		7.404	7.437	13.500
12.220 (12.30)	01.32	Programme de recherche concernant le modèle économétrique luxembourgeois		24.789	24.789	37.500
12.300 (12.30)	01.32	Enquêtes pour le compte de l'office statistique des communautés européennes: imprimés, indemnités aux enquê-				

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		teurs et dépenses diverses. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)		86.097	268.964	122.750
		Détail:				
		1) Enquêtes harmonisées dans l'industrie et dans les services	17.350			
		2) Enquêtes statistiques pour la politique commune des transports	2.000			
		3) Relèvements trimestriels des prix	750			
		4) Enquêtes sur la conjoncture dans l'industrie et dans la construction	1.000			
		5) Enquêtes sur les forces de travail	50.000			
		6) Poursuite des enquêtes rendues nécessaires pour la mise en oeuvre de la politique agricole commune	250			
		7) Enquêtes sur la structure des salaires, sur les charges salariales et sur l'emploi	1.400			
		8) Enquête annuelle sur les investissements directs de et à l'étranger	1.500			
		9) Enquête sur la formation professionnelle continue	48.500			
		Total	122.750			
12.301 (12.30)	01.32	Travaux périodiques extraordinaires: indemnités pour services de tiers, frais d'impression		34.753	29.425	30.650
		Détail:				
		1) Recensement agricole annuel:				
		a) indemnités pour services de tiers	4.150			
		b) frais d'impression et de reliure	2.750			
		2) Relèvement des personnes et des exploitations (part du STATEC)	23.750			
		Total	30.650			
12.302 (12.30)	01.32	Système INTRASTAT: frais d'impression de la documentation et maintenance des équipements		23.498	40.902	24.500
		Détail:				
		1) Frais d'impression de la documentation	16.550			
		2) Frais de maintenance des équipements	7.950			
		Total	24.500			
12.310 (12.30)	01.32	Recensement général de la population: imprimés, campagne publicitaire, indemnités des agents recenseurs et autres dépenses		-	142.539	1.780.000
		Détail:				
		1) Imprimés	12.500			
		2) Campagne publicitaire	17.500			
		3) Indemnités des agents recenseurs	1.000.000			
		4) Encodage en service bureau	750.000			
		Total	1.780.000			
12.320 (12.30)	01.32	Enquête sur les budgets familiaux. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de trans-				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		fert à d'autres articles)		183.396	7.437	5.000
		Détail:				
		1) Frais d'enquête	5.000			
35.060 (35.00)	01.32	Contributions des institutions internationales		661	868	1.500
		Total des dépenses de la section 20.1		6.529.103	6.601.008	9.108.130
		Section 20.2				
		Service de l'énergie de l'Etat				
11.000 (11.00)	12.12	Traitements des fonctionnaires		565.594	579.501	607.635
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	575.560			
		3) Charges sociales patronales	23.176			
		4) Allocations de repas	8.899			
		Total	607.635			
11.010 (11.00)	12.12	Indemnités des employés occupés à titre permanent		35.526	36.143	37.483
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	35.064			
		3) Charges sociales patronales	1.527			
		4) Allocations de repas	892			
		Total	37.483			
11.020 (11.00)	12.12	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		23.113	248	100
		Détail:				
		B - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	100			
12.010 (12.13)	12.12	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		-	248	250
12.012 (12.13)	12.12	Frais de route et de séjour à l'étranger		14.109	16.113	16.850
12.020 (12.14)	12.12	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		4.903	5.949	5.200
		Détail:				
		1) Assurances	990			
		2) Carburants et lubrifiants	1.960			
		3) Réparations et entretien	2.000			
		9) Divers	250			
		Total	5.200			
12.040 (12.12)	12.12	Frais de bureau		11.108	11.403	11.900

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	5.450			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	2.230			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	120			
		4) Consommables bureautiques	250			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.240			
		6) Documentation et bibliothèque	2.360			
		9) Divers	250			
		Total	11.900			
12.050 (12.12)	12.12	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		10.992	12.395	12.000
		Détail:				
		1) Frais postaux	3.050			
		2) Frais téléphoniques	7.140			
		4) Télex et téléfax	500			
		9) Divers	1.310			
		Total	12.000			
12.080 (12.11)	12.12	Bâtiments: exploitation et entretien		16.061	15.865	16.700
		Détail:				
		1) Nettoyage	15.810			
		4) Réparations et entretien	500			
		9) Divers	390			
		Total	16.700			
12.125 (12.30)	12.12	Frais d'experts et d'études en matière informatique		-	-	50.000
12.130 (12.16)	12.12	Frais d'achat, de gestion, de reproduction et de publication de normes dans les domaines électrotechnique, non-électrique et des télécommunications. (Crédit non limitatif)		2.959	3.718	5.000
12.190 (12.30)	12.12	Conférences et cours de recyclage dans l'intérêt de la formation du personnel		827	1.239	1.000
12.300 (12.30)	09.20	Lignes et postes 220 kV et 65 kV appartenant à l'Etat: frais d'exploitation et d'entretien. (Sans distinction d'exercice)		-	124	-
12.301 (12.30)	12.12	Surveillance du marché des équipements électrotechniques et des télécommunications. (Crédit non limitatif)		10.383	7.437	15.000
32.010 (32.00)	12.12	Participation aux frais de fonctionnement d'un Centre de Veille normative		24.789	24.789	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 20.0.*				
35.060	12.12	Cotisations à des organismes internationaux.				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(35.00)		(Crédit non limitatif)		138.567	158.776	152.300
		Total des dépenses de la section 20.2		858.931	873.948	931.418
		Section 20.3 **Centrales hydro-électriques**				
11.000 (11.00)	09.20	Traitements des fonctionnaires		960.290	938.054	976.548
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	856.344			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	64.997			
		3) Charges sociales patronales	39.218			
		4) Allocations de repas	15.989			
		Total	976.548			
11.020 (11.00)	09.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		B - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	100			
11.030 (11.00)	09.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		12.345	12.568	13.090
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	11.162			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	376			
		3) Charges sociales patronales	1.552			
		Total	13.090			
11.100 (11.40)	09.20	Indemnités d'habillement		2.897	3.148	3.145
12.010 (12.13)	09.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		1.499	2.479	2.000
12.020 (12.14)	09.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		8.149	8.180	9.400
		Détail:				
		1) Assurances	1.735			
		2) Carburants et lubrifiants	2.600			
		3) Réparations et entretien	5.065			
		Total	9.400			
12.300 (12.30)	09.20	Frais d'exploitation des centrales hydro-électriques. (Sans distinction d'exercice)		97.780	107.834	100.000
12.310 (12.50)	09.20	Impôts dus sur l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre, d'Ettelbrück et de Rosport. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		77.179	89.985	80.000

rticle (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 20.3	1.160.139	1.162.496	1.184.283
		Section 20.4			
		Energie.- Dépenses diverses			
11.000 (11.00)	09.00	Traitements des fonctionnaires	106.594	-	-
12.010 (12.13)	09.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	40	-	-
12.012 (12.13)	09.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	8.037	-	-
12.020 (12.14)	09.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	1.117	-	-
12.040 (12.12)	09.00	Frais de bureau	919	-	-
12.080 (12.11)	09.00	Bâtiments: exploitation et entretien	19.084	-	-
12.120 (12.30)	09.00	Etudes de faisabilité et de rentabilité de mesures à prendre au niveau national et/ou régional pour la mise en oeuvre de la politique énergétique: frais d'experts, d'études et d'honoraires. (Sans distinction d'exercice)	12.941	-	-
12.130 (12.16)	09.00	Frais de publication	32	-	-
35.030 (35.40)	09.20	Contribution à l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à la Charte Européenne de l'Energie et à d'autres organismes internationaux. (Crédit non limitatif)	247.560	-	-
		Total des dépenses de la section 20.4	396.324	-	-
		Total des dépenses du département 20	12.544.239	15.463.123	16.357.775

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de l'Economie

Code	Classes de comptes	1999 Compte provisoire	2000 Budget	2001 Crédits
11	Salaires et charges sociales	6.530.361	6.338.910	7.095.533
12	Achat de biens non durables et de services	4.029.137	4.262.080	5.942.042
14	Réparation et entretien d'ouvrages de génie civil n'augmentant pas la valeur	28.917	37.184	37.200
31	Subventions d'exploitation	752.497	2.441.750	907.000
32	Transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises	612.123	850.275	1.013.650
33	Transferts de revenus aux administrations privées	24.789	773.378	847.500
34	Transferts de revenus aux ménages	-	248.018	100
35	Transferts de revenus à l'étranger	559.542	511.528	514.750
41	Transferts de revenus à l'administration centrale	6.873	-	-
Total		12.544.239	15.463.123	16.357.775

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		21 - MINISTERE DES CLASSES MOYENNES, DU TOURISME ET DU LOGEMENT			
		Section 21.0 **Classes moyennes**			
11.130 (11.12)	11.40	Indemnités pour services extraordinaires	10.288	11.899	11.000
		Détail:			
		1) Jetons de présence 11.000			
12.000 (12.15)	11.40	Indemnités pour services de tiers	9.990	10.907	10.900
		Détail:			
		1) Jetons de présence 10.900			
12.010 (12.13)	11.40	Frais de route et de séjour	16	124	73
12.012 (12.13)	11.40	Frais de route et de séjour à l'étranger	20.141	17.353	24.000
12.040 (12.12)	11.40	Frais de bureau	2.218	2.479	2.400
		Détail:			
		6) Documentation et bibliothèque 2.400			
12.080 (12.11)	11.40	Bâtiments: exploitation et entretien	1.601	1.611	1.611
		Détail:			
		1) Nettoyage 1.611			
12.120 (12.30)	11.40	Frais d'experts et d'études	44.075	49.579	37.000
12.121 (12.30)	11.40	Evaluation et certification ISO 9000 du Service des autorisations	-	-	15.000
31.030 (31.12)	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: bonifications d'intérêt (article 4 de la loi du 29.7.1968). (Crédit non limitatif)	2.850.073	3.098.669	3.098.669
31.031 (31.12)	11.50	Bonification d'intérêts à allouer en faveur de projets hôteliers exceptionnels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	185.920	-
31.040 (31.31)	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: aides pour assistance et expertise techniques (article 7 de la loi du 29.7.1968)	-	12.395	12.395
31.050 (31.32)	11.40	Subsides destinés à favoriser a) la prospection des marchés et la vente des produits de l'artisanat luxem-			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		bourgeois à l'intérieur du pays et dans les pays étrangers, b) l'organisation de congrès relevant des professions indépendantes sur le plan national et international, c) la participation à des réunions professionnelles à l'étranger, notamment dans le cadre des communautés européennes et d) la participation à des séminaires et cours de formation professionnelle à l'étranger	12.395	37.184	61.552
31.051 (31.32)	11.40	Contributions destinées à favoriser la participation à des foires et manifestations professionnelles à l'étranger	50.025	74.368	50.000
33.010 (33.00)	11.40	Subsides dans l'intérêt du fonctionnement du comité national de recherches organisé dans le cadre de l'institut international des classes moyennes	5.082	5.082	5.082
41.000 (41.50)	11.40	Promotion professionnelle des secteurs relevant du ministère des classes moyennes: participation aux frais d'organismes professionnels	2.447.949	2.633.868	2.807.909
		Détail:			
		1) Service de promotion près la chambre des métiers (études et recherches d'ordre technique, économique et financier, organisation de cours, participation à des manifestations et démonstrations à caractère professionnel) 2.442.909			
		2) Service de promotion près la chambre de commerce, notamment dans l'intérêt d'actions au profit des entreprises du secteur des classes moyennes 365.000			
		Total 2.807.909			
41.001 (41.50)	04.50	Cours de formation professionnelle pour exploitants de débits de boissons alcooliques et non alcooliques, cours de formation accélérée pour commerçants, cours de formation pour l'accès à la profession de transporteur: participation aux frais exposés par la chambre de commerce	92.960	92.960	95.280
41.002 (41.50)	11.40	Actions en faveur de la revalorisation du travail manuel: participation aux frais	91.721	91.721	91.721
41.003 (41.50)	11.40	Participation aux frais de fonctionnement du "centre de qualification et de création d'entreprises de la chambre des métiers"	123.947	-	-
41.005 (41.50)	11.40	Participation sur base de modalités définies par règlement du Gouvernement en Conseil à des actions visant l'amélioration de la compétitivité du commerce urbain et de proximité, et financées par les collectivités locales et les organismes professionnels	-	247.894	247.894
		Restants d'exercices antérieurs			
41.500 (41.50)	11.40	Promotion professionnelle des secteurs relevant du ministère des classes moyennes: participation aux frais d'organismes professionnels	-	-	61.121
		Total des dépenses de la section 21.0	5.762.481	6.574.013	6.633.607

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 21.1 **Tourisme**				
11.300 (11.00)	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion touristique: indemnités des agents. (Crédit non limitatif)		424.596	483.392	588.436
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	475.935			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	61.671			
		3) Charges sociales patronales	41.762			
		4) Allocations de repas	9.068			
		Total	588.436			
12.010 (12.13)	11.60	Frais de route et de séjour		98	124	180
12.012 (12.13)	11.60	Frais de route et de séjour à l'étranger		16.154	18.840	30.000
12.020 (12.14)	11.60	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		1.810	1.735	3.550
		Détail:				
		1) Assurances	750			
		2) Carburants et lubrifiants	2.000			
		3) Réparation et entretien	800			
		Total	3.550			
12.040 (12.12)	11.60	Frais de bureau		569	744	700
		Détail:				
		5) Frais d'impression et de reliure	102			
		6) Documentation et bibliothèque	598			
		Total	700			
12.100 (12.11)	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion touristique: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		155.090	160.090	155.295
		Détail:				
		1) Loyers	127.531			
		2) Charges locatives accessoires	27.764			
		Total	155.295			
12.120 (12.30)	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: élaboration d'études relatives au développement et à l'équipement de l'in-				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		frastructure touristique pour le compte du Ministère du Tourisme	-	-	91.573
12.121 (12.30)	11.60	Frais d'élaboration de fiches de rémunération des agents aux représentations touristiques à l'étranger et des animateurs touristiques	-	-	2.510
12.140 (12.16)	11.60	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	126.821	148.736	320.000
12.141 (12.16)	11.60	Participation à des foires, salons, expositions et autres manifestations à caractère touristique. (Sans distinction d'exercice)	184.882	198.315	213.192
		Détail:			
		1) Foires 213.192			
12.142 (12.16)	11.60	Projets à réaliser en relation avec l'anniversaire 2000/2001 dans le cadre des activités promotionnelles du Ministère du Tourisme et de l'Office National du Tourisme	-	247.894	-
12.300 (12.30)	11.60	Sentiers touristiques: aménagement, signalisation, équipement et entretien	120.190	133.863	169.800
12.301 (12.30)	11.60	Parc naturel germano-luxembourgeois: aménagements et frais de propagande	4.958	4.958	4.958
12.302 (12.30)	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion touristique: frais de port. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	143.667	173.525	173.525
12.303 (12.30)	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion touristique: autres frais courants de fonctionnement. (Sans distinction d'exercice)	152.090	168.568	180.220
31.030 (31.12)	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions d'intérêts, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des investisseurs privés. (Crédit non limitatif)	-	124	124
31.031 (31.12)	11.50	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions d'intérêts, à la construction, l'extension, la modernisation et la rationalisation d'établissements hôteliers ainsi qu'à la création, l'extension et l'amélioration des infrastructures spécifiques prévues à l'article 3 du règlement grand-ducal y relatif. (Crédit non limitatif)	-	124	124
31.032 (31.12)	11.50 11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions d'intérêts, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par les syndicats d'initiative et les ententes de syndicats d'initiative, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		du patrimoine culturel à réaliser par des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative et d'autres associations sans but lucratif, ainsi qu'aux syndicats d'initiative, aux ententes de syndicats d'initiative et autres associations sans but lucratif dans l'intérêt des équipements informatiques et des équipements audiovisuels, ou à l'exécution de projets de construction, d'extension et de modernisation d'auberges de jeunesse à réaliser par la Centrale des Auberges de Jeunesse et d'autres associations sans but lucratif. (Crédit non limitatif)	-	124	124
31.033 (31.12)	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions d'intérêts, à l'exécution de projets d'aménagement, d'extension et de modernisation de gîtes ruraux et de gîtes à la ferme et de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel à réaliser par des particuliers. (Crédit non limitatif)	-	124	124
31.034 (31.12)	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions d'intérêts, à la création de campings privés et à l'exécution de projets de modernisation, de rationalisation, d'extension, d'assainissement et d'intégration dans l'environnement naturel de l'infrastructure et de l'équipement des campings privés existants. (Crédit non limitatif)	-	124	124
32.000 (32.00)	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: élaboration d'études relatives au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique. (Crédit non limitatif)	143.403	49.579	-
33.010 (33.00)	11.60	Amélioration de l'infrastructure touristique: subventions réduisant les intérêts relatifs aux prêts contractés par les syndicats d'initiative, les associations sans but lucratif et les organismes luxembourgeois exerçant une activité notable au profit du tourisme national et qui ne sont pas subventionnés dans le cadre des programmes quinquennaux	24.789	24.789	24.789
33.011 (33.00)	08.10	Participation aux frais de l'association de gérance du musée du vin à Ehnen	57.016	57.016	57.016
33.012 (33.00)	11.60	Participation aux frais des syndicats d'initiative, des Ententes de syndicats d'initiative et d'autres associations sans but lucratif exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national	394.081	322.262	330.313
33.013 (33.00)	11.60	Participation aux frais de modernisation des auberges de jeunesse	77.680	13.634	13.634
33.014 (33.00)	11.60	Organisation de concours: primes d'encouragement et de récompense	7.437	7.437	10.000
33.015 (33.00)	11.60	Participation aux frais de l'office national du tourisme	1.412.993	1.474.966	1.574.009

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
33.016 (33.00)	11.60	Coordinateurs de l'animation touristique régionale: participation aux frais de rémunération et de fonctionnement	155.209	205.752	252.145
33.017 (33.00)	11.60	Participation de l'Etat dans le financement des manifestations touristiques et culturelles organisées par le musée "A Possen"	13.262	13.262	13.262
33.018 (33.00)	11.60	Participation aux frais de fonctionnement de l'institut européen de tourisme à l'université de Trèves	30.235	30.491	30.491
33.019 (33.00)	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: participation aux frais d'études relatives au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique réalisées par des syndicats d'initiative, des Ententes de syndicats d'initiative et d'autres associations sans but lucratif	-	-	3.792
33.020 (33.00)	11.60	Bureau d'information touristique à Weiswampach: participation aux frais de rémunération	19.664	21.319	25.393
33.023 (33.00)	11.60	Participation aux cours de formation touristique continue en vue de la standardisation et de la coordination des Bureaux de tourisme régionaux et locaux	-	9.916	9.916
33.025 (33.00)	11.60	Participation aux frais de réalisation et d'édition de prospectus régionaux par l'office national du tourisme .	35.112	99.157	99.157
33.026 (33.00)	08.10	Participation aux frais de développement de l'écomusée à Munshausen	49.579	49.579	54.874
33.027 (33.00)	11.50	Participation de l'Etat dans le financement d'équipes nationales participant à des concours, compétitions et expositions internationales dans le domaine de la gastronomie	6.197	6.197	6.197
33.029 (33.00)	11.50	Subsides aux syndicats d'initiative, aux Ententes de syndicats d'initiatives et aux autres associations sans but lucratif exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national	-	74.368	74.368
33.030 (33.00)	11.60	Frais de participation à la réalisation d'un Guide Baedecker sur le Luxembourg	-	-	10.000
35.060 (35.00)	11.60	Contributions à des organismes internationaux	3.056	8.974	3.223
43.000 (43.22)	13.90	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions d'intérêts, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale et de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel à réaliser par des communes et des syndicats de communes. (Crédit non limitatif)	-	124	124
43.001 (43.22)	11.60	Subsides en faveur des communes exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national	24.665	24.789	36.000
43.002 (43.22)	11.60	Entretien, renouvellement et réparation de pistes cyclables: remboursement de dépenses effectuées par les			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		communes	10.625	-	-
43.003 (43.22)	11.60	Participation de l'Etat aux frais des communes et ententes de communes occasionnés pour l'aménagement des pistes cyclables, circuits VTT et sentiers pédestres	-	-	101.500
43.004 (43.22)	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrstructure touristique: participation de l'Etat aux frais des communes et ententes de communes occasionnés par l'élaboration d'études relatives au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique .	-	-	3.792
		Restants d'exercices antérieurs			
11.800 (11.00)	11.60	Agences et agents à l'étranger: indemnités	6.001	-	-
12.802 (12.30)	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion économique et touristique: frais de port ...	-	-	5.752
12.803 (12.30)	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion économique et touristique: autres frais courants de fonctionnement	-	-	5.082
32.500 (32.00)	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: élaboration d'études relatives au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique	22.386	-	-
33.515 (33.00)	13.90	Contributions dans l'intérêt de l'Office national du tourisme, des coordinateurs de l'animation touristique, du Bureau d'information touristique à Weiswampach et de l'Eco-musée à Munshausen	-	-	32.306
33.518 (33.00)	11.60	Participation aux frais de fonctionnement de l'ETI	-	28.855	-
		Total des dépenses de la section 21.1	3.824.315	4.263.870	4.711.694
		Section 21.2 **Logement**			
11.010 (11.00)	07.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	458.132	459.471	479.451
		Détail: *1) Rémunérations de base ..... 413.881* *3) Charges sociales patronales ..... 54.911* *4) Allocations de repas ..... 10.659* *Total 479.451*			
11.020 (11.00)	07.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	18.114	248	100
		Détail: *1) Rémunérations de base 100*			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
11.060 (12.15)	07.10	Service des aides au logement auprès de la banque et caisse d'épargne de l'Etat.- Participation aux frais de fonctionnement: frais de personnel. (Crédit non limitatif)		585.029	567.726	558.990
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	463.709			
		3) Charges sociales patronales	95.281			
		Total	558.990			
11.100 (11.40)	07.10	Indemnités d'habillement		273	273	273
11.130 (11.12)	07.10	Indemnités pour services extraordinaires		1.547	1.363	1.600
		Détail:				
		1) Jetons de présence	807			
		9) Divers	793			
		Total	1.600			
12.000 (12.15)	07.10	Indemnités pour services de tiers		1.772	992	1.700
		Détail:				
		1) Jetons de présence	1.700			
12.010 (12.13)	07.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		977	1.239	1.797
12.012 (12.13)	07.10	Frais de route et de séjour à l'étranger		7.195	4.958	5.000
12.020 (12.14)	07.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		2.713	2.975	2.975
		Détail:				
		1) Assurances	1.239			
		2) Carburants et lubrifiants	868			
		3) Réparation et entretien	868			
		Total	2.975			
12.040 (12.12)	07.10	Frais de bureau		56.348	54.537	55.900
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	10.300			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	8.060			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	1.610			
		4) Consommables bureautiques	8.680			
		5) Frais d'impression et de reliure	21.070			
		6) Documentation et bibliothèque	4.950			
		9) Divers	1.230			
		Total	55.900			
12.050 (12.12)	07.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		60.513	54.537	70.500

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Frais postaux	70.000			
		2) Frais téléphoniques	500			
		Total	70.500			
12.080 (12.11)	07.10	Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice)		87.618	94.076	96.440
		Détail:				
		1) Nettoyage	80.930			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	13.510			
		4) Réparations et entretien	2.000			
		Total	96.440			
12.100 (12.11)	07.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		162.485	162.618	165.236
		Détail:				
		1) Loyers	160.326			
		2) Charges locatives accessoires	4.910			
		Total	165.236			
12.120 (12.30)	07.10	Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)		196.026	227.070	283.000
12.140 (12.16)	07.10	Participation à des expositions; organisation de concours et de conférences; confection de plans et de maquettes; actions de propagande; frais d'impression de cartes; dépenses diverses		40.125	123.947	76.000
		Détail:				
		1) Brochures et dépliants	29.800			
		2) Campagnes publicitaires	2.500			
		3) Foires	14.875			
		9) Divers	28.825			
		Total	76.000			
12.190 (12.30)	07.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation		-	49.579	-
12.300 (12.30)	07.10	Centre de consultation pour le logement individuel et familial; frais de fonctionnement; acquisition de matériel didactique; dépenses diverses		9.483	4.958	4.958
31.000 (31.11)	07.10	Participation aux charges d'intérêt concernant la construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide au Fonds pour la logement à coût modéré et au Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall (loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	241.696	241.696
31.030 (31.12)	07.10	Participation aux charges d'intérêt concernant la construction d'ensembles de logements destinés à la vente:				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		aide à la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (loi modifiée du 25.2.1979).			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	88.019	109.073	69.400
33.010 (33.00)	07.10	Subsides à des associations et des institutions oeuvrant dans les domaines du logement	40.902	40.902	40.902
34.080 (34.50)	07.10	Aide au logement: subventions d'intérêt (loi modifiée du 25.2.1979).			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	39.662.964	42.365.003	44.620.835
34.081 (34.50)	07.10	Prêts à taux réduit en vue de la construction ou de l'acquisition d'habitations à bon marché: subventions d'intérêt (loi modifiée du 13.7.1949; règlement ministériel modifié du 11.9.1972).			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	25	248	125
34.082 (34.50)	07.10	Prêts à caractère social dans l'intérêt de la construction ou de l'acquisition de logements: subventions réduisant le taux d'intérêt.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	299	248	248
35.060 (35.00)	07.10	Contribution à des organismes internationaux	794	868	868
43.000 (43.22)	07.10	Participation aux charges d'intérêt concernant la construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux communes (loi modifiée du 25.2.1979).			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	2.203	12.395	8.000
43.001 (43.22)	07.10	Participation financière de l'Etat aux études réalisées par les communes dans le cadre du chapitre IV de la loi modifiée du 25.2.1979 concernant l'aide au logement.			
		(Sans distinction d'exercice)	-	19.831	19.831
		Restants d'exercices antérieurs			
12.600 (12.11)	07.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	-	-	7.624
		Total des dépenses de la section 21.2	41.483.556	44.600.831	46.813.449
		Total des dépenses du département 21	51.070.352	55.438.714	58.158.750

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
11	Salaires et charges sociales	1.503.980	1.524.372	1.639.850
12	Achat de biens non durables et de services	1.609.625	2.120.931	2.218.451
31	Subventions d'exploitation	3.000.512	3.759.925	3.534.332
32	Transferts de revenus autres que des subventions d'exploitations aux entreprises	165.789	49.579	-
33	Transferts de revenus aux administrations privées	2.329.238	2.484.984	2.667.646
34	Transferts de revenus aux ménages	39.663.288	42.365.499	44.621.208
35	Transferts de revenus à l'étranger	3.850	9.842	4.091
41	Transferts de revenus à l'administration centrale	2.756.577	3.066.443	3.303.925
43	Transferts de revenus aux administrations publiques	37.493	57.139	169.247
Total		51.070.352	55.438.714	58.158.750

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		22 - MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS			
		Section 22.0			
		Travaux publics.- Dépenses générales			
11.130 (11.12)	12.00	Indemnités pour services extraordinaires	7.250	9.222	10.000
		Détail:			
		1) Jetons de présence 10.000			
12.000 (12.15)	12.00	Indemnités pour services de tiers	6.111	6.197	8.000
		Détail:			
		1) Jetons de présence 8.000			
12.012 (12.13)	12.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	49.514	54.537	50.000
12.020 (12.14)	12.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	1.239	2.033	2.000
		Détail:			
		1) Assurances 640			
		2) Carburants et lubrifiants 730			
		3) Réparations et entretien 630			
		Total 2.000			
12.040 (12.12)	12.00	Frais de bureau	5.802	5.949	5.950
		Détail:			
		6) Documentation et bibliothèque 5.950			
12.080 (12.11)	12.00	Bâtiments: exploitation et entretien	1.983	2.107	11.100
		Détail:			
		1) Nettoyage 11.100			
12.110 (12.30)	12.10	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	123.679	74.368	100.000
12.120 (12.30)	12.00	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif)	186.862	49.579	35.000
12.140 (12.16)	12.00	Campagnes de sensibilisation et d'information; participation à des foires et à des expositions	24.780	24.789	24.800
		Détail:			
		3) Foires 24.800			
12.190 (12.30)	01.34 12.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation. (Sans distinction d'exercice)	12.395	12.395	17.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.300 (12.30)	12.10	Dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	2.479	2.479	2.500
34.040 (34.40)	12.10	Dommages-intérêts dus à la suite d'accidents et de faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée; subventions dans l'intérêt de l'indemnisation de dommages causés par d'autres accidents et faits. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	99.698	99.157	100.000
34.090 (34.40)	01.10	Frais d'entretien des habitations de la couronne: subvention forfaitaire	12.395	12.395	12.500
35.060 (35.00)	07.33 09.20 12.12	Cotisations à des organismes internationaux. (Sans distinction d'exercice)	34.962	38.671	41.000
41.000 (41.50)	01.34	Subside à la chambre des métiers pour favoriser les activités intéressant le département des travaux publics .	43.381	43.381	43.400
41.001 (41.50)	12.00	Subside au profit d'organismes de l'architecture et de l'ingénierie. (Sans distinction d'exercice)	6.197	6.197	-
		Restants d'exercices antérieurs			
12.512 (12.13)	12.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	7.939	-	-
12.620 (12.30)	13.90	Frais d'experts et d'études	-	-	11.211
		Total des dépenses de la section 22.0	626.666	443.456	474.461
		Section 22.1			
		Ponts et chaussées.- Dépenses générales			
11.000 (11.00)	Divers codes	Traitements des fonctionnaires	22.598.544	22.453.353	23.272.241
		Détail:			
		A - Fonctionnaires affectés à l'administration			
		1) Rémunérations de base 21.236.521			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 509.878			
		3) Charges sociales patronales 919.446			
		4) Allocations de repas 405.750			
		B - Fonctionnaires détachés à l'administration des bâtiments publics			
		1) Rémunérations de base 101.372			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération 3.772			
		3) Charges sociales patronales 4.521			
		4) Allocations de repas 1.776			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		C - Fonctionnaire détaché au service de l'énergie de l'Etat				
		1) Rémunérations de base	85.137			
		rémunération				
		3) Charges sociales patronales	3.180			
		4) Allocations de repas	888			
		Total	23.272.241			
11.010 (11.00)	Divers codes	Indemnités des employés occupés à titre permanent		938.298	953.597	1.102.289
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	967.259			
		3) Charges sociales patronales	117.273			
		4) Allocations de repas	17.757			
		Total	1.102.289			
11.020 (11.00)	Divers codes	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		103.528	16.113	16.268
		Détail:				
		B - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	16.268			
11.030 (11.00)	Divers codes	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		22.880.671	23.912.057	24.568.521
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	19.828.267			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	1.863.856			
		3) Charges sociales patronales	2.876.398			
		Total	24.568.521			
11.040 (11.00)	Divers codes	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		50.628	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	Divers codes	Indemnités d'habillement. (Sans distinction d'exercice)		195.566	198.315	198.150
11.130 (11.12)	Divers codes	Indemnités pour services extraordinaires		84.423	96.678	88.000
		Détail:				
		3) Permanences à domicile	55.000			
		5) Prestations individuelles	20.000			
		9) Divers	13.000			
		Total	88.000			
11.150 (11.12)	07.33 09.20 12.12	Service d'hiver et accidents de la circulation: indemnités pour heures supplémentaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		354.563	297.472	310.000
12.010 (12.13)	07.33 09.20 12.12	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		166.779	171.047	224.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.020 (12.14)	07.33 09.20 12.12	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice)		1.610.063	1.561.729	1.573.000
		Détail:				
		1) Assurances	220.000			
		2) Carburants et lubrifiants	593.000			
		3) Réparations et entretien	760.000			
		Total	1.573.000			
12.030 (12.16)	07.33 09.20 12.12	Fourniture de vêtements de travail et de protection		146.741	148.736	148.800
12.040 (12.12)	07.33 09.20 12.12	Frais de bureau		343.866	337.135	340.000
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	90.000			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	50.000			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau et de bureautique	25.000			
		4) Consommables bureautiques	48.000			
		5) Frais d'impression et de reliure	75.000			
		6) Documentation et bibliothèque	42.000			
		9) Divers	10.000			
		Total	340.000			
12.050 (12.12)	07.33 09.20 12.12	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		370.726	421.419	430.000
		Détail:				
		1) Frais postaux	33.000			
		2) Frais téléphoniques	304.000			
		4) Télex et téléfax	38.000			
		5) Radiophonie	25.000			
		7) Réseau radio	30.000			
		Total	430.000			
12.060 (12.12)	07.33 09.20 12.12	Entretien des installations de télécommunications		19.439	19.831	19.980
		Détail:				
		2) Contrats d'entretien	2.980			
		3) Réparations et pièces de rechange	17.000			
		Total	19.980			
12.070 (12.12)	07.33 09.20 12.12	Location et entretien des équipements informatiques		68.079	81.805	81.800
		Détail:				
		1) Location	19.830			
		2) Contrats d'entretien	52.000			
		3) Frais de réparation des micro-ordinateurs ..	9.970			
		Total	81.800			
12.080	07.33	Bâtiments administratifs, hangars et dépôts: exploita-				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.11)	09.20	tion et entretien.				
	12.12	(Sans distinction d'exercice)		695.779	768.470	810.000
		Détail:				
		1) Nettoyage	116.000			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	355.000			
		3) Chauffage	260.000			
		4) Réparations et entretien	79.000			
		Total	810.000			
12.100 (12.11)	12.12	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		52.132	52.677	54.770
		Détail:				
		1) Loyers	54.770			
12.125 (12.30)	12.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Sans distinction d'exercice)		147.243	247.894	132.500
12.170 (12.30)	12.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux		594.245	594.944	620.000
12.300 (12.30)	12.10	Etablissement d'un inventaire de la voirie et recensement de la circulation: indemnités, honoraires et fournitures diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		173.525	173.525	100.000
		Détail:				
		1) Etablissement et exploitation des banques de données (routes, ouvrages d'art et accidents)	25.000			
		2) Assistance technique pour modèle de trafic .	43.000			
		3) Publication des résultats du recensement ...	14.500			
		4) Publication de diverses cartes du réseau routier	17.500			
		Total	100.000			
12.301 (12.30)	12.10	Services spéciaux: frais de fonctionnement. (Sans distinction d'exercice)		161.880	185.920	185.920
		Détail:				
		1) Laboratoire d'essais des matériaux	24.789			
		2) Service géologique	74.368			
		3) Service photogrammétrique	86.763			
		Total	185.920			
12.302 (12.30)	07.33	Stations d'épuration: frais d'exploitation		9.516	2.479	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 09.9.*				
12.303 (12.30)	12.10	Frais d'analyse et de sous-traitance d'essais, ayant donné lieu à des avances correspondantes. (Crédit non limitatif)		786	2.479	2.480

rticle Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
24.010 (24.10)	12.10	Location de logiciels informatiques		72.958	86.763	86.800
		Restants d'exercices antérieurs				
12.510 (12.13)	07.33 09.20 12.12	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		22.279	-	-
12.550 (12.12)	12.12	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		102.251	130.491	39.989
		Détail:				
		1) Frais postaux	661			
		2) Frais téléphoniques	33.349			
		4) Télex et téléfax	2.974			
		5) Radiophonie	1.476			
		7) Réseau radio	1.529			
		Total	39.989			
		Total des dépenses de la section 22.1		51.964.508	52.915.177	54.405.608
		Section 22.2 Ponts et chaussées.- Travaux propres				
12.300 (12.30)	12.12	Achat de courant consommé par les installations d'éclairage public de la voirie de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		768.462	743.681	780.000
14.000 (14.10)	12.12 12.72	Voirie de l'Etat: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)		5.712.906	5.329.711	5.570.000
		Détail:				
		1) Division des services régionaux de la voirie à Luxembourg	3.200.000			
		2) Division des services régionaux de la voirie à Diekirch	2.050.000			
		3) Division des ouvrages d'art	300.000			
		4) Division centrale de la voirie (autoroutes)	20.000			
		Total	5.570.000			
14.001 (14.10)	12.12	Autoroutes: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice)		1.605.224	1.487.361	1.554.000
		Détail:				
		1) Division centrale de la voirie (autoroutes)	1.473.500			
		2) Service de l'éclairage public	31.000			
		3) Division des services régionaux de la voirie à Luxembourg	49.500			
		Total	1.554.000			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
14.002 (14.10)	12.12	Service d'hiver: déblaiement des neiges et saupoudrage; dépôts de matériel de saupoudrage le long de la voirie. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		2.353.354	2.354.988	2.355.000
14.003 (14.10)	12.12	Ouvrages d'art routiers: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice)		1.239.340	1.487.361	1.550.000
		Détail:				
		1) Division des services régionaux de la voirie à Luxembourg	320.000			
		2) Division des services régionaux de la voirie à Diekirch	370.000			
		3) Division centrale de la voirie (autoroutes)	420.000			
		4) Division des eaux et des ouvrages d'art	440.000			
		Total	1.550.000			
14.004 (14.10)	12.12	Voirie de l'Etat: réparation de dégâts causés par les usagers de la route. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		1.907.909	1.735.255	1.850.000
		Détail:				
		1) Division des services régionaux de la voirie à Luxembourg	110.000			
		2) Division des services régionaux de la voirie à Diekirch	110.000			
		3) Division centrale de la voirie (autoroutes)	1.410.000			
		4) Service de l'éclairage public	200.000			
		5) Division des ouvrages d'art	20.000			
		Total	1.850.000			
14.005 (14.10)	08.30	Pistes cyclables: travaux d'entretien et de réparation .		98.286	99.157	300.000
		Détail:				
		1) Division des services régionaux de la voirie à Luxembourg	168.000			
		2) Division des services régionaux de la voirie à Diekirch	120.000			
		3) Division des eaux et des ouvrages d'art	12.000			
		Total	300.000			
14.006 (14.10)	12.12	Assainissement et entretien d'arbres d'alignement et d'arbres remarquables le long de la voirie de l'Etat. (Sans distinction d'exercice)		86.763	61.973	65.000
14.007 (12.30)	12.12	Frais d'entretien des installations d'éclairage public de la voirie de l'Etat. (Sans distinction d'exercice)		566.110	545.366	570.000
14.010 (14.10)	07.33 07.40	Stations d'épuration, canalisations et distributions d'eau: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice)		11.965	7.437	5.000
		Détail:				
		1) Entretien des canalisations	5.000			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Note:				
		Une partie du présent crédit est transférée à la section 09.9.				
14.011 (14.10)	12.32	Cours d'eau navigables et flottables: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice)		134.705	161.131	48.500
		Détail:				
		1) Entretien courant	11.100			
		2) Entretien des ouvrages	4.500			
		3) Entretien des berges	12.800			
		4) Entretien des chemins de halage	9.000			
		5) Réparation des dégâts causés par les hautes eaux	6.600			
		6) Postes d'observation des crues	1.900			
		7) Plantations	2.600			
		Total	48.500			
		Note:				
		Une partie du présent article est transférée à la section 09.9.				
14.012 (14.10)	12.32	Moselle canalisée et domaine du port de Mertert: entretien du chenal, des ouvrages d'art et des berges. (Sans distinction d'exercice)		238.255	135.102	125.000
		Détail:				
		1) Entretien du domaine du port de Mertert	36.900			
		2) Entretien du chenal	5.000			
		3) Entretien et consolidation des berges	23.000			
		4) Nivellement de terrains et plantations	2.500			
		5) Entretien des ouvrages d'art	50.000			
		6) Annonces de crues	1.200			
		7) Entretien de la signalisation fluviale	6.400			
		Total	125.000			
14.013 (14.10)	12.32	Moselle canalisée: participation aux frais avancés par l'administration allemande dans l'intérêt de travaux d'entretien exécutés dans la partie commune de la Moselle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		134.560	112.792	125.000
14.014 (14.10)	09.20	Aménagements hydro-électriques de la Sûre: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice)		73.400	74.368	74.000
		Détail:				
		1) Aménagement hydro-électrique de la haute Sûre en amont d'Esch-sur-Sûre	47.000			
		2) Aménagement hydro-électrique de la basse Sûre en aval de Rosport	27.000			
		Total	74.000			
14.030 (14.10)	08.10	Ouvrages d'art et alentours de la forteresse de Luxembourg: travaux d'entretien et de réparation		365.643	365.643	365.000
43.000	12.12	Chemins vicinaux: goudronnage et remises en état à la				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(43.22)		suite de déviations imposées par les chantiers sur des routes de l'Etat; subsides aux communes. (Sans distinction d'exercice)		247.891	247.894	250.000
43.001 (43.22)	12.12	Achat de courant consommé par les installations d'éclairage public de la voirie de l'Etat: remboursements aux communes. (Sans distinction d'exercice)		842.830	867.627	850.000
		Total des dépenses de la section 22.2		16.387.603	15.816.847	16.436.500
		Section 22.3 **Bâtiments publics.- Dépenses générales**				
11.000 (11.00)	01.34	Traitements des fonctionnaires		5.827.382	6.017.863	6.225.114
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	5.835.736			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	41.070			
		3) Charges sociales patronales	246.647			
		4) Allocations de repas	101.661			
		Total	6.225.114			
11.010 (11.00)	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent		365.792	404.810	484.091
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	413.231			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	5.506			
		3) Charges sociales patronales	55.562			
		4) Allocations de repas	9.792			
		Total	484.091			
11.020 (11.00)	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		110.585	3.768	3.886
		Détail:				
		B - Etudiants				
		1) Rémunérations de base	3.886			
11.030 (11.00)	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		824.990	886.913	1.042.201
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	891.709			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	26.154			
		3) Charges sociales patronales	124.338			
		Total	1.042.201			
11.040 (11.00)	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		60.378	248	100

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.070 (11.00)	01.34	Rémunération de personnel en formation auprès de l'Etat		8.453	10.858	9.900
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	9.900			
11.100 (11.40)	01.34	Indemnités d'habillement		11.958	13.659	12.350
11.130 (11.12)	01.34	Indemnités pour services extraordinaires		736	744	740
		Détail:				
		1) Jetons de présence	250			
		5) Prestations individuelles	490			
		Total	740			
12.010 (12.13)	01.34	Frais de route et de séjour		40.164	39.663	58.600
12.020 (12.14)	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		45.365	45.365	47.000
		Détail:				
		1) Assurances	8.670			
		2) Carburants et lubrifiants	18.000			
		3) Réparations et entretien	20.330			
		Total	47.000			
12.030 (12.16)	01.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection		739	744	2.000
12.040 (12.12)	01.34	Frais de bureau		47.514	43.380	46.700
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	21.000			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	13.500			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	800			
		5) Frais d'impression et de reliure	3.150			
		6) Documentation et bibliothèque	5.200			
		9) Divers	3.050			
		Total	46.700			
12.050 (12.12)	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		63.046	60.734	68.000
		Détail:				
		1) Frais postaux	7.300			
		2) Frais téléphoniques	60.700			
		Total	68.000			
12.070 (12.12)	01.34	Location et entretien des équipements informatiques		8.662	8.676	11.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.080 (12.11)	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	113.066	114.030	114.900
		Détail:			
		1) Nettoyage 33.500			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes 51.000			
		3) Chauffage 24.200			
		4) Réparations et entretien 6.200			
		Total 114.900			
12.170 (12.30)	01.34	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	5.662	3.718	3.700
		Restants d'exercices antérieurs			
11.600 (11.40)	01.34	Indemnités d'habillement	93	-	-
12.510 (12.13)	01.34	Frais de route et de séjour	1.434	-	4.342
12.540 (12.12)	01.34	Matériel de bureau	-	3.520	-
12.550 (12.12)	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	10.724	8.775	8.134
		Détail:			
		2) Frais téléphoniques 8.134			
		Total des dépenses de la section 22.3	7.546.743	7.667.468	8.142.758
		Section 22.4			
		Bâtiments publics.- Compétences propres			
12.080 (12.11)	01.34	Bâtiments affectés à des services publics: entretien et réparation. (Sans distinction d'exercice)	5.329.675	5.329.711	5.330.000
		Détail:			
		4) Réparations et entretien 5.330.000			
12.081 (12.11)	Divers codes	Bâtiments d'enseignement de l'Etat: entretien et réparation. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)	2.845.511	2.974.722	2.975.000
		Détail:			
		4) Réparations et entretien 2.975.000			
12.082 (12.11)	01.25	Bâtiments loués aux institutions internationales: exploitation, entretien et réparation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	4.308.348	4.201.795	4.260.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Nettoyage	247.000			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	607.000			
		3) Chauffage	656.000			
		4) Réparations et entretien	2.602.000			
		5) Assurances	148.000			
		Total	4.260.000			
12.083 (12.11)	01.34	Bâtiments de l'Etat: eau, gaz, électricité; taxes et dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		1.174.865	1.140.310	1.140.000
		Détail:				
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	1.090.700			
		9) Divers	49.300			
		Total	1.140.000			
12.084 (12.11)	01.34	Bâtiments de l'Etat: frais de chauffage. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		830.433	743.681	500.000
		Détail:				
		3) Chauffage	500.000			
12.085 (12.11)	01.34	Installations thermiques: entretien et contrôle. (Sans distinction d'exercice)		1.164.999	1.189.889	1.218.000
		Détail:				
		4) Réparations et entretien	1.218.000			
12.086 (12.11)	01.34	Installations électriques: entretien et contrôle. (Sans distinction d'exercice)		904.779	941.995	1.100.000
		Détail:				
		4) Réparations et entretien	1.100.000			
12.087 (12.11)	01.34	Surfaces vertes autour des bâtiments de l'Etat: plantation et entretien. (Sans distinction d'exercice)		173.487	173.525	180.550
12.088 (12.11)	05.23	Domaine thermal de Mondorf: remboursement des frais d'entretien des installations techniques (convention du 07.03.1990). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		219.713	223.104	223.000
12.089 (12.11)	01.34	Travaux d'adaptation dans des immeubles loués par l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		969.279	867.627	850.000
12.090 (12.21)	01.34	Travaux d'adaptation dans des immeubles faisant l'objet d'un contrat de location-vente. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	24.789	24.700
		Détail:				
		1) Loyers	24.700			
12.091 (12.21)	01.34	Bâtiments de l'Etat : frais d'exploitation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	-	525.000

22.4 - Bâtiments publics.- Compétences propres

Unité: Euro

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.120 (12.30)	01.34	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	78.915	99.157	59.000
12.125 (12.30)	01.34	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	40.000
12.300 (12.30)	01.34	Frais de déménagement des services publics. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	721.176	173.525	200.000
12.301 (12.30)	01.34	Fêtes publiques, religieuses et culturelles; cérémonies et réceptions officielles; conférences; illuminations. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	61.892	61.973	62.000
12.302 (12.30)	01.34	Installations techniques dangereuses et installations techniques de sécurité dans les bâtiments de l'Etat: réception et contrôle par des organismes agréés. (Sans distinction d'exercice)	197.846	148.736	151.000
12.303 (12.30)	01.34	Mobilier et équipement des administrations et services publics et des établissements d'enseignement de l'Etat: entretien et réparation	99.142	99.157	99.200
		Total des dépenses de la section 22.4	19.080.060	18.393.696	18.937.450
		Total des dépenses du département 22	95.605.580	95.236.644	98.396.777

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère des Travaux Publics

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
11	Salaires et charges sociales	54.423.838	55.275.918	57.343.951
12	Achat de biens non durables et de services	25.293.010	24.600.996	25.112.626
14	Subventions d'exploitation	14.528.420	13.957.645	14.556.500
24	Transferts de revenus aux administrations privées	72.958	86.763	86.800
34	Transferts de revenus aux ménages	112.093	111.552	112.500
35	Transferts de revenus à l'étranger	34.962	38.671	41.000
41	Transferts de revenus à l'administration centrale	49.578	49.578	43.400
43	Transferts de revenus aux administrations publiques	1.090.721	1.115.521	1.100.000
Total		95.605.580	95.236.644	98.396.777

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		23 - MINISTERE DES TRANSPORTS				
		Section 23.0				
		Transports. - Dépenses générales				
12.010 (12.13)	12.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		26.261	29.004	29.000
12.012 (12.13)	12.00	Frais de route et de séjour à l'étranger		173.410	161.131	115.270
12.020 (12.14)	12.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		14.424	16.113	17.900
		Détail:				
		1) Assurances	3.470			
		2) Carburants et lubrifiants	7.160			
		3) Réparations et entretien	5.170			
		4) Divers	2.100			
		Total	17.900			
12.040 (12.12)	12.00	Frais de bureau		18.598	15.493	17.000
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	7.500			
		2) Réimpression de tirés-à-part	500			
		3) Documentation et bibliothèque	1.200			
		4) a) Statistiques et abonnements	7.300			
		b) Divers	500			
		Total	17.000			
12.060 (12.12)	12.00	Location et entretien des installations de télécommunications		3.037	3.223	3.790
		Détail:				
		1) Frais de télécommunications	450			
		9) Frais divers	3.340			
		Total	3.790			
12.080 (12.11)	12.00	Bâtiments: exploitation et entretien		31.127	34.705	35.000
		Détail:				
		1) Divers	35.000			
12.120 (12.30)	12.00	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	347.051	325.000
12.121 (12.30)	12.00	Frais de gestion du modèle de tragic géré par la Cellule Modèle de Trafic (CMT) Etat-Ville de Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		125.976	123.947	124.000
12.140 (12.16)	12.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information		99.157	99.157	-
12.190	12.00	Colloques, séminaires, stages et journées d'études,				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(12.30)		frais d'organisation et de participation (réunion du groupe de travail "Transports routiers")	5.590	2.479	2.480
12.200 (12.30)	12.00	Frais de fonctionnement de l'entité d'enquête accidents et incidents dans les transports aériens, ferroviaires et maritimes. (Crédit non limitatif)	-	-	2.000
35.060 (35.00)	12.00	Cotisations à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	5.074	4.958	5.400
41.000 (41.50)	12.00	Cours de formation pour les conseillers de sécurité pour les transports par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses: remboursement des frais d'examen à la Chambre de Commerce	-	7.437	10.700
		Restants d'exercices antérieurs			
12.512 (12.13)	12.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	-	-	904
		Total des dépenses de la section 23.0	502.654	844.698	688.444
		Section 23.1			
		Circulation routière			
11.130 (11.12)	12.10	Indemnités pour services extraordinaires	16.708	15.369	22.497
		Détail:			
		1) Jetons de présence 22.497			
12.000 (12.15)	12.10	Indemnités pour services de tiers	16.145	3.471	8.265
		Détail:			
		1) Jetons de présence 8.265			
12.100 (12.11)	12.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	53.545	53.545	53.545
		Détail:			
		1) Loyers 53.545			
12.120 (12.30)	12.10	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif)	44.627	12.395	-
12.130 (12.16)	12.10	Frais de publication	1.122	10.907	10.000
12.140 (12.16)	12.10	Mesures préventives contre les accidents de la circulation: frais de publicité, de sensibilisation et d'information. (Sans distinction d'exercice)	165.851	167.328	175.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget .
		Détail:				
		2) Campagnes publicitaires	175.000			
12.160 (12.30)	12.10	Acquisition et entretien de matériel médical		121	124	125
12.300 (12.30)	12.10	Confection de plaques d'immatriculation		1.750	1.934	1.930
12.310 (12.30)	12.10	Remboursement à la société nationale de contrôle technique de frais relatifs à la gestion du fichier national des véhicules. (Crédit non limitatif)		1.745.796	1.815.820	2.045.000
33.010 (33.00)	12.10	Subsides à l'association nationale de prévention routière, à l'automobile club du Grand-Duché de Luxembourg, à la Fédération des maîtres-instructeurs et au Centre de Formation pour Conducteurs		61.973	61.973	285.000
		Détail:				
		1) Sécurité routière	57.000			
		2) Automobile club	3.700			
		3) Fédération des maîtres-instructeurs	1.200			
		4) Centre de Formation pour conducteurs	223.100			
		Total	285.000			
41.000 (41.50)	12.10	Cours de formation pour les chauffeurs professionnels effectuant des transports de matières dangereuses: remboursement des frais à la chambre de commerce		54.859	44.621	52.150
41.002 (41.50)	12.10	Cours de formation continue pour les examinateurs en matière des permis de conduire		2.224	2.231	2.230
		Total des dépenses de la section 23.1		2.164.721	2.189.718	2.655.742
		Section 23.2 **Transports publics**				
12.120 (12.30)	12.10	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif)		5.839	-	225.000
		Détail:				
		1) Sondages qualité	50.000			
		2) Amélioration des correspondances rail/route	25.000			
		3) Création de relations transfrontalières rail et route	150.000			
		Total	225.000			
12.140 (12.16)	12.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information		-	-	70.000
		Détail:				
		1) Campagne publicitaire et de sensibilisation	70.000			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.141 (12.16)	12.10	Frais d'impression d'horaires d'autobus et des conditions tarifaires	42.954	61.973	62.000
		Détail:			
		1) Brochures et dépliants 62.000			
12.300 (12.30)	12.13	Remboursement à la S.N. des C.F.L. des frais de gestion du service public d'autobus autorisé par l'Etat. (Crédit non limitatif)	681.385	655.158	696.800
12.301 (12.30)	12.10	Perception tarifaire électronique: frais de location et d'installation	1.140	74.368	-
31.010 (31.21)	12.13	Quasi-gratuité du transport des jeunes: subventions à la S.N. des C.F.L. (Crédit non limitatif)	766.878	-	-
31.020 (31.22)	12.20	Services publics ferroviaires assurés par la S.N. des C.F.L. en exécution de la convention conclue avec l'Etat. (Crédit non limitatif)	57.129.885	50.930.369	59.332.000
		Détail:			
		1) Services publics ferroviaires 59.332.000			
31.021 (31.22)	12.13	Services publics d'autobus assurés par la S.N. des C.F.L. en exécution de la convention conclue avec l'Etat et quasi-gratuité du transport des jeunes. (Crédit non limitatif)	17.064.618	16.354.503	8.974.500
		Détail:			
		1) Services publics d'autobus 8.181.200			
		2) Quasi-gratuité du transport des jeunes 793.300			
		Total 8.974.500			
31.040 (31.31)	12.13	Services publics d'autobus assurés par des entreprises privées en exécution des conventions conclues avec l'Etat. (Crédit non limitatif)	39.679.033	44.248.994	48.900.000
		Détail:			
		1) Services publics d'autobus 48.900.000			
31.050 (31.32)	12.13	Participation à un projet de la technologie de la pile à combustible dans l'intérêt d'un transport public écologique: subventions. (Crédit non limitatif)	-	-	620.000
33.010 (33.00)	12.00	Subsides aux associations promouvant les transports publics	1.735	1.735	1.740
34.090 (34.40)	04.13	Gratuité du transport des élèves de l'enseignement post-primaire. (Crédit non limitatif)	2.446.696	2.503.725	2.865.000
34.091 (34.40)	04.12	Gratuité du transport des élèves de l'éducation différenciée	6.197.257	8.254.854	8.650.000
43.000	12.13	Services publics d'autobus, quasi-gratuité du transport			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(43.22)		des jeunes et gratuité du transport des élèves de l'enseignement postprimaire assurés par la Ville de Luxembourg en exécution de l'accord conclu avec l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		4.847.604	5.555.666	5.512.800
		Détail:				
		1) Services publics d'autobus	2.299.200			
		2) Quasi-gratuité du transport des jeunes	1.160.000			
		3) Déchets de recettes résultant de la tarification uniforme nationale	240.000			
		4) Transports d'élèves vers les établissements scolaires postprimaires	1.813.600			
		Total	5.512.800			
43.001 (43.22)	12.13	Subventions aux communes en vue de compenser les déchets de recettes résultant de l'application sur leurs réseaux de transports publics de la tarification nationale uniforme		-	74.368	74.400
43.020 (43.52)	12.13	Services publics d'autobus et quasi-gratuité du transport des jeunes assurés par le T.I.C.E. en exécution de la convention conclue avec l'Etat. (Crédit non limitatif)		7.234.088	6.817.072	7.610.400
		Détail:				
		1) Services publics d'autobus	7.389.200			
		2) Quasi-gratuité du transport des jeunes	221.200			
		Total	7.610.400			
		Restants d'exercices antérieurs				
12.800 (12.30)	12.13	Remboursement à la S.N. des C.F.L. des frais de gestion du service public d'autobus autorisés par l'Etat		682.330	-	-
34.591 (34.40)	04.50	Gratuité du transport des élèves de l'éducation différenciée: subventions		1.028.758	2.082.306	-
		Total des dépenses de la section 23.2		137.810.200	137.615.091	143.594.640
		Section 23.3				
		Chemins de fer				
11.000 (11.00)	12.20	Traitements des fonctionnaires		117.948	118.022	122.100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	118.005			
		3) Charges sociales patronales	3.203			
		4) Allocations de repas	892			
		Total	122.100			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
31.023 (31.22)	12.20	Contributions à la S.N. des C.F.L. conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 28 mars 1997 sur le statut de la S.N. des C.F.L. (Crédit non limitatif)		13.882.037	13.882.037	21.094.000
32.001 (42.00)	12.20	Compensation des charges de la S.N. des C.F.L. résultant de la normalisation des comptes en ce qui concerne les pensions du personnel. (Crédit non limitatif)		108.699.040	112.704.023	116.465.000
93.000 (93.00)	12.20	Dotation au profit du fonds du rail dans l'intérêt de la prise en charge des frais de réparation et d'entretien de l'infrastructure ferroviaire conformément à la directive 91/440 CEE. (Crédit non limitatif)		66.931.252	72.048.642	70.411.000
		Total des dépenses de la section 23.3		189.630.277	198.752.724	208.092.100
		Section 23.4				
		Navigation et transports fluviaux				
11.000 (11.00)	12.34	Traitements des fonctionnaires		1.046.830	1.046.606	1.083.900
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	935.682			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	87.746			
		3) Charges sociales patronales	40.938			
		4) Allocations de repas	19.534			
		Total	1.083.900			
11.010 (11.00)	12.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent		40.655	40.630	27.896
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	23.826			
		3) Charges sociales patronales	3.178			
		4) Allocations de repas	892			
		Total	27.896			
11.020 (11.00)	12.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		21.864	1.785	1.843
		Détail:				
		Etudiants:				
		1) Rémunérations de base	1.843			
11.030 (11.00)	12.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent		9.544	7.784	10.488
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	8.885			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	376			
		3) Charges sociales patronales	1.227			
		Total	10.488			
11.100 (11.40)	12.34	Indemnités d'habillement		1.100	1.487	1.100
11.130 (11.12)	12.34	Indemnités pour services extraordinaires		3.577	3.743	3.750
		Détail:				
		1) Jetons de présence	850			
		3) Permanence à domicile	2.900			
		Total	3.750			
11.150 (11.12)	12.34	Indemnités pour heures supplémentaires		6.187	6.197	7.500
12.010 (12.13)	12.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		5.410	6.445	8.700
12.020 (12.14)	12.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		4.685	4.958	5.700
		Détail:				
		1) Assurances	900			
		2) Carburants et lubrifiants	3.425			
		3) Réparations et entretien	1.300			
		9) Divers	75			
		Total	5.700			
12.030 (12.16)	12.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection		2.960	3.223	3.000
12.040 (12.12)	12.34	Frais de bureau		9.463	10.907	11.400
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	2.480			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.240			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	245			
		4) Consommables bureautiques	2.240			
		5) Frais d'impression et de reliure	2.050			
		6) Documentation et bibliothèque	2.750			
		9) Divers	395			
		Total	11.400			
12.050 (12.12)	12.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Crédit non limitatif)		12.110	12.643	13.200
		Détail:				
		1) Frais postaux	2.000			
		2) Frais téléphoniques	6.100			
		4) Télex et téléfax	400			
		5) Radiophonie	4.000			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		6) Sémaphone	700			
		Total	13.200			
12.060 (12.12)	12.34	Location et entretien des installations de télécommunications		3.345	3.471	3.600
		Détail:				
		2) Contrats d'entretien	2.250			
		3) Réparations et pièces de rechange	1.350			
		Total	3.600			
12.070 (12.12)	12.34	Location et entretien des équipements informatiques		-	-	3.500
		Détail:				
		2) Contrats d'entretien	3.500			
12.080 (12.11)	12.34	Bâtiments: exploitation et entretien		16.075	19.088	19.800
		Détail:				
		1) Nettoyage	4.000			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	11.150			
		3) Chauffage	3.000			
		4) Réparations et entretien	1.250			
		9) Divers	400			
		Total	19.800			
12.120 (12.30)	12.34	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		18.741	83.044	20.000
12.140 (12.16)	12.34	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information		1.938	2.479	2.980
		Détail:				
		1) Brochures et dépliants	2.980			
12.170 (12.30)	12.34	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur		9.251	13.634	12.000
12.190 (12.30)	12.34	Frais de formation du personnel		1.439	2.479	1.635
12.200 (12.30)	12.34	Primes d'assurance-responsabilité civile. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		4.162	4.214	4.350
12.300 (12.30)	12.34	Frais courants d'exploitation, de surveillance et d'inspection du secteur luxembourgeois de la Moselle canalisée		28.966	41.398	41.400
		Détail:				
		1) Exploitation de la voie d'eau	12.700			
		2) Fonctionnement de l'annonce des crues	28.700			
		Total	41.400			
14.010 (14.10)	12.32	Entretien et renouvellement des installations et équipements des barrages et écluses de la Moselle canalisée - frais se rapportant à l'hydrométrie et à la signalisa-				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		tion nautique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		70.270	131.383	125.000
		Détail:				
		1) Matériel de consommation courante	10.800			
		2) Matériel d'entretien et de réparation, pièces détachées	13.900			
		3) Renouvellement et modernisation des installations	34.500			
		4) Entretien des équipements spéciaux	6.000			
		5) Taxes diverses	6.500			
		6) Hydrométrie	53.300			
		Total	125.000			
35.030 (35.40)	12.34	Parts contributives aux frais de fonctionnement d'organismes internationaux. (Crédit non limitatif)		78.074	78.582	105.800
		Détail:				
		1) Commission de la Moselle	82.800			
		2) Instance internationale de péréquation et de coordination en matière de collecte, de dépôt et de réception des déchets survenant en navigation intérieure, dans le cadre de la Commission Centrale pour la navigation du Rhin	23.000			
		Total	105.800			
		Restants d'exercices antérieurs				
11.630 (11.12)	12.34	Indemnités pour services extraordinaires		10.541	1.289	-
11.650 (11.12)	12.34	Indemnités pour heures supplémentaires		-	-	2.133
12.510 (12.13)	12.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		1.492	620	-
12.550 (12.12)	12.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		291	-	-
12.580 (12.11)	12.34	Bâtiments: exploitation et entretien		1.143	-	-
		Total des dépenses de la section 23.4		1.410.113	1.528.089	1.520.675
		Section 23.5				
		Direction de l'aviation civile				
11.000 (11.00)	12.40	Traitements des fonctionnaires		-	363.511	564.487
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	534.164			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		3) Charges sociales patronales	21.424			
		4) Allocations de repas	8.899			
		Total	564.487			
11.010 (11.00)	12.40	Indemnités des employés occupés à titre permanent		-	371.741	189.609
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	164.607			
		2) Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération	21.849			
		3) Allocations de repas	3.153			
		Total	189.609			
11.020 (11.00)	12.40	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.130 (11.12)	12.40	Indemnités pour services extraordinaires		4.737	9.916	10.000
		Détail:				
		1) Réunions de la Commission des Licences	370			
		2) Réunions de la Commission de l'Aviation Générale	250			
		3) Réunions de la Commission de Sûreté	390			
		4) Examens théoriques des pilotes	6.890			
		5) Examens pratiques des pilotes	2.100			
		Total	10.000			
12.000 (12.15)	12.40	Indemnités pour services de tiers		811	2.479	4.000
		Détail:				
		1) Réunions de la Commission des Licences	220			
		2) Réunions de la Commission de l'Aviation Générale	250			
		3) Réunions de la Commission de Sûreté	250			
		4) Examens théoriques des pilotes	2.200			
		5) Examens pratiques des pilotes	1.080			
		Total	4.000			
12.010 (12.13)	12.40	Frais de route et de séjour		-	1.239	1.690
12.012 (12.13)	12.34	Frais de route et de séjour à l'étranger		-	37.184	55.000
12.020 (12.14)	12.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		-	2.479	2.750
		Détail:				
		1) Assurances	840			
		2) Carburants et lubrifiants	1.100			
		3) Réparation et entretien	810			
		Total	2.750			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		3) Charges sociales patronales	68.451			
		Total	584.595			
11.040 (11.00)	12.40	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.100 (11.40)	12.40	Indemnités d'habillement		9.544	9.916	9.900
11.150 (11.12)	12.40	Indemnités pour heures supplémentaires		28.821	12.395	25.000
12.010 (12.13)	12.40	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		12.312	12.395	16.895
12.011 (12.13)	12.40	Frais de route et de séjour à l'étranger		22.121	18.592	20.000
12.020 (12.14)	12.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		110.732	114.031	117.050
		Détail:				
		1) Assurances	9.050			
		2) Carburants et lubrifiants	45.000			
		3) Réparations et entretien	63.000			
		Total	117.050			
12.030 (12.16)	12.40	Fourniture de vêtements de travail et de protection		1.388	1.388	1.450
12.040 (12.12)	12.40	Frais de bureau		26.403	37.184	37.500
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	23.300			
		2) Location et entretien des machines à photo-copier	3.200			
		3) Location et entretien d'autres machines de bureau	250			
		4) Consommable bureautique	2.500			
		5) Frais d'impression et de reliure	1.900			
		6) Documentation et bibliothèque	5.500			
		9) Divers	850			
		Total	37.500			
12.041 (12.12)	12.40	Frais dans l'intérêt de la perception des taxes aéronautiques. (Crédit non limitatif)		1.712	3.718	3.700
12.050 (12.12)	12.40	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications. (Crédit non limitatif)		189.188	218.146	215.500
		Détail:				
		1) Frais postaux	2.230			
		2) Frais téléphoniques	164.850			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		4) Télex et téléfax	1.490			
		5) Radiophonie	38.300			
		6) Sémaphone	3.570			
		8) Internet	5.060			
		Total	215.500			
12.080 (12.11)	12.40	Bâtiments: exploitation et entretien		121.668	109.073	150.000
		Détail:				
		1) Matériel de nettoyage et d'entretien	44.000			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	37.000			
		3) Chauffage	37.000			
		4) Réparations et entretien	22.000			
		9) Evacuation de déchets spéciaux(Sondermüll) .	10.000			
		Total	150.000			
12.120 (12.30)	12.40	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		35.587	248	100.000
12.150 (12.30)	05.30	Prestations médicales et paramédicales		1.554	1.239	2.100
12.170 (12.30)	12.40	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux		24.685	26.029	26.000
12.190 (12.30)	12.40	Cours de formation et de perfectionnement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		153.731	247.894	200.000
12.200 (12.30)	12.40	Primes à payer pour assurances-responsabilité civile et accidents et franchises à payer suite à des accidents et faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		187.235	218.146	260.000
		Détail:				
		1) Assurance responsabilité civile aéroportuaire	245.600			
		2) Franchises	12.000			
		3) Assurances survol	2.400			
		Total	260.000			
12.300 (12.30)	12.40	Entretien des équipements électriques. (Crédit non limitatif)		157.943	163.610	163.600
12.310 (12.30)	12.40	Entretien des équipements électroniques. (Crédit non limitatif)		547.600	495.787	575.000
		Détail:				
		1) Matériel courant d'entretien	50.000			
		2) Installations de télécommunications	22.000			
		3) Installations de radionavigation	170.000			
		4) Installations météorologiques	30.000			
		5) Equipements de mesure	12.000			
		6) Système de protection	20.000			
		7) Système de gérance et contrôle à distance des installations de radionavigation et de radiocommunication	52.000			
		8) Système de contrôle d'accès	27.000			
		9) Programme de maintenance EUROCONTROL du				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		système RADNET	62.000			
		10) (R.S.F.T.A) Nouveau système du réseau fixe des télécommunications aéronautiques	15.000			
		11) Réseau informatique interne de l'aéroport ..	25.000			
		12) NMS Système de mesure de bruit des avions ..	90.000			
		Total	575.000			
12.320 (12.30)	12.40	Contrôles en vol des installations radio-électriques ...		63.500	69.410	76.000
12.330 (12.30)	12.40	Acquisition de produits antineige et de produits antifeu. (Crédit non limitatif)		391.231	247.894	300.000
12.340 (12.36)	12.40	Remboursement à un organisme étranger des frais encourus au titre des prestations fournies en matière de circulation aérienne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		837.838	839.120	860.000
12.350 (12.36)	12.40	Frais d'électricité: balisages lumineux, installations de radiocommunications et de radionavigation, dépenses d'énergie électrique diverses, consommation de carburant du groupe de secours. (Crédit non limitatif)		180.636	173.525	185.000
12.360 (12.36)	12.40	Frais d'abonnement aux réseaux des données météorologiques		5.722	34.705	34.700
14.030 (14.10)	12.40	Entretien des pistes, des voies de circulation et du domaine de l'aéroport		205.867	231.780	217.000
		Détail:				
		1) Entretien général de l'aéroport	18.500			
		2) Assistance de l'entreprise privée pour garantir le transport des neiges en dehors des zones de dégagement	7.400			
		3) Balisage diurne de l'aire de mouvement	7.400			
		4) Ensemencement et plantations	2.400			
		6) Entretien de la clôture de l'aéroport	19.800			
		7) Réfection du revêtement en béton asphaltique de l'aire de mouvement	70.000			
		8) Décapage des résidus de gomme des pneus d'avion	12.300			
		9) Creusement de tranchées pour raccordements électriques	79.200			
		Total	217.000			
14.050 (14.20)	07.33	Participation de l'Etat aux frais de gestion et d'entretien des stations d'épuration du S.I.A.S. et de la ville de Luxembourg		-	86.763	87.000
35.060 (35.00)	12.40	Achat de services auprès d'administrations et de services étrangers des télécommunications. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		6.541	6.842	7.150
		Détail:				
		2) Frais téléphoniques	7.150			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 23.6		11.322.292	11.575.388	12.432.460
		Section 23.7 **Garage du gouvernement**				
11.100 (11.40)	01.34	Indemnités d'habillement		7.586	9.370	10.260
11.101 (11.40)	01.34	Masse d'habillement		-	-	8.680
12.020 (12.14)	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		88.020	97.918	98.300
		Détail:				
		1) Assurances	9.770			
		2) Carburants et lubrifiants	46.500			
		3) Réparations et entretien	42.030			
		Total	98.300			
12.050 (12.12)	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		17.799	24.219	20.000
12.300 (12.30)	13.90	Achats de biens et services spécifiques		-	24.789	-
41.000 (41.50)	12.10	Cours de formation continue pour les chauffeurs du Garage du Gouvernement		-	2.231	2.230
		Restants d'exercices antérieurs				
12.550 (12.12)	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		2.242	-	-
12.580 (12.11)	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien		1.559	-	-
		Total des dépenses de la section 23.7		117.206	158.527	139.470
		Section 23.8 **Commissariat aux affaires maritimes**				
11.000 (11.00)	12.34	Traitements des fonctionnaires		104.314	104.388	110.363
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	106.268			
		3) Charges sociales patronales	3.203			
		4) Allocations de repas	892			
		Total	110.363			
11.010 (11.00)	12.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent		276.812	223.501	338.752

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	294.775			
		3) Charges sociales patronales	39.093			
		4) Allocations de repas	4.884			
		Total	338.752			
11.020 (11.00)	12.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire		-	248	100
		Détail:				
		1) Rémunérations de base	100			
11.130 (11.12)	12.34	Indemnités pour services extraordinaires		2.326	2.727	4.000
		Détail:				
		1) Jetons de présence	400			
		2) Cours et examens	1.200			
		3) Permanence à domicile	2.400			
		Total	4.000			
12.000 (12.15)	12.34	Indemnités pour services de tiers		-	1.239	2.344
		Détail:				
		1) Jetons de présence	1.239			
		2) Cours et examens	1.105			
		Total	2.344			
12.012 (12.13)	13.90	Frais de route et de séjour à l'étranger		-	-	15.000
12.020 (12.14)	12.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs		879	2.479	2.480
		Détail:				
		1) Assurances	745			
		2) Carburants et lubrifiants	1.485			
		9) Divers	250			
		Total	2.480			
12.040 (12.12)	12.34	Frais de bureau		22.422	22.682	22.680
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	1.735			
		2) Location et entretien des machines à photocopier	1.240			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	990			
		4) Consommables bureautiques	4.340			
		5) Frais d'impression et de reliure	5.700			
		6) Documentation et bibliothèque	8.675			
		Total	22.680			
12.050 (12.12)	12.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		2.862	2.480	3.200

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Frais postaux	1.350			
		2) Frais téléphoniques	990			
		4) Télex et téléfax	860			
		Total	3.200			
12.080 (12.11)	12.34	Bâtiments: exploitation et entretien		22.034	16.981	17.675
		Détail:				
		1) Nettoyage	9.300			
		2) Eau, gaz, électricité, taxes	4.580			
		3) Chauffage	3.185			
		5) Assurances	310			
		9) Divers	300			
		Total	17.675			
12.100 (12.11)	12.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques		105.169	112.891	113.300
		Détail:				
		1) Loyers	94.890			
		2) Charges locatives accessoires	18.410			
		Total	113.300			
12.110 (12.30)	12.34	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif)		-	248	100
12.120 (12.30)	12.34	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)		192.000	396.630	240.000
12.140 (12.16)	12.34	Frais de publication, de sensibilisation et d'information; dépenses diverses		11.846	24.789	24.790
		Détail:				
		1) Brochures et dépliants	6.195			
		2) Campagnes publicitaires	16.115			
		3) Foires	2.480			
		Total	24.790			
		Restants d'exercices antérieurs				
11.630 (11.12)	12.34	Indemnités pour services extraordinaires		2.297	9.544	7.655
		Détail:				
		1) Jetons de présence	5.355			
		3) Permanence à domicile	2.300			
		Total	7.655			
12.500 (12.15)	12.34	Indemnités pour services de tiers		-	2.231	8.031
		Détail:				
		1) Jetons de présence	8.031			

23.8 - Commissariat aux affaires maritimes

Unité: Euro

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.540 (12.12)	12.34	Frais de bureau	-	1.239	-
		Total des dépenses de la section 23.8	742.961	924.297	910.470
		Total des dépenses du département 23	348.102.883	358.451.458	375.720.117

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère des Transports

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
11	Salaires et charges sociales	9.710.124	10.555.975	11.304.028
12	Achat de biens non durables et de services	10.990.688	10.830.195	11.256.409
14	Subventions d'exploitation	276.137	449.926	429.000
31	Subventions d'exploitation	128.522.451	125.415.903	138.920.500
32	Transferts de revenus, autres que des subventions d'exploitation, aux entreprises et institutions financières	108.699.040	112.704.023	116.465.000
33	Transferts de revenus aux administrations privées	64.933	64.947	287.980
34	Transferts de revenus aux ménages	9.672.711	12.840.885	11.515.000
35	Transferts de revenus à l'étranger	1.096.772	1.037.336	1.866.290
41	Transferts de revenus à l'administration centrale	57.083	56.520	67.310
43	Transferts de revenus aux administrations publiques	12.081.692	12.447.106	13.197.600
93	Dotations de fonds de réserve	66.931.252	72.048.642	70.411.000
Total		348.102.883	358.451.458	375.720.117

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		24 - MINISTERE DE LA PROMOTION FEMININE				
		Section 24.0				
		Promotion féminine				
11.130 (11.12)	06.36	Indemnités pour services extraordinaires		2.268	4.586	4.586
		Détail:				
		1) Jetons de présence	4.586			
12.000 (12.15)	06.36	Indemnités pour services de tiers		1.648	3.818	3.818
		Détail:				
		1) Jetons de présence	3.818			
12.010 (12.13)	06.36	Frais de route et de séjour, frais de déménagement		1.266	1.735	2.516
12.012 (12.13)	06.36	Frais de route et de séjour à l'étranger		17.778	42.142	17.352
12.040 (12.12)	06.36	Frais de bureau; dépenses diverses		7.561	10.164	10.164
		Détail:				
		1) Articles et matériel de bureau	5.333			
		3) Location et entretien des autres machines de bureau	1.239			
		6) Documentation et bibliothèque	3.592			
		Total	10.164			
12.080 (12.11)	06.36	Bâtiments: exploitation et entretien		9.197	8.354	8.701
		Détail:				
		1) Nettoyage	8.701			
12.100 (12.11)	06.36	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		49.870	64.056	48.686
		Détail:				
		1) Loyers	43.530			
		2) Charges locatives accessoires	5.156			
		Total	48.686			
12.120 (12.30)	06.36	Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice)		158.854	198.315	181.581
12.130 (12.16)	06.36	Frais de publication		56.060	88.994	88.994
12.190 (12.30)	06.36	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation		-	-	34.706

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
12.300 (12.30)	06.36	Participation à des actions en faveur de l'égalité des chances pour les femmes et les hommes	90.084	142.539	155.076
12.301 (12.30)	06.36	Projets européens dans le cadre du 4e programme d'action communautaire à moyen terme pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. (Sans distinction d'exercice)	131.618	55.776	58.334
12.302 (12.30)	06.36	Campagne médiatique promouvant l'égalité des chances entre les femmes et les hommes	100.765	173.525	173.525
12.303 (12.30)	06.36	Campagne contre la violence à l'égard des femmes	81.929	94.200	94.200
12.304 (12.30)	06.36	Conférence européenne sur le harcèlement sexuel sur les lieux de travail. (Crédit non limitatif)	17.828	-	-
12.305 (12.30)	06.36	Mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre des programmes communautaires ayant trait à l'égalité entre femmes et hommes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	12.395
33.000 (33.00)	06.36	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement des centres d'accueil et des services conventionnés pour femmes	2.716.033	3.058.138	4.320.108
		Détail:			
		1) Centres d'accueil 3.168.578			
		2) Services 1.151.530			
		Total 4.320.108			
33.001 (33.00)	06.36	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement des services conventionnés pour femmes	902.283	1.006.770	-
33.002 (33.00)	06.36	Participation financière de l'Etat aux frais du secrétariat général du Conseil National des femmes luxembourgeoises	-	-	61.400
33.003 (33.00)	06.36	Participation financière de l'Etat à des associations dans l'intérêt de la mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre des programmes communautaires ayant trait à l'égalité entre femmes et hommes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	12.395
33.010 (33.00)	06.36	Subsides à des associations oeuvrant en faveur de la promotion de la condition féminine	4.065	4.214	4.214
33.011 (33.00)	06.36	Participation de l'Etat dans l'intérêt du financement de mesures en faveur de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes "Emploi et valorisation des ressoures humaines"	26.478	198.315	198.315
33.012 (33.00)	06.36	Subsides en faveur d'entreprises ayant pris des mesures novatrices dans l'intérêt de l'emploi des femmes	-	12.395	12.395
43.000 (43.22)	06.36	Prix pour la meilleure pratique d'égalité des femmes et des hommes dans les communes	-	6.197	6.197

24.0 - Promotion féminine

Unité: Euro

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 24.0	4.375.585	5.174.233	5.509.658
		Total des dépenses du département 24	4.375.585	5.174.233	5.509.658

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de la Promotion Féminine

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
11	Salaires et charges sociales	2.268	4.586	4.586
12	Achat de biens non durables et de services	724.458	883.618	890.048
33	Transferts de revenus aux administrations privées	3.648.859	4.279.832	4.608.827
43	Transferts de revenus aux administrations publiques	-	6.197	6.197
Total		4.375.585	5.174.233	5.509.658

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses courantes

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
01	Dépenses ventilées	-	-	4 000 000
10	Dépenses non ventilées	21 824 026	27 137 796	30 857 024
11	Salaires et charges sociales	933 057 453	974 388 350	1 046 388 939
12	Achat de biens non durables et de services	206 795 168	235 923 010	255 079 289
14	Réparation et entretien d'ouvrages de génie civil n'augmentant pas la valeur	15 345 219	14 981 445	15 527 027
21	Intérêts de la dette publique	43 189 755	42 582 406	42 555 519
23	Intérêts imputés en débit	362 211	124 071	275 368
24	Location de terres et paiements courants pour l'utilisation d'actifs incorporels	1 348 504	1 555 532	1 833 415
31	Subventions d'exploitation	163 639 627	163 327 920	177 839 540
32	Transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises	111 667 280	117 011 323	125 306 684
33	Transferts de revenus aux administrations privées	159 791 779	159 154 385	180 142 820
34	Transferts de revenus aux ménages	143 806 257	160 290 336	167 859 539
35	Transferts de revenus à l'étranger	46 209 358	35 827 486	44 746 211
36	Impôts indirects et "prélèvements"	3 708 692	3 222 988	3 700 300
37	Impôts directs non ventilés	268 805	297 472	297 472
41	Transferts de revenus à l'administration centrale	4 509 962	5 775 548	7 418 283
42	Transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale	1 457 832 242	1 564 970 709	1 725 064 090
43	Transfert de revenus aux administrations publiques locales	55 608 783	54 551 154	58 701 107
44	Transferts de revenus à l'enseignement privé	24 107 678	24 912 083	26 687 773
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	3 016	-	-
93	Dotations de fonds de réserve	652 748 213	653 633 300	697 325 839
	Total	4 045 824 028	4 239 667 314	4 611 606 239

Budget des dépenses

CHAPITRE IV

DEPENSES EN CAPITAL

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		30 - MINISTERE D'ETAT			
		Section 30.3			
		Conseil d'Etat			
74.010 (74.22)	01.10	Acquisition de machines de bureau	6.585	-	11.155
		Détail:			
		2) Photocopieurs et duplicateurs 11.155			
74.020 (74.22)	01.10	Acquisition d'installations de télécommunications. (Sans distinction d'exercice)	-	4.958	3.718
		Total des dépenses de la section 30.3	6.585	4.958	14.873
		Section 30.4			
		Gouvernement			
74.020 (74.22)	01.10	Réseau radio intégré et unique pour les besoins de divers services publics: acquisition et installation d'équipements; frais accessoires. (Sans distinction d'exercice)	9.914	12.395	100.000
74.040 (74.22)	08.40	Médias audiovisuels: acquisition d'équipements spéciaux	53.569	7.437	7.500
74.041 (74.22)	01.10	Acquisition d'équipements spéciaux	-	19.831	2.479
93.000 (93.00)	08.10	Dotation du fonds national de soutien à la production audiovisuelle. (Crédit non limitatif)	-	2.231.042	2.500.000
		Total des dépenses de la section 30.4	63.483	2.270.705	2.609.979
		Section 30.5			
		Conseil économique et social			
74.010 (74.22)	11.10	Acquisition de machines de bureau	-	-	9.915
		Détail:			
		1) Machine à photocopier 8.676			
		2) Agrafeuse électrique 1.239			
		Total 9.915			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 30.5	-	-	9.915
		Section 30.6			
		Centre de communications du Gouvernement			
74.000 (74.10)	02.00	Acquisition de véhicules automoteurs	9.887	30.987	23.551
		Détail:			
		1) Voitures 16.114			
		3) Machines, engins de chantier et tracteurs .. 7.437			
		Total 23.551			
74.010 (74.22)	02.00	Acquisition de machines de bureau	14.838	-	17.849
74.020 (74.22)	02.00	Acquisition d'installations de télécommunications	6.718	17.353	12.100
		Détail:			
		1) Installations téléphoniques 4.754			
		9) Divers 7.346			
		Total 12.100			
74.021 (74.22)	02.00	Acquisition d'installations de télécommunications pour les autres administrations	226.383	306.843	350.000
		Détail:			
		1) Installations téléphoniques 327.000			
		2) Télex et téléfax 18.227			
		9) Divers 4.773			
		Total 350.000			
74.050 (74.22)	02.00	Acquisition d'équipements informatiques	46.677	46.604	50.000
74.051 (74.22)	02.00	Acquisition d'équipements informatiques pour les autres administrations	76.507	89.242	175.000
74.060 (74.40)	02.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	12.294	22.310	35.437
74.061 (74.40)	02.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels pour les autres administrations	36.303	74.368	17.500
		Restants d'exercices antérieurs			
74.521 (74.22)	13.90	Acquisition d'installations de télécommunications pour les autres administrations	70.968	-	-

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 30.6	500.575	587.707	681.437
		Section 30.8			
		Communications			
74.000 (74.10)	12.60	Acquisition de véhicules automoteurs	-	-	22.500
		Détail:			
		1) Voitures 22.500			
		Total des dépenses de la section 30.8	-	-	22.500
		Total des dépenses du département 30	570.643	2.863.370	3.338.704

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du Ministère d'Etat

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	570.643	632.328	838.704
93	Dotations de fonds de réserve	-	2.231.042	2.500.000
	Total	570.643	2.863.370	3.338.704

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		31 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR, DE LA COOPERATION ET DE LA DEFENSE			
		Section 31.0			
		Dépenses générales			
74.050 (74.22)	13.90	Acquisition d'équipements informatiques	-	-	22.558
74.060 (74.40)	13.90	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	-	-	9.668
74.250 (74.22)	01.40	Acquisition d'une voiture automobile pour les besoins du Ministère des Affaires Etrangères	-	24.789	-
74.251 (74.22)	01.40	Frais d'équipement d'un système de réception, de circulation et d'archivage de l'information du Ministère des Affaires étrangères et de ses missions à l'étranger	-	-	620.000
74.310 (74.22)	01.43	Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Europe.- Acquisition de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements	-	-	18.345
74.311 (74.22)	01.43	Présidence luxembourgeoise de l'Union de l'Europe Occidentale (U.E.O.).- Acquisition de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements. (Crédit non limitatif)	49.237	-	-
		Total des dépenses de la section 31.0	49.237	24.789	670.571
		Section 31.1			
		Relations internationales.- Missions diplomatiques			
72.010 (72.10)	01.42	Ambassades, représentations permanentes et autres missions: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation des immeubles. (Sans distinction d'exercice)	174.147	155.925	200.000
74.070 (74.22)	01.42	Ambassades, représentations permanentes et consulats: acquisition d'oeuvres d'art	24.778	30.987	30.987
74.250 (74.00)	01.42	Acquisition de voitures automobiles, de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements. (Sans distinction d'exercice)	502.084	437.532	523.303
		Détail:			
		7400 Acquisition de véhicules automoteurs			
		1) Voitures 209.718			
		7401 Acquisition de machines de bureau			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Photocopieurs et duplicateurs	18.568			
		7402 Acquisition d'installations de télécommunications				
		2) Télex et téléfax	1.487			
		7404 Acquisition d'équipements spéciaux	7.288			
		7405 Acquisition d'équipements informatiques	80.317			
		7408 Acquisition de mobilier de bureau et d'autres mobiliers	205.925			
		Total	523.303			
		Total des dépenses de la section 31.1		701.009	624.444	754.290
		Section 31.5				
		Direction de la défense				
35.060 (35.00)	02.00	Participation au financement de travaux internationaux à intérêt commun exécutés par les pays membres de l'O.T.A.N.; contribution au programme N.S.M.A.T.C.C.; contribution au programme A.W.A.C.S. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		1.826.281	1.487.361	1.487.360
54.060 (54.01)	13.90	Travaux internationaux à intérêt commun exécutés pour le compte de l'O.T.A.N.. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		346.798	359.446	359.446
74.000 (74.10)	13.90	Acquisition de véhicules automoteurs		-	-	24.790
		Détail:				
		1) Voitures	24.790			
74.040 (74.22)	02.10	Acquisition d'équipements spéciaux		4.338	-	-
93.000 (93.00)	13.90	Alimentation du fonds d'équipements militaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		2.875.565	2.429.357	2.469.020
		Total des dépenses de la section 31.5		5.052.982	4.276.164	4.340.616
		Section 31.6				
		Défense nationale				
72.014 (72.10)	02.10	Travaux de réaménagement de la piste d'obstacle au camp militaire à Diekirch		-	167.576	-
74.000	02.10	Acquisition de véhicules automoteurs.				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(74.10)		(Sans distinction d'exercice)	124.873	134.234	232.624
74.010 (74.20)	02.10	Acquisition de machines de bureau	17.555	29.747	47.348
74.020 (74.22)	02.10	Acquisition d'installations de télécommunications	1.475	1.487	1.735
		Détail:			
		2) Télex et téléfax 1.735			
74.030 (74.20)	02.10	Acquisition d'appareils médicaux. (Sans distinction d'exercice)	42.168	43.728	84.532
74.040 (13.00)	02.10	Acquisition d'équipements spéciaux	144.092	166.510	167.006
74.080 (74.20)	02.10	Acquisition de mobilier de bureau	2.316	2.479	4.958
74.300 (74.20)	02.10	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données et de matériel audiovisuel. (Sans distinction d'exercice)	90.915	135.846	220.861
74.310 (13.00)	02.10	Acquisition d'armement et d'équipements connexes. (Sans distinction d'exercice)	21.344	55.776	749.680
74.320 (74.20)	02.10	Equipement de casernement et équipement divers	42.302	55.776	100.000
74.330 (13.00)	02.10	Matériel de protection n.b.c	31.730	35.920	96.158
74.340 (74.20)	02.10	Acquisition d'instruments de musique	28.147	24.715	24.715
		Restants d'exercices antérieurs			
74.540 (74.22)	02.10	Acquisition d'équipements spéciaux	3.016	-	-
74.820 (13.00)	02.10	Equipement de casernement et équipement divers	-	64.725	-
74.850 (12.50)	02.10	Taxe sur la valeur ajoutée concernant diverses acquisitions	111.634	-	-
		Total des dépenses de la section 31.6	661.567	918.519	1.729.617
		Total des dépenses du département 31	6.464.795	5.843.916	7.495.094

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur, de la Coopération et de la Défense

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
35	Transferts de revenus à l'étranger	1.826.281	1.487.361	1.487.360
54	Transferts en capital à l'étranger	346.798	359.446	359.446
72	Construction de bâtiments	174.147	323.501	200.000
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	1.242.004	1.244.251	2.979.268
93	Dotations de fonds de réserve	2.875.565	2.429.357	2.469.020
Total		6.464.795	5.843.916	7.495.094

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		32 ET 33 - MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE			
		Section 32.0			
		Affaires culturelles			
63.000 (63.21)	08.20	Participation de l'Etat au financement de la construction et du réaménagement par les communes de centres culturels régionaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	1.649.022	2.578.093	2.479.836
63.040 (63.51)	08.10	Musées régionaux: subsides	10.308	49.579	50.000
63.041 (63.51)	08.10	Participation aux frais d'investissement dans l'intérêt des salles de cinéma de province. (Sans distinction d'exercice)	75.012	74.368	75.000
74.000 (74.10)	08.00	Acquisition de véhicules automoteurs	277.343	-	-
74.040 (74.22)	08.00	Acquisition d'équipements spéciaux	11.296	12.395	12.395
74.050 (74.22)	08.00	Acquisition d'équipements informatiques	33.273	-	14.874
74.060 (74.40)	08.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	18.270	-	3.718
74.070 (74.22)	08.10	Acquisition d'objets historiques et archéologiques. (Crédit non limitatif)	-	24.789	124
74.071 (74.22)	08.10	Acquisition d'oeuvres d'art	25.688	37.184	54.537
74.300 (74.22)	08.20	Centre de rencontre et d'animation culturelle: acquisition de matériel didactique et d'équipement pour les ateliers d'enfants	6.495	9.916	9.916
93.000 (93.00)	08.10	Alimentation du fonds pour les monuments historiques. (Crédit non limitatif)	4.957.870	8.676.273	10.000.000
93.001 (93.00)	08.10	Dotation du fonds national de soutien à la production audiovisuelle. (Crédit non limitatif)	2.362.425	-	-
		Restants d'exercices antérieurs			
74.500 (74.10)	08.00	Acquisition de véhicules automoteurs	-	-	285.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
74.550 (74.22)	13.90	Acquisition d'équipements informatiques	-	-	12.500
		Total des dépenses de la section 32.0	9.427.002	11.462.597	12.997.900
		Section 32.1			
		Service des sites et monuments nationaux			
52.000 (52.10)	08.10	Subsides dans l'intérêt de l'aménagement artistique des églises	359.446	334.656	334.656
74.040 (74.22)	08.10	Acquisition d'équipements spéciaux	-	3.966	3.430
74.050 (74.22)	08.10	Acquisition d'équipements informatiques	23.627	10.907	7.500
74.300 (74.22)	08.10	Acquisition de mobilier et de documents historiques	11.728	13.634	13.634
		Total des dépenses de la section 32.1	394.801	363.163	359.220
		Section 32.3			
		Bibliothèque nationale			
74.010 (74.22)	08.20	Acquisition de machines de bureau	2.189	19.831	8.677
		Détail:			
		2) Photocopieurs et duplicateurs 8.677			
74.020 (74.22)	08.20	Acquisition d'installations de télécommunications	-	992	992
		Détail:			
		2) Télex et téléfax 992			
74.040 (74.22)	08.20	Acquisition d'équipements spéciaux	9.492	16.113	12.395
74.070 (74.22)	08.20	Alimentation de la réserve précieuse. (Sans distinction d'exercice)	74.000	74.368	81.805
		Total des dépenses de la section 32.3	85.681	111.304	103.869

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 32.4			
		Archives nationales			
74.040 (74.22)	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux	10.886	12.395	19.840
74.070 (74.22)	08.10	Acquisition d'oeuvres d'art, d'objets et de documents littéraires, scientifiques et historiques	8.595	8.676	11.156
		Total des dépenses de la section 32.4	19.481	21.071	30.996
		Section 32.5			
		Centre national de l'audiovisuel			
74.000 (74.10)	08.20	Acquisition de véhicules automoteurs	-	-	16.114
		Détail:			
		2) Camionnettes, camions et autobus 16.114			
74.010 (74.22)	08.20	Acquisition de machines de bureau	9.016	-	-
74.040 (74.22)	08.20	Acquisition d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice)	743.208	-	-
74.041 (74.22)	08.20	Acquisition d'équipements spéciaux	-	69.286	104.000
74.060 (74.40)	08.20	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	-	44.621	44.621
74.070 74.22)	08.20	Acquisition de collections et de documents photographiques; acquisition de documents cinématographiques. (Sans distinction d'exercice)	23.599	19.831	69.411
		Détail:			
		1) Documents photographiques 69.411			
		Total des dépenses de la section 32.5	775.823	133.738	234.146
		Section 32.6			
		Musée national d'histoire naturelle			
300 .22)	08.10	Projet de recherche GRAVILUX: Convention avec l'ECGS, l'Administration du Cadastre et l'IST. Acquisition d'un			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		gravimètre supraconducteur	-	138.820	490.830
74.301 (74.22)	07.30	Acquisition d'un muséebus dans l'intérêt de la promotion de la culture scientifique	-	-	592.466
		Total des dépenses de la section 32.6	-	138.820	1.083.296
		Section 32.7			
		Centre national de littérature			
74.040 (74.22)	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux	7.362	4.958	-
74.070 (74.22)	08.10	Acquisition d'oeuvres d'art, d'objets et de documents littéraires, scientifiques et historiques	4.880	4.958	4.950
		Total des dépenses de la section 32.7	12.242	9.916	4.950
		Section 33.0			
		Enseignement supérieur.- Dépenses générales			
53.010 (53.20)	04.42	Aide financière de l'Etat pour études supérieures: garantie de l'Etat (loi du 8.12.1977).. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	124	124
54.010 (54.21)	04.10	Participation extraordinaire à des travaux de remise en état à réaliser aux bâtiments de la fondation Biermans-Lapôtre à Paris. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	1.735.255	867.628
54.011 (54.21)	04.10	Participation à la construction de pavillons et de chambres d'étudiants; acquisition de concessions et de droits de réservation de chambres pour étudiants luxembourgeois. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	124	124
74.040 (74.22)	04.10	Acquisition d'équipements spéciaux	-	19.385	41.188
		Restants d'exercices antérieurs			
54.510 (54.21)	04.10	Participation extraordinaire dans l'intérêt de la fondation Biermans-Lapôtre à Paris	-	123.947	-
		Total des dépenses de la section 33.0	-	1.878.835	909.064

33.2 - Inst. sup. d'études et de recherches pédagogiques

Unité: Euro

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 33.2			
		Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques			
74.010 (74.22)	04.44	Acquisition de machines de bureau	10.873	6.197	6.200
74.040 (74.22)	04.44	Acquisition d'équipements spéciaux	25.737	25.037	30.000
74.050 (74.22)	04.44	Acquisition d'équipements informatiques	26.020	19.584	74.600
74.060 (74.40)	04.44	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	11.150	9.916	33.558
74.300 (74.22)	04.44	Acquisition de matériel didactique dans l'intérêt du service de prêt pour la formation "éveil aux sciences" .	14.871	12.395	12.395
		Total des dépenses de la section 33.2	88.651	73.129	156.753
		Section 33.4			
		Institut d'études éducatives et sociales			
74.040 (74.22)	04.44	Acquisition d'équipements spéciaux	5.522	16.485	19.094
74.050 (74.22)	04.44	Acquisition d'équipements informatiques	27.144	21.939	18.235
74.060 (74.40)	04.44	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	-	-	2.600
		Total des dépenses de la section 33.4	32.666	38.424	39.929
		Section 33.5			
		Recherche scientifique et recherche appliquée			
74.300 (74.22)	04.60	Acquisition d'équipements et de logiciels informatiques dans l'intérêt de projets de recherche	7.297	6.197	6.197
74.301 (74.22)	12.60	Projet ENA (European navigator): frais d'acquisition d'équipements spéciaux, dépenses diverses	69.232	4.958	25.000
		Total des dépenses de la section 33.5	76.529	11.155	31.197
		Total des dépenses du département 32	10.912.876	14.242.152	15.951.320

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
52	Transferts de capitaux aux administrations privées	359.446	334.656	334.656
53	Transferts de capitaux aux ménages	-	124	124
54	Transferts de capitaux à l'étranger	-	1.859.326	867.752
63	Transferts de capital aux administrations publiques et locales	1.734.342	2.702.040	2.604.836
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	1.498.793	669.733	2.143.952
93	Dotations de fonds de réserve	7.320.295	8.676.273	10.000.000
Total		10.912.876	14.242.152	15.951.320

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		34 - MINISTERE DES FINANCES			
		Section 34.0			
		Dépenses générales			
54.100 (54.42)	01.53	Interventions financières en faveur de pays en voie de développement: participation à des organismes de développement économique et technique sous forme de participations, de prêts et de subventions sur le plan bilatéral et multilatéral.			
		(Crédit non limitatif)	800.175	867.627	1.000.000
54.110 (54.52)	01.52 01.53	Interventions financières en faveur des pays de l'Europe de l'Est: participation à des actions de développement économique et technique; concours économique et technique sous forme de participations, de prêts, de subventions ou de cautionnements sur le plan bilatéral et multilatéral.			
		(Crédit non limitatif)	1.232.412	743.681	600.000
54.111 (54.52)	01.53	Banque européenne pour la reconstruction et le développement: contribution du Grand-Duché au Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl moyennant versement en euros.			
		(Crédit non limitatif)	250.146	250.249	250.000
54.112 (54.52)	13.90	Agence de transfert de technologie financière - ATTF: actions de formation bancaire en faveur des pays en transition.			
		(Crédit non limitatif)	-	-	600.000
81.030 (81.50)	07.10	Société nationale des habitations à bon marché: augmentation de capital social.			
		(Crédit non limitatif)	-	124	100
81.040 (81.50)	01.52	Société nationale de crédits et d'investissements: dotation spéciale pour l'octroi de prêts d'Etat à Etat.			
		(Crédit non limitatif)	-	124	100
81.041 (81.50)	11.70	Société nationale de crédit et d'investissements: majoration de la dotation.			
		(Crédit non limitatif)	-	124	100
81.050 (81.60)	11.70	Office du ducroire: majoration de la dotation.			
		(Crédit non limitatif)	-	124	100
81.051 (81.60)	11.70	Office du ducroire: alimentation du fonds spécial d'assurance ducroire pour le compte de l'Etat.			
		(Crédit non limitatif)	-	124	100
81.052 (81.60)	11.70	Office du ducroire: rachat de créances au titre de la réduction de la dette des pays pauvres hautement endettés.			
		(Crédit non limitatif)	247.894	247.894	100
84.070 (84.21)	01.43	Banque européenne d'investissement: augmentation de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en euros.			
		(Crédit non limitatif)	-	124	100

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
84.071 (84.21)	01.43	Banque européenne d'investissement: versements en application du cautionnement des ressources propres engagées par la banque dans le cadre des conventions financières avec des pays non communautaires. (Crédit non limitatif)	-	124	100
84.091 (84.23)	01.53	Banque internationale pour la reconstruction et le développement: augmentation de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en dollars. (Crédit non limitatif)	-	124	100
84.092 (84.23)	01.53	Banque internationale pour la reconstruction et le développement: augmentation de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en monnaie nationale. (Crédit non limitatif)	-	124	100
84.093 (84.23)	01.53	Banque internationale pour la reconstruction et le développement: versements en rapport avec l'ajustement de la souscription du Grand-Duché versée en monnaie nationale à l'évolution de la valeur du dollar. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	124	100
84.094 (84.23)	01.33	Fonds de l'environnement mondial: souscription du Grand-Duché. (Crédit non limitatif)	-	124	100
84.095 (84.23)	01.53	Société financière internationale: augmentation de la souscription du Grand-Duché. (Crédit non limitatif)	-	124	100
84.096 (84.23)	01.43	Fonds monétaire international: Participation du Grand-Duché à la facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (PRGF) (ex-ESAF). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	973.598	966.785	1.041.153
84.098 (84.23)	01.53	Banque européenne pour la reconstruction et le développement: souscription du Grand-Duché moyennant versement en euros. (Crédit non limitatif)	225.134	225.261	225.000
84.105 (84.24)	01.53	Banque asiatique de développement: souscription du Grand-Duché au capital social moyennant versement en dollars. (Crédit non limitatif)	-	-	375.000
84.106 (84.24)	01.53	Banque asiatique de développement: souscription du Grand-Duché au capital social moyennant versement en monnaie nationale. (Crédit non limitatif)	-	-	375.000
84.107 (84.24)	01.53	Banque asiatique de développement: versements en rapport avec l'ajustement de la souscription du Grand-Duché au capital social versée en monnaie nationale à l'évolution de la valeur du dollar. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	100
84.121 (84.23)	01.53	Agence multilatérale de garantie des investissements: souscription du Grand-Duché moyennant versement en dollars. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	81.259	87.486

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
84.123 (84.23)	01.53	Fonds de développement social: augmentation de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en euros. (Crédit non limitatif)	250.500	124	100
84.230 (84.23)	01.53	Association internationale de développement: amortissement de bons du trésor en rapport avec la participation du Grand-Duché dans les reconstitutions des ressources. (Crédit non limitatif)	3.659.615	4.568.777	4.534.220
84.231 (84.23)	01.53	Fonds international de développement agricole: amortissement de bons du trésor en rapport avec la participation du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources. (Crédit non limitatif)	49.666	52.058	70.154
84.232 (84.23)	01.53	Fonds commun pour les produits de base (C.N.U.C.E.D.): amortissement de bons du trésor en rapport avec la participation du Grand-Duché dans les reconstitutions des ressources. (Crédit non limitatif)	-	124	100
84.233 (84.23)	01.53	Banque européenne pour la reconstruction et de développement: amortissement de bons du Trésor en rapport avec la participation du Grand-Duché dans les reconstitutions des ressources. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	135.089	202.752	270.250
84.234 (84.23)	01.53	Agence multilatérale de garantie des investissements: amortissement de bons du Trésor en rapport avec la participation du Grand-Duché dans les reconstitutions des ressources. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	124	100
84.235 (84.23)	01.53	Fonds de l'environnement mondial: amortissement de bons du Trésor en rapport avec la participation du Grand-Duché dans les reconstitutions des ressources. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	626.576	743.681	666.338
84.236 (00.00)	13.90	Fonds asiatique de développement: amortissement de bons du trésor en rapport avec la participation du Grand-Duché dans les reconstitutions des ressources. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	1.000.000
		Total des dépenses de la section 34.0	8.450.805	8.951.884	11.096.301
		Section 34.1 **Contributions directes et métrologie**			
74.000 (74.10)	01.22	Acquisition de véhicules automoteurs	82.745	19.831	24.790
		Détail:			
		1) Voitures 24.790			
74.010 (74.22)	01.22	Acquisition de machines de bureau	10.539	34.705	26.720

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		2) Photocopieurs et duplicateurs 26.720			
74.020 (74.22)	01.22	Acquisition d'installations de télécommunications	20.887	21.071	35.650
		Détail:			
		1) Installations téléphoniques 35.650			
74.040 (74.22)	01.22	Acquisition d'équipements spéciaux	1.223	19.831	24.790
74.050 (74.22)	01.22	Acquisition d'équipements informatiques	-	-	28.643
74.060 (74.40)	01.22	Acquisition de logiciels	-	-	4.220
74.080 (74.22)	01.22	Acquisition de mobilier de bureau	19.778	17.353	14.900
		Total des dépenses de la section 34.1	135.172	112.791	159.713
		Section 34.2			
		Enregistrement et domaines			
51.050 (51.20)	01.22	Dépenses en rapport avec la liquidation de l'office des séquestres. (Crédit non limitatif)	1	124	100
74.000 (74.10)	01.22 01.25	Acquisition de véhicules automoteurs	24.666	-	-
74.010 (74.22)	01.22 01.25	Acquisition de machines de bureau	14.838	12.395	12.395
		Détail:			
		2) Photocopieurs et duplicateurs 12.395			
74.020 (74.22)	01.22 01.25	Acquisition d'équipements de télécommunications	745	1.487	5.952
		Détail:			
		2) Téléfax 5.952			
74.040 (74.22)	01.22 01.25	Acquisition d'équipements spéciaux	44.621	-	11.599
74.080 (74.22)	01.22 01.25	Acquisition de mobilier de bureau	11.150	11.155	11.155
		Restants d'exercices antérieurs			
74.540 (74.22)	01.22 01.25	Acquisition d'équipements spéciaux	-	16.510	-

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 34.2		96.021	41.671	41.201
		Section 34.3				
		Douanes et accises				
72.010 (72.10)	01.22	Constructions; frais de transformation et d'aménagement d'immeubles et parties d'immeubles affectés au service de l'administration. (Sans distinction d'exercice)		49.340	49.579	50.000
		Détail:				
		1) Frais de transformation et d'aménagement ...	50.000			
74.000 (74.10)	01.22	Acquisition de véhicules automoteurs		123.795	123.947	152.627
		Détail:				
		1) Voitures	125.000			
		9) Divers	27.627			
		Total	152.627			
74.010 (74.22)	01.22	Acquisition de machines de bureau		12.205	17.353	8.500
		Détail:				
		1) Machine à écrire	1.000			
		2) Photocopieurs	6.500			
		9) Divers	1.000			
		Total	8.500			
74.020 (74.22)	01.22	Acquisition d'installations de télécommunications		41.627	38.052	20.000
		Détail:				
		1) Installations téléphoniques	16.000			
		2) Télex et Téléfax	4.000			
		Total	20.000			
74.040 (74.22)	01.22	Acquisition d'équipements spéciaux		35.190	19.831	9.920
74.050 (74.22)	01.22	Acquisition d'équipements informatiques		208.153	-	37.100
74.060 (74.40)	01.22	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Sans distinction d'exercice)		78.746	12.395	132.000
74.080 (74.22)	01.22	Acquisition de mobilier de bureau		61.971	61.973	75.000
		Restants d'exercices antérieurs				
74.520 (74.22)	01.22	Acquisition d'installations de télécommunications		-	12.395	-

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
74.540 (74.22)	01.22	Acquisition d'équipements spéciaux	-	7.486	-
		Total des dépenses de la section 34.3	611.027	343.011	485.147
		Total des dépenses du département 34	9.293.025	9.449.357	11.782.362

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du Ministère des Finances

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
51	Transferts de capitaux aux entreprises	1	124	100
54	Transferts en capital à l'étranger	2.282.733	1.861.557	2.450.000
72	Construction de bâtiments	49.340	49.579	50.000
74	Acquisitions de biens meubles durables et de biens incorporels	792.879	447.770	635.961
81	Octrois de crédits aux et participations dans les entreprises et institutions financières	247.894	248.514	600
84	Octrois de crédits aux et participations à l'étranger	5.920.178	6.841.813	8.645.701
Total		9.293.025	9.449.357	11.782.362

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		35 - MINISTERE DES FINANCES: TRESOR ET BUDGET			
		Section 35.0			
		Dépenses générales			
53.010 (53.20)	06.35	Indemnisation des dommages de guerre mobiliers et immobiliers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	124	100
71.040 (71.31)	01.25	Acquisition auprès du secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	7.556.935	495.787	500.000
71.050 (71.32)	01.25	Acquisition auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	9.394.385	3.718.403	4.000.000
73.060 (73.43)	01.25	Travaux d'aménagement dans l'intérêt de la valorisation de terrains faisant partie du domaine de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	908.673	124	100
74.000 (74.10)	01.23	Acquisition de véhicules automoteurs	-	-	24.789
		Détail:			
		1) Voitures 24.789			
81.030 (81.40)	01.20	Participations dans le capital social d'une société ayant pour objet le développement des friches industrielles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	123.947	7.511.174
		Total des dépenses de la section 35.0	17.859.993	4.338.385	12.036.163
		Section 35.1			
		Inspection générale des finances			
74.000 (74.10)	01.23	Acquisition de véhicules automoteurs	-	-	21.000
		Détail:			
		1) Voitures 21.000			
74.010 (74.22)	01.23	Acquisition de machines de bureau	627	-	-
74.050 (74.22)	01.23	Acquisition d'équipements informatiques	5.925	6.197	6.200

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
74.060 (74.40)	01.23	Acquisition de logiciels informatiques		3.555	2.479	4.000
		Total des dépenses de la section 35.1		10.107	8.676	31.200
		Section 35.2				
		Trésorerie de l'Etat				
74.020 (74.22)	01.23	Acquisition d'installations de télécommunications		-	1.983	1.240
		Détail:				
		2) Telex et téléfax	1.240			
74.040 (74.22)	01.23	Acquisition d'équipements spéciaux		6.424	-	4.000
		Total des dépenses de la section 35.2		6.424	1.983	5.240
		Section 35.3				
		Direction du contrôle financier				
74.000 (74.10)	01.30	Acquisition de véhicules automoteurs		-	-	19.500
		Détail:				
		1) Voiture	19.500			
74.010 (74.22)	01.30	Acquisition de machines de bureau		-	9.916	10.000
		Détail:				
		2) Photocopieuses et duplicateurs	9.000			
		9) Divers	1.000			
		Total	10.000			
74.020 (74.22)	01.30	Acquisition d'installations de télécommunications		-	40.902	1.000
		Détail:				
		2) Télex et téléfax	1.000			
74.040 (74.22)	01.30	Acquisition d'équipements spéciaux		-	1.239	15.000
74.050 (74.22)	01.30	Acquisition d'équipements informatiques		-	102.876	15.000
74.060 (74.40)	01.30	Acquisition de logiciels		-	24.789	15.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 35.3		-	179.722	75.500
		Section 35.4				
		Cadastre et topographie				
74.000 (74.10)	01.22	Acquisition de véhicules automoteurs		33.909	34.953	67.360
		Détail:				
		1) Voitures	54.540			
		9) Divers	12.820			
		Total	67.360			
74.010 (74.22)	01.22	Acquisition de machines de bureau		6.600	6.197	8.500
74.040 (74.22)	01.22	Acquisition d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice)		36.398	106.594	124.500
74.050 (74.22)	01.22	Acquisition d'équipements informatiques. (Sans distinction d'exercice)		295.506	267.725	141.054
74.060 (74.40)	01.22	Acquisition de logiciels. (Sans distinction d'exercice)		122.446	94.200	84.906
		Total des dépenses de la section 35.4		494.859	509.669	426.320
		Section 35.5				
		Chambre des comptes				
74.010 (74.22)	01.10	Acquisition de machines de bureau		6.321	-	-
		Total des dépenses de la section 35.5		6.321	-	-
		Section 35.6				
		Caisse générale de l'Etat				
74.010 (74.22)	01.23	Acquisition de machines de bureau		6.186	-	-

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 35.6	6.186	-	-
		Section 35.9			
		Provision globale pour amendements			
01.000 (01.00)	13.90	Provision globale pour amendements / Dépenses imprévues	-	-	8.000.000
		Total des dépenses de la section 35.9	-	-	8.000.000
		Total des dépenses du département 35	18.383.890	5.038.435	20.574.423

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère des finances: Trésor et Budget

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
01	Dépenses à ventiler	-	-	8.000.000
53	Transferts en capital aux ménages	-	124	100
71	Achat de terrains et bâtiments dans le pays	16.951.320	4.214.190	4.500.000
73	Réalisation d'ouvrages de génie civil	908.673	124	100
74	Acquistion de biens meubles durables et de biens incorporels	523.897	700.050	563.049
81	Octrois de crédtis aux et participations dans les entreprises et institutions financières	-	123.947	7.511.174
Total		18.383.890	5.038.435	20.574.423

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		36 - MINISTERE DES FINANCES:			
		DETTE PUBLIQUE			
		Section 36.0			
		Dette publique			
91.005 (91.10)	14.10	Alimentation du fonds de la dette publique: amortissements. (Crédit non limitatif)	50.621.990	8.263.134	14.000.000
		Total des dépenses de la section 36.0	50.621.990	8.263.134	14.000.000
		Total des dépenses du département 36	50.621.990	8.263.134	14.000.000

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère des finances: Dette publique

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
91	Remboursement de la dette publique	50.621.990	8.263.134	14.000.000
Total		50.621.990	8.263.134	14.000.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		37 - MINISTERE DE LA JUSTICE				
		Section 37.0				
		Dépenses générales				
74.040 (74.22)	03.10	Acquisition d'équipements spéciaux		-	71.889	73.687
		Total des dépenses de la section 37.0		-	71.889	73.687
		Section 37.1				
		Services judiciaires				
74.010 (74.22)	03.10	Acquisition de machines de bureau		8.453	23.054	23.054
		Détail:				
		1) Machines à écrire	2.975			
		2) Photocopieurs et duplicateurs	16.113			
		3) divers	3.966			
		Total	23.054			
74.020 (74.22)	03.10	Acquisition d'installations de télécommunications		1.896	6.941	7.933
74.040 (74.22)	03.10	Acquisition d'équipements spéciaux		-	12.395	10.000
		Total des dépenses de la section 37.1		10.349	42.390	40.987
		Section 37.2				
		Etablissements pénitentiaires				
74.000 (74.10)	03.30	Acquisition de véhicules automoteurs		21.319	60.734	55.778
		Détail:				
		1) Centre pénitentiaire de Luxembourg	18.593			
		2) Centre pénitentiaire de Givenich	37.185			
		Total	55.778			
74.010 (74.22)	03.30	Acquisition de machines de bureau		8.489	4.958	1.983
74.040	03.30	Acquisition d'équipements spéciaux		68.446	173.525	283.344

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(74.22)		*Détail:*			
		1) Centre pénitentiaire de Luxembourg 255.331			
		2) Centre pénitentiaire de Givenich 28.013			
		Total 283.344			
74.050 (74.22)	03.30	Acquisition d'équipements informatiques	-	-	38.423
74.060 (74.40)	03.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	-	-	32.103
		Total des dépenses de la section 37.2	98.254	239.217	411.631
		Section 37.3			
		Juridictions administratives			
74.010 (74.22)	03.10	Acquisition de machines de bureau	-	-	5.200
		Total des dépenses de la section 37.3.....	-	-	5.200
		Total des dépenses du département 37	108.603	353.496	531.505

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de la justice

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	108.603	353.496	531.505
Total		108.603	353.496	531.505

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		38 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE			
		Section 38.0			
		Fonction publique et réforme administrative.- Dépenses diverses			
62.010 (62.20)	01.33	Transfert de cotisations à la caisse de pension des employés privés en exécution du chapitre II de la législation ayant pour objet la coordination des régimes de pension: assurance rétroactive et transfert de cotisations aux institutions internationales. Rachat, conformément au chapitre VII de la loi précitée, des pensions échues au 31.12.1987 en application de l'ancien article 16 de la loi du 16.12.1963 par le versement d'une valeur en capital. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	909.071	1.115.521	1.115.521
		Total des dépenses de la section 38.0	909.071	1.115.521	1.115.521
		Section 38.2			
		Administration du personnel de l'Etat			
74.010 (74.22)	01.33	Acquisition de machines de bureau	6.172	-	4.958
		Détail:			
		2) Photocopieurs et duplicateurs 4.958			
		Total des dépenses de la section 38.2	6.172	-	4.958
		Section 38.3			
		Institut National de l'Administration Publique			
74.010 (74.22)	01.33	Acquisition de machines de bureau	-	9.916	-
74.040 (74.22)	01.33	Acquisition d'équipements spéciaux	-	-	3.050
		Total des dépenses de la section 38.3	-	9.916	3.050

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 38.5			
		Centre informatique de l'Etat			
74.000 (74.10)	01.34	Acquisition de véhicules automoteurs	-	16.113	19.830
		Détail:			
		1) Voitures 19.830			
74.010 (74.22)	01.34	Acquisition de machines de bureau	-	6.197	-
74.050 (74.22)	13.90	Acquisition d'équipements informatiques (centre informatique et autres administrations). (Sans distinction d'exercice)	1.827.938	1.544.377	1.574.123
		Détail:			
		1) Equipements pour les besoins du traitement de l'information:			
		a) Site central 272.683			
		b) Centres départementaux 941.995			
		2) Equipements de télétraitement 334.656			
		3) Equipements pour les besoins de projets de recherche 24.789			
		Total 1.574.123			
74.051 (74.22)	Divers codes	Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: acquisition d'équipements. (Sans distinction d'exercice)	1.555.672	1.561.729	2.107.095
74.053 (74.22)	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux pour la création d'un centre de secours informatique. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles)	111.180	210.709	210.709
74.060 (74.40)	13.90	Acquisition de logiciels (centre informatique et autres administrations). (Sans distinction d'exercice)	661.084	764.801	1.277.533
74.061 (74.40)	Divers codes	Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: acquisition de logiciels	493.820	570.155	758.000
		Restants d'exercices antérieurs			
74.551 (74.22)	13.90	Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: acquisition d'équipements	31.150	57.883	-
		Total des dépenses de la section 38.5	4.680.844	4.731.964	5.947.290

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 38.6			
		Service central des imprimés			
74.000 (74.10)	01.34	Acquisition de véhicules automoteurs	37.379	-	-
74.011 (74.22)	Divers codes	Crédit commun: acquisition de machines de bureau	81.448	69.906	107.401
		Détail:			
		2) Photocopieurs et duplicateurs 99.901			
		9) Divers 7.500			
		Total 107.401			
74.020 (74.22)	13.90	Acquisition d'installations de télécommunications	-	-	8.809
		Détail:			
		1) Installations téléphoniques 8.809			
74.021 (74.22)	13.90	Crédit commun: acquisition d'installations de télécommunications	-	8.676	10.000
		Détail:			
		2) Télex et Téléfax 10.000			
74.040 (74.22)	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux	-	54.289	25.000
74.041 (74.22)	Divers codes	Crédit commun: acquisition d'équipements spéciaux	17.353	12.023	16.631
74.060 (74.40)	01.34	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	5.754	12.395	13.000
		Restants d'exercices antérieurs			
		Total des dépenses de la section 38.6	141.934	157.289	180.841
		Total des dépenses du département 38	5.738.021	6.014.690	7.251.660

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de la fonction publique et de la réforme administrative

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
62	Transferts de capitaux aux administrations de sécurité sociale	909.071	1.115.521	1.115.521
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	4.828.950	4.899.169	6.136.139
Total		5.738.021	6.014.690	7.251.660

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		39 - MINISTERE DE L'INTERIEUR			
		Section 39.0			
		Dépenses générales			
74.060 (74.40)	08.20	Adaptation du logiciel de gestion de l'horaire mobile ..	17.252	-	9.000
		Total des dépenses de la section 39.0	17.252	-	9.000
		Section 39.1			
		Finances communales			
63.000 (63.21)	04.20	Participation de l'Etat aux frais de construction d'écoles régionales groupant les classes primaires de plusieurs communes ou sections de communes ou de toutes les sections d'une commune	8.676.273	5.453.658	5.453.658
63.001 (63.21)	13.20	Participation de l'Etat, sous forme de subsides en capital ou en annuités, aux dépenses relatives aux travaux d'urbanisation et d'équipement de la ville de Luxembourg et de la ville d'Esch-sur-Alzette	892.417	892.417	892.500
		Détail:			
		1) Ville de Luxembourg 396.700			
		2) Ville d'Esch-sur-Alzette 495.800			
		Total 892.500			
63.003 (63.21)	04.12	Participation de l'Etat aux frais de la construction des infrastructures nécessaires pour l'éducation précoce ...	-	3.718.403	3.718.403
63.004 (63.21)	13.20	Aides en capital de l'Etat au budget des communes pour la réalisation d'équipements collectifs de base	3.718.403	3.842.350	3.842.350
63.020 (63.51)	07.40	Participation extraordinaire de l'Etat au financement de dépenses d'investissement du syndicat de communes pour l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau des Ardennes (D.E.A.)	371.840	371.840	371.840
63.021 (63.51)	07.32	Participation de l'Etat aux frais de construction d'un crématoire	247.894	-	-
63.022 (63.51)	07.40	Subside extraordinaire au syndicat intercommunal pour la distribution d'eau dans la région de l'Est (SIDERE)	371.840	-	371.840
63.023 (63.51)	07.40	Participation de l'Etat au financement par le Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) de la conduite d'eau potable de Grousbous à Junglinster via Mersch	49.579	495.787	1.437.782
63.024 (63.51)	07.40	Participation extraordinaire de l'Etat au financement de dépenses d'investissement du syndicat de communes pour la construction, l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau du sud-est (S.E.S.E.)	371.840	371.840	1.115.521

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
63.025 (63.51)	13.20	Participation de l'Etat au financement de projets d'investissements à intérêt national réalisés par des syndicats intercommunaux	86.763	86.763	86.763
93.000 (93.00)	13.20	Alimentation du fonds pour la réforme communale. (Crédit non limitatif)	-	124	124
		Total des dépenses de la section 39.1	14.786.849	15.233.182	17.290.781
		Section 39.2 **Commissariats de district**			
74.250 (74.22)	01.10	Commissariat de district de Luxembourg: acquisition de machines de bureau, d'installations de télécommunications et d'équipements spéciaux	4.811	-	1.984
		Détail:			
		2) Destructeur de documents 1.984			
74.251 (74.22)	01.10	Commissariat de district de Diekirch: acquisition de machines de bureau, d'installations de télécommunications et d'équipements spéciaux	4.872	1.983	-
74.252 (74.22)	01.10	Commissariat de district de Grevenmacher: acquisition de machines de bureau, d'installations de télécommunications et d'équipements spéciaux	-	6.941	-
		Total des dépenses de la section 39.2	9.683	8.924	1.984
		Section 39.5 **Police grand-ducale**			
74.000 (74.10)	03.20	Acquisition de véhicules automoteurs et d'équipements d'intervention dans la circulation publique	1.153.174	1.182.675	2.138.139
74.010 (74.22)	03.20	Acquisition de machines de bureau	102.848	119.733	140.000
74.040 (74.22)	03.20	Acquisition d'équipements spéciaux	230.059	290.035	726.080
74.080 (74.22)	03.20	Acquisition de mobilier de bureau	4.566	4.958	4.958
74.250 (74.22)	03.20	Inspection générale de la Police grand-ducale: acquisitions	-	-	63.585
		Détail:			
		7400 Acquisition de véhicules automoteurs et d'équipements connexes 49.579			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		7401 Acquisition de machines de bureau 6.321			
		7408 Acquisition de mobilier de bureau 744			
		7430 Acquisition de matériel de transmission et de communication, de détection et de contrôle; d'équipements de transmission de données ... 6.941			
		Total 63.585			
74.300 (74.22)	03.20	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	1.413.113	3.045.521	1.568.036
74.310 (74.22)	03.20	Acquisition d'armement et d'équipements connexes	82.359	379.674	454.042
		Restants d'exercices antérieurs			
74.540 (74.22)	03.20	Acquisition d'équipements spéciaux	17.253	-	-
74.800 (74.22)	03.20	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle, acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données	24.232	-	-
		Total des dépenses de la section 39.5	3.027.604	5.022.596	5.094.840
		Section 39.6			
		Protection civile. - Incendie			
63.000 (63.21)	03.50	Participation de l'Etat au financement de projets de construction par les communes dans l'intérêt de la protection civile	382.847	430.492	223.104
63.010 (63.22)	03.50	Subside à la Ville de Luxembourg dans l'intérêt de l'acquisition d'une ambulance	-	106.346	-
74.000 (74.10)	03.50	Acquisition de véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice)	1.516.003	1.616.018	1.351.126
		Détail:			
		4) Véhicules de secours et d'intervention 1.351.126			
74.020 (74.22)	03.50	Acquisition d'installations de télécommunications. (Sans distinction d'exercice)	49.884	76.277	373.258
74.040 (74.22)	03.50	Acquisition d'équipements spéciaux	49.367	243.431	135.987

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 39.6	1.998.101	2.472.564	2.083.475
		Section 39.7			
		Aménagement du territoire.- Parcs naturels			
72.000 (72.30)	07.50	Investissement dans des infrastructures, bâtiments, équipements et projets dans les parcs naturels existants et en préparation. (Sans distinction d'exercice)	88.764	173.525	173.525
		Détail:			
		1) Parc naturel de la Haute-Sûre 86.763			
		2) Parc naturel de l'Our 86.762			
		Total 173.525			
74.020 (74.22)	07.20	Acquisition d'installations de télécommunications	1.500	-	-
74.050 (74.22)	07.20	Acquisition d'équipements informatiques	17.426	25.037	29.200
74.060 (74.40)	07.20	Acquisition de logiciels	10.047	34.085	30.000
		Total des dépenses de la section 39.7	117.737	232.647	232.725
		Section 39.8			
		Service d'aménagement communal.- Urbanisme			
74.010 (74.22)	07.20	Acquisition de machines de bureau	-	4.958	-
74.050 (74.22)	07.20	Acquisition d'équipements informatiques	2.975	6.197	8.676
74.060 (74.40)	07.20	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	9.893	3.718	5.578
		Total des dépenses de la section 39.8	12.868	14.873	14.254
		Section 39.9			
		Service pour la gestion globale de l'eau			
53.010 (53.20)	07.40	Participation de l'État au financement d'installations d'utilisation rationnelle des eaux dans les maisons			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		d'habitation de particuliers	-	-	24.790
63.000 (63.21)	07.33	Travaux et fournitures dans l'intérêt sanitaire et hygiénique: construction de canalisations, de collecteurs et de stations d'épuration; protection et restauration des cours d'eau; participation de l'Etat au financement de projets communaux	-	-	157.894
63.001 (63.21)	07.50 10.10	Travaux d'amélioration, d'aménagement et de renaturation à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par les communes: participation de l'Etat. (Sans distinction d'exercice)	-	-	1.735.255
63.002 (63.21)	10.10	Cours d'eau: travaux d'aménagement à réaliser par les communes aux cours d'eau ni navigables ni flottables en vue de réduire les effets des inondations: participation de l'Etat au coût des travaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	495.787
63.003 (63.21)	10.10	Cours d'eau: Etudes réalisées par les communes sur les cours d'eau non navigables ni flottables en vue de réduire les effets des inondations : participation de l'Etat au coût des études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	64.163
73.032 (73.21)	07.50 10.10	Travaux extraordinaires d'amélioration, d'aménagement, et de renaturation à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables à charge de l'Etat. (Sans distinction d'exercice)	-	-	190.000
73.040 (73.11)	12.12	Mesures de protection contre les crues de la Sûre. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	1.487.361
74.050 (74.22)	07.40	Acquisition d'équipements informatiques	-	-	11.000
74.060 (74.40)	07.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens immatériels	-	-	20.000
74.300 (74.22)	10.40	Acquisition de matériel piscicole	7.925	4.958	4.950
93.000 (93.00)	07.33 07.40	Alimentation du fonds pour la gestion de l'eau. (Crédit non limitatif)	-	45.860.302	48.350.000
		Total des dépenses de la section 39.9	7.925	45.865.260	52.541.200
		Total des dépenses du département 39	19.978.019	68.850.046	77.268.259

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de l'Intérieur

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
53	Transferts de capitaux aux ménages	-	-	24.790
63	Transferts de capitaux aux administrations publiques locales	15.169.696	15.769.896	19.966.860
72	Construction de bâtiments	88.764	173.525	173.525
73	Réalisation d'ouvrages de génie civil	-	-	1.677.361
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	4.719.559	7.046.199	7.075.599
93	Dotations de fonds de réserve	-	45.860.426	48.350.124
Total		19.978.019	68.850.046	77.268.259

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		40 ET 41 - MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES SPORTS			
		Section 40.0 **Dépenses générales**			
74.040 (74.22)	04.30	Acquisition d'équipements spéciaux des établissements d'enseignement postprimaire. (Sans distinction d'exercice)	3.320.450	3.470.509	2.920.000
74.041 (74.22)	04.30	Acquisition d'équipements spéciaux dans l'intérêt du projet "Usine-école"	-	-	620.000
74.060 (74.40)	04.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels pour les besoins des établissements d'enseignement postprimaire	260.028	281.111	-
74.300 (74.22)	04.00	Acquisition d'équipements spéciaux	-	-	74.368
		Total des dépenses de la section 40.0	3.580.478	3.751.620	3.614.368
		Section 40.1 **Centre de technologie de l'éducation**			
74.040 (74.22)	04.10	Acquisition d'équipements spéciaux	37.446	37.184	37.184
74.041 (74.22)	04.30	Acquisition d'équipements des technologies de l'information et de la communication pour les besoins des établissements d'enseignement postprimaire	-	-	991.574
74.050 (74.22)	04.10	Elaboration et mise en oeuvre de plans d'actions en faveur de l'informatisation des établissements d'enseignement postprimaire; acquisition d'équipements informatiques	1.734.728	-	-
74.060 (74.40)	04.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	7.375	7.437	7.437
74.061 (74.40)	04.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels pour les besoins des établissements d'enseignement postprimaire	-	-	243.927
74.300 (74.22)	04.10	Elaboration et mise en oeuvre de plans d'actions en faveur de l'informatisation des établissements d'enseignement postprimaire: acquisition d'équipements informatiques et de logiciels	-	1.735.255	1.735.255
74.301 (74.22)	04.10	Acquisition d'équipements des technologies de l'information et de la communication et de logiciels dans l'inté-			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		rêt de projets de recherche pour les besoins de l'enseignement public	-	57.263	104.363
		Total des dépenses de la section 40.1	1.779.549	1.837.139	3.119.740
		Section 40.2 **Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques**			
74.010 (74.22)	04.01	Acquisition de machines de bureau	8.107	4.710	-
		Total des dépenses de la section 40.2	8.107	4.710	-
		Section 40.3 **Centre de psychologie et d'orientation scolaire**			
74.010 (74.22)	04.10	Acquisition de machines de bureau	1.983	-	-
		Total des dépenses de la section 40.3	1.983	-	-
		Section 40.6 **Cantines scolaires**			
74.000 (74.10)	04.10	Acquisition de véhicules automoteurs	33.019	12.395	-
74.040 (74.22)	04.10	Acquisition d'équipements spéciaux	-	-	8.677
74.300 (74.22)	04.10	Equipement des cantines scolaires; frais connexes. (Sans distinction d'exercice)	57.435	32.226	34.705
74.301 (74.22)	04.10	Travaux d'aménagement et de modernisation des cuisines scolaires. (Crédit non limitatif)	-	24.789	42.762
		Restants d'exercices antérieurs			
74.540 (74.22)	04.10	Acquisition d'équipements spéciaux	-	-	44.425
		Total des dépenses de la section 40.6	90.454	69.410	130.569

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 40.7			
		Education différenciée			
64.000 (64.10)	04.52	*Ecoles, instituts et foyers d'éducation différenciée gérés par des associations: participation de l'Etat aux frais d'aménagement et d'équipement*	29.747	42.142	45.000
74.000 (74.10)	04.52	Acquisition de véhicules automoteurs	75.141	49.579	39.663
		Détail:			
		2) Camionnettes, camions et autobus 39.663			
74.010 (74.22)	04.52	Acquisition de machines de bureau	15.737	17.353	17.353
		Détail:			
		2) Photocopieuses et duplicateurs 17.353			
74.020 (74.22)	04.52	Acquisition d'installations de télécommunications	4.869	6.198	6.198
		Détail:			
		1) Installations téléphoniques 6.198			
74.040 (74.22)	04.52	Acquisition d'équipements spéciaux	61.112	61.974	74.368
74.050 (74.22)	04.52	Acquisition d'équipements informatiques	23.898	24.790	61.974
74.060 (74.40)	04.52	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	10.660	19.832	19.832
		Total des dépenses de la section 40.7	221.164	221.868	264.388
		Section 40.8			
		Service de la formation des adultes			
74.300 (74.22)	04.53	Acquisition de machines de bureau, d'équipements didactiques et d'équipements divers pour les cours spéciaux .	2.479	50.645	28.508
		Total des dépenses de la section 40.8	2.479	50.645	28.508
		Section 41.2			
		Enseignement secondaire technique			
74.000 (74.10)	04.34	Acquisition de véhicules automoteurs	-	23.550	61.974

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		1) Voitures 61.974			
		Total des dépenses de la section 41.2	-	23.550	61.974
		Section 41.3			
		Service de la formation professionnelle			
74.000 (74.10)	04.34	Acquisition de véhicules automoteurs	23.942	24.789	-
74.250 (74.00)	04.34	Installations et équipements des ateliers: acquisition de machines de bureau, d'équipements didactiques et d'équipements divers	142.608	120.873	166.090
		Total des dépenses de la section 41.3	166.550	145.662	166.090
		Section 41.4			
		Education physique et sports			
52.000 (52.10)	08.30	Subsides aux fédérations et sociétés sportives dans l'intérêt de la réalisation, de l'aménagement et de l'amélioration d'installations sportives	74.368	123.947	89.242
63.000 (63.21)	08.30	Subsides aux communes pour les travaux de réaménagement et d'amélioration des installations sportives existantes	91.721	91.721	91.721
74.000 (74.10)	08.30	Acquisition de véhicules automoteurs	-	11.155	-
74.040 (74.22)	08.30	Acquisition d'équipements spéciaux	8.349	16.113	7.137
74.041 (74.22)	08.30	Bases nautiques au Lac de la Haute-Sûre: acquisition de matériel pour les activités sportives	22.299	29.747	29.747
74.070 (74.22)	08.30	Sauvegarde du patrimoine sportif: acquisition de collections sur le sport et de matériel	7.437	7.437	7.437
93.000 (93.00)	08.30	Alimentation du fonds d'équipement sportif national pour le financement d'un septième programme quinquennal d'équipement sportif à réaliser pendant la période du 1.1.1998 au 31.12.2002. (Crédit non limitatif)	7.436.806	6.197.338	6.197.338
		Total des dépenses de la section 41.4	7.640.980	6.477.458	6.422.622

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 41.5			
		Institut national des sports			
74.010 (74.22)	08.30	Acquisition de machines de bureau	-	992	-
74.040 (74.22)	08.30	Acquisition d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice)	19.365	13.634	13.014
		Total des dépenses de la section 41.5	19.365	14.626	13.014
		Section 41.6			
		Centre sportif national de natation			
74.010 (74.22)	08.30	Acquisition de machines de bureau	1.440	-	-
74.040 (74.22)	08.30	Acquisition d'équipements spéciaux	105.157	91.497	93.801
		Total des dépenses de la section 41.6	106.597	91.497	93.801
		Section 41.7			
		Ecole nationale de l'éducation physique et des sports			
74.010 (74.22)	08.30	Acquisition de machines de bureau	5.513	-	-
		Total des dépenses de la section 41.7	5.513	-	-
		Total des dépenses du département 40	13.623.219	12.688.185	13.915.074

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
52	Transferts de capitaux aux administrations privées	74.368	123.947	89.242
63	Transferts de capitaux aux administrations publiques locales	91.721	91.721	91.721
64	Transfert de capitaux aux écoles privées	29.747	42.142	45.000
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	5.990.577	6.233.037	7.491.773
93	Dotations de fonds de réserve	7.436.806	6.197.338	6.197.338
Total		13.623.219	12.688.185	13.915.074

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		42 ET 43 - MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITE SOCIALE ET DE LA JEUNESSE			
		Section 42.0			
		Famille			
51.000 (51.10)	05.22	Participation de l'Etat aux frais de modernisation de la maison de gériatrie de Hamm, ainsi que d'hôpitaux transformés en maisons de soins	911.948	-	-
51.001 (51.10)	05.22	Construction de maisons de soins: annuités de location-vente et frais de gestion administrative contractuels connexes	4.316.719	7.172.130	6.928.624
72.000 (72.30)	05.30	Construction de nouvelles maisons de soins: frais d'études, travaux préparatoires et dépenses diverses	50.385	-	-
72.010 (72.10)	06.32	Construction et modernisation de centres d'accueil, de foyers de jour, de services de placement familial, d'assistance, de consultation et de formation	59.856	-	-
72.011 (72.10)	06.36	Construction, modernisation et équipement de foyers d'accueil et de centres d'accueil pour travailleurs immigrés et pour réfugiés	838.558	-	-
72.012 (72.10)	06.36	Travaux d'entretien courant des foyers d'accueil et des centres d'accueil pour travailleurs immigrés et pour réfugiés	397.416	-	-
74.000 (74.10)	06.36	Acquisition de véhicules automoteurs	14.700	-	-
74.010 (74.22)	06.36	Acquisition de machines de bureau	14.280	11.155	8.500
		Détail:			
		2) Photocopieurs et duplicateurs 8.500			
74.040 (74.22)	06.36	Acquisition d'équipements spéciaux	-	992	2.200
74.041 (74.22)	06.32	Equipement de centres d'accueil, de foyers de jour, de services de placement familial, d'assistance, de formation et de consultation	61.521	-	-
93.000 (93.00)	06.30	Alimentation du fonds pour le financement des infrastructures socio-familiales. (Crédit non limitatif)	59.990.233	54.536.575	55.000.000
		Total des dépenses de la section 42.0	66.655.616	61.720.852	61.939.324

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 42.4			
		Fonds national de solidarité			
74.010 (62.10)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de machines de bureau	-	4.214	-
74.040 (62.10)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'équipements spéciaux	1.226	-	-
74.080 (62.10)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	-	14.750	5.860
		Restants d'exercices antérieurs			
74.580 (62.10)	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	1.850	21.492	-
74.800 (62.20)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels spécifiques	-	22.286	-
		Total des dépenses de la section 42.4	3.076	62.742	5.860
		Section 42.5			
		Caisse nationale des prestations familiales			
74.020 (62.10)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'installations de télécommunications	-	-	33.350
		Détail:			
		1) Installations téléphoniques 33.350			
74.041 (62.10)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'équipements spéciaux	-	-	4.220
74.080 (62.10)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	18.989	8.676	31.383
		Restants d'exercices antérieurs			
74.520 (62.10)	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'installations de télécommunications	52.718	-	-
		Total des dépenses de la section 42.5	71.707	8.676	68.953

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 42.6			
		Centre du Rham			
74.001 (74.10)	06.32	Acquisition de véhicules automoteurs	-	19.831	-
74.041 (74.22)	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: acquisition d'équipements spéciaux	962	1.165	1.165
74.080 (74.22)	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: acquisition de mobilier ...	3.717	3.718	3.867
		Total des dépenses de la section 42.6	4.679	24.714	5.032
		Section 42.7			
		Service d'action socio-familiale.- Personnes âgées			
52.000 (52.10)	06.33	Acquisition de véhicules: subsides à des associations privées pour promouvoir la création et le fonctionnement a) de centres régionaux d'animation et de guidance pour personnes âgées b) de services nationaux de formation, de consultation et d'assistance pour personnes âgées c) de prestations de téléalarme pour personnes âgées d) de centres de vacances, de récréation et de rétablissement e) d'hospices pour personnes en fin de vie f) de centres d'accueil pour personnes âgées sans abri .	-	54.537	-
54.020 (54.31)	06.33	Participation financière de l'Etat dans la construction d'un foyer pour personnes âgées à Fiolhoso (Portugal). (Sans distinction d'exercice)	111.552	19.484	-
74.041 (74.22)	06.32	Internats et foyers de jour: frais d'équipement	2.479	-	-
		Total des dépenses de la section 42.7	114.031	74.021	-
		Section 42.8			
		Centres socio-éducatifs de l'Etat			
74.000 (74.10)	06.32	Acquisition de véhicules automoteurs	19.794	-	59.495
		Détail:			
		1) Centre socio-éducatif de Schrassig 35.945			
		2) Centre socio-éducatif de Dreiborn 23.550			
		Total 59.495			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
74.010 (74.22)	06.32	Acquisition de machines de bureau	929	1.239	-
74.040 (74.22)	06.32	Acquisition d'équipements spéciaux	-	7.437	38.145
		Détail:			
		2) Tracteur 33.100			
		3) Kayaks 5.045			
		Total 38.145			
		Total des dépenses de la section 42.8	20.723	8.676	97.640
		Section 42.9			
		Service national d'action sociale			
74.010 (74.22)	06.20	Acquisition de machines de bureau	-	7.437	-
74.020 (74.22)	06.20	Acquisition d'installations de télécommunications	-	1.239	-
74.050 (74.22)	06.20	Acquisition d'équipements informatiques	5.188	1.487	1.487
74.060 (74.40)	13.90	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	-	-	67.000
		Total des dépenses de la section 42.9	5.188	10.163	68.487
		Section 43.0			
		Jeunesse.- Dépenses générales			
52.000 (52.10)	06.32	Participation de l'Etat aux frais de construction et d'aménagement de centres résidentiels pour jeunes; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	235.499	-	-
63.000 (63.21)	06.32	Participation de l'Etat aux frais de construction et d'aménagement de centres de rencontre et de centres multi-services pour jeunes par les communes. (Sans distinction d'exercice)	173.525	173.525	-
74.000 (74.10)	06.32	Acquisition de véhicules automoteurs	-	13.634	-
74.040 (74.22)	06.32	Acquisition d'équipements spéciaux	341	1.239	-

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 43.0	409.365	188.398	-
		Section 43.1			
		Service national de la jeunesse			
43.000 (43.22)	06.32	Frais d'équipement de foyers et de maisons de jeunes: subsides	13.634	-	-
74.000 (74.10)	06.32	Acquisition de véhicules automoteurs	18.518	13.634	-
74.010 (74.22)	06.32	Acquisition de machines de bureau	7.437	7.437	12.395
		Détail:			
		2) Photocopieurs et duplicateurs 12.395			
74.040 (74.22)	06.32	Service national de la jeunesse et maisons de jeunes: acquisition d'équipements spéciaux	60.063	65.692	96.926
		Total des dépenses de la section 43.1	99.652	86.763	109.321
		Total des dépenses du département 42	67.384.037	62.185.005	62.294.617

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
43	Transfert de revenus aux administrations publiques locales	13.634	-	-
51	Transfert de capitaux aux entreprises	5.228.667	7.172.130	6.928.624
52	Transferts de capitaux aux administrations privées	235.499	54.537	-
54	Transfert de capitaux à l'étranger	111.552	19.484	-
63	Transferts de capitaux aux administrations publiques locales	173.525	173.525	-
72	Construction de bâtiments	1.346.215	-	-
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	284.712	228.754	365.993
93	Dotations de fonds de réserve	59.990.233	54.536.575	55.000.000
Total		67.384.037	62.185.005	62.294.617

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		44 - MINISTERE DE LA SANTE			
		Section 44.0			
		Ministère de la Santé			
74.000 (74.10)	05.00	Acquisition de véhicules automoteurs	-	19.831	-
74.010 (74.22)	05.00	Acquisition de machines de bureau	964	-	-
74.035 (74.22)	05.20	Echange partiel de l'installation dentaire du service médico-dentaire d'urgence au centre hospitalier de Luxembourg: acquisition d'appareils médicaux	-	4.958	4.958
74.040 (74.22)	05.00	Acquisition d'équipements spéciaux	2.372	2.479	4.958
74.050 (74.22)	05.00	Acquisition d'équipements informatiques	10.105	3.718	-
74.060 (74.40)	05.00	Acquisition de logiciels	-	2.479	2.479
74.080 (74.22)	05.00	Acquisition de mobilier de bureau	12.212	4.958	4.958
		Total des dépenses de la section 44.0	25.653	38.423	17.353
		Section 44.1			
		Direction de la santé			
74.000 (74.10)	05.10	Acquisition de véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice)	32.175	19.831	44.621
		Détail:			
		1) Division de la Radioprotection 32.226			
		2) Service de la Médecine Dentaire Scolaire ... 12.395			
		Total 44.621			
74.010 (74.22)	05.10	Acquisition de machines de bureau	1.926	20.823	8.658
		Détail:			
		1) Division de la Pharmacie et des Médicaments 1.983			
		2) Division de la Médecine Préventive et Sociale 4.940			
		3) Bureau de Contrôle de Qualité 1.735			
		Total 8.658			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
74.020 (74.22)	05.00	Acquisition d'installations de télécommunications		-	1.983	5.966
		Détail:				
		1) Division de la Pharmacie et des Médicaments	2.000			
		2) Division de la Médecine Curative	1.983			
		3) Division de l'Inspection Sanitaire	1.983			
		Total	5.966			
74.030 (74.22)	05.00	Acquisition d'appareils. (Sans distinction d'exercice)		134.398	86.639	79.995
		Détail:				
		1) Division de la radioprotection	18.592			
		2) Services audiophonologiques	2.479			
		3) Service de médecine dentaire scolaire	2.479			
		4) Service Orthoptique et Pléoptique	14.303			
		5) Division de la médecine préventive et sociale	42.142			
		Total	79.995			
74.035 (74.22)	05.00	Division de la radioprotection: frais d'acquisition et d'installation du laboratoire		126.052	86.763	-
74.040 (74.22)	05.00	Acquisition d'équipements spéciaux		73.800	41.274	35.784
		Détail:				
		2) Division de la Pharmacie et des Médicaments	10.000			
		4) Service de la Médecine de l'Environnement ..	7.437			
		6) Division de la Médecine Scolaire	1.120			
		7) Division de la Santé au Travail	2.478			
		8) Service Audiophonologique	12.766			
		9) Service des Statistiques Sanitaires	1.983			
		Total	35.784			
74.050 (74.22)	04.50	Acquisition d'équipements informatiques		40.632	38.547	34.899
		Détail:				
		2) Division de la Pharmacie et des Médicaments	4.479			
		5) Service des Statistiques Sanitaires	21.000			
		6) Division de la Médecine Scolaire	2.479			
		7) Division de la Médecine Préventive et Sociale	2.479			
		8) Bureau de Contrôle de Qualité	1.983			
		9) Service de la Médecine de l'Environnement ..	2.479			
		Total	34.899			
74.060 (74.22)	05.00	Acquisition, modification et mise à jour de logiciels et du matériel électronique		27.149	79.078	6.197
		Détail:				
		2) Service des Statistiques	6.197			
74.080 (74.22)	05.10	Acquisition de mobilier de bureau		18.312	19.831	19.832
		Détail:				
		1) Secrétariat général	14.874			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		2) Division de la Pharmacie et des Médicaments	4.958			
		Total	19.832			
		Total des dépenses de la section 44.1		454.444	394.769	235.952
		Section 44.2				
		Laboratoire nationale de santé				
74.000 (74.10)	05.20	Acquisition de véhicules automoteurs		-	19.831	-
74.010 (74.22)	05.20	Acquisition de machines de bureau		4.608	3.223	4.214
		Détail:				
		2) Photocopieur	2.479			
		9) Dictaphone	1.735			
		Total	4.214			
74.020 (74.22)	05.20	Acquisition d'installations de télécommunications		1.982	-	-
74.030 (74.22)	05.20	Acquisition d'appareils de laboratoire		505.686	520.576	533.591
74.080 (74.22)	05.20	Acquisition de mobilier		1.387	2.479	6.049
74.171 (74.22)	05.20	Crédit d'équipement du Registre Morphologique des Tumeurs		-	-	3.569
74.300 (74.22)	05.21	Programme de recherche effectué dans le cadre du titre I. de la loi du 9.3.1987 ayant pour objet l'organisation de la recherche-développement dans le secteur public: dépenses d'équipement		8.911	14.874	19.326
		Détail:				
		1) Département d'immunologie	19.326			
		Total des dépenses de la section 44.2		523.574	560.983	566.749
		Section 44.4				
		Hôpital neuropsychiatrique				
72.500 (72.30)	05.22	Construction de bâtiments dans le pays: travaux effectués par le secteur administrations publiques		1.132	-	-

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 44.4	1.132	-	-
		Section 44.5			
		Dommages de guerre corporels			
74.010 (74.22)	06.35	Acquisition de machines de bureau	2.567	-	-
74.080 (74.22)	06.35	Acquisition de mobilier de bureau	496	3.718	3.718
		Total des dépenses de la section 44.5	3.063	3.718	3.718
		Section 44.7			
		Santé.- Travaux sanitaires et cliniques			
51.000 (51.10)	05.22	Participation aux frais d'investissements d'établissements hospitaliers publics: Centre hospitalier de Luxembourg (participation aux frais de construction d'un nouveau Centre de recherche public de la Santé), annuités finales du projet achevé de la Fondation Norbert Metz ..	-	553.943	-
51.001 (51.10)	05.22	Application des lois régissant l'aide à l'investissement hospitalier et notamment des lois-cadre sanitaires du 17.12.1976 et 31.7.1990: participation aux frais d'investissements mobiliers et immobiliers effectués par les établissements hospitaliers du secteur public (aides non imputables au fonds des investissements hospitaliers) ..	2.081.089	5.180.975	2.478.935
		Détail:			
		1) Divers établissements: protection contre l'incendie 247.894			
		2) Divers hôpitaux: Mise en sécurité des ascenseurs et mesures d'hygiène 123.947			
		3) Autres investissements éligibles au titre de la loi du 31.7.1990 ..... 495.788			
		4) Investissements visés par l'article 11, 1er tiret de la loi du 28.8.1998 ..... 1.611.306			
		Total 2.478.935			
51.041 (51.10)	05.22	Application des lois régissant l'aide à l'investissement hospitalier et notamment des lois-cadre sanitaires du 17.12.1976 et du 31.7.1990: participation aux frais d'investissements mobiliers et immobiliers effectués par les établissements hospitaliers privés, ainsi que par l'organisme regroupant les établissements hospitaliers visé à l'article 12 de la loi du 18.9.1998 (aides non imputables au fonds des investissements hospitaliers) ..	3.295.130	2.478.935	2.478.935

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Divers établissements: protection contre l'incendie	247.894			
		2) Divers établissements: Mise en sécurité des ascenseurs et mesures d'hygiène	247.894			
		3) Autres investissements éligibles au titre de la loi du 31.7.1990	123.947			
		4) Investissements visés par les articles 11, 1er tiret et 12 de la loi du 28.8.1998	1.859.200			
		Total	2.478.935			
52.000 (52.10)	05.22 05.23	Participation aux frais de construction, d'aménagement, de modernisation et d'équipement de centres de diagnostic et de traitement		1.643.633	508.182	904.81
		Détail:				
		1) Ligue luxembourgeoise de prévention et d'action médico-sociales				
		a) Extension du centre médico-social	495.788			
		b) Modernisations diverses	24.789			
		c) Foyer Henri Dunant Aidsberodung	384.235			
		Total	904.812			
52.001 (52.10)	05.22	Application de la législation régissant l'aide à l'investissement dans l'intérêt de l'aménagement de foyers, ateliers et autres structures thérapeutiques de psychiatrie décentralisée: participation aux frais d'investissement		975.015	1.812.424	2.501.741
72.001 (72.30)	05.30	Projets de construction et de modernisation du secteur conventionné: frais d'experts et d'études relatifs à la planification et au contrôle		-	-	25.000
74.060 (74.40)	05.30	Rachat de concessions réelles de pharmacie. (Crédit non limitatif)		-	124	124
93.000 (93.00)	05.22	Alimentation du fonds spécial des investissements hospitaliers. (Crédit non limitatif)		59.172.184	29.747.223	35.000.000
		Total des dépenses de la section 44.7		67.167.051	40.281.806	43.389.547
		Total des dépenses du département 44		68.174.917	41.279.699	44.213.319

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de la Santé

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
51	Transfert en capital aux entreprises et institutions financières	5.376.219	8.213.853	4.957.870
52	Transferts de capitaux aux administrations privées	2.618.648	2.320.606	3.406.553
72	Construction de bâtiments	1.132	-	25.000
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	1.006.734	998.017	823.896
93	Dotations de fonds de réserve	59.172.184	29.747.223	35.000.000
Total		68.174.917	41.279.699	44.213.319

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		45 - MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT			
		Section 45.0			
		Dépenses générales			
52.000 (52.10)	07.50	Participation de l'Etat aux frais d'acquisition de terrains par les établissements d'utilité publique en vue de la constitution de réserves naturelles	86.267	86.763	86.763
52.010 (52.20)	07.50	Mesures destinées à promouvoir l'utilisation de procédés et de technologies dans l'intérêt de la protection de l'environnement: participation de l'Etat à des projets ayant pour but de favoriser la protection de l'environnement	14.732	-	-
63.000 (63.21)	07.33	Travaux et fournitures dans l'intérêt de l'aménagement de décharges désaffectées, de construction d'installations de dépollution dans le domaine de la protection de l'atmosphère, de la gestion des déchets et de la protection contre le bruit: participation de l'Etat au financement de projets communaux	68.476	247.894	90.000
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 39.9.*			
63.003 (63.21)	07.50	Participation extraordinaire de l'Etat aux frais d'acquisition de terrains pour la réalisation du projet revalorisation écologique de la vallée supérieure de l'Alzette. (Sans distinction d'exercice)	-	-	105.000
74.000 (74.10)	07.30	Acquisition de véhicules automoteurs	14.682	-	-
74.050 (74.22)	07.30	Acquisition d'équipements informatiques	-	49.703	24.492
74.060 (74.40)	07.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	7.599	35.697	18.096
93.000 (93.00)	07.30	Alimentation du fonds pour la protection de l'environnement. (Crédit non limitatif)	45.860.302	1.239.468	2.500.000
		Total des dépenses de la section 45.0	46.052.058	1.659.525	2.824.351
		Section 45.1			
		Administration de l'environnement			
51.041 (51.10)	07.35	Participation de l'Etat au financement d'études par des entreprises dans l'intérêt de la réduction de la pollution atmosphérique	-	61.973	61.974

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
52.000 (52.10)	07.35	Participation de l'Etat au financement de projets d'investissements par des entreprises dans l'intérêt de la réduction de la pollution atmosphérique	37.184	148.736	148.737
52.010 (52.20)	07.35	Participation de l'Etat au financement de la construction de fosses à lisier et à purin réalisée par des associations et des particuliers	11.997	12.395	12.395
52.020 (52.20)	09.00	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, à la réalisation d'économie d'énergie et une valorisation des énergies renouvelables et nouvelles. - Participation à des projets pilotes et contrats de recherches. (Sans distinction d'exercice)	-	-	49.579
		Note: *Ce crédit est transféré à partir de la section 50.0.*			
53.000 (53.10)	09.00	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, une utilisation des énergies renouvelables et nouvelles et une réalisation d'économies d'énergie. - Participation aux frais d'études et aux dépenses d'investissement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	1.000.000
		Note: *Ce crédit est transféré à partir de la section 50.0.*			
53.010 (53.20)	07.40	Participation de l'Etat au financement d'installations d'utilisation rationnelle des eaux dans les maisons d'habitation de particuliers	115.997	86.763	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 39.9.*			
74.000 (74.10)	07.30	Acquisition de véhicules automoteurs	36.425	18.592	18.593
		Détail:			
		1) Voitures 18.593			
74.010 (74.22)	07.30	Acquisition de machines de bureau	10.993	11.155	1.984
74.020 (74.22)	07.30	Acquisition d'installations de télécommunications	2.200	28.012	11.156
74.030 (74.22)	07.30	Acquisition d'appareils de laboratoire	219.849	218.146	220.000
74.040 (74.22)	07.30	Acquisition d'équipements spéciaux	30.542	32.226	35.000
74.050 (74.22)	07.30	Acquisition d'équipements informatiques	14.918	24.789	34.479
74.060 (74.40)	07.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	53.353	123.947	120.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 45.1	533.458	766.734	1.713.897
		Section 45.2			
		Administration des eaux et forêts			
51.040 (51.10)	07.50	Participation de l'Etat au financement des mesures d'amélioration de l'environnement naturel prévues dans le règlement grand-ducal du 22.10.1990 ainsi que des primes dans l'intérêt de la biodiversité en milieu aquatique et urbain	513.230	334.656	400.000
63.002 (63.21)	07.50	Participation de l'Etat à l'élaboration et à l'exécution de plans verts par les communes. (Sans distinction d'exercice)	178.231	237.978	280.000
74.000 (74.10)	07.50 10.30 10.40	Administration générale: acquisition de véhicules automoteurs	43.953	57.016	55.800
		Détail:			
		1) Voitures 55.800			
74.001 (74.10)	07.50 10.30 10.40	Préposés forestiers: acquisition de véhicules automoteurs	181.064	138.820	-
74.010 (74.22)	07.50 10.30 10.40	Acquisition de machines de bureau	9.901	5.454	3.720
		Détail:			
		2) Photocopieurs 3.720			
74.020 (74.22)	07.50 10.30 10.40	Acquisition d'installations de télécommunications	1.876	-	-
74.040 (74.22)	07.50 10.30 10.40	Acquisition d'équipements spéciaux	5.391	13.634	9.430
74.050 (74.22)	07.50 10.30 10.40	Acquisition d'équipements informatiques	25.928	23.550	25.000
74.060 (74.22)	07.50 10.30 10.40	Acquisition de logiciels informatiques	20.113	21.319	31.000
		Total des dépenses de la section 45.2	979.687	832.427	804.950
		Total des dépenses du département 45	47.565.203	3.258.686	5.343.198

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de l'Environnement

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
51	Transfert de capitaux aux entreprises	513.230	396.629	461.974
52	Transfert de capitaux aux entreprises privées	150.180	247.894	297.474
53	Transfert de capitaux aux ménages	115.997	86.763	1.000.000
63	Transfert de capitaux aux administrations publiques locales	246.707	485.872	475.000
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	678.787	802.060	608.750
93	Dotations de fonds de réserve	45.860.302	1.239.468	2.500.000
Total		47.565.203	3.258.686	5.343.198

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		46 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI			
		Section 46.0			
		Travail. - Dépenses générales			
74.000 (74.10)	06.40	Acquisition de véhicules automoteurs	23.438	-	-
		Restants d'exercices antérieurs			
74.550 (74.22)	06.40	Adaptations apportées au logiciel de dépouillement automatisé de bulletins de vote	-	18.592	-
		Total des dépenses de la section 46.0	23.438	18.592	-
		Section 46.1			
		Administration de l'emploi			
74.010 (74.22)	06.43	Acquisition de machines de bureau	7.804	24.641	26.300
		Détail:			
		2) Photocopieurs et duplicateurs 25.300			
		3) Destructeurs de papier 1.000			
		Total 26.300			
74.020 (74.22)	06.43	Acquisition d'installations de télécommunications	-	2.479	-
74.040 (74.22)	06.43	Acquisition d'équipements spéciaux	6.480	6.445	6.500
74.050 (74.22)	06.43	Acquisition d'équipements informatiques	6.860	2.975	42.600
74.060 (74.40)	06.43	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	4.854	992	20.700
74.300 (74.22)	06.43	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels spécifiques	-	-	109.073
		Total des dépenses de la section 46.1	25.998	37.532	205.173

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 46.2				
		Inspection du travail et des mines				
74.000 (74.10)	06.42	Acquisition de véhicules automoteurs		34.209	37.184	58.250
74.010 (74.22)	06.42	Acquisition de machines de bureau		11.104	19.831	20.000
		Détail:				
		2) Photocopieurs	8.432			
		9) Divers	11.568			
		Total	20.000			
74.020 (74.22)	06.42	Acquisition d'installations de télécommunications		-	992	3.719
		Détail:				
		1) Appareils GSM	2.479			
		2) Télex et Téléfax	1.240			
		Total	3.719			
74.040 (74.22)	06.42	Acquisition d'équipements spéciaux		14.305	13.882	14.620
74.060 (74.40)	06.42	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels		-	7.437	7.437
		Total des dépenses de la section 46.2		59.618	79.326	104.026
		Section 46.3				
		Ecole supérieure du travail				
74.020 (74.22)	04.50	Acquisition d'installations de télécommunications		-	1.983	-
		Total des dépenses de la section 46.3		-	1.983	-
		Section 46.4				
		Fonds pour l'emploi				
93.000 (93.00)	06.14	Avances pour la couverture d'insuffisances temporaires des moyens du fonds pour l'emploi. (Crédit non limitatif)		-	124	100

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 46.4	-	124	100
		Section 46.5			
		Mesures dans l'intérêt de l'emploi, respectivement du réemploi des accidentés de la vie et des personnes handicapées			
51.040 (51.10)	06.34	Participation aux frais d'aménagement de postes de travail et des accès au travail, d'acquisition d'équipement professionnel, de matériel didactique et d'autres. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	12.978	37.184	37.180
52.000 (52.10)	06.34	Participation aux frais de la création et de l'extension d'ateliers protégés (article D. de la loi du 12 novembre 1991)	484.136	422.163	422.160
		Détail:			
		1) Construction d'une entreprise pour personnes handicapées physiques et multihandicapées en zone industrielle 242.935			
		3) Aménagement d'une deuxième structure de formation et de travail de l'APEMH à Bettembourg 179.225			
		Total 422.160			
		Total des dépenses de la section 46.5	497.114	459.347	459.340
		Total des dépenses du département 46	606.168	596.904	768.639

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère du Travail et de l'Emploi

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
51	Transfert de capitaux aux entreprises	12.978	37.184	37.180
52	Transfert de capitaux aux entreprises privées	484.136	422.163	422.160
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	109.054	137.433	309.199
93	Dotations de fonds de réserve	-	124	100
Total		606.168	596.904	768.639

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		47/48 - MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE			
		Section 47.1 **Inspection générale de la sécurité sociale**			
74.010 (74.22)	06.10	Acquisition de machines de bureau	-	-	11.155
		Détail:			
		2) Photocopieuses et duplicateurs 11.155			
74.020 (74.22)	06.10	Acquisition d'installations de télécommunications	929	-	-
74.040 (74.22)	06.10	Acquisition d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice)	92.449	-	-
74.050 (74.22)	06.10	Acquisition d'équipements informatiques	-	123.947	1.000
74.060 (74.40)	06.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	248	272.683	80.021
		Total des dépenses de la section 47.1	93.626	396.630	92.176
		Section 47.2 **Contrôle médical de la sécurité sociale**			
74.030 (74.22)	06.10	Acquisition d'appareils médicaux	49.530	1.983	7.437
74.080 (74.22)	06.10	Acquisition de mobilier de bureau	5.121	5.949	5.949
		Total des dépenses de la section 47.2	54.651	7.932	13.386
		Section 47.3 **Conseil arbitral des assurances sociales**			
74.010 (74.22)	06.10	Acquisition de machines de bureau	-	7.437	-
		Total des dépenses de la section 47.3	-	7.437	-

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 47.4			
		Conseil supérieur des assurances sociales			
74.010 (74.22)	06.10	Acquisition de machines de bureau	-	-	4.215
		Détail:			
		2) Photocopieuses et duplicateurs 4.215			
		Total des dépenses de la section 47.4	-	-	4.215
		Section 47.6			
		Assurance dépendance.- Cellule d'évaluation et d'orientation			
74.000 (74.10)	06.10	Acquisition de véhicules automoteurs	29.051	-	11.156
		Détail:			
		1) Voitures 11.156			
74.060 (74.40)	06.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	4.165	124	-
74.080 (74.22)	06.10	Acquisition de mobilier de bureau	-	10.808	-
		Restants d'exercices antérieurs			
74.580 (74.22)	06.10	Acquisition de mobilier de bureau	-	24.789	16.392
		Total des dépenses de la section 47.6	33.216	35.721	27.548
		Section 48.4			
		Office des assurances sociales			
74.010 (62.10)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de machines de bureau	5.558	6.569	-
74.040 (62.10)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'équipements spéciaux	-	-	1.500
74.080 (62.10)	06.12 06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	19.796	19.831	19.840

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		1) Services communs 19.840			
		Total des dépenses de la section 48.4	25.354	26.400	21.340
		Section 48.5			
		Caisse de pension des employés privés			
74.000 (62.10)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de véhicules automoteurs	9.895	-	-
74.010 (62.10)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de machines de bureau	-	496	50
		Détail:			
		1) Machine à affranchir 100			
74.020 (62.10)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'installations de télécommunications	-	-	50
		Détail:			
		2) Télex et téléfax 100			
74.080 (62.10)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	4.793	8.676	9.122
		Restants d'exercices antérieurs			
74.520 (62.10)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'installations de télécommunications	30.327	-	-
		Total des dépenses de la section 48.5	45.015	9.172	9.222
		Section 48.6			
		Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels			
74.010 (62.10)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de machines de bureau	1.859	-	-
74.020 (62.10)	06.12	Acquisition d'installations de télécommunications	-	496	-
74.080 (62.10)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	4.920	6.197	4.960

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Restants d'exercices antérieurs			
74.510 (62.10)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de machines de bureau	982	-	-
74.540 (62.10)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquissition d'équipements spéciaux	-	446	-
		Total des dépenses de la section 48.6	7.761	7.139	4.960
		Section 48.7			
		Caisse de pension agricole			
74.010 (62.10)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de machines de bureau	984	496	745
74.040 (62.10)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'équipements spéciaux	1.107	-	-
74.080 (62.10)	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	1.559	1.735	1.735
		Total des dépenses de la section 48.7	3.650	2.231	2.480
		Section 48.8			
		Centre commun de la sécurité sociale			
74.010 (62.10)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de machines de bureau	515	2.305	2.355
74.020 (62.10)	06.10	Centre commun de la Sécurité sociale.- Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'installations de télécommunications	184	-	-
74.040 (62.10)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'équipements spéciaux	1.848	4.685	4.512
		Détail:			
		I. Section "informatique"			
		1) Equipements spéciaux 9.023			
74.080 (62.10)	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	19.758	19.831	19.946
		Détail:			
		I. Section "informatique"			
		1) Mobilier de bureau 9.653			
		II. Section "affiliation"			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		1) Mobilier de bureau	10.293			
		Total	19.946			
		Total des dépenses de la section 48.8		22.305	26.821	26.813
		Total des dépenses du département 47		285.578	519.483	202.140

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de la justice

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	285.578	519.483	202.140
Total		285.578	519.483	202.140

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		49 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL			
		Section 49.0			
		Dépenses générales			
53.030 (53.10)	10.10	Subsides pour pertes de bétail	290	-	-
74.050 (74.22)	10.10	Acquisition d'équipements informatiques	86.636	-	-
		Total des dépenses de la section 49.0	86.926	-	-
		Section 49.1			
		Mesures économiques et sociales spéciales			
51.040 (51.10)	10.10	Primes dans l'intérêt de la sauvegarde de la biodiversité en milieu rural et forestier	-	409.024	743.681
73.000 (73.13)	10.10	Travaux d'infrastructure à réaliser pour l'instauration de zones horticoles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	495.787	495.787
93.000 (93.00)	10.10	Alimentation du fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	17.352.547	17.352.547	18.000.000
		Total des dépenses de la section 49.1	17.352.547	18.257.358	19.239.468
		Section 49.2			
		Administration des services techniques de l'agriculture			
52.000 (52.10)	10.50	Travaux d'assainissement, de drainage, de sous-solage et d'irrigation; installation de conduites d'eau et d'abreuvoirs dans les parcs à bétail; clôtures pour parcs à bétail; participation de l'Etat au coût des travaux. (Sans distinction d'exercice)	32.044	37.184	20.000
52.001 (52.10)	10.10	Voirie rurale syndicale: aide à la construction et la mise en état de chemins d'exploitation: participation de			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		l'Etat au coût des travaux	-	7.437	100
53.020 (53.10)	10.10	Constructions rurales et équipements connexes: participation de l'Etat au coût des travaux	113.577	400.348	273.000
53.021 (53.10)	07.50	Subventions pour l'acquisition de machines et de matériel agricoles ainsi que d'équipements pour la sauvegarde du milieu naturel	-	12.122	12.122
53.022 (53.10)	10.10	Exécution de travaux d'infrastructure exécutés en rapport avec la transplantation de porcheries en dehors des agglomérations: participation de l'Etat au coût des travaux	4.487	129.772	150.000
53.023 (53.10)	10.10	Mesures spéciales d'ordre technique: subventions pour la réalisation de mesures spéciales visant à la rationalisation d'exploitations agricoles; dépenses diverses	13.634	13.634	13.634
63.000 (63.21)	07.50 10.10	Travaux d'amélioration, d'aménagement et de renaturation à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par les communes: participation de l'Etat. (Sans distinction d'exercice)	990.776	1.239.468	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 39.9.*			
63.001 (63.21)	10.10	Voirie rurale communale.- Travaux d'amélioration à exécuter par les communes à la voirie rurale: élargissement, prolongement, redressement, empierrement, premier goudronnage, construction de ponceaux, dalots, buses, murs, revêtement des talus; frais de mutation et dépenses diverses: participation de l'Etat au coût des travaux. (Sans distinction d'exercice)	493.783	619.734	500.000
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 39.9.*			
63.003 (63.21)	10.10	Cours d'eau: travaux d'aménagement à réaliser par les communes aux cours d'eau ni navigables ni flottables en vue de réduire les effets des inondations: participation de l'Etat au coût des travaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	1.062.872	867.627	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 39.9.*			
63.004 (63.21)	10.10	Cours d'eau: Etudes réalisées par les communes sur les cours d'eau non navigables ni flottables en vue de réduire les effets des inondations : participation de l'Etat au coût des études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	19.324	123.947	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 39.9.*			
73.030 (73.21)	07.50 10.10	Travaux extraordinaires d'amélioration, d'aménagement, et de renaturation à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables à charge de l'Etat. (Sans distinction d'exercice)	128.907	173.525	-

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Note:			
		Ce crédit est transféré à la section 39.9.			
74.000 (74.10)	10.10	Acquisition de véhicules automoteurs	63.410	52.058	67.000
		Détail:			
		1) Voitures 14.942			
		9) Divers 52.058			
		Total 67.000			
74.010 (74.22)	10.10	Acquisition de machines de bureau	10.546	5.330	11.155
74.020 (74.22)	10.10	Acquisition d'installations de télécommunications	-	-	1.487
74.030 (74.22)	10.10	Acquisition d'appareils médicaux, vétérinaires, pharmaceutiques et de laboratoire	80.907	483.392	309.384
74.040 (74.22)	10.10	Acquisition d'équipements spéciaux	57.933	61.973	63.112
74.050 (74.22)	10.10	Acquisition d'équipements informatiques	17.537	12.890	12.000
		Total des dépenses de la section 49.2	3.089.737	4.240.441	1.432.994
		Section 49.3			
		Remembrement des biens ruraux			
93.000 (93.00)	10.20	Alimentation extraordinaire du fonds de remembrement des biens ruraux destinée à couvrir l'intervention de l'Etat dans les dépenses correspondant aux travaux de premier établissement pour le remembrement des biens ruraux (article 41, alinéa 3, de la loi modifiée du 25.5.1964). (Crédit non limitatif)	1.983.148	1.983.148	2.000.000
		Total des dépenses de la section 49.3	1.983.148	1.983.148	2.000.000
		Section 49.4			
		Service d'économie rurale			
74.010 (74.22)	10.10	Acquisition de machines de bureau	-	-	1.980
		Détail:			
		2) Photocopieuses et duplicateurs 1.980			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
74.060 (74.40)	10.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	3.039	-	-
		Total des dépenses de la section 49.4	3.039	-	1.980
		Section 49.5			
		Administration des services vétérinaires			
53.030 (53.20)	10.10	Frais d'exécution de la loi modifiée du 29.7.1912 sur la police sanitaire du bétail: indemnisation pour bêtes abattues d'office; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	139.896	148.736	173.525
53.031 (53.20)	10.10	Subsides pour pertes de bétail essuyées à la suite de maladies infectieuses. (Crédit non limitatif)	617	4.958	4.958
74.010 (74.22)	10.10	Inspection vétérinaire.- Acquisition de machines de bureau	-	-	1.983
		Détail:			
		2) Photocopieuses et duplicateurs 1.983			
74.021 (74.22)	10.10	Acquisition d'installations de télécommunications	-	-	1.983
		Détail:			
		2) Télex et Téléfax 1.983			
74.030 (74.22)	10.10	Acquisition d'appareils de laboratoire	77.925	44.745	10.973
74.060 (74.40)	10.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	6.804	7.437	7.437
		Restants d'exercices antérieurs			
74.630 (74.40)	10.10	Acquisitions d'appareils vétérinaires	-	-	5.528
		Total des dépenses de la section 49.5	225.242	205.876	206.387
		Section 49.6			
		Viticulture			
53.020 (53.10)	10.10	Améliorations viticoles: reconstitution des vignes, y compris la démolition et la construction de murs de soutènement des vignes en terrasses; travaux de consolidation de coteaux en mouvement; sélection qualitative des cépages (participation de l'Etat au coût de travaux) ...	44.007	74.368	68.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
63.000 (63.21)	10.10	Travaux d'amélioration à exécuter par les communes à la voirie rurale dans les vignes: élargissement, prolongement, redressement, empierrement, premier goudronnage, construction de ponceaux, dalots, buses, murs, revêtement des talus; frais de mutation et dépenses diverses (participation de l'Etat au coût des travaux). (Sans distinction d'exercice)	16.113	12.395	12.395
74.010 (74.22)	13.90	Acquisition de machines de bureau	-	-	6.200
		Détail:			
		2) Photocopieuses et duplicateurs 6.200			
74.040 (74.22)	10.10	Acquisition d'équipements spéciaux	119.817	124.690	125.000
		Total des dépenses de la section 49.6	179.937	211.453	211.595
		Section 49.7			
		Sylviculture			
53.020 (53.10)	10.30	Participation de l'Etat au financement d'actions, d'amélioration des structures forestières effectuées par des propriétaires et exploitants (règlement grand-ducal du 10.10.1995). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	2.039.680	1.735.255	1.760.000
63.000 (63.21)	10.30	Participation de l'Etat au financement de la construction de chemins forestiers par les communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	371.840	371.840	400.000
73.010 (73.11)	10.30	Aménagement d'un réseau routier dans le domaine forestier de l'Etat	339.079	347.051	347.051
74.040 (74.22)	10.30	Acquisition d'équipements spéciaux	39.404	24.789	274.820
		Total des dépenses de la section 49.7	2.790.003	2.478.935	2.781.871
		Section 49.8			
		Développement rural			
63.000 (63.21)	07.20	Participation de l'Etat en faveur des communes situées dans la zone éligible à l'objectif 5b - développement rural - d'après la réforme des fonds structurels communautaires pour des projets d'infrastructure en faveur de l'agriculture, de la sylviculture, du cadre de vie et de			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		la vie économique des localités. (Sans distinction d'exercice)	162.576	247.894	163.269
63.010 (63.22)	07.20	Participation aux communes et syndicats intercommunaux pour la réalistion de la promotion économique de l'Oesling et des ressources autochtones dans le cadre du programme Leader II	21.320	-	15.864
		Total des dépenses de la section 49.8	183.896	247.894	179.133
		Total des dépenses du département 49	25.894.475	27.625.105	26.053.428

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
51	Transfert de capitaux aux entreprises	-	409.024	743.681
52	Transfert de capitaux aux entreprises privées	32.044	44.621	20.100
53	Transfert de capitaux aux ménages	2.356.188	2.519.193	2.455.239
63	Transfert de capitaux aux administrations publiques locales	3.138.604	3.482.905	1.091.528
73	Réalisation d'ouvrages de génie civil	467.986	1.016.363	842.838
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	563.958	817.304	900.042
93	Dotations de fonds de réserve	19.335.695	19.335.695	20.000.000
Total		25.894.475	27.625.105	26.053.428

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		50 - MINISTERE DE L'ECONOMIE			
		Section 50.0			
		Economie			
51.040 (51.10)	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: subventions en capital à l'investissement, aides à la promotion, garantie de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	18.173.775	32.226.158	24.800.000
51.041 (51.10)	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: création et aménagement d'infrastructures industrielles, y compris la mise en valeur de terrains et bâtiments, dépenses et frais connexes, participation à des dépenses et subsides. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	248.907	1.611.308	1.500.000
51.042 (51.10)	09.00	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: subventions en capital en faveur de la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle de l'énergie. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	2.080.666	2.478.935	2.500.000
51.043 (51.10)	11.30	Application de la loi du ... ayant pour objet le développement économique de certaines régions du pays: subventions en capital à l'investissement et à la création d'emplois. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	8.700.000
51.050 (51.10)	11.31	Application de la loi-cadre ayant pour but le développement et la diversification économique: subventions à la recherche-développement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	6.197.338	7.486.385	7.500.000
52.000 (52.10)	09.01	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie et la réalisation d'économies d'énergie. - Participation à des projets de démonstration et contrats de recherches. (Sans distinction d'exercice)	99.157	24.789	24.800
53.000 (53.10)	09.20	Contribution aux frais de fonctionement de l'Agence de l'Energie SA	-	-	75.000
63.000 (63.21)	11.30	Mesures et interventions visant la création ou l'amélioration d'infrastructures industrielles, y compris la mise en valeur de terrains et bâtiments, en vue de promouvoir et de faciliter l'établissement, le développement et l'extension d'entreprises de production de biens et de services, dépenses et frais connexes: participation au coût de certains travaux communaux ou intercommunaux et subsides. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	247.894	1.250.000
63.001 (63.21)	09.00	Participation de l'Etat au financement d'actions en faveur de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la mise en valeur des énergies nouvelles dans les communes			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		(Programme P.E.E.C.).			
		(Sans distinction d'exercice)	265.561	433.814	-
		Note:			
		Ce crédit est transféré à la section 45.1.			
71.000 (71.11)	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: achats de terrains à l'intérieur du secteur des administrations publiques, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	123.947	50.000
71.010 (71.12)	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: achats de terrains à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	991.652	1.239.468	100
72.010 (72.10)	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: aménagement de bâtiments et d'équipements, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	11.839	24.789	25.000
73.030 (73.21)	09.20	Installations hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre, d'Ettelbrück et de Rosport: travaux de renouvellement et de modernisation; dépenses diverses.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	193.852	220.625	250.000
73.050 (73.31)	12.50	Renforcement de l'infrastructure de transport de gaz naturel: honoraires et frais d'études; participation à l'infrastructure; dépenses diverses.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	3.966.296	2.478.935	2.355.000
73.053 (73.31)	09.10	Reprise d'une capacité de stockage de kérosène (frais d'exploitation, de gardiennage, de transport, d'achat de produit pétrolier).			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	124	100
73.070 (73.41)	09.10	Renforcement des capacités de stockage en produits pétroliers par la réalisation de réserves stratégiques: honoraires et frais d'études; dépenses diverses.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	124	-
73.071 (73.41)	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: aménagement de terrains et création d'ouvrages de génie civil, dépenses et frais connexes, participation à ces dépenses.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	6.259.420	7.932.593	8.000.000
74.000 (74.10)	11.10	Acquisition de véhicules automoteurs	10.163	-	-
74.020 (74.22)	09.20	Acquisition d'installations de télécommunications	2.097	868	-
74.040 (74.22)	09.20	Acquisition d'équipements spéciaux	-	-	60.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
74.050 (74.22)	09.20	Acquisition d'équipements informatiques		-	2.479	60.000
74.060 (74.40)	11.10	Acquisition de logiciels		297	2.479	5.700
81.030 (81.40)	11.40	Participation dans le capital social de sociétés ou à des Groupements d'Intérêt Economique. (Crédit non limitatif)		991.574	124	100
		Total des dépenses de la section 50.0		39.492.594	56.535.838	57.155.800
		Section 50.1 **Service central de la statistique et des études économiques**				
74.000 (74.10)	01.32	Acquisition de véhicules automoteurs		20.044	-	-
74.010 (74.22)	01.32	Acquisition de machines de bureau		2.232	4.214	13.230
		Détail:				
		1) Photocopieurs	11.250			
		3) Timbreuse	1.980			
		Total	13.230			
74.040 (74.22)	01.32	Acquisition d'équipements spéciaux		-	1.239	-
74.050 (74.22)	01.32	Acquisition d'équipements informatiques		25.390	49.579	55.000
		Détail:				
		1) Acquisition d'équipements informatiques	17.000			
		2) Acquisitions "Recensement de la population"	38.000			
		Total	55.000			
74.060 (74.40)	01.32	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels		15.334	37.184	20.000
		Détail:				
		1) Logiciels pour le réseau	12.500			
		2) Logiciels "recensement de la population"	7.500			
		Total	20.000			
		Total des dépenses de la section 50.1		63.000	92.216	88.230

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Section 50.2			
		Service de l'Energie de l'Etat			
73.070 (73.41)	09.20	Lignes et postes 220 kV et 65 KV appartenant à l'Etat: frais de renouvellement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	124	-
74.000 (74.10)	12.12	Acquisition de véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice)	-	-	24.000
		Détail:			
		2) Camionnettes, camions et autobus 24.000			
74.010 (74.22)	12.12	Acquisition de machines de bureau	-	-	1.000
		Détail:			
		2) Photocopieurs et duplicateurs 1.000			
74.042 (74.22)	12.12	Acquisition d'équipements spéciaux	-	-	8.200
		Total des dépenses de la section 50.2	-	124	33.200
		Section 50.3			
		Centrales hydro-électriques			
73.030 (73.21)	09.20	Aménagements hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre, d'Ettelbrück et de Rosport: travaux de renouvellement et de modernisation des installations et des bâtiments. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	29.774	86.763	250.000
		Détail:			
		1) Centrale de Rosport 118.000			
		2) Centrale d'Esch-sur-Sûre 132.000			
		Total 250.000			
73.031 (73.21)	09.20	Réparation et entretien des organes de fermeture et des bâtiments des aménagements hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre, d'Ettelbrück et de Rosport. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	14.874	26.000
		Détail:			
		1) Centrale de Rosport 8.650			
		2) Centrale d'Esch-sur-Sûre 17.350			
		Total 26.000			
74.040 (74.22)	09.20	Acquisition d'équipements spéciaux	6.635	-	-

Article (Codé écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 50.3	36.409	101.637	276.000
		Section 50.4			
		Energie.- Dépenses diverses			
51.040 (51.10)	09.01	Participation à des contrats de recherches couvrant des programmes de base et des domaines de la technologie avancée. (Sans distinction d'exercice)	54.537	-	-
53.000 (53.10)	09.00	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie et la réalisation d'économies d'énergie. - Participation aux frais d'études et aux dépenses d'investissement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	818.789	495.787	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 45.1.*			
73.051 (73.31)	09.20	Installations de cogénération force-chaleur: honoraires et frais d'études; participations à l'infrastructure; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	124	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 45.1.*			
73.054 (73.13)	09.20	Mise en place d'un réseau de chaleur urbain à Esch-Alzette; honoraires et frais d'études; participation à l'infrastructure; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	124	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 45.1.*			
74.000 (74.10)	09.20	Acquisition de véhicules automoteurs	1.559	-	-
		Total des dépenses de la section 50.4	874.885	496.035	-
		Total des dépenses du département 50	40.466.888	57.225.850	57.553.230

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de l'Economie

Code	Classes de comptes	1999 Compte provisoire	2000 Budget	2001 Crédits
51	Transfert de capitaux aux entreprises	26.755.223	43.802.786	45.000.000
52	Transfert de capitaux aux entreprises privées	99.157	24.789	24.800
53	Transfert de capitaux aux ménages	818.789	495.787	75.000
63	Transfert de capitaux aux administrations publiques locales	265.561	681.708	1.250.000
71	Achats de terrains et bâtiments dans les pays	991.652	1.363.415	50.100
72	Construction de bâtiments	11.839	24.789	25.000
73	Réalisation d'ouvrages de génie civil	10.449.342	10.734.410	10.881.100
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	83.751	98.042	247.130
81	Octrois de crédits aux et participations dans les entreprises et institutions financières	991.574	124	100
Total		40.466.888	57.225.850	57.553.230

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		51 - MINISTERE DES CLASSES MOYENNES, DU TOURISME ET DU LOGEMENT			
		Section 51.0 **Classes moyennes**			
52.000 (52.10)	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: aides aux mutualités de cautionnement du commerce et de l'artisanat (article 6 de la loi du 29.7.1968)	74.368	2.479	2.479
52.001 (52.10)	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: participation à la couverture de pertes subies sur des cautionnements accordés aux membres des mutualités de cautionnement de l'artisant et du commerce dans le cadre d'un premier établissement, d'une extension ou d'une adaptation à l'évolution technologique (Art. 6 de la loi du 29.7.1968). (Crédit non limitatif)	-	123.947	123.947
53.040 (53.10)	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: subventions en capital (article 3 de la loi du 29.7.1968). (Crédit non limitatif)	6.073.388	4.214.190	6.000.000
53.041 (53.10)	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: primes d'épargne de premier établissement (article 9 de la loi du 29.7.1968). (Crédit non limitatif)	318.890	347.051	347.050
74.050 (74.22)	11.40	Acquisition d'équipements informatiques	7.568	-	3.000
74.060 (74.40)	11.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	9.881	-	2.000
		Total des dépenses de la section 51.0	6.484.095	4.687.667	6.478.476
		Section 51.1 **Tourisme**			
51.040 (51.10)	11.50	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à la construction, l'extension, la modernisation et la rationalisation d'établissements hôteliers ainsi qu'à la création, l'extension et l'amélioration des infrastructures spécifiques prévues à l'article 3 du règlement grand-ducal y relatif	1.115.521	1.735.255	1.437.782
51.041 (51.10)	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des investisseurs privés	222.807	123.947	123.947
52.000 (52.10)	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par les syndicats d'initiative et les ententes de syndicats d'initiative	1.069.412	297.472	520.576
52.001 (52.10)	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel ainsi que de projets d'aménagement, d'extension et de modernisation de gîtes ruraux, à réaliser par des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative et d'autres associations sans but lucratif	123.137	37.184	74.368
52.002 (52.10)	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de construction, d'extension et de modernisation d'auberges de jeunesse à réaliser par la Centrale des Auberges de Jeunesse et d'autres associations sans but lucratif	37.184	334.656	1.003.969
52.003 (52.10)	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, aux syndicats d'initiative, aux ententes de syndicats d'initiative et autres associations sans but lucratif dans l'intérêt de la mise en place d'équipements informatiques et d'équipements audiovisuels	44.874	198.315	74.368
53.040 (53.10)	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'aménagement, d'extension et de modernisation de gîtes ruraux et de gîtes à la ferme à réaliser par des particuliers	113.808	173.525	111.552
53.041 (53.10)	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel à réaliser par des particuliers	-	24.789	24.789
53.042 (53.10)	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à la création de campings privés et à l'exécution de projets de modernisation, de rationalisation, d'extension, d'assainissement et d'intégration dans l'environnement naturel de l'infrastructure et de l'équipement des campings privés existants	247.894	123.947	148.736
63.000 (63.21)	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des communes et syndicats de communes	2.403.501	2.478.192	2.272.000
63.001 (63.21)	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel ainsi que de projets d'aménagements, d'extension et d'aménagement de gîtes ruraux à réaliser par des communes et syndicats de communes	173.845	247.894	173.525
63.040 (63.51)	13.90	Participation de l'Etat aux frais des syndicats d'initiative et ententes de syndicats d'initiative occasionnés pour l'aménagement et l'entretien des pistes cyclables, circuits VTT et sentiers pédestres	-	-	24.800
74.000 (74.10)	11.60	Acquisition de véhicules automoteurs	-	-	16.117
74.040 (74.22)	11.60	Acquisition d'équipements spéciaux pour l'aménagement et l'entretien des sentiers touristiques	39.661	42.142	17.350
74.041 (74.22)	08.30	Pistes cyclables: frais occasionnés pour l'aménagement touristique des pistes cyclables: signalisation touristique, panneaux d'information, aménagement d'aires de repos (abris, bancs, pique-nique)	-	123.947	-
74.080 (74.22)	11.60	Acquisition de mobilier et d'équipements de bureaux pour les agences à l'étranger. (Sans distinction d'exercice)	8.062	30.739	9.000
		Total des dépenses de la section 51.1	5.599.706	5.972.004	6.032.879
		Section 51.2 **Logement**			
51.000 (51.10)	06.30	Participation de l'Etat aux frais exposés par les promoteurs publics dans le cadre des mesures d'accompagnement lors de la préparation et la réalisation de zones d'assainissement. (Sans distinction d'exercice)	-	148.736	123.946
51.001 (51.10)	07.10	Participation de l'Etat aux frais exposés par le Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall dans le cadre de l'enquête sociale réalisée dans la Cité Syrdall. (Sans distinction d'exercice)	-	61.973	-
51.002 (51.10)	06.33	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs pour personnes âgées par des établissements publics sous la surveillance des communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	37.184	24.000
51.003	07.10	Participation aux frais de construction d'ensembles de			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(51.10)		logements destinés à la vente: aide au Fonds pour le logement à coût modéré et au Fonds pour l'assainissement de la Cité Syrdall (loi modifiée du 25.2.1979 et loi du 10.12.1998).			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	677.512	991.574	991.574
51.004 (51.10)	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs: aide au Fonds pour le logement à coût modéré (loi modifiée du 25.2.1979).			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	4.161.564	5.825.498	6.200.000
51.005 (51.10)	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs par des établissements publics sous la surveillance des communes.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	38.717	12.395	10
51.006 (51.10)	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs par des fabriques d'église.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	32.226	50.000
		Note: *Changement du libellé en ajoutant la mention "Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice".*			
51.040 (51.10)	06.36	Participation de l'Etat aux frais d'acquisition, d'aménagement et de construction de logis pour travailleurs étrangers seuls par des employeurs-bailleurs.			
		(Sans distinction d'exercice)	15.439	123.947	24.790
51.041 (51.10)	07.10	Participation aux frais de construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide à la Société nationale des habitations à bon marché (loi modifiée du 25.2.1979).			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	717.400	553.546	225.100
51.042 (51.10)	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs: aide à la Société nationale des habitations à bon marché (loi modifiée du 25.2.1979).			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	248	123.950
52.000 (52.10)	07.10	Participation de l'Etat aux frais d'acquisition, d'aménagement et de construction de logements par des associations privées sans but lucratif.			
		(Sans distinction d'exercice)	61.818	371.840	247.895
52.001 (52.10)	06.33	Participation de l'Etat aux frais de construction et de l'aménagement de logements locatifs pour personnes âgées par la Fondation Pescatore.			
		(Sans distinction d'exercice)	-	74.368	74.368
53.000 (53.10)	07.10	Aide au logement: primes de construction et d'acquisition (règlement ministériel modifié du 25.5.1973; loi modifiée du 25.2.1979).			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	8.309.813	10.783.368	10.783.368
53.001 (53.10)	07.10	Epargne-logement et aide au logement: garantie de l'Etat (loi du 27.7.1971; loi modifiée du 25.2.1979).			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	248	10
53.002 (53.10)	07.10	Aide au logement: primes d'épargne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	1.637.947	3.222.616	2.500.000
53.003 (53.10)	07.10	Aide au logement: primes d'amélioration de logements anciens (règlement ministériel modifié du 25.5.1973; loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	925.713	1.487.361	1.487.361
53.004 (53.10)	07.10	Aide au logement: participation aux frais d'aménagements spéciaux répondant aux besoins de personnes handicapées physiquement (loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	266.486	99.157	14.875
53.005 (53.10)	07.10	Participation au coût des travaux d'assainissement effectués par les propriétaires-occupants dans le cadre de l'assainissement par zone (loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	24.789	123.950
53.006 (53.10)	07.10	Aide au logement: participation de l'Etat aux frais d'experts exposés par le propriétaire d'un logement pour l'établissement d'un carnet de l'habitat de son logement (art. 12bis de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	247.894	247.894
63.001 (63.21)	06.33	Participation de l'Etat aux frais de construction et de modernisation par les communes d'ensembles de logements pour personnes âgées. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	24.789	24.789	552.000
63.002 (63.21)	07.10	Participation aux frais de construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux communes (loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	322.262	421.419	421.420
63.003 (63.21)	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs: aide aux communes (loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	743.681	991.574	991.575
63.004 (63.21)	07.10	Participation aux frais d'aménagement de logements effectués par les communes dans le cadre de l'assainissement par zone (loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	248	10
63.005 (63.21)	07.10	Participation au coût des travaux d'assainissement des infrastructures publiques dans le cadre de l'assainissement par zone (loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	24.789	24.790
74.010 (74.22)	07.10	Acquisition de machines de bureau	-	2.603	2.425
74.040 (74.22)	13.90	Acquisition d'équipements spéciaux	-	-	325.000
81.030 (81.40)	13.90	Fonds pour le logement à coût modéré: majoration de la dotation. (Crédit non limitatif)	-	-	8.676.273

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
83.000 (83.00)	07.10	Lutte contre les taudis: subsides remboursables	223.104	223.104	223.105
83.030 (83.40)	07.10	Fonds pour le logement à coût modéré: majoration de la dotation. (Crédit non limitatif)	2.162.871	8.676.273	-
		Total des dépenses de la section 51.2	20.289.116	34.463.767	34.459.689
		Total des dépenses du département 51	32.372.917	45.123.438	46.971.044

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
51	Transferts en capital aux entreprises et institutions financières	6.948.960	9.646.529	9.325.099
52	Transferts de capitaux aux administrations privées	1.410.793	1.440.261	2.121.970
53	Transferts en capital aux ménages	17.893.939	20.748.935	21.789.585
63	Transferts en capital aux administrations publiques et locales	3.668.078	4.188.905	4.460.120
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	65.172	199.431	374.892
81	Octrois de crédits aux et participations dans les entreprises et institutions financières	-	-	8.676.273
83	Octrois de crédits aux ménages	2.385.975	8.899.377	223.105
Total		32.372.917	45.123.438	46.971.044

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		52 - MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS			
		Section 52.0			
		Travaux publics.- Dépenses générales			
74.050 (74.22)	12.00	Acquisition d'équipements informatiques	1.313	7.933	8.500
74.060 (74.40)	12.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	17.743	11.155	11.200
		Total des dépenses de la section 52.0	19.056	19.088	19.700
		Section 52.1			
		Ponts et chaussées			
63.000 (63.21)	12.12	Emprises; acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis dans l'intérêt des chemins repris et des pistes cyclables: remboursement aux communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	270	74.368	25.000
71.000 (71.11)	12.12	Emprises: acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis auprès du secteur des administrations publiques dans l'intérêt du domaine et de la voirie de l'Etat; indemnisation pour perte de volume bâti, servitudes et droits acquis; démolition d'immeubles bâtis; travaux d'adaptation et dépenses accessoires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	24.789	25.000
71.010 (71.12)	12.12	Emprises: acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques dans l'intérêt du domaine et de la voirie de l'Etat; indemnisation pour perte de volume bâti, servitudes et droits acquis; démolition d'immeubles bâtis; travaux d'adaptation et dépenses accessoires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	82.055	396.630	250.000
72.010 (72.10)	12.12	Bâtiments et hangars de l'administration: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation. (Sans distinction d'exercice)	808.576	917.206	950.000
		Détail:			
		1) Division des services régionaux de la voirie à Luxembourg 720.000			
		2) Division des services régionaux de la voirie à Diekirch 120.000			
		3) Division centrale de la voirie (autoroutes) 60.000			
		4) Division des eaux et des ouvrages d'art 45.300			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		5) Service de l'éclairage public	4.700			
		Total	950.000			
73.010 (73.11)	12.12	Routes nationales: redressement et aménagement de la chaussée, amélioration et réfection des revêtements. (Sans distinction d'exercice)		15.575.164	16.559.287	17.500.000
		Détail:				
		Division des services régionaux de la voirie à Luxembourg				
		1) N1 réfection à la sortie de Grevenmacher ..	148.000			
		2) N1 accès pont frontalier à Wasserbillig ...	123.000			
		3) N1A redressement rue Tour Jacob à Clausen ..	247.000			
		4) N2 contournement de Bous	743.000			
		5) N2 boulevard de la Pétrusse à Luxembourg ..	371.000			
		6) N4 boulevard Kennedy à Esch/Alzette	74.000			
		7) N4 carrefour Bourgard à Esch/Alzette	123.000			
		8) N4 avenue Marie-Thérèse Luxembourg	123.000			
		9) N5 traversée de Rodange	272.000			
		10) N5 giratoire à Helfenterbruck	421.000			
		11) N5 traversée de Bascharage (giratoire ZI) .	247.000			
		12) N5 traversée de Lamadelaine	123.000			
		13) N6 traversée de Mamer (giratoire)	421.000			
		14) N10 redressem. Wasserbillig-Moersdorf lotIII	818.000			
		15) N10 sortie Wasserbillig vers Moersdorf	198.000			
		16) N10 traversée de Stadtbredimus	123.000			
		17) N12 contournement Bridel - giratoire	297.000			
		18) N14 réaménagement à l'entrée de Biwer	247.000			
		19) N14 suppression du passage à niveau à Biwer	867.000			
		20) N16 CR162 carrefour Ellange-Gare	123.000			
		21) N22 redressement à Boevange/Attert	371.000			
		22) N28 descente d'Oetrange	123.000			
		23) N31 rue de Belvaux à Obercorn	446.000			
		24) N31 route de Luxembourg à Dudelange	123.000			
		25) N33 réaménagement à Tétange	297.000			
		26) N52 rue des Glacis à Luxembourg	198.000			
		27) N55 réaménagement de la rue de Mühlenbach à Luxembourg	123.000			
		28) Raclages et tapis	700.000			
		29) Reprofilages	1.630.000			
		30) Renforcements coordonnés	371.000			
		Division des services régionaux de la voirie à Diekirch				
		1) N7 traversée d'Ettelbruck	124.000			
		2) N7 carrefour N27 Erpeldange	496.000			
		3) N7 rue de la Gare à Diekirch	248.000			
		4) N7 aménagement à Marnach	124.000			
		5) E29 carrefour CR137 Bech-Consdorf	248.000			
		6) N10 carrefour Ste Croix à Echternach	248.000			
		7) N10 Aalemoart à Vianden	174.000			
		8) N10 réaménagement au droit de la SEO à Stolzembourg	446.000			
		9) N10 renforcement Dasbourg-Marbourg	322.000			
		10) N12 sortie de Troisvierges	347.000			
		11) N12 carrefour CR309 à Derenbach	149.000			
		12) N14 rocade de Medernach	397.000			
		13) N15 réaménagement à Heiderscheid	548.000			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		14) N15 aménagement à Pommerloch	744.000			
		15) N17 traversée de Tandel	149.000			
		16) N19 traversée de Bettendorf	446.000			
		17) N23 traversée de Rambrouch	149.000			
		18) N24 Rippweiler - Giratoire N12	74.000			
		19) N24 Giratoire N12 - Useldange	446.000			
		20) petits crédits, sommes à valoir, hausses	510.000			
		21) reprofilages, raclages, tapis, sommes à valoir	620.000			
		Total	17.500.000			
73.011 (73.11)	12.12	Chemins repris: redressement et aménagement de la chaussée, amélioration et réfection des revêtements. (Sans distinction d'exercice)		25.581.935	24.343.144	24.764.000
		Détail:				
		Division des services régionaux de la voirie à Luxembourg				
		1) CR101 rue de Mamer à Kopstal	223.000			
		2) CR101 rue de Mamer à Holzem	74.000			
		3) CR103 traversée de Olm lot II	49.000			
		4) CR103 réaménagement à Bettange/Mess	123.000			
		5) CR106 réaménagement de la rue de la Gare à Schouweiler-Sprinkange	446.000			
		6) CR106 réaménagement à Mondercange	148.000			
		7) CR109 rue principale à Koerich	74.000			
		8) CR112 rue de Geisch à Tuntange	123.000			
		9) CR112 rue de Brouch à Tuntange	173.000			
		10) CR114 Brouch-Obenthalt	223.000			
		11) CR116 Helperterwee à Buschdorf	247.000			
		12) CR119 traversée de Altlinster	247.000			
		13) CR120 rue Belle-Vue à Rollingen (Mersch) ...	322.000			
		14) CR122b rue Principale à Wormeldange	173.000			
		15) CR126b à Senningerberg	49.000			
		16) CR128 traversée de Heffingen	49.000			
		17) CR129 traversée de Junglinster	123.000			
		18) CR131 Junglinster-Bourglinster	322.000			
		19) CR132 redressement à Oberanven-Ernster	272.000			
		20) CR132 rue de Peppange à Bettembourg	49.000			
		21) CR134 sortie de Wecker	123.000			
		23) CR134 traversée de Manternach	123.000			
		25) CR134 traversée de Roodt/Syr (Haupeschhaff)	247.000			
		26) CR145 traversée de Greiveldange	123.000			
		27) CR148 traversée de Gondelange	49.000			
		28) CR148 traversée de Welfrange/Wouerboesch ...	49.000			
		29) CR148 traversée de Waldbredimus	123.000			
		30) CR149 rue de Mondorf à Ellange	123.000			
		31) CR149 redr. Emeringerhaff/Erpeldange	198.000			
		32) CR150 réaménagement entrée Remerschen	123.000			
		33) CR152 redressement Wintrange et Remerschen .	297.000			
		34) CR152 sortie de Remerschen vers Schengen ...	123.000			
		35) CR152a rue de la Gare à Remich	99.000			
		36) CR159 Peppange-Livange	198.000			
		37) CR163 Halte de Leudelange-Giratoire N5	173.000			
		38) CR164 apaisement à Foetz	74.000			
		39) CR168 rue du Canal à Schifflange	148.000			
		40) CR169 traversée de Pontpierre	148.000			
		41) CR173 redressement Sandweiler-Gare	148.000			
		42) CR175 passage sous les CFL à Pétange	74.000			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		44) CR181 contournement de Bridel	421.000			
		46) CR184 rue de Volmerange à Dudelange	223.000			
		47) CR185 traversée de Neuhausgen	173.000			
		48) CR226 Contern-Syren	74.000			
		49) CR226 Syren-Filsdorf	74.000			
		50) CR230 rue des Carrefours à Strassen	123.000			
		51) CR346 traversée de Schrondweiler	173.000			
		52) CR102 Mersch-Schoenfels	1.364.000			
		53) Raclages et tapis	1.735.000			
		54) Reprofilages	1.735.000			
		55) Renforcements coordonnés	1.410.000			
		Division des services régionaux de la voirie à Diekirch				
		1) CR118 Scheidgen-Lauterborn	74.000			
		2) CR121 Vugelsmillen-Grundhof	248.000			
		3) CR135 traversée de Herborn	248.000			
		4) CR136 traversée d'Altrier	496.000			
		5) CR137 rue Hicht à Consdorf	149.000			
		6) CR300 Eschweiler - CR309	446.000			
		7) CR303 traversée de Colpach-Haut	74.000			
		8) CR305 rue Michel Weber à Ettelbruck	273.000			
		9) CR307 traversée de Wahl	273.000			
		10) CR308 traversée de Bourscheid (CR348)	124.000			
		11) CR309 Boulaide-Fleibour	174.000			
		12) CR309 Harlange-Watrange	149.000			
		13) CR309 Doncols-Derenbach	248.000			
		15) CR314 traversée d'Eschdorf	198.000			
		16) CR318 traversée de Nothum	248.000			
		17) CR321 traversée de Goesdorf	248.000			
		18) CR322 CR322a et b à Wahlhausen	149.000			
		19) CR322 traversée de Kautenbach	124.000			
		20) CR324 Eesberwee à Hosingen	149.000			
		21) CR326 traversée d'Enscherange	198.000			
		22) CR329 traversée de Noertrange	74.000			
		23) CR331 Merkholtz-Wilwerwiltz	347.000			
		24) CR332 CR332b Eselborn-Weicherdange	446.000			
		25) CR334 traversée d'Asselborn	124.000			
		26) CR335 Rossmühle-Weiswampach	397.000			
		27) CR337 Hautbellain-frontière	273.000			
		28) CR339 entrée de Hupperdange	99.000			
		29) CR344 aménagements Sanatorium à Vianden	298.000			
		30) CR347 Schieren-Stegen	397.000			
		31) CR348 avenue Salentiny à Ettelbruck	248.000			
		32) CR348 sortie de Warken	248.000			
		33) CR349 Welscheid-Scheidel	248.000			
		34) CR353 Entrée de Bastendorf	248.000			
		35) CR356 rue de Gilsdorf à Diekirch	298.000			
		36) CR360 Mertzig-Michelbuch	248.000			
		37) CR364aGrand-Rue à Beaufort	347.000			
		38) CR371 traversée de Biwisch	124.000			
		39) CR372 rue du Pont à Rosport	496.000			
		40) petits crédits, sommes à valoir, hausses ...	621.000			
		41) reprofilages, raclages, tapis-somme à valoir	1.116.000			
		Total	24.764.000			
73.012 (73.11)	12.14	Voirie de l'Etat: travaux d'aménagement visant à améliorer la sécurité routière. (Sans distinction d'exercice)		1.486.187	1.487.361	1.487.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		1) Division des services régionaux de la voirie à Luxembourg 495.000			
		2) Division des services régionaux de la voirie à Diekirch 992.000			
		Total 1.487.000			
73.013 (73.11)	12.12	Ouvrages d'art routiers: travaux de construction et de réfection. (Sans distinction d'exercice)	4.648.901	6.197.338	6.700.000
73.014 (73.11)	12.12	Voirie de l'Etat: construction de trottoirs. (Sans distinction d'exercice)	110.001	210.709	200.000
		Détail:			
		1) Division des services régionaux de la voirie à Luxembourg 86.000			
		2) Division des services régionaux de la voirie à Diekirch 114.000			
		Total 200.000			
73.015 (73.11)	12.12	Glissements de terrains: réparation des dégâts causés à la voirie; consolidation des talus; installation de dispositifs de sécurité en vue de prévenir la chute de pierres. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	742.582	743.681	950.000
		Détail:			
		1) Division des services régionaux de la voirie à Luxembourg 446.000			
		2) Division des services régionaux de la voirie à Diekirch 492.000			
		3) Division des ouvrages d'art 12.000			
		Total 950.000			
73.017 (73.11)	12.12	Installation de nouveaux équipements d'éclairage public: travaux d'infrastructure et de génie civil. (Sans distinction d'exercice)	421.326	421.419	420.000
73.018 (73.11)	12.12	Viabilisation du plan d'aménagement de la Place de l'Etoile à Luxembourg.-Dépenses à charge de l'Etat. (Crédit non limitatif)	66.789	1.239.468	500.000
73.019 (73.11)	12.12	Installation de nouveaux équipements d'éclairage public et remplacement d'équipements d'éclairage public vétustes: travaux d'installation. (Sans distinction d'exercice)	743.239	619.734	647.600
73.020 (73.11)	12.32	Port de Mertert: travaux de construction et de réfection	-	-	670.000
		Détail:			
		1) Stabilisation de la route interne entre les installations de la TANKLUX et la route N1 à Grevenmacher 230.000			
		2) Réaménagement de l'entrée du port dans l'intérêt de la sécurité des usagers (camions et			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		trains)	200.000			
		3) Déplacement du parking pour poids lourds ...	200.000			
		4) Réfection de l'éclairage public à l'entrée du port	40.000			
		Total	670.000			
73.030 (73.21)	12.32	Approfondissement du chenal navigable de la Moselle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		256.755	247.894	250.000
73.031 (73.21)	09.20	Aménagements hydro-électriques de la Sûre: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		401.345	736.740	750.000
73.032 (73.21)	12.32	Moselle canalisée: participation aux frais avancés par l'administration allemande dans l'intérêt de travaux d'investissements exécutés dans la partie commune de la Moselle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	929.601	500.000
73.040 (73.11)	12.12	Mesures de protection contre les crues de la Sûre. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		435.140	1.487.361	-
		Note: *Ce crédit est transféré à la section 39.9.*				
73.060 (73.43)	12.32	Participation de l'Etat dans les frais de construction de quais d'accostage sur la Moselle. (Sans distinction d'exercice)		-	223.104	233.000
		Détail:				
		2) Réalisation du quai de Grevenmacher (Part Etat)	233.000			
73.061 (73.11)	08.30	Pistes cyclables: travaux de construction et de réfection. (Sans distinction d'exercice)		1.217.887	1.239.468	1.700.000
		Détail:				
		1) Division des services régionaux de la voirie à Luxembourg	1.500.000			
		2) Division des services régionaux de la voirie à Diekirch	200.000			
		Total	1.700.000			
73.062 (73.11)	07.50	Plantations et aménagements paysagers. (Sans distinction d'exercice)		127.665	78.086	81.500
74.000 (74.10)	12.10	Acquisition de véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice)		1.920.256	1.701.541	2.300.000
		Détail:				
		1) Voitures	300.000			
		2) Camionnettes, camions et autobus	950.000			
		3) Machines, engins de chantier et tracteurs ..	480.000			
		4) Accessoires pour véhicules tout usage	350.000			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		9) Divers	220.000			
		Total	2.300.000			
74.010 (74.22)	12.10	Acquisition de machines de bureau		52.573	35.945	37.200
		Détail:				
		2) Photocopieurs et duplicateurs	23.550			
		9) Divers	13.650			
		Total	37.200			
74.020 (74.22)	12.10	Acquisition d'installations de télécommunications. (Sans distinction d'exercice)		51.334	53.545	54.500
		Détail:				
		1) Installations téléphoniques	21.000			
		2) Télex et téléfax	3.000			
		9) Divers	30.500			
		Total	54.500			
74.030 (74.22)	12.10	Acquisition d'appareils de laboratoire. (Sans distinction d'exercice)		76.285	71.889	72.600
74.040 (74.22)	12.10	Acquisition d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice)		1.506.013	1.418.819	1.450.000
		Détail:				
		1) Instruments de géodésie et de photogrammétrie	75.000			
		2) Equipements routiers	350.000			
		3) Equipements pour le service d'hiver	420.000			
		4) Machines et engins divers	400.000			
		5) Equipement spécialisé pour l'auscultation et l'inspection spécifique des ouvrages d'art .	80.000			
		9) Divers	125.000			
		Total	1.450.000			
74.041 (74.22)	12.12	Installation de nouveaux équipements d'éclairage public et remplacement d'équipements d'éclairage public vétustes: acquisitions d'équipements. (Sans distinction d'exercice)		991.459	991.574	867.600
74.042 (74.22)	12.12	Equipements d'éclairage public endommagés notamment à la suite d'accidents de la circulation routière: acquisition d'équipements. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		99.113	99.157	86.800
74.043 (74.22)	12.12	Acquisition d'équipements spéciaux pour le bateau ponton de la division des ouvrages d'art		-	-	430.000
74.050 (74.22)	12.10	Acquisition d'équipements informatiques		128.905	223.104	300.000
74.060 (74.40)	12.10	Acquisition de logiciels. (Crédit non limitatif)		176.957	235.499	150.000
74.080	12.10	Bâtiments et hangars de l'administration: acquisition de				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(74.22)		mobilier	28.813	24.789	25.900
		Total des dépenses de la section 52.1	57.737.525	63.033.250	64.377.700
		Section 52.2 **Fonds des routes**			
93.000 (93.00)	12.12	Alimentation du fonds des routes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	86.762.734	12.394.676	86.000.000
		Total des dépenses de la section 52.2	86.762.734	12.394.676	86.000.000
		Section 52.3 **Bâtiments publics**			
72.010 (72.10)	01.25	Bâtiments à usage administratif, sanitaire et social: travaux de remise en état. (Sans distinction d'exercice)	2.597.294	2.602.882	3.000.000
72.011 (72.10)	04.00	Bâtiments d'enseignement de l'Etat: travaux de remise en état. (Sans distinction d'exercice)	3.221.330	3.222.616	3.000.000
72.012 (72.10)	01.25	Divers bâtiments de l'Etat: travaux de construction, de transformation et de remise en état. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	16.134.738	7.436.806	7.200.000
72.013 (72.10)	01.25	Bâtiments loués aux institutions internationales; travaux de construction, de transformation et de remise en état. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	2.478.855	2.478.936	4.500.000
		Détail: *1) Bâtiment-Tour et annexes à Kirchberg ..... 1.948.800* *2) Bâtiment Robert-Schuman à Kirchberg ..... 889.000* *3) Bâtiment BAK, Kirchberg ..... 752.900* *4) Hémicycle ..... 233.600* *5) Centre polyvalent de la Petite enfance, Kirchberg ..... 675.700* *Total 4.500.000*			
72.014 (72.10)	02.10 03.20	Travaux de transformation à réaliser dans le cadre de la réorganisation des Forces de Police	3.191.145	3.532.483	3.700.000
72.015 (72.10)	01.34	Installations thermiques: aménagements, remplacements et modifications. (Sans distinction d'exercice)	693.799	694.102	710.000
72.016 (72.10)	01.34	Installations électriques: aménagements, remplacements et modifications. (Sans distinction d'exercice)	1.238.966	1.239.468	1.270.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
72.017 (72.10)	01.34	Installations de sécurité: aménagements, remplacements et modifications. (Sans distinction d'exercice)		2.471.577	2.726.830	2.850.000
		Détail:				
		1) Bâtiments scolaires	1.184.000			
		2) Bâtiments sanitaires et sociaux	1.074.000			
		3) Bâtiments administratifs	592.000			
		Total	2.850.000			
72.018 (72.10)	01.34	Remplacement de transformateurs, de condensateurs et d'équipements contenant du PCB. (Sans distinction d'exercice)		123.539	74.368	75.000
72.019 (72.10)	01.34	Assainissement énergétique des bâtiments de l'Etat. (Sans distinction d'exercice)		346.952	297.472	300.000
72.020 (72.10)	01.34	Elimination de revêtements en amiante et divers travaux de décontamination dans les bâtiments de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		283.606	123.947	125.000
72.021 (72.10)	01.34	Travaux d'isolation thermique. (Sans distinction d'exercice)		128.854	128.905	130.000
73.010 (73.11)	05.23	Travaux de réfection des chemins du parc du centre thermal et de santé à Mondorf-les-Bains. (Sans distinction d'exercice)		493.528	520.576	700.000
74.000 (74.10)	01.34	Acquisition de véhicules automoteurs		43.640	53.793	90.000
		Détail:				
		1) Voitures	35.000			
		2) Camionettes, camions et autobus	55.000			
		Total	90.000			
74.010 (74.22)	01.34	Acquisition de machines de bureau		7.412	26.029	14.000
		Détail:				
		2) Photocopieurs et duplicateurs	14.000			
74.020 (74.22)	01.34	Acquisition d'installations de télécommunications		1.029	-	1.750
		Détail:				
		2) Télex et téléfax	1.750			
74.040 (74.22)	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux		50.139	49.579	48.000
		Détail:				
		1) Service menuiserie	17.000			
		2) Service jardinage	7.000			
		3) Service garage	14.000			
		4) Château de Berg	10.000			
		Total	48.000			
74.041 (74.22)	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux pour fêtes publiques et autres manifestations.				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		(Sans distinction d'exercice)	3.222	3.223	7.440
74.042 (74.22)	01.43	Acquisition d'équipements de cuisine du Centre de conférence à Luxembourg-Kirchberg	598.820	-	-
74.050 (74.22)	01.34	Acquisition d'équipements informatiques	8.965	17.353	34.200
74.060 (74.40)	01.34	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels.			
		(Sans distinction d'exercice)	3.181	16.609	250.000
74.080 (74.22)	01.34	Acquisition de mobilier pour fêtes publiques et autres manifestations.			
		(Sans distinction d'exercice)	18.371	21.071	16.860
		Total des dépenses de la section 52.3	34.138.962	25.267.048	28.022.250
		Section 52.4			
		Bâtiments publics.- Compétences communes			
72.010 (72.10)	01.10 01.34 08.50	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère d'Etat.			
		(Sans distinction d'exercice)	1.772.261	2.069.911	2.193.900
		Détail:			
		1) Château de Berg 649.600			
		2) Chambre des députés + annexes 108.300			
		3) Château de Senningen 216.600			
		4) Divers hôtels du gouvernement 747.300			
		5) Eglise protestante 65.000			
		6) Maison de Cassal 43.300			
		7) Conseil d'Etat 32.500			
		8) Musée de la déportation (ancienne Gare de Hollerich) 21.700			
		9) ENA Château de Sanem 21.700			
		10) Divers 21.700			
		11) Service des médias, 21 rue Large 108.300			
		12) Conseil National de la Résistance 108.300			
		13) Cour des Comptes 49.600			
		Total 2.193.900			
72.011 (72.10)	01.42 02.10	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des affaires étrangères, du commerce extérieur, de la coopération et de la défense.			
		(Sans distinction d'exercice)	858.260	923.403	1.065.900
		Détail:			
		1) Ambassade à Rome 42.200			
		2) Ambassade à Madrid 21.100			
		3) Ambassade à Bruxelles 42.200			
		4) Casernes, cités et camps militaires, champs de tir 464.500			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		5) Représentation permanente auprès de l'ONU à New York (résidence)	63.300			
		6) Ambassade à Washington (Résidence)	126.600			
		7) Ambassade à Copenhague (Résidence)	42.200			
		8) Ambassade à Athènes (Résidence)	31.700			
		9) Ambassade à Athènes (Chancellerie)	105.500			
		10) Ambassade à Lisbonne	84.400			
		11) Divers	42.200			
		Total	1.065.900			
72.012 (72.10)	Divers codes	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche.				
		(Sans distinction d'exercice)		1.771.548	1.165.100	1.165.100
		Détail:				
		1) Musée national d'histoire et d'art	164.800			
		2) Ancienne abbaye d'Echternach	11.800			
		3) Château de Walferdange	70.600			
		4) Archives nationales	94.100			
		5) Bibliothèque nationale	164.800			
		6) Centre national de l'audiovisuel	70.600			
		7) Musée national d'histoire naturelle	141.200			
		8) Laboratoire géodynamique à Walferdange	141.200			
		9) Bâtiments relevant de l'enseignement supérieur et de la recherche	258.900			
		10) Maison Servais à Mersch	47.100			
		Total	1.165.100			
72.013 (72.10)	01.33 01.34	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la fonction publique et de la réforme administrative.				
		(Sans distinction d'exercice)		22.169	99.157	89.200
		Détail:				
		1) Institut de formation administrative	12.400			
		2) Cantine de la Fonction Publique	2.500			
		3) Centre informatique	74.300			
		Total	89.200			
72.014 (72.10)	01.22 01.23 01.92	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des finances.				
		(Sans distinction d'exercice)		1.100.252	1.065.942	1.165.100
		Détail:				
		1) Administration des contributions	69.900			
		2) Administration de l'enregistrement	93.200			
		3) Bâtiment administratif à Grevenmacher	23.300			
		4) Bâtiment administratif à Echternach	11.700			
		5) Administration de l'enregistrement à Esch-sur-Alzette	93.200			
		6) Logements de service de l'administration des douanes	466.000			
		7) Administration des douanes à Rumelange	139.700			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		8) Centre douanier à Gasperich	35.000			
		9) Administration des contributions à Esch	93.200			
		10) Douanes à Vianden	46.600			
		11) Administration des contributions à Rédange .	35.000			
		12) Divers services (câblage informatique)	58.300			
		Total	1.165.100			
72.015 (72.10)	01.10 01.22	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des finances (trésor et budget). (Sans distinction d'exercice)		409.799	210.709	247.900
		Détail:				
		1) Administration du cadastre	74.400			
		2) Administration du cadastre à Mersch	12.400			
		3) Inspection générale des Finances	161.100			
		Total	247.900			
72.016 (72.10)	03.10 03.30	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la justice. (Sans distinction d'exercice)		692.810	743.681	966.800
		Détail:				
		1) Palais de justice à Luxembourg	87.200			
		2) Parquet général à Luxembourg	43.600			
		3) Centre pénitentiaire agricole à Givenich ...	196.200			
		4) Centre pénitentiaire à Schrassig	523.400			
		5) Justice de paix à Luxembourg	32.700			
		6) Palais de justice à Diekirch	21.800			
		7) Logements de service rue Munster et Schrassig	40.100			
		8) Annexe Parquet général(Maison d'Huart)	10.900			
		9) Tribunal de la Jeunesse	10.900			
		Total	966.800			
72.018 (72.10)	03.20 03.50	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'intérieur. (Sans distinction d'exercice)		941.731	852.754	471.000
		Détail:				
		1) Protection civile à Lintgen	32.900			
		2) Police grand-ducale	438.100			
		Total	471.000			
72.020 (72.10)	Divers codes	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports. (Sans distinction d'exercice)		2.090.233	2.466.542	2.974.700
		Détail:				
		1) Structures d'enseignement	1.968.600			
		2) Structures d'accueil	175.000			
		3) Mesures de sécurité	328.000			
		4) Institut national des sports à Fetschenhof .	262.500			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		5) Piscine olympique à Kirchberg	240.600			
		Total	2.974.700			
72.021 (72.10)	Divers codes	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la famille, de la solidarité sociale et de la jeunesse. (Sans distinction d'exercice)		3.036.386	1.983.148	2.194.600
		Détail:				
		1) Centres pour enfants	399.300			
		2) Internats socio-familiaux	72.500			
		3) Centre socio-éducatif à Dreiborn	266.200			
		4) Centre socio-éducatif à Schrassig	242.000			
		5) Service national de la jeunesse	842.000			
		6) Maison de soins à Vianden	165.600			
		7) Maison de soins à Differdange	207.000			
		Total	2.194.600			
72.022 (72.10)	05.20 05.22	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la santé. (Sans distinction d'exercice)		991.215	1.115.521	693.300
		Détail:				
		1) Clinique gérontologique à Echternach	124.200			
		2) Hôpital neuropsychiatrique à Ettelbruck	51.700			
		3) Laboratoire national de santé	144.900			
		4) Centre pour toxicomanes à Manternach	227.700			
		5) Centre médico-social (Geisha)	31.000			
		6) Centre de jour gériatrique 145 rte de Thionville	20.700			
		7) Centre médico-social Redange	31.000			
		8) centre médico-social Ettelbruck	62.100			
		Total	693.300			
72.023 (72.10)	07.30 07.50 10.40	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'environnement. (Sans distinction d'exercice)		698.682	893.656	788.300
		Détail:				
		1) Pisciculture à Lintgen	19.300			
		2) Eaux et forêts à Marienthal	38.600			
		3) Administration de l'environnement	19.300			
		4) Eaux et forêts à Waldhof	5.800			
		5) Eaux et forêts Grevenmacher	154.600			
		6) Centre forestier Senningerberg	154.600			
		7) Eaux et Forêts Schoenfels	19.300			
		8) Domaine Hutbierg Rumelange	9.600			
		9) Haff Remich	96.600			
		10) Projet Manternach	174.000			
		11) Eaux et Forêts Marscherwald	19.300			
		12) Eaux et Forêts Gaichel	77.300			
		Total	788.300			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
72.024 (72.10)	06.10	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la sécurité sociale. (Sans distinction d'exercice)		27.193	37.184	24.800
		Détail:				
		1) Conseil arbitral des assurances sociales, bd de la foire	24.800			
72.025 (72.10)	07.32 10.10 10.11	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural. (Sans distinction d'exercice)		385.860	347.051	842.100
		Détail:				
		1) Service technique agricole	99.200			
		2) Laboratoire de contrôle et d'essais à Ettelbruck	37.200			
		3) Clos d'équarrissage à Schwanenthal	12.400			
		4) Laboratoire vétérinaire	512.400			
		5) Institut viti-vinicole à Remich	123.900			
		6) Service technique agricole à Grevenmacher ..	7.400			
		7) Service technique agricole à Howald	24.800			
		8) Centre d'insémination artificielle Waldhof .	24.800			
		Total	842.100			
72.027 (72.10)	Divers codes	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des transports. (Sans distinction d'exercice)		991.357	1.140.310	1.202.300
		Détail:				
		1) Station de contrôle technique pour véhicules automoteurs à Sandweiler	221.500			
		2) Cité résidentielle à Luxembourg-Findel	174.000			
		3) Aéroport à Luxembourg-Findel	601.100			
		4) Service de la navigation à Grevenmacher et Stadtbredimus	39.500			
		5) Garage du Gouvernement	158.200			
		6) Gare routière Remich	8.000			
		Total	1.202.300			
72.028 (72.10)	09.20	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'économie. (Sans distinction d'exercice)		-	24.789	-
72.029 (72.10)	01.34 07.50 12.12	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des travaux publics. (Sans distinction d'exercice)		706.015	765.991	743.700
		Détail:				
		1) Immeubles 8, 10 et 12, rue du St. Esprit à Luxembourg	97.100			
		2) Ponts et chaussées à Mersch	9.700			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		3) Immeuble 63, route d'Arlon à Luxembourg	19.400			
		4) Ponts et chaussées à Esch-sur-Alzette	19.400			
		5) Ponts et chaussées circonscription de Remich	58.300			
		6) Ponts et chaussées à Bettembourg	19.400			
		7) Ponts et chaussées, 3-15, rue Albert Ier à Luxembourg	77.700			
		8) Direction des ponts et chaussées	77.700			
		9) Bâtiments publics, 56-58 Val Ste Croix à Luxembourg	19.400			
		10) Ponts et chaussées à Grevenmacher	58.300			
		11) Ponts et chaussées à Bereldange	9.700			
		12) Ponts et chaussées à Bertrange	19.400			
		13) Ponts et chaussées, service géologique	9.700			
		14) Service des Ouvrages d'Art Luxembourg	9.700			
		15) Ponts et chaussées à Born	19.400			
		16) Service de l'éclairage Rosport	13.600			
		17) Ponts et chaussées à Diekirch	38.800			
		18) Ponts et chaussées, Service Régional Diekirch	9.700			
		19) Ponts et chaussées Redange	15.500			
		20) Bâtiments Publics Diekirch	58.300			
		21) Ponts et chaussées à Capellen	38.900			
		22) Ponts et chaussées à Quatre-vents	9.700			
		23) Ponts et chaussées à Dahlem	9.700			
		24) Ponts et chaussées à Kehlen	9.700			
		25) Ponts et chaussées Clervaux	15.500			
		Total	743.700			
72.031 (72.10)	Divers codes	Bâtiments et services publics: divers travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation. (Sans distinction d'exercice)		1.529.410	1.437.782	2.161.600
		Détail:				
		1) Châteaux	112.500			
		2) Maison natale de Robert-Schuman à Luxembourg-Clausen	10.200			
		3) Ambassade d'Autriche	20.500			
		4) Immeubles domaniaux	819.600			
		5) Musée du vin à Ehnen	41.000			
		6) Brasserie des Nations	6.100			
		7) Tours Vauban	41.000			
		8) Musée "A Possen"	82.000			
		9) Tour Malakoff	30.700			
		10) Immeubles rte d'Esch et rue du Brill à Belvaux	163.900			
		11) Immeuble 16 rue de la Vallée	30.700			
		12) Immeubles 99 et 105 rte d'Arlon	41.000			
		13) Centre administratif à Mersch	20.500			
		14) Immeubles 6-8, rue J.F. Boch	82.000			
		15) Immeuble Rasmussen	20.500			
		16) Immeubles 19-21 rue d'Eich	14.300			
		17) Immeubles 46,94+96 rue de Hollerich	82.000			
		18) Immeuble 4 rte d'Echternach	82.000			
		19) Immeuble 162 bd. Patton	30.700			
		20) 79-81 rue de Clausen	10.200			
		21) Immeuble 2 rue J.F.Boch	41.000			
		22) 34 rue de Rollingergrund	82.000			
		23) 50 + 100 rue de Hollerich	61.500			
		24) 23 rue d'Eich	82.000			

52.4 - Bâtiments publics.- Compétences communes

Unité: Euro

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		25) 12 rue de la Vallée	51.200			
		26) 111 rte d'Arlon	61.500			
		27) Divers immeubles	41.000			
		Total	2.161.600			
72.032 (72.10)	01.43 04.00	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation d'immeubles loués par l'Etat aux institutions internationales. (Sans distinction d'exercice)		545.020	371.840	371.800
		Détail:				
		1) Ecole européenne	116.200			
		2) Institut d'Europe à Munsbach	232.400			
		3) Cour de justice des C.E.	23.200			
		Total	371.800			
72.033 (72.10)	06.34	Mise en état et modernisation de l'institut médico-professionnel de Kreuzberg à Dudelange. (Sans distinction d'exercice)		218.145	247.894	247.900
72.034 (72.10)	05.23	Centre thermal et de santé de Mondorf: travaux de construction, de transformation et de remise en état. (Sans distinction d'exercice)		286.827	247.894	495.800
72.035 (72.10)	06.33	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation des établissements publics relevant du ministère de la famille, de la solidarité sociale et de la jeunesse. (Sans distinction d'exercice)		-	1.239.468	867.600
		Détail:				
		1) CIPA (Centres intégrés pour personnes âgées)	867.600			
72.036 (72.10)	13.90	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation des établissements publics relevant du ministère de la santé. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		-	-	247.900
74.080 (74.22)	01.10 01.34	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère d'Etat. (Sans distinction d'exercice)		708.864	1.672.042	1.041.400
		Détail:				
		1) Château de Berg	12.000			
		2) Chambre des députés	23.900			
		3) Château de Senningen	35.900			
		4) Musée de la déportation (ancienne gare de Hollerich)	2.400			
		5) Maison de Cassal	19.200			
		6) Conseil d'Etat	14.400			
		7) 21 rue Large Service des Médias	59.800			
		8) Conseil National de la Résistance	59.800			
		9) Cour des comptes	25.000			
		10) Divers ministères	741.100			
		11) Divers nouveaux services	47.900			
		Total	1.041.400			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
74.081 (74.22)	Divers codes	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des affaires étrangères, du commerce extérieur, de la coopération et de la défense. (Sans distinction d'exercice)		183.691	173.525	223.100
		Détail:				
		1) Casernes, cités et camps militaires	74.400			
		2) Ambassade à Athènes (résidence)	37.100			
		3) Ambassade Athènes (chancellerie)	49.600			
		4) Ambassade à Washington	49.600			
		5) Divers	12.400			
		Total	223.100			
74.082 (74.22)	Divers codes	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche. (Sans distinction d'exercice)		721.316	557.760	556.500
		Détail:				
		1) Musée national d'histoire et d'art	59.600			
		2) Archives nationales	23.800			
		3) Bibliothèque nationale	47.700			
		4) Sites et monuments	14.300			
		5) Médiathèque de Dudelange	23.800			
		6) Ancienne Abbaye d'Echternach	47.700			
		7) Musée national d'histoire naturelle	71.500			
		8) Musée du vin à Ehnen	6.000			
		9) Annexe Bibliothèque Nationale bld Prince Henri	11.900			
		10) Konschthaus "Beim Engel"	7.200			
		11) Bâtiments relevant de l'enseignement supérieur et de la recherche	143.000			
		12) Divers services	4.800			
		13) Centre européen de géodynamique et de seismologie	95.200			
		Total	556.500			
74.083 (74.22)	01.33 01.34	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la fonction publique et de la réforme administrative. (Sans distinction d'exercice)		38.126	66.931	104.100
		Détail:				
		1) Administration du personnel de l'Etat	18.100			
		2) Institut de formation administrative	13.600			
		3) Service national de la sécurité dans la fonction publique	9.100			
		4) Antenne de Maastricht à Kirchberg	6.800			
		5) Centre informatique de l'Etat	33.900			
		6) Service central des imprimés et des fournitures de bureau de l'Etat	22.600			
		Total	104.100			
74.084 (74.22)	Divers codes	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des finances. (Sans distinction d'exercice)		391.655	483.392	402.800

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Administration des contributions	170.400			
		2) Administration de l'enregistrement	138.200			
		3) Administration des douanes	11.900			
		4) Administration des douanes à Mersch	6.000			
		5) Divers immeubles	4.800			
		6) Administration des douanes à Rumelange	71.500			
		Total	402.800			
74.085 (74.22)	Divers codes	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des finances (trésor et budget). (Sans distinction d'exercice)		126.426	280.120	105.100
		Détail:				
		1) Administration du cadastre	12.600			
		2) Inspection générale des finances	12.000			
		3) Administration du Cadastre à Esch	3.500			
		4) Direction du contrôle financier	75.000			
		5) Divers services	2.000			
		Total	105.100			
74.086 (74.22)	03.10 03.30 06.30	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la justice. (Sans distinction d'exercice)		193.224	210.709	238.000
		Détail:				
		1) Parquet général à Luxembourg	22.800			
		2) Palais de justice à Luxembourg	34.200			
		3) Palais de justice à Diekirch	34.200			
		4) Justices de paix	41.000			
		5) Centres pénitentiaires	78.300			
		6) Service central d'assistance sociale	9.100			
		7) Tribunal de la Jeunesse	4.600			
		8) Ancienne Maison d'Huart (Annexe Parquet) ...	2.300			
		9) Ancien Hôtel de la Monnaie (Annexe Palais de Justice	4.600			
		10) Divers services	4.600			
		11) Ordre des Avocats (anc.bureau passeports) ..	2.300			
		Total	238.000			
74.088 (74.22)	01.10 03.20 03.50	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'intérieur. (Sans distinction d'exercice)		310.985	339.614	472.200
		Détail:				
		1) Commissariats de district	23.000			
		2) Protection civile Luxembourg	6.900			
		3) Atelier de la protection civile à Lintgen ..	5.700			
		4) Police grand-ducale	413.600			
		5) Bâtiments relevant des services de l'aménagement du territoire	23.000			
		Total	472.200			
74.090 (74.22)	Divers codes	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'éducation nationale, de				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		la formation professionnelle et des sports. (Sans distinction d'exercice)		1.546.214	1.685.676	1.735.300
		Détail:				
		1) Structures d'enseignement	1.451.100			
		2) Structures d'accueil	193.500			
		3) Institut national des sports	72.600			
		4) Piscine olympique à Kirchberg	18.100			
		Total	1.735.300			
74.091 (74.22)	06.32 06.33 06.36	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la famille et de la solidarité sociale et de la jeunesse. (Sans distinction d'exercice)		839.186	530.492	286.300
		Détail:				
		1) Centres pour enfants	10.000			
		2) Centres pour adultes	5.000			
		3) Centre socio-éducatif à Dreiborn	25.000			
		4) Centre socio-éducatif à Schrassig	25.000			
		5) Service national de la jeunesse	185.300			
		6) Divers	36.000			
		Total	286.300			
74.092 (74.22)	Divers codes	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la santé. (Sans distinction d'exercice)		510.659	523.055	218.000
		Détail:				
		1) Hôpital neuropsychiatrique à Ettelbruck	43.600			
		2) Laboratoire de l'Etat	65.400			
		ville à Luxembourg	10.900			
		4) Division de la pharmacie et des médicaments,	8.700			
		5) Inspection sanitaire	4.400			
		6) Service de la médecine de travail	13.100			
		7) Centre pour toxicomanes à Manternach	13.100			
		8) Direction de la santé	10.900			
		9) Service de la médecine curative	8.700			
		10) Service audiophonique	10.900			
		11) Division de la radioprotection	13.000			
		12) Divers services	15.300			
		Total	218.000			
74.093 (74.22)	07.30 07.50 13.91	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'environnement. (Sans distinction d'exercice)		116.200	110.313	233.100
		Détail:				
		1) Administration de l'environnement	65.400			
		2) Administration des eaux et forêts	31.600			
		3) Potaschhaff Grevenmacher	6.500			
		4) Centre forestier Senningerberg	15.200			
		5) Eaux et Forêts Ellergronn	43.600			
		6) Eaux et Forêts Gaichel	5.400			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		7) Eaux et Forêts Cloche d'Or	65.400			
		Total	233.100			
74.094 (74.22)	06.42 06.43	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère du travail et de l'emploi. (Sans distinction d'exercice)		75.879	250.372	94.200
		Détail:				
		1) Administration de l'emploi à Luxembourg	14.900			
		2) Inspection du travail et des mines	66.900			
		3) Administration de l'emploi à Esch/Alzette ..	12.400			
		Total	94.200			
74.095 (74.22)	05.00 06.10 06.20	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la sécurité sociale. (Sans distinction d'exercice)		54.260	55.776	143.800
		Détail:				
		1) Inspection générale de la sécurité sociale .	113.200			
		2) Conseil arbitral des assurances sociales ...	11.800			
		3) Conseil supérieur des assurances sociales ..	9.400			
		4) Service national d'action sociale	9.400			
		Total	143.800			
74.096 (74.22)	10.10 10.11	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural. (Sans distinction d'exercice)		147.825	148.736	166.100
		Détail:				
		1) Laboratoire de contrôle et d'essais à Ettelbruck	11.600			
		2) Laboratoire vétérinaire	7.000			
		3) Service agricole	92.900			
		4) Economie rurale	7.000			
		5) Institut viti-vinicole à Remich	18.600			
		6) Inspection vétérinaire	5.800			
		7) Service de remembrement	11.600			
		8) Divers services	11.600			
		Total	166.100			
74.097 (74,22)	01.32 09.00 09.20	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'économie. (Sans distinction d'exercice)		12.395	61.973	17.400
		Détail:				
		1) Statec	12.400			
		2) Service de l'énergie de l'Etat	5.000			
		Total	17.400			
74.098 (74.22)	01.34 12.14 12.34	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des transports. (Sans distinction d'exercice)		17.483	19.831	24.800

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:				
		1) Service de la navigation à Grevenmacher	2.500			
		2) Garage du Gouvernement	7.400			
		3) Service de l'aviation	14.900			
		Total	24.800			
74.099 (74.22)	12.44	Acquisition et remplacement de mobilier pour les entreprises relevant du ministère des transports. (Sans distinction d'exercice)		90.392	104.115	148.700
		Détail:				
		1) Nouvelle aérogare	86.700			
		2) Administration de l'aéroport	62.000			
		Total	148.700			
74.100 (74.22)	01.34 07.50 12.12	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des travaux publics. (Sans distinction d'exercice)		229.506	223.104	322.300
		Détail:				
		1) Divers services des ponts et chaussées, arrondissement du nord	24.700			
		2) Ponts et chaussées à Grevenmacher	6.200			
		3) Bâtiments publics à Luxembourg	74.100			
		4) Ponts et chaussées à Mersch	6.200			
		5) Ponts et chaussées, 5-15, rue Albert Ier à Luxembourg	49.400			
		6) Direction des ponts et chaussées, bd de la Foire à Luxembourg	37.000			
		7) Ponts et Chaussées à Bereldange	6.200			
		8) Service de géologie, av. G.-D. Charlotte à Luxembourg	12.300			
		9) Ponts et Chaussées à Esch-sur-Alzette et à Bettembourg	14.800			
		10) Ponts et Chaussées à Remich	4.900			
		11) Service des Ouvrages d'Art Luxembourg	12.300			
		12) Ponts et Chaussées à Bertrange	49.500			
		13) Service de l'éclairage à Capellen	5.000			
		14) Ponts et chaussées à Echternach	7.400			
		15) Bâtiments publics à Diekirch	12.300			
		Total	322.300			
74.101 (74.22)	07.10	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des classes moyennes, du tourisme et du logement. (Sans distinction d'exercice)		9.916	17.353	19.800
		Détail:				
		1) Service des aides au logement	19.800			
74.102 (74,22)	01.34	Acquisition de mobilier de bureau pour les administrations et services publics. (Sans distinction d'exercice)		277.640	297.472	396.600
74.103 (74.22)	01.43 04.00	Acquisition et remplacement de mobilier pour les immeubles loués ou à louer par l'Etat aux institutions inter-				

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		nationales.			
		(Sans distinction d'exercice)	125.254	173.525	453.600
		Détail:			
		1) Bâtiment-Tour et annexes 293.600			
		2) Maison d'Europe à Munsbach 16.500			
		3) Ecole M.A.M.S.A. 2.400			
		4) Hémicycle pour le parlement européen 35.300			
		5) Bâtiment administratif Kirchberg 105.800			
		Total 453.600			
74.104 (74.22)	08.10	Ameublement de la maison natale de Robert-Schuman à Luxembourg-Clausen.			
		(Sans distinction d'exercice)	2.224	4.958	5.000
		Détail:			
		1) Maison natale Robert Schuman 5.000			
74.105 (74.22)	03.20	Acquisition de mobilier et d'équipements spéciaux suite à la fusion police et gendarmerie.			
		(Sans distinction d'exercice)	209.677	272.683	1.000.000
74.106 (74.22)	06.34	Acquisition de mobilier et d'équipements spéciaux pour personnes handicapées.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	12.400
		Total des dépenses de la section 52.4	26.014.170	27.713.254	29.641.900
		Section 52.5			
		Fonds d'investissements publics			
72.010 (72.10)	01.25	Fonds d'investissements publics: frais d'études, travaux préparatoires et dépenses diverses.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	130.927	743.681	750.000
93.000 (93.00)	01.25	Alimentation du fonds d'investissements publics administratifs.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	81.804.863	23.549.884	37.200.000
93.001 (93.00)	04.00	Alimentation du fonds d'investissements publics scolaires.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	55.156.309	45.860.302	55.750.000
93.002 (93.00)	01.25	Alimentation du fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux.			
		(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	20.451.216	8.676.273	37.200.000
93.003 (93.00)	01.25	Alimentation du fonds pour la loi de garantie.			
		(Crédit non limitatif)	24.913.299	123.947	6.000.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Total des dépenses de la section 52.5	182.456.614	78.954.087	136.900.000
		Section 52.6			
		Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg			
93.000 (93.00)	07.20	Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg: avance à valoir sur le prix des terrains cédés à l'Etat. (Crédit non limitatif)	-	124	-
93.001 (93.00)	07.20	Dotation au profit du fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg en vue de garantir le rendement locatif des immeubles réalisés sur la base d'un contrat de location-vente (loi du 13 avril 1970). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	3.222.616	124	-
		Total des dépenses de la section 52.6	3.222.616	248	-
		Total des dépenses du département 52	390.351.677	207.381.651	344.961.550

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère des Travaux Publics

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
63	Transferts en capital aux administrations publiques et locales	270	74.368	25.000
71	Achat de terrains et bâtiments dans le pays	82.055	421.419	275.000
72	Construction de bâtiments	52.925.331	45.669.429	49.781.300
73	Réalisation d'ouvrages de génie civil	52.308.444	57.284.971	58.053.100
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	12.724.540	13.326.134	14.677.150
93	Dotations de fonds de réserve	272.311.037	90.605.330	222.150.000
Total		390.351.677	207.381.651	344.961.550

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		53 - MINISTERE DES TRANSPORTS			
		Section 53.1			
		Circulation routière			
74.050 (74.22)	12.10	Remboursement à la société nationale de contrôle technique des frais d'amortissement des équipements informatique pour la gestion du fichier national des véhicules ..	255.084	392.415	410.000
74.051 (74.22)	12.10	Acquisition d'équipements informatiques	3.123	92.960	-
74.060 (74.40)	12.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	-	297.472	-
		Total des dépenses de la section 53.1	258.207	782.847	410.000
		Section 53.2			
		Transports publics			
51.010 (51.20)	12.10	Acquisition d'oblitérateurs dans l'intérêt de la tarification appliquée sur les réseaux ferroviaire et routier des transports publics. (Sans distinction d'exercice)	68.989	137.978	215.000
74.000 (74.10)	12.10	Acquisition de véhicules automoteurs	-	18.592	-
81.030 (81.40)	12.13	Participation dans le capital d'une société pour la gestion des transports publics	-	124	-
		Restants d'exercices antérieurs			
51.510 (51.20)	12.10	Acquisition d'oblitérateurs dans l'intérêt de la tarification appliquée sur les réseaux ferroviaire et routier des transports publics. (Sans distinction d'exercice)	217.385	-	-
		Total des dépenses de la section 53.2	286.374	156.694	215.000
		Section 53.3			
		Transports ferroviaires			
52.010 (52.20)	12.20	Remboursement à la S.N. des C.F.L. des dépenses d'équipement en matière de gestion des services publics par rail et par route. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	743.681	880.000
81.030 (81.40)	12.20	Participation dans l'augmentation du capital de la S.N. des C.F.L.			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		(Crédit non limitatif)	4.957.870	4.957.870	6.200.000
93.000 (93.00)	12.20	Alimentation du fonds du rail. (Crédit non limitatif)	44.620.834	22.806.204	25.000.000
93.001 (93.00)	12.20	Alimentation du fonds des raccordements ferroviaires internationaux. (Crédit non limitatif)	50.198.439	3.718.403	10.000.000
		Total des dépenses de la section 53.3	99.777.143	32.226.158	42.080.000
		Section 53.4 **Navigation fluviale**			
51.040 (51.10)	12.34	Subventions dans l'intérêt de l'exécution de projets de construction en rapport avec la promotion du transport fluvial et la mise en valeur des potentialités offertes par la voie d'eau, à réaliser par des investisseurs privés	385.284	-	-
74.000 (74.10)	12.34	Acquisition de véhicules automoteurs	-	-	34.700
		Détail:			
		4) Véhicules de secours et d'intervention 34.700			
74.010 (74.22)	12.34	Acquisition de machines de bureau	-	2.479	-
74.020 (74.22)	12.34	Acquisition d'installations de télécommunications	-	40.407	-
74.040 (74.22)	12.34	Acquisition d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice)	78.004	71.269	142.000
74.041 (74.22)	12.34	Acquisition d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice)	387.109	-	-
		Restants d'exercices antérieurs			
74.500 (74.10)	12.34	Acquisition de véhicules automoteurs	14.725	-	-
		Total des dépenses de la section 53.4	865.122	114.155	176.700
		Section 53.5 **Direction de l'aviation civile**			
74.050 (74.22)	12.40	Acquisition d'équipements informatiques. (Crédit non limitatif)	-	63.956	10.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
74.060 (74.40)	12.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	-	74.368	10.000
81.030 (81.40)	12.40	Participation dans le capital social de compagnies aériennes. (Crédit non limitatif)	-	124	100
81.031 (81.40)	12.40	Participation dans le capital social de la Société de promotion et de développement de l'aéroport de Luxembourg s.à r.l. (Crédit non limitatif)	-	124	100
81.032 (81.40)	12.40	Participation dans le capital social de la Société de l'Aérogare de Luxemborg S.A. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	124	100
81.033 (81.40)	12.40	Participation dans le capital social de la Société de contrôle technique et opérationnel du secteur aéronautique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	-	2.500
		Restants d'exercices antérieurs			
81.532 (81.40)	12.40	Participation dans le capital social de la Société de l'Aérogare de Luxemborg S.A. et frais de constitution de la société. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	-	401.588	-
		Total des dépenses de la section 53.5	-	540.284	22.800
		Section 53.6 **Aéroport de Luxembourg**			
73.010 (73.11)	12.40	Travaux d'aménagement routiers et autres. (Sans distinction d'exercice)	5.247.231	7.414.495	6.000.000
		Détail:			
		1) Travaux préparatoires en vue de la réalisation de l'aménagement du Hoehenhof 1.000.000			
		2) Renouvellement et renforcement des taxiways 250.000			
		3) Travaux d'aménagement des surfaces de développement de réserve de l'aéroport 3.700.000			
		4) Adaptation et réalisation de regards de canalisation pour l'installation de débimètre .. 300.000			
		5) Tige radar et locaux techniques 750.000			
		Total 6.000.000			
74.000 (74.10)	12.40	Acquisition de véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice)	268.148	443.729	359.000
		Détail:			
		1) Voitures 32.230			
		2) Camionnettes, camions et autobus 178.030			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE		1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		3) Machines et engins de chantier et tracteurs	148.740			
		Total	359.000			
74.010 (74.22)	12.40	Acquisition de machines de bureau		3.535	3.718	10.000
		Détail:				
		2) Photocopieurs	8.700			
		9) Divers	1.300			
		Total	10.000			
74.040 (74.22)	12.40	Installations de sécurité et de contrôle; équipement; matériel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..		2.320.283	2.863.171	3.500.000
		Détail:				
		1) Remplacement partiel de l'équipement FDP et modification des logiciels en exploitation dans le contrôle de la circulation aérienne	245.000			
		2) Acquisition d'un nouvel équipement de radio-navigation pour le site Diekirch D-VOR	620.000			
		3) Contrôle d'accès et balisage lumineux à installer dans le cadre de l'aménagement de la zone de l'aviation d'affaires	50.000			
		4) Agrandissement de la capacité RAPNET	25.000			
		5) Acquisition de débimètres et matériel accessoire	50.000			
		6) Système de télécommunications upgrade	225.000			
		7) Radome, antenne primaire, radar secondaire. ..	2.285.000			
		Total	3.500.000			
74.041 (74.22)	12.40	Acquisition d'équipements spéciaux		316.785	430.343	427.000
		Détail:				
		1) Installations électriques	145.000			
		2) Installations électroniques	188.900			
		3) Equipements spéciaux	74.500			
		4) Equipements divers	18.600			
		Total	427.000			
74.060 (74.40)	12.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels		371.480	-	-
		Total des dépenses de la section 53.6		8.527.462	11.155.456	10.296.000
		Section 53.7				
		Garage du gouvernement				
74.000 (74.10)	01.34	Acquisition de véhicules automoteurs. (Crédit non limitatif)		119.161	79.326	150.000

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		1) Voitures 150.000			
		Total des dépenses de la section 53.7	119.161	79.326	150.000
		Section 53.8			
		Commissariat aux affaires maritimes			
74.000 (74.10)	12.34	Acquisition de véhicules automoteurs	19.670	-	-
74.010 (74.22)	12.34	Acquisition de machines de bureau	-	-	4.000
		Détail:			
		2) Photocopieuses et duplicateurs 4.000			
		Total des dépenses de la section 53.8	19.670	-	4.000
		Total des dépenses du département 53	109.853.139	45.054.920	53.354.500

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère des Transports

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
51	Transferts en capital aux entreprises et institutions financières	671.658	137.978	215.000
52	Transferts en capital aux administrations privées	-	743.681	880.000
73	Réalisation d'ouvrages de génie civil	5.247.231	7.414.495	6.000.000
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	4.157.107	4.874.205	5.056.700
81	Octrois de crédits aux et participations dans les entreprises et institutions financières	4.957.870	5.359.954	6.202.800
93	Dotations de fonds de réserve	94.819.273	26.524.607	35.000.000
Total		109.853.139	45.054.920	53.354.500

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		54 - MINISTERE DE LA PROMOTION FEMININE			
		Section 54.0			
		Promotion féminine			
74.040 (74.22)	06.36	Acquisition d'équipements spéciaux	10.330	7.809	4.958
		Total des dépenses de la section 54.0	10.330	7.809	4.958
		Total des dépenses du département 54	10.330	7.809	4.958

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses du ministère de la promotion féminine

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	10.330	7.809	4.958
Total		10.330	7.809	4.958

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses en capital

Code	Classes de comptes	**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
01	Dépenses ventilées	-	-	8 000 000
35	Transferts de revenus à l'étranger	1 826 281	1 487 361	1 487 360
43	Transfert de revenus aux administrations publiques locales	13 634	-	-
51	Transferts de capitaux aux entreprises	45 506 936	69 816 237	67 669 528
52	Transferts de capitaux aux administrations privées	5 464 271	5 757 155	7 596 955
53	Transferts de capitaux aux ménages	21 184 913	23 850 926	25 344 838
54	Transferts de capitaux à l'étranger	2 741 083	4 099 813	3 677 198
62	Transferts de capitaux aux administrations de sécurité sociale	909 071	1 115 521	1 115 521
63	Transferts de capitaux aux administrations publiques locales	24 488 504	27 650 940	29 965 065
64	Transferts de capitaux aux écoles privées	29 747	42 142	45 000
71	Achat de terrains et bâtiments dans le pays	18 025 027	5 999 024	4 825 100
72	Construction de bâtiments	54 596 768	46 240 823	50 254 825
73	Réalisation d'ouvrages de génie civil	69 381 676	76 450 363	77 454 499
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	40 245 628	44 234 705	51 966 800
81	Octrois de crédits aux et participations dans les entreprises et institutions financières	6 197 338	5 732 539	22 390 947
83	Octrois de crédits aux ménages	2 385 975	8 899 377	223 105
84	Octrois de crédits aux et participations à l'étranger	5 920 178	6 841 813	8 645 701
91	Remboursement de la dette publique	50 621 990	8 263 134	14 000 000
93	Dotations de fonds de réserve	569 121 390	287 383 458	439 166 582
	Total	918 660 410	623 865 331	813 829 024

Résumé:

Total général du budget des dépenses

Chapitre		**1999** Compte provisoire	**2000** Budget	**2001** Crédits
III.	Dépenses courantes	4 045 824 028	4 239 667 314	4 611 606 239
IV.	Dépenses en capital	918 660 410	623 865 331	813 829 024
	Total	4 964 484 438	4 863 532 645	5 425 435 263

Tableau récapitulatif:

Regroupement comptable des dépenses courantes et en capital

Code	Classes de comptes	1999 Compte provisoire*	2000 Budget	2001 Crédits
01	Dépenses ventilées	-	-	12 000 000
10	Dépenses non ventilées	21 824 026	27 137 796	30 857 024
11	Salaires et charges sociales	933 057 453	974 388 350	1 046 388 939
12	Achat de biens non durables et de services	206 795 168	235 923 010	255 079 289
14	Réparation et entretien d'ouvrages de génie civil n'augmentant pas la valeur	15 345 219	14 981 445	15 527 027
21	Intérêts de la dette publique	43 189 755	42 582 406	42 555 519
23	Intérêts imputés en débit	362 211	124 071	275 368
24	Location de terres et paiements courants pour l'utilisation d'actifs incorporels	1 348 504	1 555 532	1 833 415
31	Subventions d'exploitation	163 639 627	163 327 920	177 839 540
32	Transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises	111 667 280	117 011 323	125 306 684
33	Transferts de revenus aux administrations privées	159 791 779	159 154 385	180 142 820
34	Transferts de revenus aux ménages	143 806 257	160 290 336	167 859 539
35	Transferts de revenus à l'étranger	48 035 639	37 314 847	46 233 571
36	Impôts indirects et "prélèvements"	3 708 692	3 222 988	3 700 300
37	Impôts directs non ventilés	268 805	297 472	297 472
41	Transferts de revenus à l'administration centrale	4 509 962	5 775 548	7 418 283
42	Transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale	1 457 832 242	1 564 970 709	1 725 064 090
43	Transfert de revenus aux administrations publiques locales	55 622 417	54 551 154	58 701 107
44	Transferts de revenus à l'enseignement privé	24 107 678	24 912 083	26 687 773
51	Transferts de capitaux aux entreprises	45 506 936	69 816 237	67 669 528
52	Transferts de capitaux aux administrations privées	5 464 271	5 757 155	7 596 955
53	Transferts de capitaux aux ménages	21 184 913	23 850 926	25 344 838
54	Transfert de capitaux à l'étranger	2 741 083	4 099 813	3 677 198
62	Transferts de capitaux aux administrations de sécurité sociale	909 071	1 115 521	1 115 521
63	Transferts de capitaux aux administrations publiques locales	24 488 504	27 650 940	29 965 065
64	Transferts de capitaux au écoles privées	29 747	42 142	45 000
71	Achat de terrains et bâtiments dans le pays	18 025 027	5 999 024	4 825 100
72	Construction de bâtiments	54 596 768	46 240 823	50 254 825
73	Réalisation d'ouvrages de génie civil	69 381 676	76 450 363	77 454 499
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	40 248 644	44 234 705	51 966 800
81	Octrois de crédits aux et participations dans les entreprises et institutions financières	6 197 338	5 732 539	22 390 947
83	Octrois de crédits aux ménages	2 385 975	8 899 377	223 105
84	Octrois de crédits aux et participations à l'étranger	5 920 178	6 841 813	8 645 701
91	Remboursement de la dette publique	50 621 990	8 263 134	14 000 000
93	Dotations de fonds de réserve	1 221 869 603	941 016 758	1 136 492 421
	Total	4 964 484 438	4 863 532 645	5 425 435 263

* cf. les observations formulées au chapitre C de l'exposé introductif.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre

CHAPITRE V

RECETTES POUR ORDRE

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		BUDGET DES RECETTES ET DES DEPENSES POUR ORDRE			
		CHAPITRE V			
		Recettes pour ordre			
1. (00.00)	13.90	Recettes pour le compte de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de Douanes et d'accise	725.291.963	638.920.771	905.936.000
2. (00.00)	13.90	Recettes pour le compte de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière d'accise sur les alcools indigènes	193.284	148.736	145.000
3. (00.00)	13.90	Recettes pour le compte de l'union européenne en matière de droits de douane et de montants agricoles instituées dans le cadre de la politique agricole commune - Excédent de dépenses à reporter à l'exercice 2001	23.301.752	22.558.311	20.400.000
5. (00.00)	13.90	Taxe sur la valeur ajoutée: recettes brutes (y compris les recettes pour le compte de l'union européenne à titre de ressources propres à cette union)	1.122.626.757	1.092.253.575	1.320.000.000
6. (00.00)	13.90	Rémunération de personnel civil pour le compte d'autorités militaires alliées: avances aux autorités militaires alliées pour le financement de cette rémunération	1.023.663	795.986	832.427
7. (00.00)	13.90	Interventions destinées à la régularisation des marchés agricoles et restitutions à l'exportation vers les pays tiers: avances de l'union européenne pour le financement de ces opérations	29.293.613	30.034.730	39.846.000
8. (42.00)	13.90	Stockage public de produits agricoles pour le compte de l'union européenne: recettes provenant de l'écoulement de produits agricoles achetés par les organismes d'intervention et recettes connexes; versements de l'union européenne pour la couverture des pertes résultant éventuellement de l'écoulement des mêmes produits; excédent de dépenses à reporter à l'exercice 2002	18.924	361.925	659.900
9. (10.00)	06.42	Cofinancement par la Communauté européenne des frais pour la réalisation de projets et de formations relatifs au domaine de la santé et de la sécurité au travail	-	124	100
10. (10.00)	13.90	Produit de l'impôt commercial communal	398.657.575	379.277.093	416.461.000
11. (10.00)	13.90	Produit de la taxe de consommation sur l'alcool	19.338.266	17.352.547	18.200.000
12. (00.00)	13.90	Propriété intellectuelle: recettes pour le compte de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle et de l'organisation européenne des brevets	3.418.594	3.222.616	3.470.500
13. (00.00)	13.90	Commissariat du gouvernement auprès des sociétés sidérurgiques: remboursement des indemnités du commissaire et des experts	-	124	-
14.	13.90	Prélèvement sur le produit des jeux de casino: recettes			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(00.00)		brutes	7.342.385	3.222.616	7.000.000
16. (00.00)	13.90	Actions dans le domaine de la santé: recettes perçues de la part de différentes institutions pour le compte d'organismes et d'experts oeuvrant dans le domaine de la santé	-	124	100
18. (00.00)	13.90	Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	8.827.902	2.974.722	5.750.000
19. (00.00)	13.90	Fonds social européen (F.S.E.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	8.594.841	5.701.551	5.648.000
20. (00.00)	13.90	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	7.182.745	8.029.197	1.148.885
21. (84.23)	01.53	Association internationale de développement: part contributive du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources moyennant l'émission de bons du trésor	-	3.543.142	3.543.340
22. (84.23)	01.53	Fonds international de développement agricole: part contributive du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources moyennant l'émission de bons du trésor	104.929	124	100
23. (84.23)	01.53	Fonds commun pour les produits de base (C.N.U.C.E.D.): part contributive du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources moyennant l'émission de bons du trésor ..	-	124	100
24. (84.23)	01.53	Banque européenne pour la reconstruction et le développement: souscription du Grand-Duché moyennant l'émission de bons du trésor	337.500	337.507	337.507
25. (84.23)	01.53	Agence multilatérale de garantie des investissements: souscription du Grand-Duché moyennant l'émission de bons du trésor	-	124	100
26. (84.23)	13.90	Produit de la contribution sociale prélevée sur les carburants	52.768.975	54.536.575	63.425.000
28. (84.23)	01.53	Fonds de l'environnement mondial: souscription du Grand-Duché moyennant l'émission de bons du trésor	2.483.500	1.239.468	1.241.773
30. (84.23)	13.90	Contributions financières des partenaires privés participant à des foires, salons et autres manifestations de promotion commerciale	252.492	213.436	168.570
31. (12.16)	11.10	Produit des avertissements taxés et de dédommagement civil communal dus dans le cadre d'infractions contre la réglementation sur le stationnement payant: recettes brutes	6.225.948	7.436.806	6.500.000
34. (12.16)	13.90	Contributions de l'Union européenne dans le cadre de l'enquête relative au système communautaire d'information sur les accidents dans lesquels sont impliqués des produits de consommation	40.045	24.789	24.789
35. (00.00)	13.90	Remboursement par le Centre hospitalier neuropsychiatrique des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics; intérêts de retard	18.111.577	19.359.047	17.452.076

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		Détail:			
		1) Rémunérations et charges sociales patronales des agents publics du Centre hospitalier neuropsychiatrique 17.452.076			
36. (00.00)	13.90	Remboursement par les Centres de gériatrie des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics; intérêts de retard	8.421.102	8.593.006	8.205.969
37. (00.00)	13.90	Remboursement par l'établissement public regroupant les Centres, Foyers et Services pour personnes âgées des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics; intérêts de retard	17.090.246	18.014.695	17.664.248
38. (00.00)	13.90	Produit de la contribution dépendance prélevée par l'Administration des Contributions directes sur les revenus du patrimoine et certains revenus de pension	-	3.718.403	4.450.000
39. (00.00)	13.90	Produit de la contribution spéciale à l'assurance dépendance résultant de la majoration de la redevance à charge du secteur de l'énergie électrique (article 375, alinéa 2, point 2 du C.A.S.)	3.141.873	3.346.563	3.350.000
40. (32.00)	06.33 06.34	Remboursement des avances temporaires accordées au titre de l'entrée en vigueur de l'assurance dépendance au profit de services conventionnés d'aide et de soins à domicile ainsi que des foyers de jours conventionnés oeuvrant dans le domaine du maintien à domicile	1.551.252	-	-
41. (32.00)	06.34	Remboursement des avances temporaires accordées au titre de l'entrée en vigueur de l'assurance dépendance au profit des centres d'accueil conventionnés pour personnes handicapées créés dans le cadre de la décentralisation de l'HNPE	124	-	-
42. (32.00)	06.34	Remboursement des avances temporaires accordées au titre de l'entrée en vigueur de l'assurance dépendance au profit des centres d'accueil conventionnés pour personnes handicapées créés dans le cadre de la décentralisation de l'HNPE	124	-	-
43. (00.00)	13.00	Rémunération des services de l'Institut belgo-luxembourgeois des changes (I.B.L.C.) pour l'établissement de la balance des paiements du Grand-Duché de Luxembourg: versement par la Banque Nationale de Belgique au Trésor luxembourgeois	-	2.107.095	2.107.095
44. (11.12)	13.90	Programmes INTERREG	-	1.239.468	1.000.000
45. (11.12)	13.90	Part de l'Union européenne dans le cadre des programmes Jeunesse pour l'Europe et service volontaire européen ..	-	185.920	679.988
46. (12.30)	06.36	Part de l'Etat de l'Union Européenne dans le cadre du 4e programme d'action communautaire à moyen terme pour l'égalité des chances entre femmes et hommes	-	-	73.087
47. (00.00)	13.90	Fonds asiatique du développement: part contributive dans la reconstitution des ressources moyennant l'émission de			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		bons du trésor	-	-	1.000.000
		Total des recettes pour ordre	2.465.641.951	2.328.751.040	2.876.721.654

Budget des recettes et des dépenses pour ordre

CHAPITRE VI

DEPENSES POUR ORDRE

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		CHAPITRE VI			
		Dépenses pour ordre			
		(Crédits non limitatifs et sans distinction d'exercice)			
1. (12.16)	13.90	Dépenses pour le compte de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de douane et d'accise	725.291.963	638.920.771	905.936.000
2. (12.16)	13.90	Dépenses pour le compte de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière d'accise sur les alcools indigènes	193.284	148.736	145.000
3. (12.16)	13.90	Dépenses pour le compte de l'union européenne en matière de droits de douane et de montants agricoles institués dans le cadre de la politique agricole commune - Excédent de dépenses à reporter à l'exercice 2001	23.301.752	22.558.311	20.400.000
5. (00.00)	13.90	Taxe sur la valeur ajoutée: dépenses brutes (y compris le versement à l'union européenne de la quote-part des recettes brutes leur revenant à titre de ressources propres)	1.122.626.757	1.092.253.575	1.320.000.200
		Détail:			
		1) Quote-part des recettes brutes à verser à l'union européenne			
		a) à titre de ressources propres 80.547.600			
		b) comme contribution assise sur le produit national brut 117.159.800			
		2) Quote-part des recettes brutes restant acquise au Grand-Duché:			
		a) alimentation du fonds communal de dotation financière 112.229.300			
		b) transfert du solde au budget ordinaire des recettes 1.010.063.500			
		Total 1.320.000.200			
6. (00.00)	13.90	Rémunération de personnel civil pour le compte d'autorités militaires alliées: dépenses résultant de cette rémunération; remboursement d'avances aux autorités militaires alliées; excédent de recettes à reporter à l'exercice 2001	1.023.663	795.986	832.427
7. (00.00)	13.90	Interventions destinées à la régularisation des marchés agricoles et restitutions à l'exportation vers les pays tiers: dépenses résultant de ces opérations; remboursement d'avances à l'Union européenne	29.293.613	30.034.730	39.846.000
8. (00.00)	13.90	Stockage public de produits agricoles pour le compte de l'union européenne: dépenses résultant de l'achat et de la vente de produits agricoles par les organismes d'intervention; versement à l'union européenne des excédents de recettes réalisés éventuellement sur l'écoulement des mêmes produits; excédent de dépenses à reporter de l'exercice 2000	18.924	361.925	659.900
9.	06.42	Cofinancement par la Communauté européenne des frais			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
(10.00)		pour la réalisation de projets et de formations relatifs au domaine de la santé et de la sécurité au travail	-	124	100
10. (00.00)	13.90	Impôt commercial communal: versement aux communes du produit de l'impôt	398.657.575	379.277.093	416.461.000
11. (00.00)	13.90	Taxe de consommation sur l'alcool; dépenses brutes	19.338.266	17.352.547	18.200.000
		Détail:			
		1) Restitution et charges de la taxe de consommation sur l'alcool 130.000			
		2) Alimentation du fonds communal de dotation financière 18.070.000			
		Total 18.200.000			
12. (00.00)	13.90	Propriété intellectuelle: dépenses pour le compte de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle et de l'organisation européenne des brevets	3.418.594	3.222.616	3.470.500
13. (00.00)	13.90	Commissariat du gouvernement auprès des sociétés sidérurgiques: indemnités du commissaire et des experts	-	124	100
14. (00.00)	13.90	Prélèvement sur le produit des jeux de casino: dépenses brutes	7.342.385	3.222.616	7.000.000
		Détail:			
		2) Quote-part des recettes brutes 7.000.000			
16. (00.00)	13.90	Actions dans le domaine de la santé: dépenses remboursées pour le compte d'institutions à des organismes et des experts oeuvrant dans le domaine de la santé: avances dans le même but	-	124	100
18. (00.00)	13.90	Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	8.827.902	2.974.722	5.750.000
19. (00.00)	13.90	Fonds social européen (F.S.E.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	8.594.841	5.701.551	5.648.000
20. (00.00)	13.90	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	7.182.745	8.029.197	1.148.885
21. (84.23)	01.53	Association internationale de développement: part contributive du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources moyennant l'émission de bons du trésor	-	3.543.142	3.543.340
22. (84.23)	01.53	Fonds international de développement agricole: part contributive du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources moyennant l'émission de bons du trésor	104.929	124	100
23. (84.23)	01.53	Fonds commun pour les produits de base (C.N.U.C.E.D.): part contributive du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources moyennant l'émission de bons du trésor ..	-	124	100
24. (84.23)	01.53	Banque européenne pour la reconstruction et le développement: souscription du Grand-Duché moyennant l'émission de bons du trésor	337.500	337.507	337.507

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
25. (84.23)	01.53	Agence multilatérale de garantie des investissements: souscription du Grand-Duché moyennant l'émission de bons du trésor	-	124	100
26. (00.00)	13.90	Versement au fonds pour l'emploi du produit de la contribution sociale prélevée sur les carburants	52.768.975	54.536.575	63.425.000
28. (84.23)	01.53	Fonds de l'environnement mondial: souscription du Grand-Duché moyennant l'émission de bons du trésor	2.483.500	1.239.468	1.241.773
30. (12.16)	11.10	Participations de partenaires privés à des foires, salons et autres manifestations de promotion commerciale .	252.492	213.436	168.570
31. (12.16)	11.10	Produit des avertissements taxés et du dédommagement civil communal dû dans le cadre d'infractions contre la règlementation sur le stationnement payant: dépenses brutes	6.225.948	7.436.806	6.500.000
		Détail:			
		1) Dédommagement communal 2.100.000			
		2) Transfert du solde au budget ordinaire des recettes 4.400.000			
		Total 6.500.000			
34. (12.16)	13.90	Contributions de l'Union européenne dans le cadre de l'enquête relative au système communautaire d'information sur les accidents dans lesquels sont impliqués des produits de consommation	40.045	24.789	24.789
35. (00.00)	13.90	Traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics du Centre hospitalier neuropsychiatrique; intérêts dus à l'Etat en cas de remboursement tardif	18.111.577	19.359.047	17.452.076
		Détail:			
		1) Rémunérations et charges sociales patronales des agents publics du Centre hospitalier neuropsychiatrique 17.452.076			
36. (00.00)	13.90	Traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics des Centres de gériatrie; intérêts dus à l'Etat en cas de remboursement tardif ...	8.421.102	8.593.006	8.205.969
		Détail:			
		1) Rémunérations et charges sociales patronales des agents publics des Centres de gériatrie 8.205.969			
37. (00.00)	13.90	Remboursement par l'établissement public regroupant les Centres, Foyers et Services pour personnes âgées des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics; intérêts de retard	17.090.246	18.014.695	17.664.248
38. (00.00)	13.90	Produit de la contribution dépendance prélevée par l'Administration des Contributions directes sur les revenus du patrimoine et certains revenus de pension	-	3.718.403	4.450.000
39. (00.00)	13.90	Produit de la contribution spéciale à l'assurance dépendance résultant de la majoration de la redevance à char-			

Article (Code écon.)	Code fonct.	LIBELLE	1999 Compte provisoire	2000 Budget définitif	2001 Projet de Budget
		ge du secteur de l'énergie électrique (article 375, alinéa 2, point 2 du C.A.S.)	3.141.873	3.346.563	3.350.000
40. (84.23)	06.33 06.34	Versement d'avances temporaires au titre de l'entrée en vigueur de l'assurance dépendance au profit des services conventionnés d'aide et de soins ainsi que des foyers de jours conventionnés oeuvrant dans le domaine du maintien à domicile	1.551.252	-	-
41. (84.23)	06.34	Versement d'avances temporaires au titre de l'entrée en vigueur de l'assurance dépendance au profit des centres d'accueil conventionnés pour personnes handicapées	124	-	-
42. (84.23)	06.34	Versement d'avances temporaires au titre de l'entrée en vigueur de l'assurance dépendance au profit des centres d'accueil conventionnés pour personnes handicapées créés dans le cadre de la décentralisation de l'HNPE	124	-	-
43. (00.00)	13.00	Rémunération des services de l'Institut belgo-luxembourgeois des changes (I.B.L.C.) pour l'établissement de la balance des paiements du Grand-Duché de Luxembourg: versement par l'Etat luxembourgeois à l'I.B.L.C	-	2.107.095	2.107.095
44. (11.12)	13.90	Programmes INTERREG	-	1.239.468	1.000.000
45. (11.12)	13.90	Part de l'Union européenne dans le cadre des programmes Jeunesse pour l'Europe et service volontaire européen ..	-	185.920	679.988
46. (12.30)	06.36	Part de l'Union européenne dans le cadre du 4e programme d'action communautaire à moyen terme pour l'égalité des chances entre femmes et hommes	-	-	73.087
47. (00.00)	13.90	Fonds asiatique du développement: part contributive dans la reconstitution des ressources moyennant l'émission de bons du trésor	-	-	1.000.000
		Total des dépenses pour ordre	2.465.641.951	2.328.751.040	2.876.721.954

Annexes

Les opérations des principaux fonds spéciaux de l'Etat

Fonds de la coopération au développement 649
Fonds pour les investissements socio-familiaux 650
Fonds pour les monuments historiques 651
Fonds d'équipement sportif national 653
Fonds pour l'emploi 654
Fonds pour la protection de l'environnement 657
Fonds pour la gestion de l'eau 658
Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture 659
Fonds d'investissements publics administratifs 660
Fonds d'investissements publics scolaires 662
Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux 663
Fonds des routes 664
Fonds des investissements hospitaliers 665
Fonds pour la loi de garantie 666

FONDS DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

Evolution des recettes et des dépenses au cours de la période 1999 - 2001

Unité: en euros

	Exercices antérieurs	*1999*	*2000*	*2001*	*Exercices ultérieurs*
I. Mouvements du fonds					
- Avoir reporté	-	30.959.422	50.511.008	50.511.008	-
- Alimentations:					
a) Alimentation normale	-	51.249.507	58.626.819	74.000.000	-
b) Alimentation supplémentaire	-	24.789.352	24.789.352	24.789.352	-
- Dépenses	-	56.487.273	83.416.171	97.789.352	-
- Avoir à reporter	-	50.511.008	50.511.008	51.511.008	-
II. Programme des dépenses					
- Coopération bilatérale	-	40.273.599	57.015.511	68.537.916	-
- Coopération avec les O.N.G.	-	12.755.587	16.113.079	17.352.547	-
- Agents de la coopération et coopérants	-	912.913	1.611.308	1.983.148	-
- Cofinancement org. multilatérales	-	2.545.174	8.676.273	9.915.741	-
Total des dépenses	-	**56.487.273**	**83.416.171**	**97.789.352**	...

FONDS POUR LES INVESTISSEMENTS SOCIO-FAMILIAUX

Evolution des recettes et des dépenses au cours de la période 1999 - 2001

Unité: en euros

	Exercices antérieurs	*1999*	*2000*	*2001*	*Exercices ultérieurs*
I. Mouvements du fonds					
- Avoir reporté	-	0	88.074.003	73.277.239	-
- Alimentations:					
a) Alimentation à partir des comptes bloqués en liquidation	-	57.761.670	-	-	-
b) Alimentation normale	-	42.141.899	54.536.575	47.099.770	-
c) Alimentation supplémentaire		12.394.676	-	-	-
d) Versement de la part de la Fondation d'Aide et d'Assistance aux personnes âgées	-	5.453.658	-	-	-
- Dépenses	-	29.677.900	69.333.340	77.399.795	-
- Avoir à reporter	-	88.074.003	73.277.239	42.977.213	-
II. Programme des dépenses					
1) Ministère de la Famille Construction, modernisation et équipement, études, analyses et plans dans l'intérêt des					
a) infrastructures pour enfants, jeunes, adultes et handicapés	-	6.767.900	14.905.838	27.126.988	-
b) infrastructures pour immigrés et réfugiés	-	-	2.082.306	3.941.507	-
c) infrastructures pour personnes âgées	-	22.808.000	50.275.286	44.454.746	-
2) Ministère de la Promotion féminine	-	102.000	2.069.911	1.876.554	-
Total des dépenses	-	**29.677.900**	**69.333.340**	**77.399.795**	...

FONDS POUR LES MONUMENTS HISTORIQUES

Evolution des recettes et des dépenses au cours de la période 1999 - 2001

Unité: en euros

	Exercices antérieurs	*1999*	*2000*	*2001*	*Exercices ultérieurs*
I. Mouvements du fonds					
- Avoir reporté	-	8.698.584	4.806.658	4.682.711	-
- Alimentations:					
a) Alimentation normale	-	4.957.871	8.676.273	10.000.000	-
b) Alimentation supplémentaire	-	-	-	-	-
- Dépenses	-	8.849.797	8.800.220	8.676.272	-
- Avoir à reporter	-	4.806.658	4.682.711	6.006.439	-
II. Programme détaillé des dépenses					
1. Patrimoine féodal					
1.01 Musée Steichen, Château de Clervaux	-	-	-	-	-
1.02 Bourscheid	-	106.594	106.594	106.594	-
1.03 Esch-sur-Sûre	-	106.594	106.594	106.594	-
1.04 Vianden	-	106.594	106.594	106.594	-
1.05 Larochette	-	193.357	193.357	193.357	-
1.06 Bourglinster	-	64.452	64.452	64.452	-
1.07 Hollenfels	-	106.594	106.594	106.594	-
1.08 Useldange	-	106.594	106.594	106.594	-
1.09 Koerich	-	106.594	106.594	106.594	-
1.10 Mise en valeur des châteaux restaurés	-	29.747	29.747	29.747	-
1.11 Autres et imprévus	-	64.452	64.452	64.452	-
Sous-total 1	-	991.572	991.572	991.572	-
2. Patrimoine religieux					
2.01 Interventions églises et chapelles classées	-	96.678	96.678	96.678	-
2.02 Abbaye Neumünster	-	-	-	-	-
2.03 Abbaye d'Echternach, musée, pavillon	-	57.016	57.016	57.016	-
2.04 Restauration calvaires, croix de chemin	-	19.831	19.831	19.831	-
2.05 Eglises de Troisvierges et de Koerich	-	-	-	-	-
2.06 Eglise de Septfontaines	-	57.016	57.016	57.016	-
2.07 Eglise de Dudelange, chapelle de Clairef.	-	57.016	57.016	57.016	-
2.08 Autres et imprévus	-	59.494	59.494	59.494	-
Sous-total 2	-	347.051	347.051	347.051	-
3. Patrimoine rural					
3.01 Villages-pilotes, projets de démonstr.	-	71.889	71.889	71.889	-
3.02 Nouvelles affectations de bâtiments anciens	-	89.242	89.242	89.242	-
3.03 Centres historiques	-	89.242	89.242	89.242	-
3.04 Actions de sauvetage	-	71.889	71.889	71.889	-
3.05 Musée rural de Binsfeld	-	-	-	-	-
3.06 Musée rural de Roeser	-	89.242	89.242	-	-
3.07 Autres et imprévus	-	34.705	34.705	34.705	-
Sous-total 3	-	446.209	446.209	356.967	-
4. Patrimoine industriel					
4.01 Fonds de gras	-	168.568	168.568	168.568	-
4.02 Minière Dhoil, Lamadeleine	-	148.736	148.736	148.736	-
4.03 Raccordements, Pétange	-	106.594	106.594	106.594	-
4.04 Galerie Hondsbesch	-	22.310	22.310	22.310	-
4.05 Minière Martelange	-	64.452	64.452	64.452	-
4.06 Musée de la voiture historique	-	84.284	84.284	84.284	-
4.07 Mine de Cuivre, Stolzembourg	-	84.284	84.284	84.284	-
4.08 Carreau des Mines, Lasauvage	-	104.115	104.115	104.115	-

	Exercices antérieurs	*1999*	*2000*	*2001*	*Exercices ultérieurs*
4.09 Musée Henri Tudor, Rosport	-	42.142	42.142	42.142	-
4.10 Autres et imprévus	-	42.142	42.142	42.142	-
Sous-total 4	-	867.627	867.627	867.627	-
5. Enceintes fortifiées					
5.01 Enceinte médiévale de Vianden	-	66.931	66.931	66.931	-
5.02 Enceinte médiévale d'Echternach	-	89.242	89.242	89.242	-
5.03 Vestiges du Bock	-	22.310	22.310	22.310	-
5.04 Tours espagnoles	-	22.310	22.310	22.310	-
5.05 Autres et imprévus	-	47.100	47.100	47.100	-
Sous-total 5	-	247.893	247.893	247.893	-
6. Sites archéologiques					
6.01 Villa romaine, Echternach	-	42.142	42.142	42.142	-
6.02 Villa romaine, Walferdange	-	81.805	81.805	81.805	-
6.03 Site romain, Dalheim	-	81.805	81.805	81.805	-
6.04 Autres et imprévus	-	42.142	42.142	42.142	-
Sous-total 6	-	247.894	247.894	247.894	-
7. Etudes					
7.01 Experts en histoire et archéologie	-	59.494	59.494	59.494	-
7.02 Architectes spécialisés	-	94.200	94.200	94.200	-
7.03 Photogrammétrie	-	94.200	94.200	94.200	-
Sous-total 7	-	247.894	247.894	247.894	-
8. Forteresse de Luxembourg					
8.01 Tour Vauban II	-	176.004	176.004	176.004	-
8.02 Porte Chemin de Fer	-	106.594	106.594	106.594	-
8.03 Fort Thüngen	-	4.957.871	4.957.871	4.957.871	-
8.04 Autres et imprévus	-	213.188	163.611	128.905	-
Sous-total 8	-	5.453.657	5.404.080	5.369.374	-
Total général (1.+2.+3.+4.+5.+6.+7.+8.)	...	**8.849.797**	**8.800.220**	**8.676.272**	...

FONDS D'EQUIPEMENT SPORTIF NATIONAL

Evolution des recettes et des dépenses au cours de la période 1999 - 2001

Unité: en euros

	Exercices antérieurs	*1999*	*2000*	*2001*	*Exercices ultérieurs*
I. Mouvements du fonds					
- Avoir reporté	-	2.790.909	1.979.058	1.456.002	-
- Alimentations:					
a) Alimentation normale	-	7.436.806	6.197.338	6.197.338	-
b) Alimentation supplémentaire	-	-	-	-	-
- Dépenses	-	8.248.657	6.720.394	6.553.066	-
- Avoir à reporter	-	1.979.058	1.456.002	1.100.274	-
II. Programme des dépenses					
VIIe programme quinquennal					
A) Solde du VIe programme:					
- Halls multisports (5)	-	836.145	520.576	520.576	-
- Halls des sports (3)	-	406.050	223.104	223.104	-
- Halls de tennis (1)	-	35.945	-	-	-
- Piscines couvertes (1)	-	477.691	148.736	148.736	-
- Piscines en plein air (2)	-	358.206	247.894	247.894	-
- Terrains de sports (2)	-	119.485	111.552	111.552	-
Sous-total 1	-	2.233.522	1.251.862	1.251.862	-
B) Nouveaux projets (1re et 2e listes):					
- Halls multisports (9)	-	2.448.442	1.539.419	1.539.419	-
- Halls des sports (5)	-	740.458	1.140.310	1.140.310	-
- Salles des sports (4)	-	226.823	198.315	198.315	-
- Terrains de sports (12)	-	831.435	800.696	800.696	-
- Centres de tennis (3)	-	97.918	44.621	44.621	-
- Halls de tennis (3)	-	167.328	198.315	198.315	-
- Piscines couvertes (4)	-	633.120	917.206	749.878	-
- Plaines multisports (2)	-	107.586	86.763	86.763	-
- Centre national de football	-	716.660	495.787	495.787	-
- Stand de tir	-	45.365	47.100	47.100	-
Sous-total 2	-	6.015.135	5.468.532	5.301.204	-
Total des dépenses	...	**8.248.657**	**6.720.394**	**6.553.066**	...

FONDS POUR L'EMPLOI

Evolution des recettes et des dépenses au cours de la période 1999 - 2001

Unité: en euros

	Exercices antérieurs	1999	2000	2001	*Exercices antérieurs*
I. Mouvements du fonds					
- Avoir reporté	-	119.169.518	131.560.224	94.373.921	-
- Produit de l'impôt de solidarité	-	78.284.604	80.578.744	77.708.000	-
- Produit de la cotisation sociale sur carburants	-	52.769.049	54.539.575	63.425.000	-
- Remboursements	-	7.858.188	24.128.723	19.292.111	-
- Dotations budgétaires supplémentaires	-	18.592.014	18.592.014	15.000.000	-
- Dépenses	-	145.113.149	215.025.359	180.879.411	-
- Avoir à reporter	-	131.560.224	94.373.921	88.919.621	-
II. Programme des dépenses					
A. Dépenses générales					
a. Indemnités de chômage					
1. Chômage complet	-	40.435.368	43.936.023	43.936.023	-
2. Chômage partiel	-	225.214	354.954	354.954	-
3. Chômage pour intempéries/ accidentel et technique	-	4.586.011	3.509.903	3.509.903	-
4. Avances supplémentaires aux comptables extraordinaires	-	613.709	702.711	702.711	-
Sous-total a.	-	45.860.302	48.503.591	48.503.591	-
dont dépenses suppl. PAN	-	0	412.247	412.247	-
b. Actions pour combattre le chômage des jeunes					
b.1 Dépenses sans cofinancement communautaire					
1. CAT - Etat	-	6.021.334	6.804.314	6.945.600	-
2. CAT- Autres (communes, privé, etc.)	-	1.401.342	3.298.536	3.367.027	-
3. Stages en entreprise	-	2.408.524	5.381.429	5.492.203	-
4. Complément à l'indemnité p. stagiaires	-	0	24.789	25.304	-
5. Indemnité d'apprentissage & divers	-	88.498	90.897	92.785	-
6. Avances suppl. au comptable extraordinaire (chômage des jeunes)	-	2.598.925	505.524	516.021	-
b.2 Dépenses avec cofinancement communautaire					
1. Stage-initiation/Stage d'insertion	-	772.436	2.519.764	2.630.398	-
Sous-total b.	-	13.291.059	18.625.253	19.069.338	-
dont dépenses suppl. PAN	-	222.856	5.876.024	6.055.380	-

	Exercices antérieurs	1999	2000	2001	*Exercices antérieurs*
c. Actions en faveur de l'emploi					
c.1 Dépenses sans cofinancement communautaire					
1. Stage de réinsertion professionnelle (hors chômeurs indemnisés)	-	340.770	2.231.042	2.277.367	-
2. Garantie de salaires	-	4.725.098	4.853.202	4.953.975	-
3. Aides à la création d'entreprises par des chômeurs	-	90.481	92.934	94.864	-
4. Aides à la mobilité géographique	-	178.483	183.322	187.129	-
5. Aide au réemploi (hors sidérurgie)	-	6.282.118	6.452.435	6.586.414	-
6. SNAS - mise au travail	-	32.474	33.354	34.047	-
7. Travaux extraordinaires d'intérêt général (WSA)	-	2.882.506	2.960.655	3.022.130	-
8. Préretraite	-	11.472.760	15.295.030	15.612.619	-
9. Incitation p. réduction temps de travail p. engager chômeurs	-	0	991.574	1.012.163	-
10. Participation au paiement d'une indem. de congé parental	-	11.013.909	12.394.676	12.652.042	-
11. Détachement de main-d'oeuvre ADEM	-	1.313.588	1.349.201	1.377.216	-
12. Encadrement psycho-social des chômeurs	-	14.130	843.311	860.822	-
13. Frais informatiques	-	165.345	169.828	173.354	-
14. Bilans de compétence pour chômeurs	-	0	1.784.833	1.821.894	-
15. Pool des assist. à la direct. dans l'ens. second.	-	1.484.386	2.522.897	2.575.283	-
16. Forum pour l'emploi	-	1.735.255	1.782.300	1.819.308	-
17. Proactif	-	495.787	509.229	519.802	-
18. Projets-pilotes d'emploi de proximité	-	0	1.859.201	1.897.806	-
19. Divers	-	273.922	332.911	337.799	-
20. Avances suppl. au comptable extraordinaire (stage de réinsertion)	-	6.281	1.760.044	1.796.590	-
c2. Dépenses avec cofinancement communautaire					
1. Aides à l'embauche chômeurs l. durée (L 93)	-	1.277.643	641.424	654.743	-
2. Centres de form. femmes et fam. monopar./ Zarabina/ Liewensufank	-	515.866	282.983	288.859	-
3. Initiatives communautaires: NOW, HORIZ., YOUTHST., INTEGRA	-	178.731	255.907	261.220	-
4. Actions de l'INFPC et du CRP-HT	-	0	142.340	145.296	-
5. Particip. à des actions communales, ASI, pactes territoriaux	-	3.262.031	8.442.754	8.618.061	-
6. Assistance technique pour le F.S.E.	-	175.757	171.005	174.556	-
7. Publicité, agent prosp.-placement, évaluation	-	239.217	131.109	133.831	-
8. Réfection d'immeubles anciens	-	0	1.273.071	1.299.506	-
Sous-total c.	-	48.156.538	69.742.572	71.188.696	-
dont dépenses suppl. PAN	-	11.360.960	26.674.529	27.228.404	-
dont projets cofinancés par le FSE	-	5.649.246	11.340.594	11.576.072	-
d. Section spéciale (Formation)					
1. Aides et primes à l'apprentissage	-	3.681.715	6.729.127	6.868.852	-
2. Prime d'orientation	-	0	127.307	129.951	-
3. Initiation polyvalente pour jeunes	-	905.307	906.856	925.686	-
4. Autres actions de formation du fonds pour l'emploi (sans FSE)	-	469.262	517.358	528.100	-
5. Actions du fonds pour l'emploi et du FSE	-	1.506.945	2.554.009	2.607.041	-
Sous-total d.		6.563.229	10.834.657	11.059.630	
dont dépenses suppl. PAN	-	0	1.400.378	1.429.456	-

	Exercices antérieurs	1999	2000	2001	*Exercices antérieurs*
A. Dépenses générales: TOTAL	-	113.871.128	147.706.073	149.821.255	-
dont dépenses suppl. PAN	-	11.583.817	34.363.178	35.125.487	-
dont projets cofinancés par le FSE	-	7.928.626	16.414.368	16.813.511	-
B. Dépenses liées au secteur de la sidérurgie					
1. Travaux extraordinaires	-	0	1.826.575	1.864.502	-
2. Chômage partiel alternatif	-	11.719.662	37.251.704	3.544.877	-
3. Indemnité de réemploi	-	259.049	278.617	284.402	-
4. Préretraite	-	19.263.310	27.962.390	25.364.375	-
B. Dépenses Sidérurgie: TOTAL		31.242.021	67.319.286	31.058.156	
II. TOTAL Dépenses	-	**145.113.149**	**215.025.359**	**180.879.411**	-
III. Programme des recettes					
A. Alimentation normale					
a. Impôts de solidarité					
1. Impôt sur le revenu des personnes physiques	-	32.978.306	33.751.657	35.000.000	-
2. Impôt sur le revenu des collectivités	-	37.333.146	39.241.545	42.708.000	-
3. Impôt sur le revenu des communes	-	7.973.152	7.585.542	0	-
b. Contribution sociale sur carburants	-	52.769.049	54.539.575	63.425.000	-
Sous-total A.	-	131.053.653	135.118.319	141.133.000	-
B. Remboursements					
1. Comptables extraordinaires	-	3.218.914	2.298.737	2.346.469	-
2. Remboursement chômage	-	758.535	779.100	795.278	-
3. Remboursement soldes faillites	-	84.883	215.096	219.563	-
4. C.E.C.A	-	1.137.088	1.773.522	1.773.522	-
4. Fonds social européen	-	1.177.759	1.484.899	1.515.732	-
6. Participation des entreprises aux stages	-	1.481.009	678.797	692.892	-
7. Participation au coût de la préretraite	-	0	16.871.730	11.921.256	-
8. Divers	-	0	26.842	27.399	-
Sous-total B.	-	7.858.188	24.128.723	19.292.111	-
C. Alimentation suppl.: Dot. budgétaire					
1. Crédits	-	18.592.014	18.592.014	15.000.000	-
2. Dépassements	-	0	0	0	-
Sous-total C.	-	18.592.014	18.592.014	15.000.000	-
III. TOTAL Recettes	-	**157.503.855**	**177.839.056**	**175.425.111**	-

FONDS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Evolution des recettes et des dépenses au cours de la période 1999 - 2001

Unité: en euros

	Exercices antérieurs	*1999*	*2000*	*2001*	*Exercices ultérieurs*
I. Mouvements du fonds					
- Avoir reporté	-	69.009.839	100.501.985	84.622.644	-
- Alimentations:					
a) Alimentation normale	-	33.465.626	1.239.468	2.500.000	-
b) Alimentation supplémentaire	-	37.184.029	0	0	-
- Dépenses	-	39.157.509	17.118.809	28.029.499	-
- Avoir à reporter	-	100.501.985	84.622.644	59.093.145	-
II. Programme des dépenses					
- ***Eau***					
Bassin de la Sûre	-	2.699.313	-	-	-
Bassin de l'Alzette	-	7.215.189	-	-	-
Bassin de la Chiers	-	5.673.291	-	-	-
Bassin de la Moselle	-	5.069.423	-	-	-
Sous-total	-	*20.657.216*	-	-	-
- ***Air et bruit***	-	667.825	148.736	2.478.935	-
- ***Déchets***	-	16.613.080	10.864.179	21.791.328	-
- ***Nature***	-	1.219.388	6.093.499	3.759.236	-
- ***Gestion intégrée***	-	-	12.395	-	-
Total des dépenses	**...**	**39.157.509**	**17.118.809**	**28.029.499**	**...**

FONDS POUR LA GESTION DE L'EAU

Evolution des recettes et des dépenses au cours de la période 1999 - 2001

Unité: en euros

	Exercices antérieurs	*1999*	*2000*	*2001*	*Exercices ultérieurs*
I. Mouvements du fonds					
- Avoir reporté	-	-	-	747.637	-
- Alimentations:					
a) Alimentation normale	-	-	45.860.302	48.350.000	-
b) Alimentation supplémentaire	-	-	-	12.394.676*	-
- Dépenses	-	-	45.112.665	53.400.221	-
- Avoir à reporter	-	-	747.637	8.092.092	-
II. Programme des dépenses**					
Bassin de la Sûre	-	-	15.079.864	16.474.503	-
Bassin de l'Alzette	-	-	18.223.154	24.017.903	-
Bassin de la Chiers	-	-	2.776.407	2.781.365	-
Bassin de la Moselle	-	-	9.033.240	10.126.450	-
Total des dépenses	...	-	**45.112.665**	**53.400.221**	...

* Voir l'article 38 du projet de loi budgétaire: Dotation prévue par la loi sur l'affectation de l'excédent de recettes de l'exercice 1999.

** L'estimation des dépenses revêt un caractère provisoire, en attendant notamment l'achèvement de l'inventaire relatif à l'état d'avancement des travaux engagés avant le 1er janvier 2000 à charge du Fonds pour la protection de l'environnement.

FONDS D'ORIENTATION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'AGRICULTURE

Evolution des recettes et des dépenses au cours de la période 1999 - 2001

Unité: en euros

	Exercices antérieurs	*1999*	*2000*	*2001*	*Exercices ultérieurs*
I. Mouvements du fonds					
- Avoir reporté	-	13.900.382	17.490.873	23.507.864	-
- Alimentations:					
a) Alimentation normale	-	17.352.547	17.352.547	18.000.000	-
b) Alimentation supplémentaire	-	-	-	-	-
- Dépenses	-	13.762.056	11.335.556	18.929.823	-
- Avoir à reporter	-	17.490.873	23.507.864	22.578.041	-
II. Programme des dépenses					
- Plans amélioration matérielle	-	5.780.133	2.607.864	8.431.670	-
- Aides hors plan amélioration	-	2.637.091	1.736.000	2.529.000	-
- Petites exploitations	-	7.437	-	-	-
- Utilisation commune de machines	-	572.882	-	-	-
- Remboursement frais d'entraide	-	270.452	248.000	297.000	-
- Citernes, chambres à lait	-	123.947	-	-	-
- Remboursement enregistrement	-	313.585	52.692	316.153	-
- Primes installation	-	609.570	-	-	-
- Reprises exploitations	-	813.834	-	-	-
- Habitat rural	-	112.048	375.000	375.000	-
- Information socio-économique	-	147.249	-	-	-
- Collectivités	-	1.493.063	3.669.000	3.669.000	-
- Aide au démarrage	-	80.813	-	-	-
- Coordination de la vulgarisation	-	207.239	-	-	-
- Formation agricole	-	-	175.000	175.000	-
- Groupement d'agriculteurs	-	-	-	16.000	-
- Acquisition terres et vignes	-	-	625.000	625.000	-
- Vulgarisation agricole	-	-	400.000	600.000	-
- Produits de qualité	-	-	12.000	15.000	-
- Diversification activités agricoles	-	-	24.000	39.000	-
- Activités touristiques et artisanales	-	-	120.000	335.000	-
- Mesures agri-environnement	-	592.713	1.291.000	1.507.000	-
Total des dépenses	...	**13.762.056**	**11.335.556**	**18.929.823**	...

FONDS D'INVESTISSEMENTS PUBLICS ADMINISTRATIFS

Evolution des recettes et des dépenses au cours de la période 1999 - 2001

Unité: en euros

	Exercices antérieurs	*1999*	*2000*	*2001*	*Exercices ultérieurs*
I. Mouvements du fonds					
- Avoir reporté	-	108.788.000	157.562.569	119.598.707	-
- Alimentations:					
a) Alimentation normale	-	19.831.482	23.549.884	37.200.000	-
b) Alimentation supplémentaire	-	61.973.381	0	0	-
- Dépenses	-	33.030.294	61.513.746	101.396.413	-
- Avoir à reporter	-	157.562.569	119.598.707	55.402.294	-
II. Programme des dépenses					
1. Projets en réalisation					
- Musée d'histoire naturelle Grund	16.965.498	105.369	529.133	-	-
- Palais Grand-Ducal (1ère et 2e phases)	38.862.781	1.070.965	99.157	-	-
- Aménagement du Parc de Hosingen	7.550.415	1.816.505	1.000.000	788.290	-
- Chambre des députés: extension et transform.	4.104.529	9.381.189	4.106.296	1.000.000	-
- Centre pénitentiaire Schrassig: 2e extension	41.078.636	4.279.584	6.000.000	7.000.000	4.693.635
- Parc de Hosingen: centre écologique	16.514	74.779	200.000	1.500.000	6.389.197
- Abbaye Neumünster	2.140.371	9.050.311	10.000.000	15.000.000	6.521.372
- Bâtiment Tour à Kirchberg: façades	500.420	127.393	100.000	100.000	9.311.032
- Immeuble Printz et Richard: transformations	298.605	194.202	1.500.000	4.000.000	14.210.515
- C.P.A. Givenich (2e extension)	87.555	17.205	2.000.000	5.000.000	604.728
2. Loi budgétaire					
- Centre administratif Mersch (Linden-Greisch)	1.024.625	93.420	665.988	-	-
- Min.Educ.nat. rue Aldringen: assainissement	283.449	502.417	264.134	-	-
- Bibliothèque nationale: transformation caves	1.001.912	976.551	200.000	126.947	-
- Ponts et chaussées Howald: ateliers	53.494	322.965	2.000.000	1.019.682	-
- Centres socio-éduc. à Schrassig et Dreiborn	441.156	414.928	400.000	32.962	-
- Dépôt Musée d'Histoire Bertrange (FAPRAL)	21.781	754.197	2.000.000	1.000.000	324.022
- Institut viti-vinicole Remich (cave crémant)	978.049	769.919	800.000	700.000	222.541
- Centre Marienthal: modernisation	151.508	131.075	2.000.000	567.417	-
- Centre tactique de Police Reckenthal	89.541	55.141	1.500.000	700.000	258.200
- Ponts et chauss. Bertrange: atelier mécanique	47.400	-	1.000.000	1.000.000	679.429
- Bât.publ.:atelier+dépôt (nouv. constr.) Gasperich	25.766	-	247.893	743.680	6.409.551
- Ponts et chaussées Remich: ateliers	-	16.960	123.946	3.718.402	2.338.030
- Unité de sécurité Dreiborn	-	-	100.000	1.000.000	1.686.828
- Eaux et forêts Ellergronn: phase 1	-	-	250.000	1.250.000	1.103.095
- Min. d'Educ.nat. Rue Aldringen:réhab.intérieure	-	-	100.000	2.000.000	4.500.000
- Garage central pour les forces de l'ordre	-	-	1.487.361	1.115.521	-
- Service de la navigation Mertert: hall	-	-	867.627	619.734	-
- Musée d'histoire et d'art: équip.muséologique	-	-	2.200.000	2.400.000	-
- Centre de production artistique Bonnevoie	-	-	1.611.307	1.239.468	-
- Musée d'Art Moderne: partie mur historique	-	-	86.762	99.158	558.000
- Musée d'Art Moderne: Liaison Musée Forteresse	-	-	-	-	595.000
- Musée d'Art Moderne: voie de contournement	-	-	-	-	1.735.000
- Police Grevenmacher	-	-	-	1.000.000	2.718.403
- Parc Château de Walferdange	-	-	-	500.000	1.978.935
- Ferme Grisius Lultzhausen: SN des sports	-	-	-	1.000.000	3.586.030
- Château de Roebé Larochette	-	-	-	500.000	739.468
- Monument funéraire Jean l'Aveugle	-	-	-	800.000	820.000
- Stand de tir Bleesdall: mise en conformité	-	-	-	600.000	640.000
- Dépôt de munitions Herrenberg	-	-	-	1.000.000	1.850.776
- Caserne Herrenberg: remise en état de 3 pavillons	-	-	-	1.000.000	2.470.509
- Aéroport: Bâtiment administratif pour l'aviation civile	-	-	-	2.000.000	3.000.000
3. Etudes					
- Musée d'art moderne	7.943.770	206.262	-	-	-
- CRP Henri Tudor: extension	216.626	57.462	300.000	-	-
- Aérogare: 2e extension	2.117.179	1.439.127	3.718.402	781.831	-
- Cité judiciaire, Plateau du St Esprit	562.747	103.985	4.957.870	2.399.711	-
- Cour de Justice de l'UE: 4e extension	525.292	547.331	4.957.870	12.394.676	7.474.746

	Exercices antérieurs	*1999*	*2000*	*2001*	*Exercices ultérieurs*
4. Projets en cours d'élaboration					
- Bibliothèque nationale (extension Kirchberg)	258.794	10.934	400.000	1.000.000	22.386.943
- Salle concerts pour jeunes	27.218	36.564	1.240.000	3.720.000	1.743.711
- CNA Dudelange	277.587	66.157	1.000.000	2.000.000	19.710.353
- Centre de conférences Luxembourg-Kirchberg	509.736	102.183	500.000	1.000.000	59.861.462
- Centre administratif à Luxembourg-Gare	-	-	1.000.000	2.000.000	46.578.704
- Laboratoire national de Santé	-	-	-	1.500.000	48.078.704
- Justice de Paix Esch/Alzette	-	-	-	1.239.467	12.766.517
- Centre pénitentiaire Schrassig: 3e extension	-	-	-	1.239.467	12.394.676
- Police des autoroutes Bertrange	-	-	-	10.000.000	44.536.757
- Projets en cours d'achèvem.,abandonnés; préfin.	-	305.214	-	-	-
Total des dépenses	**...**	**33.030.294**	**61.513.746**	**101.396.413**	**...**

FONDS D'INVESTISSEMENTS PUBLICS SCOLAIRES

Evolution des recettes et des dépenses au cours de la période 1999 - 2001

Unité: en euros

	Exercices antérieurs	*1999*	*2000*	*2001*	*Exercices ultérieurs*
I. Mouvements du fonds					
- Avoir reporté	-	179.960.884	174.655.704	155.954.595	-
- Alimentations:					
a) Alimentation normale	-	17.972.281	45.860.302	55.750.000	-
b) Alimentation supplémentaire	-	37.184.029	0	0	-
- Dépenses	-	60.461.490	64.561.411	82.839.176	-
- Avoir à reporter	-	174.655.704	155.954.595	128.865.419	-
II. Programme des dépenses					
1) Projets en réalisation					
- Centre universitaire à Luxembourg	26.814.070	84.363	-	-	-
- Hall sportif Walferdange	1.487.361	1.239.467	1.239.468	-	-
- Lycée de garçons à Esch/Alzette	23.822.064	542.824	500.000	420.521	-
- LT des Arts et Métiers (agrand. et rénovation)	15.089.751	1.887.284	495.787	177.197	-
- CNFPC à Esch/Alzette	34.636.081	7.245.547	3.346.562	1.003.952	-
- Ecole européenne primaire et secondaire	66.335.352	20.896.725	4.000.000	488.527	-
- Institut pour IMC	16.035.322	4.926.793	2.000.000	1.000.000	1.000.000
- Lycée de garçons à Luxembourg (modernisat.)	11.374.681	3.132.829	3.222.615	1.239.467	2.225.304
- Extension du LT Nord Wiltz (1ère phase)	3.599.242	2.105.409	2.974.722	1.735.254	1.980.049
- Extension Lycée class. Diekirch (1ère phase)	11.636.870	5.345.148	4.500.000	4.500.000	17.399.348
- LT à Mersch (extension et transformation)	1.915.628	4.742.972	4.000.000	4.000.000	215.011
- LT Joseph Bech Grevenmacher	93.280	1.006.731	4.957.870	4.957.870	7.997.682
- LT Esch/Alzette: ateliers auprès du CNFPC	1.791	3.499.920	8.428.380	4.957.871	2.348.575
- Lycée à Mamer	489.670	1.420.902	8.428.380	14.377.825	37.504.497
2) Loi budgétaire					
- Athénée: 3e étage et escaliers	2.844.765	160.423	-	-	-
- LT Michel Lucius Luxembg: remise en état	11.419	35.265	-	-	2.753.316
- Lycée Robert Schuman: transform. 3e étage	54.700	859.529	2.000.000	159.651	-
- LT Arts et métiers: assainissement extérieur	340.586	105.855	495.787	1.000.000	2.519.772
- LT Nord Wiltz (classes supplémentaires)	2.054.456	401.694	450.000	150.000	42.519
- Internat St Willibrord Echternach: cuisine etc	-	41.125	2.000.000	2.000.000	495.327
- ISERP Walferdange: modernisation	-	-	750.000	750.000	610.000
- Centre de langue: réam.anc.école européenne	-	-	750.000	750.000	359.201
- IST: aménagement parking souterrain	-	-	-	500.000	2.226.829
- ISERP Walferdange: contrib. terrain football	-	-	-	1.040.000	-
- Lycée Robert Schumann: bibliothèque, cafétéria, structures d'accueil, parking et alent.	-	-	-	1.000.000	2.230.000
- Ancienne école américaine: transformation	-	-	-	2.000.000	5.440.000
3) Projets en cours d'élaboration					
- LT Mathias Adam Pétange (nouv.construct.)	127.144	120.545	200.000	200.000	69.506.178
- Internat à Diekirch	67.187	45.455	4.900.000	4.900.000	8.679.372
- Lycée technique Esch/Alzette (Raemerich)	321.460	175.134	2.500.000	15.000.000	46.802.773
- Lycée technique Nic Biever Dudelange	189.808	195.437	1.300.000	7.400.000	34.990.223
- Lycée du Nord Wiltz: extension 2e phase	424.587	34.562	371.840	2.231.041	59.902.925
- Lycée technique Esch/Alzette (Lallange)	270.976	20	750.000	4.900.000	78.362.802
- Athénée: réhabilitation	-	3.293	-	-	-
- Div.en cours d'achèvem.,abandonn. ou préfin.	-	206.239	-	-	-
Total des dépenses	**...**	**60.461.490**	**64.561.411**	**82.839.176**	**...**

* Y compris les frais d'honoraires imputés à charge du budget.

FONDS D'INVESTISSEMENTS PUBLICS SANITAIRES ET SOCIAUX

Evolution des recettes et des dépenses au cours de la période 1999 - 2001

Unité: en euros

	Exercices antérieurs	*1999*	*2000*	*2001*	*Exercices ultérieurs*
I. Mouvements du fonds					
- Avoir reporté	-	85.160.280	90.642.630	82.579.799	-
- Alimentations:					
a) Alimentation normale	-	8.056.540	8.676.273	37.200.000	-
b) Alimentation supplémentaire	-	12.394.676	0	0	-
- Dépenses	-	14.968.866	16.739.104	24.530.756	-
- Avoir à reporter	-	90.642.630	82.579.799	95.249.043	-
II. Programme des dépenses					
- Foyer d'accueil Centre enfants à Rumelange	3.013.824	30.471	-	-	4.795
- Hôpital neuropsychiatrique: Pavillons-réhabilitation (1)	127.930	94.907	-	-	-
- Immeuble Bintz (Foyer Ulysse pour sans abri)	440.067	1.429.639	1.303.331	-	-
- Hôpital neuropsychiatrique (sécurité)	2.213.739	42.952	124.000	100.000	246.137
- Assainissement du barrage d'Esch/Sûre	16.090.500	32.876	100.000	-	2.368.638
- Hôpital neuropsychiatr.: pavillon M2, remise en état	559.924	770.451	1.200.000	1.200.000	165.278
- C.I.P.A. Esch/Alzette	12.881.500	8.804.211	4.000.000	640.581	-
- Fondation APEMH à Bettange-sur-Mess	5.505.715	236.640	446.208	1.983.148	504.562
- Fondation APEMH à Bettange-sur-Mess (2e phase)	1.544.376	3.031.428	2.875.565	1.983.148	555.592
- Centre du Rham: transformation	219.530	53.246	1.200.000	1.200.000	301.946
- C.I.P.A. Rumelange, Niedercorn, Bofferdange: sécurité	-	295.981	800.000	1.000.000	382.954
- C.I.P.A. à Dudelange	2.943	11.734	1.200.000	5.000.000	30.969.000
- C.I.P.A. à Wiltz	39.466	75.427	890.000	3.700.000	25.042.000
- C.I.P.A. à Differdange (nouveau bât. à Niedercorn)	26.444	17.589	100.000	250.000	36.790.000
- Anciennes thermes Mondorf-les-Bains: rénovation	-	-	2.500.000	573.879	-
- C.I.P.A. à Bofferdange	-	-	-	1.200.000	8.715.740
- C.I.P.A. à Echternach	-	-	-	1.200.000	3.757.870
- C.I.P.A. à Mertzig	-	-	-	1.200.000	13.921.505
- C.I.P.A. à Niederkorn	-	-	-	1.200.000	22.349.884
- C.I.P.A. à Rumelange	-	-	-	500.000	18.339.907
- C.I.P.A. à Vianden	-	-	-	1.600.000	10.794.676
- Projets en cours d'achèvem., abandonnés ou préfin.	-	41.314	-	-	-
Total des dépenses	**-**	**14.968.866**	**16.739.104**	**24.530.756**	**-**

FONDS DES ROUTES

Evolution des recettes et des dépenses au cours de la période 1999 - 2001

Unité: en euros

	Exercices antérieurs	*1999*	*2000*	*2001*	*Exercices ultérieurs*
I. Mouvements du fonds					
- Avoir reporté	-	107.578.000	94.474.348	90.622.083	-
- Alimentations:					
a) Alimentation normale	-	12.394.676	12.394.676	86.000.000	-
b) Alimentation supplémentaire	-	74.368.057	0	0	-
c) Recettes d'emprunts	-	0	99.851.512	0	-
d) Divers	-	0	0	0	-
Total alimentations	-	86.762.734	112.246.188	86.000.000	
- Dépenses	-	99.866.385	116.098.453	132.129.728	-
- Avoir à reporter	-	94.474.348	90.622.083	44.492.355	-
II. Programme des dépenses					
Autoroute de Trèves:					
- Sections I et III	118.991.371	815.570	-	-	-
- Section I (accès Z.T. Aéroport)	2.575.614	4.958	-	-	-
- Divers: emprises et études	493.308	27.268	-	-	-
Contournement de Luxembourg:					
- Cont. Ouest: échangeur de Helfent (+ accès), Cessange	7.047.613	158.652	-	-	-
- Cont. Ouest: échangeur Bridel liaison rue de l'Industrie	1.960.838	1.070.900	2.974.722	2.669.813	-
- Cont. Sud-Est: Centre douanier et échangeur Gasperich	26.819.600	116.510	-	-	-
- Cont. Sud-Est: Gasperich - Irrgarten	92.114.755	218.146	-	-	-
- Cont. Sud-Est: Irrgarten-Kirchberg	58.279.768	57.016	-	-	-
- Pénétrante Sud et Rocade de Bonnevoie	54.038.309	4.958	-	-	-
- Divers: emprises et études	2.002.980	649.481	-	-	-
Collectrice du Sud:					
- Lankelz-Biff	62.880.671	176.004	-	-	-
- Biff-Rodange	55.741.338	292.514	-	-	-
- Foetz-Dudelange-Hellange	90.964.529	552.803	-	-	-
- Adaptation de l'échangeur de Foetz	-	337.135	2.389.694	-	-
- Divers: emprises et études	8.812.615	193.357	-	-	-
Liaison avec la Sarre					
- Section I	7.166.602	13.966.321	19.831.482	22.310.417	55.714.070
- Section II	15.002.516	24.206.803	17.352.547	17.352.547	24.003.530
- Divers: emprises et études	1.581.561	5.674.283	4.957.870	4.957.870	12.575.639
Grande voirie du Nord:					
- Contournement d'Ettelbruck	25.979.241	168.568	-	-	-
- Ettelbruck-Friedhaff	2.496.288	-	1.239.468	1.222.115	-
- Contournement de Colmar/Colmar-Mersch	21.113.092	10.954.415	9.915.741	9.915.741	5.116.522
- Contournement Mersch	27.280.682	7.550.837	9.915.741	9.915.741	7.310.380
- Luxembourg-Mersch	2.652.461	5.736.256	22.310.417	34.705.093	301.478.189
- Divers: emprises et études	1.127.916	4.082.806	-	-	-
Divers					
- Divers	47.484.005	5.299.964	2.478.935	2.478.935	9.915.471
- Surveillance des chantiers	31.740.287	4.551.325	3.718.403	3.718.403	14.873.611
- Aires de service	7.310.380	183.441	1.859.201	1.886.470	-
- Projet "Trafic-info"	6.175.028	7.191.391	4.957.870	4.957.870	1.507.193
- Entretien grande voirie	6.343.595	5.483.405	7.238.491	7.610.331	41.519.686
- Giratoire de Merl	9.916	-	2.478.935	2.478.935	6.435.316
- Liaison route de Longwy - route d'Arlon	-	-	-	3.470.509	4.462.083
- Contournement de Sandweiler	52.058	141.299	2.478.935	2.478.935	1.306.399
Total des dépenses	**...**	**99.866.385**	**116.098.453**	**132.129.728**	**...**

* Devis sommaires

FONDS DES INVESTISSEMENTS HOSPITALIERS

Evolution des recettes et des dépenses au cours de la période 1999-2001

Unité: en euros

	Exercices antérieurs	*1999*	*2000*	*2001*	*Exercices ultérieurs*
I. Mouvements du fonds					
- Avoir reporté	-	55.419.271	114.599.156	107.335.379	...
- Alimentations:					
a) Alimentation normale		17.352.546	29.747.223	35.000.000	...
b) Alimentation supplémentaire*	-	37.184.029	-	-	...
c) Transferts	-	4.643.310	-	-	...
- Dépenses	-	0	37.011.000	46.480.000	
- Avoir à reporter	-	114.599.156	107.335.379	95.855.379	...
II. Programmes des dépenses**					
Total des dépenses	-	**0**	**37.011.000**	**46.480.000**	**...**

* 1999: montant prévu au projet de loi sur l'affectation de l'excédent de recettes de l'exercice budgétaire 1999.

** chiffres issus du dernier programme pluriannuel, recalés d'une année en raison du "moratoire" décidé en matière d'investissements hospitaliers.

FONDS POUR LA LOI DE GARANTIE

Evolution des recettes et des dépenses au cours de la période 1999-2001

Unité:en euros

	Exercices antérieurs	*1999*	*2000*	*2001*	*Exercices ultérieurs*
I. Mouvements du fonds					
- Avoir reporté	-	82.053.000	102.233.713	98.193.101	...
- Alimentations:					
a) Alimentation normale		124.000	124.000	5.000.000	...
b) Alimentation supplémentaire	-	24.789.000	-	-	...
- Alimentation totale:		24.913.000	124.000	5.000.000	
- Dépenses	-	4.732.287	4.164.611	23.812.652	
- Avoir à reporter	-	102.233.713	98.193.101	79.380.449	...
A. Projets en état de remboursement					
Location-vente					
Centre informatique Luxembourg-Gare	-	1.241.947	1.241.947	1.241.947	13.661.412
Contournement de Differdange	-	1.051.069	1.189.889	1.189.889	10.114.056
Bâtiment administratif Gendarmerie Esch/Alzette	-	314.825	314.825	314.825	2.833.423
Missions diplomatiques Bruxelles	-	2.124.448	1.417.951	1.417.951	22.332.728
Sous-total	-	4.732.287	4.164.611	4.164.611	48.941.619
B. Projets en voie de construction					
Location-vente					
Campus scolaire Geesseknepchen	-	-	-	8.361.449	158.852.650
Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean	-	-	-	4.841.361	91.998.245
Extension Palais de Justice CE: mesures transitoires	-	-	-	1.296.483	19.281.158
Centre national sportif et culturel à Luxembourg-Kirchberg	-	-	-	4.355.489	82.739.422
Sous-total	-	-	-	18.854.781	352.871.475
C. Projets non entamés					
Location-vente					
Centre de recherche public Henri Tudor	-	-	-	793.259	20.017.402
Nouvelle aérogare du Findel	-	-	-	-	198.800.691
Cité judiciaire au plateau du Saint Esprit	-	-	-	-	138.292.361
Sous-total	-	-	-	793.259	357.110.454
D. Autres Projets					
Location-vente					
4ième extension du Palais de Justice CE à Lux.-Kirchberg	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	487.698.284
Total des dépenses	**-**	**4.732.287**	**4.164.611**	**23.812.652**	**...**

Les principales dispositions légales et réglementaires sur le budget de l'Etat

Loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat

Définition et structure du budget

Art. 2. - Le budget de l'Etat est la loi annuelle qui prévoit et autorise toutes les recettes et toutes les dépenses à effectuer par l'Etat pendant l'exercice pour lequel il est voté.

Art. 3. - (1) Le budget de l'Etat se compose d'un budget des recettes et d'un budget des dépenses ainsi que d'un budget des recettes et des dépenses pour ordre.

(2) Les dépenses courantes et les dépenses en capital ainsi que les recettes courantes et les recettes en capital sont regroupées sous des titres distincts.

(3) Le budget est subdivisé en titres, chapitres, sections et articles.

(4) L'article budgétaire ne peut en principe couvrir que des recettes ou des dépenses de même nature économique.

Art. 4. - L'ensemble des recettes s'applique à l'ensemble des dépenses, sauf dérogations prévues par la loi.

Art. 5. - Les recettes provenant de l'émission d'emprunts ne peuvent servir qu'au financement de projets d'investissements de l'Etat.

Art. 6. - Le projet de budget de l'année est accompagné d'un rapport sur la situation financière et budgétaire et ses perspectives d'évolution dans le cadre économique général ainsi que d'annexes explicatives faisant connaître notamment:

- la situation financière des services de l'Etat à gestion séparée;
- l'encours des garanties accordées par l'Etat;
- la situation financière des fonds spéciaux, indiquant pour chaque fonds spécial son évolution pluriannuelle passée et prospective.

Exercice budgétaire et comptable

Art. 7. - L'exercice budgétaire et comptable commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année.

Art. 8. - Sont seules considérées comme appartenant à un exercice, les dépenses relatives à des engagements contractés au cours de l'année qui donne sa dénomination à l'exercice ainsi que les recettes relatives à des créances acquises à l'Etat au cours de cette année.

Art. 9. - (1) Les opérations relatives à l'ordonnancement des dépenses peuvent se prolonger jusqu'au dernier jour du mois de février de l'année suivante.

(2) Les opérations relatives au paiement des dépenses et au recouvrement des recettes peuvent se prolonger jusqu'au 31 mars de l'année suivant l'exercice.

(3) Toutefois, les recettes fiscales et les recettes provenant du placement des disponibilités de la trésorerie de l'Etat sont imputées à l'exercice de l'année au cours de laquelle elles sont recouvrées.

Crédits budgétaires

Art. 16. - (1) Les crédits budgétaires ne permettent le paiement de dépenses que jusqu'à concurrence du montant voté.

(2) Toutefois, des articles budgétaires peuvent être dotés de la mention "crédit non limitatif" lorsqu'ils concernent des dépenses obligatoires en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles ou à titre exceptionnel d'autres dépenses, résultant de facteurs externes indépendants de la volonté de l'ordonnateur.

Art. 17. - (1) Les crédits budgétaires ne peuvent être utilisés que pour payer des dépenses engagées pendant l'exercice pour lequel ils sont votés.

(2) Par dérogation à ce principe des articles budgétaires peuvent porter les mentions "restant d'exercices antérieurs" ou "crédit sans distinction d'exercice".

(3) Les crédits portant la mention "restant d'exercices antérieurs" sont inscrits au budget pour pouvoir payer des dépenses engagées au cours d'exercices antérieurs et dont le règlement est resté en souffrance ou pour régulariser les ordonnances provisoires prévues à l'article 67, alinéa (1).

(4) Les crédits peuvent porter la mention "sans distinction d'exercice" lorsqu'ils concernent des dépenses pour lesquelles l'engagement et le paiement ne peuvent être réalisés à charge d'un même exercice budgétaire.

(5) La somme des engagements à contracter au cours d'un exercice et des engagements reportés d'exercices antérieurs ne peut dépasser de plus d'un tiers le montant du crédit voté pour l'exercice en cours et portant la mention "sans distinction d'exercice". Dans des cas exceptionnels dûment motivés, cette limite peut être dépassée sur autorisation préalable du ministre ayant le budget dans ses attributions.

Art. 18. - (1) Aucun transfert de crédit d'une section du budget à l'autre ne peut être effectué qu'en vertu d'une loi.

(2) Aucun transfert de crédit d'un article à l'autre dans la même section ne peut être opéré avant le premier novembre d'un exercice. Dans des cas exceptionnels, de tels transferts peuvent être autorisés par le ministre ayant le budget dans ses attributions avant cette date.

(3) Les crédits non limitatifs, les restants d'exercices antérieurs et les crédits spécifiquement libellés comme tels ne sont pas susceptibles d'être transférés à d'autres articles.

(4) Quel que soit leur libellé, les crédits pour l'allocation de subventions à caractère bénévole ne sont pas susceptibles d'être majorés moyennant des transferts d'excédents de crédit d'autre nature.

(5) Les membres du Gouvernement transmettent au ministre ayant le budget dans ses attributions et au contrôleur financier copie des arrêtés de transfert, indiquant la raison justificative de chaque transfert.

(6) Les membres du Gouvernement transmettent copie des arrêtés de transfert précités à la Chambre des députés.

Art. 47. - Toutes les dépenses de l'Etat doivent être prévues au budget et inscrites dans la comptabilité de l'Etat.

Art. 48. - Toute demande de crédit faite en dehors du budget annuel doit indiquer les voies et moyens de couvrir la dépense.

Art. 49. - Les dépenses ne peuvent être payées que si elles ont été préalablement engagées, liquidées et ordonnancées.

Art. 50. - (1) Les dépenses courantes comprennent notamment les dépenses de fonctionnement de l'Etat, les transferts de revenus ainsi que les intérêts et frais accessoires de la dette publique.

(2) Les dépenses en capital se composent notamment des dépenses d'investissements effectuées directement par l'Etat, des transferts en capital, des prises de participation de l'Etat dans le capital d'entreprises privées ou publiques, du remboursement du principal de la dette publique, ainsi que de l'octroi de crédits aux secteurs public et privé.

Art. 51. - Toute mesure susceptible d'entraîner une dépense à charge du budget doit faire l'objet d'une proposition d'engagement de la part de l'ordonnateur.

Art. 52. - Les dépenses ne peuvent être engagées et ordonnancées que dans la limite des crédits votés sans préjudice des dispositions prévues aux articles 16, 17 et 18.

Procédures d'exception

Art. 66. - En cas d'insuffisance de crédits à l'endroit d'un article libellé "Crédit non limitatif", pour des dépenses imprévisibles, indispensables et dont le règlement ne peut être différé, le ministre ayant le budget dans ses attributions peut autoriser préalablement à l'engagement un dépassement de crédit sur demande motivée du ministre ordonnateur.

Art. 67. - (1) En cas d'absence ou d'insuffisance de crédits, et lorsque l'urgence est extrême et telle que tout retard de paiement pourrait compromettre le service de l'Etat et porter atteinte à l'ordre public, le ministre ayant le budget dans ses attributions peut autoriser, sur demande motivée du ministre ordonnateur l'engagement des dépenses et leur paiement par ordonnance provisoire.

(2) Les ordonnances provisoires sont à régulariser à charge de crédits portant la mention "Restants d'exercices antérieurs" et ce au plus tard au cours du deuxième exercice budgétaire qui suit l'époque de leur émission.

Art. 76. - (1) Des crédits budgétaires spécifiés comme tels peuvent être ordonnancés au profit de comptes spécifiques de l'Etat dénommés "fonds spéciaux".

(2) La création d'un fonds spécial est autorisée par la loi, laquelle précise en particulier la nature des dépenses imputables à charge de ce fonds.

(3) Les dépenses à charge ainsi que les recettes au profit de ces fonds spéciaux sont soumises aux règles de la présente loi, sauf les exceptions ci-après:

a) Les fonds spéciaux sont renseignés dans la comptabilité sous un titre particulier.

b) Peuvent être payées dans la limite des crédits disponibles les dépenses engagées au cours de l'année qui donne sa dénomination à l'exercice ainsi que les dépenses engagées au cours d'années précédentes.

c) La somme des engagements à contracter au cours d'un exercice et les engagements reportés d'exercices antérieurs peuvent dépasser le total des avoirs disponibles pour cet exercice.

d) Sont considérées comme appartenant à un exercice budgétaire les dépenses payées et les recettes perçues au cours de l'année civile qui donne sa dénomination à l'exercice budgétaire.

e) L'avoir disponible au 31 décembre est reporté à l'exercice suivant.

Art. 77. - Les départements ministériels communiquent à la fin de chaque trimestre à l'inspection générale des finances un état exhaustif des engagements contractés au cours de l'exercice et des engagements à prévoir pour l'exercice en cours et pour les exercices suivants ainsi qu'un relevé des dépenses liquidées à charge des fonds spéciaux et relevant de leur compétence.

Recettes et dépenses pour ordre

Art. 78. - (1) Les recettes encaissées par l'Etat pour compte de tiers sont portées au budget des recettes et des dépenses pour ordre.

(2) Si, à la clôture définitive de l'exercice, les recettes excèdent les dépenses, le surplus peut être reporté à l'exercice suivant.

(3) Les dépenses pour ordre ne peuvent pas dépasser le montant des recettes correspondantes.